tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

UNIVERSITÉ PARIS XII - VAL DE MARNE
INSTITUT D'URBANISME DE PARIS

Thèse de Doctorat nouveau régime
en Urbanisme et aménagement

LES *PEACELINES* DE BELFAST

Du maintien de l'ordre à l'aménagement urbain (1969-2002)

Florine BALLIF

Présentée et soutenue publiquement
le 5 mai 2006

Sous la direction de Georges KNAEBEL,
Maître de Conférence à l'Institut d'Urbanisme de Paris

JURY :

Rémi Baudoui, Professeur à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble

Michael Davie, Professeur au Département de Géographie de l'Université de Tours

Anne Mandeville, Maître de Conférence HDR au Département de Droit et Science Politique de l'Université de Toulouse I

Valérie Peyronel, Professeur au Département de LEA de l'Université de Paris XII

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

A ma grand-mère, Odette Ballif (1899-2004)

qui traversa la vie et le monde avec énergie

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Aux gens de Belfast,

à leurs déchirures et à leurs espoirs

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Remerciements

Je souhaite exprimer toute ma gratitude à Antoine Haumont, ancien Maître de Conférence en géographie à Paris-VII, qui m'a guidée au début de ce travail, pour son ouverture intellectuelle, sa gentillesse et sa finesse, et à Georges Knaebel, qui m'a initiée à la recherche et a suivi cette thèse, pour ses précieux conseils, ses encouragements et sa patience. Je tiens également à remercier les membres du jury de leur intérêt.

Le laboratoire Vie Urbaine de l'Institut d'Urbanisme de Paris m'a accueillie pour mon DEA, puis en tant qu'allocataire de recherche et ATER. Je tiens particulièrement à remercier Anne Fournié, sa directrice, pour sa confiance jamais démentie. J'ai trouvé dans ce laboratoire un milieu de recherche stimulant, diversifié et ouvert. Je tiens à remercier, pour nos échanges et leur sympathie, les enseignants-chercheurs de Vie Urbaine, en particulier Michèle Jolé, Laurent Coudroy de Lille, Liliane Pierre, Pascale Philifert et Margareth Pereira, professeur invitée. Je suis aussi très reconnaissante à Thierry Paquot, Laurent Coudroy et Marie-Pierre Lefeuvre, enseignants à l'IUP, ainsi qu'à Sylvaine Bulle et Agnès Deboulet, enseignantes dans les Ecoles d'Architecture de St Etienne et de Paris-la-Villette, qui ont consacré du temps à la lecture de mon travail alors inachevé. Leurs remarques constructives m'ont permis d'enrichir le texte et d'aboutir ma réflexion. Je remercie aussi mes collègues de Paris-la-Villette, Christian Moley, Marc Bédarida, Jean Harari, François Lautier, Marc Bourdier, Aldo Altamirano et Jacqueline Ancelot pour nos discussions enrichissantes et leur soutien.

A Belfast, les enseignants du département d'*Environmental Planning* de l'université de *Queen's* m'ont accueillie dans leur faculté en 1998-1999. Ils m'ont manifesté beaucoup de sympathie et d'intérêt pour mes recherches. Je tiens particulièrement à remercier John Hendry, son directeur, qui m'a intégrée au département, Ken Sterret, pour ses conseils précieux, Malachy Mc Eldowney pour son attention, Bill Neill pour nos échanges, Steven Mc Kay et Geraint Ellis pour leur sympathie et leur aide. Grâce à eux, j'ai pu bénéficier de conditions de recherches favorables et des contacts pour trouver les informations nécessaires. Mes longues conversations avec Fred Boal, Professeur émérite au Département de Géographie de *Queen's,* ont été une source de réflexion inestimable. Neil Jarman et Dominic Bryan, chercheurs à l'*Institute for Conflict Research* de Belfast, ont été des interlocuteurs dynamiques et m'ont fait partager leur terrain, proche de mes intérêts. Enfin, le dialogue avec Brendan Murtagh, qui était à l'Université d'Ulster avant de rejoindre *Queen's* en 2000, m'a été une aide précieuse. Je voudrais aussi remercier expressément tous ceux qui m'ont reçue en entretien à Belfast : les fonctionnaires du *Northern Ireland Housing Executive*, du *Department of Environment*, du

Northern Ireland Office et de la *Royal Ulster Constabulary*, qui m'ont réservé un accueil cordial et ont bien voulu me recevoir sur un sujet sensible, ainsi que les responsables associatifs et les élus locaux pour leur disponibilité, malgré leurs emplois du temps chargés. Enfin, je ne voudrais pas oublier les bibliothécaires des *Political Collections* de la *Linen Hall Library*, pour leur aide et leur amabilité.

A Paris, j'ai longtemps fréquenté le séminaire de doctorants « Pratique de la recherche urbaine » animé par Caroline Varlet avec Christian Topalov à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociale. Ce séminaire a stimulé mes interrogations et permis de construire ma démarche. Il a été un espace de discussion, de confrontation de mes premières intuitions. Je tiens à en remercier ses organisateurs et ses participants, en particulier Claire Juillard, pour la lecture attentive de mes premières pages et ses critiques pertinentes. Je pense aussi à Jennifer Heurley, Maître de conférence à l'Université d'Aix-Marseille, pour nos échanges passionnants sur l'Irlande. Je voudrais associer également les doctorants et jeunes docteurs de l'Institut d'Urbanisme de Paris, en particulier Dominique Lefrançois, Habib Benkoula, Sylvaine Le Garrec et Joël Chirino, ainsi que Céline Barrère, Grégory Busquet, Claire Carriou, Stéphane Tonnelat, Patricia Lejoux, Christophe Guerrinha, Louis Bertrand, Denis Boy, Maïssoun Abou Warda, Jules Menier, Emmanuel Redoutey et Henri Wacrenier, pour l'ambiance de travail chaleureuse à l'IUP et leurs encouragements répétés.

Je remercie vivement Anita Becquerel, secrétaire de Vie Urbaine, pour son soutien attentif et son dévouement inlassable. Mes remerciements vont aussi à Thierry Paquot, Laurent Coudroy et Jean-Pierre Frey, pour m'avoir accueillie dans leur bureau commun à l'IUP cette année. Et je remercie le conseil scientifique de Paris XII qui m'a décerné le Prix Paul Bruston en 1998, lors de la « Semaine de la Science ».

Je souhaite exprimer ma gratitude à Marion Talagrand, pour son aide à la réalisation des illustrations et ses commentaires toujours judicieux, ainsi qu'à Alix Jaujay, pour ses corrections d'une efficacité inégalée. J'ai aussi une pensée particulière pour Béatrice de Fontgalland, Jean-Yves et Thérèse Berthe, Patrick Millereux et Elisabeth Ballif, qui m'ont généreusement ouvert leurs maisons pendant les vacances pour la rédaction de la thèse. Enfin, je tiens à exprimer ma reconnaissance à mes parents qui n'ont cessé de m'encourager, ainsi que mon frère et mes cousins, spécialement Juliette, Gabriel, Catherine, Jean-Etienne et les Gohin. Je n'oublie pas mes complices irlandais, Alan Jones et Michael O'Connor, ni mes amis qui m'ont soutenue dans ce travail, en particulier Florence, Colombe, Gaël, Cécile, Diane, Laetitia, Manuel, Gaëlle, Pierre, Agnès, Jean-Baptiste, Rita, Eudes, Savitri, François-Charles, Aude et Olivier.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

And on a day we meet to walk the line
And set the wall between us once again.
We keep the wall between us as we go.
To each the boulders that have fallen to each.
And some are loaves and some so nearly balls
We have to use a spell to make them balance :
'Stay where you are until our backs are turned !'
We wear our fingers rough with handling them.
Oh, just another kind of outdoor game,
One on a side. It comes to little more :
There where it is we do not need the wall :
He is all pine and I am apple orchard.
My apple trees will never get across
And eat the cones under his pines, I tell him.
He only says, 'Good fences make good neighbors.'
Spring is the mischief in me, and I wonder
If I could put a notion in his head :
'Why do they make good neighbors ? Isn't it
Where there are cows ? But here there are no cows.
Before I built a wall I'd ask to know
What I was walling in or walling out,
And to whom I was like to give offense,
Something there is that doesn't love a wall,
That wants it down.'

Robert Frost, Mending Wall, *The North of Boston*, 1914

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Liste des sigles

ACC : Assistant Chief Constable
ACE : Action for Community Employment
BAN : Belfast Areas of Need
BAT : Belfast Action Team
BCC : Belfast City Council
BDO : Belfast Development Office
BEPB : Belfast European Partnership Board
BIFHE : Belfast Institute for Further and Higher Education
BIP : Belfast Interface Project
BUA : Belfast Urban Area
BUAP : Belfast Urban Area Plan
BUM : Belfast Urban Motorway
CCDC : Central Citizen's Defence Committee
CCRU : Central Community Relations Unit
CDA : Comprehensive Development Area
CDC : Community Development Centre
CDS : Comprehensive Development Scheme
CERS : Community Economic Regeneration Scheme
CPLC : Community and Police Liaison Committee
CRA : Comprehensive Redevelopment Area
CRC : Community Relations Council
CRISP : Community Regeneration Improvement Special Programme
CSJ : Campaign for Social Justice
DED : Department of Economic Development
DOE : Department of Environment
DOENI : Department of Environment for Northern Ireland
DUP : Democratic Unionist Party
EDC : Environmental Design Consultants
EIS : Environmental Improvement Scheme
EMU : Education for Mutual Understanding
GGA : Gaelic Games Association
GOC : General Officer Commanding
HAA : Housing Action Area
HFH : Habitat for Humanity
HMP : Housing Market Profile
IDB : Industrial Development Board
IFI : International Fund for Ireland
IRA : Irish Republican Army
IRSP : Irish Republican Socialist Party
LEDU : Local Enterprise Development Unit
MBW : Making Belfast Work
NBPB : North Belfast Partnership Board
NICRA : Northern Ireland Civil Rights Association
NICVA : Northern Ireland Council of Voluntary Association
NIHE : Northern Ireland Housing Executive
NIO : Northern Ireland Office
PAC : Planning Appeals Commission

PANI : Police Authority for Northern Ireland
PD : People's Democracy
PIPA : Private Investment Priority Area
PSA : Public Service Agreement
PSNI : Police Service for Northern Ireland
PUP : Progressive Unionist Party
QUB : Queen's University of Belfast
RDA : Redevelopment Area
RHD : Red Hand Defenders
RIC : Royal Irish Constabulary
RIR : Royal Irish Regiment
RIR : Royal Irish Regiment
RUC : Royal Ulster Constabulary
SDLP : Social Democratic and Labour Party
SF : Sinn Fein
SICDP : Springfield inter-community Development Project
TSN : Targeting Social Need
UDA : Ulster Defence Association
UDG : Urban Development Grant
UDP : Ulster Democratic Party
UDR : Ulster Defence Regiment
UDR : Ulster Defence Regiment
UFF : Ulster Freedom Fighters
URA : Urban Renewal Assessment
URG : Urban Regeneration Group
USC : Ulster Special Constabulary
UUP : Ulster Unionist Party
UVF : Ulster Volunteer Force

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Introduction

Cette thèse se propose d'étudier le processus de cloisonnement urbain à l'œuvre à Belfast depuis le début des désordres civils jusqu'à la période contemporaine. En 1969, une *peaceline* - un « mur de paix » - est érigée par l'armée après de graves émeutes intercommunautaires. D'autres murs seront construits ultérieurement dans le but de prévenir les affrontements. Ces structures mises en place dans l'urgence se sont pérennisées et elles deviennent un élément de la politique de maintien de l'ordre. Elles divisent durablement l'espace urbain. Dans d'autres villes, des murs ont été construits suite à des conflits pour marquer les frontières. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les villes sont le théâtre privilégié des guerres étatiques et des guérillas d'indépendance et depuis la fin de la Guerre froide, des conflits ethniques. Jusqu'à la chute du mur en 1989, Berlin a longtemps été le symbole de la division. Le mur avait été construit en 1961 par les autorités de l'Est afin de fermer la frontière avec les secteurs contrôlés par les occidentaux. Il séparait l'Etat libéral d'Allemagne de l'Ouest du régime socialiste de l'Est, deux Etats et deux systèmes politiques. Le mur était une structure infranchissable, une tranchée et des barbelés formaient une zone tampon jusqu'au mur arrière, à l'Est, équipé de miradors, et les soldats avaient l'ordre de tirer sur quiconque s'y aventurait. La partition de Nicosie en 1974 est un autre exemple de division d'une ville capitale. Le conflit entre Chypriotes grecs et turcs aboutit à la partition de l'île. Nicosie était traversée par une nouvelle frontière d'Etat. Lefkosa, la partie turque était séparée de la partie grecque, Lefkosia par une sorte d'espace tampon résultant de la ligne de front. La frontière, matérialisée par des bâtiments en ruines et par les anciennes barricades, consolidées par des barbelés, des tôles et des débris, n'a été ouverte que récemment. En 2002, le gouvernement israélien a décidé de construire une « barrière de sécurité » le long de la frontière avec la Cisjordanie afin de séparer radicalement les territoires et selon ses promoteurs, d'assurer la protection des Israéliens face à la menace d'attentats suicides palestiniens. La démarcation est très forte, car le mur de plus de 8 mètres de haut, renforcé

par un fossé et des barbelés, est équipé d'un dispositif sophistiqué de surveillance. Le mur de sécurité entoure la ville de Jérusalem, englobant les colonies juives proches.

A Belfast, et c'est la différence fondamentale, le mur résulte d'un conflit intra-étatique. Dans la capitale d'Irlande du Nord, deux communautés s'opposent, aux religions différentes, protestante et catholique, aux identités nationales conflictuelles, britannique et irlandaise, et aux aspirations politiques divergentes, unioniste et nationaliste[1]. Depuis 1969, cette opposition a pris la forme d'une guerre civile. Les « Troubles » désignent les émeutes intercommunautaires et le terrorisme des milices paramilitaires. Les émeutes, les attentats à la bombe et les assassinats, impliquant des civils ou des forces de l'ordre, ont fait plus de 3000 morts en trente ans. Ce conflit « de faible intensité » a des incidences fortes sur les espaces ruraux et urbains. Les populations en mésentente organisent leur mise à distance réciproque. Belfast est modelée par la ségrégation communautaire. Plus de la moitié de la population de Belfast vit dans des zones homogènes à plus de 90 %, même s'il existe des quartiers mixtes. La division territoriale est complexe. La partie Est de la ville, protestante, enserre quelques enclaves nationalistes, tandis qu'à l'Ouest, quartiers catholiques et quartiers protestants se font face. A cause de la violence continue, le processus de repli résidentiel s'est amplifié et l'espace urbain a été de plus en plus cloisonné. Les « Troubles » ont pris fin officiellement en août 1994, lors du cessez-le-feu de l'IRA, suivi de la trêve des factions protestantes en octobre de la même année. Des tractations officieuses entre les milices paramilitaires ont permis la tenue de pourparlers mutli-partites qui ont abouti à des accords de paix, signés en avril 1998 et ratifiés par référendum en juin suivant.

Le cas de Belfast est singulier, car la fermeture des espaces urbains en raison du conflit est partielle. Les *peacelines* sont situées dans les quartiers ouvriers relativement proches du centre de Belfast. J'avais eu l'occasion de me rendre à Belfast au printemps 1995, quelques mois après les cessez-le-feu des milices paramilitaires, pour un tournoi universitaire d'escrime, alors que j'étudiais à Dublin dans le cadre d'un échange Erasmus. Avec mon équipe, nous étions cantonnés à l'espace du tournoi, près de l'université : un *Bed & Breakfast*, un gymnase et un pub. Cependant, j'ai pu visiter le centre ville proche, espace de commerces et de bureaux, désert le dimanche. De ce voyage éclair, je n'ai vu de la ville que des espaces centraux banals, hors des signes visibles de tout conflit. Lors de ma première enquête de terrain, en décembre 1997, en cherchant les « murs de paix », je me suis promenée dans les quartiers ouvriers de Belfast. Le paysage urbain était composé de petites maisons mitoyennes en brique, alignées le long de rues en damier, ou groupées en impasses dans les

[1] Pour désigner les deux communautés, j'utiliserai leur dénomination religieuse (catholiques et protestants), la plus courante dans le langage commun et dans les travaux de recherche sur l'Irlande du Nord.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

lotissements rénovés. Mon premier étonnement était lié à la difficulté d'apercevoir les *peacelines*. Hormis la structure imposante de béton dans Cupar Way, ils n'étaient pas reconnaissables immédiatement en tant que dispositifs de sécurité. De plus, ils étaient disséminés dans les quartiers ouvriers de la ville et la séparation qu'ils opéraient était discontinue. Les murs, érigés entre les jardinets des pavillons en briques, laissent parfois les rues adjacentes libres de tout obstacle. La discontinuité du cloisonnement urbain m'a interrogée sur la signification de ces murs.

En outre, la fin officielle des hostilités ne coïncide pas avec la démolition des *peacelines*. Quelques mois après les accords de paix, un nouveau mur de sécurité était construit dans Belfast-Nord. Cette situation, à première vue, est due au décalage entre le processus politique de normalisation des rapports sociaux et les soubresauts de violence sur le terrain. En effet, le processus de paix se poursuit, bien que le conflit n'ait pas entièrement cessé. Les factions les plus radicales ont rompu la trêve et les émeutes intercommunautaires sont encore fréquentes. Cela légitime la construction de murs et justifie de ne pas les détruire. Il peut exister aussi un décalage entre la paix prévue par les accords et des solutions pratiques adaptées à la situation antérieure qui constituent encore un cadre de référence pour l'action publique. Il y aurait ainsi un phénomène de routine des solutions d'ordre public qui perdureraient alors même que le contexte a changé. Enfin, on peut également postuler qu'il existe un décalage entre processus spatiaux et sociaux. Les murs de sécurité subsistent même lorsque les conditions qui ont prévalu à leur réalisation ont disparu. La durée des objets matériels peut être supérieure aux conditions sociales et politiques qui les ont créés. Mais alors, leurs fonctions et leur signification changent. L'objet peut ainsi survivre à ses conditions de production, mais il peut être transformé ou réinvesti par un usage nouveau. Les murs de sécurité à Belfast ne sont pas démolis malgré le processus de paix. Ils sont incorporés à l'espace ordinaire et souvent enjolivés. Que signifie la pérennisation des murs malgré le retour de la paix civile ? Est-ce que leur fonction change ? Sont-ils toujours destinés à séparer ? J'ai voulu étudier la logique de leur construction, les étudier en tant que processus social de constitution de la ville en conflit. Il s'agissait de comprendre le processus de cloisonnement de la ville. Quelles sont les violences en cause ? Quel est le processus de décision qui aboutit à la construction des murs et qui décide ? Comment est déterminé leur tracé ? Que signifie leur perméabilité ?

L'enquête porte sur les conditions de « production » des murs. Une première hypothèse est que la crise de l'ordre public motive la construction des dispositifs pour les forces de l'ordre, et que les mesures d'urgence sont intégrées aux pratiques ordinaires de maintien de l'ordre. La décision de construction et de localisation des *peacelines* est prise par l'armée puis par la police locale, sous le contrôle du *Northern Ireland Office* (NIO), équivalent nord-irlandais du *Home Office* britannique

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

(Ministère de l'Intérieur) depuis 1972, année de l'instauration de l'administration directe (*direct rule*) par Londres. Il semble qu'il y ait une équation entre période troublée et espace cloisonné. A Belfast, le mur est considéré comme un instrument de l'interruption de la violence. Le conflit justifie le cloisonnement urbain. Pourtant, les séparations physiques n'ont jamais eu pour effet la cessation totale de la violence. Elles n'ont empêché ni les paramilitaires de s'infiltrer, même si elles les ont retardés, ni les populations de s'affronter lors de violentes émeutes. Toutefois, même si l'on considère que ces murs sont une solution aberrante et ne résolvent rien, leur construction a une logique. Bien qu'il soit impossible de mesurer leur efficacité, il semblerait que l'on voue à l'espace matériel et à la séparation physique des vertus protectrices.

Une deuxième hypothèse est l'intégration des dispositifs de sécurité dans les opérations d'aménagement urbain. Les *flashpoints,* territoires de confrontation où intervient la police, sont un enjeu pour les politiques urbaines. Dans les années 1970, la priorité des pouvoirs publics était d'assurer la sécurité dans un contexte de guerre civile. Les *peacelines* et le quadrillage sécuritaire de la ville devaient empêcher les frictions entre catholiques et protestants. L'aménagement des territoires ne touchait pas aux dispositifs de police. Dans les années 1980, des programmes importants de rénovation et de réhabilitation de l'habitat ont été menés par le *Department of Environment* (DOE), qui correspond au Ministère de l'Equipement, de l'Environnement et de la Ville et le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE), organisme public de construction et de gestion du logement social compétent pour toute la Province. A Belfast, le parc de logements sociaux est conséquent car il représente un tiers du total. Les *peacelines* sont situées sur les terrains du NIHE et concernées par les réhabilitations. Dans beaucoup de projets de rénovation, la séparation est maintenue mais dissimulée. Les murs sont intégrés au paysage et à l'aménagement ordinaire de la ville. Au début des années 1990, une réflexion sur le partage de l'espace urbain s'est engagée dans des projets de régénération urbaine. Au fur et à mesure de la normalisation des relations communautaires et du développement économique de la ville, les enjeux d'aménagement à moyen et long terme des dispositifs sécuritaires ont été pris en compte. Alors que les dispositifs de séparation se multiplient et s'inscrivent durablement dans la ville, les responsables urbains sont confrontés à un dilemme. Doivent-ils maintenir les divisions territoriales ou chercher à décloisonner les espaces urbains ? Doivent-ils privilégier les impératifs de sécurité au détriment des objectifs d'accessibilité urbaine ? Faut-il encourager la cohésion communautaire ou promouvoir la mixité confessionnelle ?

Les dispositifs de sécurité à Belfast sont le fait de politiques de maintien de l'ordre qui s'inscrivent durablement dans l'espace de la ville. Les murs de paix sont situés sur les lieux critiques du conflit, où la logique de séparation des populations est poussée à l'extrême. Mais ils ne sont pas

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

qu'un artefact de la division communautaire à Belfast ou une simple matérialisation de la division, ni un symptôme paroxystique du conflit. Je les ai analysés comme le résultat d'un processus autonome, soumis à une logique sociale particulière, au sein d'un champ d'acteurs spécifiques. Ainsi, ils sont à la fois des instruments de maintien de l'ordre mais aussi des éléments constitutifs de l'espace urbain. Plutôt que de tenter de reconstituer une histoire « objective » de la construction des *peacelines*, dont les décisions sont prises dans l'urgence et dont il ne reste que peu de traces, j'ai tenté de déterminer les modes d'action des forces de l'ordre dans l'espace urbain, en mettant en évidence les logiques et les représentations des acteurs. Il s'agit forcément d'une reconstitution partielle, mais elle montre les phénomènes dans leur complexité. J'ai également cherché à comprendre les évolutions et les processus d'aménagement des espaces de confrontation, en rendant compte de la complexité du monde social des acteurs de l'aménagement et de la multiplicité des interventions urbaines sur une ville divisée.

Le phénomène a des contours incertains, même pour les pouvoirs publics. La chronologie des décisions échappe aux archives et est difficile à retracer. Les premières *peacelines* datent de 1969 et 1970. Bien que le processus soit continu, une deuxième vague de construction a lieu au milieu des années 1980, puis une autre à partir de la deuxième moitié des années 1990 et enfin au début des années 2000. Leur coût de construction et de maintenance est impossible à évaluer. Des estimations existent pour les opérations récentes, mais elles sont lacunaires. Ensuite, le nombre de barrières est difficile à déterminer. En effet, ce que certains décrivent comme deux barrières sont pour d'autres une seule barrière continue malgré les éventuels sectionnements. Si le nombre de barrières augmente avec le temps, les manières de les recenser varient également. Cette incertitude est visible sur les documents officiels des administrations concernées. Le NIHE a publié deux documents internes sur les *peacelines*. En 1987, le rapport intitulé *Coping with conflict, violence and urban renewal in Belfast* [Faire face au conflit. Violence et réhabilitation urbaine à Belfast], relate sommairement la construction de 13 *peacelines* et montre leur localisation. En 1991, une étude produite pour le compte du NIHE par un bureau d'études privé, *Environmental Design Consultants* et intitulée *Belfast Peacelines Study*, consiste en une analyse formelle des dispositifs et recense 15 *peacelines*. En 1994, un rapport non publié réalisé par un groupe de travail du *Northern Ireland Office* identifie 15 lieux où un mur ou une barrière sépare les deux communautés. En 1999, le même NIO fournit une liste de 31 dispositifs à l'association *Belfast Interface Project*. En 2000, les agents de

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

renseignement généraux, comptent 27 murs ou barrières dans une note d'information au gouvernement[1].

Peu de travaux existent sur le sujet, bien que Belfast ait beaucoup été analysé sous l'angle du conflit, du règlement politique, des interactions entre les groupes confessionnels. Dans la plupart des travaux sur Belfast et l'Irlande du Nord, les *peacelines* sont mentionnées de façon anecdotique. Elles forment un élément de contexte pour les études sociologiques. Les études sur la police nord-irlandaise se penchent sur les aspects institutionnels ou sur la politique générale de maintien de l'ordre ; ils évoquent rarement les *peacelines*. Toutefois, des chercheurs en géographie sociale ou en urbanisme s'intéressent aux *peacelines* et à leur relation à la ségrégation et aux politiques urbaines. Fred Boal, professeur émérite à l'université de *Queen's* à Belfast, a été le premier à se pencher sur les *peacelines* et leurs origines. Etudiant les interactions sociales des quartiers confessionnels de Belfast dans *Territoriality on the Shankill-Falls divide*[2], actualisé dans *The perspective from 1976*[3], il montre que la première *peaceline* érigée en 1969 est située sur des frontières sociales préexistantes. Il développe cette analyse dans un article de 1977, *A city in conflict*[4]. Au début des années 1980, Gerry Dawson, alors étudiant au département de *Civic Design* de l'université de Liverpool, a réalisé une recherche sur l'intégration des *peacelines* aux projets de rénovation urbaine dans le Short Strand, un quartier ouvrier de Belfast-Est. Son mémoire est intitulé *Planning in the shadow of urban civil conflict : a case study from Belfast*[5], dont il a publié une version réduite, *Defensive planning in Belfast*, dans la revue *Irish Geography*[6]. D'autres travaux examinent les *peacelines* au sein des politiques urbaines. Brendan Murtagh, professeur à l'Université d'Ulster, s'est intéressé à leurs effets socio-économiques au milieu des années 1990 dans *Ethnic space and the challenge to land use planning, a study of Belfast's peacelines*[7], montrant que les *peacelines* sont un facteur aggravant la pauvreté urbaine. Ces analyses sont reprises dans le chapitre de l'ouvrage collectif *Reimaging the pariah city*[8]. Dans *Planning and ethnic space in Belfast*[9],

[1] Neil Jarman, *Managing disorder, Responding to interface violence in North Belfast,* Belfast : CDC, 2002, p. 23.

[2] F.W. Boal, Territoriality on the Shankill-Falls divide, Belfast, *Irish Geography*, vol. 6 n°1, 1969.

[3] F.W. Boal, Territoriality on the Shankill-Falls divide, Belfast. The perspective from 1976 in D.A. Lanegran, R. Palm (ed.) *An invitation to Geography*, New York : McGraw-Hill, 1977.

[4] F. Boal, R. Murray, A city in conflict, *Geographical Magazine,* vol. 44, 1977.

[5] G. Dawson, *Planning in the shadow of urban civil conflict : a case study from Belfast.* Department of civic design, University of Liverpool, Working paper n°24, 1984.

[6] G. Dawson, Defensive planning in Belfast. *Irish Geography,* vol. 17, 1984.

[7] B. Murtagh, *Ethnic space and the challenge to land use planning: a study of Belfast's peace lines*, Centre for Policy Research, Research paper n°7, University of Ulster, 1994.

[8] W. Neill, D. Fitzsimons, B. Murtagh, *Reimaging the pariah city. Urban development in Belfast and Detroit.* Avebury, 1995.

[9] B. Murtagh, *Planning and ethnic space in Belfast*, Centre for Policy Research, Occasional paper n°5, University of Ulster, 1993.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Murtagh décrit le rôle des forces de l'ordre. A la fin des années 1990, Scott Bollens, professeur au département d'*Urban Planning* de l'université de Californie, publie deux ouvrages sur les politiques urbaines dans les villes divisées, *Urban peace building in divided societies : Belfast and Johannesburg*[1] et *On narrow ground : urban policy and ethnic conflict in Jerusalem and Belfast*[2]. Ils contiennent des sections identiques sur Belfast, dans lesquelles les *peacelines* sont présentées comme un symptôme du conflit, un aspect des divisions territoriales dont l'auteur étudie les implications pour les politiques urbaines. Enfin, les *peacelines* apparaissent parfois à l'arrière plan de fictions romanesques récentes, comme *Eureka Street* de Robert Mc Liam Wilson[3] et font l'objet de travaux photographiques[4]. Je me suis appuyée sur ces documents, scientifiques ou non, au départ de ma recherche.

J'ai alors collecté des sources de plusieurs types. Pour les premières *peacelines*, datant de la fin des années 1960 et du début des années 1970, je disposais seulement d'articles de presse et de la chronologie des événements établie par Deutsch et Magowan[5]. Les rapports des commissions parlementaires sur les désordres de 1969 ne font qu'une évaluation générale du rôle de la police et de l'armée. Ni les archives militaires britanniques, ni celles de la police nord-irlandaise ne sont ouvertes au moment de mon enquête. Le savoir est disséminé dans la mémoire individuelle et collective des forces de l'ordre. Mais les sources orales sont indisponibles, car je n'ai pu retrouver les officiers de police et les militaires en poste il y a trente ans, aujourd'hui démobilisés ou décédés, et d'ailleurs soumis à la réserve. Pour les périodes plus récentes, la difficulté est similaire, en raison de la grande mobilité géographique des personnels militaires et de la police. De plus, il est impossible d'interroger les membres des forces de l'ordre sur leur action au cours de leurs affectations antérieures. Par conséquent, j'ai interrogé les officiers de police en poste sur les décisions et les problèmes contemporains de l'enquête de terrain. Je n'ai pas interrogé de militaires, car l'armée n'est plus compétente pour les *peacelines* et au moment de l'enquête en 1998-2000, elle n'intervient plus dans les opérations de maintien de l'ordre[6]. Il a été long de contacter les membres de la police, car ils ne peuvent parler sans autorisation de la hiérarchie. J'ai également mené des entretiens avec des représentants du *Northern Ireland Office*, à savoir le chef de la *security and policy division* et les officiers de renseignements généraux de Belfast. J'ai aussi recueilli des données statistiques et des informations sur le fonctionnement du *Department of Environment* (DOE) et du

[1] S. Bollens, *Urban peace-building in divided societies : Belfast and Johannesburg*, Westview Press, 1998.

[2] S. Bollens, *On narrow ground : urban policy and ethnic conflict in Jerusalem and Belfast*, Albany : SUNY, 2000.

[3] Robert Mc Liam Wilson, *Eureka Street,* Londres : Minerva, 1997.

[4] F. Quinn, *Interface images,* Belfast : Belfast Exposed Community Photography Group, 1994.

[5] Richard Deutsch, Vivien Magowan, *Northern Ireland, 1968-73: A chronology of events,* Blackstaff Press, 1973.

[6] Elle sera cependant rappelée en renfort ultérieurement lorsque la situation intérieure se sera détériorée en 2002.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Northern Ireland Housing Executive (NIHE). Des entretiens avec les fonctionnaires de ces organismes m'ont permis de comprendre leur action sur les *peacelines*. Les documents d'urbanisme qu'ils m'ont donnés ont également été utiles à l'enquête. J'ai complété ces données avec des observations de terrain et des photographies des *peacelines*.

Mes recherches de terrain ont duré un peu plus d'un an. Trois courts séjours exploratoires en 1998 m'ont permis de prendre les premiers contacts avec l'université et le terrain. Ensuite, pendant 11 mois, d'octobre 1998 à août 1999, j'ai été accueillie dans le département d'*Environmental Planning* de l'université de *Queen's* à Belfast. J'ai eu des contacts privilégiés avec les enseignants du département, notamment Ken Sterret et Bill Neill, pour me guider dans mon enquête de terrain. J'ai complété le corpus d'entretiens pendant 6 semaines, en février-mars 2000. Durant un bref séjour à Belfast en juin 2001, j'ai fait le point avec mes interlocuteurs de *Queen's*, notamment Brendan Murtagh, nouvellement nommé, qui a travaillé sur ces questions au *Centre for Policy Research* de l'Université d'Ulster. Mon statut d'étrangère et ma position extérieure au conflit me conféraient à la fois une distance émotionnelle et une neutralité a priori face à mes interlocuteurs. De plus, j'avais la possibilité de passer « des deux côtés du mur », d'observer les dispositifs de sécurité du côté catholique et protestant.

Pour l'exposé, j'ai choisi un plan plus thématique que chronologique. J'ai surtout séparé les deux processus sociaux, le maintien de l'ordre et l'aménagement urbain. Même s'ils s'exercent sur des espaces semblables, ils mobilisent des acteurs distincts et des logiques sociales autonomes. Cependant, les acteurs urbains interviennent le plus souvent sur les dispositifs déjà mis en place par la police. J'ai cherché à montrer comment les forces de l'ordre utilisent les murs de paix comme mode de canalisation de la violence intercommunautaire, en l'analysant comme une réponse standardisée à une situation incontrôlable. Ensuite, j'ai étudié comment les urbanistes interviennent sur ces dispositifs de séparation et les intègrent dans les projets d'aménagement. J'ai tenté de comprendre l'incorporation de la séparation confessionnelle dans l'espace urbain. Mais auparavant, il était nécessaire de comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent les dispositifs de séparation.

Ainsi, l'exposé général s'articule comme suit : le premier chapitre détaille les aspects politiques et sociaux du conflit nord-irlandais. Il s'attache surtout à décrire l'inscription des identités confessionnelles dans la ville et leur symbolique, notamment dans les défilés et les marquages identitaires des espaces urbains. Le chapitre 2 retrace et décrit l'irruption de la violence à la fin des années 1960. Il tente de comprendre la relation des émeutes au territoire urbain et la mise en place des premières *peacelines* dans l'urgence, ainsi que des autres mesures de quadrillage spatial. Le

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

chapitre 3 traite de la pérennité des *peacelines* comme pratiques de maintien de l'ordre et leur double processus de politisation : un contrôle politique accru et l'émergence d'un débat public et de consultations entre la police et la société civile. Le chapitre 4 analyse la question de l'influence des divisions confessionnelles dans les politiques urbaines. Malgré une volonté de neutralité, les pouvoirs publics, notamment ceux en charge de la planification urbaine et du logement social sont contraints par les divisions. Le chapitre 5 est consacré à l'organisation du compartimentage urbain. Il analyse comment les rénovations urbaines et actions sur les espaces urbains dégradés intègrent les murs de sécurité dans le paysage urbain. Le chapitre 6 considère les initiatives de décloisonnement urbain. Celles-ci sont nées grâce au processus de paix concrétisé par la trêve des milices en 1994 et sont parfois sous-tendues par un discours de réconciliation sociale. Il s'agit de comprendre comment les politiques urbaines appréhendent les territoires marqués par la division intercommunautaire.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

1. Belfast, territoire disputé

De nombreux ouvrages théoriques et empiriques ont tenté d'expliquer le conflit en Irlande du Nord. John Whyte[1] recense environ 7000 documents réalisés entre 1968 et 1989. Les divisions internes à l'Irlande du Nord sont le plus souvent invoquées. Parfois, les facteurs externes, l'influence des gouvernements britannique et irlandais, entrent dans l'analyse. Une explication en terme de guerre de religion anachronique a été véhiculée par des titres d'ouvrages sociologiques tels que *Holy war in Belfast*[2] ou *Religious war in Northern Ireland*[3]. Certains auteurs accordent une place importante à la dimension religieuse du conflit[4]. Mais les divisions sont essentiellement liées à la construction de l'Etat et de la citoyenneté d'Irlande du Nord. Elles résultent d'une situation coloniale particulière. Le conflit est d'abord lié à des questions constitutionnelles et politiques. Les relations de pouvoir entre les groupes au sein de leur cadre de référence, l'État, sont aussi importantes que les contenus identitaires. La différence entre les communautés est d'abord politique, d'autant que les différences culturelles et « ethniques » sont faibles. La dénomination des groupes – catholiques et protestants – suggère un conflit religieux. Or, l'enjeu du conflit n'est pas théologique. La religion est un marqueur central de l'identité, mais les différences sont multiples, se superposent ; le clivage est multidimensionnel. Les autochtones colonisés étaient catholiques, tandis que les colons anglais et écossais étaient protestants. Les catholiques sont nationalistes, militant pour la réunification d'une Irlande indépendante. Les protestants unionistes souhaitent le maintien de l'Irlande du Nord dans le giron britannique. Les républicains constituent la frange radicale du

[1] J.H. Whyte, *Interpreting Northern Ireland,* Oxford : Clarendon Press, 1990.

[2] A. Boyd, *Holy war in Belfast, A history of the troubles in Ireland,* Anvil Books 1969.

[3] G. Easthope, Religions war in Northern Ireland, *Sociology,* n°10, 1976.

[4] J. Fulton, *The tragedy of beliefs. Division, politics, and religion in Ireland*, Oxford : Clarendon Press, 1991 et J. Hickey, *Religion and the Northern Ireland problem*, Dublin : Gill & Macmillan, 1984.

nationalisme et sont les plus opposés aux compromis, tandis que les extrémistes protestants sont les loyalistes. Le conflit a pris la forme d'une guerre civile depuis la fin des années 1960, désignée en anglais par l'expression de *Troubles*, signifiant littéralement « Désordres », mais le plus souvent traduite en français par « Troubles »[1].

1-1. La construction de l'Etat et le conflit communautaire

Les différences entre les deux groupes, sur lesquelles s'est fondée la construction des identités communautaires, ont jeté les bases de la relation de domination des protestants sur les catholiques. Ce système s'est auto-renforcé. La domination a produit des intérêts à préserver et par conséquent une solidarité plus grande à l'intérieur des communautés. En retour, la division communautaire a renforcé ces intérêts conflictuels. Les tentatives de règlement politique ont souvent été les otages de la différence culturelle générant de la distance et de l'inimitié.

1-11. Le conflit politique et constitutionnel

1-11.1. L'Irlande du Nord, un Etat issu d'un compromis territorial fragile

Au 12e siècle, l'Angleterre conquiert l'Irlande mais les liens de vassalité sont plutôt ténus jusqu'à la fin du 16e siècle. Les tentatives de soumission de l'île se résument à des opérations militaires, notamment pour mater les soulèvements populaires[2]. La colonisation de l'Irlande débute véritablement au 17e siècle[3]. La politique de « plantation », c'est à dire de colonisation économique, installe les colons écossais et anglais, de confession protestante, au nord-est de l'île (Figure 1).

[1] On peut remarquer que les euphémismes sont typiques de la désignation officielle des conflits de décolonisation comme les « Evénements » d'Algérie, même si on ne peut pas parler strictement de décolonisation pour l'Irlande du Nord.

[2] Richard Jenkins, *Rethinking ethnicity. Arguments and explorations,* Londres : Sage Publications, 1997, p. 90.

[3] Joseph Ruane, Jennifer Todd, *The dynamics of conflict in Northern Ireland. Power, conflict and emancipation*, Cambridge University Press, 1996, p. 16–21.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

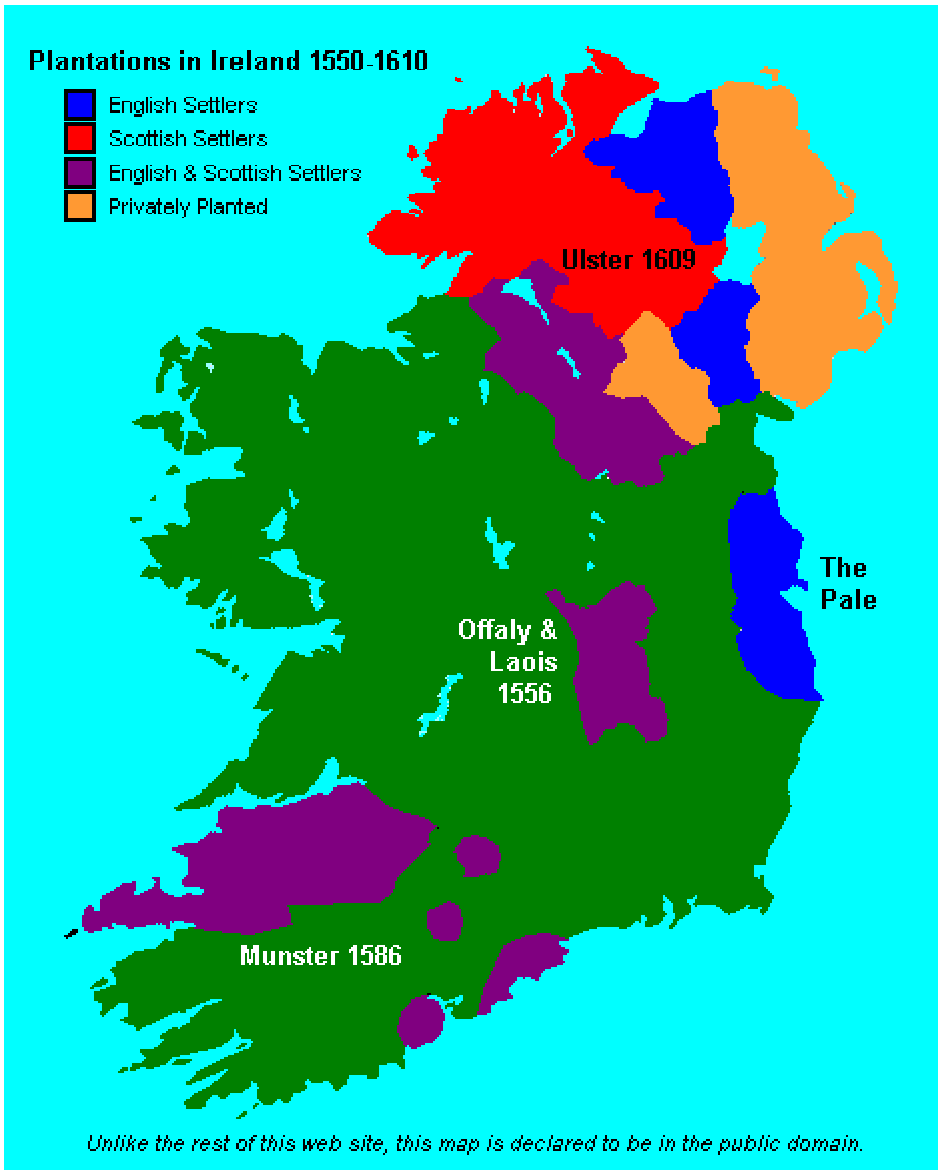


Figure 1 : Les Plantations en 1610 (Source : CAIN, *Conflict Archives on Northern Ireland*, disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/images/maps/ire_1609.gif)

Les autochtones irlandais et catholiques sont dépossédés de leurs terres, créant un sentiment de revanche des catholiques et la mentalité d'assiégés des protestants[1]. Les révoltes sont matées pour préserver les intérêts économiques. La victoire de Guillaume d'Orange sur Jacques II en 1690 assure définitivement la domination anglaise. Les Lois Pénales (*Penal Laws*) votées à la fin du 17e siècle, à l'encontre de tous ceux qui ne sont pas affiliés à l'Eglise officielle, l'Eglise anglicane, empêchent l'ascension sociale des catholiques. Ils sont frappés de multiples interdictions : de participer à la vie politique, de pratiquer leur religion, de posséder des terres ou des biens

[1] Philip Robinson, Plantation and colonisation : the historical background, in F.W. Boal, J.N.H. Douglas (ed.), *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem*, Londres : Academic Press, 1982, p 13-17.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

immobiliers, d'accéder à des emplois libéraux. La révolution industrielle, avec le développement des industries textile et navale, aggrave les inégalités socio-économiques. Celles-ci renforcent la domination de la bourgeoisie protestante et le lien entre l'appartenance communautaire et les activités économiques et politiques. En 1800, l'Acte d'Union de l'Irlande à la Grande-Bretagne est signé. Ce changement constitutionnel est déterminant. Les Etats nationaux en Europe se sont constitués au 19e siècle avec l'émergence du concept de nation, définie comme un peuple ayant droit à l'autodétermination dans le cadre d'un État. La colonisation anglaise a contribué à la formation de deux idéologies nationales, le nationalisme irlandais et l'unionisme protestant. Le nationalisme irlandais revendique son droit à l'autodétermination et prône le séparatisme et l'avènement d'une Irlande indépendante. Les protestants se considèrent comme britanniques et veulent le maintien dans l'Union. Le mouvement de rébellion nationale irlandaise s'amplifie au long du 19e siècle. A la fin du 19e siècle, des solutions d'autonomie (*Home Rule*) se profilent. En 1886 et 1893, le Premier ministre britannique Gladstone présente des projets de loi au Parlement, qui les rejette. L'autonomie de l'Irlande est finalement votée en 1912, mais se heurte au refus des protestants d'Ulster et est abandonnée. L'insurrection des nationalistes de Pâques 1916 est un échec et elle est durement réprimée. La Première Guerre mondiale diffère le règlement de la question irlandaise. En 1920, le gouvernement britannique tranche en faveur d'une partition territoriale[1]. Il accorde l'indépendance aux 26 comtés du sud, qui deviennent l'Etat Libre d'Irlande (*Irish Free State*)[2]. Les 6 comtés du nord forment l'Irlande du Nord, attachée au Royaume-Uni et acquérant un statut de semi-autonomie (Figure 2).

[1] Vote du *Government of Ireland Act*, le 23 décembre 1920.

[2] Il se transforme en République en 1949.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 2 : Irlande du Nord (Source : R. Weitzer, *Transforming settler States : communal conflict and internal security in Northern Ireland and Zimbabwe*, Berkeley: University of California Press, 1990)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

La partition est un compromis entre des aspirations constitutionnelles opposées[1]. Elle prend acte des revendications autonomistes des catholiques et de l'opposition des protestants à l'indépendance de l'Irlande et de leur volonté de rattachement au Royaume-Uni. Cependant, l'Etat d'Irlande du Nord créé par la partition de 1920 est loin d'être homogène, en raison de la dispersion des populations sur le territoire et de la nécessité de préserver la viabilité territoriale du nouvel Etat. La partition a laissé une forte minorité en Irlande du Nord. En 1920, la population compte 420 000 catholiques et 830 000 protestants[2]. Belfast contient la minorité catholique la plus importante. Le comté de Tyrone, au centre de l'Irlande du Nord, constitue une enclave catholique. Les trois comtés limitrophes au sud, Down, South Armagh et Fermanagh ont une minorité catholique importante. La frontière dessinée en 1920 suit les limites des comtés, constitués au fil de l'histoire par les propriétés foncières des grandes familles irlandaises, plus que par un principe de division territoriale. Douglas suggère que ces limites ont été utilisés car leur inscription sur les cartes leur conférait une certaine autorité dans les délibérations et négociations[3]. Toutefois, la nouvelle frontière ne correspond pas à l'ancienne province d'Ulster qui comprenait 9 comtés[4] (Figure 3).

Cette tentative de solution au « problème irlandais » circonscrit le conflit au Nord. Le nouveau schéma territorial et institutionnel est d'abord refusé par les nationalistes. Les leaders du *Sinn Fein*, le parti nationaliste créé en 1905, signent tout de même un traité avec le gouvernement britannique en 1920[5]. Mais malgré le traité, l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA) lance une campagne de terrorisme visant à déstabiliser le nouvel Etat. Le conflit entre l'IRA et l'armée britannique est renforcé par de violentes émeutes parmi la population civile. En 1922, la législation d'urgence[6] est promulguée, mettant en place une police spéciale anti-émeutes (*B-Specials*) et la

[1] John Fulton, Ethnicity and state form in the division of Ireland, *New Community* [Journal of the European Research Centre on migration and ethnic relation, University of Utrecht], vol. 21, n°3, juillet 1995, p. 349.

[2] Y. Courbage, Rivalités démographique en Irlande du Nord, *Population et société* [INED], n° 309, janvier 1996.

[3] J.N.H. Douglas, Northern Ireland : spatial framework and community relations in F.W. Boal, J.N.H. Douglas (ed.) *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem*, Londres : Academic Press, 1982, p. 113.

[4] Jusqu'en 1920, l'Irlande était divisée en 4 provinces : Ulster, Connacht, Leinster, Munster.

[5] Traité anglo-irlandais du 6 décembre 1920 acceptant la partition.

[6] *Emergency Provision Act*. La *Civil Authorities Special Powers Act*, appelé *Special Powers Act*, est une loi instituant les pouvoirs spéciaux promulguée en 1922. Elle a été renouvelée annuellement par le Parlement d'Irlande du Nord, puis en 1933 elle devient loi permanente. Elle sera abrogée en 1972 après l'imposition de l'administration directe. La permanence de cette loi ne s'explique pas seulement par la violence politique car elle subsiste même dans les périodes de tranquillité. Son rôle est de maintenir l'ascendant politique des protestants. Cela explique aussi le maintien des *B-Specials* après la fin des insurrections des années 1920.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

procédure d'internement sans procès[1]. En Irlande du sud, la ratification du traité en juin 1992 provoque une guerre civile qui dure jusqu'en mai 1923.

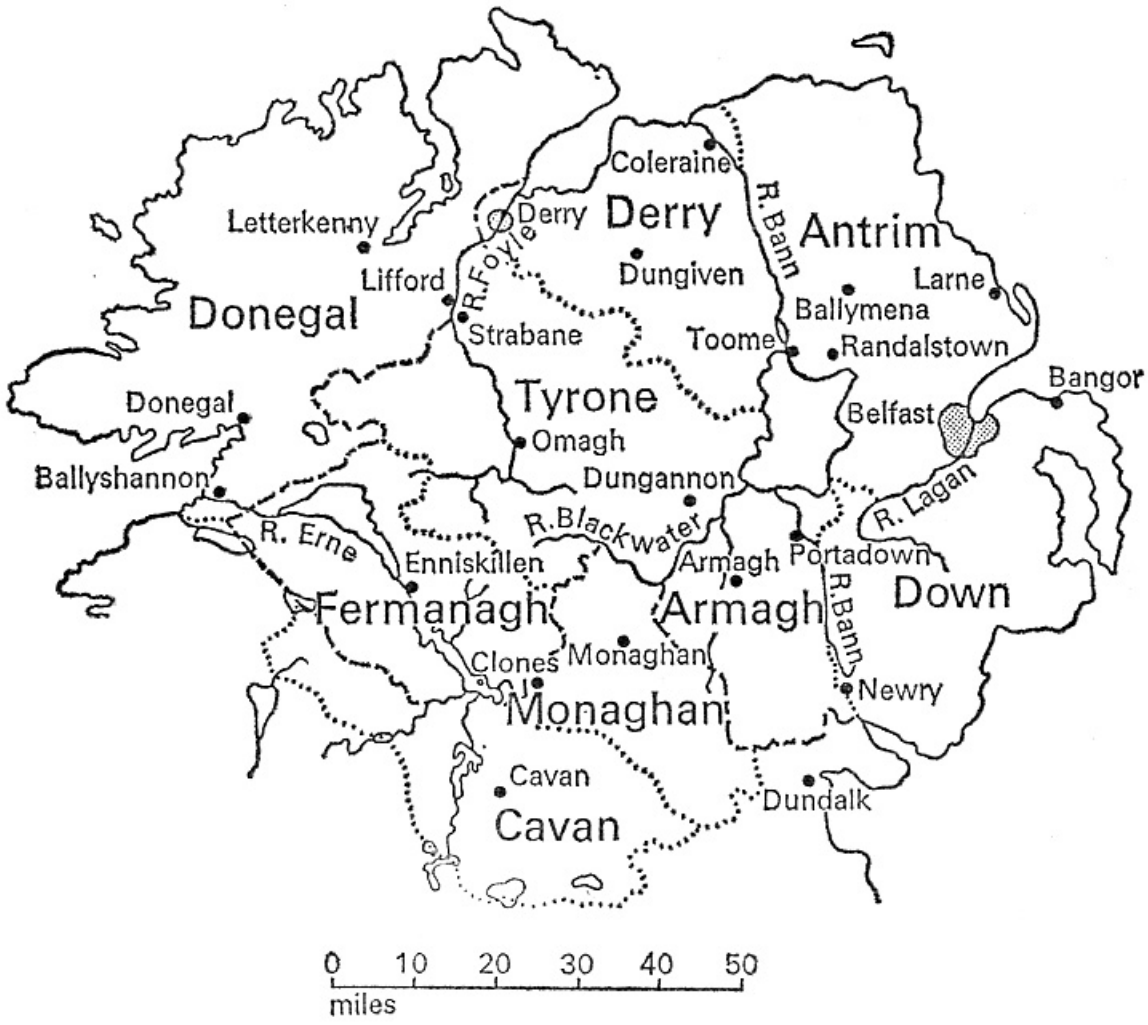


Figure 3 : Carte de l'Ulster (Source : Sunday Times Insight team. *Ulster. The story up to Easter 1972*. Penguin Books, 1972, p. 313)

Le traité de 1920 prévoyait l'établissement d'une Commission de démarcation pour re-dessiner la frontière. En raison de la guerre civile, ses conclusions ne sont rédigées qu'en 1925. Les re-découpages qu'elle propose sont marginaux et ne parviennent à homogénéiser qu'une faible

[1] A.T. Stewart, *On narrow ground, Aspects of Ulster, 1609-1969*, Londres : Faber & Faber, 1977, p. 174.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

partie du territoire limitrophe. La commission ne trouve pas de solution pour les catholiques intégrés à l'Irlande du Nord contre leur volonté. En conséquence, la commission est dissoute et le gouvernement irlandais, en échange de quelques compensations financières, signe la reconnaissance de la frontière établie en 1920[1].

Ainsi, les limites de l'Etat irlandais (*Irish Free State*) ne correspondent pas à la limite de la nation. La nation irlandaise a une partie de ses membres en dehors de son territoire tandis que l'Irlande du Nord abrite une minorité irlandaise. La partition a créé une situation de double minorité : majoritaires en Irlande du Nord, les protestants sont minoritaires à l'échelle de l'île. La domination protestante ne sera assurée que s'ils parviennent à maintenir leur supériorité numérique en Irlande du Nord. Cette position des protestants fragilise leur légitimité, d'autant qu'elle est contestée par l'Etat du Sud. Les frontières de l'Etat nord-irlandais ne sont pas entièrement reconnues par l'Etat d'Irlande. La constitution irlandaise de 1937 posait une revendication territoriale sur l'Irlande du Nord, dans ses articles 2 et 3[2]. L'article 2 stipule que « le territoire national comprend l'Irlande dans son ensemble, ses îles et ses eaux territoriales ». Il pose également : « toute personne née sur l'île d'Irlande, qui comprend ses îles et ses eaux territoriales, appartient à la nation irlandaise. C'est aussi de plein droit que toute personne, répondant au critère de la loi, pourra être citoyen irlandais ». Cet article octroie la nationalité irlandaise à toute personne née au Nord ou au Sud et la citoyenneté « à toute personne répondant au critère de la loi ». Il faut cependant relativiser la portée pratique de cet article. Le seul fait concret significatif est la délivrance d'un passeport irlandais à tout ressortissant d'Irlande du Nord qui en fait la demande. L'article 3 exprime une volonté de réunification, dans le respect de la minorité protestante de l'île, stipulant que « la nation irlandaise a la ferme volonté, en toute harmonie et fraternité, de réunir tous les habitants qui se partagent le territoire de l'île d'Irlande, dans toute la diversité de leurs identités et traditions ». Les articles 2 et 3 de la constitution irlandaise contestant la légitimité de l'Etat du Nord ne seront supprimés qu'en 1998 en vertu des accords de paix.

1-11.2. Un Etat inégalitaire dominé par les protestants, 1921-1972

Le nouvel Etat nord-irlandais créé en 1921, dont Belfast est la capitale, bénéficie d'une autonomie interne. Le système institutionnel est dual. Un gouvernement et un parlement d'Irlande du Nord gèrent les affaires intérieures. Le parlement et le gouvernement de Westminster exercent

[1] Douglas, *loc. cit.*

[2] E. O'Grady, L'Irlande du Nord : une zone frontière atypique, in Joël Kotek (dir), *L'Europe et ses villes frontières*, Bruxelles : Editions Complexes, 1996, p. 188.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

les compétences générales telles que la défense, les affaires étrangères et la politique fiscale. L'Irlande du Nord participe au système parlementaire britannique, par l'élection de 12 députés à la Chambre des Communes de Westminster[1].

L'Etat nord-irlandais est le garant des privilèges protestants. Le Premier ministre, Lord Craigavon, déclare en 1934 : « Nous sommes un Parlement protestant et un Etat protestant »[2]. D'une part, les frontières garantissent leur majorité numérique alors qu'ils sont minoritaires dans l'île. D'autre part, la suprématie sociale et politique de la bourgeoisie protestante est préservée au sein des nouvelles institutions. Le découpage des circonscriptions électorales de 1922 facilite la conquête du pouvoir par les protestants. L'impact du découpage est difficile à mesurer, mais le cas le plus cité est celui de la municipalité de Derry, la seconde ville d'Irlande du Nord, contrôlée par les protestants, alors que la majorité de la population est catholique[3]. De plus, les unionistes disposent de la majorité absolue au parlement local. De 1929 à 1969, près de 40 % des sièges sont gagnés sans opposition et les unionistes ne disposent jamais de moins de 32 sièges sur 52 à la chambre basse pendant cette période[4].

La construction du parlement sur la colline de Stormont dans Belfast-Est, au début des années 1920, est le symbole de la domination unioniste dans les institutions du nouvel Etat nord-irlandais[5]. Pour le porte-parole du gouvernement, le Stormont est la preuve tangible de la permanence des institutions et du lien éternel et indissoluble avec la couronne britannique[6]. Le bâtiment néoclassique symbolise le droit à l'autodétermination des unionistes et la volonté de préserver leur identité britannique. Au sommet de l'édifice se trouve une statue de *Britannia*, flanquée de deux lions. Sur le fronton, un autre groupe de statues représente « l'Ulster présentant la flamme de la loyauté à la Grande-Bretagne et au Commonwealth[7] » (Figure 4). Sur l'esplanade s'élève une grande statue en bronze du « père fondateur » de l'Ulster, Lord Edward Carson (Figure 5). Elle est posée sur un socle en granit au bout de l'allée monumentale qui conduit au parlement.

[1] En fonction de sa population, elle devrait avoir 18 représentants, mais ce nombre est diminué en raison de l'existence du parlement local. Afin de tenir compte des changements démographiques et de l'abolition des institutions locales, la réforme électorale de 1981 porte le nombre de député nord-irlandais aux Communes à 17 (Douglas, *op. cit.,* p. 131). Leur nombre passe à 18 lors de la réforme électorale de 1997.

[2] O'Grady, *op. cit.*, p. 191.

[3] Douglas, *op. cit.,* p. 121.

[4] P. Arthur, K. Jeffrey, *Northern Ireland since 1968,* Oxford : Blackwell, 1988, p. 33.

[5] W. Neill, Place visions and representational landscapes : 'reading' Stormont in Belfast and the Palast der Republik in Berlin, *Planning Practice and Research* (GB), vol. 13, n°4, 1998, p. 394.

[6] Jonathan Bardon, *Belfast, an illustrated history*, Belfast : Blackstaff Press, 1982, p 225.

[7] *Parliament Buildings Stormont*, Londres : HMSO, s.d., p. 3.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

La représentation du leader unioniste dans une pose de « déclaration rhétorique » a été décrite comme une « personnification du défi lancé au nationalisme irlandais en ascension[1] ». Des frises sur la base de la statue décrivent des scènes des débuts de l'unionisme, tels que l'*Ulster Covenant*, la convention d'Ulster, dont Lord Carson est à l'origine, paraphée en 1912 par 400 000 unionistes, jurant d'user de tous les moyens nécessaires pour lutter contre la 'conspiration' visant à établir l'autonomie irlandaise. Les signataires créèrent également une unité paramilitaire, l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) pour résister au projet d'autonomie du gouvernement britannique. Véritable milice, elle a compté jusqu'à 100 000 hommes, avant son intégration dans l'armée britannique lors de la Première Guerre mondiale[2]. Ainsi, le Stormont, espace central de représentation protestante, est un symbole de défiance à l'encontre du nationalisme irlandais. La grandeur du passé britannique s'est substituée à un mythe fondateur protestant. L'union à la Grande-Bretagne est constitutive du nationalisme protestant d'Ulster Il n'y a pas d'espace de représentation qui construise l'identité protestante en terme spatial. L'Ulster, en terme géographique, en tant que paysage et territoire, n'existe pas dans la culture politique des protestants. Le mythe historique qui légitime leur place en Irlande du Nord est la nécessité de se défendre contre les catholiques[3]. Les slogans *No surrender* (pas de reddition), hérité du siège de Londonderry à la fin du 17e siècle et *Not an inch* (pas un mètre) sont encore utilisés et ont une résonance très forte dans la vie politique contemporaine.

La naissance de l'Etat d'Irlande du Nord et de ses institutions s'inscrit dans le refus, par les protestants, de l'autonomie de l'Irlande qui aurait signifié un gouvernement par les catholiques et la fin de leurs privilèges. La domination de la classe dirigeante unioniste est liée à l'existence même de l'Etat nord-irlandais et à son rattachement à la Grande-Bretagne. Comme l'Etat est le garant de cette suprématie, les élites s'investissent dans la défense de l'Etat et de l'Union. La loyauté à la couronne britannique devient donc constitutive de la culture politique protestante et s'oppose à la revendication constitutionnelle inverse, la réunification de l'Irlande. Par conséquent, le clivage politique fondamental est lié au statut constitutionnel. L'opposition n'est pas d'abord de nature économique, même si les protestants possèdent les clés de l'économie, notamment les industries. Il y a une plus forte concentration de catholiques en bas de l'échelle sociale et une plus grande concentration de protestants en haut, même s'il existe aussi de fortes différences socio-économiques intracommunautaires. Boal note qu'au début des années 1970, à Belfast, 74 % des chefs de ménages catholiques sont des ouvriers, qualifiés ou non, et 26 appartiennent aux

[1] D. Officer, In search of order, permanence and stability : building Stormont, 1921-32, in R. English (ed.) *Unionism in modern Ireland : new perspective on politics and culture,* Londres : Gill & Macmillan, 1996, p. 142.

[2] Stewart, *op. cit.*, p. 168.

[3] D.G. Pringle, Diversity, asymmetry and the quest for consensus, *Political Geography* (GB), vol. 17, n°2, 1998, p. 232.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

professions intermédiaires ou supérieures. Ces chiffres sont respectivement de 63 % et 37 % pour les protestants[1].

Au sein de l'Etat semi-autonome, tout pouvoir accordé aux catholiques constitue une menace pour la suprématie protestante et ravive les peurs des loyalistes d'être engloutis dans une Irlande à majorité catholique. La culture protestante est largement dominée par une mentalité d'assiégés. L'Etat a été construit dans un contexte de relations de pouvoir entre un groupe dominant et un groupe dominé. Ces relations ont renforcé les appariements communautaires et ont empêché l'assimilation politique et sociale de la minorité. Les discriminations de fait pratiquées à l'encontre des catholiques sont avérées avant 1972[2]. Elles sont particulièrement sensibles au niveau de la vie politique locale, de l'emploi et du logement social, géré par les municipalités. De surcroît, les allégations de discrimination et le refus du gouvernement de les entendre ont joué un grand rôle dans le déclenchement de la crise politique et des insurrections en 1969.



Figure 4 : Le Parlement de Stormont, Belfast (août 1999)

[1] F.W. Boal, R.C. Murray, Belfast: the urban encapsulation of a national conflict, in Clarke, S.C., Obler, J.L., (ed.), *Urban ethnic conflict, a comparative perspective.* Chapel Hill : Institute for Research in Social Science, University of North Caroline, Comparative urban studies monograph series n°3, 1977, p. 117.

[2] Government of Northern Ireland, *Disturbances in Northern Ireland. Report of the commission appointed by the governor of Northern Ireland.* (Cmd. 532). Belfast : Her Majesty Stationery Office, Sept. 1969 [rapport Cameron].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 5 : Statue de Lord Carson (août 1999)

1-11.3. La tutelle britannique et la recherche d'un consensus, 1972-2003

L'agitation civile provoquée par les manifestations pour les droits civiques et la réaction des protestants extrémistes à la fin des années 1960 entraîne une situation de désordre public incontrôlable. L'armée est envoyée en août 1969 en Irlande du Nord. En 1972, après 3 ans de quasi-guerre civile et de crise politique prolongée, le gouvernement britannique suspend le parlement et le gouvernement du Stormont pour instituer l'administration directe (*direct rule*) de la province par Londres. Les pouvoirs législatif et exécutif nord-irlandais sont transférés à Westminster. Un poste de Secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord (*Secretary of State for Northern Ireland*) est créé au sein du cabinet britannique. Il est directement responsable devant Westminster. Il est à la tête d'une administration déconcentrée, le *Northern Ireland Office* (NIO), qui

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

remplace les anciens départements ministériels. Le NIO comprend 6 ministères[1] pour gérer les affaires intérieures : santé et services sociaux (*Department of Health and Social Service*), éducation (*Department of Education*), développement économique (*Department of Economic Development*), finances (*Department of Finance and Personnel),* agriculture (*Department of Agriculture*), aménagement (*Department of Environment*). Ils sont gérés par des fonctionnaires indépendants du pouvoir politique local. Leurs compétences sont étendues car, dans le même temps, les attributions des municipalités sont réduites.

L'administration municipale a peu de pouvoir après la réforme du *Local Government Act* de 1972. Celle-ci a été accélérée par les dénonciations de discrimination, mais à l'origine, sa logique est administrative et non politique. Les entités administratives sont trop petites et inefficaces et manquent d'expertise et de ressources. Les gestionnaires urbains plaident pour l'efficacité du système administratif face aux défis du développement économique. En 1966, une enquête est lancée sur l'administration locale et le rapport *The reshaping of local government* est publié l'année suivante. Mais il ne mentionne pas l'injustice du système électoral. La situation politique bouleverse le cours de la réforme municipale. Le mouvement des droits civiques revendique le suffrage universel avec le slogan « un homme, une voix » (*one man, one vote*). Les projets antérieurs sont abandonnés et des mesures plus radicales sont prises. En octobre 1969, le gouvernement britannique annonce sa décision de placer l'attribution du logement social, compétence municipale, sous la responsabilité d'une administration centrale. Une nouvelle commission est nommée et le Rapport Macrory[2] sur la réorganisation de l'administration locale est publié en 1970. Il fonde ses conclusions sur des arguments techniques, notamment l'efficacité optimale des administrations locales en fonction de la taille des circonscriptions. En 1972, le nombre d'entités administratives est réduit et leurs pouvoirs limités. Les 73 circonscriptions locales sont remplacées par 26 municipalités (*district councils*) aux compétences limitées. Ainsi la *Belfast Corporation* devient le *Belfast District Council*, dont les limites territoriales sont modifiées marginalement. Les nouvelles municipalités disposent de 10 % du budget des autorités locales antérieures. Elles ont principalement des fonctions de gestion des services urbains, tels que le ramassage des déchets, la réalisation des équipements de loisirs et l'entretien des cimetières. Il faut souligner que les initiateurs de la réforme municipale la dessinent dans le cadre du régime du Stormont, dans lequel les institutions régionales gouvernaient la province. Après 1972, les plaintes à propos du redécoupage électoral cessent. La compétition électorale basée sur la proportionnelle assure une plus grande représentativité de la population, mais

[1] Jusqu'en 1999.

[2] P.A. Macrory, *Review body on local government in Northern Ireland, report.* (Cmd. 546) Belfast : HMSO, 1970.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

surtout les municipalités n'ont plus de pouvoirs dans les secteurs sensibles comme l'attribution des logements publics, l'enseignement et les services sociaux.

Depuis l'instauration de l'administration directe, le gouvernement britannique cherche une solution politique au conflit[1]. La centralisation administrative et politique était une mesure provisoire devant permettre le rétablissement des institutions régionales. Depuis les années 1970, des négociations ont lieu pour rétablir la décentralisation (*devolution*). Le gouvernement britannique souhaite ré-instituer un gouvernement local mais à la condition d'un partage du pouvoir entre unionistes et nationalistes. Par conséquent, l'autonomie administrative de la province est dépendante de l'accord politique entre les deux communautés. D'après Richard Rose, le conflit est « un problème sans solution »[2], car il est pensé par les protagonistes en terme de domination, et il ne peut alors cesser que lorsque l'une des parties a gagné. Les négociations politiques au sein de l'Irlande du Nord sont souvent considérées comme un jeu à somme nulle entre les communautés, ce qui bloque le processus.

Le règlement du conflit est aussi tributaire d'arrangements institutionnels entre la République d'Irlande et le Royaume-Uni. Les catholiques d'Irlande du Nord cherchent le soutien de la République d'Irlande, pour transformer leur position de minorité en position majoritaire à l'échelle de l'île. Les protestants tentent de renforcer leur lien avec la Grande-Bretagne. Ils perçoivent tout rapprochement de l'Irlande du Nord avec le Sud comme une trahison, ce qui explique l'échec de nombreux accords politiques. Les accords de Sunnigdale en 1973 donnaient à Dublin un rôle consultatif dans les affaires du Nord. Le gouvernement intercommunautaire mis en place selon les termes des accords dure à peine 5 mois ; face à l'opposition des protestants, il s'effondre en mai 1974, après les grèves menées par le Syndicat d'Ulster (*Ulster Workers Council)* qui paralysent la province. Cette courte expérience de gouvernement avec les catholiques cristallise les craintes des unionistes.

En novembre 1985, les gouvernements britannique et irlandais signent l'accord anglo-irlandais (*Anglo-Irish Agreement)*. Il exprime leur engagement à promouvoir une paix durable en Irlande du Nord et à trouver un compromis sur l'autonomie régionale acceptable par tous les nord-irlandais. Il institue le parrainage d'un processus de dialogue politique pour inclure toutes les parties concernées. Surtout, il reconnaît la principale revendication des unionistes, à savoir que tout

[1] Une solution territoriale est inenvisageable, car ni un redécoupage de la frontière, ni le transfert de population ne sont possibles. Cf. L. Kennedy, *Two Ulster : a case for repartition*, Belfast, 1986.

[2] R. Rose, *Governing without consensus*, Londres : Faber, 1971, p. 166.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

changement constitutionnel soit soumis au consentement de la majorité[1], et que ce principe s'applique à l'Irlande du Nord seule et non pas à l'Irlande toute entière. Une conférence intergouvernementale consultative est mise en place ; elle donne un droit de regard à la République d'Irlande sur les affaires nord-irlandaises. A cause de cela, l'accord est boycotté par les unionistes.

A partir du milieu des années 1980, un espace de débat se constitue progressivement. La construction de la plate-forme de négociation est elle-même sujet des négociations préalables, et institue une culture du débat commune. La question nationale est débattue et au fur et à mesure, chacun fait des concessions sur ses positions concernant le statut constitutionnel de l'Irlande du Nord. En 1991, le gouvernement britannique met sur pied des « négociations à propos des négociations » (*talks about talks)* avec les 2 grands partis modérés d'Irlande du Nord, l'*Ulster Unionist Party,* (UUP), Parti Unioniste d'Ulster et le *Social Democratic and Labour Party* (SDLP), Parti Social-démocrate et Travailliste (nationaliste), ainsi qu'avec le *Democratic Unionist Party* (DUP), Parti Démocratique d'Ulster radical fondé et dirigé par le révérend méthodiste Ian Paisley et le petit *Alliance Party*, Parti de l'Alliance, seul parti interconfessionnel. Le gouvernement irlandais se joint aux négociations au début de 1992. Les participants acceptent le principe qu'un accord devra définir les 3 formes de relations politiques : au sein de l'Irlande du Nord, au sein de l'Irlande dans son ensemble et entre les gouvernements britannique et irlandais. Mais les discussions n'aboutissent pas et elles s'arrêtent au courant de l'année 1992, avant le terme fixé. Le gouvernement britannique poursuit néanmoins les discussions bilatérales avec les partis.

Une série de pourparlers avait été entamée à la fin des années 1980 entre John Hume, dirigeant du parti nationaliste modéré, le *Social Democratic and Labour Party* (SDLP), et Gerry Adams, chef de file des républicains, leader du *Sinn Fein*, aile politique de l'IRA. Elle aboutit, en septembre 1993, à l'initiative de paix Hume/Adams, qui inspire la Déclaration Commune signée le 15 décembre 1993 par le Premier ministre britannique John Major et le Premier ministre irlandais Albert Reynolds. Cette déclaration pose les principes qui sauvegardent les intérêts vitaux des deux communautés. Elle reconnaît officiellement les aspirations de toutes les communautés nord-irlandaises et lie tout changement constitutionnel à la volonté de la majorité de la population d'Irlande du Nord. Le gouvernement britannique ajoute qu'il mettra en œuvre la législation nécessaire et ne s'opposera pas à la réunification de l'Irlande si telle est la volonté de ses habitants. Le gouvernement irlandais renonce au principe de l'autodétermination de l'île dans son entier, en affirmant se plier au consentement de la majorité de la population d'Irlande du Nord. L'avancée est

[1] Tel qu'énoncé au paragraphe 33 du *Government of Ireland Act* de 1920.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

considérable. La Déclaration Commune assure également qu'après la cessation des hostilités, les partis politiques mandatés démocratiquement, dédiés à des méthodes exclusivement pacifiques et ayant démontré leur respect du processus démocratique, pourront se joindre au dialogue avec les gouvernements britannique et irlandais. Les progrès diplomatiques encouragent le cessez-le-feu de l'IRA du 31 août 1994, qui déclare une complète cessation de ses opérations militaires. Il est accepté par le *Combined Loyalist Military Command,* le commandement unifié des milices protestantes, le 13 octobre suivant. Le gouvernement britannique accepte la réalité du cessez-le-feu de l'IRA le 21 octobre 1994 et entame des pourparlers officiels avec le *Sinn Fein*, l'aile politique de l'IRA, et avec les partis loyalistes liés aux paramilitaires protestants, l'*Ulster Democratic Party* (UDP), aile politique de *Ulster Defence Association* (UDA) et le *Progressive Unionist Party* (PUP), lié à l'*Ulster Volunteer Force* (UVF). Le 22 février 1995 sont publiés les *Frameworks for the future*. Ces « documents-cadre pour l'avenir » expriment la position officielle des deux gouvernements, déterminés à rétablir les institutions locales, notamment une Assemblée élue à la proportionnelle et un gouvernement représentatif des forces politiques de l'Assemblée. En novembre 1995, les deux gouvernements lancent la *twin-track initiative*. Parallèlement à des pourparlers préparatoires à des négociations multipartites, une commission internationale sur le désarmement des milices paramilitaires, loyalistes et républicaines, est mise en place, présidée par le sénateur américain George Mitchell. En janvier 1996, elle conclut que le désarmement ne pourra se faire avant le début des négociations multipartites et énonce les principes de démocratie et de non-violence à respecter par les participants. Le 30 mai 1996, le Forum d'Irlande du Nord est élu. Les 10 partis ayant obtenu le plus de voix[1] sont retenus pour participer aux négociations avec le gouvernement britannique, qui débutent le 10 juin suivant. L'IRA ayant rompu la trêve le 9 février 1996 avec la destruction de *Canary Wharf* à Londres, le *Sinn Fein* est exclu des négociations jusqu'au rétablissement du cessez-le-feu par l'IRA en juillet 1997.

Les négociations multipartites aboutissent aux accords de paix dits du « Vendredi Saint », signés le 10 avril 1998 et ratifiés par référendum en Irlande du Nord ainsi qu'en République d'Irlande en mai suivant. Ils prévoient un transfert de compétences à l'administration locale. L'Assemblée d'Irlande du Nord est élue le 25 juin 1998. Elle comprend 108 membres et doit exercer les pouvoirs législatifs et exécutifs sur la base d'un partage confessionnel des fonctions. Les lois sont votées à la majorité qualifiée (60 %) et en présence d'au moins 40 % des députés de

[1] Il s'agit de l'UUP, du SDLP, du DUP, de l'*Alliance Party* et du *Sinn Fein* mentionnés précédemment, ainsi que des partis minoritaires : deux petits partis loyalistes liés aux milices, l'*Ulster Democratic Party* (UDP), aile politique de *Ulster Defence Association* (UDA) et le *Progressive Unionist Party* (PUP), lié à l'*Ulster Volunteer Force* (UVF), le parti loyaliste radical UKUP, le parti d'extrême gauche *Labour party* et la coalition féminine, la *Northern Ireland Women's Coalition*.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

chaque communauté. L'exécutif est élu par l'Assemblée. Le 1er juillet 1998, l'Assemblée élit David Trimble (*Ulster Unionist Party,* UUP) au poste de Premier ministre (*First Minister)* et Seamus Mallon (*Social Democratic and Labour Party*, SDLP) comme Vice Premier ministre (*Deputy First Minister).* Mais en juillet 1999, les députés ne sont pas parvenus à un compromis pour la composition du gouvernement local. L'Assemblée est ajournée, selon les dispositions des accords de 1998. Un changement de législation permet de réactiver l'Assemblée à l'automne. En novembre 1999, après plus d'un an de travail parlementaire et de négociations, un gouvernement est formé, dirigé par David Trimble. Suivant les accords de paix, le gouvernement local est composé de 10 départements ministériels : de l'Environnement (*Department of Environment,* DOE), de l'Aménagement du Territoire (*Regional Development)*, des Finances, du Commerce et de l'Industrie, de l'Emploi, de l'Education, de la Culture, de la Santé et des Affaires Sociales, du Développement social et enfin de l'Agriculture. Les 4 principaux partis, l'*Ulster Unionist Party* (UUP), le *Social Democratic and Labour Party* (SDLP), le *Sinn Fein* (SF) et le *Democratic Unionist Party* (DUP) ont chacun 3 ministères ; un ministère échoit au Parti de l'Alliance. Un Conseil des Ministres Nord-Sud et un Conseil irlando-britannique sont formés d'après les dispositions des accords de paix pour assurer la coopération intergouvernementale.

Le gouvernement intercommunautaire est dépendant d'un accord politique plus large qui fait défaut. La confiance entre les partis est difficile à maintenir[1]. Les protestants sont réticents à gouverner avec le SF tant que l'IRA ne leur a pas donné les garanties suffisantes de son désarmement. Les négociations achoppent sur la « normalisation » de la situation : la destruction de l'arsenal de l'IRA en échange du retrait des troupes britanniques et le démantèlement des installations militaires. En effet, il reste 15 000 soldats en Irlande du Nord en janvier 1999[2]. Les unionistes jugent insuffisantes les garanties des républicains en matière de désarmement. Le *Sinn Fein* s'oppose à l'établissement de sanctions politiques en cas de violation des engagements de l'IRA. Le Premier ministre nord-irlandais utilise les institutions pour faire pression sur les républicains. Ainsi le gouvernement est suspendu en février 2000, puis restauré le 30 mai 2000 lors du nouvel engagement de l'IRA à désarmer. Le 1er juillet 2001, David Trimble démissionne une seconde fois, car il juge les progrès de l'IRA insuffisants. La crise cesse le 5 novembre 2001, avec la réélection de David Trimble comme Premier ministre et un léger remaniement ministériel. Mais les institutions locales, gouvernement et parlement, sont suspendues le 14 octobre 2002 en raison de la

[1] E. Féron, Irlande du Nord : une réconciliation incertaine, *Culture et Conflits,* n°40, 2001 [en ligne], disponible sur : http://www.conflits.org/document473.html.

[2] *The Army in Northern Ireland*, Army information services, headquarters, Northern Irleland [dossier d'informations diffusé par le service de presse de l'armée britannique].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

crise politique déclenchée par l'arrestation de quatre militants du *Sinn Fein* convaincus d'espionnage dans les bureaux du Secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord à Belfast. David Trimble exige le départ du *Sinn Fein* de son cabinet. Tony Blair préfère suspendre le gouvernement local et organiser l'élection d'une nouvelle assemblée. Celle-ci est reportée par Tony Blair du 1er au 29 mai 2003, estimant que le manque d'engagement ferme de l'IRA profiterait aux extrémistes. L'Assemblée d'Irlande du Nord est officiellement dissoute le 27 avril 2003 pour lancer la campagne électorale. Mais les élections sont reportées à l'automne suivant et fixées au 26 novembre 2003, car le climat de tensions intercommunautaires avant l'été est jugé peu favorable[1]. En effet, la saison des défilés, de mai à septembre, éprouve toujours durement les relations entre les deux communautés.

Les élections de la nouvelle Assemblée d'Irlande du Nord en 2003 montrent une nette progression des partis radicaux au détriment des modérés, qui rend plus difficile la constitution d'un gouvernement bi-communautaire. L'Assemblée de 1998 était dominée par les modérés, le Parti Unioniste d'Ulster (UUP), ayant 28 députés et le Parti Social-démocrate et Travailliste (SDLP), 24 députés. Le Parti Démocratique d'Ulster (DUP) du révérend méthodiste Ian Paisley et le *Sinn Fein* (SF), branche politique de l'IRA, dirigé par Gerry Adams, obtenaient respectivement 20 et 18 sièges[2]. En 2003, avec 30 députés, le DUP devient le parti majoritaire à l'Assemblée. Il a récolté les voix qui étaient allées aux petits partis loyalistes en 1998. L'UUP ne perd qu'un siège, mais n'est dorénavant plus majoritaire ; le camp protestant est dominé par les loyalistes réticents au processus de paix. Le SF prend 6 sièges au SDLP, qu'il devance désormais. Le camp catholique est dominé par les républicains, autant favorables au processus de paix que les nationalistes, mais plus difficiles à accepter par les protestants. De plus, les deux grands partis protestants détiennent à présent la majorité absolue avec 57 sièges (sur une l'assemblée de 108 membres). Le seul parti bi-confessionnel, le Parti de l'Alliance, n'a obtenu que sièges à l'assemblée de 1998 et fait le même score en 2003[3].

La radicalisation des votes était déjà tangible lors des élections législatives générales pour le Royaume-Uni en mai 2001, lors desquelles l'Irlande du Nord a élu 18 députés à la Chambre des Communes. Par comparaison à l'élection de 1997, l'UUP, parti unioniste modéré a perdu 4 sièges et le parti nationaliste modéré, le SDLP s'est maintenu. Les partis radicaux, le SF et le DUP, ont

[1] *Herald Tribune*, 7 mai 2003.

[2] Northern Ireland Assembly Elections 1998 [réf. du 14 octobre 2002], disponible sur : www.ark.ac.uk/elections/fa98.htm.

[3] Northern Ireland Assembly results, *BBC News,* 28 novembre 2003 [réf. du 24 novembre 2005], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/shared/bsp/hi/vote2003/northern_ireland/html/vote.stm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

respectivement gagné 2 et 3 sièges. En effet, le *Sinn Fein* a gardé les 2 circonscriptions acquises en 1997 et en a pris 2 à l'UUP. Le DUP s'est maintenu dans 2 circonscriptions et en a arraché 3 à l'UUP[1]. Ces résultats montraient déjà la radicalisation du vote profitant au *Sinn Fein* et au DUP.

Depuis la suspension des institutions locales en octobre 2002, l'administration directe est réinstituée. La nouvelle assemblée élue en 2003 n'a pas réussi à former de gouvernement malgré l'implication des chefs d'Etats du Royaume-Uni et de la République d'Irlande. Le Secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, Paul Murphy, nomme au sein du *Northern Ireland Office* (NIO) un cabinet resserré composé de quatre portefeuilles. Deux d'entre eux sont confiés à des ministres pour l'Irlande du Nord : Jane Kennedy prend les responsabilités de l'Intérieur, de l'Education et de la Formation professionnelle et John Spellar les fonctions de l'Aménagement du Territoire et du Développement Social. Deux sous-secrétaires d'Etat sont nommés : Ian Pearson est en charge de l'Europe, de l'Agriculture, de l'Administration, des Finances, du Commerce et de l'Industrie et Angela Smith reçoit les attributions des ministères de la Santé, des Affaires sociales, de la Culture, de l'Environnement (DOE)[2]. Les ministres ont été remplacés mais ce schéma institutionnel est toujours en vigueur en septembre 2005. Malgré ses avancées lentes, le processus de paix lancé dans les années 1980 a abouti à un accord politique devant permettre l'établissement d'institutions locales. Les aspirations constitutionnelles divergentes des nationalistes et des unionistes peuvent s'exprimer dans le nouveau cadre institutionnel. L'assemblée, élue à la proportionnelle et le gouvernement, devant être établi selon le principe du partage du pouvoir, doit assurer la représentation de toutes les composantes de la population d'Irlande du Nord dans les instances gouvernementales. Ainsi l'État est paradoxalement la cause et l'instrument de résolution du conflit. L'Etat a toujours été l'enjeu autour duquel les oppositions entre catholiques et protestants se sont structurées, mais aussi le seul moyen d'empêcher les antagonismes de dégénérer en une guerre civile extrême. L'accord de 1998 sur la réforme des institutions, au sein desquels les intérêts constitutionnels des deux communautés sont préservés, ont réussi à conduire les milices paramilitaires au désarmement.

[1] Changes to NI political map, *BBC News,* 15 juin 2001 [réf. du 24 novembre 2005], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/vote2001/hi/english/northern_ireland/newsid_1379000/1379048.stm.

[2] Murphy announces ministerial reshuffle, 17 juin 2003, *Northern Ireland Office*, [réf. du 12 mars 2004], disponible sur : http://www.nio.gov.uk/media-detail.htm?newsID=8217.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

1-12. Un conflit identitaire multidimensionnel

1-12.1. Le rôle des idéologies nationales dans la différence culturelle

Les chercheurs anglo-saxons utilisent le terme *ethnic group* et *ethnic conflict* pour décrire la situation en Irlande du Nord. Le concept d'ethnicité a été utilisé par Bruce[1] et par O'Leary and Mc Garry[2] dans leurs travaux sur l'Irlande du Nord. La définition généralement admise de l'ethnicité est la croyance en des origines communes, un savoir historique partagé, un ou plusieurs traits culturels distinctifs et un sens de la solidarité. Tous les traits culturels communs peuvent procurer une base pour la fermeture sociale sur le groupe : langue, confession, mode de vie économique, division du travail…La langue partagée et les rites ont une importance primordiale car une compréhension mutuelle est le pré-requis pour chaque groupe. Toutefois, Max Weber suggère que la croyance en des ancêtres communs est probablement une conséquence de l'action politique commune plus que sa cause[3]. C'est la communauté politique qui inspire la croyance en une ethnicité commune. Les différences culturelles marquent l'appartenance au groupe, mais ne la causent pas et l'identification au groupe survient lors de l'interaction entre les groupes.

Catholiques et protestants en Irlande du Nord peuvent être qualifiés de groupes ethniques. Il existe deux groupes dont les membres ont des traits culturels distincts et un fort sentiment d'appartenance fondé sur la croyance en des origines et une histoire communes. Toutefois, en Irlande du Nord, les différences anthropologiques sont inexistantes. La langue est la même, malgré une survivance sous perfusion du gaélique et une réinvention récente du dialecte écossais, l'*Ulster Scots*. Il reste les différences religieuses, retraduites comme un marqueur identitaire et un mode de différenciation symbolique et sociale. Les groupes sont également définis par rapport à des enjeux politiques et aux relations de pouvoir. La différence est construite sur des différences culturelles mais expérimentée en terme de nationalité. Le mouvement nationaliste irlandais s'est développé, revendiquant l'indépendance, car les catholiques souhaitaient un Etat dans lequel leur culture catholique et gaélique pourrait s'épanouir et leurs droits seraient assurés. Par exemple, la reviviscence du gaélique au 19e siècle s'est faite à partir du processus de construction de la nation irlandaise, même si les protestants manifestaient un intérêt culturel. En retour, elle a attisé le sens du particularisme des protestants et renforcé leur conscience de groupe. Les protestants ne souhaitaient pas leur intégration dans un État catholique ou gaélique mais voulaient rester

[1] S. Bruce, *The edge of the Union : the Ulster loyalist Political Vision,* Oxford University Press, 1994.

[2] B. O'Leary and J. Mc Garry, *The politics of antagonism : Understanding Northern Ireland,* Athlone Press, 1993.

[3] M. Weber, *Economie et société, Tome 2 : L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie,* Pocket-Agora, 1995, p. 130.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

britanniques. Leurs intérêts économiques et politiques allaient dans ce sens. La nation irlandaise, cherchant à se séparer, insistait sur sa différence d'avec les Britanniques. Au contraire, les protestants soulignaient leur égalité politique avec les autres composantes du Royaume-Uni, les Anglais, les Ecossais et les Gallois. Les nationalistes irlandais souhaitent un Etat construit sur une identité nationale. En revanche, l'unionisme prône un Etat qui définit une citoyenneté, la citoyenneté britannique[1]. La partition a imparfaitement satisfait ces exigences.

Pour Fulton[2], l'ethnicité est un paradigme utile à la compréhension pourvu qu'il soit relié au rôle de l'État. La culture crée ou matérialise les barrières entre les groupes et empêche l'assimilation culturelle. Mais à l'origine, il y a une lutte pour le pouvoir dans laquelle s'inscrivent les différences culturelles. Pour cette raison, je préfère parler de communautés plutôt que de groupes ethniques. Je n'utilise pas la définition d'une communauté fondée sur des liens personnels et affectifs, opposée à la notion de société fondée sur des liens rationnels[3]. La communauté est une entité sociale et géographique, à la fois communauté imaginée et communauté d'expérience. En Irlande du Nord, le terme est employé à des niveaux différents : il désigne soit l'ensemble des membres d'une confession - la communauté catholique ou protestante, soit les habitants identifiés à un quartier - la communauté du Shankill ou des Falls par exemple[4].

Les « communautés imaginées[5] » sont le résultat de processus sociaux. Le « modèle français » a réalisé l'intégration des minorités sur un schéma de contrat politique et une intégration culturelle forcée (par l'usage du français notamment). En Irlande du Nord, la concurrence entre le groupe dominant et le groupe dominé a été exacerbée par les discriminations à l'encontre de la minorité. Cela a renforcé les appartenances communautaires. L'Etat est un « constructeur » d'identité dans la mesure où il dispense des droits et des devoirs. En créant plusieurs catégories de citoyens n'ayant pas les mêmes droits, l'Etat crée des groupes qui s'affrontent sur sa propre légitimité. La reconnaissance de la légitimité de l'Etat est difficile pour la minorité discriminée. La revendication de l'égalité de droits, si elle ne peut se réaliser au sein de l'arène démocratique, dégénère dans la violence. A la fin des années 1960, des mouvements issus de la société civile ont revendiqué l'égalité des droits civiques. La violence a explosé car les revendications ne pouvaient s'exprimer par une

[1] O'Grady, *op. cit.*, p. 193.

[2] Fulton, Ethnicity and state form..., *op. cit.*, p. 341-355.

[3] Notion développée par F. Tönnies, *Communauté et société: catégories fondamentales de la sociologie pure*, Paris, PUF, 1944.

[4] La communauté est une unité descriptive de l'organisation sociale britannique et n'inclut pas le débat français sur le communautarisme ou la dérive communautaire. Les accords politiques garantissent à chaque communauté un pouvoir politique en fonction de leur représentation électorale.

[5] B. Anderson, *Imagined communities. Reflections on the origins and spread of nationalism*, Londres, Verso, 1983.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

médiation institutionnelle, lacunaire ou inexistante, en raison de la faiblesse des organisations minoritaires, de la faible représentation politique des minorités, et de l'absence d'instances de médiation et de négociation. Ensuite, l'IRA a désarmé au fur et à mesure que les revendications politiques et constitutionnelles des catholiques ont été prises en compte, supprimant la raison d'être de son combat contre le gouvernement britannique.

Le pouvoir politique des protestants dépend de leur supériorité électorale au sein de l'Etat. Depuis la création de l'Irlande du Nord, il y a eu un rattrapage démographique des catholiques. D'après les recensements, l'évolution de la population catholique est constante. Les catholiques représentent 35,3 % de la population en 1961, 36,8 % en 1971 ; 38,5 % en 1981, 41,5 % en 1991 et 43,8 % en 2001[1]. Leur nombre exact ne peut toutefois être déterminé avec certitude, car la question de la religion est facultative. Les estimations diffèrent en fonction de l'interprétation des non-réponses, dont le nombre augmente avec le temps[2]. Si la croissance des catholiques est certaine, entre 1991 et 2001, elle est moins forte que dans la décennie précédente. Les projections démographiques s'accordent pour que l'équilibre démographique entre catholiques et protestants soit atteint dans les années 2040. Mais le maintien de leur natalité élevée et la baisse de l'émigration sont incertains. De plus, la supériorité numérique des catholiques ne conduirait pas forcément à la réunification de l'Irlande. Les attitudes des catholiques sont nuancées. La réunification de l'Irlande demeure une aspiration, mais elle n'est pas forcément un but politique[3]. En Irlande du Nord, si le clivage majeur demeure entre l'irlandité (*Irishness*) des catholiques et la britannité (*Britishness*) des protestants, les identifications nationales évoluent. Une part infime des protestants se définit comme une composante irlandaise de l'identité britannique (*Irish British)* et les catholiques commencent à reconnaître les protestants comme une composante légimitime de l'Irlande. Les identifications nationales sont amenées aussi à évoluer avec l'intégration européenne[4]. De plus, la République se montrerait réticente à assumer les problèmes structurels économiques du Nord et il n'est pas sûr que les habitants du Sud soient favorables à la réunification.

[1] D'après le recensement de 2001, cité dans Population and Vital Statistics, *Conflict Archives on Northern Ireland* (CAIN) [référence du 20 novembre 2005], disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/ni/popul.htm.

[2] Le taux de non-réponse est passé de 9 % en 1971, 11 % en 1991 à 13 % en 2001. En 1981, le taux de non-réponse s'élevait à 17 %, mais il faut resituer le recensement dans le contexte des grèves de la faim des prisonniers républicains, qui ont conduit au boycott de cette question par une grande proportion de catholiques.

[3] J.H.N. Douglas, The politics of accommodation, social change and conflict resolution in Northern Ireland, *Political Geography* (GB), vol. 17, n°2, 1998, p. 225.

[4] Cathal Mc Call, *Identity in Northern Ireland. Communities, politics and change*. Londres : Macmillan, 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

1-12.2. La religion comme facteur central de différentiation

L'Irlande du Nord compte 1685 000 habitants en 2001, dont 40 % se déclarent catholiques, 21 % presbytériens, 15 % anglicans et 3,5 % méthodistes. Plus de 13 % des habitants ne déclarent pas leur religion[1]. Il existe également d'autres congrégations protestantes minoritaires. Les minorités religieuses non chrétiennes (juifs, bouddhistes..) sont très marginales, chaque communauté ne représentant pas plus que 1500 membres et elles n'ont pas d'existence politique[2]. Si la division entre les catholiques et les protestants est la principale ligne de fracture au sein de la société nord-irlandaise, les différences internes à chaque communauté sont fortes. Les congrégations protestantes sont divisées et fragmentées et des courants variés existent au sein de l'Eglise catholique, en dépit de son unité apparente. Le degré d'engagement religieux varie fortement[3]. Ensuite, la fragmentation interne de chaque groupe, notamment sur la base de la classe sociale, freine le processus de polarisation.

Si le conflit ne porte pas sur un enjeu théologique, la foi importe à une majorité de citoyens d'Irlande du Nord. La religion est une dimension culturelle spécifique. Elle perdure par son efficacité symbolique et se superpose aux divisions politiques. Elle comporte une série d'éléments symboliques et rituels qui renforcent aussi le sentiment identitaire. En participant au rite, les gens peuvent s'identifier au groupe. La proximité de l'Eglise et de l'Etat en République d'Irlande renforce la défiance des protestants face à cette institution. Les protestants citent souvent les positions sociales conservatrices de l'Eglise catholique pour appuyer leur refus de la réunification de l'Irlande, car ils sont attachés à un Etat laïque garant des libertés civiles[4]. Les préjugés religieux sont très efficaces dans les stéréotypes communautaires. L'idée que les catholiques sont des bigots qui sacrifient à des rites suspects dont l'eau bénite est le plus répandu, est très ancrée parmi les protestants, même ouverts. Les préjugés sont aussi opérationnels dans la culture politique. Ils constituent un élément essentiel de la rhétorique anti-catholique d'extrémistes politiques tels Ian Paisley, leader du DUP (Parti Démocratique d'Ulster), hostile à la participation au gouvernement du *Sinn Fein*, le parti républicain. Le symbolisme politique s'inspire aussi de références religieuses. Le nationalisme irlandais a beaucoup puisé dans la sacralisation pour légitimer ses actions et ses buts. Les républicains ont utilisé la rhétorique sacrée et les références de la religion catholique à la

[1] D'après le recensement de 2001, cité dans Population and Vital Statistics, *op. cit.*

[2] *Accommodating differences. A Schools perspective.* A report on International Federation for Housing and Planning School's conference, Belfast, Septembre 1995, p. 34-35.

[3] A. Lijphart, The Northern Ireland problem, *British Journal of Political Science,* vol. 5, n°1, 1975.

[4] L'article 44 de la constitution irlandaise attribue une position spéciale à l'Eglise catholique au sein de l'Etat. De plus l'Eglise catholique a un poids très fort sur l'opinion publique. Le divorce et l'avortement n'ont été légalisés en République d'Irlande que dans les années 1990.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

rédemption. L'un des chefs de l'insurrection de 1916, James Connolly, pour légitimer l'indépendance de l'Irlande, affirmait que l'existence séparée de l'Irlande était « l'œuvre du Tout-Puissant ». Les militants de l'IRA emprisonnés ont utilisé la rhétorique du martyre et du sacrifice avec une référence à la tradition catholique durant leur grève de la faim entreprise au début des années 1980[1].

Si les différences doctrinales ne sont pas l'enjeu du conflit, la religion est plus qu'une étiquette. Indépendamment de la pratique religieuse, être catholique ou protestant a une réelle signification sociale pour la majorité des habitants en Irlande du Nord. La religion a une importance centrale dans la mesure où elle détermine la vie sociale, les valeurs et les attitudes. Fulton[2] affirme que les deux religions, comme systèmes idéologiques, s'enracinent dans des communautés vivantes et opposées et sont renforcées parce qu'elles légitiment les divisons culturelles et politiques. Les systèmes scolaires sont séparés, car 95 % des enfants fréquentent des établissements mono-confessionnels, même s'il existe quelques écoles mixtes, dites écoles intégrées[3]. Le faible taux de mariages mixtes (environ 10% des ménages) assure que les liens de parenté ne surpassent pas cette différence religieuse. La règle imposée par l'Eglise catholique que les enfants issus de mariages mixtes soient baptisés selon le rite romain contribue également à pérenniser la division. Enfin, la religion est souvent amalgamée à la vie politique. En effet, la classe politique protestante est souvent issue du clergé. Par exemple, Ian Paisley, le leader du DUP est un pasteur méthodiste.

1-12.3. Des marqueurs sociaux multiples

Les éléments de différentiation sociale entre les deux communautés sont multiples. Les noms de famille sont un élément de reconnaissance. Les noms français sont portés par les descendants des huguenots exilés de France au 17e siècle. Les noms gaéliques et ceux commençant par « Mc » sont généralement portés par des catholiques, avec quelques exceptions : Mc Intyre est un nom catholique, tandis que Mc Gimpsey est un nom protestant. Les prénoms gaéliques - Siobhan, Sean, Liam, Seamus, Kieran, Eammon, Niamh, Aoife - ou français – Colette, Bernadette – ainsi que Patrick, Gerald ou Michael sont donnés dans les familles catholiques. Des prénoms anglais, tels que William, Stuart, Sam, David, Joy, Grace sont associés aux protestants. Mais John est donné par les deux communautés et le prénom gaélique Deirdre, héroïne de Synge, poète irlandais du 19e siècle,

[1] Richard Kearney, *Transitions : narratives in modern Irish culture*, Dublin : Wolfhound Press, 1987.

[2] Fulton, *The tragedy of beliefs...*, *op. cit.*, p. 200.

[3] La première école intégrée, le collège-lycée *Lagan College,* a été fondée en 1981 à Belfast. Sur ce sujet, voir les travaux de Valérie Peyronel : *Le débat sur la scolarité intégrée en Irlande du Nord,* Thèse de doctorat, Paris IV, 1992 et *Les relations communautaires en Irlande du Nord, une nouvelle dynamique*, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2003, chapitre 2.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

est parfois porté par des protestantes. Les écoles sont un marqueur confessionnel. Les établissements de l'enseignement catholique privé portent des noms de saints – Saint Joseph, Saint Gall. Les protestants fréquentent les écoles publiques. Les uniformes des élèves permettent de les distinguer. L'adresse est aussi un indicateur pertinent, car la résidence est séparée et certains quartiers ont une identité confessionnelle très affirmée. La dénomination des lieux est différente selon la communauté. Les protestants utilisent le nom officiel de Londonderry, fondé en 1609 lors de la colonisation, tandis que les catholiques refusent la référence à Londres et préfèrent Derry. Les publications officielles aujourd'hui prônent l'appellation Derry/Londonderry[1]. Si les citoyens utilisent couramment le nom officiel de l'Irlande du Nord[2], ils désignent aussi l'Etat en des termes qui rappellent leurs positions constitutionnelles. Les Protestants disent Ulster, nom de la Province historique qui couvrait un territoire plus vaste que l'actuelle Irlande du Nord. Cette appellation est récriée par de nombreux catholiques. Ceux-ci utilisent souvent l'expression *the North* (le Nord), en référence à l'unicité de l'île ou *Northern Ireland* (Irlande du Nord). Les plus radicaux parlent des 6 comtés, insistant sur leur objectif de réunification avec les 26 comtés du sud. La République d'Irlande est appelée *The Republic* ou *The South* par les catholiques, tandis que les protestants la nomment Irlande. L'Irlande, pour les catholiques, représente l'île entière. Les sports sont également un facteur de reconnaissance. Les sports anglais tels que le cricket, le hockey et le rugby sont pratiqués par les protestants, les sports irlandais, le *hurling*[3], le *camogie*[4] ou le football gaélique[5], par les catholiques. Jusqu'en 2001, l'Association des Sports Gaéliques (*Gaelic Games Association,* GGA), créée en 1884 pour promouvoir la culture irlandaise face à l'hégémonie britannique, refuse d'admettre parmi ses adhérents les membres des forces de l'ordre, la majorité de ceux-ci étant protestants. Les accessoires sportifs sont immédiatement identifiables, telle la crosse de *hurling*, portée sans housse, attribut courant des adolescents catholiques qui jouent souvent dans la rue dans les quartiers populaires. Si les sports mixtes comme la natation et le football sont le plus largement pratiqués[6], les sports sont le plus souvent pratiqués dans le cadre scolaire ou dans des équipements situés dans des quartiers confessionnels. De plus, le soutien aux équipes sportives de sports mixtes peut être également facteur de division. Les équipes de football locales ou britanniques sont un exemple révélateur. Ainsi, les deux communautés soutiennent deux équipes adverses de Glasgow :

[1] J'ai toutefois préféré, sauf dans les citations ou les titres d'ouvrages que je n'ai pas modifiés, employer alternativement les deux dénominations.

[2] J'utilise ce terme pour désigner cette entité géographique.

[3] Genre de hockey sur gazon.

[4] Version féminine du *hurling*.

[5] Variante du football où l'usage de la main est aussi autorisé, ce qui en fait un jeu très rapide.

[6] Valérie Peyronel, *Les relations communautaires en Irlande du Nord...*, *op. cit.*, p. 77.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

les catholiques ont pour favori le *Celtic,* tandis que les protestants sont les supporters des *Rangers.* Cette opposition donne parfois lieu à des bagarres voire des émeutes à Belfast.

Les quotidiens locaux, la *Newsletter* et le *Belfast Telegraph* ont un lectorat massivement protestant, tandis que l'*Irish News* s'adresse à la communauté catholique. *Andersonstown News* et *North Belfast News*, à parution hebdomadaire, s'adressent aux habitants de ces quartiers catholiques. Lire l'*Irish Times*, grand national quotidien irlandais, manifeste un intérêt pour la République d'Irlande qui est le plus souvent le fait des catholiques. Les pubs fréquentés sont aussi un marqueur confessionnel. Les pubs de quartiers sont toujours associés à une confession. Dans le centre-ville, cela est moins marqué mais les pubs situés derrière le centre commercial de *Castlecourt* sont perçus comme catholiques[1]. En revanche, dans le quartier étudiant et résidentiel habité par la classe moyenne supérieure de Belfast-Sud, les cafés « branchés » sont mixtes. Les bus ou les taxis collectifs empruntés sont aussi un signe de la destination, donc de la résidence et montrent ainsi clairement l'appartenance communautaire. Les partis politiques ont un électorat confessionnel, hormis le Parti de l'Alliance, qui a un électorat mixte mais qui représente à peine 10% des votes.

Il est difficile de distinguer la population par la langue car tout le monde est anglophone. Seule la prononciation de certaines lettres est discriminante, par exemple la lettre h, que les protestants prononcent « aitch » tandis que la plupart des catholiques disent « haitch ». Le gaélique et l'*Ulster Scots* sont des phénomènes marginaux mais signifiants. La langue gaélique s'est constituée comme élément du nationalisme à la fin du 19e siècle. Auparavant, deux processus coexistaient : l'assimilation des catholiques à la langue anglaise et l'apprentissage du gaélique par les protestants pour diverses raisons, notamment l'évangélisation ou un intérêt culturel. L'interdiction de parler le gaélique par les Lois Pénales a entraîné son extinction au 18e siècle. Le renouveau gaélique de la fin du 19e siècle l'a transformé en langue culturelle. Les protestants ont activement participé au renouveau. Le premier président de la Ligue Gaélique était anglican. Au 20e siècle, la langue est devenue une composante de l'identité nationale irlandaise, même si elle reste peu parlée, au Sud comme au Nord. En République d'Irlande, le gaélique est un élément symbolique de l'identité nationale et a le statut de langue officielle ; son enseignement est obligatoire jusqu'au baccalauréat. Mais la pratique est très peu répandue, hormis dans les comtés ruraux de l'ouest de l'Irlande. En Irlande du Nord, l'utilisation du gaélique est directement liée au combat politique. Il est utilisé par les prisonniers républicains comme mode de communication dans les prisons. Avant 1976, ils avaient le statut de prisonniers politiques et des cours d'irlandais étaient dispensés, souvent par l'un

[1] Belfast Interface Project, *Young people on the interface*, Belfast : BIP, mai 1998, p. 16.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

des détenus. Lors des grèves de la faim des détenus de l'IRA en 1981, l'irlandais apparaît dans les slogans et sur les fresques politiques. Le slogan *Tiocfáidh ár lá*, « notre jour viendra », devient la devise du républicanisme engagé. On trouve aussi très fréquemment *Saoirse*, qui signifie liberté. Le renouveau de l'intérêt pour l'irlandais a été particulièrement visible à travers les prisonniers de l'IRA, mais l'intérêt du public pour le gaélique s'amplifie, comme le montrent les nombreuses écoles de langue présentes dans Belfast-Ouest. En 1991, 9% de la population d'Irlande du Nord parle le gaélique, dont 90% de catholiques. Les régions périphériques de la province sont les plus concernées, mais Belfast-Ouest concentre la plus grande proportion, soit 20% des locuteurs. Toutefois, un nombre non négligeable - 10 % des locuteurs – sont protestants. La pratique de la langue gaélique s'inscrit alors dans des dynamiques de rapprochement communautaire[1]. L'*Ulster Scots* est un dialecte de l'anglais qui connaît un regain d'intérêt parmi la communauté protestante dans les années 1990. C'est une variante du *Scots,* parlé dans les Lowlands d'Ecosse, apporté en Irlande par les colons au 17e siècle et toujours parlé en Irlande du Nord dans les zones rurales des comtés d'Antrim et de Down et en République d'Irlande dans le Donegall. Il a été reconnu par l'Assemblée d'Irlande du Nord comme une langue, au même titre que le gaélique, et est promu par diverses associations de défense de la langue régionale, notamment l'*Ulster Scots Language Society*.

Chaque indicateur a un degré important d'exactitude, même si aucun critère n'est fiable à 100% pour déterminer l'appartenance confessionnelle. Cependant ces « signes » sont une information partagée. Pour preuve, dans les années 1990, *Give my head peace,* série humoristique télévisée de la BBC d'Irlande du Nord, met en scène les stéréotypes des personnages catholiques et protestants et se moque de leurs préjugés[2]. Les marqueurs communautaires déterminent les comportements envers l'autre que chacun perçoit comme « catholique » ou « protestant ». Ainsi, Jones note que l'affichage explicite des signes d'appartenance sert moins à montrer une solidarité de groupe qu'à clarifier les relations confessionnelles, permettant aux groupes d'adopter une attitude *ad hoc* pour que les tensions latentes le restent[3]. Toutefois, dans l'espace public l'appartenance confessionnelle des individus n'est pas toujours immédiatement perceptible, comme c'est le cas aux Etats-Unis pour les noirs américains en raison de la couleur de peau. Leyton[4] a observé que la culture construit un code élaboré par lequel l'appartenance peut être identifiée, lorsqu'elle ne se

[1] J. Aitchisont, D. Mc Giollaith Chriost, Ethnic identities and language in Northern Ireland, *Area* [Institute of British Geographer, Londres], vol. 30, n°4, 1998.

[2] Un livre a été tiré de cette série : The hole in the wall gang, *Give my head peace : the book,* Belfast : Blackstaff Press, 1999.

[3] Emrys Jones, Problems of partition and segregation in Northern Ireland, *Conflict resolution,* vol. 4, n°1, 1960, p. 99. Cet article est le résumé du chapitre 13, Religion, de son ouvrage A s*ocial geography of Belfast*, Londres, Oxford University Press, 1960, p. 172-206.

[4] E. Leyton, Opposition and integration in Ulster, *Man*, n° 9, 1974, p. 190.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

donne pas à voir par des signes objectifs. Ce code est nécessaire dans une société divisée où la séparation des lieux de travail, de la résidence et des loisirs n'est pas suffisante pour empêcher la rencontre des deux groupes. Il existe des critères très fins pour déterminer l'appartenance : les Nord-Irlandais sont extrêmement sensibles à tout signe non explicite d'appartenance religieuse.

Burton[1] appelle *telling* le processus par lequel cette identification est possible. Chercheur britannique, il vivait à Belfast et raconte comment il s'est aperçu que la reconnaissance s'effectuait de manière quasi-imperceptible. Il voulait prendre le bus pour Ardoyne, un quartier catholique du nord de Belfast. Dans le centre ville, les arrêts de bus desservent de multiples directions. Voyant un bus à l'arrêt dont il ne pouvait deviner la destination, car elle était inscrite à l'avant du véhicule, il pressa le pas. Mais il se mit soudain à ralentir car il s'était aperçu que les gens qui y montaient avaient « l'air protestant », et par conséquent le bus ne se rendait pas à Ardoyne. Vérification faite, son intuition était la bonne. Il m'est arrivé des expériences semblables, l'impression générale immédiate étant corroborée par une observation plus précise, détaillant quelques marqueurs confessionnels[2].

La possibilité d'identification confessionnelle met parfois les personnes en danger. Traverser le territoire de l'autre, surtout à pied, est perçu comme peu sûr. Les habitants développent en conséquence des stratégies d'évitement ou privilégient les transports en communs. Mais dans de nombreux secteurs, dans Belfast-Nord notamment, la fragmentation urbaine rend difficile, voire impossible, de se rendre d'un quartier à un autre sans traverser un territoire de la confession opposée. Les écoliers portent des uniformes aux couleurs de leur établissement, signes distinctifs d'appartenance communautaire, qui les désignent comme cible des quolibets des enfants de l'autre groupe. Même sans uniforme, être dans un territoire où la forte inter-connaissance permet de repérer très facilement les 'étrangers' au quartier rend mal à l'aise. C'est ce malaise qui permet de reconnaître l'autre confession[3]. Des stratégies de dissimulation de l'identité sont alors mises en oeuvre. Traverser le territoire de l'autre est envisageable si l'on peut cacher son identité, car la donner à voir est s'exposer à un risque de violence physique ou verbale. Les adolescents font attention à leur tenue vestimentaire, en évitant de porter des maillots de football qui montreraient leur appartenance. Si l'on est arrêté par des paramilitaires, l'astuce la plus fréquente est de donner une adresse située dans le territoire de « l'autre » ou un faux nom. Les chauffeurs de taxis, souvent

[1] Frank Burton, *The politics of legitimacy*, Londres : Routledge and Kegan Paul, 1978, p. 48.

[2] Lors de mon enquête de terrain en 1999 et 2000.

[3] D'après les dires de ma logeuse à Belfast-Nord.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

victimes des meurtres confessionnels, ont ainsi deux cartes d'identification, l'une avec un nom à consonance catholique, l'autre protestante, qu'ils présentent en fonction du quartier traversé lorsqu'ils sont arrêtés par des milices. Ces stratégies ont aussi leurs limites pour se protéger, car il est aussi difficile de reconnaître en quelques instants et avec exactitude l'origine des paramilitaires, même si leur identité peut être déduite du lieu où ils se trouvent.

1-2. Belfast ville-frontière : les manifestations urbaines du conflit

Belfast est la ville la plus importante et la capitale d'Irlande du Nord depuis 1921. Elle est aussi un lieu central du conflit. Hepburn affirme qu'à la fin du 19e siècle, Belfast était « l'arène du conflit intercommunautaire »[1]. Au 20e siècle, Boal l'a décrite comme la « miniature urbaine du conflit national »[2]. En effet, une partie importante du conflit s'est déroulée dans les rues de Belfast. Poole montre que Belfast concentre 54,5 % des décès et 73,1 % des incidents urbains liés aux Troubles pour la période 1969-1993, alors qu'elle ne représente que le tiers de la population[3]. Le conflit urbain est emblématique de zones contestées plus vastes. Kotek range Belfast dans la catégorie des « villes-frontières » Selon sa définition, « la ville-frontière » organise un face-à-face entre deux groupes également légitimes dans la revendication des droits spécifiques sur le territoire[4]. Elle n'est pas située sur une frontière, mais elle est un espace sur lequel sont situés des enjeux de la frontière. En d'autres termes, il s'agit d'un conflit « locational », dans lequel l'échelle locale et l'échelle nationale du conflit sont liées. Les territoires locaux sont reliés à la question du territoire et à la souveraineté de l'Etat. Les conflits locaux ou micro-locaux sont interprétés en terme de lutte nationale, lorsque les communautés confessionnelles s'affrontent pour le contrôle de l'espace urbain. L'enjeu territorial est spécifique à la configuration socio-spatiale et prend son autonomie dans la sphère urbaine, mais il prend son sens dans la domination ou la résistance politique au niveau de l'Etat. La polarisation sociale s'inscrit dans l'espace urbain. La ségrégation résidentielle est restée relativement stable depuis le 17e siècle. D'après Stewart, les communautés ne sont pas mélangées, mais elles sont imbriquées. La dispute est, par conséquent, liée au territoire[5].

[1] « Belfast was truly the cockpit of community conflict », Anthony. C. Hepburn. Catholics in the north of Ireland, 1850-1921 : the urbanisation of a minority, in *Minorities in history*, Londres: Edward Arnold, p. 85.

[2] Boal, Murray, *op. cit.*, p. 77.

[3] Michael Poole, The spatial distribution of political violence in Northern Ireland : an update to 1993, in A. O'Day (ed), *Terrorism's laboratory : the case of Northern Ireland*, Aldershot : Dartmouth Publishing company, 1995, p. 31.

[4] Joël Kotek, Les villes-frontières au XXe siècle : être et ne presque plus être, in Joël Kotek (ed). *L'Europe et ses villes frontières*. Bruxelles : Editions complexes, 1996, p. 19.

[5] Stewart, *op. cit.*, p. 181.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

1-21. Les espaces confessionnels

1-21.1. Du comptoir colonial à la ville industrielle

La ville de Belfast s'est développée à partir de la colonisation britannique. Dès les origines, elle a engendré une séparation entre catholiques et protestants. Un château avait été construit en 1170 alors que les Anglo-normands cherchaient à installer un réseau de places fortifiées pour assurer le contrôle de la côte Est de l'Irlande. La fondation de Belfast date du début du 17e siècle et coïncide avec l'arrivée des premiers colons. Une charte fut accordée en 1613 à Sir Arthur Chichester, promu Baron de Belfast. Il avait le pouvoir de nommer les 2 députés au Parlement irlandais siégeant à Dublin[1]. En 1659, il y avait 336 anglais et 223 écossais. Emrys Jones, sur le plan de la ville dessiné en 1685, constate la présence d'un hameau hors les murs, composé de maisons de dimensions plus modestes que celles de la ville. Bien qu'il n'y ait pas de données sur la répartition de la population irlandaise autochtone, il suppose que cette population s'y est installée; en effet, la croissance ultérieure des quartiers catholiques a lieu au même endroit, à la périphérie, à l'ouest de la ville fortifiée. Une chapelle y est construite en 1783. Les relations entre protestants et catholiques à cette époque sont relativement pacifiques jusque dans les années 1830[2].

La petite bourgade protestante croît lentement à l'est du fleuve Lagan jusqu'à la fin du 18e siècle. Au 19e siècle, l'industrialisation et la Grande Famine de 1848 contribuent à une croissance urbaine rapide. Belfast devient l'arrière-pays industriel de l'Angleterre, le premier chantier naval d'Europe et le fer de lance de l'industrie textile. Belfast passe de 20 000 habitants en 1800 à 350 000 en 1900, pour abriter le tiers de la population d'Ulster[3]. Dans la première moitié du 19e siècle, la ville s'industrialise et attire de nombreux migrants des zones rurales, en majorité catholiques. La composition confessionnelle change. Alors que la ville protestante comptait à peine 10 % de catholiques à la fin du 18e siècle, le premier recensement de la *Royal Commission on Public Institution* de 1834 compte 19 712 catholiques, soit 32,4 % de la population. Lors du recensement de 1861, la part des catholiques a augmenté pour se situer à 34,1 %[4]. Dans la seconde moitié du 19e siècle, la croissance de Belfast est plus rapide, mais les migrants sont en majorité protestants. La proportion de catholiques baisse légèrement.

---

[1] Bardon, *op. cit.*

[2] Jones, *op. cit.*, p. 103.

[3] P. Compton, Demographic trends in the Belfast region with particular reference to the changing distribution of population *in* P. Doherty (ed.), *Geographical perspective on the Belfast region*, Dublin Geographical society of Ireland Special publication n°5, 1990, p. 17.

[4] Jones, *op. cit.*, p. 104.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

L'industrie est déterminante dans la localisation des groupes confessionnels, car les migrants s'installent à proximité des lieux d'emploi et il existe une forte division du travail selon les affiliations socio-religieuses. Les activités portuaires se développent à partir du milieu des années 1850. elles emploient des ouvriers qualifiés, tandis que les filatures ont besoin d'une main-d'œuvre non qualifiée. Les protestants qualifiés sont employés comme mécaniciens, riveteurs, menuisiers ou métallurgistes dans les chantiers navals en expansion. Les emplois dépendent des relations familiales et de voisinage ; le plus souvent tous les membres de la famille élargie travaillent sur le même chantier. Les ouvriers des chantiers navals se logent à proximité des docks, dans le quartier de Belfast-Est, à Ballymacarrett notamment[1] et habitent des petites maisons ouvrières mitoyennes, en briques[2].

L'ouest de la ville se développe avec l'industrie textile. Les industriels textiles emploient une main d'œuvre nombreuse, non qualifiée et peu chère, et essentiellement féminine et catholique. Les filatures de lin nécessitent 4 fois plus d'ouvriers que les filatures de coton qu'elles remplacent. Procurer un logement à proximité du lieu de travail est un moyen de stabiliser la main-d'œuvre. De longs horaires de travail et des salaires très faibles contraignent les femmes à vivre le plus près possible des filatures. Les terrains alentours, jusqu'alors libres, sont urbanisés et accueillent les catholiques le long de Falls Road. Construite dans Donegall Street, la cathédrale St Patrick est inaugurée en 1815. La Grande Famine de 1848 force beaucoup de ruraux, la plupart catholiques, à émigrer aux Etats-Unis ou en Angleterre ou à s'installer en ville, à Belfast[3]. L'influx de catholiques tout au long du siècle prend la forme d'un développement d'enclaves catholiques au sein d'une ville protestante. La population catholique pauvre qui émigre de la campagne s'entasse dans les quartiers ouvriers le long des Falls. Un secteur protestant ouvrier se constitue un peu au nord, le long de Crumlin Road et de Shankill Road, et au sud-est des Falls, Sandy Row est également un bastion ouvrier protestant. Les Falls constituent le quartier catholique le plus important. Deux petites enclaves situées au nord et au sud du centre ville sont probablement issues de petits noyaux de catholiques installés hors les murs. Une troisième enclave se constitue au nord à Ardoyne et une

[1] Maurice Goldring, *Belfast, from loyalty to rebellion*, Londres : Lawrence and Whishart, 1991, p. 73.

[2] Ce sont des *'parlour' houses* pour les plus qualifiés et payés : au rez-de-chaussée, un salon donnant sur la rue, une cuisine et un cellier derrière, deux chambres à l'étage. Les *kitchen houses* sont plus communes, une cuisine et un cellier plus une petite chambre au rez-de-chaussée, deux chambres à l'étage. Les maisons étaient alignées sur la rue, le plus souvent une cour à l'arrière abritait les toilettes et donnait accès à une allée (*back alley*).

[3] A land of bloodshed from earliest days of history, *Irish News,* 27 janvier 1993.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

quatrième autour de l'église St Matthew à l'est du fleuve Lagan, dans Ballymacarrett[1]. Toutefois certaines parties de la ville étaient mixtes (Figure 6).

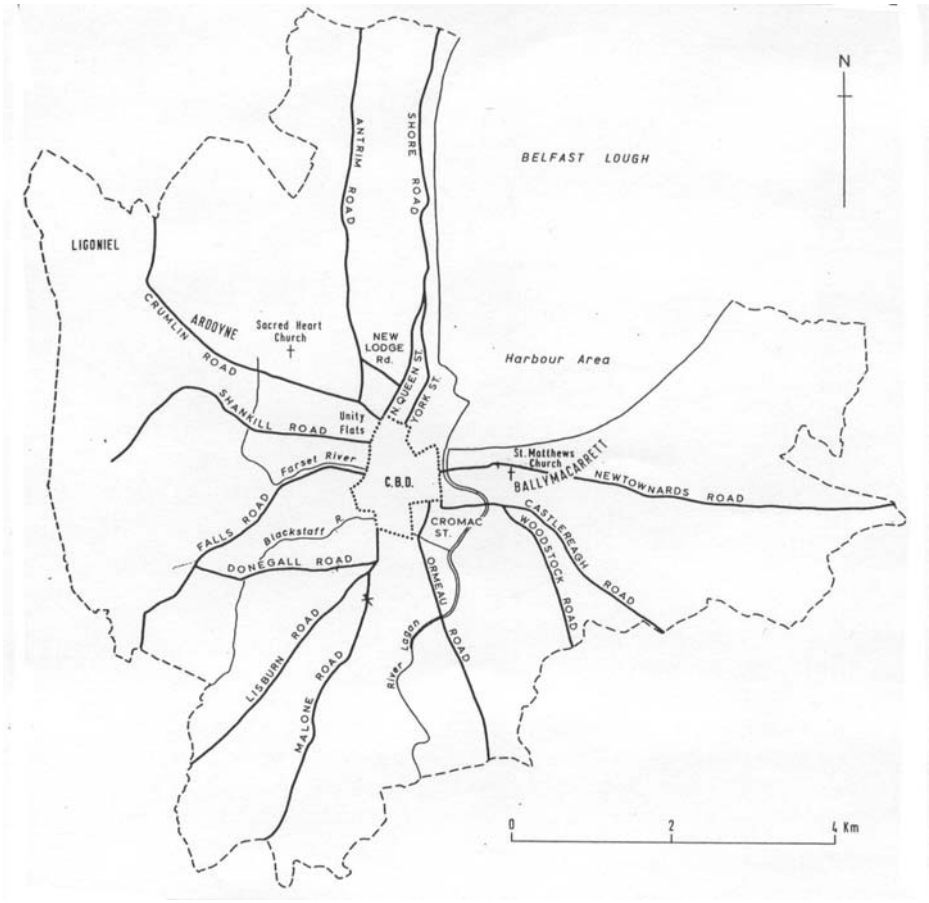


Figure 6 : Belfast, plan de situation (Source : M. Poole, F.W Boal, Religious residential segregation in Belfast in mid-1969 : A multi-level analysis, in *Social Patterns in cities,* Londres, 1973, p. 13)

L'arrivée massive de catholiques provoque un déséquilibre et des tensions entre catholiques et protestants. La première émeute confessionnelle éclate en 1813, provoquée par un défilé de l'Ordre d'Orange dans un quartier catholique. Les émeutes se reproduisent au début des années 1830 et au début des années 1840, puis en 1852. A partir de la seconde moitié du 19e siècle, les émeutes sont fréquentes et particulièrement violentes en 1857, 1864, 1872 et 1886. Elles sont moins graves en 1880, 1884 et 1898. Le mouvement d'émancipation des catholiques, l'agitation politique autour de l'autonomie, la radicalisation des mouvements évangéliques presbytériens et anglicans provoquent des tensions. Mais les conflits sont également liés au travail. Les ouvriers qualifiés et syndiqués sont protestants et les catholiques sont non qualifiés. Mais les protestants forment

[1] Stewart, *op. cit.*, p. 144.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

également la majorité des ouvriers non qualifiés de Belfast. Ils sont plus impliqués dans les violences que leurs coreligionnaires qualifiés. En effet, les ouvriers non qualifiés protestants sont en concurrence directe avec les catholiques. Les ouvriers établis s'opposent aux nouveaux arrivants plus pauvres, prêts à accepter des salaires plus bas et représentant une menace pour la population ouvrière. Pourtant, les émeutes n'interviennent pas dans les périodes de crise économique, mais dans des périodes de relative prospérité où les différences socio-économiques sont paradoxalement moins supportables. Les émeutes de 1864 surviennent en pleine croissance de l'industrie textile. Les terrassiers catholiques furent chassés du chantier des nouveaux docks en construction par les charpentiers protestants. Ces procédures sont condamnées par les dirigeants des chantiers navals *Harland et Wolff*, mais ils ne peuvent empêcher les émeutes dans la rue[1]. Belfast est comparable en cela aux villes anglaises de la Révolution industrielle, en proie à la misère et aux épidémies et secouées par des émeutes. Liverpool et Glasgow ont une population irlandaise importante, et les conflits opposent souvent, mais pas toujours, des catholiques et des protestants. A Belfast, les conflits se perpétuent car ils se superposent à un clivage national[2].

Les émeutes ont des incidences sur les divisions urbaines. La violence intercommunautaire est un facteur important de la formation de la structure spatiale car elle renforce les phénomènes d'agrégation communautaire. Boal estime qu'il existe un schéma répétitif de constitution territoriale depuis le 19e siècle jusqu'à la période contemporaine, dépendant des cycles de violence. La ségrégation croît dans les périodes de violence mais ne décroît pas dans les périodes d'accalmie[3]. Les limites entre les quartiers sont souvent plus ou moins tacites et, à l'origine, fréquemment constitués par des zones résidentielles mixtes. Les affrontements ont lieu le long des frontières entre les quartiers catholiques et protestants. Les émeutes entraînent le départ des habitants vers des zones plus sûres. L'intérieur des quartiers reste relativement à l'abri des violences, constituant un refuge pour les victimes de l'intimidation[4].

Le rapport de la Commission gouvernementale sur les émeutes de 1857 décrit le noyau industriel de Belfast-Ouest, divisé en deux parties. Au nord, le district du Pound, est « à prédominance catholique depuis des années » et au sud, Sandy Row est protestant. Le rapport fait

[1] Maurice Goldring, *op. cit.*, p. 61.

[2] Maurice Goldring, Violence urbaine : l'exemple de Belfast *in* Sophie Body-Gendrot, Jacques Carré et al., *Ville et violence dans le monde anglophone*, Clermont-Ferrand, 1989, p. 214.

[3] F.W. Boal, *Shaping a city. Belfast in the late twentieth century*, Belfast Institute of Irish Studies, the Queen's University of Belfast, 1995, p. 27.

[4] F.W. Boal, R.C. Murray, A city in conflict, *Geographical Magazine* (Londres), vol. 44, 1977, p. 370.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

état d'une certaine mixité avant les émeutes. Depuis, les quartiers sont devenus exclusifs et les quelques protestants du Pound et les quelques catholiques de Sandy Row ont été obligés de les quitter[1]. L'*Illustrated London News* relatant les émeutes du 15 août 1872, décrit des « batailles rangées » entre des milliers de personnes, dans les briqueteries (*Brickfields*) situées entre le Shankill et Falls Road. Bien que les émeutiers aient été tenus à distance par les militaires, des maisons ont été pillées et incendiées. Les protestants vivant dans des quartiers catholiques ainsi que les catholiques vivant dans des quartiers protestants ont été obligés de fuir et de se réfugier auprès de leurs coreligionnaires pour leur protection[2]. Après la défaite du premier *Home Rule Bill* à Westminster en 1886, de violentes émeutes éclatent dans Belfast. La ségrégation s'accroît en raison des mouvements de population. Le rapport de la Commission d'enquête sur les émeutes de 1886 explique que Shankill Road et le réseau de rues qui s'y connecte est un quartier presque entièrement protestant. L'important quartier au sud du Shankill autour de Falls Road est catholique. Au sud, Grosvenor Street est presque exclusivement habitée par des protestants ; ainsi le quartier catholique est situé entre deux quartiers protestants[3].

Les émeutes les plus violentes ont lieu entre 1920 et 1923. Elles sont liées à la guerre civile après la partition. Elles créent des quartiers entièrement ségrégés en raison de déplacements importants de population, notamment dans les quartiers ouvriers. Le conflit a lieu également sur les lieux de travail. Les ouvriers catholiques qui avaient remplacé les protestants engagés lors de la Première Guerre mondiale sont chassés des chantiers navals pendant les émeutes. Ensuite, une relative accalmie caractérise les relations entre les communautés. Les seules émeutes de Belfast survenues pendant le régime du Stormont ont lieu en 1935, mis à part celles des débuts du régime et de la fin des années 1960 qui provoqueront sa chute. La Seconde Guerre mondiale, durant laquelle Belfast est bombardée, constitue une trêve de la violence confessionnelle, qui perdure dans l'immédiat après-guerre.

1-21.2. L'évolution de Belfast durant les Troubles

La première date à laquelle il est possible de quantifier la ségrégation est le recensement de 1911. Le territoire de la future Irlande du Nord compte alors 65,6 % de protestants et 34,4 % de

[1] *Report of the commission of inquiry into the riots in Belfast in July and September 1857*. Londres: HMSO, 1858, cité par F.W. Boal, Segregating and mixing : space and residence in Belfast *in* F.W. Boal, J.N.H. Douglas (ed.) *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem*, Londres : Academic Press, 1982, p. 252.

[2] Stewart, *op. cit.*, p. 139.

[3] *Report of the commission of inquiry into riots in Belfast in 1886*. Londres: HMSO, 1887, cité par Jones, *op. cit.*, p. 104.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

catholiques[1]. A Belfast, si l'on considère comme ségrégées les rues où résident soit moins de 10 % soit plus de 90 % de catholiques, 59% de la population vivent dans des quartiers homogènes en 1911, ce qui représente 41 % des catholiques et 62 % des protestants[2]. Juste avant les violentes émeutes de 1969, 66 % des ménages vivent dans des rues ségrégées à plus de 90 %, soit 69 % des protestants et 50 % des catholiques[3]. La ségrégation est forte parmi les ouvriers, dans les secteurs industriels de la ville, et moins forte dans les quartiers strictement résidentiels qui abritent les populations qualifiées. Le quartier catholique le plus important s'étend sur l'axe des Falls, du centre ville vers l'ouest puis vers le sud-ouest, jusqu'aux marges de la ville. La frontière au nord avec le quartier protestant du Shankill est délimitée par les industries le long de la rivière Farset. Les Falls catholiques sont aussi coupés de Malone, quartier résidentiel huppé, car l'urbanisation a longtemps été empêchée par les marécages. Dans les Falls, la classe sociale s'élève au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre ville. Le second noyau de population catholique est Ardoyne, au nord-est de la ville. Le troisième est situé au nord-est du centre, à partir de Unity Flats puis le long de North Queen's Street et York Street jusqu'à New Lodge Road. Enfin, près du fleuve Lagan, à l'ouest, le quartier de Cromac dans les Markets et à l'est de fleuve, dans Ballymacarrett, la petite enclave du Short Strand sont les deux autres concentrations de catholiques[4]. Les quartiers protestants à plus de 90 % sont plus importants que les quartiers catholiques, car ils abritent 53 % de la population. La concentration des protestants se fait le long de l'axe industriel : Shankill, Sandy Row et Donegall Road, puis Ballymacarrett. Il y a 4 grands secteurs : Belfast-Est, la plus grande étendue protestante, autour des lieux d'implantation de la ville au 17e siècle ; une ceinture autour de Shankill Road qui s'étire jusqu'aux marges de la ville au nord-est ; le secteur sud-sud-ouest autour de Sandy Row et Donegall Road, Malone Road et Lisburn Road ; enfin le long de Shore Road[5]. La répartition confessionnelle se double des différences sociales. Les catégories sociales peu aisées sont concentrées autour de l'estuaire du Belfast Lough et dans Belfast-Ouest. Les catégories aisées sont dans le quartier sud de Malone, dans les quartiers Est de Belmond et Knock, et dans une moindre mesure le long d'Antrim Road. Dans les périphéries urbaines se côtoient des enclaves défavorisées et des quartiers aisés.

[1] Douglas, Northern Ireland : spatial framework..., *op. cit.*, p. 106.

[2] Boal, Segregating and mixing..., *op. cit.*, p. 253.

[3] M. Poole, F.W Boal, Religious residential segregation in Belfast in mid-1969 : A multi-level analysis, in *Social Patterns in cities,* Londres : Institute of British Geographers, special publication, n°5, 1973, p. 13.

[4] *Ibid.*, p. 14.

[5] *Ibid.*, p. 15.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Les Troubles ont accentué la polarisation urbaine. Celle-ci est définie par une cohésion des groupes et une insistance sur les différences telles que l'autre est représenté comme un ennemi, particulièrement lorsque les questions de légitimité nationale et territoriale sont en cause[1]. En 1972, 77 % des ménages vivent dans des rues ségrégées à 90 % ou plus[2]. En 1977, la proportion est de 78 % et la moitié des ménages de Belfast vit dans des rues homogènes à 100%[3]. Deux tendances sont observables. Les quartiers résidentiels mono-confessionnels se sont agrandis. L'espace catholique s'est consolidé au détriment de zones mixtes voire protestantes, notamment dans Belfast-Ouest, où il s'est étendu pour former une zone d'habitat continue. L'Est de la ville est quasi-exclusivement protestant. Au sud, il y a une plus grande mixité, les catholiques aisés s'installent dans le quartier de Malone, mais leur progression est lente. Belfast-Nord change, car les divisions se clarifient : les secteurs protestants ségrégés y sont moins nombreux mais se consolident et les noyaux catholiques s'étendent[4] (Figure 7).

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

[1] M. Benvenisti, *Intimate enemies, Jews and Arabs in a shared land*, Berkeley : University of California Press, 1995.

[2] F.W. Boal, Segregating and mixing..., *op. cit.*, p. 252.

[3] Margaret Keane, Segregation processes in public sector housing in P. Doherty (ed.), *Geographical perspective on the Belfast region,* Dublin Geographical society of Ireland Special publication n°5, 1990, p. 90. L'auteur s'appuie sur les chiffres des registres paroissiaux, tandis que Poole utilise les recensements et Boal une enquête par échantillon pour les chiffres de 1972 : les résultats sont sensiblement différents.

[4] *Ibid.*, p. 92.

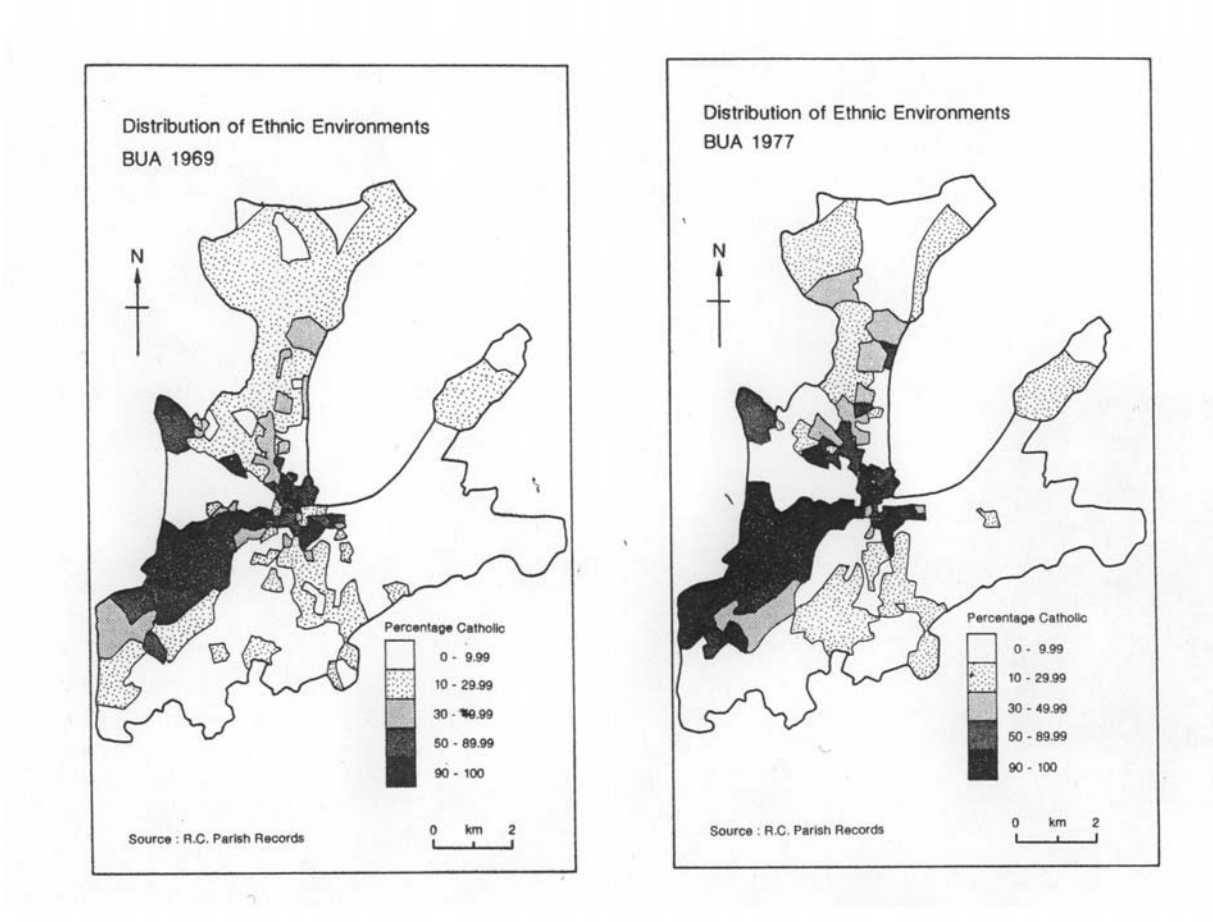


Figure 7 : répartition des catholiques dans la BUA en 1969 et en 1977 (Source : Margaret Keane, Segregation processes in public sector housing in P. Doherty (ed.), *Geographical perspective on the Belfast region,* 1990, p. 94 et 95).

Dans ce contexte, les espaces mixtes tendent à se rétrécir. Avant 1969, les quartiers mixtes sont relativement stables et offrent une possibilité de contact social. Mais lors des Troubles, ces quartiers sont les plus touchés par le départ des ménages solvables vers les espaces suburbains. Cela concerne surtout les protestants, qui en raison de la structure du marché immobilier et de la géographie confessionnelle ont plus de possibilités d'aller vers la périphérie urbaine. Cela accélère le départ des protestants en situation de minorité. Les quartiers mixtes sont donc appelés à disparaître à moyen terme, et représente une situation transitoire et instable. Toutefois, ce processus affecte surtout les quartiers ouvriers, car les quartiers mixtes de la classe moyenne sont plus stables. En effet, la classe ouvrière est plus ségrégée que la classe moyenne. Les classes populaires sont plus confrontées à la violence et captives du logement public, qui favorise les regroupements communautaires[1].

[1] F.W. Boal, Segregating and mixing..., *op. cit.*, p. 269.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

La polarisation ne touche pas seulement les espaces centraux : elle s'accroît dans toute l'agglomération. Les catholiques ont déménagé vers la banlieue ouest et le nord, les protestants ont migré vers la périphérie plus lointaine. Ces tendances s'accélèrent en raison du différentiel démographique défavorable aux protestants. Ils fuient vers la périphérie, où ils se sentent moins menacés, car ils y sont plus nombreux. Les espaces centraux sont considérés comme plus sûrs par les catholiques. Entre 1969 et 1977, la population vivant dans des rues ségrégées passe de 71 % à 83 % dans les quartiers centraux et de 55 % à 74 % en périphérie[1].

En 1991, Belfast comprend 280 000 habitants et l'aire urbaine (*Belfast Urban Area*, BUA) atteint un demi-million d'habitants[2]. Les tendances à la polarisation, provoquées par les Troubles, se sont accentuées. Poole et Doherty ont calculé que la ségrégation a augmenté de façon constante depuis 1971[3]. L'espace est divisé en espaces catholiques et espaces protestants plus ou moins ségrégés (Figure 8). Cela crée une géographie complexe, qui agit dans les représentations urbaines. La dichotomie est–ouest et l'opposition entre le centre et la périphérie se sont renforcées. En 1991, les catholiques représentent 43 % de la population des espaces centraux, 22 % de la population de l'aire urbaine de Belfast et seulement 14 % de la région urbaine au-delà de la limite de la BUA[4]. Les protestants sont majoritaires à l'est et aux marges de l'agglomération ; les catholiques prédominent à l'ouest et dans les quartiers résidentiels centraux. En 1991, les catholiques représentent 55 % de la population de l'ouest de Belfast et 12 % de l'est[5]. Ainsi l'opposition entre Belfast-Est et Belfast-Ouest correspond moins à une réalité strictement géographique qu'à la perception d'espaces confessionnels. Comme l'écrit Pierre Bourdieu, « les grandes oppositions sociales objectives dans l'espace physique (capitale/périphérie, rive droite/gauche..) tendent à se reproduire dans les esprits et le langage sous la forme d'oppositions constitutives, d'un principe de vision et de division, c'est à dire en tant que catégories de perceptions, d'appréciations ou de structures mentales »[6]. A Belfast, la symbolique est renforcée par la séparation opérée par le fleuve Lagan. Belfast-Nord est un écheveau inextricable d'enclaves confessionnelles et de quartiers plus ou moins mixtes. Belfast-Sud est la ville mixte, abritant la classe moyenne.

---

[1] Margaret Keane, *op. cit.*, p. 90.

[2] F.W. Boal, Belfast : a city on edge, in Hugh Clout (ed.). *Europe's Cities in late twentieth century.* Amsterdam : Royal Dutch Geographical Society, *Nederlandse Geografische Studies*, vol. 176, 1994, p. 141.

[3] M. Poole, P. Doherty, *Ethnic residential segregation in Belfast,* Coleraine, UK, Centre for the Study of Conflict, University of Ulster, 1995, p. 62-71.

[4] F.W. Boal, Belfast : a city on edge..., *op. cit.*, p. 146.

[5] *Ibid.*, p. 147.

[6] Pierre Bourdieu, *La misère du monde,* Paris : Seuil, 1993.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

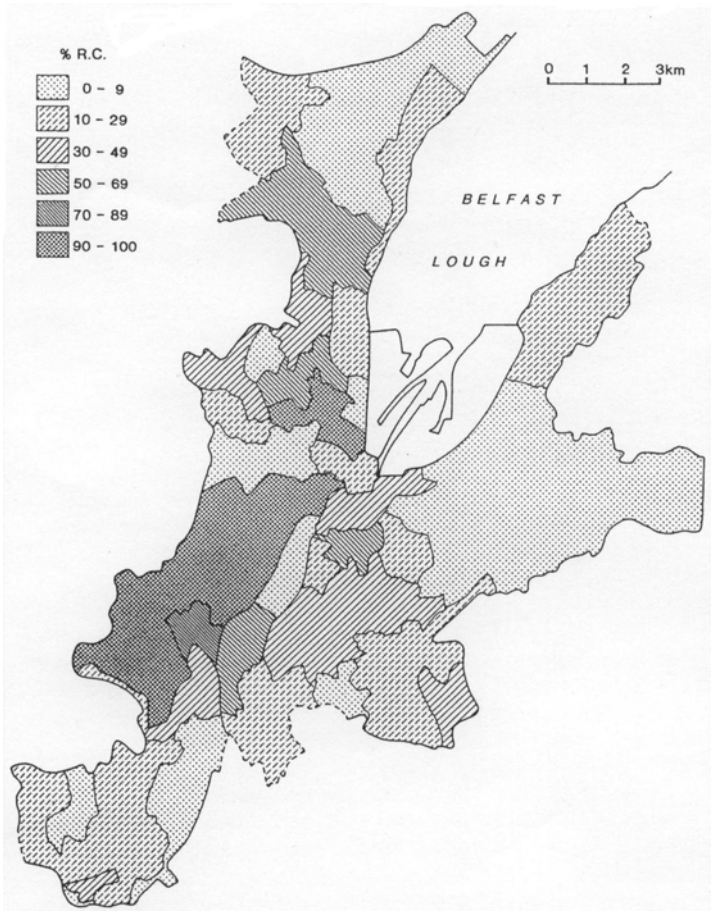


Figure 8 : Répartition des catholiques à Belfast, de la Belfast Urban Area 1991 (Source : F.W. Boal, Belfast : a city on edge, in Hugh Clout (ed.), *Europe's Cities in late twentieth century,* 1994, p. 147)

La désindustrialisation a transformé la structure du marché du travail à Belfast. La part des emplois de service est passée de 48 % à 80 % entre 1961 et 1991, tandis que les emplois industriels chutaient de 48 % à 14 % dans la même période. De plus, les emplois dans les services publics ont triplé[1]. Le secteur public a recruté sur une base équitable confessionnellement et a permis la promotion d'une petite bourgeoisie catholique. Leur accès à l'université s'est développé. Et la dichotomie dans le choix des filières universitaires, entre sciences de l'ingénieur et sciences sociales, a été favorable aux catholiques dans le long terme en raison de la tertiarisation de l'économie. Mais la percée des catholiques dans le secteur privé a été moindre. La législation sur l'emploi équitable (*fair employment*), votée en 1976 et renforcée par les dispositions de 1989, doit être appliquée par une agence qui dispose de peu de moyens coercitifs. De plus, les catholiques n'occupent que 11 % des

[1] A. Cebulla, J. Smyth, La désindustrialisation et l'évolution de la structure sociale de Belfast, in A. Martens, M. Vervaeke (dir.), *La polarisation sociale des villes européennes,* Anthropos, 1997, p. 47.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

postes de direction en 1991 tous secteurs confondus[1]. Le rattrapage économique des catholiques est donc inachevé. Le taux de chômage des catholiques de Belfast est de 23,3 % en 1991, presque le double de celui des protestants de 12,7 %, mais ce dernier a été multiplié par deux entre 1971 et 1991 et le différentiel des taux de chômage a été légèrement réduit[2].

Ces évolutions ont des conséquences sur la composition sociale de Belfast. La mixité résidentielle s'accroît pour les classes moyennes, tandis que ségrégation augmente pour les classes populaires. Les protestants quittent le centre pour la banlieue proche ou lointaine. La classe moyenne catholique nouvellement promue quitte les quartiers catholiques de Belfast-Ouest et s'installe dans Belfast-Sud, proche du centre, et traditionnellement habités par la classe moyenne protestante. La population restée dans les enclaves se paupérise, notamment les protestants. Les enclaves confessionnelles sont de plus en plus polarisées en terme de religion et de plus en plus défavorisées. Une nouvelle *underclass* catholique et protestante émerge, fortement dépendante des aides de l'Etat. Les deux tendances les plus remarquables sont que la classe moyenne catholique s'assimile aux modes de vie des protestants de niveau socio-économique similaire et la frange la plus extrémiste des loyalistes se radicalise[3]. La polarisation s'accentue. D'après les recensements de population, en 1991, 63 % de la population vit dans des espaces où vivent 90 % ou plus d'habitants de la même confession, tandis qu'en 2001 la proportion est de 66 %[4].

La ségrégation résidentielle coïncide avec une ségrégation des activités sociales entre les deux communautés. La première constitue un frein à la socialisation mais n'en est pas la cause. La séparation des activités est antérieure aux Troubles. Boal, dans une étude réalisée en 1969 avant le début de la violence, montre que les activités sociales sont séparées et que les interactions quotidiennes étaient rares, entre le Shankill et les Falls, bastion respectifs des deux communautés[5]. Il a étudié deux quartiers confessionnels limitrophes, Shankill et Clonard, respectivement à 98 % de catholiques et 99 % de protestants. Les deux quartiers sont séparés par une bande étroite d'habitat mixte dans Cupar Street. La conscience de la division et de la limite s'exprime dans le langage. Les

[1] *Ibid.*, p. 44.

[2] Chiffres du recensement de 1991, cités par I. Shuttleworth et J. Power, *Urban labour markets in the Belfast Urban Area. Travel to work behaviour, social disadvantages and the location of unemployment*, Working Paper n°2, Belfast : Socio-spatial Analysis Research Unit, [SARU], septembre 1997 [en ligne, référence du 25 février 1999], disponible sur http://qub.ac.uk/saru.

[3] Cebulla, Smyth, *op. cit.*, p. 48.

[4] Peace but no love as Northern Ireland divide grows ever wider, *The Guardian*, 4 janvier 2002 [référence du 19 mars 2004], disponible sur : http://www.guardian.co.uk/Northern_Ireland/Story/0,2763,627494,00.html.

[5] F.W. Boal, Territoriality on the Shankill-Falls divide, Belfast, *Irish Geography* (Dublin), vol. 6, n°1, 1969.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

habitants de Clonard le nomment Clonard, Falls ou Springfield. Les habitants du Shankill n'utilisent que Shankill pour désigner leur quartier. Pour la zone mixte, les habitants sont partagés entre les deux appellations ou ne donnent pas de nom à leur quartier. Boal montre que la vie sociale des deux quartiers est séparée. Les enfants fréquentent des écoles différentes. Les visites sont rendues exclusivement à des membres de sa communauté. Les courses alimentaires sont parfois des occasions de se rendre dans le quartier opposé, car 10 % des courses effectuées par les catholiques sont dans Shankill Road, artère commerçante très importante dans le Belfast des années 1960. mais les protestants ne fréquentent pas les commerces catholiques. La lecture des journaux se fait également selon l'affiliation confessionnelle. L'*Irish News* est lu par 83 % des catholiques de Clonard et par 3 % seulement des habitants du Shankill. En effet, il a une ligne éditoriale anti-unioniste et il donne une place importante aux sports gaéliques et à l'Eglise catholique. Le *Belfast Telegraph*, à la ligne unioniste modérée, a un lectorat plus mixte : il est lu par 68 % des lecteurs du Shankill et par 58 % de lecteurs dans Clonard. L'actualisation de l'étude en 1977 montre que la structure des interactions a très peu évolué[1]. Boal démontre aussi que la séparation sociale des quartiers ouvriers est semblable au mécanisme de ségrégation opérant entre un quartier ouvrier et un quartier de la classe moyenne aisée[2].

L'étude des quartiers ouvriers de Belfast-Nord en 2001 par Shirlow révèle une structure similaire de la séparation des activités sociales. Ardoyne et Upper Ardoyne ont un profil socio-économique semblable, mais les interactions sont faibles. Alors que leur quartier est dépourvu de commerces de proximité, seulement 20 % des protestants d'Upper Ardoyne utilisent les commerces d'alimentation les plus proches, situés dans Ardoyne. De même, seuls 18 % des catholiques fréquentent le centre de loisirs d'Upper Ardoyne, alors que leur quartier en est dépourvu[3]. Une étude générale montre que seulement 22 % des habitants de Belfast font leurs courses dans des quartiers identifiés à la confession opposée et 72 % refusent de se rendre dans des centres de santé situés dans des quartiers de l'autre communauté[4]. De plus, devant la montée de la violence en 1999, les attitudes sociales se raidissent. Les *Life and Times Survey* réalisées par l'Université d'Ulster sur les attitudes sociales des nord-irlandais montrent une volonté de repli communautaire. En 1999, 12 % des protestants et 14 % des catholiques souhaitaient une séparation

[1] F.W. Boal, Territoriality on the Shankill-Falls divide, Belfast. The perspective from 1976 in D.A. Lanegran, R. Palm (ed.) *An invitation to Geography*, New York : McGraw-Hill, 1977.

[2] F.W. Boal, A. Robinson, Close together and far apart. Religious and class divisions in Northern Ireland, *Community Forum* (Northern Ireland Community Relations Commission, Belfast), n° 3, 1972.

[3] Peter Shirlow, 'Who fears to speak' : fear, mobility, and ethno-sectarianism in the two Ardoynes. *The Global Review of Ethnopolitics* (Londres), vol. 3, n° 1, septembre 2003, p. 84.

[4] Peace but no love..., *art. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

des lieux de travail, ils sont respectivement 21 % et 14 % en 2002. Une tendance similaire s'observe pour les écoles : si 29 % des protestants et 21 % des catholiques préféraient la séparation en 1999, ils sont 37 % et 29 % à préférer cette option en 2002[1].

1-22. La géographie de la violence politique

Si la violence a une incidence sur les regroupements communautaires, en retour la structure de la ville a un effet sur la localisation de la violence intercommunautaire. Toutes les formes de violence sont influencées par la géographie confessionnelle de Belfast. Si ses formes sont souvent semblables à la criminalité et à la délinquance de droit commun, la violence est politique, dans le sens où ceux qui la perpétuent se réclament des divisions politiques. Les Troubles ont commencé par des émeutes et combats de rue en 1969 et se sont transformés en une lutte entre l'IRA et les forces de l'ordre, dans laquelle sont intervenues les milices loyalistes. Il faut ainsi distinguer trois formes de violence : les émeutes intercommunautaires, dont les milices ne sont pas absentes, la guérilla menée par l'IRA contre les forces de l'ordre et les installations économiques et les attentats des milices paramilitaires contre les civils.

1-22.1. Les lieux fixes des affrontements intercommunautaires

Depuis le 19e siècle, il y a une constante de la localisation géographique des émeutes. A cause de la ségrégation, les émeutes intercommunautaires prennent généralement la forme d'une attaque d'un groupe sur le territoire de l'autre[2] et la plupart des affrontements se déroule à la limite entre les quartiers confessionnels. La relative stabilité de la structure confessionnelle a pour conséquence une crtaine permanence des lieux d'affrontement. Boal et Murray expliquent que certains lieux stratégiques, situés le long de la ligne de division entre le quartier catholique des Falls et le Shankill protestant, dans la partie ouest de la ville, ont été le foyer des émeutes depuis le milieu du 19e siècle jusqu'aux Troubles de 1969, malgré l'urbanisation qui a gagné ces terrains. Au 19e siècle, le long de la rivière Farset, des industries se sont développées et ont créé une barrière physique entre les deux communautés, en laissant toutefois, jusqu'à la fin du 19e, de nombreux espaces libres, théâtre d'affrontements. Boal cite la commission chargée d'enquêter sur les violences de 1886 : « Les lieux de menace de l'ordre public en ville sont les espaces ouverts à la frontière (*borderland)* entre les deux quartiers ; deux de ces espaces - Brickfield et Springfield - ont été le théâtre des scènes les plus

[1] NI community attitudes hardening, *BBC News*, 9 juillet 2002 [référence du 19 mars 2004], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/2116971.stm.

[2] Boal, Murray, A city in conflict..., *op. cit.*, p. 365.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

terribles des émeutes »[1]. Boal explique que ces mêmes lieux ont également été au centre des affrontements des années 1920 et sont également des lieux de confrontation majeure en 1969.

Les limites entre les quartiers, plus ou moins tacites, sont des zones résidentielles mixtes. Elles deviennent des zones de confrontation, désertées par les habitants. En 1969, les habitations sont attaquées par des foules en colère, pillées et incendiées. La population se réfugie dans des zones plus homogènes. Des barricades sont érigées par les habitants pour se protéger des attaques de l'autre communauté. Les émeutes, entraînant le départ des populations vers des zones moins dangereuses, ont un rôle de clarification des espaces, dans la mesure où elles conduisent à une radicalisation de la séparation. Elles jouent un rôle de marqueur territorial entre les communautés catholiques et protestantes. D'après Feldman, le repli communautaire formalise les cartes mentales tacites de la topographie urbaine et permet de circonscrire la violence intercommunautaire. Les émeutes transforment les espaces limites en lignes de démarcation, appelées « interfaces ». Ce sont des frontières physiques et idéologiques entre les deux communautés. Les interfaces sont les lieux privilégiés de la violence, tandis que l'intérieur des quartiers, sont relativement à l'abri. L'interface barricadée, qui fait face à la communauté adverse, barricadée elle aussi, devient le lieu principal de la violence intercommunautaire. L'intérieur du quartier est le sanctuaire à protéger, moins exposé mais véritable cible des attaques. Cette organisation spatiale territorialise la violence et organise l'affrontement entre les quartiers et leurs milices paramilitaires[2].

En septembre 1969, l'armée rase les barricades entre le Shankill et les Falls et les remplace par des sacs de sable et des barbelés, puis par une structure plus permanente, un mur en béton. L'exemple du mur à l'interface entre les Falls et le Shankill est le plus frappant. D'autres « murs de paix » sont construits ensuite, de dimensions plus réduites. Ils datent tous plus ou moins du début des années 1970, et sont pérennisés dans les années 1980. Une nouvelle vague débute à partir du milieu des années 1990. Les murs sont construits entre les enclaves confessionnelles de Belfast-Ouest, Belfast-Nord et Belfast-Est, dans des quartiers défavorisés qui subissent la violence entre les deux communautés.

Ainsi, les frontières entre les quartiers ont une localisation relativement permanente, d'autant plus qu'elles ont été solidifiées lorsqu'un mur a été construit. Feldman[3] montre qu'après la construction des *peacelines,* les interfaces deviennent des lieux de violence chronique. Le calendrier

[1] *Ibid.*, p. 370.

[2] Allen Feldman, *Formations of violence,* The University of Chicago Press, 1991, p. 30-31.

[3] *Ibid.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

des rituels politiques et des défilés orangistes intensifie la violence mais ne la détermine plus entièrement. La spatialité du *flashpoint* prime sur la temporalité cyclique de la violence. La présence matérielle du mur, bien que contenant les affrontements directs, en protégeant les agresseurs, donne paradoxalement lieu à de nouvelles violences, jets de pierres et de cocktails Molotov.

1-22.2. Les espaces de combat des milices paramilitaires

Les émeutes de 1969 ont pour conséquence la renaissance de l'IRA, l'Armée Républicaine Irlandaise. Impuissante à la défense des quartiers catholiques contre les pillages des foules protestantes en août 1969, car inexistante, elle se reconstitue quelques mois plus tard puis se transforme rapidement en guérilla contre les forces armées. Elle organise des attentats contre les forces de l'ordre et les civils et des attaques planifiées des installations militaires et des commissariats de police. Les organisations paramilitaires protestantes réémergent également dans cette période, notamment l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) qui assassine des civils catholiques. En 1971-1972, l'IRA Provisoire[1] mène une campagne d'attentats à l'explosif. Après la dissolution du Stormont en 1972, elle modifie ses objectifs, en privilégiant les cibles militaires aux cibles économiques. La stratégie de l'Armée Républicaine Irlandaise n'est pas de mener un combat de destruction totale, mais d'usure, contre les forces de l'ordre[2]. Une première trêve est conclue en 1975 entre l'IRA et le gouvernement britannique. L'IRA modifie alors sa tactique militaire : les voitures piégées, dont l'utilisation a commencé en 1972, sont abandonnées. En 1976, l'IRA cesse les attentats au hasard en Irlande du Nord et cible la Grande-Bretagne.

De 1969 jusqu'à la fin de 1999, 3289 décès sont causés par les Troubles en Irlande du Nord[3]. Plus de la moitié des victimes sont des civils[4]. La moitié ont entre 20 et 40 ans[5]. Plus des ¾ des

1. En décembre 1969, l'IRA s'est scindée en 2 organisations, l'IRA provisoire, qui souhaitait poursuivre la campagne de violence et l'IRA officielle, qui préférait une évolution vers un combat politique, notamment la participation aux élections. Le *Sinn Fein*, parti politique lié à l'IRA, s'est également scindé. Le *Sinn Fein* Officiel devint le *Workers Party* et la branche provisoire garda le nom de *Sinn Fein*. Son premier président a été Ruari O Bradaigh, qui après sa démission en 1983, a été remplacé par Gerry Adams. L'IRA officielle a déclaré un cessez-le-feu en 1972 et à la fin des années 1970, n'est plus qu'une organisation politique. Les dissidents de l'IRA officielle ont formé l'INLA, responsable de 110 décès durant les Troubles, soit la moitié des assassinats républicains hors IRA.

2 L. O'Dowd, Coercion, territoriality and the prospect for a negotiated settlement in Ireland, *Political Geography* (GB), vol. 17, n° 2, p. 239-249, 1998.

3 Les chiffres des décès en Irlande du Nord dans ce paragraphe, sauf mention contraire, sont repris de la communication de B. Hayes, I. Mc Allister, Sowing dragon's teeth : public support for political violence and paramilitarism in Northern Ireland*, Paper prepared for the meetings of the UK political studies association,* London School of Economics and Political Science, 10-13 April 2000. Format PDF. [référence du 20 juin 2004], disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/issues/violence/docs/hayes/hayes00.htm.

4 Marie Therese Fay, Mike Morrissey, Marie Smyth, *Mapping troubles-related deaths in Northern Ireland, 1969-1998*. Londonderry : INCORE, 1998, p. 23.

5 *Ibid.*, p. 22.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

décès sont provoqués par les paramilitaires. l'IRA étant responsable de près de la moitié du total. Un peu plus de la moitié des décès sont survenus entre 1971 et 1976 ; 1972 est l'année la plus meurtrière avec près de 500 victimes. Après 1976, il n'y a jamais plus de 125 décès par an[1]. De 1969 à 1999, l'Irlande du Nord a subi 15000 bombes ou explosions, la plupart au début des années 1970 durant les campagnes de l'IRA. Luttant contre l'IRA, les forces de l'ordre - l'armée, avec l'*Ulster Defence Regiment* (UDR) et la police, la *Royal Ulster Constabulary* (RUC) - ont été responsable de 300 morts, soit à peine 10 % du total. Le conflit entre les forces de l'ordre et l'IRA a été le plus meurtrier, et était particulièrement aigu dans les années 1970. L'IRA a tué plus de 1000 membres des forces de l'ordre, tandis que celles-ci ont abattu 145 membres de l'IRA et d'autres milices paramilitaires, ainsi que 188 civils. Le deuxième aspect du conflit est celle des assassinats perpétrés par les milices paramilitaires contre la population civile. Ils ont surtout été commis par les loyalistes contre des civils catholiques, en réaction aux attentats à la bombe de l'IRA et aux attaques des milices républicaines sur des civils protestants. Le groupe le plus actif est l'*Ulster Volunteer Force* (UVF), créée en 1966 pour planifier et exécuter une série d'assassinats confessionnels. La milice a repris le nom de l'armée formée au début du 20e siècle pour lutter contre l'autonomie irlandaise et intégrée à l'armée britannique durant la Seconde Guerre mondiale. L'*Ulster Defence Association* (UDA) est responsable de peu d'assassinats par comparaison, mais a souvent opéré par le biais de l'UFF (*Ulster Freedom Fighters*) pour éviter d'être classée dans les organisations illégales, ce qu'elle finalement a été en 1992. Il existe d'autres milices paramilitaires loyalistes telles que les *Red Hand Commandos* (RHC). Les loyalistes ont ainsi assassiné 781 civils, la plupart dans les années 1970. En 1975, les loyalistes ont fait autant de morts que les républicains. Ensuite les campagnes d'assassinants se sont ralenties, car elles se montraient inefficaces à enrayer la violence républicaine et parce que les leaders loyalistes ont été incarcérés. Toutefois, ce style de violence s'est réactivé au début des années 1990, durant lesquelles les milices loyalistes provoquaient plus de morts que les organisations républicaines. Les républicains ont attaqué la population. Au début, leurs victimes civiles étaient le résultat d'attentats au hasard ; mais dans les années 1990, l'IRA mène aussi des attaques en représailles des attentats loyalistes. Il faut noter que les loyalistes et les républicains se sont peu combattus entre eux. Les républicains n'ont tué que 40 loyalistes et les loyalistes seulement 32 républicains, soit respectivement 2 et 3 % des décès dont ils sont responsables. La difficulté des opérations l'explique en partie. Il y a eu aussi un certain nombre de décès causés à l'intérieur des milices. Ils résultent de tirs accidentels ou d'explosions prématurées de bombes de l'IRA, mais aussi

[1] *Ibid.*, p. 18.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

de sanctions envers les traîtres ou présumés informateurs de la police, de luttes de pouvoir internes et le résultat de vendettas entre milices du même camp[1].

La plupart des décès et des explosions liés aux Troubles en Irlande du Nord se sont produits à Belfast. De plus, contrairement aux régions frontalières où le conflit prend principalement la forme d'une guérilla classique contre les forces de l'ordre, la plupart des décès à Belfast sont liés au conflit interconfessionnel, lors de meurtres ou d'attentats dans des lieux publics identifiés à une communauté spécifique. Michael Poole[2], cartographiant les statistiques des décès liés au conflit de 1969 à 1985 a déterminé que la plupart ont eu lieu à Belfast, caractérisé par des regroupements spatiaux importants de la communauté catholique. En milieu urbain, la présence d'une forte minorité catholique procure un environnement favorable à la guérilla. Poole établit une corrélation entre la violence et la taille du « ghetto » catholique, défini comme une aire résidentielle où vit une population catholique à plus de 90%[3]. Cette corrélation tient à la structure confessionnelle des quartiers à Belfast. Les meurtres sont souvent localisés près des frontières intra-urbaines. Shirlow montre que 80 % des meurtres perpétrés entre 1996 et 2001 ont été commis dans des espaces ségrégés à plus de 90 % et 70 % des meurtres à moins de 500 m d'une interface[4]. Entre 1969 et 1997, 46 civils ont été assassinés à leur domicile par les milices paramilitaires à Belfast, dont une majorité de victimes catholiques[5]. Ces assassinats sont appelés *doorstep murders*, meurtres « sur le pas de la porte », car la plupart des victimes ont été tuées en ouvrant la porte à leurs assassins[6]. La moitié de ces meurtres a été commise dans Belfast-Nord, au-delà de Crumlin Road, dans le *murder mile* (kilomètre meurtrier), appelé ainsi parce que 1/5^{e} de la violence politique en Irlande du Nord depuis 1969 s'y est déroulée[7]. Plus d'un tiers de ceux qui ont perdu la vie entre 1969 et 1998 résidaient dans 5 districts postaux situés dans Belfast-Nord et Belfast-Ouest[8]. Belfast-Nord est un patchwork d'enclaves confessionnelles. Les zones sont faciles d'accès et leurs faibles étendues signifient que l'on peut les traverser rapidement. Ensuite, toutes les cibles sont proches soit du

[1] R.C. Murray, Political violence in Northern Ireland 1969-1977 in F.W Boal, J.N.H. Douglas, *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem,* Londres : Academic Press, 1982, p. 324.

[2] Michael Poole, The geographical location of political violence in Northern Ireland in John Darby (ed.), *Political violence. Ireland in a comparative perspective.* Belfast : Appletree Press, 1990.

[3] Il utilise les chiffres du recensement de 1971.

[4] Shirlow, *op. cit.*, p. 81.

[5] F.W. Boal, R.C. Murray, The social ecology of urban violence, *in* D.T. Herbert, D.M. Smith, (eds) *Social problems and the city : geographical perspectives.* Oxford University Press, 1979, p. 152.

[6] The doorstep murders, *Belfast Telegraph*, 7 octobre 1975.

[7] Green and orange patchwork of fear, *Irish News,* 28 janvier 1993.

[8] Fay, Morrissey, Smyth, *op. cit.*, p. 32.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Shankill soit d'Ardoyne, fiefs pouvant être regagnés rapidement et où les meurtriers peuvent se cacher.

Les assassinats commis au hasard dans la rue sont aussi influencés par la géographie confessionnelle. En effet, les espaces résidentiels ouvriers étant séparés, la localisation de l'individu indique son appartenance. Mais l'apparence physique n'est pas suffisante. Il y a parfois des erreurs sur l'identité de la personne. Ainsi, un jeune protestant a été assassiné par une milice protestante alors qu'il se trouvait avec des amis catholiques devant le club de la *Gaelic Athletic Association*, l'Association Gaélique d'Athlétisme de Glengormley, dans la banlieue nord de Belfast. La GAA étant un marqueur confessionnel, les paramilitaires ont tiré pensant que les jeunes rassemblés devant le club étaient tous catholiques[1]. Les chauffeurs de taxi sont les cibles privilégiées des attentats au hasard, car la compagnie pour laquelle ils travaillent est un indice sûr de leur appartenance confessionnelle. Les compagnies de taxi régulières sont largement mono-confesionnelle. C'est encore plus vrai pour les compagnies de taxi collectif qui desservent des lignes permanentes à partir du centre ville, dont les itinéraires diffèrent pour desservir les quartiers confessionnels. Les *black taxis* catholiques ont leur départ sur le parking derrière le centre commercial de *Castlecourt*. Les lignes protestantes partent de North Street, au nord du centre ville. Les itinéraires des bus sont également dessinés afin de ne desservir, dans la mesure du possible, sur un trajet, des quartiers appartenant à une seule communauté.

1-23. Les marquages identitaires

Les espaces confessionnels ont une influence prépondérante sur les représentations politiques. Boal affirme qu'il y a un lien entre les frontières politiques de l'Irlande du Nord et les frontières intra-urbaines dans Belfast, dont elles sont un microcosme[2]. Il existe une relation complexe entre les affiliations macro-territoriales – Royaume-Uni, Ulster, Irlande réunifiée - et les constructions micro-territoriales comme la communauté, la rue ou le quartier. Chaque quartier est considéré comme le bastion d'une communauté plus large. Dans ce contexte, les symboles politiques élaborés par les communautés catholiques et protestantes sont inscrits dans l'espace urbain et renforcent les oppositions entre les communautés. Possédant une charge émotionnelle très forte, les signes confessionnels sont l'enjeu d'une domination symbolique du territoire urbain.

[1] RUC chief condemns 'sectarian' murder, *BBC News,* 30 juillet 2001 [référence du 24 avril 2003], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/1465424.stm.

[2] F.W. Boal, D. Livingstone, The international frontier in microcosm. The Shankill-Falls divide, Belfast in N. Kliot, S. Waterman, *Pluralism and political geography. People, territory and state,* Londres : Croom Helm/NY : St Martin Press, 1983, p. 154.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

1-23.1. Les défilés et l'affirmation de la domination protestante

Les défilés commémoratifs sont un élément central de la culture politique protestante. Ils ont lieu pour la plupart en été, pendant la « saison des défilés » (*marching season*) qui dure d'avril à septembre. Environ 2500 défilés sont organisés chaque année par les institutions loyalistes, dont la plus importante numériquement est l'Ordre d'Orange. Les défilés sont décrits parfois comme un festival, une fête, une sorte de carnaval. Ils sont le plus souvent vécus comme un événement festif par les participants. Mais les défilés loyalistes sont aussi une affirmation de l'identité protestante et l'expression de leur position hégémonique dans l'espace public. L'augmentation du nombre des défilés depuis le début des années 1990 et les tensions qu'ils suscitent reflètent les relations de pouvoir entre les deux communautés et représentent une nouvelle arène du conflit. Les protestants sont relativement méfiants envers le processus de paix et ont le sentiment de perdre leur pouvoir face aux nationalistes. Les défilés sont un moyen de réassurer symboliquement et physiquement leur domination sur l'espace public. Par opposition, la mobilisation des riverains catholiques contre les défilés est un phénomène qui apparaît au début des années 1990 et se renforce. Les conflits sur le passage des défilés orangistes provoquent des affrontements très violents depuis 1995. Les nationalistes ont une pratique des défilés sensiblement différente. Ils ont été un moyen de protestation aux moments forts de la mobilisation des catholiques contre le pouvoir : les manifestations pour les droits civiques à la fin des années 1960 ou les marches de soutien aux grèves de la faim dans les prisons au début des années 1980. Les défilés commémoratifs nationalistes sont dix fois moins nombreux que leurs équivalents protestants, on n'en recense que 250 par an environ[1]. Les plus importants pour les nationalistes sont la commémoration du soulèvement de Pâques 1916, la St Patrick, fête nationale de la République d'Irlande, célébrée le 17 mars ainsi que la fête de l'Assomption de la Vierge, le 15 août.

Le 12 juillet, le *Twelfth*, est le point culminant de la « saison des défilés » loyalistes, la *marching season*. Les loges de l'Ordre d'Orange commémorent la bataille de la Boyne de juillet 1690. La victoire du prince Guillaume d'Orange sur le roi catholique Jacques II assura son règne sur le trône d'Angleterre - il prit le nom de Guillaume III – et la domination anglaise et protestante sur l'Irlande.

[1] D. Bryan, N. Jarman, *Parade and protest. A discussion of parading disputes in Northern Ireland*, Coleraine : Centre for the Study of Conflict, University of Ulster, 1996. Sur le sujet, voir aussi les autres ouvrages de ces auteurs : *From Riots to rights. Nationalist parades in the north of Ireland*, Coleraine : Centre for the Study of Conflict, University of Ulster, 1998 ; *Politics in public. Freedom of assembly and the right to protest. A comparative analysis*, Belfast : Democratic Dialogue, 1998 ; ainsi que D. Bryan, T.G. Fraser, S. Dunn, *Political rituals. Loyalist parades in Portadown*, Coleraine : Centre for the Study of Conflict, University of Ulster, 1995 et le DEA d'A. Healy, *Usages politiques des mobilisations communautaires : les parades en Irlande du Nord,* IEP de Lyon, Université de Lyon II, 2001 et enfin le livre de l'association de riverains de Garvaghy Road à Portadown, Garvaghy Residents, *Garvaghy ; A community under siege*, Belfast : Beyond the Pale Publications, 1999.

Le 12 juillet est le jour férié le plus important de l'année. Il mobilise des milliers d'orangistes, accompagnés par des orchestres qui défilent dans chaque ville ou village. De nombreux spectateurs y assistent. Une semaine ou deux avant le 12 juillet, des défilés locaux, appelés *mini-Twelfth* sont organisés dans toute la province. Le 13 juillet, une reconstitution de la bataille entre Guillaume d'Orange et le roi Jacques II a lieu à Scarva, dans le comté de Down. Organisée par les *Royal Black Preceptories*, cette manifestation attire environ 40 000 personnes. Si la bataille de la Boyne est centrale dans la culture politique protestante, d'autres événements sont commémorés par les organisations loyalistes. De nombreux défilés locaux ont lieu chaque week-end estival en Irlande du Nord. L'un des plus importants a lieu le 12 août : l'Ordre des Apprentis (*Apprentice Boys*) organise sa grande parade annuelle qui commémore la fin du siège de Derry en 1689, qui dura 105 jours. Les Apprentis commémorent aussi le début du siège, lorsque 13 apprentis ont fermé les portes de la ville, pour la protéger des troupes de Jacques II, le 18 décembre 1688.

L'affirmation de l'identité protestante passe par une codification complexe des défilés. Lors des manifestations du 12 juillet, les loges orangistes se plient à une étiquette très précise. Chaque membre porte une collerette, sur laquelle est brodé le numéro de sa loge et une écharpe (*sash*) sur laquelle est inscrit son rang dans la loge. La tenue réglementaire est un costume sombre, un chapeau melon et des gants blancs (Figure 9). Cependant, Dominic Bryan observe que pour certaines localités ou dans certaines loges, la tenue vestimentaire et les attitudes sont moins strictes[1]. Le déroulement du défilé est très codifié. L'ordre de passage des loges, regroupées par districts, est défini à l'avance[2]. Une bannière ouvre la marche de chaque district. Elle porte le numéro du district, ainsi qu'une couronne et une Bible, signes de la loyauté à l'Angleterre et à la centralité des Ecritures dans la foi protestante. Pour chaque loge, le maître, le secrétaire et le trésorier sont en tête, suivis des porteurs de bannières de la loge et des autres membres marchant en rang. A la fin, un « maréchal », portant une épée ou une lance, ferme la marche de la loge. Les défilés sont suivis d'un office, ce qui indique la forte place de la religion dans la formation de l'identité protestante.

[1] D. Bryan, Ireland's very own Jurassic Park: the mass media, Orange parades and the discourse on tradition, *in* Anthony Buckley (ed), *Symbols in Northern Ireland,* Belfast : The Institute of Irish Studies, Queen's University of Belfast, 1998, p. 27.

[2] Voir par exemple la plaquette de présentation du défilé des loges de Belfast en 1999, *The twelfth 1999 Programme.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 9 : Défilé du 12 juillet, arrêt de la loge de Ballynafeigh devant le dispositif de sécurité amovible, Ormeau Bridge, Belfast (12 juillet 1999)

Les défilés jouent un rôle de renforcement de l'identité loyaliste et unioniste et de sa capacité à fédérer les protestants malgré les divisions de classe. Pour la jeunesse ouvrière, les défilés sont un ensemble de pratiques où « elle explore et répare une identité fracturée »[1]. La bourgeoisie ouvre la marche et mène les festivités. Mais elle s'allie à la classe ouvrière. Chaque loge orangiste est accompagnée d'un orchestre dont elle loue les services et qui la suit lors de la procession. Ces orchestres son totalement indépendants de l'Ordre d'Orange. Depuis les années 1960, les orchestres appelés *blood and thunder* (sang et tonnerre) se sont développés particulièrement dans les zones urbaines. Ces orchestres sont issus de la classe ouvrière et soutiennent les milices paramilitaires. La cherté et la rareté des orchestres plus classiques ont poussé les orangistes à faire appel à eux. Cela a transformé les défilés. Dans les années 1970, ils commencèrent à jouer des airs plus ouvertement sectaires. Aux traditionnels pull-overs à 'col en V' et pantalons noirs, ils substituèrent des uniformes colorés de style militaire, inspirés des mouvements des volontaires protestants des années 1780 (Figure 10). Les membres des orchestres portent souvent des insignes ou des drapeaux des milices paramilitaires, souvent de l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) historique ou

[1] D. Bell, Acts of Union: Youth subculture and ethnic diversity amongst Protestants in Northern Ireland, *British Journal of Sociology*, vol. 34, n° 3, 1987, p. 166.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

contemporaine[1], mais aussi de l'*Ulster Defence Association* (UDA) ou des *Red Hand Commandos* (RHC). Cela reflète l'influence croissante des milices paramilitaires dans la communauté loyaliste. Les orchestres, leurs insignes et leur comportement échappent au contrôle des orangistes, qui tentent d'imposer des règles. Ainsi l'alliance de la bourgeoisie et de la classe ouvrière dans les défilés n'est pas exempte de dissensions.



Figure 10 : Orchestre *Blood and Thunder*. Défilé du 12 juillet, Ormeau Bridge, Belfast-Est (12 juillet 1999)

La symbolique du défilé des loges orangistes est une affirmation de la domination protestante. Le 12 juillet, les loges locales défilent dans tout le territoire de la ville. Les itinéraires des

[1] L'UVF est une unité formée en 1912 pour lutter contre le projet d'autonomie de l'Irlande. Elle a combattu dans l'armée britannique durant la Première Guerre mondiale. Son nom a été repris par les paramilitaires loyalistes dans les années 1960.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

loges, partant de chaque *Orange Hall* pour se réunir au centre ville, signifient l'unité de l'espace urbain au-delà des fragments qui le composent et une domination sur l'ensemble du territoire urbain[1]. Les loges qui convergent vers le centre symbolisent le territoire unifié de la ville. Dans cette mesure, il transcende aussi les classes sociales. La structure typique des défilés orangistes est un mouvement du centre physique et symbolique de la communauté, où l'audience du défilé est confessionnellement homogène, vers les limites (*boundaries)* démarquant une communauté adjacente et opposée. Défiler le long des limites transforme la communauté adjacente en spectatrice involontaire à travers le déploiement des emblèmes politiques et de la musique. Dans les périodes de coexistence pacifique, les défilés de l'Ordre d'Orange étaient une occasion de détente pour les catholiques qui assistaient à ces événements. Mais durant les périodes de tensions intercommunautaires, défiler le long des interfaces est un déclencheur de la violence.

De nombreux conflits sur les itinéraires des défilés loyalistes ont eu lieu dans les dernières années. La communauté protestante présente les défilés comme une tradition. Mais les traditions sont une invention[2] et recouvrent des enjeux actuels. La revendication de la tradition sert à légitimer une position politique. La communauté protestante proclame sont « droit à défiler » (*right to march*) en invoquant la légitimé de l'itinéraire traditionnel (*traditional route*). Le déni de ce droit est considéré comme une attaque des racines historiques de la communauté protestante. Parmi les manifestants (*marchers)* loyalistes, il y a une tradition de « prendre » une nouvelle rue et de l'incorporer au tracé du défilé. Les nouveaux parcours sont soit à la limite, soit dans le territoire reconnu de la communauté catholique adjacente. Les nouveaux itinéraires sont contestés par les catholiques outragés (Figure 11). La *Parade Commission*, Commission des défilés statue sur la légalité des parcours ; son autorisation est nécessaire pour toute manifestation[3]. La police exécute ses décisions et est chargée du maintien de l'ordre. Les signes politiques exhibés lors de ces manifestations exacerbent les tensions entre les communautés et les défilés sont souvent suivis d'émeutes intercommunautaires.

[1] Neil Jarman, Intersecting Belfast, *in* B. Bender, *Landscape, politics and perspective*, Oxford : Berg, 1993, p. 132-133.

[2] Eric Hobsbawm, The invention of tradition, in E. Hobsbawm, T. Ranger, *The invention of tradition*, Cambridge : Cambridge University Press, 1983.

[3] La *Parade Commission* a été créée en 1997 ; auparavant, ses attributions relevaient des compétences de la police.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

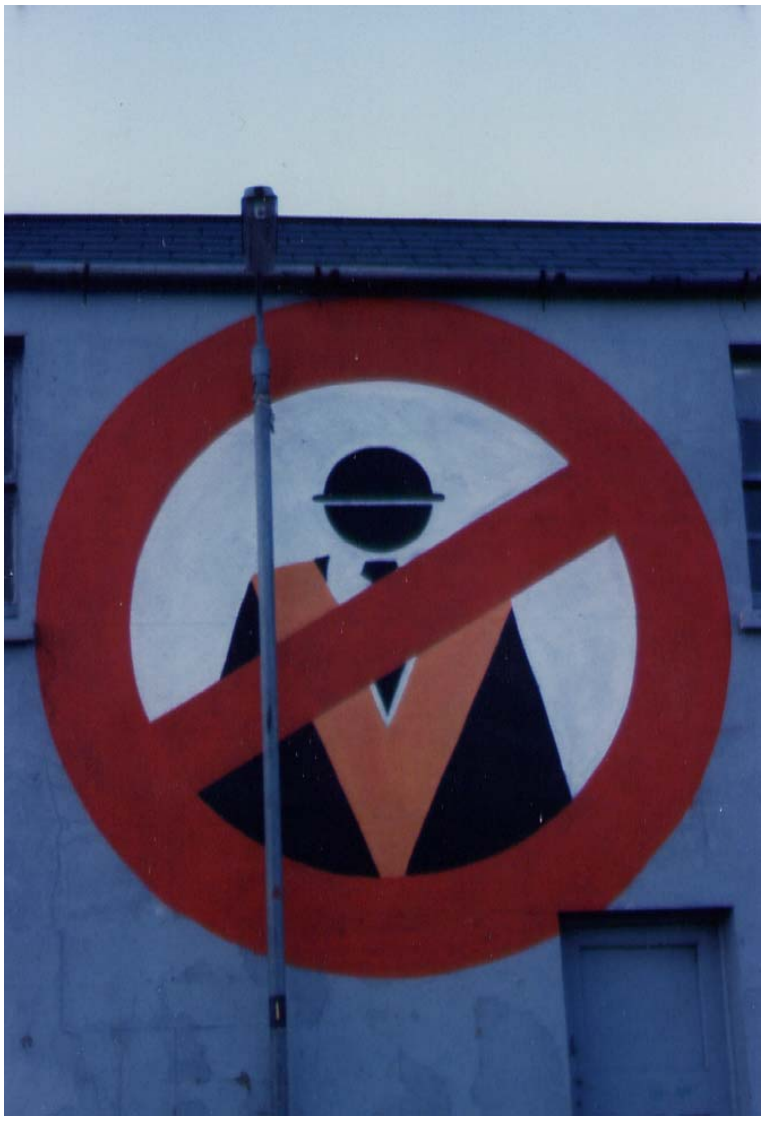


Figure 11 : Fresque nationaliste, *no orangmen*, Dromara Street, Lower Ormeau Road, Belfast-Est (25 octobre 1998)

1-23.2. Les symboles confessionnels

Le symbole clarifie le monde, en ordonnant les significations. Son sens est toujours en construction, redéfini à chaque fois qu'il est invoqué. Cela permet de créer une unité de la forme, du signifié tout en préservant la multiplicité des interprétations possibles. A travers les symboles tels que les drapeaux, les étendards, les hymnes, la majorité des gens imaginent la communauté dans laquelle ils vivent[1]. A Belfast, les emblèmes de chaque communauté sont affichés dans les quartiers résidentiels, surtout ouvriers, et contribuent à une appropriation du territoire urbain. Du moins, ils constituent une revendication sur l'espace urbain.

[1] B. Anderson, *Imagined communities. Reflections on the origins and spread of nationalism*, Londres, Verso, 1983.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Le marquage symbolique des frontières urbaines

Des signes servent à marquer l'espace, exprimant des revendications territoriales antagonistes. Dans les quartiers ouvriers, l'identité s'affiche par l'intermédiaire des couleurs nationales auxquelles le groupe se réfère. Les bordures de trottoirs, les lampadaires, les bornes-incendie et les autres éléments du mobilier urbain sont souvent peints en vert, blanc, or, couleurs du drapeau irlandais pour les catholiques et en rouge, blanc, bleu, couleurs de l'*Union Jack* britannique pour les protestants (Figure 12). Les drapeaux respectifs des deux pays sont hissés sur les lampadaires ou les poteaux électriques ou accrochés sur les façades des maisons. On trouve aussi diverses sortes de graffitis : sigles des groupes paramilitaires, slogan revendiquant la souveraineté, slogan sectaires tels que *Taigs out*[1] (catholiques dehors) ou dénigrant la reine d'Angleterre ou le Pape. Ces signes sont posés dans les espaces résidentiels, proches des limites avec les quartiers opposés et sur les limites elle-mêmes. La signalisation de l'espace est discontinue, mais le savoir tacite des habitants cartographie l'espace en territoires catholiques et protestants, qui déterminent leurs pratiques de mobilité.

L'affirmation territoriale contenue dans ces signes est complexe. Ils peuvent constituer une revendication territoriale, une provocation sur un espace traversé. Par exemple, la peinture du rond-point de Carliste Circus en rouge, blanc, bleu en juillet 1999[2] est un défi à l'autre communauté. La police essaie de négocier l'effacement pour apaiser les tensions. Mais Buckley et Kenney montrent que de nombreux graffitis loyalistes ne sont pas seulement destinés à marquer le territoire protestant. Les graffitis servent aussi à dévaloriser la respectabilité de la classe moyenne aux yeux de jeunes tagueurs issus du milieu ouvrier[3].

[1] L'expression *Taigs* provient du prénom gaélique *Tadhg*, dont l'usage était répandu parmi les catholiques au début du 20e siècle.

[2] Entretien avec l'Inspecteur Davy Spence, RUC North Queen Street, 26 juin 1999.

[3] Anthony Buckley, Daring us to laugh, creativity and power in Northern Irish Symbols *in* Anthony Buckley (ed), *Symbols in Northern Ireland*, Belfast : The Institute of Irish Studies, Queen's University of Belfast, 1998, p. 7.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 12 : Trottoirs peints aux couleurs de l'*Union Jack*, Glenbryn Park, Belfast-Nord (2 juin 2001)

Les fresques murales dans la construction symbolique de l'espace urbain

De nombreuses fresques murales sont peintes sur les pignons des maisons, dans les quartiers populaires des villes d'Irlande du Nord. A Belfast, on en recense environ 350 dans les années 1990[1]. Ce sont des objets symboliques, qui sont transformés, remplacés ou effacés. Après leur disparition, ils peuvent survivre à travers leur reproduction sous forme de cartes postales ou d'affiches.

Les fresques murales sont un élément de la culture populaire protestante depuis le début du 20e siècle. A cette époque, des représentations de Guillaume III (*King Billy*) franchissant la Boyne et les emblèmes de l'ordre d'Orange apparaissent sur les pignons des maisons ouvrières. Elles sont un moyen de l'affirmation de l'identité protestante. Auparavant, les marqueurs protestants sur l'espace urbain étaient éphémères, installés lors des commémorations du 12 juillet. Des arches construites en bois ou réalisées avec des fleurs étaient érigées dans les centres urbains et les quartiers résidentiels protestants. Ces éléments éphémères étaient extrêmement codifiés et variaient peu dans

[1] De nombreuses fresques sont reproduites dans Bill Rolston, *Drawing support : Murals in the North of Ireland*, Belfast, 1992 et *Drawing support 2 : Murals of War and Peace,* Belfast, 1995.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'espace et dans le temps[1]. Ils sont encore utilisés, par exemple dans le centre de Portadown, bourgade au sud-ouest de Belfast (Figure 13).



Figure 13 : Portadown, centre ville, arche commémorative (5 juillet 1999)

Après la partition de l'Irlande, les fresques sont devenues un élément de la culture politique nord-irlandaise et attestent d'une politisation de l'espace public. Elles ont été utilisées par les catholiques tardivement. Les protestants ont utilisé la loi et la police pour restreindre l'accès des catholiques à l'espace public, notamment pour la tenue de manifestations et pour les fresques. Les Troubles ont été l'occasion de l'utilisation de l'espace public par les catholiques, lors des manifestations pour les droits civiques. Quand les premières barricades ont été érigées à Londonderry en janvier 1969 à l'entrée du Bogside[2], le slogan *you are now entering Free Derry,* vous entrez maintenant dans le Derry Libre, proclamait le refus de l'Etat de la part des catholiques. Cette fresque a été repeinte plusieurs fois et existe encore aujourd'hui. Le *Free Derry's corner*, le carrefour du Derry Libre, est isolé du reste du quartier par une route à 4 voies, mais il reste un lieu emblématique des rassemblements nationalistes. Le défilé commémoratif de *Bloody Sunday,* le Dimanche Sanglant du 30 janvier 1972, se disperse toujours devant cette fresque. Dans les années

[1] Neil Jarman, Painting landscapes, the place of murals in the symbolic construction of space, *in* Anthony Buckley (ed), *Symbols in Northern Ireland*, Belfast : The Institute of Irish Studies, Queen's University of Belfast, 1998, p. 83.

[2] Le quartier catholique central de Derry.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

1980, les fresques se développent dans la communauté nationaliste. Les imageries nationalistes sont utilisées dans la stratégie politique des militants républicains. En 1981, les grévistes de la faim dans les prisons protestaient contre l'abolition de leur statut de prisonniers politiques et ont cherché un soutien parmi la population. Durant cette campagne, des fresques dédiées aux grévistes, décrivant les conditions des prisonniers républicains, sont apparues (Figure 14).



Figure 14 : Fresque nationaliste, représentant les grévistes de la faim morts en 1981, Short Strand, Belfast-Est (4 juin 2001)

Les fresques tant républicaines que loyalistes se sont ensuite multipliées, dont le thème dominant était la force paramilitaire. On peut émettre l'hypothèse que la recrudescence de l'utilisation des fresques est liée à l'interdiction de radiodiffuser les déclarations des porte-parole ou des supporters des milices paramilitaires. Cette interdiction a été prononcée le 19 octobre 1988 par Douglas Hurd, le *Home Secretary*; secrétaire d'Etat à l'Intérieur. De plus, l'opposition des loyalistes au traité anglo-irlandais de 1985 a suscité de nombreuses fresques. Après les trêves des milices en 1994, de nouvelles peintures sont apparues, plus radicales dans l'affirmation des milices. Un exemple frappant est celui de Mount Vernon, un ensemble de logement social de Belfast-Nord, à présent démoli pour cause d'insalubrité. Une fresque de l'UVF était visible de loin depuis Shore Road. Elle représentait deux hommes cagoulés et le slogan *prepared for peace, ready for war*, qui veut la paix prépare la guerre (Figure 15). Cette fresque de l'UVF est reprise avec le même slogan dans

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

plusieurs parties de la ville, notamment dans Ormeau Road, visible depuis Ormeau Bridge. Elle est l'expression du conflit non résolu à propos de l'itinéraire du défilé orangiste. Par leur visibilité accrue, les fresques occupent une place différente dans l'espace politique local. En effet, les fresques étaient ordinairement destinées à la communauté qui soutenait les milices. Les peintures étaient utilisées pour légitimer les milices paramilitaires au sein du champ politique nationaliste ou unioniste. De nombreuses fresques sont situées sur les itinéraires des défilés ou dans les lieux de rassemblements, ce qui montre leur importance au sein de la communauté. Mais elles sont de plus en plus tournées vers l'extérieur de la communauté. Les fresques murales sont souvent des marqueurs territoriaux, un défi à l'autre communauté, lorsqu'elles sont peintes sur les limites des quartiers ouvriers (Figure 16).



Figure 15 : Fresque du 3e Bataillon de l'UVF, Mount Vernon Drive, Belfast-Nord (Source : Jonathan McCormick's, CAIN, 1997, disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/cgi-bin/murals.pl)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 16 : Fresque murale loyaliste de l'UVF (*Ulster Volunteer Force*), 1er Bataillon de Belfast-Ouest, située dans Roden Street (carte postale)

Les fresques murales sont toutefois un symbole contesté. Elles ne sont pas seulement l'expression d'une identité territoriale locale, mais aussi du contrôle de l'espace par les milices. Les fresques des paramilitaires tant loyalistes que nationalistes ne bénéficient pas du soutien inconditionnel de la population à laquelle elles s'adressent. Malgré la peur des représailles, les habitants s'y opposent parfois. Le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE), bailleur social public, peut jouer un rôle de médiateur quand la fresque est peinte sur sa propriété. Jarman[1] relate un conflit ayant éclaté à Cregagh, quartier de Belfast-Est[2], à propos d'une fresque de l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) dans les années 1990. Le porte-parole du NIHE affirme à la *News Letter* que « l'écrasante majorité des habitants » du lotissement souhaitent la suppression de la fresque. Mais il s'agit d'une « question délicate » car celle-ci a un « mérite artistique considérable ». Bien que les fresques ne soient souvent pas dénuées de qualités artistiques, le pouvoir des paramilitaires est en cause. Le NIHE choisit alors délibérément de ne pas effacer les fresques pour ne pas mettre son personnel en danger. Les fresques sont aussi parfois attaquées de l'extérieur du quartier. Des bombes de peinture ou des graffitis sont des atteintes à la symbolique de la communauté. Inscrire le

[1] Jarman, Painting Landscapes...*op. cit.*, p. 96.

[2] Dans la circonscription de Castelreagh.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

nom de la milice INLA (*Irish National Liberation Army*) sur une fresque loyaliste ou écrire UFF (*Ulster Freedom Fighters*) sur une fresque de l'IRA est un défi, un acte de bravade. Ainsi à Mountcollyer, sur la limite entre les quartiers, la fresque loyaliste dédiée à la 36e division d'Ulster a reçu des jets de peinture et est taguée par des slogans catholiques, des graffitis anti-police, *RUC out* (la police dehors) et INLA écrit sur la borne électrique en dessous (Figure 17).



Figure 17 : Fresque loyaliste taguée, Mountcollyer Street (août 1999)

Depuis les accords de paix de 1998, les fresques nationalistes se sont diversifiées, ne représentant plus seulement les actions des paramilitaires mais privilégiant les aspects historiques du combat armé ou des thèmes culturels tels que la domination de l'Angleterre, la Grande Famine, la mythologie celtique ou les sports gaéliques. Le festival de Belfast-ouest, lancé en 1988, célèbre chaque été la culture nationaliste locale. Il offre un large programme d'événements culturels et de conférences et sponsorise le festival musical (*Fleadh*) d'Ardoyne. Il organise aussi une compétition de fresques murales destinées à célébrer la culture gaélique. Des fresques ont été peintes à cette occasion en 1994. L'une d'entre elles représente les sports irlandais et une autre la reine mythologique *Eire* laissant s'envoler une colombe (Figure 18).

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 18 : *Eire*, reine mythologique d'Irlande, Flax Street, Ardoyne, Belfast-Nord (Source : Jonathan McCormick's, CAIN, 1997, disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/cgi-bin/murals.pl)

Les fresques sont aussi devenues un cliché des reportages à la télévision ou dans les magazines. Des fresques temporaires ont même été peintes à Dublin pour le tournage de séries télévisées sur les Troubles. De même, les représentants politiques utilisent très souvent les fresques comme décor de leurs déclarations. Le parti républicain, le *Sinn Fein*, l'utilise abondamment. Le centre de presse du parti situé dans Falls Road, jouxte une fresque représentant Bobby Sands (Figure 19). Gréviste de la faim, il meurt en 1981 après avoir été élu député alors qu'il était incarcéré. La fresque offre un contexte plus large - celui de la lutte républicaine - au propos de l'homme politique. Elle donne aussi une indication de lieu, renforçant un ancrage territorial. Gerry Adams, le président du *Sinn Fein*, s'en sert pour ses déclarations. Cela vise à montrer qu'il est toujours proche de sa base, alors qu'il cherche à se doter d'une stature internationale.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 19 : Fresque en l'hommage du gréviste de la faim Bobby Sands, Falls Road (Source : Bill Rolston, 1994, CAIN, disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/bibdbs/murals/rmural1.htm#r1)

Les fresques sont à présent mentionnées dans tous les guides touristiques sur l'Irlande. Des excursions en taxis ou en bus montrent Belfast sous toutes ses facettes, incluant les « hauts-lieu » des Troubles ainsi que les fresques murales et les *peacelines*, situées dans des quartiers résidentiels ouvriers sans intérêt touristique particulier. La compagnie de transport urbain, *Citybus*, organise une visite guidée des monuments remarquables de Belfast, le *Belfast city tour*. Une seconde visite en bus, appelée *Belfast, living history tour*, commente l'histoire « longue et souvent turbulente » de Belfast, des « triomphes industriels aux désordres civils » et montre les fresques murales des Falls, du Shankill et de la Lower Newtownards Road[1]. Les compagnies privées de taxis organisent également des excursions autour des Troubles. La plus ancienne, la *West Belfast Taxis Association* organise des visites guidées de la ville incluant « l'histoire troublée de Belfast »[2]. De même, la visite organisée par la *Belfast City Black Taxis* comprend non seulement les monuments du centre ville, mais aussi des « sites alternatifs », tels que les fresques murales du Shankill et des Falls et le mur de paix de Cupar Way, « expérience culturelle unique ». L'hôtel Europa y est présenté comme « le bâtiment le plus plastiqué en Europe ». La prison et les « commissariat et casernes fortifiés » sont également inclus[3]. Toutes les compagnies de taxis proposent des prestations similaires. Une « carte des Troubles de Belfast-Ouest » a été réalisée en 1999 par le *Failte Feirste Tiar*, une association de promotion du

[1] Citybus Tours, *A better view of Belfast,* dépliant automne-hiver 1998-1999.

[2] West Belfast Taxis Association, www.wbta.net.

[3] Black taxi tours, www.belfasttours.com.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tourisme et de développement économique, gérée par les catholiques[1]. Elle représente les sites importants du conflit, tels que la *peaceline*, les fresques murales ou les tombes des grévistes de la faim. Bien que les responsables de l'association se défendent de vouloir transformer le quartier en « parc à thème sur le terrorisme », la carte publiée répond à la fascination croissante des touristes pour l'histoire troublée de l'Irlande du Nord[2]. La *peaceline* de Cupar Street devient ainsi une attraction touristique. Les chauffeurs de taxi, au cours des visites guidées, encouragent leurs clients à écrire un message pour la paix sur le mur, en fournissant le marqueur approprié[3]. Le mur est ainsi recouvert de graffitis des touristes, comme l'était le mur de Berlin (Figure 20).



[1] Tourists' Troubles map, *BBC Online*, 30 juillet 1999 [référence du 18 octobre 2002], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/uk/407243.stm.

[2] Tourist guide to Belfast troubles, *The Guardian,* 2 août 1999 [référence du 18 octobre 2002], disponible sur : http://www.guardian.co.uk/uk_news/story/0,3604,283177,00.html.

[3] Lors d'un de mes premiers séjours à Belfast en 1998, je me trouvai dans cette situation lorsque je fis cette visite guidée. A ce moment, juste avant les accords de paix, c'était le début de cette pratique et les graffitis sur la *peaceline* étaient encore rares. Avec mes compagnons de l'heure, américains ou des pays nordiques, je suis restée quelques minutes hors du taxi, le chauffeur nous encourageant à mettre une inscription. Alors que les autres se montraient enthousiastes, je me souviens d'avoir hésité, puis de m'être décidée à écrire une phrase d'un poème de Yeats. J'avais le sentiment d'être parachutée dans un lieu auquel j'étais complètement extérieure et que l'acte prescrit était une imposture, dans la mesure où, touristes, nous n'avions aucune prise sur les événements et n'étions aucunement engagés dans ce conflit ou sa résolution. Restait l'illusion d'être au cœur de l'histoire.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 20 : Graffitis sur le mur de Cupar Way (Source : Martin Melaugh, CAIN, 7 mai 2000, Disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/images/photos/Belfast/peaceline/index2.htm)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Les monuments aux morts, lieux de mémoire contestés

Le romancier contemporain Mc Liam Wilson[1] décrit Belfast comme un « monument aux morts permanent ». Monuments dédiés aux soldats tombés lors des conflits mondiaux, fresques des milices paramilitaires dédiées à leurs membres et bouquets déposés dans la rue sur les lieux des assassinats de civils rappellent sans cesse l'existence de la guerre. Mais ils sont des lieux de mémoire contestés et non partagés par les deux populations.

Les protestants ont constitué la majorité des engagés des deux Guerres mondiales. L'*Ulster Volunteer Force* (UVF), unité formée en 1912 par les opposants au projet d'autonomie pour l'Irlande, a été intégrée à l'armée britannique lors de la Première Guerre mondiale pour constituer la 36e Division d'Ulster. Elle a été décimée à la bataille de la Somme, le 1er juillet 1916. La plupart des familles en Irlande du Nord en furent affectées, principalement des protestants. Pourtant l'attachement des protestants à cette commémoration est assez récent. Le musée de Fernhill House[2], dans le quartier protestant de Glencairn à Belfast-Ouest, dédié à l'histoire du Shankill, tient une exposition permanente sur la bataille de la Somme. La brochure du musée souligne que la tradition de servir dans les forces armées est un aspect important de l'identité d'Ulster et du Shankill en particulier. Les orangistes sont présents aux cérémonies de commémoration de la Somme, au même titre que lors du *Remembrance Day*, qui célèbre l'armistice de novembre 1918. Toutefois Alec Maskey, ancien membre de l'IRA, élu du *Sinn Fein* et premier maire catholique de Belfast[3], a honoré la mémoire des soldats morts en 1914-18[4] le jour de la commémoration de la bataille de la Somme, peu après son investiture en 2002. Ses fonctions de maire le lui demandaient, mais pour un républicain, ce geste signifiait expressément la volonté de représenter toutes les communautés et de s'opposer aux plus extrémistes de son parti. Ce geste courageux a été salué par les dirigeants protestants.

Les monuments aux morts de la Première Guerre mondiale ont été construits dans les années 1920. On y a souvent ajouté les noms des victimes de la Seconde Guerre, comme dans les autres pays européens. Mais l'ajout des victimes des Troubles est plus controversé. Le monument aux morts de la Première Guerre mondiale à Enniskillen[5], endommagé lors d'un attentat meurtrier de l'IRA en 1987, a été restauré en incluant une référence aux Troubles. Onze colombes de bronze ont

[1] Robert Mc Liam Wilson, *Eureka Street,* Londres : Minerva, 1997.

[2] Musée dirigé par une association locale, le *Glencairn People's Project.*

[3] Les mandats durent un an. Alex Maskey a exercé ses fonctions de maire de juin 2002 au 2 juin 2003.

[4] Alec Maskey, maire catholique à Belfast, *La Croix*, 7 juin 2003.

[5] Ville de 15000 habitants, capitale du comté rural frontalier de Fermanagh.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

été ajoutées au monument, en souvenir des victimes de cet attentat. La dédicace à « nos voisins morts en ce lieux » (*our neighbours who died near this spot)*, tend à minimiser la nature sectaire de l'attentat par l'emploi du mot « voisins ». Pourtant, la sculpture a attirée de nombreuses critiques, les colombes étant perçues comme « plaquées ». A deux reprises, des colombes ont été volées, manifestant une hostilité à ce monument qui ne fait pas l'unanimité[1]. Si chaque caserne et commissariat dispose d'un mémorial dédié à ses officiers, les monuments et plaques en mémoire des soldats et de la police victimes des Troubles sont rarement installés dans l'espace public. Une inscription générale est parfois ajoutée aux monuments de la Première ou Seconde Guerre pour les victimes des forces de l'ordre, par exemple, « à la mémoire des membres des forces de l'ordre qui ont donné leur vie dans les conflits ». Les monuments commémoratifs pour les victimes civiles sont rares. Celui dédié aux 9 morts de l'attentat d'octobre 1993 dans une poissonnerie de Shankill Road, est un lampadaire « vieux style » situé dans un jardin de la paix. Il porte également une inscription dédiée à toutes les victimes innocentes du terrorisme[2]. Symboles contestés, les monuments aux morts deviennent parfois des marqueurs confessionnels dans l'espace urbain. Par exemple, le monument photographié par Chris Harrison pour l'*Imperial War Museum*, situé au carrefour de Bapaume et Picardy Avenues, dans la banlieue de Belfast, est devenu un marqueur important du territoire protestant[3].

Les milices paramilitaires honorent leurs disparus par des fresques murales. Les éléments graphiques sont empruntés au vocabulaire des monuments aux morts : plaques, stèles, croix, gerbes de fleurs, soldats en deuil, drapeaux en berne. Mais elles n'ont pas la discrétion des monuments aux morts, car des couleurs très vives sont utilisées en toile de fond. Elles ne sont pas mises à l'écart, mais sont placées au cœur de la vie quotidienne sur les carrefours, les places, à côté des maisons et des boutiques. Les fresques murales reflètent l'ethos des communautés. Pour les loyalistes, le lien est souvent fait entre les paramilitaires victimes du conflit actuel et les morts de la 36e division d'Ulster (ex-UVF) durant la Première Guerre mondiale, qui sont le motif de nombreuses fresques. Par exemple, une fresque peinte en 1996 dans Belfast-Est représente côte à côte William Mc Fadzean, héros de la Bataille de la Somme et William Miller, membre de l'UVF, abattu par la RUC en 1983[4] (Figure 21). Dans ces fresques, les emblèmes de la Première Guerre mondiale sont utilisés,

[1] Jane Leonard, *Memorials to the casualties of conflict. Northern Ireland, 1969 to 1997*. Belfast : Community Relations Council, 1997, p. 17-18.

[2] *Ibid.*, p. 16.

[3] David Brett, War Memorials, *Source*, [Ireland's photographic review], n° 21, hiver 1999, p 48-49.

[4] Leonard, *op. cit.*, p. 15.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tels que le coquelicot[1] et le slogan *lest we forget* (pour ne pas oublier). Les monuments de l'IRA font souvent référence à la répression sanglante de l'insurrection de 1916, symbolisé par le lys. Le trèfle, omniprésent, était, selon la légende, utilisé par St Patrick pour expliquer la Trinité quand il évangélisait l'Irlande. Les monuments de l'IRA sont souvent érigés sur les lieux des morts. Les loyalistes ne procèdent en général pas de cette manière, à de rares exceptions près, comme les plaques funéraires de l'UVF dans Shankill Road et dans Woodstock Road à Belfast.

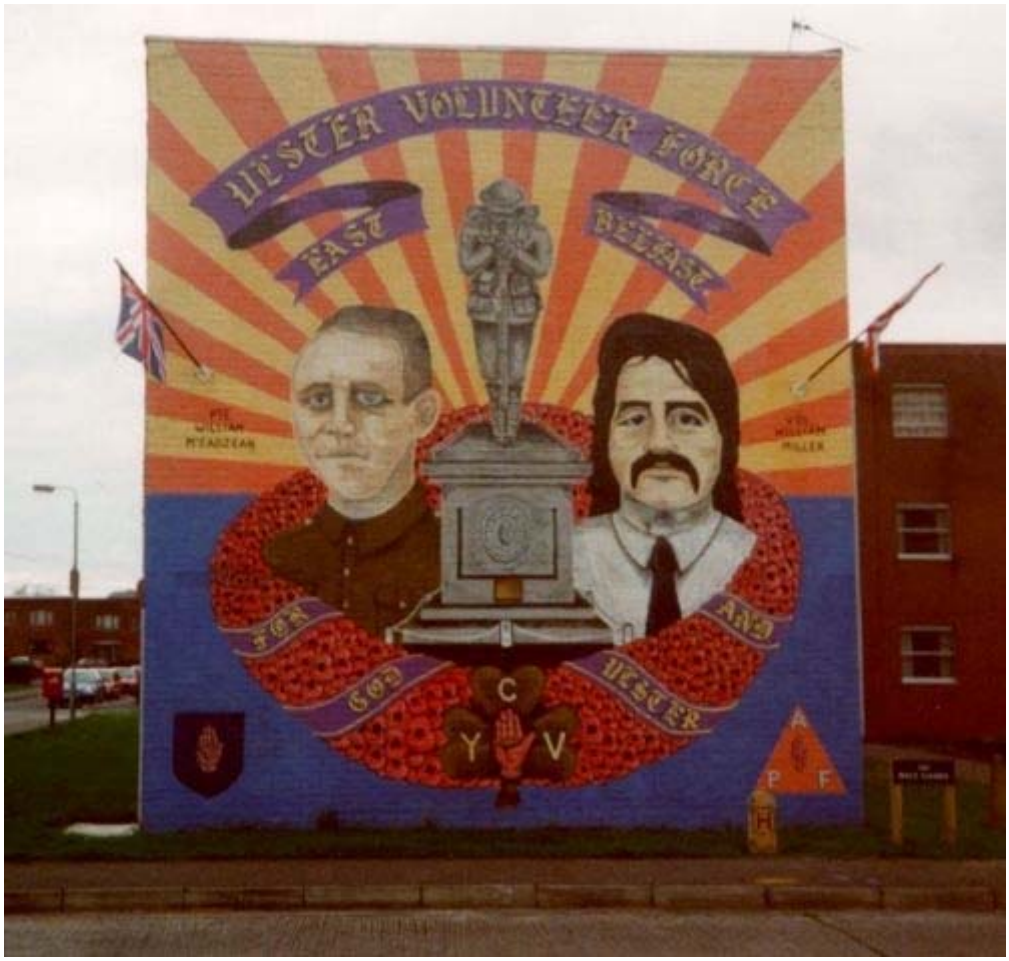


Figure 21 : Portrait de William Miller et William McFazdean, Cappagh Gardens, Cregagh, Belfast-Est (Source Jonathan McCormick's, 1999, CAIN, disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/cgi-bin/murals.pl)

[1] Le coquelicot, au Royaume-Uni, est le symbole de la Première Guerre, et par extension, celui des deux guerres mondiales. Le coquelicot était la seule fleur du front. Le poème de John Mc Crae, *Flander's Field*, relie le souvenir des morts à cette fleur. Accrocher un coquelicot en plastique à sa boutonnière le jour de l'anniversaire de l'armistice (*Remembrance Day*) est une pratique très répandue à Belfast.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

La bataille des plaques de rues

En République d'Irlande, l'utilisation du gaélique n'est pas problématique dans la signalétique urbaine, car il a le statut de langue officielle et la signalisation routière est bilingue. En Irlande du Nord, l'usage du gaélique pour les plaques de rues est un enjeu symbolique donnant lieu à des conflits. En 1949, une ordonnance[1] interdit l'usage du gaélique, publiée après que les conseils municipaux de Newry et Omagh ont posé des plaques de rues en gaélique dans certains secteurs de leurs villes[2]. L'ordonnance est bravée à de nombreuses reprises. En 1979, la section locale de la Ligue gaélique a organisé une campagne pour les plaques de rue dans Belfast-Ouest. Elle l'a commencé dans Leenadon et Glen Road. En 1981, des plaques sont posées dans Twinbrook dans la banlieue Ouest de Belfast. En 1983, à Ballymurphy, lotissement d'après-guerre très républicain de Belfast-Ouest, des plaques en gaélique ont été posées à la place de celles en anglais. Ces plaques subsistent encore aujourd'hui et il est difficile pour un non-locuteur de se repérer, d'autant plus que les voies sont en impasses[3]. La langue utilisée pour les plaques de rues peut être interprétée comme une tentative de marquer les territoires confessionnels. Comme pour les trottoirs peints, il s'agit d'indiquer aux « étrangers » qu'ils sont sur un territoire nationaliste ou unioniste. Mais cela obéit à une logique très localisée. Dans le quartier catholique de Cromac, situé près du fleuve Lagan et d'Ormeau Bridge donnant dans Belfast-Est, des plaques de rue en gaélique sont apposées dans les petites rues donnant sur la Lower Ormeau Road. Mais les plaques sont uniquement ajoutées près du carrefour avec Ormeau Road. L'utilisation du gaélique pour les enseignes commerciales dans les quartiers nationalistes de Belfast-Ouest obéit à une logique moins conflictuelle, puisqu'il s'agit d'un territoire entièrement catholique. Il y a une sorte de lobbying des associations locales pour promouvoir l'irlandais et l'utiliser pour les enseignes des commerces de proximité. Bien qu'illégales, les plaques en gaélique n'étaient pas enlevées par les pouvoirs publics. L'interdiction de 1949 a été abrogée en 1995, par une ordonnance de la Chambre des Lords autorisant une autre langue que l'anglais pour la signalétique urbaine[4]. Pour la première fois en 1999, le conseil municipal de Belfast a inauguré deux plaques de rue bilingues. Dans Belfast-Ouest, une plaque indique Whiterock Close

[1] Amendement au *Public Health and local governement act.*

[2] Camille O'Reilly, The Irish language as symbol : visual representations of Irish in Northern Ireland, *in* Anthony Buckley (ed), *Symbols in Northern Ireland.* Belfast : The Institute of Irish Studies, Queen's University of Belfast, 1998, p. 47.

[3] Lors de mon enquête de terrain en 1999.

[4] O'Reilly, *op. cit.*, p. 49.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

et sa traduction en gaélique, *Clós na carraige báine*, et dans Belfast-Nord, une autre plaque porte la mention anglaise de Silverstream Park et sa traduction en *Ulster Scots*, *Sillerburn Park*[1].

1-3. Conclusion

Les processus politiques ont fortement contribué à constituer deux groupes revendiquant une identité culturelle distincte, ancrée dans la religion. Les différences culturelles sont socialement reproduites et la faiblesse du mélange social ainsi que la lutte pour le pouvoir contribue à leur maintien. Le conflit nord-irlandais oppose deux identités confessionnelles qui revendiquent leur autonomie sur un même territoire. Les communautés s'autodéfinissent à partir de différences nées de la colonisation, la partition de l'île, les allégeances politiques qui en découlent et un rapport différencié à l'Etat d'Irlande du Nord. Ainsi l'horizon politique de la communauté catholique est la réunification de l'Irlande, tandis que la culture politique protestante est ancrée dans l'union à la Grande-Bretagne. Le conflit urbain dépend du conflit portant sur la définition de la citoyenneté et la frontière nationale. La construction des identités confessionnelles est concomitante à l'appropriation des groupes sur le territoire urbain. La violence intercommunautaire est un facteur déterminant dans la répartition spatiale des communautés, et Belfast s'est développé en des espaces appropriés de manière différentielle par deux groupes. La violence et les codes culturels jouent un rôle de renforcement de l'identité territoriale. La différenciation communautaire a des implications fortes sur la division de l'espace urbain de Belfast, qui tend également à l'exacerber. Le territoire urbain joue un rôle particulier dans le conflit. Les affrontements entre les communautés catholiques et protestantes prennent la forme d'émeutes et de combats de rue et d'une guérilla urbaine entre les milices paramilitaires et les forces de l'ordre.

[1] Council unveils dual language street signs, *Irish News*, 23 janvier 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

2. Les premières *peacelines*, réponse à l'urgence

Les émeutes sont une forme ancienne, bien qu'évolutive, du conflit intercommunautaire en Irlande du Nord. Au 19e siècle, elles sont fréquentes, décrites à partir d'archives par Andrew Boyd[1], journaliste politique à Belfast. D'autres séries d'émeutes interviennent au début des années 1920 et en 1935. Au mois d'août 1969, elles sont d'une intensité extrême et marquent le début des Troubles. Elles provoquent des mouvements de population de grande ampleur et un retranchement territorial des communautés au sein de l'espace urbain, amplifiés par des phénomènes d'intimidation. Elles entraînent l'intervention de l'armée et l'instauration de l'état d'urgence. Elles ont une relation très forte au territoire urbain, qui a une incidence sur la dynamique du conflit. La construction des *peacelines* est la réponse des forces de l'ordre à la situation incontrôlable d'août 1969. Je m'interroge sur la genèse des *peacelines* que j'analyse comme instruments de maintien de l'ordre. Elles sont placées sur certains *flashpoints,* les lieux des émeutes récurrentes. Le chapitre décrit d'abord la localisation des 'désordres urbains' avant d'analyser la réponse des forces de l'ordre. Mais auparavant, il faut resituer le contexte politique et social qui a précipité le déchaînement de violence.

2-1. La crise politique et les tensions intercommunautaires

Il existe une corrélation forte entre les modalités du débat public et la situation de blocage institutionnel qui précipite l'Ulster dans la crise en 1969. L'Etat dominé par les protestants n'intègre pas la minorité catholique qui milite pour sa reconnaissance politique et sociale. Le refus des protestants aboutit à une situation de crise.

[1] A. Boyd, *Holy war in Belfast A history of the troubles in Ireland,* Anvil Books, 1969.

2-11. L'absence de débat public et la répression des manifestations pour les droits civiques

En Irlande du Nord, le débat public est limité par la question nationale[1]. La partition de l'Irlande a dessiné les lignes de division interne de la société. Le champ politique est construit selon l'opposition nationaliste/unioniste ou en terme de loyauté/déloyauté à la couronne, même si à l'intérieur de chaque camp, on retrouve l'opposition classique entre modérés et extrémistes. Les problèmes sociaux sont interprétés en fonction de la question nationale et sont débattus comme des questions identitaires. Le vote est implicitement un soutien à la position constitutionnelle d'un parti et cela apparaît clairement dans les thèmes électoraux. A partir des années 1960, le débat public s'ouvre cependant avec la création d'associations promouvant les droits économiques et sociaux, déconnectés de la question nationale. En 1964, un groupe de pression appelé *Campaign for Social Justice* (CSJ) voit le jour. Il milite pour l'égalité dans le logement, l'emploi et les élections. Les réformes sont une préoccupation montante. La *Northern Ireland Civil Rights Association* (NICRA), l'association pour les droits civiques d'Irlande du Nord, est fondée en 1967. La NICRA revendique l'égalité des droits des citoyens d'Irlande du Nord. Elle demande la fin du *gerrymandering*, c'est à dire du découpage biaisé des circonscriptions électorales et l'application du principe « un homme, un vote » par l'abrogation du système semi-censitaire alors en place. Elle réclame aussi une législation anti-discrimination, l'établissement d'un système juste pour l'attribution des logements sociaux, l'abolition des *B-Specials*, police supplétive très fortement décriée par les catholiques pour son sectarisme et sa brutalité et l'abrogation des pouvoirs spéciaux votés en 1922 (*Special Powers Act*) et prorogés depuis[2]. L'agitation sociale en Europe à la fin des années 1960 encourage les manifestations en Irlande du Nord.

Le 24 août 1968, la NICRA organise sa première manifestation pour contester l'attribution inéquitable des logements sociaux par les municipalités[3]. Elle doit se dérouler de Coalisland à Dungannon, villes situées dans le Comté Tyrone, à l'ouest de la Province. La manifestation, ainsi que les suivantes, est interdite par le ministre de l'Intérieur, William Craig. Bravant l'interdiction, les manifestants ne peuvent atteindre la fin de l'itinéraire prévu, empêchés par la police et des groupes loyalistes, mais l'événement se déroule sans violence. La situation se renverse lorsque la police

[1] Karin Renon, Sortir de la violence en Irlande du Nord ? *Culture et conflit*, n° 29-30, printemps-été 1998, p. 319.

[2] La *Civil authorities Special Powers Act*, appelé *Special Powers Act*, est une loi promulguée en 1922 instituant les pouvoirs d'exception. Elle est renouvelée annuellement par le Parlement d'Irlande du Nord, puis, devient loi permanente en 1933. Elle sera abrogée en 1972 après l'imposition de l'administration directe par Londres. Toutefois, le *Northern Ireland (Emergency Provisions Act)* de 1973 comprendra aussi des dispositions attentatoires aux libertés. J. Mc Master, *Living through the troubles, 1968-1993*, Belfast : Youth Link, 1994, p. 6.

[3] La plupart des informations de ce paragraphe proviennent du CD-Rom *A State Apart*, BBC Northern Ireland [1999].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

disperse brutalement une marche non autorisée de la NICRA le 5 octobre 1968 à Londonderry. Les violents affrontements entre la police et les manifestants sont diffusés par la télévision dans le monde entier. Les leaders unionistes assimilent le mouvement revendicatif à une subversion républicaine orchestrée par l'IRA. La contre-manifestation la plus importante est organisée le 30 novembre 1968 à Armagh par le révérend Paisley et condamnée, elle aussi, pour rassemblement illégal. Les marches pour les droits civiques se transforment en affrontements entre nationalistes et ultras-loyalistes entraînés par Paisley. En réaction à la répression du 5 octobre, *People's Democracy* (PD), plus radicale que la NICRA, est créée. PD organise une marche de 4 jours de Belfast à Derry, du 1er au 4 janvier 1969, interrompue par une attaque des loyalistes sur le pont de Burntollet, provoquant de sévères émeutes. Le mouvement pacifique touche à sa fin. En mars 1969, le *Public Order Bill* constitue en délit la participation à une manifestation interdite alors q'auparavant, le pouvoir de l'Etat se limitait à déclarer illégales les manifestations non autorisées. La loi suscite de nouvelles protestations. Les leaders du mouvement des droits civiques - John Hume, Bernadette Devlin, Gerry Fitt – perdent leur emprise sur les événements. Les manifestations deviennent de plus en plus spontanées, désorganisées et violentes. Les 19 et 20 avril 1969, de sérieuses émeutes ont lieu à Londonderry, puis à Belfast. Les catholiques prennent confiance en leur pouvoir. Dans ce climat, les protestants sont déterminés à maintenir les défilés commémoratifs qui suscitent l'opposition renouvelée des catholiques[1].

2-12. L'échec de la modernisation de l'Etat

Le Premier ministre d'Irlande du Nord, Terence O'Neill, annonça en novembre 1968 des réformes qui satisfaisaient au moins partiellement les revendications des droits civiques[2]. O'Neill était un conservateur, mais ouvert sur l'étranger et disposé à ouvrir le débat sur les questions sociales. Il avait entrepris des réformes pour surmonter les faiblesses structurelles de l'économie, à savoir une faible productivité industrielle et un chômage endémique. Au milieu des années 1960, il avait donné une impulsion étatique à l'investissement privé et mis en place des zones prioritaires de développement. La rénovation urbaine, l'amélioration du système de transport grâce à un projet autoroutier ambitieux et la création d'une nouvelle université à Coleraine constituaient les principaux éléments de son projet de modernisation. Le Premier ministre considérait les retards de développement social comme une entrave à la croissance économique et qu'en revanche, le bien-être économique surmonterait les divisions confessionnelles. L'action d'O'Neill s'appuyait sur un

[1] Government of Northern Ireland, V*iolence and civil disturbances in Northern Ireland in 1969. Report of Tribunal of Inquiry.* (Cmd. 566). Belfast : HMSO, avr. 1972 [rapport Scarman], vol. 1, p. 6.

[2] Renon, *op. cit.*, p. 296.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

discours intégrateur. Il souhaitait la reconnaissance de deux traditions politiques et culturelles en Irlande du Nord et envisageait la communauté catholique comme une composante de l'Irlande du Nord, non plus comme une faction déloyale envers l'Etat qu'il fallait à tout prix marginaliser. Des gestes symboliques comme la visite d'une école ou d'un monastère manifestaient cette volonté d'ouverture. Toutefois, les chercheurs O'Dowd et Tomlinson considèrent que malgré son discours de modernisation, le Premier ministre conservait une idéologie sectaire, plus insidieuse, car revêtue de l'apparence du libéralisme. Pour preuve, ils citent O'Neill affirmant que si les catholiques étaient traités avec considération, ils se comporteraient comme des protestants[1]. O'Neill est aussi l'auteur d'un rapprochement avec l'Etat d'Irlande, considéré comme un partenaire économique et non plus comme un adversaire politique. En 1965, il a invité son homologue irlandais, Sean Lemass, au Stormont. Cette vision s'accordait au changement d'attitude des catholiques. Ils considéraient leur sort en Irlande du Nord plus important que la perspective de plus en plus lointaine d'une réunification avec le Sud, dont ils formaient une communauté distincte. Le mouvement des droits civiques revendiquait une place pour les catholiques et la reconnaissance de leur légitimité dans la société nord-irlandaise, et par conséquent formulait des revendications sociales sans rapport avec les questions constitutionnelles. Les réformes proposées par O'Neill différenciaient aussi les droits sociaux de la question identitaire. Mais la promesse offerte à la population catholique était vécue comme une menace par les protestants, qui assimilaient les revendications sociales à une tentative de subversion nationaliste[2]. Le refus des réformes a beaucoup contribué à la montée de la violence et à sa légitimation. Les catholiques les plus modérés n'ayant pu obtenir l'égalité sociale, le conflit s'est radicalisé et la suspicion envers les institutions s'est renforcée. En avril 1969, de nombreuses explosions ont endommagé les réseaux d'électricité et les réservoirs de distribution d'eau de Belfast. Elles furent attribuées à l'IRA, mais le rapport de la commission d'enquête officielle affirme qu'elles étaient indéniablement le fait de milices loyalistes visant à affaiblir les intentions réformatrices du Premier ministre. Le 28 avril, O'Neill démissionne et Chichester-Clarke lui succède[3].

L'impossibilité d'un règlement politique du conflit, la non-médiation des intérêts par le système politique et les réformes trop tardives ont été un contexte favorable au soulèvement de la rue. La répression des manifestations a radicalisé l'opposition. Malgré la philosophie non-violente sous-tendant les mouvements des droits civiques, le défi au statu quo provoqua le désordre. Manifester pour les droits civiques, revendiquer l'égalité de l'accès à l'espace public et l'avènement

[1] Liam O'dowd, Bill Rolston, Mike Tomlinson, *Northern Ireland : between civil rights and civil war*, Londres : CSE Books, 1980, p 150.

[2] Renon, *op. cit.*, p. 300.

[3] Rapport Scarman, vol. 1, p. 7.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

d'un sujet de droit ont été vécus tant par les supporters que les opposants comme une affirmation de l'identité confessionnelle. Le combat pour les droits civiques ne put s'affranchir des codifications préexistantes et de la politisation de l'espace public selon des lignes confessionnelles. Ainsi, le droit à défiler (*freedom to march*) représente une liberté publique pour la communauté protestante, mais elle rechigne à l'étendre aux catholiques. Les tensions ont été exacerbées par les défilés orangistes de l'été, crispant les relations entre les communautés et le conflit a éclaté dans la rue.

2-2. Les désordres intercommunautaires

Je m'attache à les situer comme événements et à comprendre leur relation au territoire. Ainsi, il ne s'agit pas d'analyser les émeutes pour elles-mêmes ni de déterminer les caractéristiques de la confrontation. Je veux interroger la signification de l'espace urbain dans le conflit, et particulièrement en quoi la position de frontière entre catholiques et protestants peut favoriser le combat[1].

2-21. Les sources

Il n'a pas été possible d'interroger les officiers de police ou les militaires en poste au début des années 1970, ni de retrouver les participants aux émeutes. L'essentiel des sources pour cette période sont des données documentaires. Sur les émeutes, les documents et travaux sont peu nombreux. Les statistiques de la police ne les recensent pas. Cependant, H. Lyons a publié un article isolé sur les caractéristiques sociales des émeutiers de Belfast, à partir des statistiques des arrestations de 1969 à 1972[2]. Les sources principales dont je dispose sont les rapports des deux enquêtes officielles, menées immédiatement après le début des Troubles, par des commissions nommées par le gouvernement nord-irlandais. La commission d'enquête parlementaire présidée par Lord Cameron a rendu son rapport *Disturbances in Northern Ireland* en septembre 1969[3]. Il s'attache à décrire les causes des désordres survenus en Irlande du Nord entre octobre 1968 et janvier 1969. Un second rapport a été réalisé par une autre commission d'enquête parlementaire, présidée par

[1] Ainsi la description des émeutes n'intervient que pour tenter de montrer une relation entre les lieux d'affrontement et l'intervention de l'armée sur l'espace urbain par la construction de *peacelines*. Il n'est pas question ici d'une sociologie de la mobilisation ni d'étudier les répertoires d'action des émeutiers, car ce n'est pas central à l'objet d'une part et d'autre part, je ne dispose pas des données de première main, notamment d'observations ou d'entretiens.

[2] H.A. Lyons, Riots and Rioters in Belfast, *Community Forum* (Northern Ireland Community Relations Commission, Belfast), n° 2, 1973.

[3] Government of Northern Ireland, *Disturbances in Northern Ireland. Report of the commission appointed by the governor of Northern Ireland.* (Cmd. 532). Belfast : Her Majesty Stationery Office, Sept. 1969 [rapport Cameron].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Lord Scarman, intitulé *Violence and civil disturbances in Northern Ireland in 1969*[1], et publié en 1972. Il reprend les conclusions du rapport Cameron et analyse les troubles d'avril à août 1969. Des ouvrages d'histoire locale ont été réalisés sur des quartiers de Belfast, dans un cadre associatif, portant une volonté de témoignage et de mémoire des habitants. Le *Ballymacarrett Research Group* fait l'histoire de l'enclave catholique de Belfast-Est, le Short Strand, de 1886 à 1997[2], tandis que Ciaran de Baroid raconte celle du quartier républicain de Ballymurphy, dans Belfast-Ouest de 1969 à 1999[3]. Les archives des *Political Collections* de la *Linen Hall Library*[4] de Belfast contiennent une partie des revues de presse réalisées par l'administration gouvernementale, le *Northern Ireland Office* (NIO). Elles regroupent les articles des journaux locaux, le *Daily Telegraph*, le *Belfast Telegraph*, *la News Letter*, pro-unionistes et l'*Irish News*, pro-nationaliste, ainsi que des journaux d'audience britannique et irlandaise, notamment le *Guardian* et *l'Irish Times,* classés par période et par thèmes. Le corpus n'est pas exhaustif, soit parce que l'archivage n'a pas été systématique, soit parce que des éléments ont été perdus. Mais grâce à ces archives, j'ai obtenu des articles de presse sur les émeutes de 1969 à 1972. Le *Sunday Times Insight team* a en outre compilé une histoire des Troubles qui couvre une période identique[5]. Quant aux *peacelines*, elles sont mentionnées dans les rapports officiels des commissions parlementaires Cameron et Scarman, qui n'en font cependant pas une étude détaillée. Les journaux contiennent des mentions éparses au fil des articles, elles sont elliptiques dans la compilation du *Sunday Times*. Les *peacelines* ne figurent pas dans le récit sur le Short Strand, tandis que Ciaran de Baroid les évoque brièvement dans son livre sur Ballymurphy, qui se concentre sur les événements touchant spécifiquement ce quartier catholique.

2-22. L'émeute comme événement

Les émeutes sont des événements dont la signification est construite par les protagonistes et par les documents qui les retracent. Le rapport Scarman est la contribution la plus détaillée sur les émeutes de 1969 et à ce titre constitue un document précieux[6]. Toutefois, il construit l'événement en fonction du contexte de l'enquête parlementaire. L'un des rôles implicites de la commission

[1] Government of Northern Ireland, V*iolence and civil disturbances in Northern Ireland in 1969. Report of Tribunal of Inquiry.* (Cmd. 566). Belfast : HMSO, avr. 1972, 2 vol. [rapport Scarman].

[2] Ballymacarrett Research Group, *Lagan Enclave. A history of conflict in the Short Strand, 1886-1997*, Belfast, 1997.

[3] Ciaran de Baroid, *Ballymurphy and the Irish war*, Londres : Pluto Press, 2000.

[4] La *Linen Hall Library*, bibliothèque privée tirant son nom du bâtiment dans lequel elle est située, dans le centre de Belfast, rassemble depuis 1968 des documents liés aux Troubles dans un fonds politique ouvert au public.

[5] Sunday Times Insight team, *Ulster, The story up to Easter 1972*, Penguin Books, 1972.

[6] Le rapport Scarman contient 12 parties. *General survey; Attack on public utilities and post offices; The initial disturbances; The Londonderry riots; The spread of the riots; The army; The Belfast riots 14 August; The Belfast riots 15 and 16 August; Belfast outside the riot area; Armagh; Crossmaglen; Social cost.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Scarman est de trouver les causes des désordres pour désigner des coupables, qu'ils soient des manquements dans l'organisation de la police ou des déficiences des structures sociales. Dans la première partie intitulée « enquête générale », après un bref chapitre présentant le cours des événements, le rapport consacre deux chapitres aux « origines et à la nature des désordres » et aux responsabilités des forces de police. Ainsi, il examine les responsabilités des différents protagonistes. Il affirme que les émeutes n'ont pas été programmées. Il souligne le fait que la rareté de l'usage d'armes à feu par les civils prouve le caractère spontané des désordres intercommunautaires et l'absence d'insurrection organisée. Les émeutes ont souvent été déclenchées par des incidents mineurs, tels que des jeunes lançant des pavés sur les forces de police ou les processions de l'Ordre d'Orange. Les incidents ont alors dégénéré en une confrontation entre la police et les lanceurs de cailloux, appuyés par une foule sympathisante. D'après la commission Scarman, l'influence de l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA) est certaine, mais elle n'a pas déclenché les émeutes. Au contraire, elle a été prise par surprise et critiquée par les républicains pour son manque de réaction. L'IRA était démobilisée et ne comptait plus qu'une cinquantaine de membres en 1969. La direction avait pris une orientation marxiste décourageant la lutte armée. Pour la raison idéologique de ne pas s'affronter entre ouvriers, et par manque de moyens, l'IRA n'est pas intervenu. Les catholiques ironisaient, traduisant IRA par *I Run Away*, je me suis enfuie[1]. Du côté des organisations protestantes, la commission Scarman attribue une part active des désordres à la *Shankill Defence Association* (SDA). Mais celle-ci n'a planifié ni les attaques ni les incendies. Si ses leaders, notamment John Mc Keague, n'ont rien fait pour apaiser les tensions, ils ont été débordés par la base, prise dans la spirale de la violence. Quant aux loges orangistes, déterminées à maintenir leurs cérémonies, elles n'avaient selon Scarman aucune volonté délibérée de déclencher les émeutes, malgré la provocation évidente[2]. Sur le rôle de la police, le rapport conclut que, malgré des déficiences, elle a fait à peu près son travail[3].

Toutefois, en confondant causes et responsabilités, l'enquête officielle manque à comprendre le phénomène qu'elle tente d'expliquer. Les émeutes apparaissent comme un produit réifié d'une situation, particulièrement le fait de foules irrationnelles, d'humeur méchante (*in a ugly mood*). Le rapport cite un policier décrivant les foules « en proie à l'amok[4] » et un témoin parlant de « frénésie » (*frenzy*)[5]. La commission d'enquête procure une vision globale qui intègre les points de

[1] John Conroy, *War as a way of life, A Belfast diary*, Londres, 1988, p. 35.

[2] Rapport Scarman, vol. 1, chapitre 2, p. 10 à 13.

[3] *Ibid.*, vol. 1, chapitre 3, p. 14 à 19.

[4] Amok est un terme provenant du malais, désignant une forme de folie homicide.

[5] Rapport Scarman, vol. 1, p. 159.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

vue des émeutiers et des autorités et tend à créer une vision commune, objective, « officielle » de l'événement, reconstituée *a posteriori*. Cela masque le fait qu'elle est elle-même un microcosme qui reproduit la compétition pour la définition légitime de l'événement, où les représentations des autorités priment, notamment celles de la police. L'analyse détaillée des émeutes s'appuie essentiellement sur les rapports de police, même si elle cite aussi quelques témoignages des chefs des comités de défense des quartiers, de quelques habitants ou journalistes spectateurs des émeutes, pour établir une chronologie plausible des événements. Elle retrace le déroulement des émeutes, en s'interrogeant à chaque étape sur les responsabilités de la police, l'insuffisance de ses moyens et l'origine des tirs. La description des émeutes est ainsi directement liée à la recherche de responsabilités.

Quant aux médias, ils construisent les émeutes comme des événements au jour le jour sans cause bien identifiée. Elles sont décrites comme des sortes de paniques morales, en leur donnant une unité qu'elles n'ont pas toujours, alors que ce sont en fait des événements très variés. Dans le corpus de presse, les *troubles* (désordres) désignent une violence collective qui est l'expression de la colère, donc d'un comportement émotionnel. Deux mots, *crowd* et *mob,* sont utilisés pour décrire la foule prenant part à la violence collective. *Crowd* est un terme neutre, désignant une masse de gens rassemblés, dans des lieux publics divers : pubs, magasins, rues, places. *Mob* désigne une foule dans la rue, une foule mobilisée, voire hostile. La foule dont parle la presse est une entité sans visage, une masse, *crowd* rassemblée aux carrefours, *mob* agissant sous l'emprise de l'émotion, telle que la colère et la rage, ou de l'alcool. Les articles ne différencient pas les émeutiers par sexe, âge, ni même par l'appartenance confessionnelle. Les foules sont rarement qualifiées de nationalistes ou loyalistes, mais la qualification est implicite par leur localisation ou leur provenance. Le schéma descriptif répétitif utilisé pour décrire l'émeute inclut toujours une attaque d'une foule sur une autre, le plus souvent à la suite d'une provocation. De plus, en fonction de leur lectorat, les journaux ont tendance à incriminer l'une ou l'autre communauté pour le déclenchement de la violence.

2-23. Le *flashpoint*

Le rapport Scarman interprète les défilés orangistes comme l'élément déclencheur des désordres d'août 1969. En effet, il écrit : « Suite aux événements d'août 1968 à avril 1969[1], les défilés protestants ont été l'occasion de l'éruption de la violence qui devint incontrôlable par les leaders politiques et les forces de l'ordre »[2]. Le rapport Scarman emploie une métaphore volcanique

[1] NDLT : i.e. les manifestations pour les droits civiques et les désordres liés.

[2] Rapport Scarman, vol. 1, p. 14.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

pour désigner l'apparition de la violence. Cela rejoint une explication relativement commune des désordres urbains, qui décrit une situation de tension ou de conflit, dans laquelle un incident banal devient le catalyseur de désordres de grande ampleur. Le chercheur britannique David Waddington appelle cet incident *flashpoint*[1], qu'il définit comme une cassure dramatique dans la structure des interactions, pouvant expliquer l'apparition du désordre. Un incident particulier a une propre préhistoire. Elle est composée des incidents de la même nature dans un passé récent, qui font partie du sens commun des participants. Ce niveau explicatif est appelé niveau contextuel. Mais chacun des participants interprète également l'événement en fonction de ses représentations. Le conflit a aussi une dimension politique et idéologique. De plus, des questions plus larges relatives au pouvoir économique et politique sont en jeu : il s'agit aussi d'un conflit structurel. Waddington décrit un modèle dans lequel les conditions au niveau structurel, les idéologies et les interactions entre les groupes sont facteurs de désordres[2]. Le rapport Scarman utilise un schéma interprétatif semblable, dans lequel l'hostilité des deux communautés entre elles et envers la police est importante dans le déclenchement des émeutes.

Tandis que Waddington ne spatialise pas le concept de *flashpoint,* le rapport Scarman utilise ce mot avec une autre acception, celle d'un lieu potentiel de l'affrontement[3]. Le terme de *flashpoint* est certes peu cité par le rapport Scarman. Les journaux relatant les émeutes de 1969 mentionnent des *troubles* (désordres) ; les lieux de confrontation interconfessionnelle sont appelés *trouble spots*[4]. Toutefois, à partir des années 1990, le terme de *flashpoint*[5] sera employé par la presse et par la police et celui de *riots* (émeutes) remplacera l'expression de *troubles*[6]. Fred Boal et Russel Murray, chercheurs à l'université de *Queen's* à Belfast, utilisent la notion d'interface flottante (*floating interface*) dans leur description des émeutes inter-raciales aux Etats-Unis dans les années 1960, pour désigner un lieu où le conflit peut se produire. Le lieu précis de l'émeute est alors déterminé par les tactiques de la police ou des participants[7]. Pour Belfast, Boal et Murray emploient le terme de *flashpoint.* Dans leur article *A city in conflict*, ils posent que les *flashpoints* sont les lieux fixes d'une violence quasi-

[1] Waddington, David, et al. *Flashpoints. Studies in public disorder.* NY/Londres : Routledge, 1989, p. 21.

[2] *Ibid.*, p. 58 et suiv.

[3] Notamment p. 50 et p. 224.

[4] Le dictionnaire *Robert & Collins* donne la traduction de « point de conflit », « point chaud ».

[5] Le dictionnaire *Robert & Collins* donne la traduction du terme technique utilisé en chimie « point d'ignition » Le dictionnaire ajoute la traduction au figuré de « situation critique, situation explosive ».

[6] D'après l'analyse du corpus d'articles de cette période.

[7] F.W. Boal, R.C. Murray, The social ecology of urban violence, *in* D.T. Herbert, D.M. Smith, (eds) *Social problems and the city : geographical perspectives*, Oxford University Press, 1979, p 141-142.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

ritualisée[1]. L'hypothèse est qu'à Belfast, la structure résidentielle communautaire a peu évolué jusqu'en 1969 et est restée constante pendant plusieurs générations. Cette structure favorise des affrontements sur des frontières fixes, notamment la ligne de séparation entre le Shankill et les Falls. Ainsi, le *flashpoint* peut être défini comme un lieu frontière entre les quartiers qui, par sa position, est un terrain d'affrontement récurrent. Et les émeutes joueraient un rôle de marqueur des frontières territoriales entre les communautés catholiques et protestantes.

Lyons, à partir des statistiques des arrestations, affirme que les émeutiers sont principalement des habitants du quartier, auxquels s'ajoutent ceux qui se déplacent vers les lieux d'affrontements. De mars 1969 à avril 1970, la majorité des personnes arrêtées (61,5 %) participaient aux émeutes de leurs quartiers. Ceux qui se déplaçaient (30,8 %) provenaient des lotissements périphériques d'habitat social du grand ouest de Belfast, vers les zones « traditionnelles » de confrontation, les Falls et le Shankill, dont ils étaient originaires. Les nouveaux lotissements abritaient les personnes relogées par les programmes de résorption de l'habitat insalubre menés dans les années 1960. Ballymurphy et Turf Lodge ont accueilli des catholiques, et Glencairn, Highfield, Springmartin et Ballysillan ont relogé de nombreux protestants du Shankill. Les personnes arrêtées sont rarement les meneurs, mais des participants plus prompts à injurier les forces de l'ordre qu'à prendre la fuite. Entre mars 1969 et avril 1970, ils sont pour la plupart de jeunes ouvriers non qualifiés, dont 45,6 % ont entre 20 et 29 ans, 21,8 % entre 30 et 39 ans. Donc près de 70 % des émeutiers ont entre 20 et 39 ans. Et on ne compte que 3,6 % de femmes. Les caractéristiques sociales des personnes interpellées reflètent également la composition de la population des lieux des émeutes, qui connaît un fort taux de chômage et des conditions de logement médiocres[2].

2-24. L'analyse détaillée de la localisation des émeutes en août 1969

En 1969, les affrontements entre foules rivales se déroulent sur des lignes de démarcation récurrentes, sur les « frontières » entre les quartiers catholiques et protestants de Belfast-Ouest. Les *flashpoints* sont situés sur les limites du Shankill avec les quartiers catholiques voisins, les Falls et Ardoyne (Figure 22) et circonscrits à des lieux bien précis. Toutefois, les lieux privilégiés des affrontements sont aussi différents dans le temps. A partir du mois de mai 1969, les émeutes prennent une tournure plus grave qu'auparavant. Le rapport Scarman les prend comme référence pour dater les débuts des Troubles et les analyse comme les prémices de la violence de la mi-août. Il distingue donc 3 périodes successives des désordres à Belfast : de mai à juillet, le premier week-end

[1] F. Boal, R. Murray, A city in conflict, *Geographical Magazine* (Londres), vol. 44, 1977, p. 365.

[2] Lyons, *op. cit.*, p. 13-14.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

d'août et du 14 au 16 août. Dans les deux premières périodes, les émeutes sont circonscrites à deux *flashpoints* : Hooker Street, situé entre le Shankill et Ardoyne, et *Unity Flats*, entre le Shankill et les Falls. A la mi-août, lorsque les affrontements prennent une ampleur considérable, ils se déroulent principalement le long de la longue limite entre le Shankill et les Falls. Cette section s'attache à décrire les lieux et la spatialisation du conflit en resituant la logique des incidents déclencheurs.

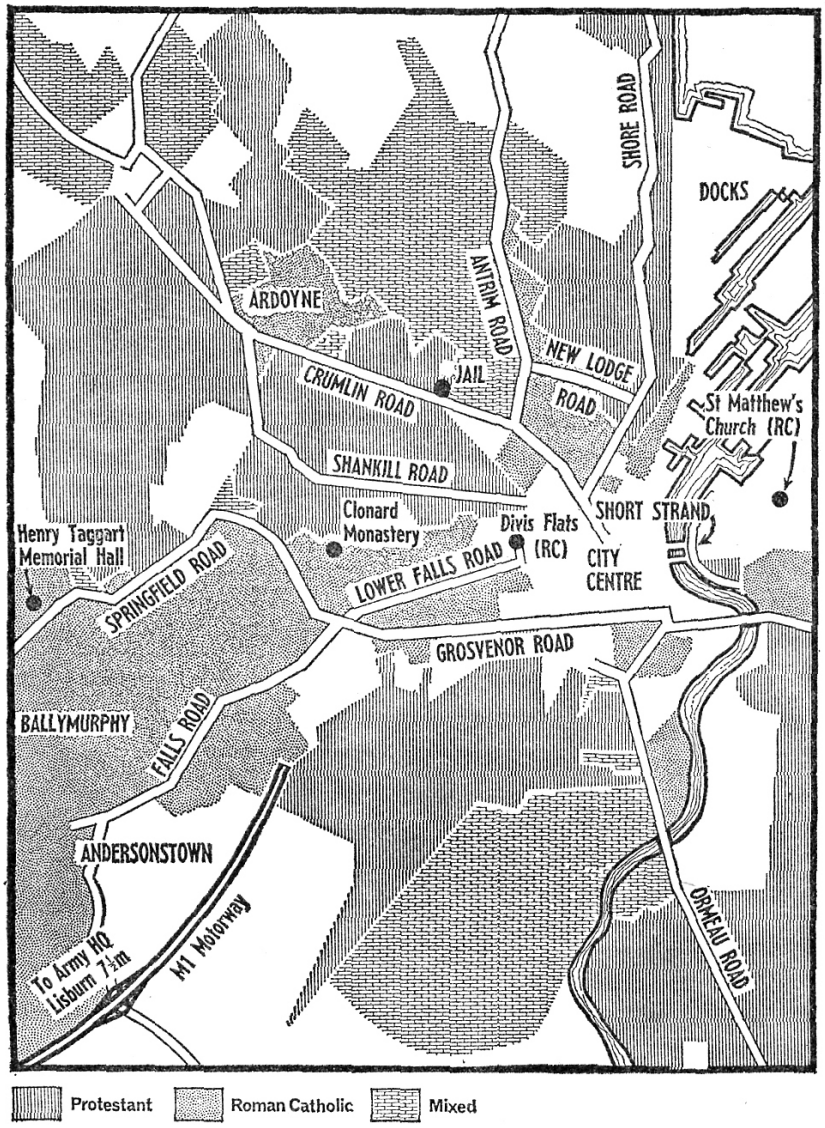


Figure 22 : Belfast, 1969 (Source : Sunday Times Insight team, *Ulster. The story up to Easter 1972*, Penguin Books, 1972, p. 314)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Hooker Street, dans Ardoyne, est décrit dans le rapport Scarman comme un foyer de désordre récurrent à partir de mai 1969[1]. Ardoyne est un quartier à forte majorité catholique situé au nord de Crumlin Road, entre Brompton Park et Flax Street. Il s'agit d'une frontière instable, car le territoire catholique s'étend autour de l'église *Holy Cross* (Sainte Croix). Le carrefour d'Hooker Street et Crumlin Road marque la limite tacite d'Ardoyne avec le Shankill. Exclusivement protestante avant 1968, Hooker Street ne compte plus que 24 familles protestantes en 1969. Au sud de Crumlin Road, Disraeli Street et les rues avoisinantes sont à majorité protestante, bien que des catholiques habitent dans Chief Street et aux alentours. Le rapport Scarman souligne que Crumlin Road constituait la frontière entre les deux quartiers et que les affrontements se déroulaient généralement dans la zone où Hooker Street et Disraeli Street se font face. Le centre des affrontements était l'*Edenderry Inn*, pub situé à l'angle de Hooker Street et Crumlin Road, et fréquenté par des catholiques (Figure 23).

Des heurts entre la foule et la police y ont eu lieu pendant deux week-ends d'affilée à la fin du mois de mai 1969. Il s'agissait d'affrontements mineurs impliquant les clients du pub. Ils ont été déclenchés le soir du vendredi 16 mai. La police, appelée à la suite d'un accident dans le pub - un homme ivre blessé suite à une chute dans un escalier – a été attaquée par la foule. Le lendemain, les clients de l'*Edenderry Inn* ont attaqué une patrouille. La police a envoyé des renforts et une foule plus importante, de 200 personnes environ, lui a jeté des pierres et des bouteilles. Les patrouilles mobiles ont ensuite dispersé les émeutiers. Ces événements se sont répété le week-end suivant, puis ont cessé. Mais ils ont dégradé les relations entre la police et la population catholique. A la mi-juillet, les tensions ont augmenté. Le rapport Scarman relate de nombreuses provocations. Il cite une dame âgée, vivant dans une rue à majorité catholique. Elle accrochait habituellement un drapeau britannique à sa fenêtre pour les commémorations annuelles. Début juillet, son drapeau a été déchiré et sa fille, habitant Hooker Street, injuriée et menacée. Le 12 juillet 1969, de nouveaux désordres ont eu lieu, dont le pub *Edenderry Inn* était à nouveau le centre. Au retour des loges orangistes, en début de soirée, la police avait demandé au responsable de fermer les portes de son établissement. Mais celui-ci ne put empêcher ses clients d'agiter un drapeau irlandais par la fenêtre. Les membres du service d'ordre de la première loge réussirent à contenir leurs hommes et la police à maintenir le défilé du côté sud (protestant) de Crumlin Road. Au passage de la seconde loge, le même drapeau a été agité de la fenêtre du pub. Le patron du bar s'étant fait enfermer dehors par ses clients, la police a enfoncé la porte à coups de matraque et a arrêté les hommes ayant agité le

[1] Rapport Scarman, vol. 1, p. 25-26.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

drapeau[1]. Ces événements ont attisé les tensions intercommunautaires. Après le 12 juillet, chaque soir, une foule de protestants se massait dans Crumlin Road face à Hooker Street. Les catholiques bloquaient la rue par des barricades, avec l'accord tacite de la police qui ne souhaitait pas intervenir. Des familles, catholiques pour la plupart, ont été forcées de quitter leurs logements incendiés. Les deux communautés, méfiantes envers la police, ont mis en place des groupes d'autodéfense (*vigilantes committees)*. Les catholiques d'Ardoyne instaurent un comité d'action (*Action Committee*) qui organise des patrouilles de nuit. John Mc Keague propose aux habitants de Disraeli Street les services de la *Shankill Defence Association* (SDA)[2] qu'il dirige, formée quelques mois auparavant.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

[1] Rapport Scarman, vol. 1, p. 29.

[2] *Ibid*., p. 30.

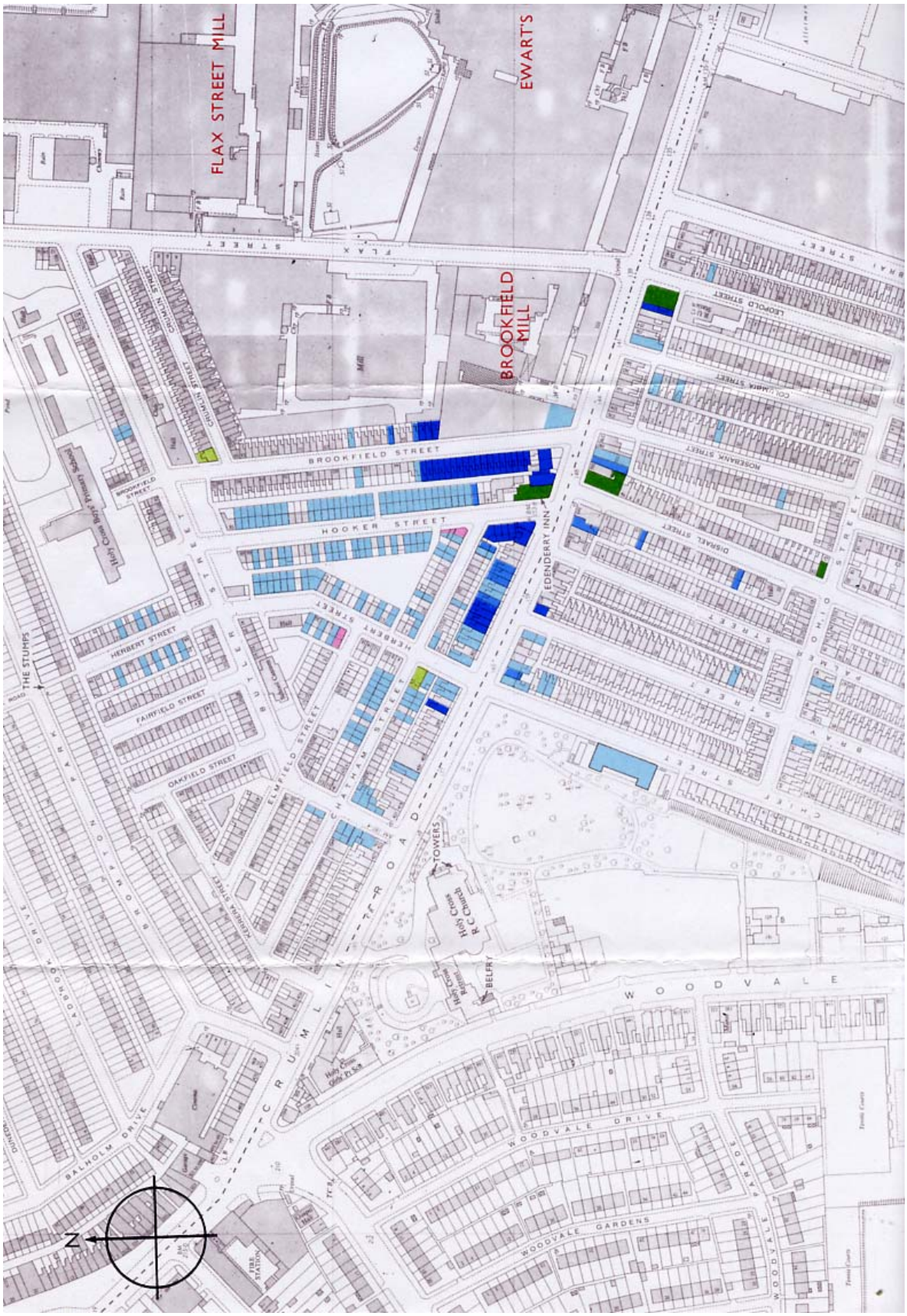


Figure 23 : Hooker Street et alentours, Ardoyne (Détail de la *Belfast Riot Area Map*, annexe du rapport Scarman, 1972)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Autre *flashpoint* décrit par le rapport Scarman, *Unity Flats* est un ensemble d'habitat social à majorité catholique, aux confins du Shankill proche du centre ville, localisé sur l'itinéraire « traditionnel » des défilés des loges orangistes de Belfast-Ouest. Le groupe d'immeubles de logements sociaux a été réalisé peu avant 1969, au sein d'un programme de rénovation urbaine. Il est situé à Carrick Hill, à l'intersection de Old Road Lodge et Upper Libray Street. Il surplombe Peters Hill, artère qui relie Shankill Road au centre-ville (Figure 24-A, p 121). Les logements sont occupés majoritairement mais non exclusivement par des catholiques, alors que Shankill Road est un fief protestant. Les désordres commencent en juillet 1969. Au retour du cortège orangiste, le 12 juillet au soir, des injures sont échangées entre les habitants d'*Unity Flats* et les spectateurs du défilé, qui jettent des cailloux. La foule est dispersée par la police et le calme est rétabli vers minuit. Le rapport Scarman montre que les provocations ont été graduelles et la montée des tensions progressive. Les fanfares orangistes pendant la nuit précédente ont agacé les habitants, la procession du matin a donné lieu à des agressions verbales, et le soir, la foule était en proie à l'excitation, notamment en raison de la consommation d'alcool, ce qui a provoqué les affrontements[1].

Les deux *flashpoints*, Hooker Street et *Unity Flats*, sont également le théâtre principal des émeutes du premier week-end d'août 1969, qui représentent pour Scarman l'étape suivante des désordres. Ces lieux sont décrits comme des *troubles spots* par le *Times*[2]. Les émeutes débutent à *Unity Flats*, le samedi 2 août. L'élément déclencheur retenu par le rapport Scarman est le défilé des loges orangistes Junior, se rendant à des festivités organisées à Carrickfergus, dans la banlieue nord de Belfast. En début d'après-midi, la loge du District n°1 défile en procession à partir du *Orange Hall* de Belfast-Ouest. Elle descend Shankill Road pour se rendre à la gare de *York Station*, située dans York Road, aux abords du centre ville. Une foule de protestants, plus importante que celle qui assisterait normalement à une telle manifestation, se masse devant *Unity Flats* pour regarder le défilé des jeunes, de crainte qu'il ne soit attaqué. La foule et les habitants d'*Unity Flats* s'injurient, quelques cailloux brisent les vitres des habitations. Après le passage du défilé, une foule de 200 protestants tente d'entrer dans *Unity Flats* et caillasse les logements, dont les habitants ripostent. La police, trop faible numériquement, ne parvient pas à contenir les émeutiers ni à empêcher les jets de pierre. Après cet incident, la foule se disperse[3].

[1] *Ibid.*, p. 27.

[2] Riot break out afresh in Ulster, *The Times*, 4 août 1969.

[3] Rapport Scarman, vol. 1, p. 48-49.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

En fin d'après midi, des heurts ont lieu entre la police et les résidents catholiques d'*Unity Flats*. Des personnes extérieures aux immeubles sont venues en renfort. Après 19 heures, le retour de la procession orangiste attire une foule de manifestants, dont une bonne partie se disperse en bon ordre après le passage du cortège. Parents et amis suivent la procession vers Shankill Road. Mais environ un millier de personnes reste. Elles sont décrites par la police comme des hooligans et agitateurs hostiles envers *Unity Flats*, qui finissent par mener une attaque en règle. La police charge et parvient à les disperser. Elle rétablit le calme vers 3 heures du matin. Le lendemain, dimanche 3 août, les désordres continuent. Dans l'après-midi, une foule de 400 personnes attaque à nouveau *Unity Flats* et est dispersée une première fois par la police. Puis la situation se dégrade, des barricades sont érigées par les manifestants et le poste de police est attaqué par les catholiques. Les heurts entre les manifestants et la police durent jusqu'à une heure du matin.

Les désordres atteignent également Hooker Street, proche de Shankill Road. Le samedi 2 août, une foule de protestants se déplace d'*Unity Flats* vers Crumlin Road. Elle est arrêtée par la police à Disraeli Street. Du côté nord de Crumlin Road, les catholiques se massent. Des barricades sont érigées en travers de Hooker Street. La police charge et parvient à disperser la foule vers minuit. Le lendemain soir, dimanche 3 août, les catholiques de Hooker Street attaquent la police avec des cocktails Molotov. Celle-ci, appuyée par des véhicules blindés, tente de disperser les manifestants, tandis que les émeutiers battent en retraite derrière les barricades, que la police n'a pas réussi à forcer. Le lendemain soir, lundi 4 août, la police subit à nouveau les attaques de Hooker Street et doit aussi contenir la foule de protestants. Le mardi 5, les protestants sont dispersés, sur l'insistance de la police et du clergé. Il est vraisemblable que nombre de manifestants étaient des jeunes d'autres quartiers, attirés en réaction à la répression du premier soir dans Disraeli Street et cherchant une occasion de bagarre[1].

Les défilés orangistes cristallisent les tensions sur ces deux limites bien identifiées entre les territoires catholiques et protestants. Ils attirent une population de l'extérieur des quartiers qui se bat contre l'autre communauté et s'attaque à la police. Hooker Street et *Unity Flats* sont des lieux d'affrontements récurrents entre les deux communautés. La situation est tendue. A la mi-août, soit une dizaine de jours plus tard, les émeutes les plus violentes secouent la province. Elles sont déclenchées à Londonderry, le 12 août, par les défilés des Apprentis (*Apprentice Boys*), lors de confrontations avec des jeunes catholiques du quartier du Bogside. Le 13 août, le Bogside est en état de siège et les désordres s'étendent aux autres villes, prenant une ampleur sans précédent. A

[1] *Ibid.*, p. 59-62.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Belfast, le *flashpoint* majeur est la limite entre le Shankill et les Falls, que le rapport Scarman nomme la *Green Orange line*[1] ou ligne vert-orange, car il s'agit d'une frontière marquée entre catholiques et protestants. Pourtant, ces lieux n'ont pas connu d'incidents sérieux en juillet ni au début du mois d'août. Les premières confrontations avec la police surviennent le 13 août. Dans les Falls, des bâtiments commerciaux sont incendiés dans la soirée. Il s'agit notamment du concessionnaire automobile *Isaac Agnew,* au nord de Falls Road/Divis Street, proche de la ligne vert-orange. La police ne tente pas de disperser les émeutiers mais patrouille aux limites des quartiers. Les catholiques attaquent le poste de Springfield Road[2]. D'après le rapport Scarman, les nombreuses attaques des commissariats de police dans les quartiers catholiques de toute la province sont dues à une décision délibérée de groupuscules dans le but d'alléger la pression des forces de l'ordre sur le Bogside à Derry[3].

Le 14 août, la plupart des affrontements de Belfast se déroule sur la partie Est de la ligne vert-orange dans Percy Street et Dover Street. Ces deux rues parallèles relient le Shankill aux Falls, plus précisément Shankill Road et Divis Street (Figure 24-B, p. 121). Elles sont occupées au sud par des catholiques, tandis que les protestants vivent au nord près du Shankill. Le croisement de Percy Street avec Beverley Street marque la frontière, tandis qu'un peu plus au nord, le carrefour de Dover Street et Cumberland Street constitue la limite. Ces rues sont propices aux combats. Le rapport Scarman affirme que les foules étaient prêtes à s'affronter. Les jeunes catholiques lancent des cocktails Molotov dans Percy Street et Dover Street. En réaction, les protestants envahissent Divis Street. Les catholiques répliquent alors par des tirs, bientôt couverts par ceux de la police, et attaquent le poste de police de Hasting Street, au carrefour de Divis Street[4].

Le même jour, Cupar Street, Conway Street et un petit nombre de rues adjacentes sont aussi en proie à de violents désordres. Ce sont des rues au nord de Falls Road, à moins de 500 m à l'ouest de Percy Street (Figure 24-C, p. 121). Ce sont également des rues qui relient le Shankill aux Falls. Leur partie nord est occupée par des protestants, le sud par des catholiques. David Street marque la ligne de séparation. Aux carrefours de David Street avec Cupar Street et Conway Street, protestants et catholiques se jettent des pierres et des cocktails Molotov. La police tente de les disperser et charge les catholiques, qui lancent alors leurs projectiles sur la police. Les catholiques sont contenus, mais les protestants réussissent à envahir le territoire catholique et mettent le feu aux

[1] *Ibid.*, paragraphe 18.2, p. 117.

[2] *Ibid.*, p. 118-127.

[3] *Ibid.*, p. 10.

[4] *Ibid.*, p. 133.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

habitations de Conway Street à l'aide de cocktails Molotov. Norfolk Street, située entre Conway Street et Cupar Street et parallèle à ces deux rues, est incendiée également. Au total, une cinquantaine de maisons, soit les deux tiers de la section catholique de Conway Street, sont réduites en cendres. Dans Norfolk Street et Cupar Street, la plupart des bâtiments sont endommagés[1].

Le lendemain après-midi, le 15 août, des émeutes éclatent à nouveau dans Percy Street. Les catholiques mettent le feu aux usines, notamment au *Northern Mill* au carrefour de Divis Street et Northumberland Street, tandis que les protestants détruisent les habitations dans Percy Street et Ardmoulin Street[2]. Les émeutes se propagent encore plus à l'ouest, sur la section de Cupar Street qui marque la limite de Clonard avec le Shankill, jusqu'ici préservée des désordres (Figure 24-D, p. 121). Des barricades sont érigées à l'aide de camions par les protestants dans Cupar Street aux carrefours de Kashmir Road et de Sugarfield Road. Un autre camion est renversé par les catholiques au carrefour de Kashmir Road et Bombay Street. Protestants et catholiques se battent, lancent des pierres puis des cocktails Molotov. Le soir à 18h30, le Premier régiment du pays de Galles se déploie dans Falls Road, que les militaires croient être la ligne d'affrontement. En l'absence des forces de l'ordre, la nuit du 15 août, les protestants incendient les rues catholiques, détruisant les 3/5[e] de Bombay Street et endommageant de nombreuses habitations dans Cupar Street, Kashmir Road et Clonard Gardens[3]. L'incendie de Bombay Street a marqué la mémoire collective de la communauté catholique, devenant le symbole d'un « pogrom ». Le journal républicain *An Phoblacht* le rappelle dans un supplément d'un numéro de 1999, intitulé *Never again, Bombay Street, 30 years on.* Il publie des témoignages d'habitants, qui gardent le souvenir de foules protestantes attaquant les quartiers catholiques, chassant les occupants, puis incendiant et pillant les maisons. La commission d'enquête parlementaire Scarman a établi que les protestants ont voulu répliquer à ce qu'ils croyaient être des attaques des catholiques les deux nuits précédentes. Ils sont responsables de la majeure partie des destructions immobilières[4], qui ont eu lieu sur le territoire catholique, au sud de la ligne vert-orange et future *peaceline*, comme le montre la *Belfast Riot Area Map*[5] en annexe du rapport Scarman (Figure 24, p. 121).

Ainsi, les désordres se sont propagés sur la ligne vert-orange d'Est en Ouest, touchant d'abord Divis Street, Percy Street et Dover Street, puis Conway Street et enfin Cupar Street. Et si la

[1] *Ibid.*, p. 162.

[2] *Ibid.*, p. 190-191.

[3] *Ibid.*, p. 206.

[4] *Ibid.*, p. 162.

[5] *Belfast Riot Area Map*, Rapport Scarman, vol. 2 (appendices), VIII.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

plupart des émeutes de la mi-août ont lieu entre le Shankill et les Falls, le *flashpoint* de Hooker Street, dans Ardoyne, au nord du Shankill, s'embrase également. Rappelons que ce *flashpoint* avait été le foyer des affrontements en juillet et au début du moins d'août. Le soir du 13 août, un groupe de catholiques de Hooker Street attaque la dizaine de policiers en faction. Quelques protestants viennent à leur secours. Des attroupements de centaines de personnes se forment alors rapidement de part et d'autre de Crumlin Road. La police s'interpose et tente de les disperser, subissant les assauts des catholiques[1]. Le lendemain, le 14 août au soir, des batailles rangées de grande ampleur opposent catholiques et protestants. Les catholiques construisent des barricades dans Hooker Street ; une foule hostile se rassemble dans Disraeli Street, contenue par les réservistes de la police. La police régulière, postée dans Crumlin Road, est attaquée par les catholiques à coup de cocktails Molotov. Les protestants de Disraeli Street répliquent et incendient les établissements commerciaux catholiques, dont l'*Edenderry Inn*. La police charge les catholiques, suivie par la foule protestante qui met le feu aux maisons dans Hooker Street. Dans Herbert Street, une rue voisine, des coups de feu sont échangés entre les catholiques et la police. La confrontation entre les deux factions se déplace plus au nord le long de Crumlin Road, aux carrefours de Butler Street et Kerrara Street (Figure 23). D'après le rapport Scarman, la police charge les manifestants pour tenter de les disperser, mais ceux-ci se regroupent plus loin et contre-attaquent. La police parvient difficilement à contenir les catholiques qui l'assaillent, même si les protestants se portent à son secours[2]. Dès le lendemain matin, le 15 août, des barricades sont à nouveau érigées dans Hooker Street, Butler Street et Disraeli Street. Ni la police ni les militaires n'interviennent alors. Dans l'après-midi, des bus sont volés du dépôt d'Ardoyne par les catholiques et placés en travers de Brookfield Street, Butler Street, Hooker Street et Herbert Street. Une émeute éclate après la tentative avortée de détourner un bus pour l'échouer sur une barricade. Le soir, Brookfield Street, désertée par ses habitants, est attaquée par les protestants. Les habitations sont pillées puis incendiées, ainsi que les commerces catholiques du quartier. Les émeutes sont spontanées mais la *Shankill Defence Association* (SDA) de John Mc Keague contribue à organiser une défense paramilitaire dans Disraeli Street. Le 16 août, l'armée se déploie dans Ardoyne, le long de Crumlin Road, mettant fin aux désordres[3].

[1] Rapport Scarman, vol. 1, p. 114.

[2] *Ibid.*, p. 176-189.

[3] *Ibid.*, p. 209.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

2-3. La restauration de l'ordre public : l'interposition de l'armée et les premières *peacelines*

Les graves troubles à l'ordre public sont une atteinte à l'Etat, détenteur du monopole de la violence légitime[1], exercée pour préserver la sécurité contre les menaces internes et externes. L'Etat nord-irlandais est contesté par les émeutes de 1969 qui constituent un défi à son autorité, dans la mesure où il n'est pas en mesure de maintenir l'ordre et de garantir un niveau général de sûreté et de sécurité publique requis par la population. On peut interpréter les émeutes de 1969 non seulement comme un processus de désordre ou une déviance sociale, mais aussi comme une violence politique[2], dans la mesure où elle se fonde sur une recherche d'un autre ordre social en vue de réajuster l'équilibre des pouvoirs. De plus la légitimité de la police est contestée par les catholiques. Dans ce contexte, l'envoi de l'armée comme force d'interposition se substitue à l'autorité civile discréditée.

2-31. L'échec du contrôle de la situation par les forces de l'ordre

2-31.1. Les insuffisances de la police

La police suscite la méfiance des catholiques d'Irlande du Nord. Les deux forces qui la composent, la *Royal Ulster Constabulary* (RUC) et l'*Ulster Special Constabulary* (USC), ont été formées par le nouvel Etat en 1922. La RUC a été formée pour remplacer la *Royal Irish Constabulary* (RIC). Elle était une force intercommunautaire dans la mesure où un quota important, un tiers, était réservé aux catholiques afin d'assurer le recrutement des anciens membres de la RIC. Les raisons étaient en partie budgétaires, car les retraites des membres de la RIC étaient assurées par les gouvernements de Dublin et Belfast. Toutefois le quota de catholiques n'a jamais été atteint, en raison de leur suspicion grandissante face au régime. De 20 % en 1923, la proportion de catholiques dans la RUC est passée à moins de 10 % avant les Troubles. L'USC est une force de police supplétive, formée de réservistes, pour assister la RIC dans le contrôle des désordres civils. Un tiers était réservé aux catholiques, mais en pratique l'USC recrutait la totalité de ses membres parmi les protestants[3]. Au départ, l'USC était organisée en 3 catégories, A, B et C. Les *A-Specials* étaient des réservistes à plein temps, équipés et payés de la même façon que la police régulière. Ils ont été intégrés à la RUC. Les *C-Specials* étaient des hommes inscrits comme disponibles en cas d'urgence et

[1] Max Weber, *Economie et Société, Tome 1, Les catégories de la sociologie*, Pocket-Agora, 1995, p. 97.

[2] H.L. Nieburg, *Political violence*, New York : St Martin Press, 1969.

[3] J. Brewer, A. Guelke, I. Hume, E. Moxon-Browne, R. Wilford (ed), *The police, public order and the state. Policing in Great Britain, Northern Ireland, the Irish Republic, the USA, Israel, South Africa and China,* Londres : Macmillan, 1988, p. 48-49.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

devaient fournir leurs propres armes. Cette catégorie a été abolie. Ne restaient, en 1969, que les *B-Specials*, réservistes non payés et à temps partiel.

D'après le rapport Scarman, les forces de police étaient trop peu nombreuses pour contenir les désordres d'août 1969. La *Royal Ulster Constabulary* (RUC) ne disposait que de 3200 hommes et de 8 unités de réserve de 30 hommes chacune. L'*Ulster Special Constabulary* (USC) - les *B Specials* - regroupait 8500 réservistes dont 300 avait été mobilisés à plein temps par la RUC[1]. L'utilisation de plus de réservistes n'était pas possible en raison de la méfiance des catholiques, qui leur reprochaient leur brutalité. Le rapport Scarman estime cependant que malgré les suspicions des catholiques, la police a rempli sa mission de manière généralement impartiale dans son rôle de dispersion de la foule. La commission Scarman rejette explicitement la thèse de la coopération de police avec les foules protestantes contre les catholiques. Le sentiment de partialité éprouvé par les catholiques proviendrait des confrontations fréquentes avec la police. La police était prête à affronter les protestants, ce qu'elle fit durant les émeutes du week-end du 2 août et du 14 août dans le Shankill. Mais les catholiques croyaient que la RUC était partiale et leurs ressentiments ont souvent accéléré les incidents mineurs, provoquant des heurts avec la police. La police avait recours aux gaz lacrymogènes, aux charges à la matraque et aux tirs au pistolet, qui accentuèrent les critiques[2]. Le rapport Scarman reconnaît quelques manquements à la police[3], notamment son incapacité à contrôler les émeutes et à protéger les personnes et les biens. En particulier, la police n'a pas réussi à empêcher les foules protestantes d'incendier les maisons des catholiques. Dans Conway Street, dans la nuit du 14 au 15 août, les membres de la RUC étaient présents mais n'ont rien entrepris. Dans Brookfield Street, dans la nuit du 15 au 16 août, une voiture blindée de la police stationnait dans Crumlin Road mais n'a pas réagi. De plus, les 14 et 15 août, la police a utilisé des mitrailleurs Browning montés sur des véhicules blindés, dont la puissance de tir est très forte, arme disproportionnée contre les civils. Elle a provoqué la mort d'un enfant de 9 ans, dans sa chambre, les balles à haute vélocité ayant transpercé la façade des logements sociaux de *Divis Flats* le soir du 14 août[4]. Toutefois, le rapport Scarman a établi que les forces de l'ordre étaient persuadées d'être confrontées à un soulèvement armé de l'IRA. La relative faiblesse des tirs provenant de la population civile exclut la thèse de l'insurrection. Mais de manière plus profonde, la hiérarchie de la

[1] Rapport Scarman, vol. 1, p. 7.

[2] *Ibid.*, p. 15.

[3] *Ibid.*, p. 16.

[4] Les émeutes du mois d'août 1969 ont provoqué la mort de 7 autres civils à Belfast, dont un ayant reçu un coup de matraque d'un officier de la RUC, un autre abattu par un tireur d'élite et les 5 autres pris dans des tirs d'armes légères de la police. Cf. Rapport Scarman, p. 241 et informations sur les décès tout au long du texte.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

police n'aurait pas pris la mesure de la gravité de la situation et aurait tardé à appeler l'armée en renfort.

2-31.2. La reprise en main partielle de l'armée

Le 5 août 1969, après les désordres du week-end à Belfast, le Premier ministre nord-irlandais, James Chichester-Clarke, successeur de Terence O'Neill, et le Ministre de l'Intérieur britannique (*Home Secretary*), James Callaghan, affirment que l'armée ne sera envoyée que si tous les autres moyens de restaurer l'ordre échouent[1]. A la mi-août, la police ne contrôle plus la situation. L'armée est appelée le 14 août par Chichester-Clarke et entre à Derry. Les troupes sont déployées à Belfast le 15 août. Les 600 soldats du 3e bataillon d'infanterie légère se déploient dans Belfast à partir de 5 heures du matin, notamment dans les Falls. Le 1er Bataillon du Régiment de la Reine et le 1er Bataillon du Régiment du Prince de Galles arrivent en renfort le soir même. Ils prennent position derrière les barbelés qui ferment les entrées vers Divis Street et Falls Road[2], qu'ils croient être la ligne de division. Un porte-parole de l'armée affirme que la situation est calme à proximité immédiate du déploiement des troupes. En effet, les combats de rue se déroulent en dehors de la zone contrôlée, plus au nord. Dans la nuit du 15 août, les protestants incendient les maisons dans Bombay Street et dans Brookfield Street. Le 16 août au matin, les désordres continuent. L'armée utilise des gaz lacrymogènes dans Falls Road pour disperser la foule, qui l'attaque avec des cocktails Molotov. Des coups de feu sont tirés sur la police par les manifestants barricadés dans Hooker Street. Malgré la présence de l'armée, les troubles s'étendent du Shankill et des Falls vers Belfast Est et York Street, proche du centre[3].

Le 16 août au soir, le calme est rétabli, hormis quelques incidents mineurs. Les soldats ont troqué leurs casques contre des bérets et dévissé les baïonnettes[4]. Le 18 août, la ville retourne à une normalité relative. L'armée a levé ses barricades et autorisé à nouveau la circulation dans Shankill Road. Les deux autres zones fortement troublées, Crumlin Road et Divis Street, ont aussi été rendues à la circulation et reprennent une vie normale. La décision de lever les barrières a été prise le 17 août au soir et le 18 août à 6 heures du matin l'armée a commencé à retirer les barbelés pour laisser passer les véhicules. Mais les soldats en armes restent postés[5], notamment le long de la ligne

[1] Troops only in crisis, *The Guardian*, 5 août 1969.

[2] The thin brown line moves into Belfast as two more people die, *Belfast Telegraph*, 16 août 1969.

[3] The thin brown line moves into Belfast as two more people die, *Belfast Telegraph*, 16 août 1969.

[4] City peace behind barb wire, *Belfast Telegraph*, 17 août 1969.

[5] Barricades down – traffic back, *Belfast Telegraph*, 18 août 1969.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

vert-orange. Ils ont placé des chevaux de frise et des barbelés, mais à d'autres endroits moins sensibles, elle n'est qu'une ligne de démarcation plus ou moins virtuelle.

Malgré la présence militaire, les barricades improvisées les jours précédents par les habitants ne sont pas toutes démantelées. Dans Ardoyne, quartier emblématique et dans lequel se sont déroulés des affrontements violents autour de Hooker Street, les barricades avaient été construites avec les bus du dépôt situé dans le quartier. Les véhicules avaient été détournés, incendiés puis recouverts de débris : bois, briques, vieux matelas ou poubelles, afin de bloquer les rues menant au quartier protestant[1]. Pour les catholiques d'Ardoyne, la légitimité des barricades est très forte. D'après Martin Meeham, engagé dans l'IRA au début des Troubles, les barricades ont été érigées par les habitants pour repousser les agresseurs[2]. Il estime qu'elles ont été efficaces car les loyalistes n'ont pas osé envahir le quartier. Il affirme que le quartier était pris sous les tirs des loyalistes et que les habitants d'Ardoyne disposaient seulement de 11 cartouches et d'un fusil, transporté de rue en rue pour faire croire qu'ils étaient bien armés[3]. Le 16 août, les bus sont rendus à la compagnie de transport urbain, mais seulement après que les habitants ont reçu l'assurance de l'armée que des barrages en barbelés seraient maintenus[4]. Les barricades jetées en travers des grandes artères telles que Divis ou Falls Road ont été enlevées, mais celles placées dans les petites rues avoisinantes et au cœur des quartiers catholiques restent[5]. Le 18 août, le jardin public des Falls a été réouvert, mais les bancs publics sont toujours utilisés dans les barricades érigées dans les rues voisines ; des bus incendiés barrent encore des rues. Dans Crumlin Road, la plupart des barricades ont été remplacées par les barbelés de l'armée, mais des débris de toutes sortes perturbent encore la circulation[6].

Au total, quelques 200 barricades dressées dans le Shankill et les Falls subsistent après l'intervention de l'armée. Pour le gouvernement d'Irlande du Nord, elles représentent une menace à l'ordre public et un affaiblissement de son autorité. Pour les catholiques, les barricades sont un moyen de pallier l'insuffisance des forces de l'ordre et de se protéger contre l'invasion protestante ; elles symbolisent la résistance. Pour les protestants, les barricades représentent un défi à l'autorité de l'Etat et la preuve de son incapacité à rétablir le calme. Mais les protestants ont dressé leurs propres barricades, par peur et par protestation, pour réclamer le retour à l'ordre. Dans les quartiers

[1] Archives extraites du CD-Rom *A State Apart*, BBC Northern Ireland [1999].

[2] Relief and sorrow as the walls went up, *Irish News*, 1er mars 1999.

[3] Never again, Bombay Street, 30 years on, *An Phoblacht*, s.d. [1999].

[4] City peace behind barb wire, *Belfast Telegraph*, 17 août 1969.

[5] Sunday Times Insight team, *op. cit.*, p. 151-152.

[6] Barricades down – traffic back, *Belfast Telegraph*, 18 août 1969.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

catholiques, la 'résistance' a été organisée par divers groupes d'autodéfense crées dans l'urgence par les habitants et quelques anciens volontaires de l'IRA. Les groupes se sont structurés immédiatement en tant que Comités de Défense des Citoyens (*Citizen's Defence Committees)* et fédérés dans le Comité Central de Défense Citoyenne (*Central Citizen's Defence Committee*, CCDC). Malgré le retour au calme, les Comités de Défense exercent *de facto* leur autorité sur les quartiers ouvriers catholiques[1]. Ils contrôlent l'accès aux quartiers, exigeant un mot de passe à l'entrée et à la sortie, fouillant les véhicules. Ils effectuent des rondes de surveillance régulière. L'ensemble des quartiers ouvriers catholiques de Belfast est transformé en zones interdites (*no-go areas*) pour les forces de l'ordre. Les militaires surnomment alors ces espaces *Nogoland* [2].

2-32. La première *peaceline*

2-32.1. Le démantèlement des barricades en échange de la protection de l'armée et l'édification d'une *peaceline*

Afin de restaurer son autorité, le gouvernement doit effectuer le démantèlement des barricades, symbole de l'insurrection, tout en assurant la protection de ses administrés. Il dispose de l'appui de la majorité protestante, mais est pressé par les factions les plus radicales pour rétablir l'ordre le plus rapidement possible. Le gouvernement souhaite la coopération de la population, car il y a un danger de mettre en application une politique qui pourrait dresser les catholiques contre les soldats, qu'ils ont accueillis en sauveurs au mois d'août 1969[3]. En effet, les catholiques considèrent l'armée comme une protection face aux extrémistes protestants et à la police et sa réserve. Tandis que la police est placée sous l'autorité du gouvernement d'Irlande du Nord, l'armée dépend du gouvernement britannique. A priori, puisqu'elle n'est pas liée à l'Etat nord-irlandais protecteur des intérêts protestants, l'armée représente pour les catholiques un pouvoir neutre et impartial, contrairement à la RUC, et bénéficie, du moins dans les premiers temps, de leur confiance. L'armée a pris la direction des opérations de maintien de l'ordre en août 1969, sous la responsabilité du commandant des Forces Armées en Irlande du Nord (GOC), le Général Freeland.

Dès la fin des désordres, des contacts sont organisés entre l'armée et les catholiques impliqués dans la défense des quartiers, par l'intermédiaire d'un prêtre des Falls, Padraig Murphy. La visite du *Home Secretary* britannique, James Callaghan, le 27 août, fait monter la pression sur l'armée, car à cette occasion les protestants, notamment le leader radical Ian Paisley, réclament le

[1] Rapport Scarman, vol. 1, p. 10.

[2] *Ibid.*, p. 118.

[3] Les archives de la BBC montrent des habitants offrant du thé et des biscuits aux soldats et des enfants jouant avec leurs casques. Extraites du CD-Rom *A State Apart*, BBC Northern Ireland [1999].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

démantèlement des barricades autour des quartiers catholiques. Le 2 septembre, le Général Freeland, commandant les Forces Armées en Irlande du Nord (GOC), contacte le Comité Central de Défense Citoyenne (CCDC)[1]. Des discussions entre le CCDC, le Général Tony Dyball, chef d'état-major de l'Armée (*Army chief of staff for Northern Ireland*) et le Père Murphy ont lieu le 5 septembre. Un accord est négocié, prévoyant la destruction pour le lendemain, d'une barricade importante, dans Albert Street près de Falls Road. Avec les encouragements du prêtre et du CCDC et sous la supervision de l'armée, les barricades sont détruites par les habitants. Mais le même soir, des émeutes éclatent, provoquées par des protestants en raison de rumeurs de négociations entre l'armée et l'IRA. Les tractations se poursuivent toutefois entre le leadership catholique, l'armée, le cabinet britannique et les autorités d'Irlande du Nord[2].

En échange de la levée des barricades, le gouvernement propose des mesures de protection des habitants : une barrière de sécurité entre le Shankill et les Falls, surveillée par l'armée, et un couvre-feu partiel de la zone. Le 9 septembre 1969, le Premier ministre d'Irlande du Nord, annonce à la télévision que toutes les barricades seront démantelées dans tous les quartiers, catholiques et protestants, et qu'une *peaceline* sera installée entre Divis Street et Shankill Road. Dans son allocution transcrite par le *Belfast Telegraph*, il déclare : « Il n'y a pas de justification politique aux barricades, qu'elles soient dans des quartiers catholiques ou protestants, et il n'y a aucune raison de craindre leur démantèlement, car une opération d'envergure est montée par le Général commandant les Forces Armées (GOC) pour assurer la protection des habitants. J'ai discuté avec lui et nous avons décidé que l'armée érigera et assurera la surveillance d'une *peaceline* située entre Divis Street et Shankill Road, selon un tracé déterminé par un comité représentatif de la municipalité de Belfast »[3]. En effet, les conseillers municipaux catholiques ont approuvé le tracé de la *peaceline* après une réunion à l'Hôtel de Ville avec le Maire de Belfast. Ils ont affirmé que la *peaceline* suivra un tracé irrégulier entre les quartiers catholiques et protestants, de Cupar Street jusqu'à Brown Square (Figure 24). D'après le Premier ministre, cette barrière devra permettre le démantèlement des barricades dans Belfast, en commençant par les marges de la ville, où elles sont moins utiles, jusqu'au centre. Les barricades démantelées seront remplacées si nécessaire par des barrières militaires. Dans les quartiers barricadés de Belfast, la protection sera assurée par des patrouilles militaires, mais aussi par la police dans certaines zones protestantes, après définition des modalités

[1] Sunday Times Insight team, *op. cit.*, p. 153-154.

[2] *Ibid.*, p. 155-156.

[3] All Belfast barricades will be removed, *Belfast Telegraph*, 10 septembre 1969.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

par les responsables des forces de l'ordre[1]. Le Premier ministre exhorte les habitants à coopérer. Il affirme que « la meilleure solution est la destruction volontaire des barricades par ceux qui les ont érigées ». Il conclut en insistant : « Démolissez les barricades. Commencez ce soir ou demain, mais vite. Que voulons-nous ? Plus d'emplois et de logements ou plus de funérailles ? C'est le choix qui nous est imposé. N'avons-nous pas eu assez de morts ? »[2]. La volonté de ne pas s'aliéner la population est aussi exprimée par le GOC. Interrogé sur la manière dont l'armée va accomplir sa tâche, le Général Freeland répond : « Ce ne sera pas une opération militaire démesurée. Nous n'allons pas charger et tirer s'ils ne retirent pas les barricades. J'espère que nous pourrons l'obtenir par la coopération. Mais nous devons être fermes : les barricades doivent tomber ». Il ajoute que face à ceux qui tenteront de franchir les barrières mises en place par l'armée, « nous ne tirerons pas, nous tenterons d'appréhender ces gens »[3].

L'armée cherche à maintenir la distance entre les deux factions en lutte. Elle met alors en place une *peaceline*, un dispositif matériel destiné à maintenir l'ordre public. D'après la chronologie établie par Deutsch et Magowan, le 10 septembre, l'armée construit la *peaceline*, longue d'environ deux kilomètres de Cupar Street à Coates Street[4]. Cette mesure est renforcée par un couvre-feu afin de prévenir les incidents. Le même jour, une interdiction de circuler est promulguée. Les couvre-feux sont indiqués quotidiennement par la presse, la radio et la télévision. D'après le *Belfast Telegraph* du 10 septembre, la zone située entre Crumlin Road et Grosvenor Road est interdite aux véhicules de 21 heures à 6 heures, pour une durée indéterminée. La zone concerne une partie des Falls et une partie du Shankill jusqu'à sa limite avec Ardoyne. Des *checkpoints* sont contrôlés par l'armée et la police. Cette décision, prise par le Ministre de l'Intérieur nord irlandais (*Home Affairs Minister*), M. Porter, en vertu des pouvoirs spéciaux, vise à confirmer la détermination du gouvernement à respecter son engagement à protéger la population[5]. Il se montre réaliste car un couvre-feu total serait impossible à maintenir. Le 14 septembre, le mur en béton est achevé.

Figure 24 : Ci-contre : Shankill et Falls (Détail de la *Belfast Riot Area Map*, annexe du rapport Scarman, 1972)

[1] Barriers to come down tomorrow, *Belfast Telegraph*, 10 septembre 1969.

[2] All Belfast barricades..., *art. cit.*

[3] Barriers to come down..., *art. cit.*

[4] R. Deutsch, V. Magowan, *Northern Ireland 1968-73 A chronology of events, vol. 1, 1968-71,* Blackstaff Press, 1973, p. 44.

[5] Belfast vehicle 'curfew' area named, *Belfast Telegraph*, 10 septembre 1969.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

BELFAST RIOT AREA

KEY

(i) Residential and commercial/residential property in Belfast damaged or destroyed in the months of July and August 1969 as taken from the agreed list of damaged houses (list A in Exhibit 14A)

- Premises for demolition
- Premises requiring major repair
- Premises requiring minor repair

(ii) Commercial premises damaged or destroyed in the same period of 1969 (list 11 and list 111 in Exhibit 14) and not included at (i) above

- Premises requiring minor repair

(iii) Industrial premises for demolition in the same period of 1969 (Exhibit 47)

(iv) Licensed premises completely destroyed, or partially destroyed requiring substantial repairs, in the same period of 1969 (Table of licensed premises in Exhibit 16)

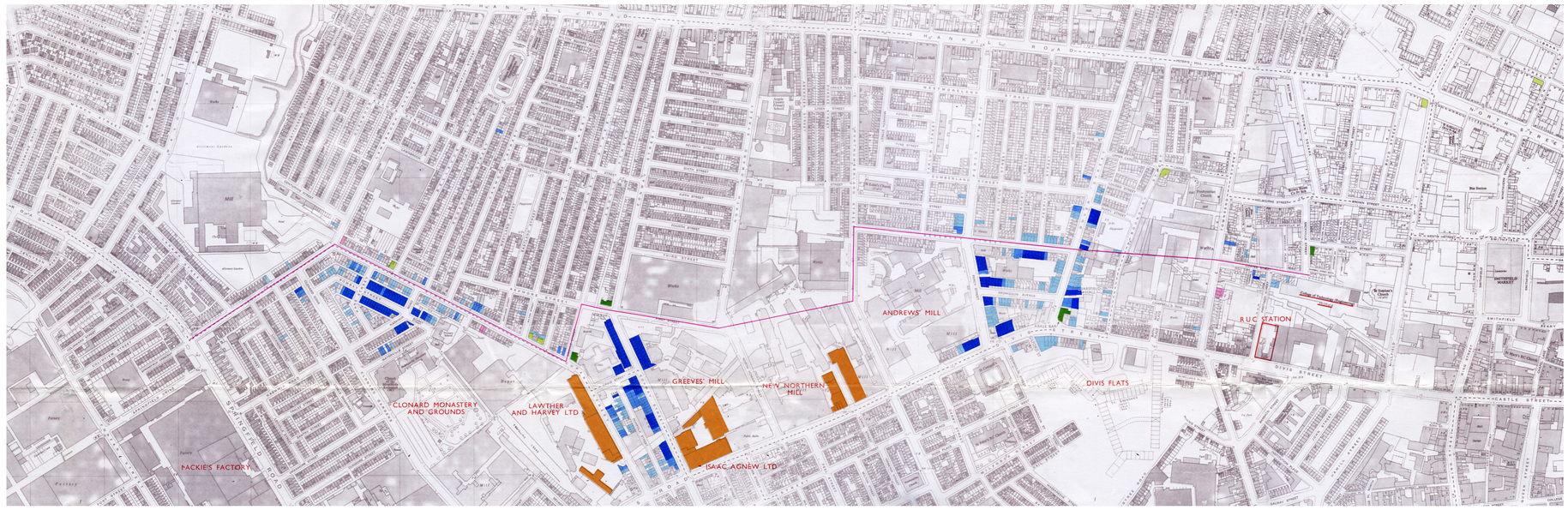
- Premises completely destroyed
- Premises partially destroyed requiring substantial repair

(v) The orange/green line as shown on the map in police headquarters produced by Deputy Commissioner Bradley in evidence

(vi) Locations of interest

SCALE 1:2500 or 25·344 inches to 1 mile

0 500 1000 feet



tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

2-32.2. Les négociations supplémentaires avec la population

La *peaceline* est accueillie avec soulagement par la communauté nationaliste[1]. Mais dans l'immédiat, la construction de la *peaceline* est peu efficace pour convaincre les habitants de Belfast de démanteler les barricades. Le 10 septembre, il semble qu'aucune barricade n'ait été démontée même si certaines ont été retirées partiellement la veille dans des quartiers protestants. Dans Newtownards Road, les habitants ont enlevé les barricades après l'annonce du Premier ministre, mais il s'agissait de structures mineures ; les matériaux employés ont simplement été poussés sur les bas-côtés pour permettre le passage des véhicules. Dans Shankill Road, les barrières restent en place même si des signes de démantèlement ont été observés la veille, notamment pour permettre le passage des piétons[2]. L'inquiétude est croissante que le refus des catholiques n'entraîne les protestants à barricader à nouveau leurs rues. Ceux-ci ont déjà menacé de reconstruire les barricades qu'ils ont démolies à la demande de Chichester-Clarke, si les quartiers catholiques ne sont pas reconquis par la police[3]. Pendant ce temps, à Derry, la *Citizen's Defence Association* a accepté que les militaires puissent entreprendre le travail de la police dans des cas spécifiques. Selon un porte-parole de l'armée, on observe une baisse des tensions et un retour à la normalité. Sur la trentaine de barricades érigées dans le Bogside et dans Creggan[4], il y n'en reste qu'une vingtaine et seule une douzaine constitue un obstacle sérieux. Trois barricades majeures ont été démolies et les services publics de transport ont repris. En revanche, à Belfast, des négociations supplémentaires sont nécessaires. D'après le *Belfast Telegraph*, le 11 septembre, Gerry Fitt, député catholique de Belfast-Ouest à la Chambre des Communes, conduit une délégation à Londres pour rencontrer le *Home Secretary*[5], James Callaghan. Ils sont arrivés à un accord : avant de détruire les barricades, l'armée discuterait au cas par cas de la situation avec les élus locaux pour assurer la protection de la population[6].

Mais cet accord est difficile à appliquer. Lundi 15 septembre, le Comité Central de Défense Citoyenne (*Central Citizen's Defence Committee*, CCDC), organe de coordination des comités de défense des quartiers catholiques, annonce que les barricades de 21 quartiers[7] de Belfast seront

[1] Relief and sorrow as the walls went up, *Irish News*, 1er mars 1999.

[2] Barriers to come down..., *art. cit.*

[3] Freeland is called to London for talks with Wilson, *Belfast Telegraph*, 15 septembre 1969.

[4] Le Bogside et Creggan sont les deux plus grands quartiers nationalistes à Derry.

[5] Le Ministre de l'intérieur britannique est chargé particulièrement de l'Irlande du Nord.

[6] No opposition as the barricades are taken down, *Belfast Telegraph*, 16 septembre 1969.

[7] Les 21 quartiers représentés à la réunion du *Central Defence Committee* sont Ardoyne, Cromac Square, Clonard, Cavendish Street, Whiterock, Ballymurphy, Falls, Ballymacarrett, Unity Flats, Barrack Walk, New Lodge Road, Dock,

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

maintenues, selon la volonté des délégués réunis lors du week-end[1]. Il déclare que les négociations sur le démantèlement des barricades avec les responsables de l'armée ne débuteront pas avant que les habitants aient reçu « une protection militaire adéquate » et la garantie que le *Special Powers Act* en vigueur depuis 1922 ne soit pas invoqué contre les habitants des quartiers barricadés. Il exprime 6 autres revendications portant sur le démantèlement de la police spéciale, l'*Ulster Special Constabulary* (USC), le désarmement et la réorganisation de la RUC, l'abrogation des pouvoirs spéciaux (*Special Powers Act*), une amnistie pour "ceux qui ont défendu leur quartier", l'application de l'accord sur les droits civiques et l'application de la législation de Westminster en cas de défaillance du gouvernement d'Irlande du Nord à appliquer les réformes[2]. Le Conseil des Ministres se réunit immédiatement après la déclaration du CCDC. Il n'accède qu'à une seule demande, l'abandon des poursuites judiciaires contre les manifestants contrevenant au *Special Powers Act*. Des tracts signés par le Ministre de l'Intérieur promettent une protection adéquate de la population et garantissent l'immunité aux auteurs des barricades[3]. Mais le gouvernement refuse de négocier sur les réformes. Il se prévaut de la légalité constitutionnelle et du processus démocratique au sein desquels les questions politiques sont traitées. Il rejette la légitimité du Comité Central de Défense Citoyenne comme interlocuteur et réaffirme la supériorité de la voie parlementaire sur la voix populaire[4]. Le soir même, dans une allocution télévisée, le *Home Secretary* britannique, James Callaghan apporte son soutien au gouvernement d'Irlande du Nord. Il souligne que les revendications exprimées sont examinées par le Stormont, au sein du programme adopté par le Premier ministre d'Irlande du Nord, Chichester-Clarke. Celui-ci avait déclaré quelques jours plus tôt qu'il ne se plierait pas à la « loi de la rue ». La position du gouvernement est que la seule demande légitime est la demande de protection, satisfaite par l'armée avec la construction de la *peaceline*. Par conséquent, les barricades doivent tomber[5]. Si les catholiques considèrent les désordres comme une contestation politique exprimant une demande de réformes ignorée par le pouvoir, le gouvernement, en revanche, traite les barricades comme un obstacle à l'ordre public. Ce faisant, il épouse l'ethos des protestants et le maintien de leurs intérêts.

North Queen Street, Turf Lodge, Divis Tower, St. James, Rockmount Street, Iveagh, Hamill Street, La Salle, Beechmount. Ces quartiers ouvriers regroupent environ 75 000 catholiques.

[1] Ciaran de Baroid, *op. cit.*, p. 31.

[2] Freeland is called to London..., *art. cit.*

[3] No opposition as the barricades..., *art. cit.*

[4] *Ibid.*

[5] All Belfast barricades..., *art. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Le gouvernement montre sa fermeté à sauvegarder les institutions. Mais il est pris entre l'opposition catholique et les factions loyalistes. Il ne cède pas aux revendications des catholiques mais doit leur donner des garanties de protection et ne peut réprimer trop brutalement les fauteurs de troubles. Face aux protestants, il doit montrer sa détermination et sa capacité à maintenir l'ordre. En effet, il est contesté par la frange la plus radicale du loyalisme qui lui reproche sa faiblesse. Le dimanche 14 septembre 1969, John Mc Keague, Président de la *Shankill Defence Association* (SDA), affirme que si les barricades ne tombent pas, le gouvernement aura donné la preuve de son incapacité à diriger et à maintenir l'ordre et la sécurité publique. Le révérend Ian Paisley annonce qu'il a organisé un rassemblement de 100 000 loyalistes devant le Stormont pour manifester contre le gouvernement unioniste, dont il dénonce les tergiversations et le manque de courage politique[1].

2-32.3. Le retrait des barricades par l'armée avec l'accord des populations

Sur la base de l'accord négocié par Gerry Fitt le 13 septembre à Londres avec le *Home Secretary* et des garanties du Ministre de l'Intérieur d'Irlande du Nord de ne pas utiliser les dispositions des pouvoirs spéciaux pour poursuivre les manifestants, les barricades sont démantelées au fur et à mesure. L'armée négocie leur retrait au cas par cas avec l'aide de la hiérarchie catholique de Belfast qui encourage les habitants à les démonter. Le matin du 16 septembre, le Général Tony Dyball, chef d'état-major de l'Armée (*Army chief of staff for Northern Ireland*) et le Père Padraig Murphy ont conduit des négociations, rue par rue, avec les habitants. L'évêque catholique du diocèse de Down et Connor, Mgr Philbin, a aussi parcouru le quartier des Falls pour encourager la coopération dans le démantèlement des barricades. Alors que Jim Sullivan, président du Comité Central et du Comité de Défense de Falls Road, indiquait qu'une famille refusait de voir la barrière démolie, l'évêque est intervenu. Il a affirmé que « la minorité ne va pas dicter sa loi, car les gens ordinaires et les femmes en particulier ont le droit de se faire entendre ». Selon le porte-parole de l'armée, 3 bataillons d'infanterie, soit environ 1800 soldats, étaient déployés dans les Falls pour protéger et aider les gens à démonter les barrières. L'atmosphère est décrite comme « légère ». Le démantèlement des barricades a commencé l'après-midi du 16 septembre sans opposition, sauf exception. Tandis que des renforts étaient prêts à intervenir et que des véhicules militaires patrouillaient alentour, les militaires ont commencé par les barricades de Divis Tower. Mais ils rencontrèrent un obstacle, un sit-in de femmes et d'enfants dans Gilford Street. L'armée a continué son travail dans Ardmoulin Close et Derby Street. Après quelques hésitations, les

[1] Deutsch, Magowan, *op. cit.*, vol. 1, p. 44.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

habitants ont commencé à détruire leurs barricades devant les bulldozers de l'armée, dans Peel Street, Albert Street et Lemon Street[1].

Toutefois, les barricades sont reconstruites le soir même du 16 septembre dans les quartiers catholiques, quand les ouvriers rentrent de leur travail. Les jours suivants la situation se normalise. L'armée aidée des habitants démonte les barricades dans les quartiers catholiques tandis que la police effectue ce travail dans les quartiers protestants[2]. La police est en effet une force protestante déconsidérée par les catholiques en raison de son incapacité à assurer leur sécurité. De plus, la condition au démantèlement était la garantie de la protection de l'armée. Il faut souligner que le début de retrait des barricades correspond à l'achèvement de la *peaceline*. L'obstacle final à la construction de la *peaceline* dans Dover Street a été surmonté le 15 septembre. Une catholique estimait ne pas bénéficier d'une protection satisfaisante ; les soldats ont alors installé un accès spécial protégé par du barbelé jusqu'à sa maison[3]. Les protestants estimaient que le barbelé installé dans Dover Street n'était pas suffisamment solide et ont installé une grille en acier de 2 m de haut pour bloquer la rue quelques mètres plus loin[4].

Ainsi, les garanties de sécurité des autorités militaires ont pu aboutir à la démolition des barricades. La *peaceline* entre dans la stratégie de maintien de l'ordre comme mesure d'accompagnement du démantèlement, comme garantie donnée aux catholiques de la volonté de protection qui permet d'ouvrir des négociations. Elle exprime la volonté de restaurer la confiance en la capacité des forces de l'ordre à défendre les particuliers. La décision de couvre-feu est une preuve supplémentaire de la détermination militaire à protéger les habitants. Cependant, la construction d'un dispositif de sécurité n'est pas automatique après tout retrait de barricades. La *peaceline* est construite sur la limite la plus sujette aux confrontations, la ligne vert-orange (*Green Orange line*), gardée depuis le mois d'août par les soldats[5]. Ailleurs, les barricades des civils sont démontées et souvent remplacées par du barbelé de l'armée, mais ne sont pas formalisées. Toutefois, la construction de la barrière matérielle entre le Shankill et les Falls ne supprime pas la présence militaire. La *peaceline* est gardée par les soldats qui patrouillent régulièrement la zone et y installent des postes militaires. Elle est un support destiné à faciliter les opérations de maintien de

[1] No opposition as the barricades..., *art. cit.*

[2] Deutsch, Magowan, *op. cit.*, vol. 1, p. 44.

[3] Freeland is called to London..., *art. cit.*

[4] No opposition as the barricades..., *art. cit.*

[5] The thin brown line moves into Belfast as two more people die, *Belfast Telegraph*, 16 août 1969 ; City peace behind barb wire, *Belfast Telegraph*, 17 août 1969.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'ordre. Les pouvoirs publics la pensent comme une mesure temporaire. Mais ensuite, d'autres *peacelines* seront construites dans un contexte de rupture entre la population catholique et les forces de l'ordre.

2-33. Les nouvelles *peacelines* pour limiter les affrontements en juin et juillet 1970

Les relations entre l'armée et la population catholique se sont tendues rapidement, dès la fin de l'année 1969[1]. Selon l'expression du Général Freeland, la « lune de miel » est terminée. L'armée ne cherche plus à donner des garanties de sécurité à la population pour le démantèlement des barricades, mais à interner les militants de l'IRA. En effet, quelques mois après les événements d'août 1969, l'IRA renaît, prend le relais de la défense des quartiers, radicalisant le combat [2]. Elle remplace le CCDC (*Central Citizen's Defence Committee*), affaibli en raison de ses divisions internes, et dont la direction, aux mains de l'Eglise catholique, est critiqué pour sa complaisance face aux intérêts britanniques. L'hostilité croissante des émeutiers aux forces de l'ordre se traduit par des attaques de plus en plus fréquentes. Dès le début de l'année, les heurts se multiplient entre l'armée et des foules en colère, notamment le long de la *peaceline* de Belfast-Ouest, gardée par les soldats[3]. Les émeutes de Pâques 1970, particulièrement violentes, créent un climat de tension avancée entre les deux communautés. Les affrontements se répètent sur les *flashpoints* habituels, notamment entre le Shankill et les Falls et dans Ardoyne, autour de Hooker Street[4].

Il faut pourtant relativiser la fixité des lieux de conflit. Paradoxalement, c'est aussi leur instabilité qui provoque les tensions après août 1969. Les familles catholiques intimidées et expulsées ont tendance à se regrouper dans des quartiers catholiques à forte identité et bien établis, par exemple Ardoyne et New Lodge. Il y a une extension du territoire catholique dans les espaces urbains centraux et une fuite des protestants vers la périphérie. Les quartiers protestants sont ainsi fragilisés et leurs habitants manifestent une volonté forte de les défendre. De nouveaux *flashpoints* apparaissent alors. Les zones d'émeutes, concentrées jusqu'alors dans Belfast-Ouest, s'étendent graduellement aux zones adjacentes, Ardoyne, Oldpark, New Lodge, et en périphérie, dans les lotissements catholiques récents de Ballymurphy, Turf Lodge, Andersonstown. Lyons observe que le nombre d'arrestations dans ces quartiers augmente après 1970, en raison du durcissement des

[1] The army in Ulster, ten Years on, *Belfast Telegraph*, 6 août 1979.

[2] Ciaran de Baroid, *op. cit.*, p. 31.

[3] News Letter, 28 janvier 1970.

[4] Belfast violence flares again, *Irish Independent*, 19 avril 1970.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

politiques des forces de l'ordre et de l'augmentation des fouilles ou des raids de l'armée[1]. Les lieux des émeutes sont plus dispersés aussi en raison du développement d'une guérilla urbaine plus organisée. La mobilité permise par les transports, notamment la voiture, a été un élément clé de la dispersion[2].

La situation se dégrade à l'approche de l'été 1970 en raison des défilés orangistes. Chaque année, le dernier week-end de juin, se tiennent les premiers défilés importants de la saison, surnommés *mini-twelfths*, car ils inaugurent les commémorations nationales du 12 juillet. Le week-end du 27 juin 1970, 3 loges de Belfast-Ouest ont organisé des défilés à partir de leur *Orange Hall* local. Les nationalistes n'ont pas réussi à faire modifier les itinéraires des défilés malgré leurs demandes répétées auprès des autorités civiles et militaires. Ciaran de Baroid, originaire d'Irlande, est un travailleur social dans un quartier défavorisé de Belfast-Ouest, Ballymurphy. Selon lui, les trois défilés constituaient une véritable provocation pour les catholiques. L'un des itinéraires passait dans Bombay Street, tout juste reconstruite derrière la *peaceline*, suite aux événements d'août 1969 ; un autre défilé traversait Ardoyne et un troisième devait longer Springfield Road, à partir de New Barnsley[3].

Selon Baroid, les jeunes nationalistes ont attaqué le défilé dans Springfield Road, puis ont donné l'assaut au poste de police du secteur, le détruisant, avant de se confronter à l'armée[4]. Dans Ardoyne, les désordres ont commencé après 9 heures du matin, quand une procession orangiste d'environ 200 manifestants, a défilé dans Crumlin Road. Selon l'*Irish Times*, une foule de 30 000 personnes s'était rassemblée, catholiques massés dans Hooker Street et Butler Street, protestants en face dans Disraeli Street. Toutes les rues de part et d'autre de Crumlin Road étaient bloquées par les barricades de l'armée et les soldats. Au passage du défilé, des jeunes gens ont brandi un drapeau tricolore derrière une barricade de l'armée, entraînant la confrontation. Les foules étaient difficilement contenues par l'armée, qui devenait la cible des projectiles et a eu recours aux gaz lacrymogènes pour les disperser[5]. Le bilan pour Ardoyne est de 66 blessés ainsi que trois victimes civiles, des protestants pris dans les tirs entre les snipers loyalistes et l'IRA. Baroid affirme que pour se venger, les loyalistes ont attaqué le Short Strand[6]. Quelqu'en soit la cause, les désordres se sont

[1] Lyons, *op. cit.*, p. 14.

[2] Boal, Murray, The social ecology..., *op. cit.*, p 142.

[3] Ciaran de Baroid, *op. cit.*, p. 44.

[4] *Ibid.*, p. 45.

[5] Tear gas used in Belfast incidents, *The Irish Times*, 27 juin 1970.

[6] Ciaran de Baroid, *op. cit.*, p. 47.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

propagés dans Belfast-Est le soir du 27 juin 1970. Le Short Strand est également un *flashpoint*. Lors des violentes émeutes de la mi-août 1969, un pub et des magasins avaient été pillés mais il y a eu peu de désordres[1]. Toutefois, une foule protestante avait tenté d'envahir le quartier de Seaforde Street[2]. Des émeutes se sont ensuite produites durant l'hiver 1969-1970. Les émeutes de Woodstock Road du 4 octobre 1969[3] ont eu pour conséquence la disparition des zones mixtes aux limites du Short Strand, de part et d'autre de Newtownards Road, Albertbridge Road et Bryson Street. Ces rues devinrent les lignes de division séparant le quartier catholique des zones protestantes environnantes. Les combats du 27 juin 1970, appelés la 'Bataille de *St Matthe*w', opposent catholiques et protestants sur le parvis de l'église[4]. Deux protestants et un catholique sont tués par balles dans Newtownards Road. Les incidents provoquent aussi de gros dégâts matériels dans Newtownards Road et l'incendie d'une douzaine de maisons protestantes dans Wolff Street. La brochure *A Short Strand enclave*, éditée par l'association nationaliste, fustige les forces de l'ordre pour leur incapacité à protéger les habitants contre l'agression des protestants. La 'Bataille de *St Matthew*' est identifiée par les nationalistes comme un événement fondateur de la renaissance de l'IRA pour les défendre et joue un rôle important dans la construction de la conscience communautaire du Short Strand[5]. La version loyaliste retient l'attaque de passants innocents par les catholiques[6].

[1] The thin brown line moves into Belfast as two more people die, *Belfast Telegraph*, 16 août 1969.

[2] Rapport Scarman, vol. 1, p. 223.

[3] Deutsch, Magowan, *op. cit.*, vol. 1, p. 46.

[4] Ballymacarrett Research Group, *op.cit.*, p. 58-60.

[5] *Ibid.*

[6] [référence du 2 juin 2004] http://www.eastbelfastconcernedwomensgroup.co.uk.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

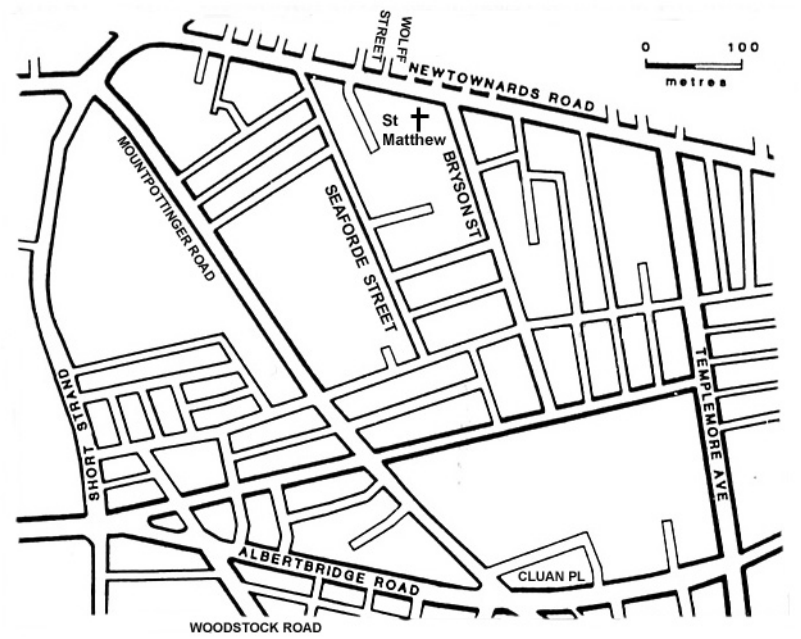


Figure 25 : Le Short Strand (Plan réalisé d'après G. Dawson, Defensive planning in Belfast, *Irish Geography,* vol. 17, 1984, p. 34)

Les désordres déclenchés le 27 juin 1970 durent une semaine sur ces divers *flashpoints*. La réaction des autorités est d'ériger deux *peacelines*. Dans Ardoyne, le 3 juillet, une *peaceline* est construite dans Crumlin Road, face à Hooker Street[1]. Dans le Short Strand, l'armée érige un grand mur de barbelés, avec un accès piéton gardé, au carrefour de Seaforde Street et Newtownards Road, où les tirs ont eu lieu[2]. Il faut souligner que les *peacelines* ont été construites dans les secteurs où les émeutes ont provoqué des décès par balles. Rappelons que de fin juin à début juillet, les émeutes ont provoqué 3 morts dans le Short Strand et le même nombre dans Crumlin Road, tandis qu'elles n'ont causé que des dégâts matériels dans le secteur de Ballymurphy/Springfield[3].

Immédiatement après la construction des deux nouvelles *peacelines*, l'armée instaure un couvre-feu sur les Falls du 3 au 5 juillet 1970. Le but est d'affaiblir la résistance des quartiers catholiques et de l'IRA. L'armée procède à des fouilles systématiques des habitations et récolte des armes[4]. Mais trois civils sont tués lors des perquisitions. Le *Central Citizen's Defence Committee* publie des témoignages d'habitants malmenés et molestés devant leurs habitations saccagées. L'opposition

[1] Deutsch, Magowan, *op. cit.*, vol. 1, p. 68.

[2] *Ibid.*, p. 66.

[3] The cost of sectarian strife, *Irish Times*, 13 juillet 1970.

[4] L'armée confisque 52 pistolets, 35 fusils, 6 armes automatiques, 14 fusils de chasse, 100 bombes, 250 livres d'explosif et 21 000 cartouches. The army in Ulster, ten Years on, *Belfast Telegraph*, 6 août 1979.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

des habitants est forte, les émeutes reprennent et les barricades resurgissent[1]. On assiste à une militarisation du conflit. L'armée, principal instrument de maintien de l'ordre, assure des tâches de police pour lesquelles elle n'est pas préparée : la surveillance des rues, des perquisitions et des arrestations, c'est à dire le contrôle de l'espace urbain et des mouvements de la population. L'armée devient ainsi l'objet de lutte pour l'IRA, et elle développe une conception de lutte anti-subversive (*counter-insurgency*) fondée sur les expériences du combat anti-guérilla lors des conflits de décolonisation[2].

Dans ce contexte, les *peacelines* ne sont plus un moyen de négociation avec les habitants afin de démanteler des barricades, comme en septembre 1969. Il s'agit alors de limiter les combats de rue en maintenant les populations à distance. Mais les *peacelines* visent aussi à éviter les confrontations avec les forces de l'ordre. Ainsi, elles deviennent un élément du dispositif de maintien de l'ordre. Elles ne suppriment pas la nécessité de la force armée, mais lui sont un soutien. Pour les défilés du 12 juillet 1970, le Shankill est bouclé par la police, et tous les accès bloqués dès l'aube. La *peaceline* est gardée par les soldats et 100 mitrailleuses sont installées derrière des sacs de sable[3]. Le bouclage est temporaire, car il est fonction de la menace. Aux émeutes du début du mois d'août 1970 succède un calme relatif[4]. Suite aux plaintes des habitants qui subissent de longs trajets pour leurs courses alimentaires, l'armée accepte de rouvrir la *peaceline* de Crumlin Road, car la tension a baissé[5]. Les accès sont alors ouverts 24/24 h, mais fermés la nuit si la situation l'exige. Cependant, l'accalmie est de courte durée. Malgré les *peacelines*, les désordres continuent durant

[1] Central Citizen's Defence Committee. *Law and orders. The Belfast curfew, 3-5 July 1970*. Dundalk : Dundalgan Press, 1970.

[2] Ces théories de lutte anti-subversive sont présentées par Kitson dans son ouvrage *Low intensity operations*. Kitson compare les terroristes aux poissons et la population à l'eau, affirmant que la solution pour attraper les poissons est de polluer l'eau. Cf. Frank Kitson, *Low Intensity Operations – Subversion, Insurgency and Counter-Insurgency*. Londres : Faber & Faber, 1971, p. 49, cité par Baroid, op. cit. p. 137. Didier Bigo et al. soulignent que le livre, publié en 1971, avait été édité par son auteur pour « faire face au troubles d'Irlande du Nord » et que ses idées principales avait été diffusées par son auteur dans les écoles militaires dans les années 1960. Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet et Andy Smith, Participation des militaires à la sécurité intérieure : Royaume-Uni, Irlande du Nord, *Cultures et Conflits*, n°56 [en ligne], disponible sur : http://www.conflits.org/document1608.html.

[3] Berlin wall splits embattled Belfast, *The Guardian*, 13 juillet 1970.

[4] Rioting rages for second night on New Lodge Road, *Irish News*, 1er août 1970 ; Behind the Belfast rioting, *The Times*, 5 août 1970.

[5] Belfast peace line is opened as tension eases, *The Guardian*, 21 août 1970.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'automne 1970[1] et au début de l'année 1971, les combats de rue sont quotidiens et la campagne de bombes de l'IRA s'intensifie[2].

2-4. Le contrôle territorial

Les *peacelines* sont conçues comme une mesure d'urgence en 1969. Leur multiplication est un signe qu'elles deviennent un instrument de contrôle spatial. Elles font désormais partie d'un ensemble de moyens de contrôle territorial de l'armée et de la police, qui tentent de regagner les quartiers qui échappent à son autorité.

2-41. La reconquête des quartiers

2-41.1. Un nouvel ordre spatial après les affrontements : Intimidation et zones interdites

Les débuts de la guerre civile ont été très violents. Bien que les chiffres réels soient impossibles à documenter, Darby estime que 30 000 à 60 000 personnes ont été contraintes de fuir leur logement pour s'installer dans des zones plus homogènes, entre août 1969 et février 1973. Cela représente entre 5 et 10 % de la population de l'agglomération urbaine[3]. Les causes de ces mouvements sont les destructions et le pillage des quartiers, la peur et l'intimidation des habitants minoritaires. Darby définit l'intimidation par l'existence de craintes psychologiques ou de violence physique conduisant à l'abandon d'un logement par une famille. Cela est variable selon les individus. Le sentiment d'insécurité peut venir de la situation générale, par exemple d'émeutes ou d'échange de coups de feu. Des pressions indirectes peuvent rendre un quartier très menaçant pour une famille « minoritaire » : un changement d'attitude des relations de voisinage ou des commerçants refusant d'adresser la parole, des slogans peints sur les murs, des barricades. Mais il existe aussi des cas de menaces directes. Il peut s'agir d'appels anonymes, d'injonctions peintes sur les murs de la maison, de menaces verbales par des hommes cagoulés ou à visage découvert ou d'autres formes de pression similaires. La violence physique est souvent employée : agression des enfants ou des animaux domestiques, passage à tabac, menaces à l'aide d'armes à feu, pillage, voire incendie des maisons. La combinaison de ces diverses formes de violence est subtile. La perception du danger et la capacité à pouvoir trouver un autre logement dépend des ménages. Certains sont

[1] Barricades as rioting spreads in Belfast, *The Irish Times*, 29 septembre 1970 ; The Belfast working class is dragging down the quality of life, *Belfast Telegraph*, 1er octobre 1970 ; The violent city, *Sunday News*, 22 novembre 1970.

[2] Army search and suddenly it's a riot, *News Letter*, 4 février 1971 ; Gun battle in Ardoyne area, *News Letter*, 6 février 1971 ; Little streets suffer in new wave of violence, *News Letter*, 6 mars 1971.

[3] John Darby, Geoffrey Morris, Intimidation in housing, *Community Forum* (Northern Ireland Community Relations Commission, Belfast), n° 2, 1973, p. 9.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

restés malgré le stress, d'autres sont partis sans pouvoir prouver officiellement qu'ils étaient intimidés et sans pouvoir bénéficier d'aide au relogement. Le taux d'élucidation des intimidations est extrêmement faible. D'après les statistiques de la RUC, il y a une arrestation suivant une plainte dans 1 % des cas, et une condamnation dans seulement 0,3 % des cas.

Les catholiques ont été plus menacés que les protestants. En 1973, 80 % des victimes d'intimidation placés sur la liste d'attente de logement social sont des catholiques. En effet, la minorité catholique est relativement dispersée parmi les zones protestantes, la situation inverse étant plus rare. En effet, les quartiers à prédominance catholique représentent une faible proportion du territoire urbain. Les zones sûres pour les catholiques, Belfast-ouest, Ardoyne, Twinbrook et Oldpark sont devenus surpeuplées ; cela créé une pression interne pour s'étendre et l'extension signifie empiéter sur des zones mixtes adjacentes, à la frontière du quartier. Cela crée un autre cycle d'intimidation, à l'encontre des protestants, et des représailles envers les catholiques. Les catholiques solvables accèdent à la propriété. Mais la rareté de l'offre dans les quartiers catholiques augmente considérablement les valeurs immobilières, ce qui entraîne les catholiques à acheter dans les quartiers protestants, situés à la limite des quartiers catholiques. Les catholiques grignotent ainsi l'espace des protestants, et ceux-ci se sentent menacés par leur expansion territoriale. Le logement locatif social est plus touché par les départs forcés. Le statut de locataires facilite la décision de partir, car ils ne sont pas liés par un investissement financier. De plus, les émeutes se déroulent dans des quartiers où l'habitat social est important. Le phénomène du squat des logements sociaux délaissés en raison de la peur des habitants contribue à déstabiliser encore plus les quartiers. D'après le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE), l'organisme de logement social de la Province, plus de 3000 logements sont squattés en Irlande du Nord en 1973, essentiellement par des catholiques, avec l'aval de l'IRA.

Le modèle spatial d'intimidation décrit par Darby comprend deux moments. Dans un premier temps, dans la situation courante où une zone mixte sépare un quartier à majorité protestante d'un quartier à majorité catholique, la zone mixte disparaît et une frontière reconnaissable, formalisée par les barricades, se constitue. Dans la seconde phase, les familles de confession minoritaire sont isolées dans un environnement hostile et quittent le quartier. A la fin, les deux quartiers sont exclusivement catholique ou protestant.

Le modèle se vérifie pour les *flashpoints* analysés en 1969. Les zones sont évacuées en catastrophe par la population et les habitants se réfugient dans des quartiers plus homogènes. Il n'était pas rare que les paramilitaires encouragent aussi la désertion de certaines rues parce qu'elles

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

n'étaient pas défendables. La militarisation de ces rues reflète l'évolution du conflit communautaire en une guerre de position. Début août 1969, après trois jours de violence dans le quartier de Crumlin Road, un exode a commencé dans Hooker Street. Un certain nombre de familles catholiques et protestantes ont échangé leurs maisons pour emménager près de leurs coreligionnaires. La presse estime que 60 familles catholiques ont déménagé et 15 familles protestantes ont quitté Hooker Street[1]. La plupart de ces mouvements ont été causés par des gangs extérieurs au quartier menaçant les familles. *Get out or be burned out* (partez ou on brûle vos maisons) est l'alternative laissée aux habitants, assortie d'un ultimatum de partir dans l'heure. Les habitants déménagent leurs effets par camion, aidés par le *Citizen's Action Committee*, spécialement créé à Ardoyne pour venir en aide aux habitants qui ont besoin d'un logement. Il a permis 5 échanges de maisons entre catholiques et protestants. L'association négocie avec les pouvoirs publics pour reloger les sans-abris[2]. Le rapport Scarman précise que le 5 août 1969, la clarification des quartiers est achevée. Les protestants ont quitté Hooker Street et les catholiques ont abandonné le côté sud de Crumlin Road[3]. De la même manière, à la mi-août 1969, la frontière entre le Shankill et les Falls, lieu privilégié des affrontements, s'est clarifiée. Elle était assez lâche, car entre les deux quartiers à forte identité confessionnelle existait une zone mixte. Les 14 et 15 août 1969, les habitations sont incendiées par des foules en colère, pillées et incendiées. Bombay Street est dévastée. La clarification des espaces confessionnels sera renforcée par la construction de la *peaceline*.

Le repli territorial concerne tous les quartiers confessionnels. Autour d'Oldpark Road, entre Shankill et Ardoyne, se situe le quartier du Bone qui subit un processus similaire. Avant l'été 1969, les plus fortunés quittent le quartier pour des zones préservées du conflit. La violence du mois d'août 1969 et de 1971 clarifie la limite entre les quartiers à cause de la redistribution des ménages catholiques et protestants vivant auparavant dans la zone mixte. La zone catholique a été étendue aux dépens de la zone mixte, à cause de l'afflux massif de réfugiés. Les protestants sont partis vers la périphérie, alors que les catholiques se réfugient à proximité des noyaux catholiques[4]. A Suffolk, enclave protestante au sud-ouest de Belfast, la violence commence véritablement en 1971[5]. A

[1] Exodus of fear, *Daily Mirror*, 6 août 1969 ; Families quit hostile areas of Belfast, *The Irish Times*, 7 août 1969.

[2] Belfast : where bigotry is the bailiff, *The Guardian*, 7 août 1969.

[3] Rapport Scarman, vol. 1, p. 62.

[4] Darby, Morris, *op. cit.*, p. 10.

[5] R. Murray et R. Osborne retracent les mouvements de population dus aux troubles à Suffolk entre 1971 et 1976 dans Segregation on Horn Drive : A cautionary tale, *New Society* (Londres), 21 avril 1997 et John Darby décrit les mêmes processus, en attribuant à la voirie des noms fictifs dont la consonance rappelle celle des lieux réels, dans Intimidation and interaction in a small Belfast community : the water and the fish, in John Darby (ed.) *Political violence. Ireland in a comparative perspective.* Belfast : Appletree Press, 1990.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'origine, Suffolk est le nom du lotissement construit à la fin des années 1960, destiné au relogement des catholiques et des protestants, suite aux opérations de rénovation urbaine[1]. Les protestants s'installent plutôt dans la partie sud et les catholiques dans la partie nord. En raison des Troubles, en 1970, le nord de Suffolk devient exclusivement catholique, la partie située au sud de Horn Drive protestante à 95 %, tandis qu'une zone mixte demeure entre les deux autour de Falcarragh Drive. L'afflux de catholiques inquiète les protestants. En août 1971, suite à l'application de la loi autorisant la détention sans procès (*internment*)[2], des émeutes éclatent, suivies du pillage des habitations. La zone mixte se vide. Falcarragh Drive est gardée par un poste militaire. La violence dure tout l'hiver 1971-1972 et les protestants, par peur, continuent de fuir l'ancienne zone mixte autour de Horn Drive. Les logements sociaux ainsi libérés sont squattés par les catholiques. Le départ des protestants se poursuit de plus en plus vers le sud de Suffolk. Au printemps 1972, le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE), devant l'afflux massif de catholiques intimidés provenant de toute la ville, décide de leur allouer les maisons vacantes de Suffolk. Le quartier devient alors pour les milices l'enjeu de leur crédibilité à défendre leurs communautés respectives. La milice paramilitaire protestante, l'*Ulster Defence Association* (UDA) empêche les catholiques de s'installer dans les logements attribués par le NIHE. Mais l'IRA est fermement déterminée à ce que les catholiques puissent occuper les maisons allouées et lance un ultimatum prenant fin en juillet 1972. A cette date, l'armée empêche le relogement par peur du conflit. La foule s'attaque à l'armée mais le statu quo est préservé. La situation reste tendue, le départ des protestants se poursuit. Si 200 ménages protestants habitent encore dans le sud de Suffolk, seules 22 familles protestantes demeurent à Horn Drive. Ainsi les incidents violents de l'été 1971 ont contribué à la clarification des espaces confessionnels à Suffolk. Mais c'est surtout la peur qui a poussé les protestants à fuir cette partie de la ville où ils se sentaient minoritaires. La politique de relogement d'urgence des familles intimidées par le NIHE a attisé les peurs et hâté le départ des protestants. En outre, la population protestante qui reste à Suffolk est vieillissante. En 1973, le taux de natalité est 15/1000, alors qu'il est de 21/1000 à Leenadon, le quartier catholique voisin. John Darby insiste sur le fait

[1] Suffolk aujourd'hui ne désigne plus que la partie occupée par les protestants. Les catholiques définissent eux-mêmes leur quartier par Leenadon.

[2] En 1971, Brian Faulkner, Premier ministre d'Irlande du Nord, est critiqué par son parti, l'*Official Unionist Party* (OUP), le parti unioniste majoritaire, pour son manque de fermeté envers le terrorisme. Il voit dans l'internement sans procès le seul moyen de lutter efficacement contre l'IRA. La législation d'exception mise en place en 1922 par le *Special Powers Act* contient les dispositions permettant d'emprisonner tout suspect sans procès. Le 9 août 1971, l'internement sans procès est appliqué à nouveau : lors d'une opération d'arrestation massive, baptisée opération *Demetrius*, 300 hommes sont arrêtés. Au cours des 6 mois suivants, près de 2400 personnes sont internées, dont 1600 relâchées après interrogatoire. Le résultat de cette opération est mitigé. Une telle action était utile à la fin des années 1950. Mais en 1969, l'IRA s'est renouvelée et les informations de la police ne sont pas à jour. La plupart des hommes connus des services de renseignements, n'étaient plus actifs. Les nouveaux leaders de l'IRA échappent aux raids de l'armée, qui touchent la communauté catholique dans son ensemble, mais pas les éléments mobilisés dans la lutte anti-britannique. (Renon, *op. cit.*, p. 300).

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

que la situation est perçue par les habitants ordinaires comme de la stratégie militaire. Ils évoquent la situation des familles-frontières, et la stratégie territoriale active de l'IRA pour lier Leenadon aux autres territoires catholiques environnants.

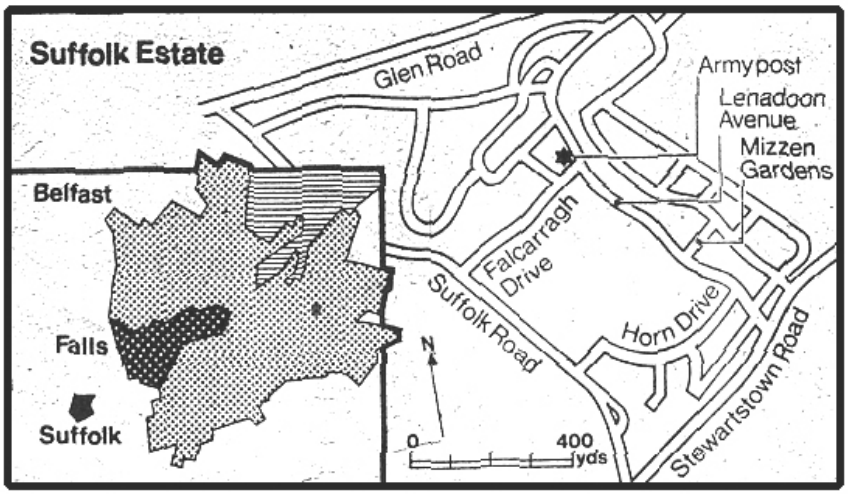


Figure 26 : Plan de situation de Suffolk (Source : R. Murray, R. Osborne. Segregation on Horn Drive. A cautionary tale, *New Society*, 21 avril 1997)

La remise en vigueur de l'internement sans procès en août 1971 provoque une forte opposition des catholiques et de violents affrontements avec la police dans les quartiers nationalistes[1]. La situation de l'ordre public se dégrade fortement. Cette série d'arrestation radicalise aussi l'opposition au pouvoir et renforce la sympathie pour l'IRA et l'engagement dans ses rangs. De nouvelles barricades encerclent des zones interdites, instituées dans les quartiers catholiques ouvriers de Belfast, par exemple Ballymurphy, New Lodge et Falls Road[2]. Les quartiers républicains s'organisent de manière autonome, hors du cadre légal. Une campagne de désobéissance civile est lancée, incitant à une grève des impôts locaux et une grève des loyers dans le parc de logement social. Les *no-go areas* instituent leur propre ordre social, sous l'influence des paramilitaires. L'IRA provisoire s'organise comme une véritable armée secrète, les quartiers sont leurs bases de repli et leurs caches d'armes[3]. L'IRA se substitue à la police et la justice de l'Etat. La police est considérée comme illégitime. Les paramilitaires mènent une justice expéditive[4]. Vols, trafics de drogue et

[1] Soldier die, many hurt in terror week-end, *Belfast Telegraph*, 9 août 1971 ; Night of burning in the East, *Belfast Telegraph*, 9 août 1971 ; Another night of gunfights in Belfast, *Irish News*, 9 août 1971; Morning death toll 14 after night of gun battles and burnings, *Belfast Telegraph*, 10 août 1971.

[2] Barricades go up in Ballymurphy, *Belfast Telegraph*, 9 août 1971 ; Barriers are back, *News Letter*, 11 août 1971.

[3] M-P Richarté, Les ghettos catholiques en Irlande du Nord : structure urbaine et espace d'une minorité in A.L. Sanguin (ed.). *Les minorités ethniques en Europe*. Paris : L'Harmattan, 1993, p. 89.

[4] Ces faits sont détaillés dans John Conroy, *op. cit.*, p. 67-92.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

rodéos voiture sont sévèrement punis : avertissement, passage à tabac, et si récidive, une balle dans le genou ou la cheville, provoquant un handicap à vie. Les faits sont rarement reportés à la police, et ceux qui le font sont considérés comme des traîtres et punis par les paramilitaires. Les femmes sont tondues si elles entretiennent une relation avec un soldat ou un policier. Un contrôle social fort est exercé sur les femmes des prisonniers de l'IRA. Les quartiers instaurent aussi leurs propres services communs. Les loisirs sont assurés par un système de clubs fermés sur le quartier. Ces clubs remplacent les pubs et ne paient pas d'impôts ni de licence. Un système de transport collectif, les *Black Taxis*, contrôlé par les milices a été mis en place pour remédier à l'insuffisance des bus ; il est considéré comme illégal par les pouvoirs publics.

Cette organisation est l'expression spatiale du refus de l'autorité de l'Etat. La barricade, dans les quartiers républicains de Belfast, s'accompagne d'une sécession d'avec l'Etat. En revanche, les protestants, même barricadés, n'ont jamais refusé son autorité. Les paramilitaires protestants ont une relation ambivalente à l'Etat, car ils sont hors-la-loi mais se veulent loyaux à la Couronne britannique. Le 30 janvier 1972, la répression brutale d'une manifestation contre l'internement à Londonderry, au cours de laquelle les parachutistes ouvrent le feu sur la foule et tue 13 manifestants, achève de discréditer les forces de l'ordre et le gouvernement aux yeux de la population catholique. Les conclusions de la commission d'enquête sur le *Bloody Sunday* (Dimanche sanglant), rendues en avril 1972, ont couvert ce qui était manifestement une bavure[1]. Les barricades perdurent jusqu'en juillet 1972, jusqu'à ce que l'armée y mette fin à l'aide de bulldozers. Mais l'Etat ne restaure que partiellement son autorité.

2-41.2. La fin des barricades : l'opération *Motorman* du 31 juillet 1972

L'enjeu est alors pour le pouvoir de regagner le contrôle du territoire. D'autant que le 31 mars 1972, le Stormont a été suspendu puis aboli pour permettre des négociations en vue de la création d'un gouvernement d'unité nationale. Le pays est administré directement par Westminster (*direct rule*) par l'intermédiaire du Secrétariat à l'Irlande du Nord nouvellement nommé. Il s'agit aussi de normaliser la situation et de regagner le contrôle de la rue. Après des pourparlers entre le secrétaire d'Etat William Whitelaw et l'IRA provisoire, via le *Social Democratic and Labour Party* (SPLD), la milice annonce une trêve le 26 juin 1972. Mais le cessez-le-feu échoue à cause d'un conflit sur l'attribution de logements à Suffolk. Le 21 juillet 1972 (*Bloody Friday*), l'IRA plastique le centre ville, provoquant la morts de 9 civils. En réaction, le gouvernement décide de restaurer son

[1] Une commission d'enquête présidée par Lord Saville a été réouverte en 1998, les auditions se sont déroulée de 2000 à 2004. En août 2005, le rapport final est en cours de préparation.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

autorité dans les zones interdites contrôlées par l'IRA, établies en protestation contre l'internement administratif remis en vigueur un an plus tôt. Il s'agit donc de démanteler les barricades, action destinée à rassurer les protestants sur sa capacité à agir, autant qu'à essayer de contrôler des quartiers qui échappent à son autorité.

Les barricades sont définitivement rasées lors de l'Opération *Motorman* le 31 juillet 1972. A 4 heures du matin, les troupes britanniques, appuyées par des tanks et bulldozer,s entrent dans les zones interdites. Au total, 21 000 soldats sont présents en Irlande du Nord, chiffre supérieur de 4000 aux effectifs habituels. Dans Belfast, 11 bataillons sont déployés dans les quartiers ouvriers catholiques : Ligoniel, Ballymurphy, Whiterock, Andersonstown, Ardoyne, New Lodge, Markets, Beechmount et Falls. Les troupes sont envoyées également à Derry et de plus petites opérations sont menées à Lurgan, Armagh, Newry, et Coalisland. Succès militaire, *Motorman* ne permet pourtant pas l'arrestation des leaders de l'IRA. Mais elle rend effective la reprise en main des autorités sur l'espace urbain.

2-42. Un quadrillage spatial durable

Le contrôle territorial est un élément inhérent au maintien de l'ordre[1]. Policer l'espace consiste à réguler les mouvements des individus. Dans les opérations ordinaires, il s'agit d'exclure les membres des gangs des coins de rues, les prostituées des trottoirs, les manifestants non autorisés de la rue. Le pouvoir d'exclusion territoriale le plus fort est la détention dans les postes de police et la prison. Dans un contexte de désordres urbains et de guérilla urbaine, la capacité de contrôler l'espace est vitale pour la police. Or, à Belfast, les catholiques n'acceptent pas son autorité, sa compétence sur le territoire est défiée. Les quartiers catholiques sont assimilés à des bases terroristes, dangereuses pour les forces de l'ordre. Pour rétablir son autorité sur le territoire, la police, assistée de l'armée, utilise ses capacités à délimiter les frontières. Hormis les *peacelines,* des dispositifs de quadrillage de l'espace sont mis en place pour faciliter son travail, tels que les infrastructures policières et militaires et les barrières du centre-ville, qui s'inscrivent durablement dans le paysage urbain.

2-42.1. L'implantation des installations militaires et policières à Belfast

Depuis le début des Troubles, l'armée occupe des bâtiments publics situés dans des espaces stratégiques. En août 1969, le premier bataillon d'infanterie légère a élu domicile dans le *Henry*

[1] Steve Herbert, *Policing Space. Territoriality and the Los Angeles Police Department,* Minneapolis : University of Minnesota Press, 1997, p. 6.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Taggart Memorial Hall, qui sera désormais une base militaire[1]. Ce Hall est situé dans Springfield Road, dans le quartier nationaliste de Ballymurphy, dans Belfast-Ouest (Figure 22). Lors de l'opération *Motorman*, le 31 juillet 1972, le quadrillage de l'armée sur la ville se renforce par l'installation de casernes fortifiées, notamment dans Belfast-Ouest. L'armée occupe systématiquement des écoles, des locaux associatifs et le principal stade de football gaélique de Belfast, le *Casement Park* d'Andersonstown, quartier catholique situé au sud des Falls. Elle construit également un camp militaire retranché, *Fort Pegasus*, à l'emplacement du *Mc Crory Park* dans Whiterock Road, à proximité de Ballymurphy[2]. Les équipements civils sont fortifiés pour les besoins des militaires et quelques-unes de ces occupations sont durables. D'autres suivent parfois des années plus tard. Le 5 novembre 1979, l'armée occupe les locaux du *Whiterock Industrial Estate* pour y ériger *Fort Jericho*. Cette zone industrielle avait été implantée sur le site d'une ancienne ferme en haut de Whiterock Road, rachetée par les habitants. En novembre 1973, 3 entreprises locales s'y étaient installées : une entreprise de fabrication de bougies, une fabrique de meubles et une entreprise en bâtiment[3]. La *Ballymurphy Enterprise* a fait faillite en 1978, mais parmi les 40 unités industrielles, quelques échoppes subsistent lorsque l'armée décide de les transformer en base militaire[4]. L'armée utilise également, mais plus rarement, des immeubles à usage résidentiel. Dans les Falls, un poste d'observation militaire ainsi qu'une piste d'atterrissage pour hélicoptères étaient installés au-dessus des tours de logement de Divis Street, occupés par des catholiques, dans les années 1970[5]. Cette situation était ressentie comme une violation de droits par les habitants, qui se plaignaient de la présence armée et des caméras de surveillance. Le bruit et la lumière rendaient les conditions d'habitation difficiles. Si les bases sur les tours d'habitation ont été démantelées, les casernes et les postes de police sont toujours fortifiés. Ils ont des murs aveugles et sont équipés de caméras de surveillance. De gros blocs de pierre protègent leurs abords du stationnement de voitures piégées (Figure 27, Figure 28 et Figure 29). Il faut noter enfin que les installations militaires et les postes de police n'apparaissent plus sur les plans de la ville depuis 1970.

[1] Ciaran de Baroid, *op. cit.*, p. 3.

[2] *Ibid.*, p. 136.

[3] Ciaran Cahill, *Frank Cahill remembers*, Belfast : Springhill Community House, 1998, p. 27.

[4] Ciaran de Baroid, *op. cit.*, p. 223.

[5] Neil Jarman, Intersecting Belfast, *in* B. Bender, *Landscape, politics and perspective*, Oxford : Berg, 1993, p. 114.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 27 : Caserne militaire, South Armagh (Source : photographie de Jonathan Olley, *Source,*[Ireland's photographic review] n° 21, hiver 1999, p. 30)



Figure 28 : Commissariat central de Belfast (Source : photographie de Jonathan Olley, *Source, Ireland's photographic review*, n° 21, hiver 1999, p. 32)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 29 : Commissariat d'Oldpark, Oldpark Road, Belfast-Nord (2 juin 2001)

2-42.2. Le bouclage du centre ville à partir de 1972

Construites peu après les premières *peacelines*, les barrières du centre ville répondent à une autre préoccupation, à savoir protéger les infrastructures commerciales, cibles des attentats depuis le début de la campagne terroriste de l'IRA en juillet 1970. Environ 300 établissements, représentant le quart de la surface commerciale du centre de Belfast, ont été détruits entre 1970 et 1975[1]. Pour la même période, on compte 1800 explosions dont 40 % visent des locaux commerciaux[2]. L'année 1972 est la plus meurtrière. A partir de mars 1972, le centre est soumis à un

[1] Stephen Brown, Twenty years of change : Retailing in the Belfast region 1969-1989 *in* P. Doherty (ed.)., *Geographical perspective on the Belfast region*, Dublin Geographical society of Ireland Special publication n°5, 1990, p. 55.

[2] Russell Murray, Political violence in Northern Ireland 1969-1977 in F.W. Boal, J.N.H. Douglas, *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem*, Londres : Academic press, 1982, p. 311.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

contrôle du stationnement pour éviter les voitures piégées[1]. La zone centrale est soumise à une interdiction totale, tandis que le stationnement est autorisé le soir dans la zone périphérique. Mais ces dispositions ont un succès limité, car des bombes incendiaires sont alors utilisées par les terroristes, notamment lors du *Bloody Friday*. Le 21 juillet 1972, 26 bombes explosent simultanément dans le centre de Belfast (Figure 30). Les alertes données par l'IRA n'ayant pas été suffisamment prises en compte, le bilan est de 9 morts et 130 blessés.

Par conséquent, fin juillet 1972, des barrières de barbelés sont installées à l'entrée des rues commerçantes du centre. L'accès est interdit aux véhicules, sauf pour les livraisons. Les piétons et les véhicules sont fouillés aux checkpoints par l'armée. De plus, un couvre-feu est instauré à partir de 18 heures. En 1974, les barrières temporaires sont transformées en structures métalliques et des civils employés pour procéder aux fouilles à la place de l'armée, qui assure la garde des checkpoints. Un nombre plus important de rues ont été fermées. La « ceinture d'acier » (*ring of steel*) construite autour du centre ne réduit pas les attentats mais, comme les barbelés qu'elle remplace, elle agit comme un filtre en incitant les terroristes à utiliser d'autres moyens, notamment des bombes incendiaires plus faciles à dissimuler. Des bombes étaient ainsi fréquemment cachées dans des landaus[2]. De plus, l'efficacité est limitée car les artères principales restent ouvertes à la circulation (Figure 31).

La peur, les alertes à la bombe et l'accessibilité réduite ont un effet négatif sur le commerce du centre. Afin d'y remédier, le dispositif est partiellement ouvert en journée durant l'année 1975, après le cessez-le-feu conclu entre l'IRA et le gouvernement. Mais en mars 1976, lors de la rupture de la trêve, un nouveau système est mis en place. Les artères principales sont fermées, et 4 des 7 zones de sécurité sont regroupées en une seule, formant un quartier entièrement fermé avec 17 portes piétonnes gardées (Figure 32). Chaque entrée est clôturée ou gardée. Le dispositif est surnommé le *Merlyn Wall*, jeu de mot évoquant le *Berlin Wall*, d'après le nom du secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, Merlyn Rees. Son but est de faciliter le commerce en regroupant les segments centraux. La zone de sécurité unique est aussi mieux gardée car tous les piétons sont fouillés systématiquement à l'entrée. Ces mesures ont un effet de dissuasion, car après leur application, les attaques terroristes sur les cibles commerciales ont lieu juste en dehors de leur périmètre. De plus, après 1976, l'IRA délaisse les cibles commerciales pour attaquer les symboles du pouvoir britannique en Irlande du Nord tels que les casernes, les commissariats et les patrouilles

[1] Stephen Brown, Central Belfast's security segment : an urban phenomenon, *Area* (Institute of British Geographers, Londres), vol. 17, n°1, 1985, p. 1.

[2] Entretien avec le Major Sam Roberts, *community officer*, *Royal Irish Regiment*, 7e bataillon (Belfast), 17 août 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

militaires. L'IRA privilégie en outre le territoire de la Grande-Bretagne pour ses campagnes de terrorisme, visant particulièrement les personnalités politiques, afin de mobiliser l'opinion publique indifférente et de placer la question nord-irlandaise sur l'agenda politique britannique [1]. Les mesures de sécurité protégeant le centre commerçant de Belfast sont alors atténuées. Les 3 zones de sécurité situées à l'extérieur du segment central sont démantelées et les bus obtiennent le droit de traverser le centre, même s'ils sont fouillés à l'entrée et n'ont pas la possibilité de déposer ou prendre des passagers. L'armée évacue son poste de surveillance du grand hôtel central[2]. En septembre 1978, la *News Letter* annonce que l'allègement des mesures de sécurité a restauré la confiance et que les commerces connaissent un regain de fréquentation, mais qu'il est trop tôt pour ouvrir les barrières[3].

Dans les années 1980, la revitalisation du centre et l'extension des heures d'ouverture des magasins entraînent l'optimisme : les portails de sécurité sont peints en couleurs vives[4]. Le stationnement est autorisé après 18 heures dans la zone de sécurité pour encourager la fréquentation des établissements de restauration et de loisir. Les arrêts de bus dans le centre sont rétablis en 1983. La fouille systématique des piétons à l'entrée est abandonnée en 1984. Des fouilles occasionnelles sont effectuées par la RUC. Les premières barrières, près de Lower Street North, sont démantelées. Les portails ne sont plus gardés, mais ne sont pas démontés. Aujourd'hui, ils sont banalisés et restent ouverts, sauf pendant les manifestations ou les défilés (Figure 33). Le centre ville de Belfast regroupe un nombre important de bureaux, administrations et de commerces ainsi que des hôtels et des cafés, mais est déserté le soir après la fermeture des magasins et des bureaux à 18 heures.

[1] Parmi les plus importantes, Lord Mountbatten, dernier Vice-roi des Indes, est assassiné en 1979, ainsi que Airy Neave, porte-parole du parti conservateur. En 1984, Margaret Thatcher échappe à l'attentat visant le congrès du parti conservateur à Brighton, mais 5 de ses collaborateurs périssent. Il est à noter que la méthode de l'IRA contre les hommes politiques ou les militaires sont toujours des les attentas à la bombe à retardement, dans les bâtiments ou des véhicules.

[2] Stephen Brown, Central Belfast's security..., *op. cit.*, p. 5.

[3] Too soon to topen, *News Letter*, 16 sept 1978.

[4] Sic.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

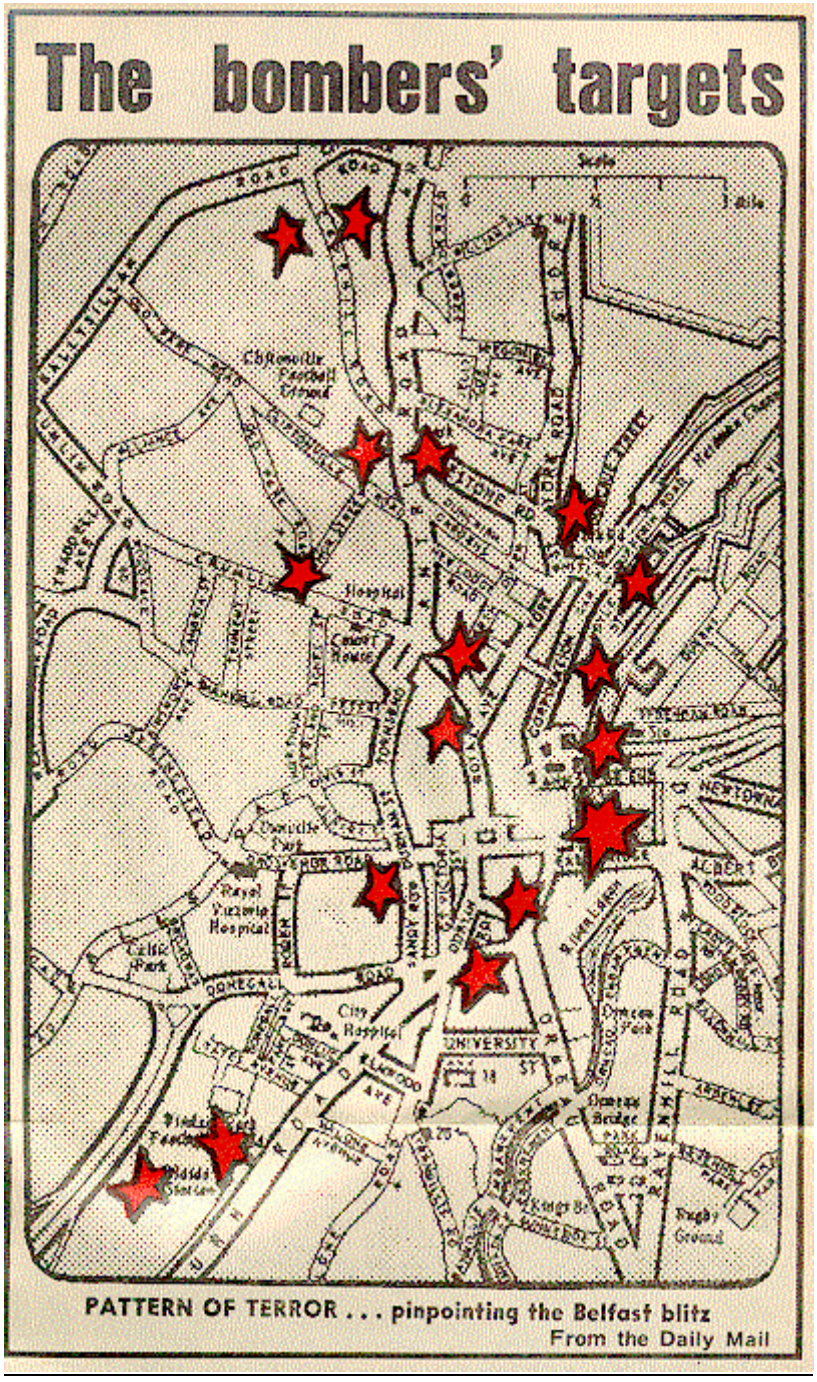


Figure 30 : Carte des attentats du *Bloody Friday* (Source : CAIN, http://cain.ulst.ac.uk/events/bfriday/nio/nio72.htm#map [réf. Du 21 mai 2005])

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

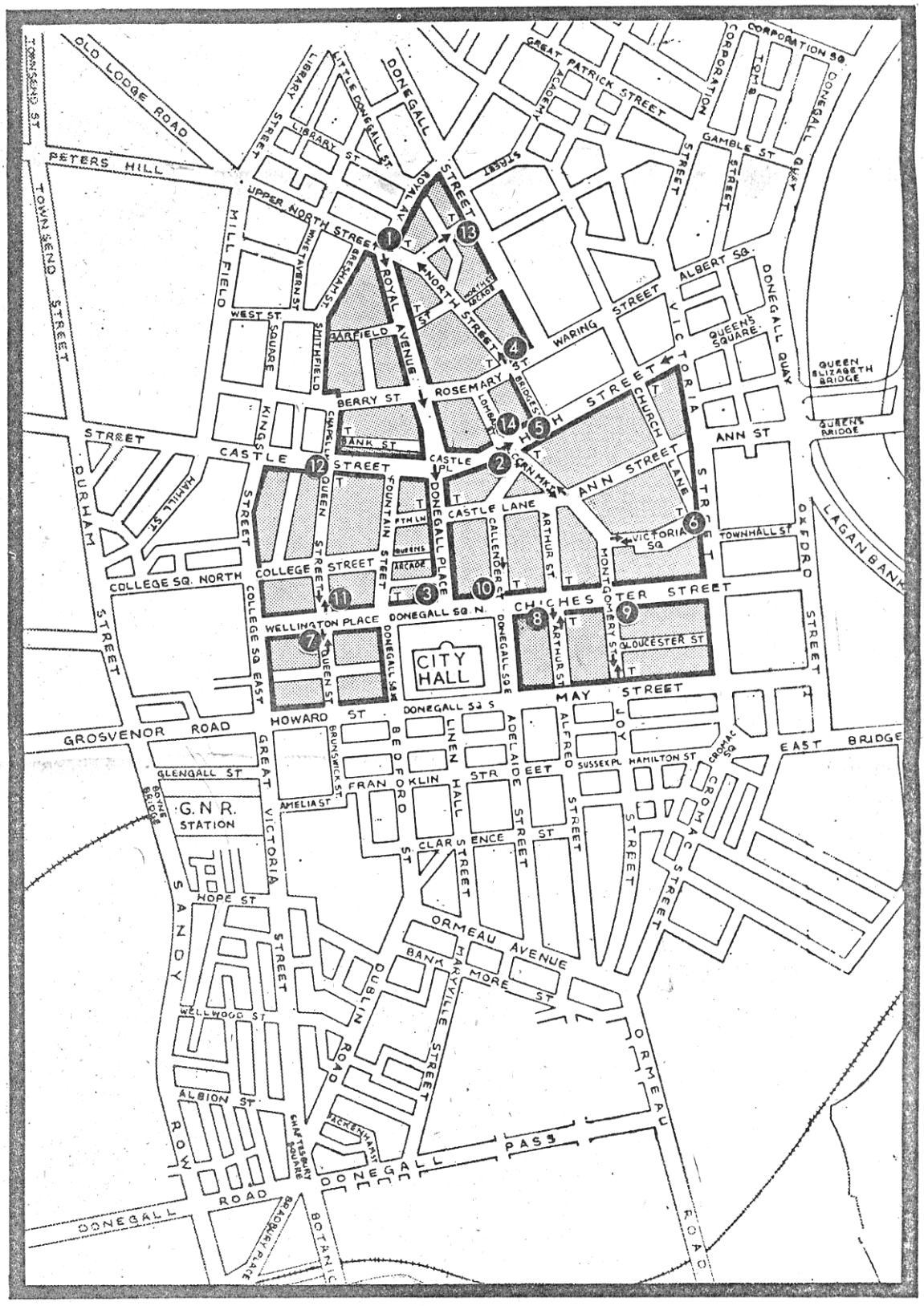


Figure 31 : Plan des barrières du centre-ville en 1974 (Source : How to find your way about barricaded Belfast, *Belfast Telegraph*, [1974])

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

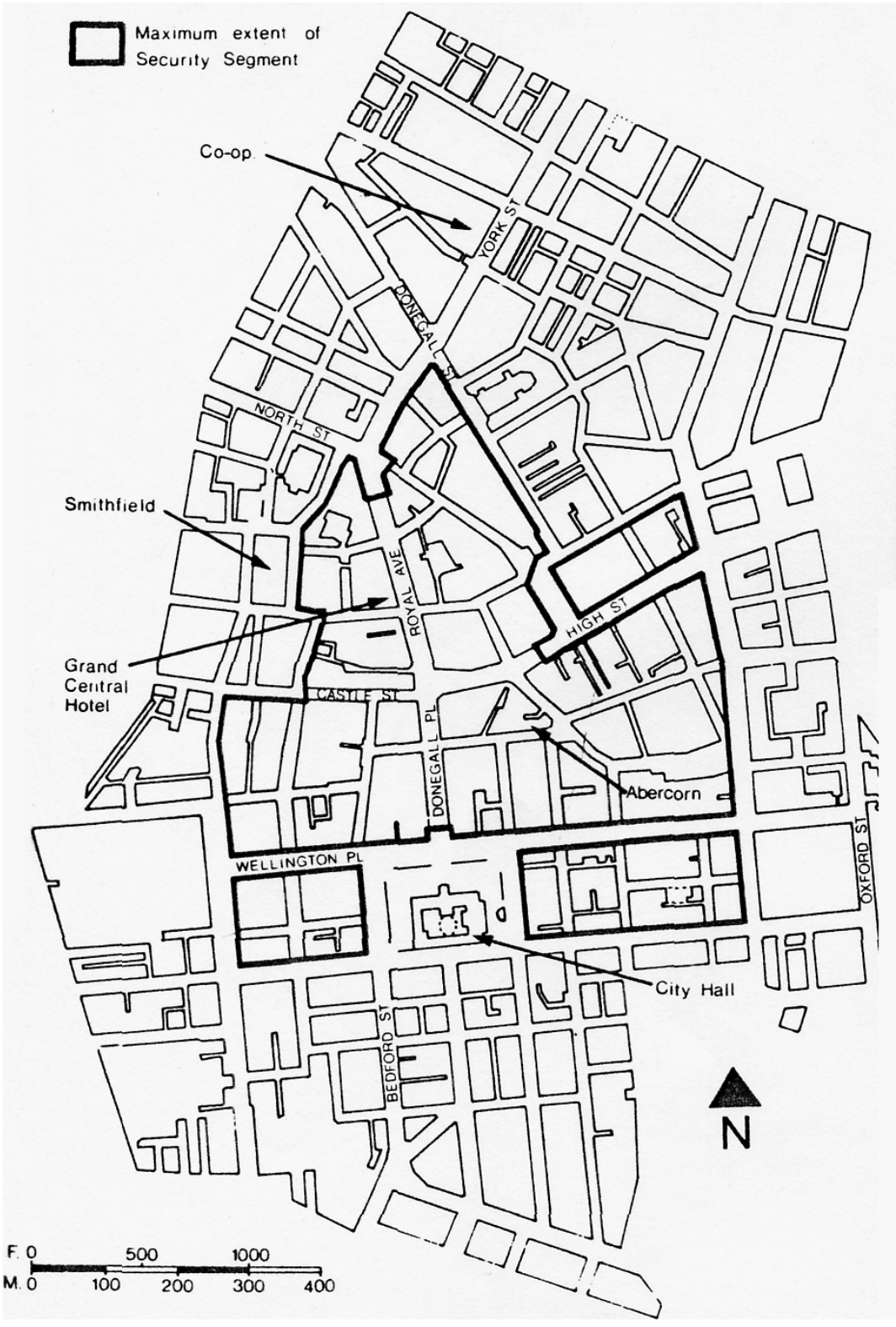


Figure 32 : Carte des zones de sécurité centrales en 1976 (Source : Stephen Brown, Central Belfast's security segment : an urban phenomenon, *Area,* vol. 17, n°1, 1985, p. 2)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 33 : Barrières ornementées du centre ville, Donegall Place. A l'arrière plan, l'Hôtel de Ville (mai 1998)

2-42.3. La pérennisation des *peacelines*

Les barrières provisoires érigées par l'armée lors de son intervention en août 1969 devaient être enlevées au bout de 6 mois. Elles étaient pensées au départ comme un premier pas pour détruire les barricades. Le rideau de barbelé était destiné à convaincre les populations que les désordres civils étaient contrôlés. Le 9 septembre 1969, le Général Freeland, commandant les Forces Armées en Irlande du Nord (GOC), déclarait : « La *peaceline* est une affaire très temporaire. Nous n'allons pas avoir un mur de Berlin ni rien de semblable »[1]. Mais le mur de béton érigé à ce moment a duré, a été consolidé et étendu à maintes reprises. Dès juin 1972, une section de la palissade de bois et de barbelés, dans le prolongement de la *peaceline* érigée entre le Shankill et les Falls, a été remplacée par d'autres murs en béton et des portails en acier[2].

Cela reflète la situation d'exception en Irlande du Nord, pensée comme provisoire mais qui a duré, dans lesquelles les relations entre le pouvoir civil et militaire sont importantes. La police, désarmée en 1970 puis réarmée, est subordonnée au pouvoir militaire dès son intervention en Irlande du Nord. L'USC, force de réservistes, est démantelée au profit de l'UDR, régiment créé en 1970, intégré à l'armée régulière britannique. En mars 1972, Londres décide d'administrer la

[1] Barriers to come down tomorrow, *Belfast Telegraph*, 10 septembre 1969.

[2] Richard Deutsch, Vivien Magowan, *Northern Ireland 1968-73: A chronology of events, vol. 2, 1972-73,* Blackstaff Press, 1974, p. 186.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Province directement. La police passe de l'autorité du Stormont à celle du *Northern Ireland Office* (NIO), sous le contrôle de Westminster. Mais l'instauration de l'administration directe ne change par immédiatement les règles du maintien de l'ordre, car dans les faits la police reste subordonnée à l'armée. En principe, l'armée est une « aide au pouvoir civil » dans les opérations de maintien de l'ordre. Le cadre juridique imprécis de cette aide et les doubles tutelles, entre 1969 et 1972, du Stormont et du gouvernement britannique, ainsi que du Ministère de la Défense et du Home Secretary renforce la prépondérance de l'armée[1]. Elle possède un réel pouvoir de décision opérationnelle. Un *Joint Security Committee* est chargé de coordonner les pouvoirs civils et militaires. Il se compose du Premier ministre d'Irlande du Nord, d'un représentant du gouvernement britannique, du Général commandant les Forces Armées en Irlande du Nord, le *General Officer Commanding* (GOC) et de l'Inspecteur général[2] de la RUC. Malgré l'apparent équilibre institutionnel, les militaires ont la prééminence[3]. Les pouvoirs d'exception (*Special powers Act*) sont abrogés en 1972, mais remplacés en 1973 par le *NI Emergency Provisions Act*, qui accorde des pouvoirs discrétionnaires à l'armée et à la police, notamment en matière de fouilles et d'arrestations.

Le but de l'administration directe était de conduire à un accord politique pour rétablir un pouvoir décentralisé en Irlande du Nord. Selon les termes des accords de Sunningdale signés en 1973, un gouvernement incluant les catholiques[4] a été formé en 1974, mais il s'effondra 5 mois plus tard. L'échec du règlement politique du conflit mettait en lumière la nécessité des mesures de sécurité compatibles avec la loi et la fin de l'état d'exception. Par conséquent, en 1976, le gouvernement britannique décida d'une politique « d'ulstérisation » du conflit, c'est à dire du rétablissement de la primauté de la police (*police primacy*) sur l'armée. La « policiarisation » du maintien de l'ordre ne supprima toutefois pas la compétition entre les composantes des forces armées même si la police reprenait officiellement les commandes et voyait ses effectifs augmenter. Simultanément, le gouvernement décida de la « criminalisation de la violence politique », signifiant l'abolition du statut de prisonniers politiques pour les auteurs de terrorisme. Cette politique impliquait la suppression de la procédure de détention sans procès, mais ne supprima pas les pouvoirs discrétionnaires des forces de l'ordre. La normalisation signifiait également un statu quo pour les *peacelines*, qui sont passées de l'autorité militaire aux mains des autorités civiles. Mais

[1] Sur ce sujet, voir la thèse d'Anne Mandeville, *Les autorités responsables du maintien de l'ordre public dans le Royaume-Uni, Éléments pour une analyse politique du système britannique de maintien de l'ordre public*, Thèse de Doctorat nouveau régime de Science Politique, Université des sciences sociales de Toulouse I, 1994, [en ligne], format PDF, disponible sur : http://www.biu-toulouse.fr/uss/scd/theses/fiches-pdf/mandeville-a/ThAMandeville.pdf.

[2] Le chef de la police prendra le titre de *Chief Constable* en 1972.

[3] Brewer, Guelke, Hume, Moxon-Browne, Wilford (ed), *op. cit.*, p. 62.

[4] La notion de *power sharing*, partage du pouvoir, était le principe institutionnel retenu.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

jusqu'au début des années 1980, les ingénieurs de l'armée construisent et entretiennent les murs pour le compte de la police, qui ne dispose pas des moyens matériels nécessaires[1] [2].

La violence intercommunautaire change de forme dans les années 1980. Les émeutes sont moins violentes et plus sporadiques, liées à des événements du calendrier politique. En 1981, des militants de l'IRA entament une grève de la faim, protestant contre l'abolition de leur statut de prisonniers politiques, les reléguant à la condition de droit commun. A la mort de chacun des dix grévistes de la faim, de sévères émeutes éclatent dans les quartiers républicains. L'opposition des protestants au traité anglo-irlandais, signé en novembre 1985, accroît les tensions dans les quartiers loyalistes jusqu'à l'été 1986. Dans ce contexte, les assassinats confessionnels sont plus nombreux. Les émeutes intègrent une dimension nouvelle, celle de la délinquance juvénile. Les barricades restent une composante de l'opposition populaire. Les habitants les érigent lors d'émeutes ou en réaction à des assassinats. La police, tout en dégageant les barricades pour maintenir le monopole du contrôle de l'espace urbain et l'accessibilité des routes, construit de nouveaux murs pour préserver l'ordre public. Ceux-ci s'ajoutent aux *peacelines* existantes qui sont maintenues. Le cloisonnement de l'espace se renforce. En 1991, il y a 15 *peacelines* (Figure 34). Selon la liste[3] établie par le *Northern Ireland Office* (NIO), elles ont été érigées en 1983 à Suffolk, en 1984 à Springmartin, en 1985 à Torrens et à Ainsworth dans Workman Avenue, en 1986 dans Manor Street, dans Roden Street le long de l'autoroute et dans le prolongement de la structure existante de Crumlin Road, puis en 1989 à Springhill. Les murs sont érigés suite à des violences localisées. Si la plupart d'entre eux consolident des structures provisoires antérieures, il existe aussi de nouveaux murs. Le cas le plus documenté et le plus emblématique est l'édification de la *peaceline* de Manor Street[4], conséquence directe d'émeutes liées à l'opposition des protestants au traité anglo-irlandais. Les *peacelines* ne représentent plus, comme à l'origine, une garantie de protection pour inciter la population au démantèlement des barricades, mais une mesure d'ordre public face à une situation incontrôlable. Elles deviennent un instrument ordinaire dans la gestion policière, une réponse plus ou moins systématique aux émeutes violentes, même s'il n'y a pas de mur sur chaque lieu de désordre.

[1] Entretien avec le Major Sam Roberts, *community officer*, *Royal Irish Regiment*, 7e bataillon (Belfast), 17 août 1999.

[2] A partir des années 1980, les services de logement social sont impliqués dans la conception et l'exécution des travaux des *peacelines*. Ces questions feront l'objet d'une étude détaillée dans le chapitre 5, consacré au rôle du *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) dans le compartimentage urbain.

[3] Belfast Interface Project, *List of NIO-built peace lines*, s.d.

[4] Voir infra, section 5-22.2.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

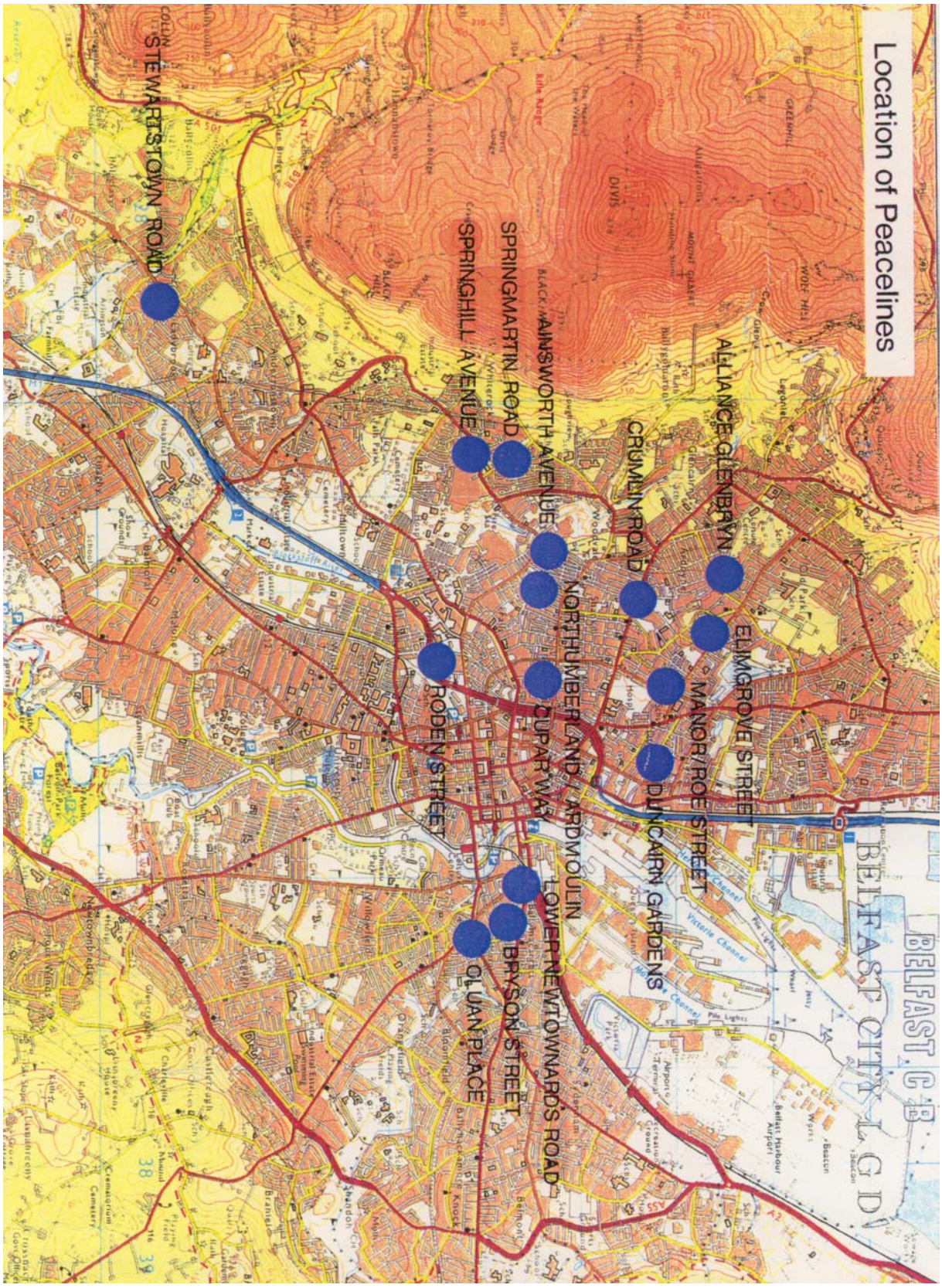


Figure 34 : Carte des *peacelines* en 1991 (Source : Environmental Design Consultants, *Belfast Peacelines Study,* Belfast, 1991)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

2-5. Conclusion

Les *flashpoints*, sur les limites des quartiers confessionnels, sont des lieux privilégiés d'affrontements entre les communautés. Ce sont des lignes de division anciennes entre les quartiers ouvriers. Mais les déplacements de population importants, dus aux violents désordres de la fin des années 1960 et du début des années 1970, ont eu pour conséquence la multiplication et la dispersion des *flashpoints*. L'armée construit des murs de sécurité à l'emplacement des barricades érigées par les populations pour se défendre des émeutiers. Ces murs, composés de barbelés et de tôles ondulées à l'origine, sont transformés au fur et à mesure en structures plus pérennes, de béton et d'acier. De plus, construire des murs est une réponse des forces de sécurité aux désordres qui perdure, même si les conditions de la violence et du maintien de l'ordre ont changé. Ainsi, la construction de *peacelines*, qui était au départ une mesure d'urgence, prise par les militaires, devient une procédure ordinaire appliquée par la police et constitue une politique implicite de maintien de l'ordre.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

3. Le mur, un dispositif de police

Dans les années 1990, la violence intercommunautaire persiste, malgré le cessez-le-feu des milices paramilitaires déclaré en 1994 et les accords de paix signés en 1998. Dans une ville où les espaces sont cloisonnés par les *peacelines*, les barricades ne sont plus nécessaires et deviennent de moins en moins fréquentes. Les jets de pierres et de cocktails Molotov deviennent, à leur place, le symbole de la contestation envers les forces de l'ordre et de la confrontation entre les communautés. La police considère toujours que construire des *peacelines* est une réponse appropriée et celles-ci se multiplient. Cependant, le processus de paix et les transformations de la violence modifient la perception du « problème de sécurité ». Au sein d'un Etat d'exception, le bras armé de la puissance publique dispose de prérogatives étendues. Dans le contexte de normalisation et de formation d'un gouvernement local à partir de 1999, les mesures d'urgence sont assouplies et les compétences restituées à la sphère politique. Les pouvoirs exceptionnels de la police sont limités au profit de procédures relevant de l'administration générale. Les opérations de maintien de l'ordre, et en particulier la construction des *peacelines*, s'inscrivent de manière accentuée dans la politique de sécurité, relevant de la responsabilité du Secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord et de son Ministre de la Sécurité. La population civile manifeste également une volonté de contrôle. Ainsi, le processus de politisation de la décision de construire des *peacelines* est double. Non seulement le pouvoir discrétionnaire de la police est soumis de manière renforcée au contrôle politique, mais il devient aussi l'objet de débat public.

La *peaceline* elle-même devient un enjeu du conflit, alors que les habitants se mobilisent pour que la police érige ou consolide de telles structures. Sans obligation formelle de consultation, la police est plus attentive aux préoccupations de la population, même si les barrières sont érigées sur ses recommandations, à l'aune de considérations de sécurité qui priment dans l'analyse. La question

des *peacelines* s'inscrit dans un débat qui mobilise la société civile au sein de l'espace politique et social local. La construction de murs devient l'enjeu d'un conflit, mobilisant les associations de riverains et les élus locaux, médiatisé par la presse et arbitré par la police et en dernier ressort par le Ministre de la Sécurité. La « demande de sécurité » des communautés locales est croissante, exprimée par les élus et les associations. Lorsque la violence est un problème récurrent, les habitants demandent que de nouvelles barrières soient érigées ou que des routes soient barrées. La mobilisation se fait toujours selon des lignes de division confessionnelle. En outre, le besoin d'une barrière n'est pas toujours évalué de la même façon par les deux communautés. Parfois, les deux communautés s'accordent sur la nécessité d'une *peaceline*. Dans d'autres cas, une communauté demande une barrière pour des raisons de sécurité et l'autre s'y oppose en affirmant que la violence est « orchestrée » pour justifier l'édification d'un mur. La question de la sécurité est circonscrite par des enjeux territoriaux : les communautés soupçonnent fortement que les barrières sont utilisées pour figer les frontières territoriales ou limiter les accès aux équipements de proximité tels que les écoles, les commerces ou les centres socioculturels.

Quels facteurs président à la décision d'élever des dispositifs de sécurité ? Quels sont les rôles respectifs de la police et du Secrétaire d'Etat et du Ministre de la Sécurité ? Dans quelle mesure la décision de construire des *peacelines* relève-t-elle du pouvoir discrétionnaire de la police ? Quel est l'apport de la mobilisation locale dans ce processus ? Quelle place la police accorde-t-elle à la consultation ? Ces questions ont guidé mon enquête sur la construction des dispositifs de sécurité et des débats qui l'accompagnent dans les années 1990. En l'absence d'archives, le seul moyen d'y répondre était d'interroger des membres de la *Royal Ulster Constabulary* (RUC). Contacter les officiers de police a été un processus long, car ils doivent avoir une autorisation de leur hiérarchie. J'ai écrit à l'*Assistant Chief constable* (ACC), la plus haute autorité après le *Chief constable*, chef de la police nord-irlandaise, dont il est l'adjoint. Je souhaitais rencontrer des officiers des commissariats compétents pour les secteurs où les *peacelines* se trouvaient. J'ai donc indiqué, après les avoir localisés, les commissariats dont dépendait la construction des *peacelines* récentes. Après avoir été informés par leurs supérieurs, les officiers m'ont contacté pour me recevoir. Pour des raisons évidentes, il n'a pas été possible d'enregistrer les entretiens, mais la prise de note a été effectuée le plus fidèlement possible. J'ai également pu rencontrer responsable de la *security policy and operation division*, représentant du *Northern Ireland Office* (NIO) compétent pour la gestion des *peacelines*. Je l'ai interrogé sur ses missions. Il m'a aussi indiqué que les archives des conférences de presse du NIO étaient vraisemblablement dispersées et jetées tous les 5 ou 10 ans. Cependant, les déclarations officielles

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

du NIO sont archivées depuis 1996 sur son site internet[1]. J'ai ainsi pu retrouver les déclarations ministérielles émises entre 1996 et 2002 à propos des *peacelines*. J'ai rencontré les officiers de renseignements généraux, les *civil representative officers* attachés au NIO, qui ont un rôle dans la construction et la maintenance des *peacelines*. J'ai interrogé les élus municipaux des circonscriptions touchées par la mise en place récente de *peacelines* lors de mon enquête en 1998-1999, dans les quartiers de White City et de Mountcollyer. White City se situe dans la circonscription électorale de Castle[2], dont Nelson Mc Causland, unioniste indépendant, et Tom Campbell, de l'*Alliance Party*, sont des élus. Mountcollyer se trouve dans la circonscription d'Oldpark[3] dont Martin Morgan est élu, représentant le *Social Democratic and Labour Party* (SDLP). Enfin, j'ai interviewé les responsables des associations locales de White City.

Pour les *peacelines* à la fois antérieures et postérieures à mon enquête de terrain, la presse quotidienne a été une source d'information précieuse. J'ai dépouillé les journaux locaux, classés par ordre chronologique à la bibliothèque municipale de Belfast. Le *Belfast Telegraph* reflète la ligne unioniste modérée, et s'adresse plutôt à la classe moyenne. Il possède une audience nord-irlandaise et comme grand quotidien de référence, il est lu aussi par les catholiques. La *News Letter* a un lectorat plus populaire et une ligne éditoriale de sensibilité loyaliste. L'*Irish News,* a une ligne éditoriale d'un nationalisme modéré et s'adresse à la classe moyenne catholique. Le *North Belfast News*, plus local, reflète les positions républicaines et s'intéresse à la vie des quartiers catholiques. J'ai également trouvé des articles d'*An Poblacht*, journal républicain proche du *Sinn Fein*, distribué par porteur à domicile, de l'*Irish Times*, le grand quotidien de la République d'Irlande, lu en Irlande du Nord surtout par les catholiques et du *Guardian*, journal britannique à grand tirage de sensibilité de gauche, parfois lu en Irlande du Nord. Pour les articles plus récents, j'ai utilisé les archives des journaux mis en ligne du *Belfast Telegraph*, de l'*Irish News*, du *Guardian* et de l'*Irish Times*. Toutefois, les événements relatés par les journaux sont aussi déjà triés, analysés, construits. Sans compter que la grille d'analyse des journaux est aussi influencée par leur appartenance communautaire.

J'ai également utilisé des rapports récents sur les troubles à l'ordre public publiés par des associations et des ONG. Les rapports du *Community Development Centre* relatent les troubles de

[1] [référence du 25 janvier 2006] http://www.nio.gov.uk/index/media-centre/other-stories.htm.

[2] La circonscription de Castle comprend les arrondissements de Bellevue, Castleview, Cavehill, Chichester Park, Duncairn, Fortwilliam. C'est la circonscription la plus au nord.

[3] La circonscription d'Oldpark comprend les arrondissements d'Ardoyne, Ballysillan, Cliftonville, Legoniel, New Lodge, Water Works. Elle se situe au sud de la circonscription de Castle.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Belfast Nord en 1996[1] et les réponses des pouvoirs publics[2]. Le document écrit conjointement par la *Brehon Law Society* et l'IPEC décrit les désordres intervenus en 2002 dans le Short Strand[3]. Le rapport de *Belfast Interface Project* analyse la violence et les perceptions des jeunes[4]. Toutefois, il est difficile de relier précisément les phénomènes de violence à un territoire précis. Les statistiques de la police sont collectées à une échelle territoriale supérieure à celle de la rue et les catégories d'atteintes à l'ordre public ne distinguent pas toujours violence communautaire et violence de droit commun.

Les données m'ont permis d'identifier trois phases de construction de murs, en réponse aux désordres. Au début des années 1990, les habitants se mobilisent pour des murs, qu'ils considèrent comme une protection contre les meurtres confessionnels. Les *peacelines* sont décidées par la police si l'insécurité des personnes est maximale, qualifiée comme telle en cas d'assassinat. Après la trêve des milices de 1994, le conflit diminue en intensité mais ne cesse pas. La violence paramilitaire se transforme ; les attaques envers l'autre communauté sont moins fréquentes, alors que les représailles internes au sein de l'IRA et les luttes entre milices loyalistes pour le contrôle des quartiers s'intensifient. La violence intercommunautaire change également, prenant la forme d'émeutes sporadiques sur les *flashpoints*. Elles sont de deux types : « émeutes récréatives », impliquant les jeunes et émeutes déclenchées par les défilés. Elles sont souvent attisées par les paramilitaires. Au cours de cette période, la police décide la construction de murs pour protéger les habitants contre le déchaînement des violences. Enfin, après les accords de paix de 1998, le *Northern Ireland Office* (NIO) s'oppose officiellement à toute nouvelle *peaceline*. Mais le regain de crispations territoriales liées au désarmement des milices et aux soubresauts politiques font des *flashpoints* des lieux de désordres continus. Après 2001, le Ministre donne son assentiment pour la construction de murs supplémentaires en raison de la situation incontrôlable sur le terrain. Avant d'analyser en détail ces trois périodes, il est nécessaire d'évoquer la politisation du processus de construction des *peacelines* à partir des modifications législatives et de l'évolution des pratiques administratives.

---

[1] Neil Jarman, *On the edge, Community perspective on the civil disturbances in North Belfast, June-september 1996,* Belfast : Community Development Centre North Belfast, 1997.

[2] Neil Jarman, *Drawing back from the edge, Community based response to violence in North Belfast*, Belfast : Community Development Centre North Belfast, 1999 et *Managing disorder, Responding to interface violence in North Belfast,* Belfast : Community Development Centre North Belfast, 2002. Ce dernier rapport était disponible sur : http://www.cdnb.org, mais le lien ne fonctionne plus, car le CDC n'existe plus.

[3] Irish parades emergency committee/Brehon Law Society, *Parading paramilitarism, Conflict in Northern Ireland, summer 2002. International observers' report,* 2002 [en ligne], Format PDF, p. 26, disponible sur : http://ipecobservers.org/ipec2002report.pdf.

[4] Belfast Interface Project, *Young people on the interface*, Belfast : BIP, mai 1998.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

3-1. La politisation accrue du processus de construction des *peacelines*

Le pouvoir décisionnel et les compétences en matière de *peacelines* sont répartis entre la police et le ministère. Au fur et à mesure du processus de paix, l'administration exerce un plus grand contrôle sur les procédures policières et une plus grande place est accordée à la société civile.

3-11. L'initiative de la police limitée par des prérogatives ministérielles renforcées

Les fondements juridiques des mesures de « sécurité matérielle » (*physical security*) se trouvent dans la législation d'exception d'Irlande du Nord depuis 1973[1]. La loi stipule qu'elles relèvent du *Northern Ireland Office* (NIO), dirigé par le Secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord. Celui-ci détient la responsabilité générale du gouvernement de la Province et en pratique, il est représenté par le Ministre de la Sécurité pour les questions d'ordre public.

3-11.1. Les textes législatifs renforcent la prépondérance du Secrétaire d'Etat

La législation utilise une terminologie floue pour désigner les barrières entre les habitations, qualifiées de « structures défensives » (*structure in a state of defence)*. Elle les distingue de la fermeture des voies de circulation (*close highways)*. Elle ne fait pas référence aux termes de *peaceline*, *fence* ou *wall*, employés par les fonctionnaires de police ou du NIO. Les dispositions législatives les plus récentes relatives à la construction de barrières et à la fermeture des routes sont contenues dans les articles 91, 92 et 94[2] de la loi relative au terrorisme, le *Terrorism Act* de 2000, qui absorbe la loi relative à la prévention du terrorisme de 1989 (*Prevention of Terrorism Act*) et la loi relative aux dispositions d'exception de 1998 (*Northern Ireland Emergency Provisions Act*). L'article 91 du *Terrorism Act* régit la construction des murs, qui doit être expressément autorisée par le Secrétaire d'Etat. Intitulé *Taking possession of land*, l'article stipule que « si le Secrétaire d'Etat considère cela nécessaire pour préserver la paix ou maintenir l'ordre, il peut autoriser une personne à prendre possession d'un terrain ou d'un immeuble (*take possession of land or other property*) ou prendre des mesures pour construire un bâtiment ou une autre structure dans un but de protection (*to take steps to place buildings or other structures in a state of defence*) ». Ces dispositions reprennent tel quel le texte de loi antérieur, mais en y

[1] *Northern Ireland (Emergency Provisions) Act* de 1973 et les lois ultérieures.

[2] Les articles 90 à 96 de la loi de 2000 sont reproduits en annexe. Ils reprennent, en les modifiant, les sections 26 et 27 du *Northern Ireland (Emergency Provisions) Act* de 1996, loi prorogée par celle de 1998 portant le même nom. Ces sections sont elles-mêmes identiques aux sections 24 et 25 du *Northern Ireland (Emergency Provisions) Act* de 1991. Auparavant, des dispositions semblables figuraient dans les sections 19 et 20 du *Northern Ireland (Emergency Provisions) Act* de 1978 et dans les sections 17 et 18 du *Northern Ireland (Emergency Provisions) Act* de 1973. Ces textes de loi sont disponibles sur les pages *legislation* de l'*office of public sector information* [bureau d'information sur le secteur public britannique], http://www.opsi.gov.uk/legislation/about_legislation.htm [référence du 5 octobre 2005].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

apportant une modification majeure : alors que dans les textes précédents, les officiers de police et de l'armée disposaient d'une habilitation générale, la construction des « structures défensives » est désormais soumise à l'autorisation expresse du Secrétaire d'Etat. La loi de 2000 affirme donc la prépondérance du Secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord sur la police dans ce domaine. Même si elle relève toujours d'une mesure d'exception, la construction des murs s'inscrit dans un processus de décision politique ; elle n'est plus un simple instrument de maintien de l'ordre à la discrétion de la police, car elle est soumise au contrôle direct du Secrétaire d'Etat.

La fermeture des routes est un instrument plus flexible, où les forces de l'ordre ont un pouvoir discrétionnaire plus important que pour les *peacelines*. D'après les textes, la fermeture peut être soit décidée par les forces de l'ordre d'après leur évaluation de la situation, soit décrétée par le Secrétaire d'Etat. L'article 92, intitulé *Road closure permission*, autorise tout officier de police ou membre des forces armées, s'il considère que cela est immédiatement nécessaire pour préserver la paix ou maintenir l'ordre, à fermer une route totalement ou partiellement, à dévier ou modifier l'usage de la route, à restreindre le droit de circulation et à interdire ou restreindre l'usage d'une voie fluviale. L'article 94, *Road closure direction*, autorise le Secrétaire d'Etat, pour les mêmes motifs qu'à l'article 91 régissant les structures défensives, à ordonner par décret la fermeture totale ou partielle ou la déviation spécifique d'une route désignée. Toutefois, si les forces de l'ordre disposent d'une autorisation (*permission)* de fermer les voies, le Secrétaire d'Etat a un pouvoir général en la matière (*direction)*. Les actions contrevenant à ces mesures, s'opposant aux travaux ou dirigées contre les équipements de fermeture, sont répréhensibles selon ces mêmes articles[1].

3-11.2. Le partage du processus opérationnel entre le NIO et la RUC

Les responsabilités opérationnelles sont partagées entre le *Northern Ireland Office* et la *Royal Ulster Constabulary*. La police émet des recommandations pour la construction des *peacelines*. Une décision expresse du Secrétaire d'Etat est nécessaire, à l'exception des dispositifs de fermeture de rues que la police peut décider seule. Le NIO est responsable du financement, de l'installation et de la maintenance des *peacelines*. Au sein du NIO, le processus opérationnel relève de la division des politiques et des opérations de sécurité (*Security policy and operation division*) et des officiers de renseignements généraux (*civil representative officers*).

[1] *Terrorism Act 2000*, Londres : HMSO, 2000 [en ligne], disponible sur [référence du 5 octobre 2005] : http://www.opsi.gov.uk/acts/acts2000/20000011.htm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

La *Security policy and operation division* est une petite équipe, proche du Secrétaire d'Etat puisque son responsable n'a qu'un supérieur hiérarchique direct avant le Secrétaire d'Etat. Il doit référer directement au Secrétaire d'Etat pour la construction des *peacelines*. En 1999, cette unité est dirigée par Dessie Mc Caul, assisté de deux subordonnés. Il explique que son rôle principal concerne les questions de « sécurité matérielle » (*physical security*). « Je suis responsable des *peacelines* et aussi des barrières de sécurité du centre ville. Je dois m'assurer qu'elles sont sûres et efficaces. Des experts techniques conseillent le type de structure en fonction de la nature du terrain. Je dois organiser leur construction, leur maintenance et leur enlèvement si c'est approprié »[1]. Cependant, il n'est pas question de supprimer les barrières.

La *Security policy and operation division* est assistée par des « hommes sur le terrain » ; les *civil representative officers*, officiers de liaison du NIO chargés du renseignement général, au nombre de trois pour Belfast. George Hartness, officier de liaison responsable du secteur de Belfast-Ouest, décrit leur fonction : ils font le lien entre le NIO, les communautés locales et les forces de l'ordre. Ils ont des contacts « avec toutes les parties, c'est-à-dire avec les responsables des associations de quartier, les travailleurs sociaux, les représentants locaux des partis politiques, les conseillers municipaux et aussi les paramilitaires ». Ils ont essentiellement une activité de relations publiques et d'information, axée principalement sur la construction et la maintenance des *peacelines*. « Les *peacelines* représentent 50 % du travail durant la période tendue de l'année, et 20 % le reste du temps »[2]. Ce travail de renseignement général permet aussi de faire le lien entre les revendications des habitants et le NIO.

Le pouvoir décisionnel du NIO dépend de l'expertise de la police. En pratique, les travaux de construction et de réparation des *peacelines* sont entrepris principalement à la demande de la RUC. Pour la construction des dispositifs de sécurité, l'inspecteur de police du commissariat local, en fonction des incidents survenus, fait parvenir une recommandation au commissaire divisionnaire (*Divisional Commander)*, puis aux autorités hiérarchiques de la police jusqu'au *Chief Constable*[3] et enfin au NIO. En général, le NIO suit ces recommandations, même s'il est juridiquement possible de les ignorer. D'après le chef de la *Security policy and operation division*, « si la police recommande un dispositif matériel, elle nous écrit. Nous examinons le cas, et si nous estimons que c'est approprié, nous ne sommes pas enclins à refuser. Puis nous organisons la mise en place et le financement. ».

[1] Entretien avec Dessie Mc Caul, NIO, *Security policy and operation division*, 28 avril 1999.

[2] Entretien avec Georges Hartness, NIO, *Civil Representative*, Belfast-Ouest, 25 juin 1999.

[3] Le *Chief constable* est le chef de la police d'Irlande du Nord.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

La *Security policy and operation division* semble accorder plus de poids aux recommandations de la police qu'à l'avis de ses agents de liaison. Ceux-ci ne sont pas satisfaits de cette option sécuritaire et sont moins favorables aux murs que la RUC. D'après Colin Dunlop, officier de liaison responsable du secteur de Belfast-Nord, « la police a le dernier mot. Si elle le recommande, la police obtient la construction du mur. Si les agents de liaison disent non, et la police dit oui, le NIO demande plus d'arguments à la police, mais accepte »[1]. Colin Dunlop semble douter de l'efficacité de la logique policière. Pour lui, si la police pense que les *peacelines* permettent de réduire les patrouilles et d'économiser des effectifs, elle se trompe, car la violence se déplace ailleurs. La police a tendance à évaluer la nécessité d'un mur en fonction du nombre d'hommes mobilisés pour le maintien de l'ordre. Le dispositif matériel est ainsi considéré comme un substitut. Selon Adrian Robinson, Commissaire Divisionnaire Adjoint (*Deputy Sub Divisional Commander*) pour Belfast-Nord, rattaché au commissariat de Tennent Street, les *peacelines* sont mises en place pour protéger les officiers de police, en ne les exposant plus aux affrontements[2]. Le conseiller municipal Nelson Mc Causland affirme aussi que le critère utilisé par la police est le nombre d'hommes et de Land Rover blindées[3] mobilisés[4]. Toutefois, après les accords de paix, l'influence de la police est réduite, car le NIO est moins enclin à suivre ses recommandations que par le passé. Il se montre de plus en plus exigeant envers les motivations de la police. Pour Dessie Mc Caul, après 1998 les murs « ne correspondent pas à la politique du gouvernement. Il faut des arguments solides pour qu'un mur soit construit »[5].

Si la construction d'une *peaceline* nécessite une approbation ministérielle, la police dispose d'une autonomie pour les structures plus petites. L'inspecteur en chef Adrian Robinson explique qu'à sa demande, des ajouts et extensions sont réalisés en cas de troubles à l'ordre public. Ainsi la barrière entre le Shankill et les Falls a été rehaussée de nombreuses fois. Par exemple, dans North Howard Street, située dans l'arrondissement du commissariat de Tennent Street, l'armée a fermé une base en 1995. Cela a provoqué une brèche dans le mur et ainsi entraîné des émeutes. La police a alors demandé l'autorisation de réaliser une extension de 20 m de long[6]. Les ajouts sont parfois relatés par la presse locale. Le *Belfast Telegraph* du 19 mai 1997 indique qu'à la suite de jets répétés de

[1] Entretien avec Colin Dunlop, NIO, *Civil Representative*, Belfast-Nord, 17 février 2000.

[2] Entretien avec l'Inspecteur en chef Adrian Robinson, Commissaire divisionnaire adjoint pour Belfast-Nord, RUC Tennent Street, 13 mars 2000.

[3] Les voitures de police sont des Land Rover blindées, peintes en gris foncé, dont les gyrophares, les fenêtres et le châssis sont grillagés pour se protéger des explosifs et des cocktails Molotov.

[4] Entretien avec Nelson Mc Causland, unioniste indépendant, conseiller municipal de Belfast, élu en 1997 pour la circonscription de Castle, 29 juin 1999.

[5] Entretien avec Dessie Mc Caul, NIO, *Security policy and operation division*, 28 avril 1999.

[6] Entretien avec l'Inspecteur en chef Adrian Robinson, Commissaire divisionnaire adjoint pour Belfast-Nord, RUC Tennent Street, 13 mars 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

pierres, la palissade de métal située à l'arrière d'Ardmoulin Close, dans les Lower Falls, a été surélevée à l'aide d'un grillage de 2,5 m[1]. Il faut noter qu'il est impossible de retracer l'historique de ces dispositifs, car les décisions sont prises « oralement » (*by word of mouth).* Adrian Robinson explique que le processus est très informel. Il est tenu au courant de la situation sur le terrain par l'officier de liaison : « Colin Dunlop me téléphone pour me dire 'j'ai besoin d'un barbelé ici' ; aucune archive n'est tenue[2] ». De plus, les dispositifs sont mis en place très rapidement, compte tenu de l'urgence des situations[3].

La maintenance des *peacelines* est assurée par les officiers de liaison du NIO, en collaboration avec la police. La procédure donne aux agents de liaison un rôle d'information et de suivi des travaux. Ils préviennent la *Security policy and operation division* qu'une *peaceline* est endommagée et de la nécessité de faire appel à un entrepreneur pour les réparations. Ils organisent l'intervention de l'entreprise. Ainsi George Hartness, officier de liaison pour Belfast-Ouest, explique qu'il fait lui-même des vérifications une ou deux fois par semaine. Il est également informé des dégâts par la police ou par les communautés vivant à proximité des *peacelines*[4]. Les altérations des *peacelines* sont des événements qui provoquent l'inquiétude des habitants car les brèches peuvent favoriser les agressions. Les dommages sont souvent le fait de vandalisme, mais proviennent parfois de phénomènes naturels[5]. Les coûts de maintenance des *peacelines* sont élevés. Selon l'*Irish News,* pour l'année 1998, plus de 100 000 livres ont été dépensées par le NIO pour la maintenance des *peacelines*[6].

Ainsi, le renforcement du contrôle politique est entériné par l'évolution législative qui soumet expressément, à partir de 2000, la construction de murs à une autorisation du Secrétaire d'Etat, alors qu'auparavant les textes donnaient à la police et à l'armée une habilitation générale. Toutefois, si les textes législatifs renforcent les prérogatives du Secrétaire d'Etat, le partage des dispositions opérationnelles donne l'essentiel du pouvoir d'initiative à la police. La police a un rôle prépondérant sur le terrain. Elle évalue la gravité des atteintes à l'ordre public, aux personnes et aux biens et émet

[1] Peace wall, *Belfast Telegraph*, 19 mai 1997.

[2] Entretien avec l'Inspecteur en chef Adrian Robinson, Commissaire divisionnaire adjoint pour Belfast-Nord, RUC Tennent Street, 13 mars 2000.

[3] A l'avenir il est vraisemblable que la législation soumette ces extensions minimales à un contrôle plus accru du NIO.

[4] Entretien avec Georges Hartness, NIO, *Civil Representative*, Belfast-Ouest, 25 juin 1999.

[5] Ainsi en mars 1998, le vent a endommagé la *peaceline* de Cupar Way : une tôle d'acier s'est détachée de la structure de béton à proximité de *l'Ashmore Hostel*, foyer d'hébergement d'urgence pour mères célibataires géré par le NIHE. Les résidentes, inquiètes, ont demandé la réparation, effectuée en quelques jours par le NIO. Wind damages peaceline wall*, Irish News,* 12 mars 1998.

[6] Fact file, *Irish News,* 1er mars 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

des recommandations pour la construction des *peacelines*. Avant les accords de paix, son avis est généralement suivi par le NIO, même s'il n'est pas juridiquement contraignant. Les décisions du NIO en la matière sont un « enregistrement » des stratégies policières. Après 1998, le NIO exerce véritablement son pouvoir de décision politique, même si l'avis de la police reste un élément essentiel.

3-12. La prise en compte de la demande de sécurité de la population

Depuis le milieu des années 1990, le *Northern Ireland Office* (NIO) est engagé dans le processus de paix. Il justifie les *peacelines* non par des impératifs de sécurité, mais par la demande de la population. Le responsable de la *Security policy and operation division* souligne que toutes les *peacelines* récentes ont été construites à la demande des communautés. « Celles-ci réclament protection », affirme-t-il. Il s'agit de légitimer son action et de pas apparaître comme forçant la séparation. L'aide-mémoire élaboré par Dessie Mc Caul pour répondre aux questions de la presse ou aux chercheurs résume la position officielle du NIO envers les *peacelines* en 1998 : « Une *peaceline* est un élément de sécurité qui existe comme une aide au maintien de l'ordre et pour prévenir les attaques terroristes. Une *peaceline* est construite comme réponse et comme moyen de minimiser le conflit interconfessionnel entre les communautés contiguës. Une *peaceline* n'est pas imposée par le gouvernement ou les forces de l'ordre pour renforcer les divisions confessionnelles ou pour maintenir une séparation tribale. Mais elle est construite en raison de pressions exercées sur la RUC, par des sections d'une communauté locale qui demandent protection contre les menaces d'attaques de l'autre communauté »[1]. Les associations locales approchent l'officier de liaison « pour souligner les problèmes d'un quartier ou des agressions »[2]. Celui-ci évalue la situation avec le représentant local de la police. Cette évaluation est faite à partir des statistiques de la RUC. Mais le nombre de plaintes n'est pas toujours un indicateur pertinent, en raison du faible taux de report des républicains, méfiants envers la police. L'évaluation se fonde alors également sur les statistiques des interventions policières. Si la police estime que les « incidents violents » sont susceptibles de se prolonger dans la durée, elle peut alors décider qu'une *peaceline* est appropriée. Le fait que la police s'appuie sur les statistiques de ses interventions conforte une conception du dispositif matériel comme substitution aux forces de l'ordre.

La police décide de la nécessité d'une *peaceline* en fonction des impératifs de maintien de l'ordre qu'elle détermine, mais consulte aussi les habitants et les élus locaux. Son objectif est de

[1] Dessie Mc Caul, NIO, *Security policy and operation division*, note interne, 1998.

[2] Entretien avec Colin Dunlop, NIO, *Civil Representative*, Belfast-Nord, 17 février 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

prévenir les oppositions locales. Mais si les souhaits de la population justifient les décisions des autorités, ils sont souvent contradictoires. La *peaceline* est rarement l'objet de consensus, elle est sujette à polémique et conflit. Les deux communautés sont souvent en désaccord pour la construction d'un mur ; l'une d'elle le souhaite, l'autre s'y oppose. La sécurité devient un enjeu politique micro-local, au sein duquel la mobilisation des habitants est institutionnalisée par des associations locales et soutenue par les élus. La police tend à privilégier les demandes de sécurité, même si elle reste sensible à l'argument de préserver l'accessibilité. Parfois, elle renonce à construire un mur si la communauté parvient à réduire les affrontements. La police implique de plus en plus les communautés dans la prise de décision. Selon Adrian Robinson, « Il y a quelques années, la police s'interposait entre les communautés. Maintenant, nous sommes plus sophistiqués. Nous nous tournons vers les leaders communautaires pour arrêter les affrontements. Nous espérons qu'ils ont suffisamment de contacts entre eux pour mettre un terme aux combats »[1]. Ainsi l'action unilatérale de la police dans le maintien de l'ordre se transforme pour inclure une médiation entre les protagonistes du conflit.

Les habitants se mobilisent sur une base confessionnelle et de solidarité de voisinage, au sein de deux types d'associations[2]. Les associations de quartier (*community groups)*, à vocation d'animation socioculturelle, sont aussi des espaces de débat qui relaient les revendications des habitants. Mais en l'absence ou en concurrence de ces associations locales généralistes, des associations de riverains (*residents associations*) se constituent afin de faire pression sur les pouvoirs publics pour l'obtention d'une *peaceline,* le plus souvent après une série d'attentats. Dans des cas moins nombreux, les associations de riverains se forment en opposition à l'édification d'une *peaceline,* car l'opposition est le plus souvent relayée par les associations de quartier. Les associations de riverains représentent des espaces géographiques circonscrits, d'une ampleur moindre que le territoire d'action des associations de quartier. Les responsables d'associations de quartier et les leaders des associations de riverains n'ont pas le même statut : les premiers sont des salariés chargés de développer les activités sociales et culturelles, les seconds, des riverains mobilisés sur la question des *peacelines*. Cette nouvelle forme de mobilisation associative basée sur le voisinage s'accroît après le milieu des années 1990. Toutefois, la légitimité des associations à représenter les habitants est souvent contestée par les élus, qui se prévalent de leur mandat électoral pour être porte-parole de la population. Mais les associations courtisent les élus pour qu'ils les soutiennent. La police aussi tend à négocier plutôt avec les élus municipaux qu'avec les dirigeants des associations, dont elle se méfie et cerne mal la

[1] Entretien avec l'Inspecteur en chef Adrian Robinson, Commissaire divisionnaire adjoint pour Belfast-Nord, RUC Tennent Street, 13 mars 2000.

[2] Ce paragraphe est tiré de l'analyse du corpus de presse.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

représentativité, tout en craignant qu'elles ne soient influencées par les paramilitaires[1]. De plus, la longévité politique des élus en fait des interlocuteurs stables, qui relaient les positions clarifiées des partis politiques.

Les élus municipaux ou les députés à la Chambre des Communes s'affirment comme les représentants des habitants. Ils défendent les positions de leurs électorats respectifs, sur une base partisane et donc confessionnelle. Pourtant leurs prises de position en faveur des habitants sont parfois en contradiction avec l'idéologie de leur parti concernant les *peacelines*. Les partis modérés considèrent officiellement les *peacelines* comme un mal nécessaire. Cecil Walker, député de l'*Ulster Unionist Party* (UUP) pour Belfast-Nord à la Chambre des Communes, affirme en 1993 à l'*Irish News* qu'il désapprouve les *peacelines* mais reconnaît leur nécessité. Selon lui, elles sont la seule méthode pour séparer les communautés et leur permettre de vivre dans une relative sécurité[2]. Martin Morgan, dans un entretien, exprime la position modérée du parti nationaliste, le *Social Democratic and Labour Party* (SDLP), semblable à celles des Unionistes d'Ulster. Selon lui, les *peacelines* sont « regrettables mais nécessaires », et même si elles n'offrent qu'une protection limitée, il est impossible de les démolir. En conséquence, il soutient la population catholique de sa circonscription lorsqu'elle s'oppose à la construction d'un mur[3]. Le Parti de l'Alliance, seul parti interconfessionnel, mais souvent perçu par les protestants comme représentant les intérêts de la classe moyenne catholique, s'oppose fermement à la construction de murs. D'après Tom Campbell, élu municipal de la circonscription de Castle : « Nous ne soutenons pas la construction de murs. Nous les reconnaissons, mais nous les considérons comme provisoires »[4].

Les partis radicaux ont des positions plus tranchées, représentant un électorat plus populaire et davantage confronté à la violence intercommunautaire. Ils sont les branches politiques des milices paramilitaires. Le *Sinn Fein*, aile politique de l'IRA, a une idéologie anti-police et se positionne contre les *peacelines* qu'il considère comme un instrument de domination et de contrôle de la population. Mais ses élus sur le terrain militent pour le mur quand les résidents catholiques le demandent pour leur protection. Mick Conlon, conseiller municipal du SF pour Belfast-Nord explique dans l'*Irish News* qu'il doit prendre en compte les souhaits de sa communauté en raison de

[1] Entretiens avec les membres de la RUC.

[2] A people's triumph of will over fear and adversity, *Irish News*, 29 janvier 1993.

[3] Entretien avec Martin Morgan, SDLP, conseiller municipal de Belfast, élu en 1997 pour la circonscription d'Oldpark, 10 mars 2000.

[4] Entretien avec Tom Campbell, *Alliance Party*, conseiller municipal de Belfast, élu en 1997 pour la circonscription de Castle, 4 juin 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

sa fonction de représentant élu. Les murs réduisent la peur des escadrons de la mort et ont certainement empêché des attentats, même si d'après lui, « c'est un fait cruel qu'un symbole de la division puisse sauver des vies »[1]. Les partis loyalistes sont assez nombreux, reflétant les divisions internes de la classe ouvrière protestante. Le *Democratic Unionist Party* (DUP), dirigé par Ian Paisley, est lié à l'*Ulster Freedom Fighters* (UFF). Peter Robinson, député du DUP pour Belfast-Est, milite activement pour la construction de *peacelines* dans le Short Strand. L'*Ulster Democratic Party* (UDP), dirigé par John White, est lié à l'*Ulster Defence Association* (UDA) et le *Progressive Unionist Party* (PUP), dirigé par David Ervine, à l'*Ulster Volunteer Force* (UVF). Leurs représentants sont moins favorables à la construction de murs, mais les défendent lorsque leurs électeurs le souhaitent.

Le vocabulaire utilisé par les acteurs pour désigner les dispositifs de sécurité est révélateur de leurs positions. Les officiers de police interrogés emploient quasi-exclusivement le terme le plus technique de barrière (*fence*) ou de barrière de sécurité (*security fence*). Le mot *fence* est également utilisé par les déclarations de presse du Secrétaire d'Etat. Le chef de la *Security policy and operation division* emploie alternativement les mots de *fence* et de *peaceline*. Les agents de liaison du NIO utilisent plus facilement l'expression de mur (*wall*) voire mur de paix (*peace wall*). Les expressions des élus, des porte-parole des associations rapportées par la presse et les mots de journalistes pour décrire la situation varient selon qu'ils soutiennent ou s'opposent aux murs. Les opposants dénoncent les murs (*walls*) ou les murs de sécurité (*security walls*). Les partisans du projet saluent les *peacelines*. Les travailleurs sociaux utilisent préférentiellement le mot de mur et emploient le mot de *peaceline* souvent précédé de l'adjectif soi-disant (*so-called)* pour dénoncer l'absence de paix. L'un d'eux[2] récuse même le mot *peacelines*, auquel il préfère l'expression « barrières entre les communautés » (*barriers between communities*) ou « séparations communautaires » (*community dividers*). L'utilisation de ce vocabulaire est importante dans les débats autour des *peacelines*. En effet, il contribue à définir la situation, à partir de laquelle la nécessité de construire un mur est évaluée. Pour chaque acteur, la définition de la situation est non seulement fonction des événements locaux mais aussi du conflit entre les catholiques et les protestants au niveau national.

3-2. Les murs accordés par la police suite aux mobilisations locales après des assassinats confessionnels, 1990-1994

Les murs hérités des années 1970 sont ambivalents dans la mesure où ils offrent une protection mais accroissent le potentiel de violence. Les paramilitaires intègrent les divisions

[1] A cruel fact of life that has saved countless lives, *Irish News,* 2 mars 1999.

[2] Entretien avec Brendan Bradley, *North Belfast Community Development Centre*, 28 février 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

territoriales dans leurs stratégies d'attaque : à chaque quartier cible correspond une base de repli garantissant des cachettes et, sinon l'appui, du moins le silence de la population. Les habitants considèrent que le moyen de se protéger des agressions est de limiter encore plus l'accessibilité des quartiers. Au début des années 1990, ils se mobilisent pour le renforcement et l'extension des dispositifs de séparation. Ces revendications sont dirigées vers la police qui se montre réticente mais prend les demandes en compte en cas d'assassinat.

3-21. La structure territoriale de la violence interconfessionnelle

Les murs construits au début des années 1970 tentent de préserver les espaces résidentiels de la violence. Allen Feldman[1], anthropologue américain, analyse cette organisation territoriale comme une tentative de circonscrire les émeutes à l'espace frontière entre les quartiers confessionnels, qui transforme les espaces résidentiels en « sanctuaires » de la communauté, plus ou moins libérés de la violence. Cependant, ce schéma est dévoyé par les stratégies des milices paramilitaires qui utilisent les quartiers comme base arrière de leurs opérations. Dans les années 1970, l'IRA orchestrait des campagnes d'attentats à la bombe afin de déstabiliser les institutions. Les bâtiments administratifs et commerciaux du centre-ville de Belfast étaient les cibles principales. Vers la fin des années 1970, sa tactique vise surtout à désorganiser la vie économique nord-irlandaise. Elle choisit alors des cibles plus sélectives, les infrastructures de communication. Ainsi, après les attentats contre les hôtels et les grands magasins pendant la période de Noël 1977, l'IRA débute en mai 1978 une campagne de destruction des moyens de transports - notamment les bus et les voies ferrées - et les bureaux de postes et télécommunications. Les cibles sont situées dans le centre de Belfast, mais aussi dans l'*inner city*. Le *Guardian*[2] décrit l'attaque du centre postal de Ballysillan en juin 1978 en montrant les implications territoriales des opérations. Le dépôt est situé dans le quartier protestant, proche du quartier catholique d'Alliance/Ardoyne. La carte publiée par le *Guardian* montre les limites des quartiers, séparés par la *peaceline* d'Alliance Avenue, qu'elle ne mentionne pas pourtant. Deux maisons, situées juste derrière la limite, sont indiquées comme les maisons des terroristes. Au cours des opérations, trois paramilitaires sont abattus par l'armée, ainsi qu'un civil pris dans les tirs. Le quatrième parvient à s'enfuir vers le quartier catholique de Cliftonville Road. A l'évidence, le quartier catholique a servi de base arrière à l'IRA pour lancer son attaque et les limites territoriales ont eu une incidence sur la conduite des opérations (Figure 35). La structure territoriale des quartiers ouvriers joue un rôle équivalent pour les attentats des paramilitaires contre les civils de la communauté opposée. Des hommes masqués tirent sur des victimes prises au hasard ou lancent

[1] Allen Feldman, *Formations of violence,* The University of Chicago Press, 1991, p. 35-39.

[2] How the bombers alerted the army to their next move, *The Guardian,* 22 juin 1978.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

des explosifs légers - grenades artisanales ou cocktails Molotov - sur les habitations. Les agressions sont réalisées à proximité des limites, donc près des *peacelines*. Ce type d'agression est perpétré par les milices républicaines autant que par les loyalistes, qui organisent des campagnes de terreur contre les populations catholiques[1].

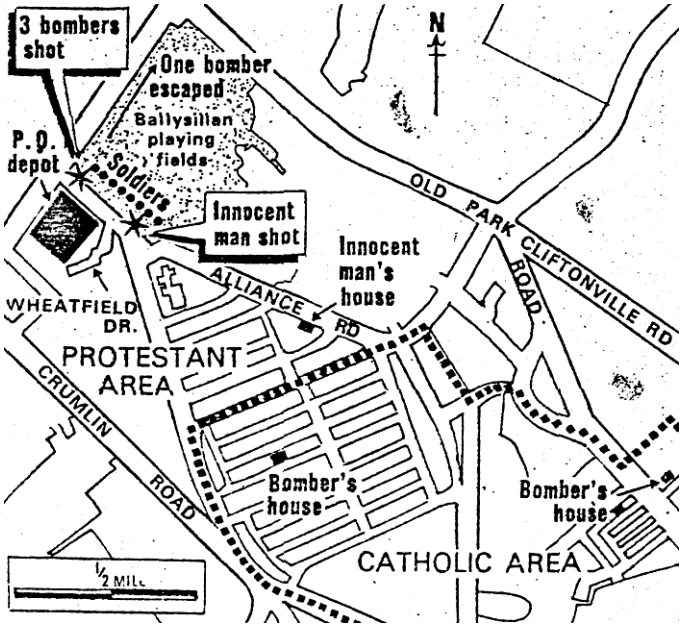


Figure 35 : Attaque de l'IRA sur le dépôt postal de Ballysillan à Belfast (Source : *The Guardian,* 22 juin 1978)

3-22. La systématisation de la demande de sécurité

Les barrières en place sont inefficaces pour protéger totalement les habitants. Face aux agressions ou aux tentatives d'assassinats confessionnels, les victimes considèrent les barrières comme un moyen de protection et demandent leur consolidation et leur extension. Dans la presse, les habitants en appellent souvent au NIHE, l'organisme de logement social de la province, bailleur de la plupart des victimes. Le gestionnaire du logement social est perçu a priori comme l'autorité responsable de la mise en place des dispositifs. Dans les années 1980, celui-ci a joué le rôle de constructeur pour le NIO, notamment dans des projets d'embellissement des *peacelines*. Mais comme cela a été déjà souligné, la décision est du ressort de la police et du NIO. Lorsque la demande de sécurité est formalisée par une association, elle est dirigée vers la police. Après 2000, les demandes seront dirigées vers le Ministre de sécurité identifié comme décideur principal. Cela reflète la politisation de la gestion de la province avec la mise en place du gouvernement et la

[1] Casualties as a result of paramilitary-style attacks, 1973-2004, [réf. du 10 novembre 2005], *Police Service for Northern Ireland*, disponible sur : http://www.psni.police.uk/ps_attacks_cy-52.doc.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

position prépondérante donnée au Secrétaire d'Etat par les textes de loi ; celui-ci étant représenté par son Ministre de la Sécurité.

Les plaintes sont exprimées par les journaux locaux qui rapportent les incidents et tendent à refléter les opinions confessionnelles. Ainsi l'*Irish News*, quotidien nationaliste, relate une attaque dans Blackwater Way, derrière la *peaceline* protégeant le quartier catholique de Roden Street en août 1990[1]. Trois cocktails Molotov ont été lancés en pleine nuit sur une maison, obligeant les occupants à fuir leur habitation, tandis que des voisins maîtrisaient l'incendie. La victime, locataire du NIHE et mère séparée vivant avec ses deux enfants âgés d'une vingtaine d'année, réclame à son bailleur l'extension de la *peaceline*. Le NIHE répond que la police évaluera la situation et fera les recommandations qu'elle juge nécessaire pour la sécurité du quartier[2]. La *News Letter*, dans un article du même jour, ne relaie pas la demande d'extension de la *peaceline* bien qu'elle décrive comment les paramilitaires ont profité de la faiblesse de la structure en place pour opérer : le gang est arrivé par la *West Link* et a coupé un grillage pour envoyer les cocktails Molotov[3]. Les demandes de *peaceline* sont réitérées deux ans plus tard, lors d'une nouvelle agression plus violente, dans le même quartier, relatée par l'*Irish News*. En août 1992, deux pavillons de Distillery Walk sont attaqués à la grenade et au pistolet, sans faire de victimes. L'*Ulster Freedom Fighters* (UFF) revendique la tentative d'assassinat de deux activistes républicains. Les agresseurs se sont enfuis à pied vers l'autoroute, en empruntant une brèche dans la *peaceline*. L'*Irish News* rapporte que la demande de sécurité est relayée par un conseiller municipal du *Sinn Fein*, Fra Mc Cann, qui appelle à une réunion avec les autorités pour discuter du remplacement des grilles et de l'extension du mur de sécurité le long de Distillery Street. Son argument est que les loyalistes n'ont eu aucune difficulté à s'infiltrer à travers les grilles pour commettre ces agressions[4]. Il faut noter que seul le quotidien à tendance nationaliste, l'*Irish News*, relaie les demandes de sécurité émanant de la communauté catholique. La *Newsletter*, pro-unioniste, les ignore.

L'*Irish News* rapporte aussi la mobilisation des habitants de Bombay Street, où la première *peaceline* avait été érigée en 1969. En octobre 1993, après une série d'agressions, ils lancent une campagne en faveur de la construction d'un mur parallèle à celui existant, de manière à créer un *no man's land* pour éviter les jets de pierres, bouteilles et cocktails Molotov. Un résident âgé de 24 ans, ayant habité Bombay Street toute sa vie explique à l'*Irish News* : « Le mur fait 8 m de haut et cela ne

[1] L'embellissement de la *peaceline* de Roden Street dans les années 1980 est traitée dans la section 5-221.

[2] Petrol bomb victim stuck, *Irish News,* 25 août 1990.

[3] Attacked family to flee home, *News Letter*, 25 août 1990.

[4] Peace wall demand after loyalist attacks, *Irish News,* 1er août 1992.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

suffit pas à nous protéger. Je ne pense pas qu'ils pourront le surélever encore. La seule solution est un autre mur »[1]. Un an plus tard, les appels sont réitérés après d'autres attaques au cocktail Molotov et à la bombe de peinture[2]. L'*Irish News* interroge Rita Canavan, âgée de 67 ans, déjà présente lors des événements de 1969. La seule solution envisageable d'après elle est de reculer le mur de sécurité et le construire plus haut. Elle pointe sur l'espace libre « de l'autre côté » alors que le « mur de paix » a été construit « trop près de nous »[3] (Figure 36).



Figure 36 : *Peaceline* de Cupar Way, vue de Bombay Street (Source : Martin Melaugh, CAIN, 7 mai 2000, http://cain.ulst.ac.uk/images/photos/Belfast/peaceline/bombay1r.jpg)

La demande de sécurité provient surtout des communautés catholiques qui subissent la recrudescence de la violence paramilitaire loyaliste. Mais elle émane aussi des protestants. Le *Belfast Telegraph* exprime les revendications des habitants de Walnut Street, après le bris de vitres d'une habitation par un parpaing en octobre 1997. La police déclare qu'elle ne dispose pas d'éléments pour qualifier cet incident de sectaire. Mais le vandalisme est interprété en terme de conflit

[1] Peaceline residents want another barricade, *Irish News*, 19 octobre 1993.

[2] Les bombes de peinture, réalisées à l'aide de bouteilles ou carton d'emballage emplis de peinture, sont souvent utilisées pour recouvrir les fresques politiques ou lancées sur les façades pour intimider les habitants.

[3] Homes under siege as loyalists attack, *Irish News,* 3 septembre 1994.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

interconfessionnel par les représentants des habitants et la mobilisation pour un mur de sécurité se constitue avec l'aide des élus. D'après le *Belfast Telegraph*[1], le porte-parole du *Progressive Unionist Party* (PUP) affirme que les habitants souhaitent une barrière pour fermer une allée donnant dans Ormeau Road. Le problème identifié par les habitants est l'utilisation de cette allée comme passage vers le quartier nationaliste. Une habitante affirme que les jeunes gens qui fréquentent les pubs et les restaurants de Shaftesbury Square[2] l'utilisent comme raccourci vers les quartiers nationalistes des Markets ou de Lower Ormeau Road. Le PUP souligne que ce passage évite la rue principale, Donegall Pass, où la police a installé des caméras de surveillance, ce qui réduit à néant l'efficacité de ce dispositif. La solution demandée par le PUP serait de bloquer l'accès à cette allée. Il y a un conflit d'usage entre les tenants d'un espace résidentiel et les utilisateurs d'un passage piéton au retour de sorties nocturnes. La clôture demandée est destinée à préserver le mode de vie et la tranquillité des habitants. Ce n'est pas un *flashpoint*, même si le conflit oppose les riverains protestants à de jeunes catholiques. Mais le problème de tapage nocturne et de vandalisme est réinterprété en termes de territoires confessionnels.

Ces exemples montrent que la mobilisation pour les murs de sécurité est importante et surtout qu'elle est une demande systématique des victimes d'agressions. Au début des années 1990, dans un contexte de recrudescence de la violence loyaliste sur les quartiers catholiques, la demande émane surtout des catholiques. Ceux-ci ont plus tendance à réclamer des barrières, mais les protestants sont aussi attaqués et souhaitent une protection. Les demandes évoquées plus haut, après des agressions causant des dégâts matériels, sont restées sans suite. Mais la situation est différente dans les cas de violences entraînant la mort. La demande de sécurité s'institutionnalise au-delà des victimes directes, elle tombe dans le « domaine public » local et elle est relayée par les élus. La police, devant une situation préoccupante, recommande un mur. Toutefois sa position diffère s'il s'agit d'une barrière entre les quartiers ou d'une fermeture de rue, pour laquelle elle est plus réticente.

3-23. La fermeture de Lanark Way obtenue par les riverains après une série d'assassinats en 1990

Bien que les dispositions législatives d'exception lui en donnent la possibilité, la RUC est réticente à condamner l'accessibilité urbaine. A Lanark Way, malgré l'opposition des protestants,

[1] Residents of city enclave in call for security barrier, *Belfast Telegraph*, 28 octobre 1997.

[2] NB : place située près de l'université de *Queen's*.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

elle l'accepte, cédant à une campagne des riverains catholiques suite à une série de meurtres dont leur communauté est victime.

3-23.1. La campagne des riverains catholiques pour la fermeture de Lanark Way suscite l'opposition des protestants

Lanark Way est une nouvelle voie ouverte à la circulation en 1986 entre Shankill Road et Springfield Road (Figure 37). Elle offre un accès routier direct aux ouvriers protestants du Shankill à leur lieu de travail, les fonderies Mackies situées dans Springfield Road. Elle traverse des terrains industriels vides situés à proximité de la *peaceline* de Cupar Way, qui sépare le Shankill et les Falls. La volonté de désenclavement économique de ces terrains, manifestée par ce nouvel accès, est mise en cause par le regain de violence qui suit la signature de l'accord anglo-irlandais en 1985. La plupart des voies entre le Shankill et Springfield sont fermées. D'après l'*Irish News*[1], Ainsworth Avenue, rue parallèle à Lanark Way reliant Woodvale et Springfield, est fermée, parce qu'elle a été utilisée par les meurtriers de Dennis Taggart, sergent de l'*Ulster Defence Regiment* (UDR)[2], en août 1986. Northumberland Street est fermée suite aux manifestations de protestation déclenchées par deux assassinats politiques, de William Marchant, dirigeant de l'*Ulster Voluteer Force* (UVF), en avril 1987 et de George Seawright, figure radicale du loyalisme, en novembre 1987.

En représailles, les paramilitaires loyalistes lancent une campagne de terreur contre la communauté catholique. Les victimes, prises au hasard, sont tuées en plein jour devant leur proches, à leur domicile. Les cibles sont des civils, mais la convention tacite de cette guérilla est de toucher des hommes en âge de faire la guerre, autour de la trentaine, et non des femmes, des enfants ou des gens âgés. Les lieux des attentats sont proches des bases de repli des milices et Lanark Way est utilisée par les paramilitaires pour s'enfuir. Lanark Way est alors surnommée *highway to murder* (la route du meurtre) par les catholiques. La presse dénonce les motivations sectaires et la 'bigoterie' de ces assassinats. L'*Irish News* rapporte les noms des victimes et les circonstances des meurtres. Daniel O'Connor, en juin 1987 et Patrick Hamilton, en septembre de la même année, sont assassinés devant leurs maisons, sous les yeux de leurs femmes et enfants. Cela entraîna la barricade de Lanark Way par les résidents locaux, démontée par la police. Il y a ensuite 5 autres victimes : en septembre 1988, Gerard Slane, de Waterville Street ; en juillet 1989, John Devine, dans

[1] Highway to murder, *Irish News,* 10 août 1990.

[2] Régiment auxiliaire de l'armée britannique servant en Irlande du Nord pour la sécurité intérieure, créé en 1970 pour remplacer l'*Ulster Special Constabulary*. Il était contesté car son recrutement était exclusivement protestant. En1992, il a fusionné avec les *Royal Irish Rangers* pour former le *Royal Irish Regiment* (RIR). Sur ce sujet, voir Anne Mandeville, Format organisationnel et violence d'état : le cas de l'Ulster Defence Regiment en Irlande du Nord, *Culture et Conflits,* n°9-10 [en ligne], disponible sur : http://www.conflits.org/document221.html.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Fallswater Street et Jim Mc Cartney dans Lucknow Street ; en mars 1990, Eamon Mc Cann, dans Kashmir Road et enfin, en juillet 1990, John Judge, dans Valleyside Close[1].

Les catholiques organisent leur protestation dès août 1989, en réaction aux deux meurtres de juillet. Une association de riverains, la *Springfield Residents Association* se constitue comme porte-parole des habitants afin de faire pression sur la police et les élus pour la fermeture de Lanark Way. Elle argumente que les assassinats pourraient cesser si la route était fermée ; et affirme accepter un compromis, c'est-à-dire une fermeture seulement nocturne. Pour Jim Mc Dermott, porte-parole de l'association, le tracé même de Lanark Way est propice aux agressions. « Ce qui distingue Lanark Way des autres voies de desserte est qu'elle est une grande ligne droite bordée d'un *no man's land* ; il y a toujours la possibilité de s'échapper. Il y a aussi un facteur psychologique car les gens, à partir du Shankill, peuvent apercevoir l'extrémité de Lanark Way et dire 'là est l'ennemi, on y va' ! »[2].

Après le meurtre d'Eamon Mc Cann en mars 1990, lors d'une réunion avec les élus et les représentants des habitants, la police déclare que « plus de police » (*more policing*) et non « plus de murs » (*more walls*) constitue la solution au problème de Lanark Way. Il semble que la fermeture de la rue soit refusée par les instances supérieures de la police, alors que les inspecteurs du commissariat de Grosvenor Road la recommandaient[3]. Les élus catholiques contestent ce refus. Ils soupçonnent même une entente entre la police et les élus protestants, voire une stratégie délibérée de la police de ne pas vouloir attirer l'opposition des protestants. Brian Feeney, l'un des conseillers municipaux (SDLP) de la circonscription d'Oldpark[4] exprime à l'*Irish News* l'idée que les protestants auraient pu faire pression sur la RUC. Il considère également que la police pourrait craindre une réaction brutale des unionistes. Il affirme que les unionistes voient la situation comme un match de football politique qui donnerait un but aux catholiques s'ils obtenaient la fermeture de Lanark Way[5].

Le meurtre de John Judge en juillet 1990 ravive les protestations. La polémique est relayée par la presse. La police consulte alors toutes les parties intéressées. La sécurité est interprétée en fonction des intérêts de chaque communauté. Les élus nationalistes soutiennent les catholiques, souhaitant un dispositif contre les assassinats. Alex Attwood, second conseiller municipal (SDLP)

[1] Highway to murder, *Irish News,* 10 août 1990.

[2] *Ibid.*

[3] *Ibid.*

[4] Oldpark regroupe les *wards* (arrondissements) suivants : Ardoyne, Ballysillan, Cliftonville, Legoniel, New Lodge, Water Works.

[5] Highway to murder, *Irish News,* 10 août 1990.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

de la circonscription d'Oldpark, déclare vouloir la fermeture de Lanark Way, « qui a encore été utilisée par les meurtriers loyalistes ». Il rappelle les assassinats précédents, celui d'Eamon Mc Cann au début de l'année et les 4 autres l'an passé. Selon lui, le refus de la police de fermer la rue facilite les tueries[1]. Les élus loyalistes s'opposent quant à eux à la fermeture de la rue, car ils doutent de son effet dissuasif. Le maire unioniste (UUP) de Belfast, Fred Cobain[2], condamne les meurtres, mais affirme que les terroristes utiliseront un autre accès, par West Circular Road, pour arriver à leurs fins. Il déclare qu'il faut maintenir les apparences de la normalité. Les élus unionistes soutiennent aussi que la fermeture de la rue empêchera l'accès des services d'urgences, tels que les ambulances et les pompiers basés respectivement dans Springfield et Crumlin Road. Le porte-parole de l'*Eastern Health Board* affirme que Lanark Way est traversée en cas d'accidents graves, pour lesquels les services de réserve des ambulances situés à Broadway sont sollicités. Utiliser West Circular Road ou le *West Link* rajouterait 3 à 5 minutes pour intervenir. Un porte-parole des pompiers estime que le temps d'intervention serait rallongé de 2 minutes le jour et 4 minutes la nuit si Lanark Way était fermée. Les unionistes arguent en outre que cela pourrait dissuader les investisseurs potentiels pour le projet de Springvale, projet d'une zone industrielle, commerciale et de loisirs, située dans Springfield Road à proximité de Lanark Way[3].

3-23.2. L'arbitrage ultime de la police et du NIO

La procédure normale de fermeture des rues par le NIO se fait sur recommandation des instances supérieures de la RUC. Celles-ci maintiennent leur opposition exprimée en mars. Mais la décision finale est entre les mains du Secrétaire d'Etat, Peter Brooke. Le 10 août 1990, un porte-parole du NIO déclare à l'*Irish News* qu'il est « techniquement possible » d'aller à l'encontre de l'avis de la police. Sean Mc Knight, conseiller municipal du *Sinn Fein*, élu des Lower Falls, empresse le Ministre de la Sécurité John Cope d'approuver la fermeture et soutient que « le ministre peut décider ce qu'il veut »[4]. Finalement, les autorités tranchent en faveur du mur. L'*Irish News* du 13 août 1990 mentionne la décision de fermer la rue la nuit, prise le 11 août par le *Chief Constable* Hugh Annesley, le chef de la police nord-irlandaise[5]. C'est un compromis, car la fermeture sera modulable. Il est difficile d'établir les motivations de la police ou même de définir ce qui a

[1] Death run must be blocked, *News Letter*, 2 août 1990.

[2] Le maire est élu chaque année parmi les conseillers municipaux pour un mandat d'un an non renouvelable.

[3] Ce projet est analysé dans la section 6-22.

[4] Buck stops with Brooke, *Irish News,* 10 août 1990.

[5] Lanark families still under siege, *Irish News*, 13 août 1990.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

contribué à ce revirement. Il est vraisemblable que la hiérarchie ait écouté les avis de la police locale et que le NIO ait été sensible aux pressions de la population et des élus.

Toutefois les habitants catholiques ne sont qu'à moitié rassurés et la mobilisation autour du portail continue. Un porte-parole des riverains confie ses inquiétudes à l'*Irish News* quant au délai de 3 semaines annoncé par la police pour organiser la fermeture. Il demande une protection renforcée du quartier dans l'intervalle. Le conseiller municipal Alex Attwood déclare qu'après avoir parlé aux habitants, il est concerné par leurs craintes d'attaques paramilitaires en représailles et il souhaite que la décision de fermeture soit appliquée immédiatement. Il déclare en outre qu'il a suggéré que la barrière comprenne un portail haut. Une barrière pivotante serait inutile parce qu'elle ne stopperait pas les attaques à moto et par conséquent n'empêcherait pas les attaques[1].

3-23.3. Le fonctionnement de Lanark Way

Un haut portail est construit en septembre 1990. Il est télécommandé à partir du commissariat de Grosvenor Road et équipé de caméras de surveillance (Figure 38 et Figure 39). Il n'est fermé que la nuit. Cependant, cette mesure est impuissante à stopper la violence, même si elle la réduit. Le *Belfast Telegraph*[2] rapporte que la police décide d'une fermeture 24 h/24 après l'assassinat, par l'*Ulster Freedom Fighters* (UFF), d'une pharmacienne dans son officine de Springfield Road, située à une centaine de mètres du carrefour de Lanark Way, en avril 1992. Le portail est rouvert partiellement après les cessez-le-feu de 1994, malgré l'opposition des catholiques relayée par le député du *Social Democratic and Labour Party* (SDLP) pour Belfast-Ouest, Joe Hendron. D'après George Hartness, officier de liaison du NIO, le portail est fermé en fonction de l'évaluation des tensions par la police, généralement la nuit, les week-ends et l'été. Le portail de Lanark Way complète le dispositif qui sépare les Falls du Shankill, à partir du centre ville jusqu'à la montagne aux marges de la ville. La *peaceline* sépare les espaces résidentiels ou industriels et toutes les rues reliant le Shankill et les Falls sont condamnées par des palissades ou des portails de sécurité. L'officier énumère les divers portails. « Près de l'autoroute, le portail de Townsend Street a été installé en 1985. Au début des années 1990, une structure métallique a été ajoutée pour empêcher les deux-roues d'emprunter le portail piéton. Un homme à moto avait utilisé ce portail pour s'enfuir après avoir abattu quelqu'un. Ce fut le dernier attentat ici. Plus à l'ouest, le portail de Percy Street n'est jamais ouvert (Figure 40). Lors d'une parade républicaine, un loyaliste a tiré, a manqué son coup mais a atteint l'école primaire dans Divis Street. Personne ne fut touché, mais cela était

[1] *Ibid.*

[2] Link road pay way for killers, *Belfast Telegraph,* 6 janvier 1995.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

suffisamment sérieux pour condamner définitivement l'accès. Dans Northumberland Street, il y a deux portails à la suite l'un de l'autre. Le premier a été installé autour de 1985, le second en 1993. Des panneaux ont été ajoutés pour empêcher de voir : des plaques de métal sont posées sur les grilles (Figure 41). Ces portails ont été souvent installés comme « portails ordinaires », et ensuite nous avons ajouté des panneaux pour bloquer la vue. Les portails sont fermés manuellement. La fermeture nocturne incombait à la police, mais elle était menacée et la responsabilité a été transférée à des civils, des vigiles de sécurité. Dans Lanark Way, le portail est fermé la nuit pendant l'hiver et 24 h/24 pendant l'été »[1]. North Howard Street est également condamnée (Figure 42). En pratique, les observations de l'enquête montrent que les portails sont fermés la plupart du temps.

La fermeture de Lanark Way reste sujette à polémique car elle est interprétée en une bataille territoriale. Les protestants redoutent leur isolement dans les quartiers de l'*inner city*, compte tenu de leur faible dynamique démographique et de leur repli dans les périphéries de Belfast. Ils soupçonnent les pouvoirs publics d'utiliser les murs comme stratégie pour figer les territoires confessionnels. En juin 2000, la branche de l'*Ulster Freedom Fighters* (UFF) pour Belfast-Ouest, l'aile militaire de l'*Ulster Defence Association* (UDA), menace de rompre le cessez-le-feu si les attaques sur les habitations protestantes de Springfield ne cessent pas. Même les élus unionistes modérés affirment que des pressions sont exercées sur les protestants, visant à les écarter définitivement de Upper Springfield. Chris Mc Gimpsey, élu municipal de l' l'*Ulster Unionist Party* (UUP) pour la circonscription de Court[2], déclare au *Guardian* : « Je pense que les républicains essaient de provoquer la violence pour obtenir la fermeture définitive de Lanark Way et de Workman Avenue. Les protestants de Springfield Road seront ainsi isolés du Shankill. Cela conduira à la fermeture de l'école primaire de Springfield et les protestants ne seront pas en mesure d'accéder aux emplois procurés par le nouveau parc industriel de Springvale. Tout cela est orchestré et je pense que les habitants protestants tombent dans un piège »[3].

[1] Entretien avec Georges Hartness, NIO, *Civil Representative*, Belfast-Ouest, 25 juin 1999.

[2] La circonscription électorale de Court comprend les arrondissements de Crumlin, Glencairn, Highfield, Shankill, Woodvale.

[3] Flashpoint in a fragile peace, *The Guardian*, 25 juin 2000 [référence du 30 mai 2005], disponible sur : http://www.guardian.co.uk/Northern_Ireland/Story/0,,336249,00.html.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

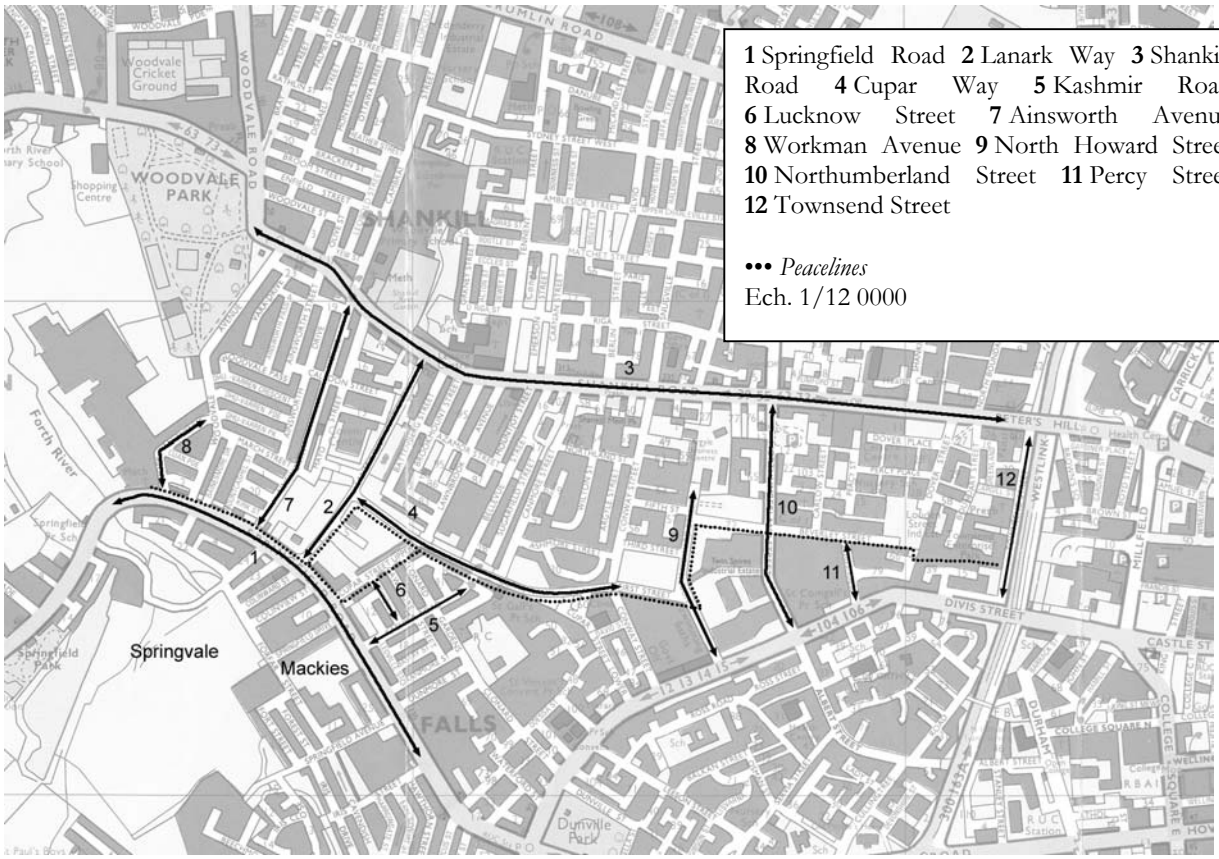


Figure 37 : Belfast-Ouest (Plan réalisé à partir de *Belfast Streetfinder map*, Bartholomew, 1997 et les observations effectuées de 1998 à 2001)



tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 38 : Portails de Lanark Way, face à Springfield Road (Source : Martin Melaugh, CAIN, 7 mai 2000, http://cain.ulst.ac.uk/images/photos/Belfast/peaceline/lanark1r.jpg)



Figure 39 : Portails de Lanark Way et caméras de surveillance (Source : Martin Melaugh, CAIN, 7 mai 2000, http://cain.ulst.ac.uk/images/photos/Belfast/peaceline/lanark3r.jpg)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 40 : Portail condamné de Percy Street ‘4 juin 2001)



Figure 41 : Installation industrielle et deux portails de Northumberland Street (4 juin 2001)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 42 : Portail de North Howard Street (22 mars 1998)

3-24. La consolidation du mur de séparation entre les quartiers de Springmartin Road et Springfield Park après un meurtre en 1994

Un processus semblable à la fermeture de Lanark Way prévaut lorsque les habitants de Springfield Park, lotissement catholique de Moyard, se mobilisent pour la consolidation du mur de sécurité les séparant de Springmartin. Ces quartiers sont situés dans Belfast-Ouest, et donnent dans Springfield Road, à environ 1,5 km de Lanark Way.

3-24.1. La mobilisation sans résultat des catholiques suite aux tentatives d'assassinats

Des tentatives d'assassinats par les paramilitaires loyalistes déclenchent la mobilisation. D'après l'*Irish News*[1], au début de l'année 1992, la *Springfield Road Residents Association* est constituée pour lancer une campagne en faveur de l'extension et de la consolidation de la *peaceline* entre Springfield Park et Springmartin Road. Cet appel est réitéré en avril 1992, après une nouvelle attaque. Selon le porte-parole de l'association de riverains, elle fait suite à deux autres tentatives de meurtres durant les mois passés, ainsi que des jets de pierre répétés. Les agressions n'ont pas fait de victimes, mais provoquent la peur des résidents. L'argument pour le mur est que les « hommes armés » et les « voyous qui jettent des pierres » s'introduisent par l'arrière des jardins ; la palissade existante est insuffisante et un mur, s'étendant le long de Springfield Road doit être construit pour

[1] Flashpoint attacks fuel new wall bid, *Irish News,* 14 avril 1992.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

les protéger. Les riverains souhaitent aussi la fermeture de West Circular Road selon les mêmes modalités que Lanark Way. L'association lance une pétition pour la *peaceline* et affirme que celle-ci a été bien accueillie dans le quartier et sera transmise au NIO et au député du SDLP pour Belfast-Ouest, Joe Hendron. Le NIO déclare qu'il n'a pas reçu de demande formelle de la part des habitants, mais qu'il est conscient du problème et qu'il écoutera leurs représentants.

En juillet 1992, une quatrième tentative de meurtre est revendiquée par l'UFF. Le *Belfast Telegraph* du 28 juillet 1992[1] rapporte que les loyalistes se sont introduits par effraction et ont tiré des coups de feu à travers la porte de la chambre de Gerard et Lorraine Mc Kenna et leurs deux enfants, barricadés dans la pièce. L'*Irish News* relaie les protestations des catholiques, qui organisent des piquets devant le commissariat de New Barnsley, situé dans Springfield Road à quelques centaines de mètres de Springfield Park. Ils sont soutenus par les élus locaux. Alex Attwood, conseiller municipal SDLP affirme que les gangsters se sont enfuis par la palissade de la *Farset City Farm*, ferme associative située entre Springfield Park et Springmartin. La conseillère municipale du *Sinn Fein*, élue des Lower Falls, Liz Fitzsimons, souligne qu' « il est regrettable que les murs soient parfois nécessaires pour séparer les communautés, mais dans cette situation particulière cela est une priorité »[2].

Une semaine après l'attentat, sur recommandation de la police, l'agent de liaison du NIO propose aux riverains d'ériger une palissade provisoire. Mais le président de la *Springfield Park Residents Association*, Jimmy Torney, dénonce ces propositions à l'*Irish News*[3] comme insuffisantes contre les tentatives d'assassinats et guidées par des préoccupations financières. Selon lui, une palissade peut être percée et les habitants réclament une structure plus solide. Il souligne aussi que les riverains sont déjà arrivés à un compromis pour la localisation du mur. En effet, ils souhaitaient que le mur soit construit sur le site de la palissade existante au bord du lotissement protestant de Springmartin. Mais devant l'opposition des habitants de ce quartier, les catholiques ont accepté que le mur soit érigé plus près de Springfield Park, à une distance de 10 mètres seulement. Le porte-parole de l'association de Springmartin, le *Blackmountain Action Group*, a confirmé que les riverains du quartier loyaliste n'auraient pas d'objection si la barrière est installée juste derrière Springfield Park. Toutefois, aucune décision n'est prise suite à cette mobilisation.

[1] Loyalist gunmen attack family, *Belfast Telegraph,* 28 juillet 1992.

[2] Loyalist murder bid causes family to flee, *Irish News,* 29 juillet 1992.

[3] Residents hits our at NIO over delay in peace wall, *Irish News,* 6 août 1992.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

3-24.2. L'obtention de la décision

Une nouvelle campagne pour la construction du mur a été menée deux ans plus tard, après le meurtre de Paul Thompson revendiqué par l'UFF. Celui-ci arrivait à son domicile de Springfield Park en taxi, le soir du 27 avril 1994, lorsque les paramilitaires, s'étant introduits à travers la palissade en mauvais état, ont tiré sur le véhicule[1]. La police, durant les deux années antérieures, malgré les 10 attaques par balles blessant gravement 5 civils, avait toujours refusé les demande d'extension du mur. La gravité de la situation a modifié son attitude. Le 11 mai 1994, au cours d'une réunion avec le SDLP[2], la RUC a donné son accord pour la construction d'un mur de 6 m de haut. Cela a provoqué une contre-mobilisation des élus protestants, relayée par le *Belfast Telegraph* et le *Sunday Life*. Le conseiller municipal UUP pour la circonscription de Court, Fred Cobain, insistait pour qu'aucune décision finale ne soit prise sans consultation des riverains. Il a conduit la délégation de Springmartin pour rencontrer le directeur de la police nord-irlandaise, le *Chief Constable* Ronnie Flanagan[3]. Cobain affirme que les gens sont prêts à former une chaîne humaine pour empêcher les travaux. Il conteste aussi la représentativité du député catholique de Belfast-Ouest : « quand le Dr Hendron a été élu député pour Belfast-Ouest, il a promis de représenter les protestants aussi bien que les catholiques de sa circonscription. Or, il ne considère pas les opinions des gens de Springmartin sur cette affaire »[4]. L'ironie du sort est que 20 ans auparavant, les protestants de Springmartin avaient fait campagne pour la palissade, afin de les protéger des tirs de l'IRA, ayant provoqué la mort d'une personne en mai 1972. Le conseiller municipal du DUP, Fred Proctor avait joué un rôle de lobby auprès des autorités. Il exigeait que la barrière soit construite immédiatement. Le 17 mai 1972, il déclarait au *Belfast Telegraph* : « Nous voulons que cette barrière ait au moins 3 m de haut. La structure peut être en bois mais doit être renforcée par des plaques de métal. Nous devons assurer la sécurité de ces gens ». Il insistait aussi pour que la barrière soit considérée comme une structure provisoire et qu'un mur en brique double soit construit le plus tôt possible[5].

Malgré l'opposition des protestants, la recommandation de la police est confirmée le 15 juin 1994 par le Ministre de la Sécurité John Wheeler et le début des travaux est prévu pour le mois d'août. Un nouveau commissariat sera aussi installé sur le site. Les nationalistes saluent cette

[1] New row over peace line plan, *Sunday Life,* 15 mai 1994.

[2] Le SF refuse de rencontrer la police.

[3] Peace lines to be studied in homes review, *Belfast Telegraph,* 19 mai 1994.

[4] New row over peace line plan, *art. cit.*

[5] Bullet-proof fence round Springmartin needed plea, *Belfast Telegraph*, 17 mai 1972.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

décision dans l'*Irish News* mais déplorent l'installation du nouveau commissariat. Pour Joe Hendron, un tel mur aurait dû être construit depuis longtemps et aurait pu éviter la mort de Paul Thompson. Attwood se réjouit du « triomphe du bon sens », mais regrette la construction de la station de police. Brenda Murphy, nouvelle porte-parole de la *Springfield Road Residents Association* accuse la police d'avoir retardé la construction du mur en raison de la planification du commissariat. Elle ajoute que les agressions ont été facilitées par l'accessibilité de Springfield Park, mais que les riverains ne sont pas naïfs au point de croire qu'un mur aurait empêché toutes les attaques[1]. En revanche, les protestants regrettent la construction du dispositif de sécurité. La trésorière du *Blackmountain Action Group*, May Blood, déclare au *Sunday Life* : « Nous aurions préféré n'avoir pas de mur du tout, mais ils [les catholiques] ne se sentaient pas en sécurité. Nous avions l'espoir que l'argent qui a servi à construire un mur puisse financer un centre polyvalent pour les jeunes des deux communautés[2] ».

Les travaux commencent le 1er septembre 1994 et sont achevés en mars 1995. Le mur mesure 7 m de haut et plus d'1 km de long. Il sépare les lotissements de Springfield Park et de Springmartin. Il s'étend le long de Springmartin Road, de Springfield Road au sud jusqu'à Ballygomartin Road au nord (Figure 43 et Figure 44). Un million de briques a été nécessaire, ce qui lui vaut le surnom de « *million brick wall*[3] ». Le mur est décoré par des inserts en béton et surmonté par des tôles d'environ 1 m de haut (Figure 45). Par comparaison à la description de la *peaceline* en 1991 par *Environmental Design Consultants* (EDC) dans son rapport *Belfast Peacelines Study*[4], il apparaît que le mur de 1994 est construit au même endroit que le précédent. Il complète le dispositif antérieur de fermeture de rue. Deux portails, distants d'une trentaine de mètres l'un de l'autre, bloquent l'accès de Springmartin Road à Springfield Road. Ces hautes grilles métalliques peintes en noir ont été construites aux alentours de 1987 et sont closes 24 h/24 jusqu'en 1995 (Figure 46).

Le nouveau poste de police de New Barnsley est construit dans le prolongement de la *peaceline*, pour remplacer l'ancien bâtiment situé quelques centaines de mètres plus loin dans Springfield Road. Localiser le commissariat sur le *flashpoint* semble relever d'une stratégie contre-insurrectionnelle de la RUC. Le Sergent Baker, interviewé en mars 2000, explique qu'à son avis les raisons sont purement foncières. L'ancien commissariat devait être rénové et la parcelle sur laquelle il était situé était trop petite. A côté de la *Farset City Farm*, entre Springfield Park et Springmartin se

[1] Peace line stained with blood, *Irish News,* 16 juin 1994.

[2] Living in the shadow of peace, *Sunday Life*, 26 mars 1995.

[3] *A million bricks*, documentaire de Frank Martin et Semus Kelters, 1999 (Grande-Bretagne), 60 min.

[4] Environmental Design Consultants, *Belfast Peacelines Study,* Belfast, 1991.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

trouvait une ancienne école spécialisée désaffectée, la *Glenravel Special School*. Le terrain, à vendre, a été racheté par la RUC. Le sergent m'a proposé en riant de dire que « c'était fait exprès, si ça fait mieux »[1]. Il m'a suggéré aussi de contacter la *Building Unit* (unité de construction) de la RUC, mais celle-ci a refusé de me recevoir. Toutefois, comme le révèle la boutade du sergent, s'il est impossible d'affirmer que le site du nouveau commissariat a été choisi dans le but de maintenir l'ordre public, il est évident que ces considérations ont été examinées par la police. Des questions financières ont sans doute joué, puisque la *peaceline* constitue une partie du mur d'enceinte du commissariat. On peut supposer que la double utilisation de la structure défensive réalise une économie d'échelle. Cependant, je n'ai pu déterminer précisément le budget spécifique du poste de police. D'après les chiffres communiqués par le NIO au *Sunday Life*, le mur a coûté environ 750 000 livres[2]. Cette somme est importante comparée aux autres *peacelines*, mais la longueur du dispositif et la qualité des matériaux utilisés peuvent l'expliquer.



Figure 43 : *Peaceline* vue de la hauteur de Ballygomartin Road (mars 1999)

[1] Entretien avec Sergent Baker, RUC New Barnsley, 8 mars 2000.

[2] Living in the shadow of peace, *Sunday Life*, 26 mars 1995.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

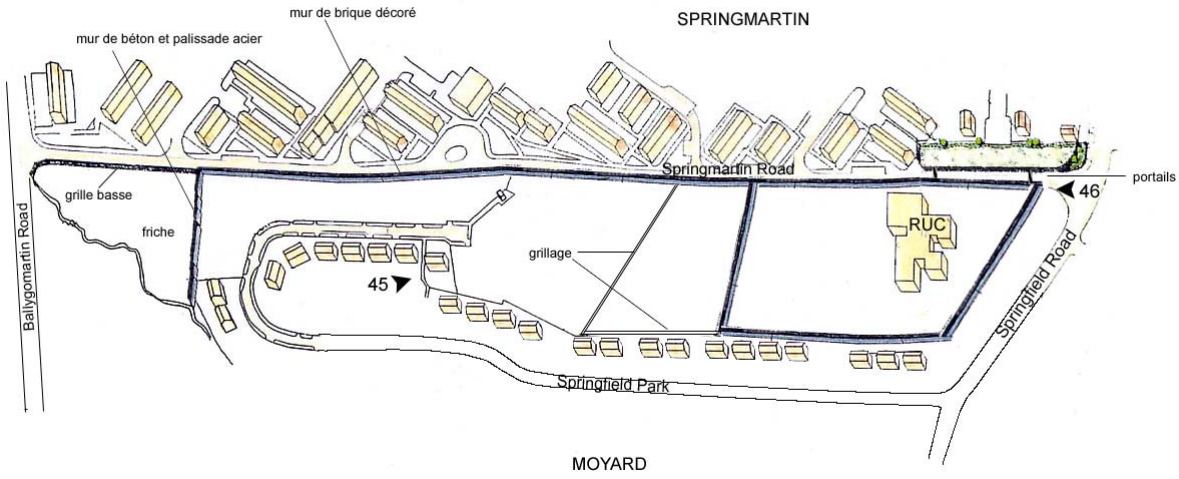


Figure 44 : *Peaceline*, Springmartin Road[1] (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 60 et les observations effectuées en 1999 et 2000)



Figure 45 : *Peaceline* vue de Springfield Park, derrière le commissariat (3 mars 2000)

[1] Sur ce schéma, les numéros renvoient aux photographies et la flèche indique l'endroit de la prise de vue.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 46 : Springmartin Road, *peaceline* et portail de sécurité (3 mars 2000)

3-24.3. La campagne des protestants pour l'ouverture des grilles à l'achèvement des travaux de la *peaceline*

Ironie cruelle, les travaux de construction du mur commencent au lendemain du cessez-le feu de l'IRA, le 1er septembre 1994. A l'achèvement des travaux en mars 1995, les protestants de Springmartin militent pour une réduction des mesures de sécurité en raison du nouveau contexte politique. La mobilisation des habitants est appuyée par les élus locaux. L'*Ulster Democratic Party* (UDP) forme à la fin de 1994 une nouvelle branche du parti pour Highfield et Springmartin. Son président, Frank Mc Coubrey, affirme que les riverains acceptent le mur comme solution à court terme mais veulent des garanties que les barrières tomberont. Mc Coubrey affirme que les gens veulent un retour à la normalité. Ils se sentent enfermés. Il demande l'ouverture des portails de Springmartin Road pour laisser passer les services d'urgence. Dénonçant leur raison d'être, à savoir de protéger les nationalistes, il estime que leur fermeture 24 h/24 n'est plus nécessaire avec le processus de paix[1]. Les protestants organisent des piquets devant le portail. Le commissaire divisionnaire de la RUC annonce finalement une baisse des mesures de sécurité pour le quartier.

[1] Pull down peace line plea, *Irish News,* 24 mars 1995.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Les portails de Springmartin Road seront ouverts comme ceux de Lanark Way dans la journée, mais fermés au moindre incident[1].

Comme pour Lanark Way, l'événement qui emporte la décision de construire un dispositif de sécurité le long de Springmartin Road est un meurtre. Toutefois la gravité de la situation est évaluée différemment selon la nature du dispositif. En effet, le portail de Lanark Way a été construit suite à une série d'assassinats alors que le mur de Springmartin et Springfield a été édifié après le premier meurtre. La police tient à préserver l'accessibilité. Elle est plus réticente à fermer les routes qu'à mettre des murs entre les quartiers. De plus, le NIO commence à s'affirmer face à la police, tendance qui s'accentue après 1994.

3-3. Après le cessez-le-feu de 1994, la construction de nouvelles *peacelines* face aux émeutes intercommunautaires et à la demande non consensuelle de la population

Les cessez-le-feu de l'IRA et du *Combined Loyalist Military Command* en 1994 n'entraînent pas la cessation complète de la violence. En 1995, le NIO reconnaît l'utilité des *peacelines* malgré le souhait de rapprocher les communautés. Un porte-parole déclare au *Belfast Telegraph* : « Les *peacelines* préviennent non seulement les agressions paramilitaires, mais empêchent les désordres confessionnels et les troubles à l'ordre public[2] ». Dans un contexte de recrudescence des émeutes incontrôlées, la barrière reste un élément central de la stratégie policière.

3-31. Les nouvelles formes de désordre

Les cessez-le-feu de 1994 ont marqué un changement radical. La nature de la violence paramilitaire se transforme parallèlement à sa baisse d'intensité. De nouvelles formes de conflit intercommunautaire émergent, entraînant des désordres de grande ampleur. Il n'est pas possible de les quantifier car les statistiques de la police ne distinguent pas les *security related incidents* (nombres de tirs, explosions, morts et blessés) selon leurs circonstances (attentat, émeute, agression paramilitaire, attaque des installations des forces de l'ordre). De plus, toutes les statistiques de la police sont répertoriées à l'échelle de l'arrondissement urbain (*ward*) ce qui ne permet pas une analyse géographique fine. Les nouveaux désordres intercommunautaires sont des émeutes, décrites par la presse et les rapports des ONG et des associations locales. Les défilés orangistes sont souvent à l'origine de ces désordres, mais les incivilités et la violence des jeunes attisent de plus en plus les

[1] People power move to open security gates, *News Letter,* 24 mars 1995.

[2] Peace on the peacelines ? *Belfast Telegraph,* 6 janvier 1995.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tensions intercommunautaires. Ils se déroulent sur ce que la police catégorise comme *flashpoint*, selon la définition donnée au chapitre 2. Mais une nouvelle catégorie apparaît pour définir les limites entre les quartiers. Il s'agit de l'interface. Elle désigne la limite entre un quartier protestant et un quartier catholique[1]. Dans cette acception la limite n'est pas forcément conflictuelle, mais prédisposée au conflit. Cette notion est beaucoup utilisée par les associations et les chercheurs, mais quasiment pas par la police.

3-31.1. La violence paramilitaire résiduelle

L'activité paramilitaire est considérablement réduite après 1994, malgré la rupture de la trêve de l'IRA entre février 1996 et juillet 1997 et l'apparition de groupes dissidents qui continuent le combat, lesquels sont issus de la scission des milices ayant signé la trêve : les *Red Hand Defenders*, les *Orange Volunteers,* la *Real* IRA et la *Continuity* IRA. En 1998, l'IRA provisoire, l'UDA (*Ulster Defence Association*), l'UFF (*Ulster Freedom Fighters*), l'UVF (*Ulster Volunteer Force*) respectent le cessez-le-feu. La LVF (*Loyalist Volunteer Force*) a officiellement déposé les armes mais est impliquée dans de nombreux incidents.

L'échelle des activités paramilitaires peut être mesurée par les statistiques de la police[2]. Les *security-related incidents* comptabilisent les morts, tirs, explosions et incendies. Les morts et blessés résultant de la *security situation* sont également comptabilisés. Ces chiffres sont au plus bas en 1995, juste après le cessez-le-feu. Toutefois, si l'activité des paramilitaires est réduite dans ses formes les plus extrêmes de menaces à l'ordre public et d'assassinats, il y a une recrudescence des passages à tabac (*punishment beatings*) et des tirs punitifs (*punishment shootings*). Les statistiques recensent ces deux types « d'agressions de style paramilitaire ». Elles montrent une quasi-absence de victimes de tirs punitifs en 1995 (seulement 3), leur recrudescence à partir de 1996 et un pic en 2001 (186 victimes). En 1995 et 1996, il y a respectivement 217 et 302 victimes de passage à tabac, et le chiffre se situe autour de 150 les années suivantes. Dans le souci de maintenir les apparences du cessez-le-feu, il y a un usage moins répandu des armes à feu au profit d'armes artisanales, telles que les battes de base-ball garnies de clous, dont les blessures sont parfois plus graves. Les nouveaux groupes dissidents et les anciennes milices ne pratiquent pas des formes de violence identiques. L'activité 'traditionnelle' des attentats et d'atteintes à l'ordre public est conduite par les groupes dissidents et vise les membres de l'autre communauté ou les forces de l'ordre. Les représailles internes sont conduites

[1] *Belfast Interface Project* [dépliant de présentation], 1998.

[2] Security Statistics, *Police Service for Northern Ireland* [référence du 30 mai 2005], disponible sur : http://www.psni.police.uk/index/statistics_branch/pg_security_stats.htm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

surtout par les milices respectant formellement le cessez-le-feu. Toutes les milices suivent une dérive maffieuse : les activités criminelles servant à les financer, tels que le racket des entreprises et des commerces ou le braquage de banques sont en recrudescence. Le cambriolage spectaculaire de 20 millions de livres à la *Northern Bank* par un commando en décembre 2004 est attribué à l'IRA, érodant la crédibilité du Sinn Fein dans le processus de paix[1].

3-31.2. Les émeutes liées aux défilés orangistes

La violence aux interfaces est liée à des facteurs multiples. L'interface est un lieu où les enjeux micro-locaux sont interprétés en fonction d'enjeux politiques et territoriaux nationaux. Les quartiers ouvriers de l'*inner city* de Belfast sont très fragmentés. L'hostilité est maintenue par les désordres et la violence. A cause du différentiel démographique et du départ des protestants vers la banlieue de Belfast, les changements territoriaux dans la ville sont interprétés comme unidirectionnels, les quartiers protestants étant gagnés par les catholiques. Les catholiques sont perçus comme gagnant du terrain, au sens propre et au sens politique, tandis que les protestants en perdent. Les communautés ouvrières protestantes de l'*inner city* ont l'impression d'être économiquement et socialement fragilisées, abandonnées par l'Etat et menacées par la croissance des catholiques, alors que ceux-ci restent globalement plus défavorisés. Nelson Mc Causland, élu unioniste indépendant au conseil municipal de Belfast, dénonce à l'*Irish News* le « triomphalisme » des catholiques. Il milite pour un rééquilibrage des ressources et la revitalisation des quartiers populaires protestants de Belfast-Nord[2]. Les catholiques perçoivent au contraire que leur expansion est limitée par les territoires confessionnels. Mick Conlon, conseiller municipal du SF, pointe le manque de terrains à bâtir dans Belfast, surtout dans les quartiers nationalistes[3]. Dans une lettre à *l'Irish News*[4], un habitant explique que les catholiques sont contraints dans leurs mouvements résidentiels car le départ vers la banlieue, perçue comme protestante, leur est interdit. Les catholiques se sont installés dans des zones auparavant mixtes ou protestantes de Belfast-Nord et Belfast-Ouest. Les protestants ont la volonté de garder le contrôle de leurs territoires alors que ceux-ci perdent des habitants. Il alors important de défendre les frontières des quartiers pour s'assurer que l'espace ne passera pas aux mains de l'autre communauté. Cette question est encore plus aiguë après 1994, car le processus de paix doit entraîner le partage institutionnel du pouvoir avec les catholiques. Cela renforce les craintes des communautés protestantes ouvrières en déclin qui se sentent déjà aliénées

[1] Un braquage à Belfast, une menace pour la paix, *La croix,* 27 janvier 2005.

[2] Unionists' fears over nationalist expansion, *Irish News,* 2 mars 1999.

[3] A cruel fact of life that has saved countless lives, *Irish News,* 2 mars 1999.

[4] Catholics pay dearly for peace lines, *Irish News*, 5 mars 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

et déconsidérées par l'Etat. Le processus de paix coïncide avec l'émergence de graves crises liées aux défilés orangistes. Face à leur affaiblissement social et politique relatif, les défilés sont un moyen de réaffirmer symboliquement la domination territoriale des protestants et leur cohésion culturelle, en célébrant leur culture et leur tradition. Les défilés sont fortement contestés par les catholiques, qui y voient provocation et sectarisme, ainsi que la démonstration de leur relégation comme citoyens de seconde catégorie. Toutes les localités d'Irlande du Nord célèbrent la victoire de la Boyne le 12 juillet, jour de la fête nationale. A Portadown, petite bourgade protestante proche de l'agglomération de Belfast, ce défilé commémoratif a lieu dérogatoirement au début du mois de juillet, le week-end précédant les célébrations du *Twelth*. L'arrivée des loges se tient au lieu-dit de Drumcree, église méthodiste entourée de prés, pour un office religieux. Alors qu'en 1995 la police n'avait recensé que 9 situations de désordres publics après un défilé, en 1996 ceux-ci provoquent des affrontements majeurs. A Portadown, la police a décidé de modifier l'itinéraire du défilé et de refuser aux orangistes d'emprunter Garvaghy Road, en raison de l'opposition des riverains catholiques. Cette décision a provoqué une campagne de violence orchestrée par les paramilitaires dans toute l'Irlande du Nord. De violents affrontements intercommunautaires ont eu lieu. La « crise de Drumcree » s'est reproduite les années suivantes.

La violence des défilés a une incidence sur la clarification des espaces confessionnels. Une grande proportion de la mobilité résidentielle contrainte des ménages est liée aux tensions provoquées par les défilés. Les chiffres du NIHE montrent qu'entre avril 1996 et avril 1997, 394 ménages ont demandé leur transfert pour cause d'intimidation. Ce chiffre est de 374 pour 1997-98 et 318 pour 1998-99. Le maintien de l'ordre est aussi source de désordre. La police souffre de l'hostilité des communautés ouvrières. Les républicains ont une animosité de longue date envers la police et les relations entre la communauté ouvrière protestante et la police se sont dégradées depuis la signature de l'accord anglo-irlandais en 1985. De plus la police a le pouvoir d'interdire les défilés ou d'en modifier l'itinéraire. Ces fonctions sont transférées en 1997 à la *Parade Commission* nouvellement créée, la police étant chargée d'appliquer ses décisions. Pour cette raison, la police devient la cible des loyalistes en colère. Par conséquent, les émeutes liées aux défilées sont difficilement contrôlables.

3-31.3. Les émeutes récréatives

Les jeunes sont de plus en plus impliqués dans des émeutes que l'on qualifierait ailleurs de « violences urbaines » mais qui sont encore liées à la structure confessionnelle des quartiers et, à ce titre, ne sont pas totalement détachées des enjeux du conflit intercommunautaire. Cette nouvelle

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

forme de désordre est appelée « émeutes récréatives » (*recreational rioting*) par un anthropologue de Belfast, Neil Jarman[1]. Cette notion rend compte d'une violence dont l'origine n'est pas politique, mais issue de l'ennui. Elle est de moins en moins facilement contrôlée par les figures de l'autorité du quartier ou par la police ; c'est une forme de violence similaire à celle du rodéo de voiture. Elle obéit au même motif, se distraire. Pour ceux qui participent à l'échange d'injures, aux jets de pierre ou au vandalisme envers l'autre communauté, l'émeute est un moyen d'exister. Elle fait partie des « comportements anti-sociaux » (*anti-social behaviours*), qui regroupent les incivilités et la petite délinquance. Si leurs motivations ne sont pas explicitement confessionnelles, les bagarres opposent néanmoins catholiques et protestants. A ce titre, elles s'inscrivent dans le conflit national et le renforcent. Elles ont un impact sur les relations intercommunautaires. Elles jouent un rôle non négligeable dans le maintien de l'animosité ou le déclenchement des affrontements. Les émeutes récréatives ont la capacité de provoquer des affrontements intercommunautaires à grande échelle quand les tensions de l'été liées aux défilés sont élevées.

Le *Belfast Interface Project* (BIP) a mené en 1997 une enquête sur les perceptions des jeunes gens vivant dans les quartiers d'interface, portant sur un échantillon d'une centaine d'adolescents de 14 à 17 ans[2]. Ce document, intitulé *Young people on the interface*, montre que les interfaces sont des lieux paradoxaux pour les jeunes des quartiers ouvriers dans la mesure où ils sont dénués de tout équipement de loisirs recherché par les jeunes, mais sont des espaces vides qu'ils peuvent s'approprier. L'enquête met en évidence l'absence de lieux propres à cette tranche d'âge. Ils sont trop jeunes pour les pubs et les discothèques mais se sentent trop vieux pour les activités socioculturelles proposées aux enfants dans leurs quartiers. Les adolescents évoquent leur ennui et leur manque de perspectives. « Il n'y a rien à faire ici - c'est l'ennui. On traîne juste pour être avec nos potes »[3]. La rue est investie comme lieu de rassemblement où il est possible d'être ensemble, de fumer et de boire. Mais les jeunes sentent l'hostilité des habitants à leur égard. Les habitants se sentent menacés par les groupes de jeunes, sont gênés par le bruit ou suspectent des actes de délinquance. Les jeunes sont agacés par les tentatives de la police et des résidents de les déloger. Parfois aussi les paramilitaires les menacent. Les adolescents ont le sentiment que leur vie sociale est constamment interrompue par les adultes. « Notre communauté déteste quand on traîne dans la rue

[1] N. Jarman, C. O'Halloran, Recreational rioting : young people, interface areas and violence. *Child care in practice,* vol. 7, n°1, 2001.

[2] Belfast Interface Project, *Young people on the interface...*, *op. cit.*

[3] NB : les citations de jeunes sont traduites à partir des extraits d'entretiens retranscrits dans le rapport *Young people on the interface*. Cette citation est reproduite à la page 12 du rapport.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

et quand on fait du bruit. Mais où est-ce qu'on peut aller ? »[1]. Une option est de se replier sur les espaces à l'écart, tels que les terrains vagues ou les parkings et surtout les interfaces. Ces zones sont parfois matérialisées par une barrière, mais souvent il s'agit d'une limite invisible. Dans tous les cas elles sont clairement identifiées par le savoir local. Les interfaces sont aussi des lieux potentiels d'affrontement. « Il n'y a nulle part où aller alors on va dans la *Games Zone* ; c'est notre endroit pour traîner. On ne peut pas aller dans le bas de la rue parce que c'est « leur » lieu de rassemblement. Si on y allait, il y aurait beaucoup de bagarre »[2]. L'interface est un lieu attractif à cause de l'éventualité d'une émeute. « On a un endroit où on peut traîner, où on va chaque soir de beau temps et on s'assoit et on fume. Personne n'habite là et on ne se fait pas ennuyer par ceux de notre communauté, même si la police nous dit souvent de nous en aller. En plus, il peut y avoir des émeutes »[3]. La violence résulte de comportements routiniers et non pas de convictions politiques ou d'hostilité envers l'autre communauté, même si elle s'y reporte ; elle est considérée comme excitante par les jeunes, comme un substitut à l'ennui. « Si on a beaucoup bu (eux ou nous), c'est facile de commencer une bagarre parce qu'on s'ennuie ». « Pourquoi ? Parce que c'est marrant, c'est un truc à faire. On vit ici, on s'ennuie, c'est mort ici, et ils nous encerclent (« ceux d'en face »). Alors on se bat »[4].

La violence est plus aiguë durant la période de l'été : c'est la saison des défilés mais cela coïncide aussi avec les vacances scolaires, tandis que les jours rallongent et que le temps est plus clément. Le rapport de BIP montre que les adolescents sont ainsi responsables du maintien des tensions et qu'ils jouent un rôle particulier dans le déclenchement des émeutes intercommunautaires. Il en décrit le scénario typique. Cela commence par les plus jeunes qui s'insultent puis jettent des pierres. « Parfois cela commence par des moqueries et des injures - et cela amène à lancer des cailloux »[5]. Si l'un d'eux est blessé, l'escalade de violence engage des plus âgés et parfois même des adultes. « Parfois l'un d'entre nous est touché [par une pierre] et alors on arrive tous et on commence une émeute »[6]. Manus Maguire, chargé de mission dans une association de quartier de Belfast-Nord[7], confirme ce scénario à partir de son expérience. « Les gamins de notre côté commencent à jeter des cailloux par-dessus le mur. Et alors des gamins de l'autre côté, du

[1] *Ibid.*, p. 13.

[2] *Ibid.*, p. 15.

[3] *Ibid.*

[4] *Ibid.*, p. 16.

[5] *Ibid.*

[6] *Ibid.*

[7] Entretien avec Manus Maguire, *Cliftonville Joint Development Group*, 9 mars 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

même âge, continuent. Le problème est que quand quelqu'un est blessé, les gamins plus âgés arrivent, peut être 13, 14, 15, 16 ans, ensuite les adolescents plus vieux et enfin les adultes ». Les jeunes sont aussi conscients de cette escalade. « Parfois ce sont les plus jeunes que nous qui commencent, ensuite on s'y met, puis des plus âgés...Si c'est sérieux les adultes viennent aussi » ; « Surtout quand les flics arrivent, alors quelques hommes plus âgés dirigent l'émeute »[1]. Les combats de rue attirent des participants d'autres quartiers. Manus Maguire pointe l'accélération de ce processus par la généralisation du téléphone portable. « Le problème de ce quartier [Manor Street] est qu'il n'y a pas beaucoup d'équipements, les jeunes traînent au coin de la rue, en buvant du cidre, et ils appellent leurs copains disons, à New Lodge : vous êtes où ? - on est à Manor Street, y'a une grosse baston. Alors les gamins de New Lodge arrivent. Il se passe la même chose de l'autre côté, les gars de Lower Oldpark appellent leurs copains du Shankill : y'a une grosse émeutes, une centaine de Fenians[2] à dégager »[3]. L'activité de bagarre avec l'autre communauté est assez ritualisée. Les jeunes l'évoquent comme une activité sociale récurrente qui obéit à des règles non écrites. « J'aime bien les émeutes. Il y a émeute en général le vendredi et samedi, quand on a un peu bu. Ca commence verbalement, puis ils amènent du peuple, alors nous aussi. On ne se bat pas vraiment, à part jeter des pierres ou des bouteilles. C'est comme un sport, en général, personne n'est gravement blessé. Parfois l'émeute devient vraiment sérieuse, alors les plus âgés du quartier s'en mêlent » ; « Si ça devient sérieux, alors quelqu'un va chercher d'autres gars et filles pour participer, en particulier ceux qui sortent des pubs le week-end. C'est marrant de regarder les bagarres »[4].

La culture de la violence interconfessionnelle donne un cadre idéologique à ces incivilités. Les défilés sont parfois invoqués par les jeunes interrogés par BIP comme l'élément déclencheur. « Parfois ça peut commencer à cause de rassemblements au coin de la rue, parfois c'est à cause de provocations verbales lors des défilés ». De plus les jeunes lient ces affrontements à une tradition de haine entre catholiques et protestants. « Pourquoi il y a de la violence ? C'est une tradition ; on est élevé comme ça. On les hait parce qu'ils sont orangistes ; ils nous détestent parce qu'on est catholiques » ; « C'est parce qu'on a une religion différente ; notre haine vient de nos parents »[5]. Les

[1] Belfast Interface Project, *Young people on the interface...*, *op. cit.*, p. 18.

[2] Fenians : dans le vocabulaire populaire loyaliste, expression péjorative pour désigner les catholiques. A l'origine, le mot est un dérivé du gaélique 'fianna' les guerriers légendaires menés par Finn Mc Cumhaijl. Fenians est le nom de la société secrète fondée en 1858 dans le but de renverser le pouvoir britannique. Ce mouvement a été le premier des organisations insurrectionnelles. Aujourd'hui, dans l'imagerie populaire républicaine un peu romanticisée, Fenians désigne les combattants de la liberté.

[3] Entretien avec Manus Maguire, *Cliftonville Joint Development Group*, 9 mars 2000.

[4] Belfast Interface Project, *Young people on the interface...*, *op. cit.*, p. 17.

[5] *Ibid.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

bagarres entre jeunes de la même communauté sont rares et moins significatives que les émeutes intercommunautaires. Enfin, les adolescents sont parfois instrumentalisés par les paramilitaires de leur quartier, question évoquée par les travailleurs sociaux dans le rapport de BIP. L'un d'eux décrit cette situation comme une « guerre par procuration ». Il ajoute que « soit les paramilitaires approuvent, soit ils font semblant de ne rien voir quand cela les arrange, et certaines des émeutes ont été presque encouragées par la communauté »[1]. D'autres travailleurs sociaux relatent la contradiction des messages envoyés aux jeunes par les paramilitaires. « Un jour, un groupe de jeunes m'a raconté qu'il a été pourchassé par les paramilitaires de leur quartier. Ils m'ont dit : 'comment pouvait-on savoir qu'il y avait un accord pour arrêter les émeutes : la dernière fois qu'on était là, les mêmes nous disaient de nous y engager à fond !' » ; « Prenez ce qui est arrivé dans mon quartier. Quelques jeunes, qui ont eu le feu vert pour jeter des cocktails Molotov ce dimanche soir, comparaissent devant les tribunaux pour en répondre. Et d'autres subissent un couvre-feu des *Provos*[2] pour leur comportement anti-social après qu'on a 'fermé le robinet' pour les émeutes »[3]. Les conclusions de BIP soulignent que ces positions contradictoires - encourager la violence puis la condamner comme comportement anti-social - affectent aussi l'attitude des jeunes envers l'autorité. Elles confortent également le sentiment d'aliénation des jeunes et peuvent limiter le résultat des efforts pour arrêter la violence.

Les nouvelles formes de violence interconfessionnelle - liées aux défilés ou provoquées par les jeunes - sont localisées sur les interfaces. Leur déclenchement est imprévisible et montre une forte réactivité aux fluctuations du climat politique général. Elles résistent aux mesures préventives. La police tente de contrôler la montée de la violence par la négociation, mais lorsque cela échoue, des murs de sécurité sont mis en place. La police décide d'installer des dispositifs de sécurité lorsque la violence est incontrôlable et déborde les limites et les cadres temporels considérés comme acceptables. Cela correspond aux cas de construction de *peacelines* que nous allons examiner maintenant, dans leur contexte de violence interconfessionnelle localisée et relativement durable.

[1] *Ibid.*, p. 27.

[2] Expression familière, abbréviation de *Provisionals*, désignant les membres de l'IRA provisoire.

[3] Belfast Interface Project, *Young people on the interface...*, *op. cit.*, p. 26.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

3-32. Accords et désaccords communautaires sur les *peacelines* érigées sur la frontière instable entre New Lodge et Tiger's Bay

3-32.1. Une interface mouvante partiellement cloisonnée

Depuis les années 1960, les quartiers catholiques de Belfast-Nord ont tendance à s'étendre le long d'Antrim Road vers le nord, dans des espaces auparavant exclusivement protestants. Ainsi en 1970, le quartier de New Lodge est devenu entièrement catholique, tandis que Tiger's Bay restait protestant et Duncairn Gardens marquait la limite[1] (Figure 47). En effet, suite à de violents affrontements, une *peaceline* a été érigée sur toute la longueur de Duncairn Gardens en 1970. Le quartier est cloisonné au fur et à mesure, pour des raisons de sécurité. Deux rues supplémentaires, Lepper Street et Adam Street sont fermées au carrefour de Duncairn Gardens en 1990. Elles l'ont été suite à la pression des protestants, mais cela a été accepté par les deux côtés[2]. La coupure opérée par la *peaceline* de Duncairn Gardens est renforcée par les travaux de réhabilitation du quartier de Duncairn Gardens et la création d'un parc industriel au milieu des années 1990. Dans le même temps, la rénovation du parc de logement conforte le caractère protestant de Tiger's Bay, mais le départ des protestants se poursuit sur l'ensemble de la zone[3]. Deux processus contradictoires sont à l'œuvre. Alors que le cloisonnement fige les frontières territoriales, les catholiques continuent leur expansion. Immédiatement au nord de Duncairn Gardens, les catholiques grignotent l'espace protestant de Newington. La frontière se stabilise autour de Limestone Road, nouveau *flashpoint* où ont lieu des désordres récurrents impliquant les jeunes et les paramilitaires[4]. L'extension des catholiques à partir de New Lodge se poursuit aussi vers l'ouest, le long de Cliftonville Road, et vers le nord, de part et d'autre d'Antrim Road. Antrim Road traverse des quartiers chics aux allées plantées, loin du *murder mile,* mais pas totalement préservés de la violence[5]. Les catholiques en ascension sociale s'y installent. Les protestants tendent à les quitter pour d'autres lieux, notamment la ville satellite de Carrickfergus. Plus à l'est, Shore Road reste protestante. Plus au nord, Antrim Road atteint Glengormley, la banlieue immédiate de Belfast. Auparavant totalement protestante, elle est aussi touchée par l'expansion catholique. Des écoles catholiques y apparaissent. Les tensions y sont fortes, en raison du meurtre d'un adolescent et de l'incendie de l'église catholique St Bernard par les loyalistes en 2001.

[1] Green and orange patchwork of fear, *Irish News,* 28 janvier 1993.

[2] Highway to murder, *Irish News,* 10 août 1990.

[3] Voir infra, section 5-32.1 sur la réhabilitation de Duncairn Gardens.

[4] Entretien avec l'Inspecteur Davy Spence, RUC North Queen Street, 26 juin 1999.

[5] L'avocat catholique Pat Finucane a été assassiné à son domicile par des loyalistes en 1988.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

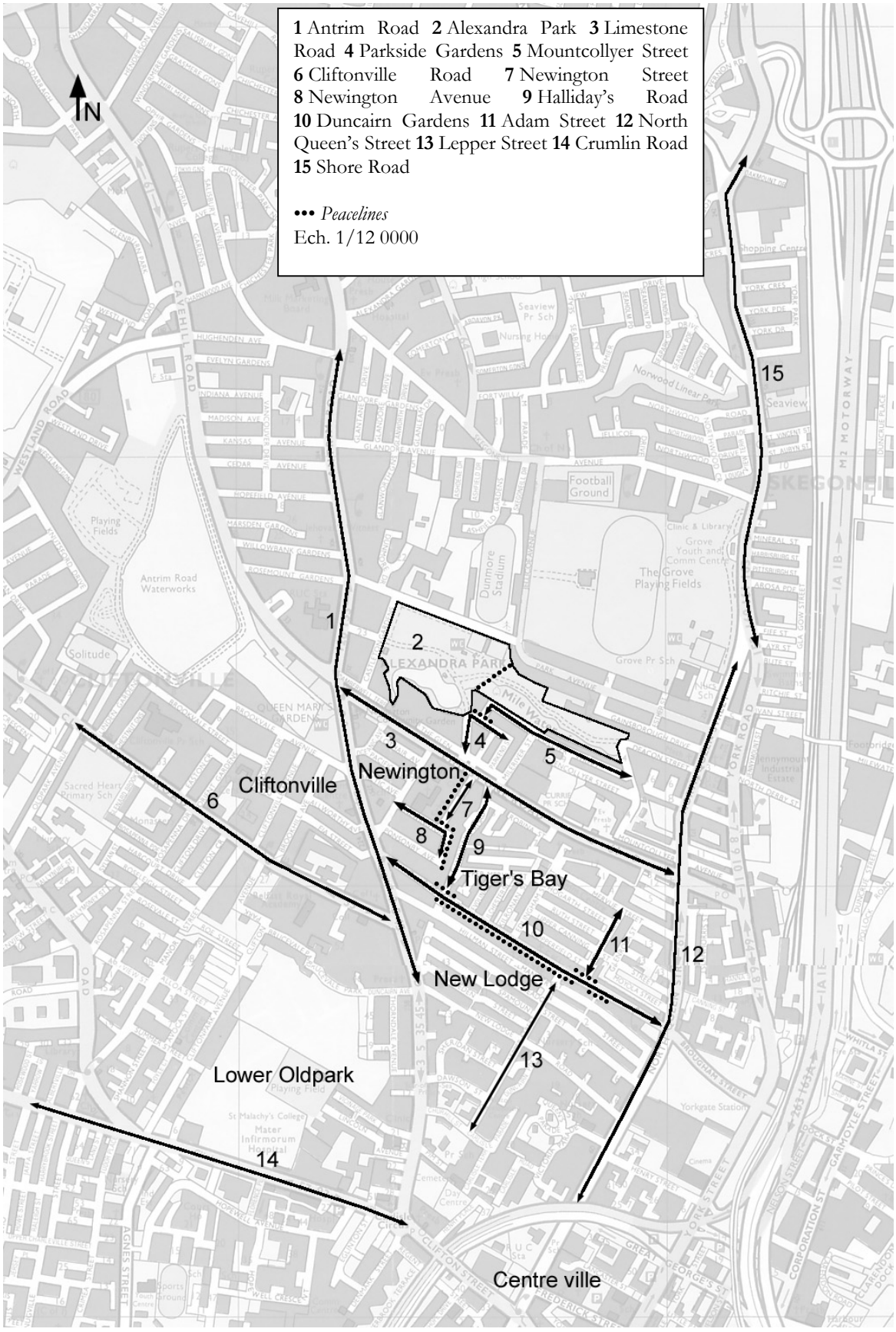


Figure 47 : Belfast-Nord (Plan réalisé à partir de *Belfast Streetfinder map*, Bartholomew, 1997 et les observations effectuées en 1999 et 2000)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

3-32.2. L'accord des communautés sur la division d'Alexandra Park à l'initiative de la police suite aux émeutes récréatives

Au début des années 1990, Alexandra Park constitue une limite de l'expansion des catholiques de New Lodge et un terrain libre propice aux affrontements. Les émeutes récréatives de l'été 1994 dans Alexandra Park n'ont pu être contrôlées ni par la police ni par les communautés. Degré zéro de la violence intercommunautaire, elles précèdent le cessez-le feu des milices mais s'inscrivent dans la logique des désordres urbains qui se généralisent après la trêve. L'*Irish News* du 23 septembre 1994[1] relate un été de batailles rangées entre des bandes rivales, qui impliquaient des adolescents et des enfants, parfois de neuf ans à peine, qui se battaient à coups de pierres et de cocktails Molotov. Les désordres ont amené la police à décider la coupure du jardin public par une barrière de sécurité en septembre. Les deux communautés sont d'accord pour la construction de la barrière. Le problème identifié par les élus locaux est la violence des jeunes. Dans la *News Letter* datée du 22 septembre 1994[2], les conseillers municipaux de la circonscription dénoncent la violence comme un problème social. Pour Martin Morgan (SDLP), l'ennui provoque le vandalisme. Nelson Mc Causland (unioniste indépendant) attribue les bagarres à la consommation d'alcool. Les élus dénoncent la barrière, mais il semble qu'il y ait eu un consensus quant à sa nécessité. Martin Morgan souligne le caractère temporaire de la solution. Nelson Mc Causland regrette qu'une barrière soit nécessaire. Pourtant aucun ne propose une solution de fond à la violence juvénile.

Les déclarations de la police montrent que la situation leur échappe. D'après l'*Irish News*, le commissaire de police Bob Foster affirme que cette décision est le « résultat d'incidents sérieux ». Il légitime cette décision par l'échec des méthodes antérieures et la nécessité de mettre un terme à la situation. En effet, les grilles du parc avaient été surélevées et un couvre feu imposé à 18 heures, mais cela n'avait pas été efficace car les jeunes escaladaient les grilles. Une palissade de 3 m de haut, peinte en vert foncé, a été installée en septembre 1994 au milieu du jardin. En principe, une porte pourra être ouverte pendant le jour. Mais lors de l'enquête de terrain en 1999, cette porte était toujours fermée (Figure 48). Les protestants accèdent au parc à partir de Mountcollyer Street ; les catholiques disposent d'un accès principal dans Antrim Road et d'une entrée secondaire dans Parkside Gardens. Cette situation est parfois prise en référence par la presse locale ou internationale pour souligner la division de la ville, qui se révèle même dans les parcs publics.

[1] Now troublemakers have to toe park's peace line, *Irish News,* 23 septembre 1994.

[2] Peace wall keeps on growing, *Newsletter,* 22 septembre 1994.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 48 : Alexandra Park (6 août 1999)

3-32.3. Les émeutes de 1996

L'été 1996, 2 ans après les cessez-le-feu que l'IRA rompt en février, est particulièrement violent dans Belfast-Nord, alors que la « crise de Drumcree » reprend pour la deuxième année consécutive. Le *Community Development Centre* (CDC) de Belfast-Nord, un centre de ressources pour les associations locales des deux communautés, créé au début des années 1970 a réalisé un rapport sur la situation. Le premier volet du rapport, publié en 1997, intitulé *On the edge,* relate les perceptions, forcément contradictoires, des communautés catholiques et protestantes de Belfast-Nord impliquées dans les événements[1]. *Drawing back from the edge*, le second volet publié en 1999, analyse les réponses des pouvoirs publics à la crise[2]. Les affrontements violents de l'été 1996, déclenchés par les défilés, se sont prolongés début septembre dans le secteur de Mountcollyer/Limestone Road. D'après *On the edge*, un rallye de camions tout terrain (*monster trucks*) au stade de Dunmore, le dimanche 1er septembre 1996, est à l'origine des combats de rue. La violence s'est propagée dans les rues voisines et dans Alexandra Park[3]. Un article de l'*Irish Times*[4] du

[1] Jarman, *On the edge...*, *op. cit.*

[2] Jarman, *Drawing back from the edge..., op. cit.*

[3] Jarman, *On the edge...*, *op. cit*, p. 107.

[4] Both sides want new peace wall after riot, *Irish Times,* 4 septembre 1996.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

4 septembre 1996 rapporte que les désordres ont commencé dans Mountcollyer Street et se sont étendus à Parkside Gardens, Halliday's Road et Duncairn Gardens. Les combats de rue se sont poursuivis tard dans la nuit. Le territoire confessionnel a une incidence sur les désordres : Mountcollyer Street, où l'émeute s'est déclenchée, est une rue mixte, à majorité protestante ; les familles catholiques habitent la partie située vers Parkside Gardens. La presse rapporte que chaque communauté rejette la responsabilité des émeutes sur l'autre. Les catholiques de Mountcollyer Street affirment à l'*Irish Times* que leurs maisons ont été attaquées par les protestants. Ils ont dû fuir et se réfugier pour la nuit dans les locaux du *Newington Youth Club* situé dans Limestone Road. L'*Irish News*[1] du 3 septembre rapporte également que Parkside Gardens a été vandalisée par une foule loyaliste. A l'inverse, la *News Letter*[2] du 4 septembre détaille les bris de vitres et les tentatives d'effraction à l'encontre de familles protestantes dans Mountcollyer Street. Elle exprime les peurs des protestants devant une campagne d'intimidation organisée. Ces allégations sont exprimées aussi par les élus municipaux. D'après l'*Irish Times,* John Carson (UUP) accuse les militants républicains d'orchestrer une campagne d'intimidation contre les protestants du quartier. En revanche, Joe Austin (SF) affirme que les loyalistes tentent de chasser les familles catholiques. Dans la *News Letter*, le conseiller municipal SDLP Martin Morgan incrimine les « gangs loyalistes » qui jettent des briques sur les fenêtres des catholiques. Le *Belfast Telegraph* cite Martin Morgan, qui doute de l'impartialité de la police et récuse que les maisons des protestants aient été attaquées durant les émeutes.

3-32.4. L'accord des deux communautés consultées par la police sur la *peaceline* de Mountcollyer

Dans le contexte tendu de septembre 1996, catholiques et protestants demandent la construction d'une *peaceline* et blâment la police pour l'insuffisance de son intervention. Cette demande n'est pas neuve. Déjà, en septembre 1991, l'*Irish News* relate que les habitations des catholiques ont été vandalisées dans Parkside Gardens et que les riverains appelaient à la construction d'un mur de sécurité[3]. Il semble qu'en 1996 la décision de la *peaceline* soit à l'initiative de la police, mais avec le consentement des communautés et des élus locaux. La RUC reconnaît son impuissance à contrôler la situation, mais justifie aussi son action durant les émeutes. Le Commissaire de North Queen's Street, Steven White, déclare à la *News Letter* du 4 septembre : « Depuis avril nous recevions des plaintes incessantes à propos des émeutes et du vandalisme. La

[1] New 'peace line' demand after loyalist rampage, *Irish News,* 3 septembre 1996.

[2] Fear stalks streets, *News Letter*, 4 septembre 1996.

[3] Residents demand peace wall after night of terror, *Irish News,* 25 septembre 1991.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

police a été présente dans le quartier même si elle n'est pas dans chaque rue ou chaque allée. Nous avons répondu aux incidents aussi rapidement que possible ». L'inspecteur Davy Spence du commissariat de North Queen's Street relate que « des éléments extérieurs au quartier utilisaient Mountcollyer comme champ de bataille. Les communautés suppliaient la police de les protéger. Nous avons dit à la population que nous ne pouvions placer un policier à chaque porte, nous étions déjà très présents dans le quartier. Le problème a disparu quand nous avons rendu impossible le jet de pierre »[1]. Ainsi la RUC légitime la décision de construire un mur par la fréquence et la gravité des incidents, l'impossibilité de patrouiller constamment et la nécessité de protéger les habitants.

La police consulte les élus. Le *Belfast Telegraph*[2] du 4 septembre 1996 rapporte qu'après deux jours d'émeutes, les officiers du commissariat de North Queen's Street ont invité les élus municipaux à une réunion afin de dresser la liste des mesures à prendre pour réduire les violences. Les élus de la circonscription, Nelson Mc Causland, unioniste indépendant, John Carson (UUP), Nigel Dodds (DUP) et Martin Morgan (SDLP) y ont assisté, mais pas l'élu du SF, ce parti refusant les contacts avec la police. La construction d'un mur pour fermer la rue a été décidée, bien que son emplacement exact n'ait pas été déterminé lors de cette rencontre. Le rapport *On the edge* relate les dires d'un élu nationaliste[3] qui affirme que la police leur a demandé « Où voulez-vous une *peaceline* » ? Nigel Dodds a confié à la *News Letter* que la police était disposée à bloquer l'accès entre Mountcollyer Street et Parkside Gardens, mais qu'il y avait un désaccord sur l'emplacement de la barrière. Les nationalistes souhaitaient qu'elle soit située au milieu de la rue où elle fait un angle droit tandis que les protestants étaient opposés à ce que la rue soit divisée ; ils auraient opté pour une barrière au bout de Mountcollyer Street. Les élus étaient réticents à prendre une décision sans l'aval de leurs communautés respectives, car une telle barrière a pour résultat de fixer les frontières confessionnelles. Dans le même article, un élu nationaliste se dit préoccupé par la démolition de logements causée par la construction de la barrière. Le rapport *On the edge* suppose que les dirigeants des associations de quartier des deux communautés ont joué un rôle dans les plans de la barrière. Ils ont consulté les habitants affectés par la barrière et se sont mis d'accord sur le tracé. La *peaceline* a été installée au bout de Mountcollyer Street, au carrefour avec Parkside Gardens, selon le souhait des protestants. La *peaceline* se situe à une cinquantaine de mètres de l'entrée d'Alexandra Park utilisée par les catholiques (Figure 47). D'après un élu nationaliste cité par le rapport *On the edge*, la

[1] Entretien avec l'Inspecteur Davy Spence, RUC North Queen Street, 26 juin 1999.

[2] Barrier may go up to stop north city attacks, *Belfast Telegraph,* 4 septembre 1996.

[3] Il s'agit sans doute de Martin Morgan, conseiller municipal SDLP de la circonscription.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

peaceline était composée de deux barrières distantes de 20 m, pour éviter les projectiles[1] (Figure 49). En 1999, elle a fait l'objet de travaux d'embellissement réalisés par le NIHE[2]. Il faut souligner que Mountcollyer Street et Parkside Gardens sont des voies de desserte résidentielle. Cela justifie la condamnation de l'accès par un mur, alors que les artères principales comme Lanark Way sont fermées par un portail amovible afin de laisser passer la circulation dans les périodes de calme.



Figure 49 : *Peaceline* de Mountcollyer Street, vue du coté catholique de Parkside Gardens (Source : N. Jarman, *Drawing back from the edge*, mai 1999, p. 51)

3-32.5. La *peaceline* de Halliday's Road contestée par les protestants

Au même moment et pour les mêmes motifs que dans Mountcollyer Street, l'implantation d'une autre barrière, dotée d'un portail piéton, est décidée pour le carrefour de Duncairn Gardens et Halliday's Road (Figure 50). Halliday's Road est une voie de desserte résidentielle débouchant dans Duncairn Gardens. D'après *On the edge,* la demande de fermeture semble venir de la communauté nationaliste, suite au vandalisme des d'habitations de Duncairn Gardens les semaines précédentes. Les protestants s'y opposent, car cela constitue une contrainte dans leurs déplacements et un accès restreint aux commerces de Duncairn Gardens. De plus, ils interprètent les déclarations de la police comme un moyen d'apaiser la communauté nationaliste. Ils se plaignent aussi de l'absence de consultation des riverains. A l'inverse, les nationalistes considèrent cette barrière comme une mesure imposée, mais nécessaire pour contenir la violence. Cependant, ils doutent que ce soit un moyen efficace et attribuent l'arrêt des émeutes au début du temps hivernal[3].

[1] Jarman, *On the edge...*, *op. cit*, p. 110.

[2] Voir infra, section 5-22.2.

[3] Jarman, *On the edge...*, *op. cit*, p. 110-111.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

On the edge explique que si les préoccupations des nationalistes pour la sécurité sont certainement à l'origine de cette barrière, les protestants, dans leurs témoignages, y voient un élément d'une stratégie plus large visant à les expulser de Belfast-Nord. Le thème récurrent des témoignages protestants dans le rapport est leur position menacée au sein de Belfast-Nord. Ils affirment qu'ils sont négligés, que l'habitat social n'est pas rénové et que le taux de remplacement est très faible lors des opérations de démolition-reconstruction des quartiers. L'insuffisance de la demande protestante conduit le NIHE à dédensifier les quartiers protestants. Mais ceux-ci croient que le NIHE a une stratégie explicite de créer des zones homogènes en utilisant le fleuve Lagan et l'autoroute urbaine comme frontières. D'après ces rumeurs, la volonté des pouvoirs publics est d'obtenir que le sud et l'est de la ville soient protestants, et le nord et l'ouest catholiques. La barrière de Halliday's Road suscite la peur d'être enfermés et de ne disposer que d'un accès restreint à Tiger's Bay[1]. La *News Letter*[2] du 8 octobre 1996 cite les inquiétudes d'une vieille dame protestante sur la possibilité de contrôler l'ouverture du portail : « Qui va prendre les clés ? Même le pharmacien a refusé de les prendre ». La possession de la clé par un résident ou un commerce de proximité offre la possibilité d'une ouverture du portail tous les matins, sur demande, si le climat de tension le permet. Mais la peur d'être agressé en réalisant cette tâche dissuade parfois les riverains d'accepter cette responsabilité. Colin Dunlop confirme en 2000 que la police, les résidents catholiques et lui-même possèdent une clé du portail d'Halliday's Road, mais que ce n'est pas le cas pour les protestants. Pour cette raison, il reçoit parfois des plaintes des catholiques selon lesquelles le portail resterait ouvert[3].

Les protestants se sont mobilisés contre cette barrière et ont tenté d'empêcher les travaux de construction en octobre 1996. La *News Letter*[4] soutient à mots couverts l'opposition des manifestants dans un article intitulé « Fureur des résidents contre la *peaceline* », publié le 8 octobre 1996. L'article montre la forte présence policière destinée à refouler les manifestants et la présence de l'armée. Il s'agit d'une condamnation implicite de l'Etat qui utilise la force à l'encontre des habitants. Cette situation montre le rapport ambivalent des loyalistes aux forces de l'ordre. L'article de l'*Irish News* du même jour est plus neutre, avec le titre « Protestations à propos de la construction d'un mur de sécurité ». Il rapporte qu'une trentaine de protestataires, en majorité des femmes et des enfants, ont empêché les travaux et que la police a dispersé la foule après deux heures de blocus. Il

[1] *Ibid.*, p. 112.

[2] Residents' fury with peace line, *Newsletter,* 8 octobre 1996.

[3] Entretien avec Colin Dunlop, NIO, *Civil Representative*, Belfast-Nord, 17 février 2000.

[4] Residents' fury with peace line, *art. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

cite les propos du porte-parole du NIO expliquant cette mesure de sécurité : « Ces mesures ont été prises pour lutter contre l'escalade des désordres interconfessionnels dans le quartier et nous espérons qu'ils seront efficaces pour réduire le nombre d'incidents et baisser la tension entre les communautés »[1]. Le journal légitime ainsi la barrière par la demande de protection des habitants.

La protestation est aussi l'occasion pour les élus locaux de s'affirmer comme porte-parole de leurs communautés. La *News Letter* rapporte que Nigel Dodds (DUP), élu municipal de la circonscription, a parlementé avec les officiers supérieurs de la police afin d'obtenir un délai pour établir un compromis, et rappelé les incidences politiques de la fermeture d'un quartier protestant contre la volonté de ses habitants[2]. L'*Irish News*, quant à lui, rapporte seulement les propos des élus loyalistes condamnant la décision. Ainsi Tommy English (UDP) affirme : « Dans le processus de paix naissant, nous voulons voir les barrières tomber, et non s'élever. La solution aux Troubles est de rassembler les gens, et non de les séparer. Le but de la police est d'apaiser la communauté nationaliste et cela en est le premier signe ». Nigel Dodds (DUP) accuse les nationalistes d'exercer des pressions sur la police afin de fermer la rue malgré la volonté des protestants. « Cela est considéré par les protestants de Tiger's Bay comme un enfermement ». Le conseiller municipal du *Sinn Fein*, Paddy Mc Manus, pour sa part, évalue positivement la barrière de sécurité. « Je réalise que de telles mesures sont une solution nécessaire mais temporaire aux difficultés sous-jacentes. Je salue les commentaires des leaders politiques de Tiger's Bay qui affirment vouloir une discussion ouverte avec leur homologues de New Lodge sur la situation présente. Je suis prêt à faciliter de telles réunions »[3].



[1] Protests over building of security fence, *Irish News*, 8 octobre 1996.

[2] Residents' fury with peace line, *art. cit.*

[3] Protests over building of security fence, *art. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 50 : Portail de sécurité, partie protestante d'Halliday's Road, vu de Duncairn Gardens (10 février 2000).

Ainsi les changements démographiques et les désordres provoqués renforcent le cloisonnement. La frontière démographique se déplace vers le nord. Les cloisonnements antérieurs sont rendus caducs et de nouveaux murs de sécurité sont installés sur les lieux de friction. Les *peacelines* d'Alexandra Park (1994), Mountcollyer Street et Halliday's Road (1996) sont proches les unes des autres et font partie d'un même ensemble géographique cloisonné (Figure 47). Mais les dispositifs de sécurité mis en place pour tenter de canaliser la violence de ces *flashpoints* n'y parviennent pas tout à fait. Le processus de cloisonnement se poursuit. En 2001, un autre mur sera élevé entre Halliday's Road et Newington Avenue[1]. Toutefois l'attitude de la police a changé. Elle consulte les riverains affectés par la barrière. Ceux-ci restent divisés selon les affiliations confessionnelles, et parfois s'opposent sur la nécessité du mur quand celui-ci réduit l'accessibilité du quartier et leur liberté de mouvements. La police semble prendre une option sécuritaire et se montre favorable aux murs pour tenter de prévenir les désordres.

3-33. La consultation des acteurs locaux par la police pour l'édification des *peacelines* dans un contexte de violence continue sur les interfaces

De plus en plus fréquemment, la violence n'est plus seulement cyclique, constituée d'émeutes sporadiques liées aux défilés ou provoquées par les jeunes, mais elle s'inscrit dans un conflit latent plus durable. Les *peacelines* deviennent alors moins une solution réactive qu'un instrument parmi d'autres de la politique de maintien de l'ordre. Pour la police, la consultation des acteurs locaux permet d'éviter l'opposition aux *peacelines*.

3-33.1. La *peaceline* de White City : la consultation minimale des communautés par la police

Greencastle est un quartier instable situé au nord d'Antrim Road, de tradition protestante comme l'atteste la présence d'un *Orange Hall* et d'une église de la *Church of Ireland* (anglicane) dans Whitewell Road. La géographie confessionnelle change à la fin des années 1980. Le départ des protestants vers la banlieue et l'arrivée de catholiques créent des frictions. Trois lotissements de Greencastle sont concernés. White City est entièrement protestant, Graymount est mixte jusqu'au milieu des années 1990, et en train de devenir exclusivement protestant, tandis que Whitewell, situé entre les deux précédents, est à 90 % catholique. Le statut d'occupation des logements est varié.

[1] Voir infra, section 3-42.2. L'extension des murs de sécurité sur décision ministérielle à Newington et dans le Short Strand.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Dans les lotissements de Whitewell et Graymount, les logements sont gérés par le NIHE ou appartiennent à leurs occupants. White City est un lotissement du NIHE réhabilité par une opération de démolition-reconstruction pour insalubrité achevée en 1992 : 300 logements en préfabriqués insalubres ont été remplacés par environ 200 logements en pavillons doubles[1]. D'après un rapport du *Community Resource Centre* de Belfast-Nord, ces travaux ont provoqué une prise de conscience par ses résidents de l'enclavement et de la baisse de population de ce quartier protestant[2].

La violence intervient dans cette situation démographique instable. Les défilés de Drumcree sont le déclencheur des incidents en 1996. D'après *On the edge*, le soir du 9 juillet 1996, les résidents de White City installent des barricades dans Whitewell Road. Ces barricades sont érigées pour protester contre la décision de la police d'interdire la procession orangiste à Portadown. Dans les témoignages reproduits dans *On the edge,* les protestants de White City s'identifient à cette cause. Leur problème est une question de territoire. Ils se sentent isolés, agressés par les nationalistes et la police. Ils perçoivent une volonté généralisée des autorités, notamment du NIHE, de les expulser. Ils ont un fort ressentiment à l'égard des confrontations verbales avec les nationalistes ou des graffitis sectaires. Ils rapportent que l'*Orange Hall* et les églises protestantes ont été victimes d'incendies criminels en 1995[3]. Cette question du territoire est amplifiée par les défilés. Pour Nelson Mc Causland, « les protestants sont poussés dehors. Et nous ne pouvons même plus défiler dans la rue (*and we can't even walk the Street*) ». Mc Causland considère le « droit à défiler » (*right to march*) comme le « dernier vestige de notre droit à exister »[4]. La question des défilés est significative dans les disputes territoriales et reliée à la question de l'identité nationale. Pour les protestants, les barricades de Whitewell Road avaient été mises en place dans une intention pacifique de protestation, en soutien à Drumcree. Les témoignages rapportent que lorsque la police les a enlevées sans consulter la population, alors des « éléments extérieurs », qui estimaient que la communauté protestante locale était agressée, ont attaqué les catholiques de Whitewell et Graymount en représailles. La milice paramilitaire protestante dissidente, les *Red Hand Defenders* (RHD), nom de couverture utilisé par l'UDA, était incontrôlable par la communauté protestante locale. Toutefois, les habitants protestants estiment que l'intervention de la milice est due à la

[1] Housing in Belfast : a record of progress*, Specify*, [NIHE], nov. 1992, p. 88.

[2] North Belfast Community Resource Centre, *Whitecity: Crumbling Orlits*, Belfast : Housing Forum Research series n°3, 1988.

[3] Jarman, *On the edge...*, *op. cit*, p. 69-70.

[4] Entretien avec Nelson Mc Causland, unioniste indépendant, conseiller municipal de Belfast, élu en 1997 pour la circonscription de Castle, 29 juin 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

réaction disproportionnée de la police[1]. Les témoignages des catholiques dans *On the edge* relatent des faits d'intimidation à Whitewell et Graymount. Ils ont dû fuir leurs habitations attaquées au cocktail Molotov par des foules protestantes[2]. La violence s'arrête dans Whitewell à la fin du mois de juillet 1996, mais le conflit reprend en 1997. Au début de la saison des défilés, les tensions s'installent, White City devient un *flashpoint* qui attire la violence. Des désordres croissants ont lieu jusqu'aux batailles de pierres et bouteilles d'acides entre adolescents au retour du défilé du 12 juillet 1997. Elles sont suivies par une série de confrontations et de vandalisme sur les habitations au long du mois. Une émeute d'une grande ampleur, le 28 juillet 1997, implique 300 jeunes dans Whitewell Road. Les bandes locales sont renforcées par les jeunes des quartiers populaires voisins, Shore Road protestant et New Lodge catholique[3].

Les élus municipaux interrogés rejettent la responsabilité des désordres sur les paramilitaires. D'après Nelson Mc Causland, ils ont le pouvoir de déclencher ou d'arrêter la violence, afin d'établir un contrôle sur le quartier ou de montrer leur influence. Pour lui, l'implication des paramilitaires est évidente lorsque des émeutes rassemblent des centaines de personnes, lors d'échanges de coups de feu ou dans des cas d'intimidation[4]. Les élus catholiques dénoncent plus précisément les milices loyalistes. Tom Campbell affirme que l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) contrôle le quartier[5] et Martin Morgan accuse l'*Ulster Defence Association* (UDA) d'être le principal agitateur[6]. Cependant, dans un article de l'*Irish Times* du 24 juillet 1999, John White, le président de l'*Ulster Democratic Party* (UDP), lié à l'UDA, conteste les accusations de Gerry Kelly (SF) selon lesquelles l'UDA orchestrerait la violence à White City. Il soutient que les affrontements sont le faits de hooligans sans lien avec les paramilitaires. Mais les résidents nationalistes affirment que des groupes dissidents tels les *Red Hand Defenders* attisent le conflit[7]. Il est vraisemblable que les paramilitaires ne soient pas étrangers à la violence, mais il s'agit d'une violence de rue qui les dépasse. Pour l'inspecteur de police Ian Mc Coy,

1 Jarman, *On the edge...*, *op. cit*, p. 71.

2 *Ibid.*, p. 58-68.

3 Belfast residents clear up after street battle, *Irish Times,* 30 juillet 1997.

4 Entretien avec Nelson Mc Causland, unioniste indépendant, conseiller municipal de Belfast, élu en 1997 pour la circonscription de Castle, 29 juin 1999.

5 Entretien avec Tom Campbell, *Alliance Party*, conseiller municipal de Belfast, élu en 1997 pour la circonscription de Castle, 4 juin 1999.

6 Entretien avec Martin Morgan, SDLP, conseiller municipal de Belfast, élu en 1997 pour la circonscription d'Oldpark, 10 mars 2000.

7 Resident caught in a crossfire, *Irish Times*, 24 juillet 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

il n'y a pas de paramilitaires qui tiennent véritablement White City, contrairement à la situation de Belfast-Ouest[1].

Orchestrés ou non, les désordres de 1996 et 1997 amènent la RUC à examiner l'éventualité d'une *peaceline*. D'après Ian Mc Coy, inspecteur chargé du dossier, lors des combats de rue en 1996 la police avait pour mission de protéger les habitants. La barrière a été envisagée pour faciliter son action. La situation a empiré en 1997. Des cocktails Molotov et même des bombes artisanales étaient lancés sur les habitations. Les affrontements avaient lieu à l'interface le long de Gunnell Hill et Whitewell Road. Davy Spence, inspecteur de police en poste au commissariat de North Queen's Street, souligne la nécessité de maintenir l'ordre. Les incidents nocturnes et le harcèlement des habitants par les gangs de jeunes mobilisaient 5 Land Rover blindées pour « tenir les gens à distance » (*keep the people appart*). Mais cela ne parvenait pas à stabiliser le quartier[2]. Ian Mc Coy a alors été chargé de réaliser une étude de faisabilité pour la *peaceline*, transmise au Commissaire divisionnaire (*Sub Divisional Commander*) puis au NIO. Je n'ai pas eu accès à ce document confidentiel, mais Ian Mc Coy a énuméré les éléments qu'il contenait. L'étude recense les incidents et les dégâts matériels. Elle prend aussi en compte les opinions des communautés par le biais des 2 associations de quartier, la *White City Community Association* et le *Greencastle Community Forum*, de l'association de riverains, le *Whitewell Concerned Residents Group*, des conseillers municipaux du SDLP et de l'UUP ainsi que des habitants directement concernés par le tracé de la *peaceline*. L'étude conclut sur la nécessité d'une barrière.

Durant l'hiver 1997-98, la police a consulté les communautés pour la réalisation de la *peaceline*. Davy Spence affirme : « Nous avons parlé aux résidents de White City et des deux côtés de Whitewell Road. Nous avons aussi parlé à ceux qui seraient directement concernés par la barrière et consulté les principaux représentants politiques. Nous sentions que nous devions le faire ». En effet, la police n'y est pas statutairement obligée. Mc Causland confirme qu'il a eu « un apport des résidents, des discussions avec les conseillers municipaux et les associations locales ». Toutefois la consultation a été minimale. Martin Morgan affirme qu'elle a porté sur les détails, sur l'aspect de la *peaceline* et que la décision reste une question de maintien de l'ordre et de sécurité publique. L'inspecteur Spence le confirme : « Nous avons consulté les riverains sur les travaux et l'esthétique de la barrière. Les gens qui vivent là ont exprimé leurs souhaits sur sa hauteur, sa localisation, la période de l'année propice à sa construction ». Pour l'inspecteur Ian Mc Coy, la décision reste

[1] Entretien avec l'Inspecteur Ian Mc Coy, RUC Greencastle, 10 mars 2000.

[2] Entretien avec l'Inspecteur Davy Spence, RUC North Queen Street, 26 juin 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

strictement policière. La campagne des loyalistes pour la *peaceline* n'a pas eu d'incidence sur la décision. « C'était une considération évidente et nous étions obligés de l'étudier ». Au fur et à mesure de l'avancement de l'étude de faisabilité, il est apparu qu'une barrière était nécessaire. Cependant Pat Convery, travailleur social au *Greencastle Community Forum*, affirme que les protestants ont exercé des pressions sur la police : « Bien que les émeutes impliquent des gens ordinaires, une semaine avant que la décision de contruire une *peaceline* ait été prise, les protestants ont organisé une manifestation avec un leader des paramilitaires loyalistes. Le leader a été amené spécialement pour cela et on ne l'a jamais revu dans le quartier ensuite »[1].

Parallèlement aux consultations menées par la RUC, les associations locales ont organisé des réunions sous la houlette du *Community Development Centre* (CDC) de Belfast-Nord pour tenter de résoudre les problèmes de violence, mais sans succès. D'après Rab Mc Callum du CDC, cette institution a joué le rôle de facilitateur. Les discussions ont eu lieu entre les 3 associations de White City, Whitewell et Graymount. « Cependant il n'a même pas été possible de s'entendre sur la définition du problème, et aucune question n'a été résolue. Le résultat a été une déclaration commune condamnant la violence »[2]. Pat Convery, trésorier du *Greencastle Community Forum*, explique que les discussions se sont arrêtées en 1999, même s'il continue à voir le responsable de la *White City Community Association*, Brian Dunn[3]. Les discussions n'étaient pas soutenues par les élus municipaux qui considèrent les associations locales avec suspicion. Ils opposent leurs mandats démocratiques à la représentativité incertaine des associations. Mc Causland met fortement en doute la représentativité des associations locales. D'après Campbell, les associations de quartier sont radicalisées : le *Greencastle Community Forum* est dirigé par des modérés mais ceux-ci sont noyautés par de jeunes radicaux proches du *Sinn Fein* et la *White City Community Association* est contrôlée par les « durs »[4].

Le NIO suit les recommandations de la RUC qui lui sont transmises en janvier 1998, d'après le *Belfast Telegraph*[5]. En raison du processus de paix, Adam Ingram, Ministre de la Sécurité, motive publiquement sa décision dans un communiqué daté du 1er avril 1998[6] : « Sur demande de la RUC

[1] Entretien avec Pat Convery, *Greencastle Community Forum*, *Community worker,* 28 février 2000.

[2] Entretien avec Rab Mac Callum, *North Belfast Community Development Centre*, 8 mars 2000.

[3] Entretien avec Pat Convery, *Greencastle Community Forum*, *Community worker,* 28 février 2000.

[4] Entretien avec Tom Campbell, *Alliance Party*, conseiller municipal de Belfast, élu en 1997 pour la circonscription de Castle, 4 juin 1999.

[5] Peaceline on way for *flashpoint*, *Belfast Telegraph*, 16 janvier 1998.

[6] Security fencing in White City, *NIO*, 1er avril 1998 [référence du 24 mai 2003], disponible sur : http://www.nio.gov.uk/press/1998/apr/980401c-nio.htm.

et pour assurer la sécurité, j'ai décidé d'approuver la construction d'une barrière dans le quartier de Whitewell Road dans Belfast-Nord, afin de prévenir de futurs désordres interconfessionnels. Ma décision est fondée uniquement sur la nécessité impérieuse de préserver la sécurité des habitants de ce quartier ». Le ministre affirme qu'il suit les recommandations de la police. « Depuis le 1er janvier 1997, la police a enregistré près de 300 incidents dans le quartier, dont la plupart ont été causés par le fléau du sectarisme ». Le ministre « regrette profondément la nécessité de prendre une telle décision de séparer physiquement ces deux communautés, particulièrement à un moment où nous sommes proches d'un accord sur le futur de l'Irlande du Nord ». En effet, les négociations en cours aboutissent à la signature des accords de paix, dits du Vendredi Saint, le 10 avril 1998[1]. Mais pour le ministre, il « n'y a aucune autre solution dans ces circonstances ». Enfin, il souligne le caractère temporaire et contingent d'une telle décision. « Malgré des efforts soutenus, aucune alternative efficace à une barrière n'a été identifiée. Je suis conscient que cette décision ne sera pas acceptée par tous. Je crois que les mesures proposées représentent la meilleure manière de préserver la paix et de maintenir l'ordre dans ce quartier de Belfast-Nord. Si l'on apportait une solution efficace pour remplacer la barrière qui soit acceptable par les forces de l'ordre, je serai heureux de réévaluer la situation. J'ai la forte conviction que l'accord politique nous aidera à trouver des moyens de réduire le sectarisme et la peur. Cela ne sera pas réalisé rapidement et n'arrivera pas aussi vite que nous le souhaiterions tous. Néanmoins, j'espère voir le jour où de telles structures ne seront plus nécessaires à Belfast ».

L'annonce de la décision provoque les réactions divisées des communautés, relayées par la presse. Les élus protestants approuvent cette décision souhaitée par les habitants de White City. Pour Nigel Dodds (UUP) et Nelson Mc Causland (unioniste indépendant), elle est regrettable mais nécessaire pour protéger les gens. D'après Tommy English (*Ulster Democratic Party*, UDP), cette décision respecte la volonté des habitants[2]. Les élus catholiques se mobilisent contre la *peaceline*. Leurs réactions sont d'autant plus virulentes que leur parti est radical. Le conseiller municipal du *Sinn Fein*, Bobby Lavery, pense que la décision est destinée à contrer l'expansion des catholiques qui ont besoin de logements[3]. Mc Causland qualifie ces propos de sectaires, car selon lui, le mur a été construit pour rassurer la population protestante face à la violence. D'après lui, la population

[1] *The agreement. Agreement reached in the multi-party negotiations*. HMSO, avril 1998.

[2] Residents outraged by peace line plan, *Irish News,* 2 avril 1998 ; Peaceline on way for *flashpoint*, *Belfast Telegraph*, 16 janvier 1998.

[3] Flashpoint peaceline planned, *Belfast Telegraph*, 2 avril 1998.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

catholique, jeune et triomphaliste, dénie le droit des protestants à vivre dans Belfast-Nord[1]. L'*Irish Republican Socialist Party* (IRSP) a une position similaire à celle du *Sinn Fein*[2]. Il accuse le NIO de construire des murs pour « sécuriser le territoire » au profit des loyalistes qui perpétuent les attaques et de confiner les quartiers catholiques de Belfast-Nord, alors que la demande de logement est importante[3]. Selon Martin Morgan (SDLP), le mur déplace la violence vers Graymount où les familles catholiques sont intimidées[4]. Le Parti de l'Alliance, conformément à ses positions de principe, dénonce le mur comme une « réponse inappropriée »[5]. Les associations de quartier catholiques expriment aussi leur opposition. Le porte-parole du *Whitewell Concerned Resident Group* dénonce la décision du Ministre de la Sécurité de construire le mur sans le consentement des nationalistes, ce qui prouve selon lui que la décision est le résultat d'une campagne orchestrée par les loyalistes. Il dénonce aussi la politique délibérée d'empêcher les catholiques d'utiliser les équipements collectifs (terrains de jeux et local associatif) qui vont être construits dans White City derrière la *peaceline*[6]. Les processus de construction de la *peaceline* et des équipements de quartier sont distincts, même s'ils sont proches dans le temps. Cependant, ils sont liés dans l'interprétation territoriale des habitants. Il n'existe pas d'interdiction d'utilisation par l'autre communauté des équipements collectifs de proximité, mais en pratique, ils sont à l'usage exclusif d'une communauté pour des considérations personnelles de sécurité, qu'il y ait ou non une *peaceline*.

La barrière est construite en 9 semaines à l'automne 1998[7]. Bien que l'IRA provisoire ait menacé d'attaquer les ouvriers, il n'y a pas eu de problème. Les travaux ont été réalisés par une entreprise privée, recrutée sur appel d'offre, en collaboration avec la police[8]. Le NIO estime le coût de la *peaceline* à 150 000 livres[9]. La *peaceline* entoure partiellement le lotissement de White City. D'après les observations du 23 février 2000, la *peaceline* est longue d'environ 200 mètres et comprend 2 sections (Figure 51). Navarra Place est fermée au carrefour de Serpentine Road et

[1] Entretien avec Nelson Mc Causland, unioniste indépendant, conseiller municipal de Belfast, élu en 1997 pour la circonscription de Castle, 29 juin 1999.

[2] Le *Sinn Fein* est l'aile politique de l'IRA provisoire, groupe issu de la scission avec l'IRA officielle en 1970, prônant l'utilisation de la violence. L'IRSP est l'aile politique de l'INLA (Irish National Liberation Army), groupe paramilitaire issu de la scission avec l'IRA officielle en 1974.

[3] Peace wall protest, *Irish News,* 3 avril 1998.

[4] Flashpoint peaceline planned, *Belfast Telegraph*, 2 avril 1998.

[5] Peace wall protest, *art. cit.*

[6] Fury over Whitewell peace wall plan, *North Belfast News*, 4 avril 1998.

[7] Entretien avec Colin Dunlop, NIO, *Civil Representative*, Belfast-Nord, 17 février 2000.

[8] Entretien avec l'Inspecteur Ian Mc Coy, RUC Greencastle, 10 mars 2000.

[9] Security fencing in White City, *NIO*, 1er avril 1998 [référence du 24 mai 2003], disponible sur : http://www.nio.gov.uk/press/1998/apr/980401c-nio.htm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Mulderg Drive par un écran métallique kaki de 3 m de haut, ouvert par une porte pour les piétons (Figure 52 et Figure 53). Les emblèmes loyalistes sont présents ainsi que des graffitis sectaires. Sur la palissade à l'entrée du portail piéton, on aperçoit le graffiti *Taigs out*, qui utilise un mot très péjoratif pour désigner les catholiques[1] et leur donne l'injonction de rester dehors (Figure 54). La frontière est très clairement signifiée. Sur cet espace, la construction de locaux associatifs et d'une aire de jeux comprenant un terrain de football est prévue[2]. La seconde section de la clôture sépare Serpentine Gardens de Mulderg Drive et Gunnell Hill, en passant entre les jardins à l'arrière des pavillons. Il s'agit d'une tôle en acier de 3 m surmontée de 3 m de grillage. A côté de Navarra Place, la *peaceline* est doublée pour créer une zone stérile gazonnée à l'arrière de Serpentine Gardens, afin d'empêcher les jets de pierres sur les habitations (Figure 55 et Figure 56). La barrière longe ensuite l'arrière des maisons entre Serpentine Gardens et Mulderg Drive (Figure 57 et Figure 58), puis tourne à angle droit à l'arrière de Gunnell Hill (Figure 59).

L'inspecteur Ian Mc Coy qualifie la *peaceline* de succès. Auparavant, il était très difficile d'empêcher les jets d'engins explosifs dans les jardins attenants aux pavillons. La réduction de la possibilité matérielle de ce type de violence a réduit la peur des habitants. La *peaceline* offre un espace de respiration nécessaire aux communautés. Pourtant, la presse nationaliste rapporte que la violence s'est déplacée à Graymount[3]. Cet exemple montre le décalage entre les processus de négociations institutionnelles et les tensions sur le terrain ou en d'autres termes, entre les *high politics* et les *street politics*. La décision de construire un mur à White City intervient une dizaine de jours avant la conclusion des accords de paix. De manière paradoxale, les accords et le cessez-le-feu, toutefois rompu par les milices plus extrémistes, laissent la place à des crispations territoriales nouvelles dans lesquelles les stratégies des paramilitaires interviennent à la marge. Le maintien de l'ordre est relativement déconnecté du processus politique de règlement du conflit.

[1] Cette expression est une déformation du prénom gaélique *Tadhg*, fréquemment porté par les catholiques au début du siècle.

[2] Entretien avec Brian Dunn, *White City Community Association*, *Chairman*, 23 février 2000.

[3] Peaceline Catholics attacked, *Irish News*, 5 mai 1998 ; Graymount, who really cares ? *North Belfast News*, 24 avril 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

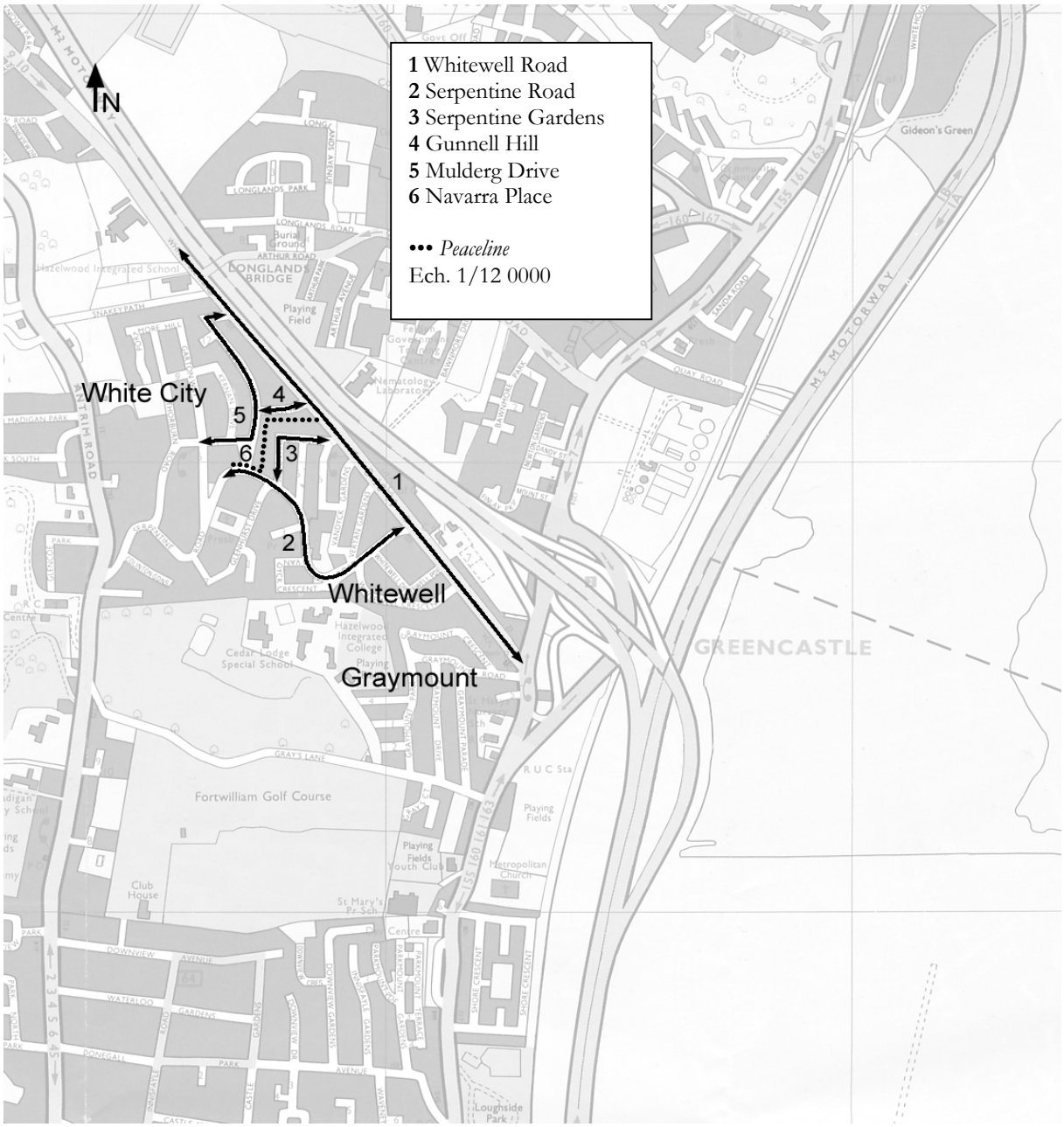


Figure 51 : *Peaceline*, White City (Plan réalisé à partir de *Belfast Streetfinder map*, Bartholomew, 1997 et les observations effectuées en 1999)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 52 : *Peaceline* à l'intersection de Serpentine Road et Mulderg Drive, vue de Navarra Place (4 mars 1999)



Figure 53 : *Peaceline* à l'intersection de Serpentine Road et Mulderg Drive, vue de Serpentine Road (4 mars 1999)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 54 : *Peaceline* à l'intersection de Serpentine Road et Mulderg Drive, vue de Serpentine Road, portail piéton et graffitis anti-catholiques (4 mars 1999)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 55 : *Peaceline* entre Serpentine Gardens et Mulderg Drive, vue de Navarra Place (4 mars 1999)



Figure 56 : *Peaceline* entre Serpentine Gardens et Mulderg Drive, vue de Navarra Place, plan rapproché (4 mars 1999)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 57 : *Peaceline* entre Serpentine Gardens et Mulderg Drive, vue de Serpentine Gardens (4 mars 1999)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 58 : *Peaceline* entre Serpentine Gardens et Mulderg Drive, vue de Serpentine Gardens (4 mars 1999)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 59 : *Peaceline* entre Serpentine Gardens et Gunnell Hill, vue de Gunnell Hill (4 mars 1999)

3-33.2. La police renonce à l'extension de la *peaceline* d'Alliance Avenue

A White City, les tentatives de contrôler la violence ont échoué et le NIO a suivi les recommandations de la police d'ériger un mur. Les considérations de sécurité ont prévalu. Mais au même moment, dans le quartier d'Ardoyne, l'implication des communautés dans la réduction des tensions amène la police à renoncer à son projet. Après une série de confrontations entre des bandes de jeunes rivales d'Ardoyne (catholique) et de Glenbryn (protestante), la RUC émet la recommandation en mars 1998 de prolonger la *peaceline* d'Alliance Avenue et d'ériger une nouvelle barrière pour clore le carrefour d'Ardoyne Road et d'Alliance Avenue. Le projet de la police est de fermer le portail chaque nuit pour éviter les incidents. Selon le Commissaire divisionnaire adjoint de la RUC pour Belfast-Nord, Adrian Robinson, « il y avait beaucoup d'incidents : nous devions étudier la possibilité d'une *peaceline*. Nous avions le devoir de protéger nos officiers »[1]. En effet, la police évalue la nécessité d'un mur en fonction du nombre d'unités mobilisées pour le maintien de l'ordre. Lors d'émeutes, le travail de la police est particulièrement difficile et les officiers sont exposés car ils deviennent la cible des attaques. Le dispositif matériel est considéré comme un substitut à la présence policière.

[1] Entretien avec l'Inspecteur en chef Adrian Robinson, Commissaire divisionnaire adjoint pour Belfast-Nord, RUC Tennent Street, 13 mars 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

La police entreprend alors une série de consultations. Bien qu'un consensus général ait lieu en faveur de l'extension d'Alliance Road, le projet de clore Ardoyne Road, quant à lui, suscite une forte opposition des catholiques, qui s'exprime dans la presse nationaliste et républicaine. Cette opposition est fondée sur le maintien de l'accessibilité du quartier, comme le révèle le compte-rendu, publié dans le *North Belfast News*[1], d'une réunion de quartier tenue le 19 mars 1998 dans les locaux du *Ardoyne Community Centre*. Les habitants dénoncent l'emprisonnement que constituerait la barrière. Les craintes principales concernent l'accès à l'école primaire catholique de *Holy Cross* (Sainte Croix) située dans le quartier protestant de Glenbryn. La directrice de l'école se prononce contre la barrière, dans la mesure où les enfants ne pourront pas rentrer chez eux après la nuit tombée. Les parents d'élèves manifestent leur inquiétude au motif que la RUC décide unilatéralement de la fermeture des portails. Ils dénoncent le fait que les riverains n'auraient aucun contrôle sur la fermeture ou l'ouverture de la rue au quotidien. Le conseiller municipal *Sinn Fein* de la circonscription[2], Mick Conlon, relaie la crainte des commerçants d'Ardoyne Road de faire faillite si la rue est fermée. Malgré ces oppositions, le NIO se montre favorable à l'avis de la police. En avril, des ingénieurs font des relevés topographiques. Les riverains catholiques se mobilisent contre la barrière, soutenu par leur élu local, Mick Conlon. Deux associations de riverains, l'*Alliance Avenue Interface Group* et l'*Alliance Avenue Residents Commitee* expriment leur détermination à lutter contre la décision et dénoncent l'absence de consultation de la population. Mick Conlon, se prévalant de son mandat électoral, se positionne comme intermédiaire entre la communauté et le NIO. Il demande des clarifications au Ministre de la Sécurité. Il appelle aussi tous les leaders communautaires influents à se mobiliser[3]. Cette mobilisation est révélatrice des évolutions de la société civile et de ses relations avec l'administration dans les années 1990. Si les structures associatives de quartier sont un lieu de débat où la mobilisation des habitants peut se construire, le relais est pris par les associations de riverains, dont le but est plus orienté autour des questions d'interface et où militent les individus directement concernés par l'accessibilité quotidienne du quartier ou parce que leur logement est situé à proximité d'une *peaceline*. Le conseiller municipal tente de se profiler comme un interlocuteur et médiateur entre les associations et le pouvoir en s'appuyant sur sa légitimité d'élu.

Les catholiques travaillent alors à réduire les tensions dans le but de contrer l'extension de la *peaceline*. Neil Jarman explique que pour des raisons de calendrier, il s'avère impossible de réaliser les

[1] Barrier will make Ardoyne a 'virtual prison', *North Belfast News*, 21 mars 1998.

[2] Mick Conlon est élu en 1997 dans la circonscription d'Oldpark, qui comprend les arrondissements suivants : Ardoyne, Ballysillan, Cliftonville, Legoniel, New Lodge, Water Works.

[3] Barrier will make things much worse say residents, *North Belfast News,* 11 avril 1998 ; Residents oppose barrier, *Irish News*, 16 avril 1998 ; Walls go up despite nationaliste objections, *An Phoblacht/Republican News*, 9 avril 1998.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

travaux avant l'été ; les efforts sont alors redoublés pour contrôler les risques de frictions et l'été se passe relativement pacifiquement[1]. Il est vraisemblable qu'il y ait eu un accord avec les paramilitaires pour contrôler la violence. L'idée d'étendre la *peaceline* est alors abandonnée. Selon l'Inspecteur en chef Adrian Robinson, les communautés « ont fait preuve de bon sens »[2]. Colin Dunlop du NIO analyse l'enjeu de la *peaceline* comme territorial car, selon lui, la violence est peu élevée et ne la justifie pas[3]. Rab Mc Callum, travailleur social au *Community Development Centre* de Belfast-Nord, analyse le soutien des protestants au projet de *peaceline* comme l'expression de la peur de perdre du terrain (*loosing ground)*[4]. Les catholiques se mobilisent au contraire pour préserver un accès à un équipement scolaire. Cependant les troubles se radicalisent en juin 2001 à propos de l'itinéraire de l'école primaire et conduiront à la construction de la *peaceline*[5].

De manière similaire, la fermeture d'un chemin piéton a pu être évitée par la négociation entre la police et les habitants dans Belfast-Nord. Neil Jarman rapporte que le sentier entre Whitewell Road et Graymount Crescent, à proximité de White City, était utilisé par des bandes de jeunes provoquant des désordres et qu'un appel à la fermeture a été lancé à l'automne 1998. L'association de quartier de Graymount a effectué un sondage auprès de la population, qui a révélé que 73 % des ménages souhaitaient que l'accès soit maintenu. Cela a encouragé les associations à tenter de réduire les tensions[6]. Les tentatives de contrôler la violence ont échoué ultérieurement. D'après l'inspecteur Ian Mc Coy, un portail a été installé en 1999 ou 2000, conformément au souhait des habitants.

Ainsi, entre 1994 et 1998, l'évaluation policière de la menace à l'ordre public conduit à l'édification de nouvelles *peacelines*, localisées sur la carte ci-dessous récapitulant l'ensemble (Figure 60). La police consulte les communautés, sinon pour les impliquer dans la décision, du moins prévenir leur opposition. En effet, les riverains se regroupent en associations pour tenter de faire pression sur les élus et la police. La police renonce au dispositif de sécurité si les communautés parviennent à réduire les tensions, mais cette éventualité n'est que temporaire. De plus, les communautés sont souvent en désaccord sur la nécessité d'une *peaceline*. La priorité entre la sécurité

[1] Jarman, *Managing disorder...*, *op. cit*, p. 42.

[2] Entretien avec l'Inspecteur en chef Adrian Robinson, Commissaire divisionnaire adjoint pour Belfast-Nord, RUC Tennent Street, 13 mars 2000.

[3] Entretien avec Colin Dunlop, NIO, *Civil Representative*, Belfast-Nord, 17 février 2000.

[4] Entretien avec Rab Mac Callum, *North Belfast Community Development Centre*, 8 mars 2000.

[5] Voir infra, section 3-42.1. Le conflit autour de l'école primaire d'*Holy Cross* et la fermeture d'Ardoyne Road après un arbitrage politique.

[6] Jarman, *Managing disorder...*, *op. cit*, p. 42.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

et l'accessibilité sont évaluées différemment. Les *peacelines* sont pour la population autant un moyen de diminuer le potentiel de violence qu'une manière de stabiliser les enjeux territoriaux. Selon John Loughran, chargé de mission dans une association de développement local de Belfast-Nord, les *peacelines* sont érigées pour prévenir les mouvements de population, et plus précisément le transfert des catholiques vers les zones protestantes qui se vident[1]. Pour Rab Mc Callum, travailleur social dans Belfast-Nord, les murs sont construits pour rassurer les protestants devant le déclin de leurs quartiers. D'après lui, il y a une croyance commune forte que le mur sécurise le quartier et garantit l'existence de la communauté[2]. Les *peacelines* figent en effet les frontières territoriales qui ne peuvent plus être remises en cause par la pression démographique. Mais cela entraîne aussi une radicalisation des conflits.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

[1] Entretien avec John Loughran, Intercomm, Chargé de mission, 24 février 2000.

[2] Entretien avec Rab Mac Callum, *North Belfast Community Development Centre*, 8 mars 2000.

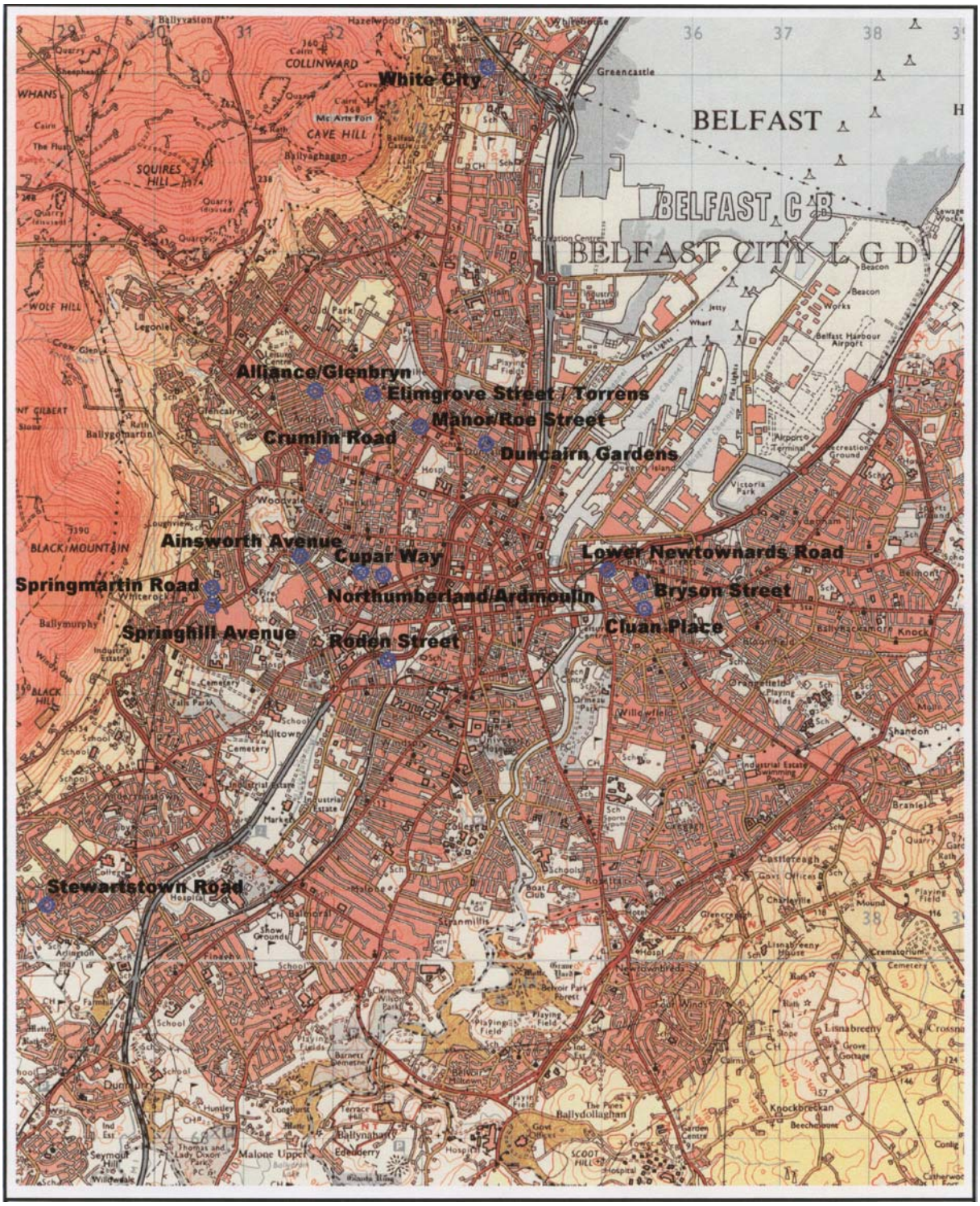


Figure 60 : Les *peacelines* en 1999 (Source : NIHE, Geographic Information System, 1999)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

3-4. La recrudescence des conflits territoriaux et l'extension des *peacelines* après 1998

Les accords de paix signés en 1998 changent la situation politique. Les *peacelines* sont officiellement proscrites par le NIO, qui montre une volonté de normalisation. L'optimisme provoqué entraîne momentanément une baisse de la violence. Mais le renforcement des crispations territoriales localisées obligent les pouvoirs publics à étendre les barrières.

3-41. La réduction globale des mesures de sécurité

En 1998, le NIO exprime sa volonté de normaliser le maintien de l'ordre. Il souhaite ne plus recourir à l'armée pour seconder la police et supprimer la législation d'exception ainsi que les mesures de sécurité préventives. Toutefois, la mise en oeuvre de ce projet dépend du « niveau de la menace terroriste », contre laquelle le NIO reste déterminé à lutter, tout en affichant le souci de ne pas édicter des mesures de sécurité publique disproportionnées au regard de la situation[1]. En 1999, le NIO évalue les progrès de la politique de normalisation[2]. La présence militaire a été réduite, sauf lors de l'envoi de renforts pour la saison des défilés. L'objectif à long terme est le retrait progressif des 3 bataillons stationnés en Irlande du Nord. Le démantèlement des installations militaires et sécuritaires est entamé : 26 bases militaires ont été supprimées depuis 1995 en Irlande du Nord et de nombreux checkpoints ont été ouverts, notamment à Belfast et aux frontières. Une centaine de routes transfrontalières ont été également réouvertes. Les mesures à l'étude sont l'ouverture, voire la démolition, des portails de sécurité installés sur la voirie urbaine et l'amélioration de l'accès du public aux commissariats de police, dont les structures défensives seront supprimées à terme. Le NIO insiste sur la nécessité de prendre des mesures de sécurité spécifiques en fonction de la menace. Il affirme sa volonté de conserver uniquement les « installations militaires nécessaires en temps de paix » lorsque la normalisation sera complète. Le NIO exprime aussi le souhait de retirer ou de suspendre la législation d'exception. La procédure d'internement sans procès a été abrogée. Le recours à la législation portant atteinte aux libertés publiques - prolongation de la détention provisoire, procès sans jury etc. - a baissé de moitié.

A partir de 2000, l'administration nord-irlandaise, dans un souci de transparence et d'efficacité, fixe des objectifs évaluables sur 3 ans et mesure la performance annuelle des politiques

[1] NIO, Responding to a changing security situation, avril 1998 [référence du 17 mars 1999], disponible sur : http://www.nio.gov.uk/ressec0498.htm.

[2] Security – Return to Normality: The Government's Approach, *NIO*, 22 décembre 1999 [référence du 2 juin 2004],disponible sur : http://www.nio.gov.uk_press_1999_dec_991221a-nio.htm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

publiques. Chaque département ministériel détermine un accord de service public ou *Public Service Agreement* (PSA), dont les objectifs sont régulièrement évalués et qui détaille les modalités d'amélioration du service public et de l'efficacité des ressources, surtout dans le but de renforcer sa responsabilité face aux citoyens. Le but général du NIO défini dans le PSA de 2001-2003 est d'« assurer une paix durable en Irlande du Nord, fondée sur les accords du Vendredi Saint, au sein de laquelle les droits et les identités de toutes les traditions d'Irlande du Nord sont pleinement respectées et sauvegardées et au sein de laquelle peut prospérer une société sûre, stable, juste, ouverte et tolérante »[1]. Les objectifs identifiés sont : construire la confiance en la police et la justice, réduire la délinquance, assurer la proportionnalité des peines aux délits et améliorer la sécurité. La question la plus sensible, la réforme de la police, est entreprise sur la base des conclusions du rapport Patten publié en 1999. En 2001, le *Police Service for Northern Ireland* (PSNI) remplace la *Royal Ulster Constabulary* (RUC)[2]. Pour le domaine qui nous intéresse, l'amélioration de la sécurité, les objectifs définis par le PSA sont le progrès vers une société paisible, l'accroissement du respect pour l'ordre public et la réduction des troubles violents à l'ordre public. La stratégie du NIO est régulièrement évaluée en fonction de la situation en concertation avec la police. Son but est de réduire le nombre d'incidents majeurs et de diminuer les conséquences de ces incidents par une maîtrise efficace et raisonnée des *flashpoints* potentiels et en répondant activement quand nécessaire. De plus, l'évaluation des incidents permettra de mesurer l'efficacité des politiques. Au 30 septembre 2002, le NIO estime que la situation s'est améliorée en raison d'une réduction des homicides ; en revanche l'augmentation des *security incidents* est préoccupante. L'activité des milices dissidentes est en recrudescence, perpétrant des attentats dirigés vers les commissariats et les installations militaires. Les troubles à l'ordre public sont importants, surtout dans Belfast-Nord et Belfast-Est.

3-42. Les luttes pour le contrôle de l'espace urbain et les nouvelles *peacelines*, derniers recours du Ministre de la Sécurité

Après 1998, les conflits micro-territoriaux se durcissent. Ils ne sont plus seulement déclenchés par les défilés de l'été mais durent toute l'année. Ils sont focalisés sur de multiples enjeux micro-locaux dépendant de la question plus large de l'accessibilité et du contrôle des quartiers, sous-tendue par les changements démographiques. Les usages quotidiens des espaces locaux, tels que l'implantation de drapeaux britanniques ou irlandais, l'accès aux commerces de proximité et aux équipements scolaires, cristallisent les oppositions et peuvent déclencher de

[1] NIO, *Autumn performance report 2002*, Londres : HMSO, décembre 2002 [Cm 5702], p 3.

[2] L'enjeu pour la police de se relégitimer face à la société civile après des pratiques abusives de la lutte contre le terrorisme et d'intégrer les catholiques dans une institution protestante à 93 %. Il s'agit aussi de reconquérir les quartiers tenus par l'IRA qui pratique une police interne et une justice expéditive.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

violentes émeutes. Les conflits sont aussi déconnectés du calendrier des défilés, dans la mesure où les défilés sont un facteur parmi d'autres dans le déclenchement de la violence intercommunautaire. Celle-ci n'est plus seulement un phénomène estival mais perdure. Le changement de stratégie des milices joue un rôle considérable dans cette nouvelle situation. Le contrôle des milices sur les quartiers devient un enjeu crucial alors que leur influence diminue globalement et que le soutien de la population s'amenuise. Les luttes internes entre les milices loyalistes s'intensifient, notamment entre l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) et l'*Ulster Defence Association* (UDA), dont le bras armé est l'*Ulster Freedom Fighters* (UFF). Les seigneurs de guerre loyalistes se battent pour le contrôle des trafics de drogue et du crime organisé. En août 2000, cette lutte provoque 7 morts dans les rangs des milices loyalistes du Shankill. En 2001, les combats ont cessé mais la population liée à l'une ou l'autre des milices a été intimidée et forcée de partir. Les rues du Shankill sont saturées de drapeaux, qui proclament que le quartier est tenu par l'UDA et adressent un avertissement tacite à l'UVF de rester en dehors du quartier[1]. De plus, une partie importante du combat entre les milices ne respectant pas les cessez-le-feu de 1994 alimente la lutte intercommunautaire qui se déroule sur les interfaces.

3-42.1. Le conflit autour de l'école primaire d'*Holy Cross* et la fermeture d'Ardoyne Road après un arbitrage politique

Le conflit territorial atteint son paroxysme entre deux quartiers situés dans Belfast-Nord, Ardoyne et Glenbryn. L'antagonisme date des années 1970, mais la nouveauté est qu'il se focalise sur un établissement scolaire, espace traditionnellement préservé des Troubles. Les écoles confessionnelles sont généralement situées au cœur des quartiers et ne créent pas de conflits territoriaux majeurs. Les écoles mixtes, ultra-minoritaires car fréquentées par seulement 3 % des élèves en Irlande du Nord, sont construites dans des quartiers de classe moyenne où les questions de territoires sont moins prégnantes. Toutefois, dans les situations de fragmentation territoriale des quartiers ouvriers du Nord de Belfast, les écoliers se trouvent parfois obligés de traverser le territoire ennemi, les stratégies de contournement n'étant pas toujours réalisables. Les uniformes des écoles sont un marqueur confessionnel et les élèves peuvent subir des quolibets de la part des enfants de l'autre communauté, des injures voire des jets de pierres, et des rixes peuvent s'ensuivre. Telle est la situation à Ardoyne, où le trajet emprunté par les écolières catholiques pour se rendre dans leur établissement est source de conflit. Deux écoles primaires confessionnelles sont situées dans Ardoyne Road. La *Holy Cross Girl Primary School* est tenue par le clergé et fréquentée par les écolières catholiques. L'école primaire de Wheatfield, gérée par l'Etat, accueille les élèves protestants. Lorsque ces écoles ont été construites, le quartier était mixte. Mais en raison des

[1] Heart of darkness, *The Independant*, 6 septembre 2001.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

changements démographiques, *Holy Cross* est à présent située dans le territoire protestant. La géographie confessionnelle place l'établissement catholique de *Holy Cross* au cœur d'un conflit à partir de juin 2001. Celui-ci remet en cause l'accord tacite des milices de ne pas s'attaquer aux enfants ni aux institutions scolaires. En janvier 2002, les *Red Hand Defenders*, « défenseurs de la main rouge », nom de couverture utilisé par la principale milice loyaliste, l'*Ulster Defence Association* (UDA), officiellement en cessez-le-feu, déclarent que tout enseignant ou employé d'une école catholique est désormais une « cible légitime » des assassinats[1].

Le conflit autour de l'école englobe cependant des aspects territoriaux plus larges. Ardoyne est une circonscription électorale homogène composée de catholiques. Le quartier protestant où est situé *Holy Cross* est inclus dans la circonscription électorale de Cliftonville[2]. Il est désigné dans la presse par le nom de Glenbryn. Il s'agit de l'appellation du lotissement géré par le NIHE, nommé ainsi en référence à la voirie du quartier : Glenbryn Park, Glenbryn Drive, Glenbryn Gardens etc. Peter Shirlow, géographe à l'université de *Queen's* à Belfast, dans son étude des mobilités quotidiennes des habitants d'Ardoyne, note que si les catholiques l'appellent Glenbryn, les protestants emploient le terme Upper Ardoyne pour désigner leur quartier[3]. Un graffiti, repéré au début du mois de juin 2001, signale : *you are now entering the Protestant Ardoyne*, vous entrez dans Ardoyne protestant. Cette toponymie conflictuelle signale que le territoire est un enjeu. La violence est très présente dans ces quartiers de Belfast. Ils font partie du *murder mile* qui a compté 1/5e des décès dus aux Troubles. Ardoyne et Glenbryn sont séparés par la *peaceline* d'Alliance Avenue construite en 1971. Une autre *peaceline*, construite en juillet 1970, longe les deux côtés de Crumlin Road, séparant Ardoyne de Woodvale (Figure 61).

[1] Dissident loyalists threaten teachers, *BBC News*, 12 janvier 2002 [référence du 14 juin 2002], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/1757244.stm.

[2] North Belfast District Council – Ardoyne, *Northern Ireland Statistics and Research Agency (NISRA)*, [réf. du 13 juillet 2004], disponible sur : http://www.nisra.gov.uk/census/images/Maps/outputareas/Belfastoa/ardoyne.jpg.

[3] Peter Shirlow, 'Who fears to speak' : fear, mobility, and ethno-sectarianism in the two Ardoynes, *The Global Review of Ethnopolitics*, vol. 3, n° 1, septembre 2003, p. 83.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

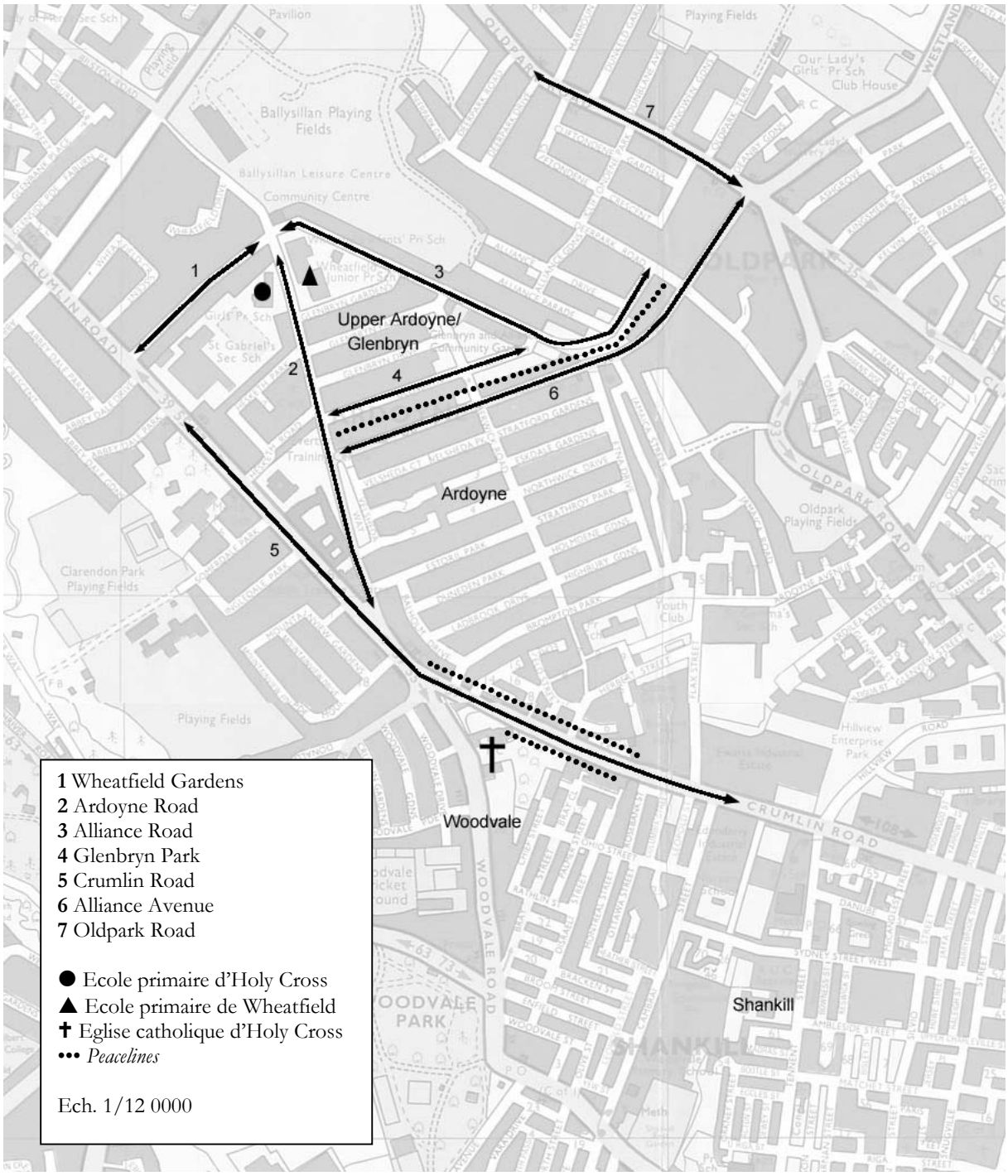


Figure 61 : Ardoyne et Upper Ardoyne (Plan réalisé à partir de *Belfast Streetfinder map*, Bartholomew, 1997 et les observations effectuées en 1999 et 2001)

Les deux quartiers suivent les tendances démographiques de Belfast-Nord. D'après les recensements, la population catholique d'Ardoyne passe de 4500 en 1971 à près de 7000 en 1991, tandis que les 3000 protestants d'Upper Ardoyne ne sont plus que 1500 en 1991. La baisse démographique se double d'un processus de désinvestissement car les commerces de proximité périclitent. Ce déclin socio-économique provoque une réaction très forte des protestants pour la

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

sauvegarde de leur territoire, menacé selon eux par la violence républicaine et les réhabilitations urbaines. Au contraire, les catholiques souhaiteraient que les terrains vacants absorbent le surplus de population. Les relations communautaires sont déterminées par ces revendications territoriales et les suspicions et peurs qu'elles entraînent. Les protestants se sentent « assiégés » (*besieged*) par une communauté catholique en expansion et les catholiques « encerclés » (*surrounded*) par un vaste territoire protestant[1].

Après les accords de paix du Vendredi Saine, la violence reste très liée à l'interface. L'*Irish News* rappelle qu'en octobre 1998, Brian Service, un postier catholique, est tué dans Alliance Avenue[2]. La BBC relate qu'en décembre 2000, un chauffeur de taxi protestant, Trevor Kell, est assassiné par balles près d'Alliance Avenue. Les tirs de représailles de l'IRA font une victime le lendemain. En 2001, les paramilitaires loyalistes lancent une campagne de bombes artisanales sur les maisons catholiques d'Alliance Avenue. Les républicains répliquent en intimidant les femmes et les retraités, les empêchant d'accéder aux commerces de proximité et au bureau de poste, situés dans la partie catholique d'Ardoyne Road[3]. Dans ce contexte très tendu, le trajet des écolières catholiques dans le territoire protestant est sujet à controverse. Le 19 juin 2001, des incidents impliquant des parents sur le trajet de l'école déclenchent de violentes émeutes. Les interprétations divergent sur l'origine des altercations mais l'équipement scolaire est au centre. Selon le *Times*[4], les républicains ont agressé deux hommes qui accrochaient des drapeaux loyalistes à un lampadaire. En représailles, les loyalistes ont empêché les enfants d'entrer dans l'école. L'*Irish News*[5] relate les interprétations divergentes de cet incident. Les loyalistes affirment qu'ils ont été agressés par des républicains armés de battes de base-ball, les nationalistes soutiennent que ces hommes ont attaqué un parent d'élève sur le chemin de l'école. Ces deux versions des faits rejettent réciproquement la responsabilité de la violence sur l'autre communauté. Il est intéressant de constater que les deux événements, l'implantation de drapeaux et l'accès à l'école, sont liés dans le déclenchement du conflit et interprétés par les parties à la lumière des enjeux confessionnels. Les tensions sont liées à une problématique territoriale globale dans laquelle les signes d'appropriation du territoire, tels que les drapeaux et le franchissement d'un espace pour l'accès à un équipement scolaire, sont des

[1] Shirlow, *loc. cit.*

[2] Living life along the Ardoyne peaceline, *Irish News*, 27 février 1999.

[3] Ardoyne stories : peace lines and division, *BBC News*, 3 septembre 2001 [référence du 14 juin 2002], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/hi/english/uk/northern_ireland/newsid_1522000/1522743.stm.

[4] Children walk a gauntlet of Belfast hatred, *Times,* 4 septembre 2001.

[5] Residents 'living in fear' after clashes, *Irish News,* 21 juin 2001 [référence du 28 juin 2001], disponible sur : http://www.irishnews.com/Archive2000/21062001/news2.html.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

éléments déterminants. D'après *Le Monde*[1], les premiers incidents provoquent de violents affrontements entre plusieurs centaines de manifestants dans la soirée. La police anti-émeute, appuyée par l'armée, s'interpose et est attaquée par la foule. Elle reçoit des pierres et des cocktails Molotov. Plus de 40 officiers sont blessés. La nuit suivante, les violences s'étendent à l'ensemble des quartiers populaires du nord et de l'ouest de Belfast. La police prend acte de cette dispute territoriale. D'après l'*Irish News*[2], elle réagit dès le lendemain en barricadant le carrefour d'Ardoyne Road et d'Alliance Avenue, qui constitue le point de contact entre les deux quartiers. Les résidents et les parents d'élèves s'injurient, soutenus par leurs représentants politiques respectifs, Gerry Kelly, conseiller municipal du *Sinn Fein* et Billy Hutchinson, député du *Progressive Unionist Party* (PUP) à l'Assemblée d'Irlande du Nord.

La bataille autour de l'école cesse pendant les vacances. Toutefois, le défilé de l'Ordre d'Orange le 12 juillet 2001 provoque des émeutes à Ardoyne. Les manifestants catholiques tentent d'empêcher le passage du cortège orangiste et des heurts ont lieu avec la police s'efforçant de disperser la foule. Ces incidents provoquent un week-end d'émeutes dans les quartiers populaires de Belfast[3]. A la rentrée, le conflit reprend violemment à propos de l'itinéraire des écolières. Deux trajets sont possibles pour se rendre d'Ardoyne à *Holy Cross*. Le chemin le plus court, par Ardoyne Road, traverse Glenbryn. Les loyalistes exigent que les catholiques empruntent un itinéraire plus long pour éviter de traverser leur territoire. Un détour par Crumlin Road, puis par un chemin de terre bordant un terrain de football, adjacent à une école de garçons, donne accès à l'arrière des bâtiments (Figure 62). Selon *Libération*[4], les catholiques n'acceptent pas d'être des « citoyens de seconde zone » et veulent que leurs enfants « passent par la grande porte ». La rentrée des classes, le 3 septembre 2001, se fait sous escorte policière dans un climat très tendu car la nuit précédente, les habitations catholiques ont été attaquées par des loyalistes. Environ 200 manifestants insultent le cortège d'enfants et de parents et jettent des pierres et divers projectiles sur les forces de l'ordre. Les fillettes de 4 à 11 ans font le trajet de l'école, accompagnées de leurs parents sous les huées, les quolibets et les sifflets et sont protégées par un important cordon policier, soutenu par l'armée. Les policiers en tenue anti-émeute et des rangées de véhicules blindés contiennent la foule.

[1] Belfast : affrontements violents entre catholiques et protestants, *Le Monde*, 22 juin 2001 [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://www/lemonde.fr/info/rech_art/0,5987,201128,00.html.

[2] Residents 'living in fear' after clashes, *art. cit.*

[3] Les négociations pour sauver le processus de paix en Irlande du Nord continuent, *Le Monde*, 14 juillet 2001 [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://www/lemonde.fr/info/rech_art/0,5987,207856,00.html.

[4] A Belfast la guerre commence à l'école, *Libération*, 7 septembre 2001.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

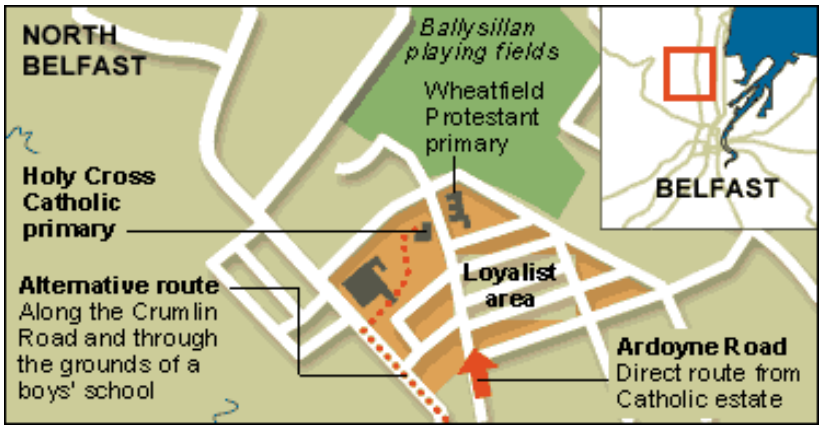


Figure 62 : L'itinéraire contesté de *Holy Cross* (Source : Violence returns to disputed Belfast school, *The Guardian*, 4 septembre 2001)

Malgré les épreuves imposées à leurs enfants, certains parents d'élèves ne renoncent pas à l'itinéraire contesté. D'après le *Guardian*[1], le Père Adrian Troy, directeur de l'établissement, essaie de les convaincre d'emprunter le chemin alternatif mais ceux-ci refusent. Toute la semaine, une cinquantaine d'enfants - parmi les 230 scolarisés - ont continué à se rendre en classe dans ces conditions, le plus souvent trop traumatisés pour y rester et raccompagnés immédiatement chez eux, par la police ou en taxi, et en passant par la sortie située à l'arrière de l'école. Les violences se poursuivent au-delà de la sortie des classes, par des combats entre bandes rivales éclatant dans la soirée et se prolongeant tard dans la nuit. Le conflit est très médiatisé, couvert par la presse et la télévision internationales parce qu'il s'agit d'enfants. Mais il dépasse une simple querelle scolaire. Pour les catholiques, le refus d'emprunter un itinéraire plus long signifie la défense de leurs droits. Les protestants ont le sentiment de perdre leur territoire et sont convaincus de la nécessité de le défendre. Ils accusent les membres de l'IRA de se mêler aux parents d'élèves. Jim Potts, porte-parole des *Loyalist Concerned Residents of Upper Ardoyne*, association de riverains protestants, déclare à la BBC[2] que le blocus de l'école n'est qu'un moyen pour se faire entendre car sa communauté est assiégée : « Nous n'avons rien contre les enfants. Mais nous ne supporterons pas plus longtemps que certains utilisent les enfants comme couverture pour l'intimidation et les agressions. Nous ne leur permettrons pas de s'installer dans notre quartier et mettre nos familles dehors (*to push our people out)* ». Le sentiment est fort qu'ils sont menacés par les catholiques qui veulent les chasser. Le *Guardian* rapporte les propos de Kate Riley, dont le mari a été assassiné par l'IRA en 1974[3] : « Tout

[1] All we wanted was to get our kids to school, *The Guardian*, 4 septembre 2001.

[2] Ardoyne stories : peace lines and division, *art. cit.*

[3] Last stand in the ghetto of hate, *The Guardian*, 8 septembre 2001 [référence du 9 novembre 2001], disponible sur : http://www.guardian.co.uk/Archive/Article/0,4273,4252872,00.html.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

cela n'a rien à voir avec l'école. Ils veulent nos maisons. Ils ont pris la vie de mon mari il y a plus de 20 ans et j'ai travaillé depuis pour cette maison. A présent, ils veulent me la prendre aussi. Si on ne se bat pas maintenant, que vont-ils essayer de nous prendre ensuite : Glencairn, Highfield, Ballysillan[1] » ? *Holy Cross*, docu-fiction réalisé en 2003 par la BBC, met en scène la peur des riverains face à l'extension du quartier catholique, dont le trajet des écolières devient la manifestation tangible à leurs yeux[2]. Le conflit n'est pas limité à une dispute de voisinage portant sur les territoires du logement, il est attisé par les paramilitaires. Le chef de la police nord irlandaise, Ronnie Flanagan, déclare à la BBC[3] que l'UDA et l'IRA sont impliquées dans les confrontations qui ont suivi les protestations autour de l'itinéraire de l'école. La police devient aussi la cible des attentats : le mercredi 5 septembre une bombe artisanale est lancée sur les forces de l'ordre. Selon l'AFP, l'explosion provoque une forte panique et blesse 4 policiers dont deux grièvement, mais aucun enfant. L'attentat est revendiqué par les *Red Hand Defenders* (RHD), nom de couverture de l'*Ulster Defence Association* (UDA)[4]. Les RHD menacent aussi individuellement les parents catholiques. John White, président de l'*Ulster Democratic Party* (UDP), lié à l'UDA, appelle au dialogue et déclare à l'*Independent* : « Je ne nierai pas qu'il y a des membres de l'UDA à proximité, mais je n'ai absolument aucune idée de l'identité des auteurs de cet attentat à la bombe »[5].

La dispute territoriale est symptomatique de la crise du processus de paix. La violence se déclenche à Ardoyne en juin 2001, le lendemain de la reprise des pourparlers visant à relancer les négociations sur le désarmement, après leur interruption pendant la campagne électorale de Westminster. Les négociations achoppent sur la question du désarmement (*decommissioning*) des milices paramilitaires et principalement de l'IRA. Cette question est liée à celles de la démilitarisation de la province et de la réforme de la police en cours. En mai 2001, David Trimble, chef de l'exécutif semi-autonome, menace de démissionner si des avancées significatives ne sont pas effectuées avant le 1er juillet 2001, c'est-à-dire si l'IRA n'a pas entamé concrètement son désarmement. Au printemps, l'IRA avait accepté une inspection de ses arsenaux par la commission indépendante du Général de Chastelain, mais n'a détruit aucune arme. L'IRA refuse l'« ultimatum » unioniste et accuse le gouvernement britannique de renier ses responsabilités en matière de retrait de l'armée et de réforme de la police. Les positions peuvent se résumer ainsi : pour les unionistes, le

[1] Lotissements ouvriers protestants à proximité d'Ardoyne.

[2] *Holy Cross*, téléfilm de Mark Brozel, Royaume-Uni, 2003, 85 min, coproduction BBC/RTE.

[3] Ardoyne stories : peace lines and division, *art. cit.*

[4] Les 'Défenseurs de la main rouge' revendiquent une explosion à Belfast, *AFP*, 5 sept 2001 [référence du 5 sept 2001], disponible sur http://192.168.11.5/nis50/depeches/B839FC1256ABE003BBBB5?OpenDocument.

[5] Four police injured in bombing by school protesters, *The Independent,* 6 septembre 2001.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

slogan *no guns, no government* (pas d'armes, pas de gouvernement) signifie qu'ils refusent de gouverner avec le *Sinn Fein* tant que l'IRA n'a pas détruit son arsenal. Pour les républicains, c'est l'inverse : *no government, no guns*. Une reddition totale n'est pas possible tant que leur adversaire, l'armée britannique, n'a pas quitté l'Irlande du Nord et que leur participation à la vie politique n'est pas assurée. Les républicains souhaitent rendre leurs armes au fur et à mesure d'un processus politique garantissant leurs droits. Les unionistes souhaitent la destruction de l'arsenal de l'IRA avant tout compromis politique. Dans ce contexte, l'opinion publique se radicalise. Les élections législatives générales britanniques du 7 juin 2001, lors de laquelle l'Irlande du Nord élit 18 députés, confortent les partis extrémistes de la province. Le *Sinn Fein* progresse au détriment des travaillistes plus modérés du *Social Democratic and Labour Party* (SDLP). Le *Democratic Unionist Party* (DUP), parti opposé aux accords de paix, s'impose face à l'*Ulster Unionist Party* (UUP) et aux petits partis loyalistes liés aux milices. Les négociations reprennent le 18 juin à Londres[1]. Tony Blair et son homologue irlandais Bertie Ahern reçoivent séparément les délégations des 3 principaux partis nord-irlandais favorables au traité de 1998, c'est-à-dire le SF, le SDLP et l'UUP. Mais ces deux derniers ont été désavoués par les élections, ce qui rend les négociations plus difficiles. Il semble que le déclenchement de la dispute à Ardoyne le lendemain de la reprise des négociations soit lié à la volonté des paramilitaires de montrer leur influence. Au 30 juin 2001, aucun consensus n'est trouvé et le Premier ministre David Trimble démissionne. La démission de Trimble entraîne automatiquement celle de son Vice-Premier ministre, Seamus Mallon, représentant du SDLP[2]. Mais cette démission des chefs de l'exécutif ne remet pas en cause le gouvernement qui peut continuer à fonctionner jusqu'au 12 août. Trimble reviendra si l'IRA met son arsenal hors d'usage. Si aucun compromis n'est trouvé, Londres devra suspendre les institutions autonomes pour imposer à nouveau l'administration directe ou dissoudre l'assemblée d'Irlande du Nord et organiser de nouvelles élections. Afin de trouver une solution, le gouvernement britannique relance les négociations à Weston Park en Angleterre, du 1er au 12 juillet. Toutefois les deux formations minoritaires loyalistes, l'UDP et le PUP, se retirent car elles estiment que le processus de paix profite trop favorablement au camp nationaliste. Le DUP ne participe pas non plus car il est hostile par principe aux accords de 1998. Les parties présentes se quittent sans résultat.

La médiatisation internationale de l'événement intervient la première semaine de septembre 2001 et couvre surtout l'explosion de la bombe artisanale sur les policiers qui protégeaient les

[1] Nouvelles tensions en Irlande du Nord, *Le Monde*, 21 juin 2001, [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://www/lemonde.fr/info/rech_art/0,5987,200885,00.html.

[2] Pour contraindre l'IRA à désarmer, David Trimble, premier des ministres d'Ulster, démissionne, *Le Monde,* 30 juin 2001 [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://www/lemonde.fr/info/rech_art/0,5987,203766,00.html.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

enfants. La protestation à Ardoyne ne cesse pas, mais se poursuit de manière relativement plus pacifique. Les manifestants continuent à utiliser les sifflets et à brandir les pancartes de protestations au passage des fillettes toujours accompagnées par la police. L'enjeu du conflit évolue. La dispute autour de l'école apparaît comme un prétexte à la question de la sécurisation du territoire. Dans un premier temps, les autorités réagissent en tentant de concilier les parties mobilisées. Le processus est mené par la Ministre de la Sécurité, Jane Kennedy, depuis le début du mois de septembre 2001. D'après la *Radio Television Eirean*[1], après 6 semaines de conflit, l'association de résidents protestants, les *Loyalist Concerned Residents of Upper Ardoyne*, rencontre l'association de parents d'élèves d'Ardoyne, le Groupe Droit à l'Education, *Right to Education Group,* dans les bâtiments du gouvernement, mais sans parvenir à un accord. La ministre joue alors un rôle nouveau d'arbitrage. Estimant que les efforts de médiation ont échoué, elle décide l'extension de la *peaceline* d'Alliance Avenue, mais contrairement au souhait des loyalistes, s'oppose à la fermeture d'Ardoyne Road[2]. Il semble que la ministre tente de concilier la demande de sécurité des protestants et la demande d'accessibilité des catholiques. Dans un communiqué officiel du 10 octobre 2001[3], elle se dit « déçue que les efforts pour trouver une issue à la protestation n'aient pas porté leurs fruits. J'ai pris en compte les doléances et les préoccupations exprimées par les deux communautés et en particulier, j'ai soigneusement examiné les demandes de sécurité avec la police. J'ai décidé qu'il n'y aurait pas de portail permanent installé dans Ardoyne Road. Cependant, après discussion avec mon administration et la police, j'ai été convaincue de la nécessité de construire une soi-disant *peaceline* entre Glenbryn Park et Alliance Avenue ». Les élus loyalistes et unionistes demandent à la ministre de reconsidérer son refus de fermer Ardoyne Road. La BBC relate leurs réactions[4]. Nigel Dodds, de l'UUP, affirme que cela va réduire le sentiment d'insécurité (*sense of fear*) des protestants, mais ajoute que le problème n'est qu'à moitié réglé puisque Ardoyne Road reste ouverte. Billy Hutchinson, du PUP, critique violemment la décision et appelle Madame Kennedy à la démission. Selon lui, la ministre n'a pas compris que les loyalistes souhaitaient un portail fermé uniquement la nuit pour prévenir les attaques contre Glenbryn. Cet argument est répandu chez les protestants d'Upper Ardoyne, mais en pratique, il est peu réalisable, car lorsque la tension est forte, les portails sont fermés 24 h/24. Une fermeture nocturne n'est possible qu'en période de calme et ce ne serait

[1] Heavy security presence in Belfast, *RTE News* (site internet de RTE, chaîne de télévision de la République irlandaise), 10 octobre 2001 [référence du 24 juillet 2002], disponible sur : http://www.rte.ie/news/2001/1010/north1/html.

[2] La fermeture d'Ardoyne Road, en extension de la *peaceline* d'Alliance Avenue, a été envisagée en 1998, mais sans être réalisée car les tensions avaient été réduites par les leaders communautaires. Voir supra, 3-33.2. La police renonce à l'extension de la *peaceline* d'Alliance Avenue.

[3] Security Minister Announces Additional Security Measures For North Belfast, *NIO*, 10 octobre 2001, [référence du 24 juillet 2002], disponible sur : http://www.nio.gov.uk/press/011010a.htm.

[4] Peace wall for school dispute, *BBC News,* 11 octobre 2001 [référence du 24 juillet 2002], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/hi/english/uk/northern_ireland/newsid_1592000/1592084.stm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

vraisemblablement pas le cas à Ardoyne. La porte-parole de l'association de riverains protestants, Anne Bill, qualifie la décision ministérielle « d'absurde ». Elle reproche à la ministre de prendre en compte l'avis des nationalistes, qui sont d'après elle ceux qui perpétuent les attaques contre Glenbryn. Devant ces réactions, la ministre réunit une conférence de presse dès le lendemain. Il s'agit de montrer que le gouvernement a une volonté de pédagogie et de dialogue envers les acteurs de terrain. Elle justifie sa décision au nom de l'accessibilité[1] : « Je n'ai pas été convaincue que l'installation d'un portail procurerait un accroissement de sécurité souhaité par les résidents de Glenbryn. Un portail fermé isolerait la communauté de Glenbryn, l'emprisonnerait derrière une barrière. Les services d'urgence et les activités quotidiennes seraient significativement entravés. En outre, un portail fermé placerait l'école d'*Holy Cross* derrière une barrière physique, isolant les enfants de leur communauté et de leurs parents. Installer un portail servirait seulement à séparer encore plus les communautés. La meilleure solution est d'encourager les communautés à se parler et à mettre en place les mécanismes pars lesquels les différences peuvent être discutées ». Les déclarations entraînent des confrontations à Ardoyne dans la soirée du 11 octobre 2001[2]. Ainsi les nouvelles mesures de sécurité, à savoir l'extension de la *peaceline* d'Alliance Avenue, ne sont pas suffisantes pour mettre fin au conflit sur l'itinéraire. Le maintien de l'ouverture d'Ardoyne Road est l'objet d'un désaccord entre catholiques et protestants et devient l'enjeu principal du conflit dans le quartier, entraînant d'autres violences. La Ministre de la Sécurité entame des discussions avec les paramilitaires loyalistes fin octobre, sans succès[3].

La tentative de conciliation et d'arbitrage entre les intérêts divergents engagée par la Ministre de la Sécurité échoue à régler la dispute sur l'itinéraire de l'école. La méthode de gestion des conflits par le gouvernement change alors, profitant du déblocage de la crise institutionnelle. Le gouvernement local est réinstallé le 5 novembre 2001, lorsque David Trimble est réélu au poste de Premier ministre par l'Assemblée d'Irlande du Nord, avec Mark Durkan comme Vice-Premier ministre. Les chefs de l'exécutif prennent la direction des négociations à la place de la Ministre de la Sécurité. Ils jouent un rôle de médiateurs entre le NIO et la société civile. Un règlement est accepté le 23 novembre 2001 par l'association des riverains loyalistes, la *Loyalist Concerned Residents of Upper Ardoyne*, après 12 semaines de conflit[4]. Les mesures de sécurité agréées incluent des caméras de

[1] Security Minister Defends Peace Line Decision, *NIO*, 11 octobre 2001, [référence du 14 juin 2002], disponible sur : http://www.nio.gov.uk/press/011011c.htm.

[2] Tensions at Belfast dispute school, *BBC News*, 12 octobre 2001 [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/1594623.stm.

[3] School protest scaled down, *The Guardian*, 6 novembre 2001.

[4] Loyalist halt school protest, *The Guardian*, 26 novembre 2001.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

surveillance, des ralentisseurs et une unité de police de quartier (*neighbourhood police unit)*. Elles prévoient aussi la mise en place d'un forum local incluant catholiques et protestants. Ces garanties apparaissent suffisantes pour faire cesser les manifestations mais les loyalistes ne renoncent pas à l'idée de fermer Ardoyne Road, malgré les caméras et le renforcement des patrouilles.

Les tensions demeurent, dans lesquelles la question de l'école reste un sujet de discorde. En janvier 2002, peu de temps après le règlement de la dispute autour du trajet, des incidents devant l'établissement scolaire provoquent des émeutes, alors que janvier est généralement une période calme. Selon les déclarations à la BBC[1] d'Alan Mc Quillan, directeur adjoint de la police d'Irlande du Nord (*Assistant Chief Constable*, ACC), les troubles ont commencé suite à une altercation entre deux femmes, l'une protestante et l'autre catholique, devant *Holy Cross*. Une rixe s'en est suivie et la police s'est interposée entre les deux foules, qui se sont dispersées tard dans la nuit. Mais loyalistes et républicains s'accusent réciproquement de provocation. Les protestants affirment que les catholiques auraient détruit une gerbe de fleurs en mémoire du chauffeur de taxi, Trevor Kell, tué en décembre 2000 par l'IRA. Pour les catholiques, une mère d'élève a été agressée sur le chemin de l'école. Si l'école a apparemment joué un rôle de catalyseur des tensions, les paramilitaires sont en cause, selon l'*Assistant Chief Constable*. Il affirme que les désordres sont organisés alors qu'ils semblent spontanés : « si on gratte à la surface, les paramilitaires ne sont jamais loin ». La BBC étaie ces arguments : des hommes ont dirigé l'émeute par téléphone portable. La police a découvert un dépôt de cocktail Molotov et une réserve d'essence dans un parc voisin. Les batailles rangées étaient d'une grande ampleur, impliquant environ 500 personnes, surtout des jeunes, et 136 cocktails Molotov ont été lancés, blessant 48 policiers. Dans cette situation encore tendue, les mesures de sécurité agréées doivent être appliquées. D'après un communiqué de presse du NIO, l'extension du mur de sécurité décidée en octobre 2001 par la ministre est en cours d'achèvement en février 2002. Cette extension de 250 m de long et de 6 m de haut sépare Glenbryn Park et Alliance Avenue[2]. En janvier 2002, le NIO dément formellement les allégations de la presse concernant les projets de murs en travers d'Ardoyne Road[3]. D'après la BBC[4], au mois de mai 2002, les *Loyalist Concerned Residents of Upper Ardoyne* accusent le Premier ministre et le Vice-Premier ministre de ne pas agir

[1] Footpath row led to riot, *BBC News*, 10 janvier 2001, [référence du 14 juin 2002], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/hi/english/uk/northern_ireland/newsid_1752000/1752634.stm.

[2] Security Minister Announces Additional Security Measures, *NIO*, 4 février 2002 [référence du 24 juillet 2002], disponible sur : http://www.nio.gov.uk/press/020104sm.htm.

[3] 40 Ft Wall Story Total Nonsense, *NIO*, 23 janvier 2002 [référence du 24 juillet 2002], disponible sur : http://www.nio.gov.uk/press/020123a.htm.

[4] Pace of security measures criticised, *BBC News*, 15 mai 2002 [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/1988545.stm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

assez rapidement pour mettre en œuvre les mesures de sécurité agréées en novembre. La BBC relate les affirmations des deux communautés qui révèlent la méfiance réciproque[1]. Le porte-parole des riverains catholiques exprime une volonté de négocier, mais le représentant du PUP, Billy Hutchinson, accuse les nationalistes de jouer un double-jeu en n'ayant jamais accepté, dans le fond, l'accord de novembre qui incluait l'institution d'une instance de dialogue. Il dénonce également la stratégie des nationalistes de chasser les protestants de Belfast-Nord. En dépit de ces tensions, Trimble et Durkan annoncent la mise en place du *Community forum* d'Ardoyne le 17 juin, pour discuter de l'instauration de structures de dialogue et des mesures de sécurité. Mais le forum ne suffit pas. Parallèlement aux tentatives de dialogue intercommunautaire, les Premier et Vice-Premier ministres font appel à un médiateur extérieur. Les consultants privés, Sue et Steve Williams, reçoivent la mission de « *conflict consultants* », chargés de remettre des recommandations fin juillet, quelque soit l'avancée d'un accord entre les deux communauté par l'intermédiaire du forum[2].

La nouveauté majeure dans ce conflit est le dessaisissement de la Ministre de la Sécurité au profit d'une initiative politique de l'exécutif nouvellement réinstallé, devant l'ampleur de la crise. L'exécutif est ici nécessairement représenté par deux personnes, le Premier ministre protestant accompagné de son Vice-Premier ministre catholique pour garantir la double confessionnalité et la légitimité des négociations. Il n'est plus question de l'évaluation de la situation par la police, mais de l'établissement d'un consensus local pour la construction de dispositifs de sécurité. L'autre originalité est la médiation politique de l'exécutif pour lancer des négociations entre catholiques et protestants, et que cette médiation soit doublée par des médiateurs extérieurs indépendants pour tenter de délocaliser la dispute. Enfin, même si les deux associations locales, les *Loyalist Concerned Residents of Upper Ardoyne* et le *Right to Education Group* représentent les parties opposées, les paramilitaires locaux sont aussi inclus dans des discussions moins médiatisées avec le gouvernement. Toutefois ces négociations sont inefficaces pour enrayer la violence. En 2003, dans des conditions non documentées, mais dans la continuité des événements décrits, un portail de sécurité a été érigé au carrefour contesté entre Alliance Avenue et Ardoyne Road.

[1] Ministers seek talks on Ardoyne, *BBC News,* 8 juin 2002 [réf. du 14 juin 2002], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/hi/english/uk/northern_ireland/newsid_2032000/2032463.stm.

[2] Mediators called in over North Belfast, *BBC News*, 28 juin 2002 [réf. du 1er juillet 2002], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/hi/english/uk/northern_ireland/newsid_2072000/2072741.stm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

3-42.2. L'extension des murs de sécurité sur décision ministérielle à Newington et dans le Short Strand

Le quartier de Mountcollyer, qui a connu une forte instabilité en 1996, est aussi touché par la recrudescence générale de la violence interconfessionnelle en 2001. De plus, le *flashpoint* s'est déplacé de Duncairn Gardens vers Limestone Road, car la limite démographique y est instable, alors que les frontières territoriales de Duncairn ont été figées par les murs de sécurité et la création du parc industriel de *Northgate*[1] au milieu des années 1990. La police avait également installé une barrière basse pour fermer Newington Street au carrefour de Limestone Road pour empêcher les agressions motorisées (Figure 63). En octobre 2001, la Ministre de la Sécurité Jane Kennedy décide d'ériger un grillage de 5 m de haut entre Newington Avenue/Newington Street et Halliday's Road[2], deux rues parallèles débouchant dans Limestone Road (Figure 47). Cette décision intervient au même moment que celle d'étendre la *peaceline* d'Alliance Avenue suite aux émeutes d'*Holy Cross*. Les travaux d'installation du grillage à l'arrière des jardins commencent en novembre 2001. Mais le quartier est encore très instable. Le 4 février 2002, la Ministre de la Sécurité recommande de surélever la barrière située dans Alexandra Park suite à des émeutes[3].



[1] Voir infra, section 5-32.1.

[2] Peaceline builders cut off the electricity, *Irish News*, 9 novembre 2001 [référence du 9 novembre 2001], disponible sur : http://www.irishnews.com/access/archive/story/asp?SID=24278.

[3] Security Minister Announces Additional Security Measures, *art. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 63 : Barrière de fermeture de rue, Newington Street, au carrefour de Limestone Road, Belfast-Nord (août 1999)

Le Short Strand est une autre figure des nouvelles crispations territoriales. Cette enclave catholique comprend environ 2000 habitants à la fin des années 1990. Alors que les protestants sont très largement majoritaires dans Belfast-Est, les catholiques du Short Strand sont en expansion démographique. Leur quartier peut cependant difficilement s'étendre car il est délimité par des murs de paix qui figent le territoire confessionnel (Figure 64). Ils ont été mis en place au début des années 1970 puis dans les années 1980 lors des réhabilitations urbaines[1]. Les relations communautaires sont très tendues en raison de la situation d'enclave.

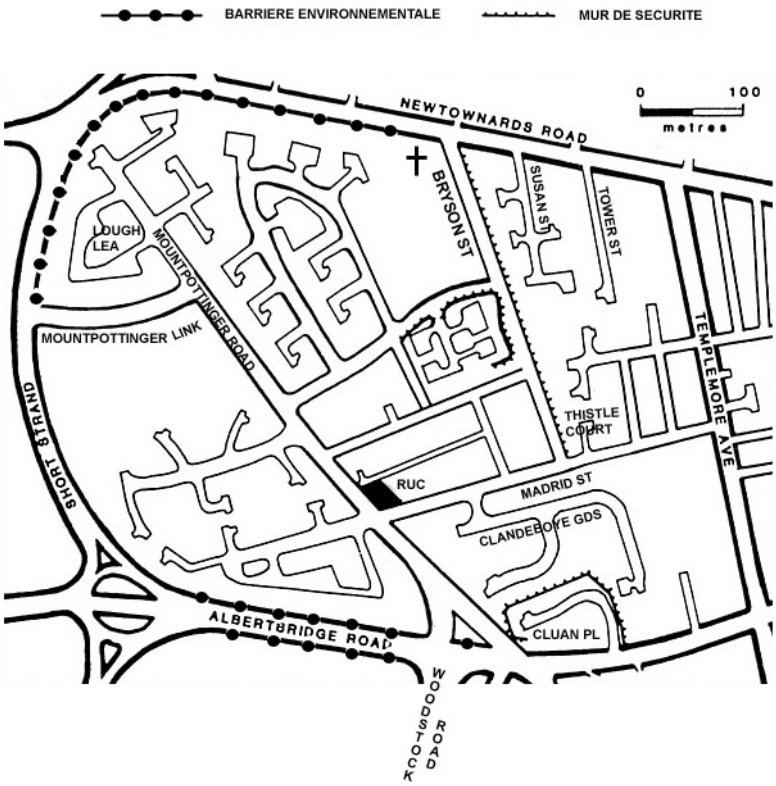


Figure 64 : Plan du Short Strand (Source : d'après G. Dawson, Defensive planning in Belfast, *Irish Geography,* vol. 17, 1984, p. 34 et les relevés de terrains)

La violence intercommunautaire est limitée aux zones de contacts, où l'espace n'est pas complètement cloisonné. Il s'agit d'un square situé entre Albertbridge Road et Woodstock Road et

[1] Sur l'intervention des urbanistes dans le Short Strand, voir infra, section 5-21.1.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

du carrefour entre Madrid Street et Thistle Court, petit lotissement protestant. Au milieu des années 1990, une dispute a éclaté à propos de la fermeture de Madrid Street au niveau de Thistle Court. Les habitants protestants, soutenus par les élus unionistes, souhaitaient la fermeture de la rue, alors que les catholiques y étaient opposés. Le *Sunday Life* rapporte qu'après les violences de l'été 1995, les portes et fenêtres des pavillons de Thistle Court et de Madrid Street ont été murés, car les habitants ont fui leurs logements et le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) a condamné les ouvertures pour les protéger du vandalisme. En octobre 1995, les riverains protestants, soutenus par leurs élus, se mobilisent pour un mur de protection à Thistle Court. Une requête formelle est adressée par les locataires au NIHE, bailleur social. Le NIHE prévoit une solution à court terme, à savoir réaliser une enquête pour déterminer si les habitants de Thistle Court souhaitent que des grilles soient apposées à leurs fenêtres. Le NIHE insiste sur le choix individuel des ménages, sachant que les grilles compromettent les normes de sécurité incendie. En outre, le NIHE déclare entreprendre une étude de faisabilité pour la *peaceline*, au cours de laquelle seront consultées toutes les parties en présence, la RUC, le Ministère de l'Environnement (DOE), le clergé local et les leaders associatifs. Les élus unionistes relayent les souhaits des résidents. Le conseiller municipal Jim Rodgers (UUP) se pose en représentant des inquiétudes de la communauté protestante et affirme que seule une *peaceline* est la solution à ces attaques répétées. Le député à Westminster pour Belfast-Est, Peter Robinson, (DUP) dépose une demande de *peaceline* auprès du NIO[1]. Un mois plus tard, en novembre 1995, il presse le Ministre de la Sécurité John Wheeler de débloquer des fonds pour les dispositifs de sécurité[2]. L'*Irish News* relate l'opposition des catholiques du Short Strand. L'association de quartier, le *Short Strand Community Forum*, est fermement opposée à un nouveau mur et appelle à des pourparlers incluant toutes les associations locales et partis politiques. Le *Sinn Fein* affirme également sa volonté de dialogue[3]. En 1997, la mobilisation se renforce. Un comité de locataires protestants est spécialement créé, la *Madrid Street and Lower Newtownards Road Tenants' Association*. La RUC affirme à la *News Letter* que les violences sont le fait de bandes rivales ; les émeutes récréatives sont tempérées par les paramilitaires et les travailleurs sociaux[4]. Aucun mur n'est décidé. Selon Richard Williamson, responsable du district du NIHE compétent pour le Short Strand[5], des tractations entre les paramilitaires ont réussi à limiter la violence. De plus, la police

[1] The walls are still going up, *Sunday life,* 8 octobre 1995.

[2] City sectarian tensions spark minister's concern, *Belfast Telegraph,* 7 novembre 1995.

[3] Anger at peace wall extension plan, *Irish News,* 9 octobre 1995.

[4] Peace wall plea for Street under siege, *News Letter,* 25 juin 1997.

[5] Entretien avec Richard Williamson, NIHE, District 2, *District manager*, 6 mars 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

refuse de fermer Madrid Street pour préserver l'accès de ses unités au commissariat du Short Strand.

Mais en 2001, le Short Strand subit la recrudescence générale de la violence interconfessionnelle, attisée par la dispute autour de l'école d'*Holy Cross* au mois de juin. Cette violence reste relativement maîtrisable dans le Short Strand. Selon le *Guardian*, les élus locaux du SF et du PUP tiennent des pourparlers après les confrontations de juillet 2001 et parviennent à restaurer un calme relatif grâce à leurs liens respectifs avec les paramilitaires[1]. La situation générale s'aggrave en 2002. Le *Pat Finucane Centre for Human Rights*, une ONG nord-irlandaise, recense à Belfast « plus de 100 émeutes atteignant un niveau de violence sans précédent » entre le 1er avril 2001 et le 31 mars 2002[2]. En mai 2002, la violence subit une forte escalade, suite à des attaques organisées et répétées le long des interfaces. Une nouvelle série de combats de rue commence dans Belfast. Selon les informations de la BBC[3], ils ont été déclenchés le samedi 4 mai après la finale de football de la Coupe d'Ecosse, opposant deux équipes de Glasgow. Les *Rangers*, soutenus par les protestants, ont battu le *Celtic*, favori des catholiques, par un score de 3 à 2. Des émeutes ont éclaté entre les supporters des équipes. Les deux communautés se sont accusées mutuellement, en reprochant aux paramilitaires d'avoir provoqué des incidents. Les émeutes durent pendant le reste de la semaine, et dans ce contexte tendu elles éclatent à Thistle Court le samedi suivant, le 11 mai, provoquant d'importants dégâts. Les élus protestants réitèrent alors leurs demandes d'un mur de sécurité. D'après la BBC, Sir Reg Empey, député de Westminster représentant Belfast-Est, affilié à l'*Ulster Unionist Party* (UUP), et Ministre de l'économie pour l'Irlande du Nord, appelle à la construction immédiate d'un portail de sécurité : « Malgré les suppliques aux ministres de la sécurité successifs à propos d'un portail à Madrid Street, les progrès ont été douloureusement lents. Le travail aurait déjà dû commencer et j'appelle à une installation immédiate afin de prévenir de futures émeutes »[4]. Le 20 mai 2002, la police érige un portail de sécurité à Madrid Street[5] (Figure 65). Toutefois, cette décision a été prise en raison de la dégradation de la situation et non de la mobilisation des élus.

---

[1] Riots engulf Belfast as peace line strains ceasefire to the limit, *The Guardian,* 5 juin 2002 [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://www.guardian.co.uk/Northern_Ireland/Story/0,2763,727561,00.html.

[2] *Sectarian attacks, 1-31 May 2002*, Pat Finucane Centre for Human Rights and Social Change in Derry [en ligne, référence du 3 juillet 2002], disponible sur : www.serve.com/pfc/sattacks/may02att.html.

[3] Man Shot in Belfast riots, BBC News, 5 mai 2002, disponible sur : http://news.bbc.co.uk/hi/english/uk/northern_ireland/newsid_1968000/1968543.stm.

[4] Call for security gates after riot, BBC News, 13 mai 2002, disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/1983165.stm.

[5] *Sectarian attacks, 1-31 May 2002*, *op. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 65 : Portail de sécurité de Madrid Street, mai 2002 (Source : site internet nationaliste, http://www.geocities.com/shortstrandsiege/securitygate.htm)

Cette mesure ne réussit pourtant pas à ramener le calme. Au début de juin 2002, le conflit se radicalise dans le Short Strand. La défense de l'exclusivité territoriale se cristallise autour des usages quotidiens des équipements de quartier. Les émeutes du premier week-end de juin sont déclenchées à propos d'emblèmes confessionnels, des fanions unionistes placés sur les grilles de l'église St Matthew, à l'occasion d'une fête de rue organisée pour le Jubilé de la Reine d'Angleterre[1]. Huit personnes sont blessées par balles. La semaine suivante, des incidents se déroulent autour des équipements cultuels, éducatifs et commerciaux. D'après le *Sunday Business Post*, une procession d'enterrement vers l'église St Matthew est attaquée par une foule de 300 loyalistes et les participants sont forcés de fuir[2]. Les institutions scolaires sont aussi prises dans la bataille territoriale. Un institut de formation continue, le *Belfast Insitute*, situé dans Tower Street, est fréquenté par les catholiques et

[1] Riots engulf Belfast as peace line strains ceasefire to the limit, *art. cit.* ; Belfast 'on edge of the abyss' as loyalists are shot, *British News*, 4 juin 2002 [référence du 14 juin 2002], disponible sur : http://timesonline.co.ukarticle/0,,2-316400,00.html.

[2] Shot fuses in Short Strand, *Sunday Business post,* 9 juin 2002.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

les protestants. Le *Guardian*[1] rapporte que le 7 juin, des étudiants ont été menacés sur le campus par des loyalistes cagoulés, les forçant à montrer leur carte d'identité et à prononcer la lettre « h », que les catholiques articulent en général différemment[2], afin de prouver qu'ils n'étaient pas du Short Strand. Enfin, les loyalistes ont empêché les habitants du Short Strand d'utiliser les services et commerces de proximité, dont la pharmacie, le bureau de poste et un cabinet médical, situés dans Newtownards Road. La méthode employée par les paramilitaires était d'intimider les commerçants. Le *Guardian*[3] rapporte que les loyalistes ont interdit au pharmacien de servir les catholiques. Des hommes cagoulés bloquaient les accès. Des piquets de protestation étaient organisés avec la population qui soutenait le mouvement. Une participante à un piquet dans Newtownards Road déclare au *Guardian* le 7 juin 2002 : « Les catholiques du Short Strand veulent nous prendre nos maisons de Cluan Place. Nous ne voulons plus les voir faire leurs courses dans notre rue »[4]. Des pancartes sectaires ont été remarquées par les observateurs de la *Brehon Law Society* et de l'*Irish Parades Emergency Committee* (IPEC), deux ONG américaines de promotion des droits de l'homme[5]. Ces pancartes affirment notamment : « Pas de *Taigs* du Short Strand dans notre rue ». Un autre panneau manufacturé affiche le slogan : « pas de nationalistes ni républicains admis dans le Belfast-Est loyaliste ». Tous ces éléments expriment une volonté de réserver le quartier à l'usage exclusif des protestants.

L'implication des milices paramilitaires est évidente, bien qu'elles soient officiellement en cessez-le-feu. Alan Mc Quillan, directeur adjoint de la police d'Irlande du Nord (*Assistant Chief Constable*, ACC), affirme au *Guardian* qu'il y a des preuves de la participation aux désordres de l'*Ulster Defence Association* (UDA) et de l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) du côté loyaliste ; du côté républicain, un grand nombre de membres de l'*Irish Republican Army* (IRA) ont été aperçus, dont beaucoup venant de l'extérieur du quartier. Une médiation politique tente de négocier une trêve avec les paramilitaires mais sans résultat. John Reid, le Secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, a mené des discussion avec Gerry Adams (*Sinn Fein*) et David Ervine (*Progressive Unionist Party*), les pressant d'utiliser leur influence respective auprès de l'IRA et de l'UVF pour restaurer le calme. La Ministre

[1] Peace lines raised in East Belfast, *The Guardian,* 8 juin 2002 [référence du 3 juillet 2002], disponible sur : http://www.guardian.co.uk/uk_news/story/0,3604,729376,00.html.

[2] Les protestants la prononcent « aitch » tandis que les catholiques prononcent « haitch ».

[3] Riot City, *The Guardian,* 11 juin 2002 [référence du 3 juillet 2002], disponible sur : http://www.guardian.co.uk/g2/story/0,,730968,00.html

[4] Quiet cul-de-sac becomes frontline of sectarian hate, *The Guardian,* 7 juin 2002 [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://www.guardian.co.uk/Northern_Ireland/Story/0,2763,728737,00.html

[5] Irish parades emergency committee/Brehon Law Society, *Parading paramilitarism...*, *op. cit.*, p. 26.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

de la Sécurité, Jane Kennedy, incite les paramilitaires à travailler sur le terrain pour s'assurer que leurs membres ne sont pas impliqués et préserver les cessez-le-feu[1].

Après ces événements, le conflit se radicalise autour de Cluan Place qui devient le centre de la dispute. Petite impasse d'une vingtaine d'habitations, jouxtant le Short Strand, Cluan Place est une sorte de *frontline* évidente. Les protestants avaient milité en 1982 pour la construction d'un mur de sécurité les séparant du lotissement catholique de Clandeboye, juste après la réhabilitation du quartier. Le mur a été construit en 1985. Si Cluan Place est le terrain privilégié des affrontements à cause de sa localisation à la frontière du quartier, elle représente aussi le poste avancé de la bataille idéologique. Chaque camp situe les événements contemporains dans l'histoire d'un territoire menacé et d'une communauté agressée par l'autre. Deux histoires antagonistes et parallèles sont construites autour de la dispute de Cluan Place. A la thèse du complot nationaliste, visant à chasser les protestants, répond celle de la volonté des loyalistes d'utiliser la violence paramilitaire pour faire échouer le traité de paix ou du moins de limiter l'accès des catholiques au pouvoir politique. Ces interprétations sont relayées par les associations de quartier et les comités de soutien créés à cette occasion, qui diffusent leur combat sur des sites internet. Le *Short Strand Community Centre*, association de quartier du Short Strand, prend en charge une part des revendications. Un comité de soutien appelé 'le siège du Short Strand', émanant du *Sinn Fein* propose un journal détaillé des attaques subies par les nationalistes[2]. Le site nationaliste *Socialist Democracy*, récusant l'analyse des événements en tant que conflit communautaire, les dénonce comme une agression loyaliste, destinée à minimiser les avancées des accords de paix et faire valoir les « peurs » de la communauté loyaliste[3]. *Cluan Place East Belfast Concerned Women's Group* est le comité de soutien aux habitants de Cluan Place fondé en août 2002 en réponse à « la campagne d'agressions républicaines contre Cluan Place ». Il se donne pour but d'alerter les autorités et de rassembler des fonds pour aider les communautés vivant près des *flashpoints*[4]. Le site de l'orchestre loyaliste *Greengairsthistle* publie un document intitulé *Cluan Place, the truth* - la vérité sur Cluan Place [5] - dans lequel il défend la thèse d'un complot pour étendre le territoire catholique et de l'attaque par l'IRA des points vulnérables,

[1] Riots engulf Belfast as peace line strains ceasefire to the limit, *art. cit.*

[2] Diary of events, *Short strand siege*, [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://www.geocities.com/shortstrandsiege/diary.html.

[3] Loyalist intimidation in east Belfast, *Socialist Democracy*, 14 juin 2002 [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://www.socialistdemocracy.org/News&AnalysisIreland/News&AnalysisIreLoyalistIntimidationInEastBelfast.htm.

[4] [référence du 2 juin 2004] http://www.eastbelfastconcernedwomensgroup.co.uk.

[5] Cluan Place – the Thruth, *Greengairs Thistle Flute Band* [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://www.greengairsthistle.com/cluan.htm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

d'abord de Madrid Street, puis, celle-ci fermée, de Cluan Place. *Cluanplace online*[1] tient des propos similaires. Il est alimenté par le *Swaansea loyalist Movement*, mouvement loyaliste écossais créé en 1999 par la *South Wales Branch* de la *British Ulster Alliance* et militant contre le processus de paix et pour le maintien de l'Ulster au sein du Royaume-Uni.

Le site internet de *Forum Ireland* confronte les deux points de vue concernant l'interprétation de la violence et de ses enjeux territoriaux[2]. Elisabeth Mc Cann, présidente du *Cluan Place East Belfast Concerned Women's Group*, représente les protestants. Si l'on suit Elisabeth Mc Cann, les incidents de juin 2002 ont commencé par des tirs de l'IRA qui ont blessé 5 hommes à Cluan Place. Le fait que Cluan Place soit devenue la cible de l'IRA montre qu'elle fait partie de la stratégie de l'IRA de faire de Belfast une ville catholique. Leur tactique d'expansion serait de chasser les protestants et pour cette raison ils ont commencé par attaquer Thistle Court et Madrid Street. La décision des autorités d'installer des portails de sécurité dans Madrid Street est analysée par Elisabeth Mc Cann comme contrecarrant le projet de l'IRA d'étendre le territoire catholique jusqu'à Templemore Avenue. L'IRA se serait alors tournée vers Cluan Place, impasse paisible où vivent des retraités et des familles avec des jeunes enfants. Le départ des protestants de Cluan Place, intimidés, est le résultat d'agressions des républicains. Les slogans sectaires contre les catholiques montrent la colère des riverains. Elle récuse que l'accès des habitants du Short Strand aux équipements de proximité ait été empêché. Elle assure aussi que les protestants resteront à Cluan Place quel qu'en soit le prix et conclut par le slogan loyaliste : *No surrender*, nous ne nous rendrons pas. A l'inverse, Deborah Devenney, résidant à Clandeboye Drive et assistante sociale au *Short Strand Community Centre*, parle de pogrom prémédité et concerté par les paramilitaires loyalistes. Les escadrons loyalistes de l'UVF ont attaqué les habitations catholiques de Madrid Street, le soir du 11 mai, et les attaques se sont poursuivies le jour suivant. Elle accuse la police, au cours des émeutes qui ont suivi les agressions, de charger les catholiques et de laisser les tueurs loyalistes s'enfuir. Elle reproche aux protestants de jeter l'opprobre sur les catholiques et attribue la décision de la police d'ériger un portail de sécurité, à l'accusation, non fondée, faite aux nationalistes par les unionistes d'avoir déclenché la violence. D'après Deborah Devenney, le 31 mai 2002, des drapeaux ont été érigés devant St Matthew et les loyalistes ont attaqué les pavillons catholiques du Short Strand. Puis les attaques se sont redéployées sur Clandeboye à partir de Cluan Place. Les résidents de Cluan Place ont été déplacés par les paramilitaires loyalistes afin d'utiliser l'impasse comme base d'attaque. Elle dénonce aussi le blocus du quartier par les loyalistes et la persécution dont les habitants du Short

[1] http://www.cluanplace.uk.org.

[2] Case Study : Short Strand, *Forum Ireland* [référence du 2 juin 2004], disponible sur : http://www.forumireland.com/casestudy.html.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Strand sont victimes. Ces histoires parallèles façonnent des représentations antagonistes de la situation, dans lesquelles chaque communauté est la victime de l'autre. En réalité, le rapport des observateurs de l'*Irish Parades Emergency Committee* et de la *Brehon Law Society* affirme qu'il y a des dommages des deux côtés et qu'il est difficile d'établir des responsabilités[1].

Les moyens de police déployés en juin 2002 semblent disproportionnés. La forte mobilisation des forces de l'ordre, assistées d'hélicoptères de surveillance, de patrouilles militaires, de blindés légers de l'armée et de Land Rover de la police, a rétabli le calme au soir du 6 juin [2]. La réponse immédiate des pouvoirs publics est alors de renforcer les murs de sécurité. Le même jour, Jane Kennedy, Ministre de la Sécurité, annonce que des « moyens supplémentaires de sécurité matérielle » seront ajoutés aux murs existants entre Clandeboye Gardens et Cluan Place et dans Bryson Street, c'est-à-dire que ces murs seront rehaussés. La ministre souligne que cette décision est regrettable mais nécessaire au regard de « la situation préoccupante sur le terrain »[3]. Provisoirement, l'armée a placé du grillage au-dessus du mur de Cluan Place, en attendant qu'un entrepreneur réalise des travaux durables. Malgré le recours à la solution ultime d'étendre les murs de sécurité en juin 2002, les pouvoirs publics tentent de donner des signaux politiques de normalisation. Le Premier ministre David Trimble visite Cluan Place à la fin du mois d'août 2002[4]. Le NIHE répare les pavillons endommagés et annonce un plan d'un million de livres en mars 2003. Ce programme de maintenance pour le Short Strand et Cluan Place est destiné à renforcer la protection des habitations à l'aide de vitres incassables et de grilles de sécurité aux fenêtres[5].

L'efficacité de ces dispositifs est contestable. Malgré la construction de la barrière de Madrid Street et l'extension des dispositifs de Cluan Place et Bryson Street, les violences continuent en juillet 2002 dans le Short Strand[6]. La situation reste très tendue dans Ardoyne malgré la fermeture de la rue en 2003. Les murs sont ainsi une politique par défaut, une reconnaissance de l'impuissance de la police à contrôler le désordre. Les murs sont aussi l'expression territoriale de la division

[1] Irish parades emergency committee/Brehon Law Society, *Parading paramilitarism..., op. cit.*, p. 28.

[2] Peace lines raised in east Belfast, *art. cit.*

[3] Security Minister Announces Additional Security Measures At Short Strand, *NIO*, 6 juin 2002 [référence du 3 juillet 2002], disponible sur : http ://www.nio.gov.uk/press/020606b.htm ; New Measures to halt violence, *BBC News*, 7 juin 2002 [référence du 3 juillet 2002], disponible sur : http://newswww.bbc.net.uk/1/hi/northern_ireland/2030226.stm.

[4] Inside Cluan Place, *Andersonstown News*, 29 août 2002 [réf. du 1er juin 2004], disponible sur : http://www.irelandclick.com/new_238_e.htm.

[5] £1 million housing scheme for Short Strand and Cluan Place, *NIHE*, 25 mars 2003 [réf. du 27 mai 2004], disponible sur : http://www.nihe.gov.uk/news/news.asp?Id=303.

[6] Irish parades emergency committee/Brehon Law Society, *Parading paramilitarism..., op. cit.*, p. 27.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

sociale. Les communautés locales y voient le moyen de figer les territoires confessionnels, ce qui en soi est un facteur de paix sociale, car les affrontements ont lieu sur des limites démographiques mouvantes. Les protestants apparaissent plus favorables aux murs que les catholiques, car ils les considèrent comme un moyen de protéger leur territoire de l'expansion démographique des catholiques, qui restent toutefois minoritaires dans la population globale. L'argument territorial émerge comme justification de la lutte, et pour les riverains il s'agit de « défendre leurs rues ». Toutefois le conflit n'oppose pas seulement les habitants mais également les milices paramilitaires qui attisent les combats.

La question des *peacelines* s'est politisée dans la mesure où l'exécutif joue un rôle accru. Le Ministre de la Sécurité arbitre les conflits territoriaux, au sein desquels la demande d'extension des murs de sécurité est un élément central. Depuis la formation du gouvernement en 1999, le rôle décisionnel dans l'édification des *peacelines* lui revient. Il justifie publiquement ses positions et communique régulièrement ses décisions par conférences de presse. Le pouvoir discrétionnaire de la police est amoindri. La gestion des conflits se politise davantage lors des interventions des chefs du gouvernement. Lorsque le conflit est très grave et s'installe dans la durée, le Premier ministre et son adjoint jouent un rôle de médiation entre les acteurs de terrain. Un débat autour des *peacelines* s'instaure entre la société civile et le pouvoir. L'espace politique local voit s'affirmer de nouveaux acteurs, les comités de soutien et les associations de riverains, qui réduisent l'influence des élus locaux et des associations de quartiers ayant une expérience plus longue du travail de proximité. Les murs restent la solution ultime devant une violence incontrôlable. La nette dégradation des rapports sociaux à partir de 2001 et l'éclosion de conflits micro-territoriaux très intenses entraînent l'édification de nouveaux murs.

3-43. La gestion plus concertée des fermetures de rues

Dans les années 1980, la police était prompte à intervenir pour supprimer les dispositifs illégaux de fermeture des rues. En effet, les habitants érigeaient fréquemment des barricades en réaction aux assassinats commis par les gangs terroristes. La police les enlevait *manu militari* afin de préserver son monopole d'intervention sur la circulation routière. Les confrontations entre la RUC et les habitants étaient fréquentes à ce sujet. Par exemple, le *Belfast Telegraph* relate qu'en mai 1981, les résidents d'Ardoyne souhaitaient des barrières sur la route pour ralentir le trafic, après l'assassinat de Paul Blake par des terroristes qui se sont enfuis en voiture. Ils prétendaient que les barrières empêcheraient les assassinats de ce style. Le Comité de Défense d'Ardoyne (*Ardoyne Defence Coordinating Committee*) avait alors placé des tonneaux en travers d'une rue pour bloquer la

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

circulation. Ils ont été enlevés par la police peu de temps après, malgré les protestations locales. Un membre du Comité de défense avait déclaré que les habitants replaceraient des tonneaux en travers des rues du quartier, en dépit de l'opposition de la police. Il a affirmé que les barrières seront placées afin d'obliger les voitures à ralentir, mais sans bloquer l'accès. Un porte-parole de la police a répondu que tout obstacle placé illégalement sur une route sera enlevé[1]. Dans les années 1990, la police ne cherche plus à s'opposer aux obstacles défensifs érigés sur les routes. En décembre 1997, les riverains ont bloqué Roe Street à l'aide de blocs de pierre parce que les gangs loyalistes ont attaqué les catholiques à suite de l'assassinat de Billy Wright, leader de la *Loyalist Volunteer Force* (LVF), qui purgeait sa peine dans la prison de Maze[2]. Roe Street fait face à la *peaceline* de Manor Street, et par conséquent est quasiment désaffectée, ce qui justifie la non-intervention de la police. Mais cela correspond aussi à un changement d'attitude. Colin Dunlop, officier de liaison du NIO responsable du secteur de Belfast-Nord, explique que la police pense que si elle cherche à enlever les pierres, il y aura davantage de désordre.

La police a toujours cherché à maintenir l'accessibilité urbaine. Ainsi les voies condamnées par des murs sont des rues secondaires ou de desserte résidentielle (comme à Mountcollyer), tandis que des portails amovibles sont installés sur les axes de communication importants (à Lanark Way par exemple). La fermeture des accès entre deux quartiers est également toujours tempérée par la sauvegarde d'une voie accessible par un portail (citons le cas de Workman Avenue alors que les autres rues donnant dans Springfield Road sont fermées). De plus, le processus de paix a permis la réouverture partielle des voies de circulation auparavant condamnées par la police et ainsi une prise en compte des revendications de la population. Selon George Hartness, officier de liaison du NIO responsable du secteur de Belfast-Ouest, les portails de sécurité routière étaient fermés 24 h/24 avant 1994. Depuis, en dehors des périodes de forte tension intercommunautaire, ils ne sont fermés que la nuit. Les commissariats locaux décident de la fermeture des portails pour leur secteur en fonction des tensions. Certains sont contrôlés à distance (télécommandés), par exemple à Lanark Way. La police accepte également de démanteler les dispositifs de sécurité bloquant les routes lorsque la population le demande. Selon Colin Dunlop, en 1999 une barrière bloquant la route a été supprimée dans Donore Court, impasse donnant dans New Lodge Road, car les républicains le souhaitaient. Cette barrière n'était pas vraiment située sur une interface, mais dans le quartier de New Lodge, à proximité de Manor Street et Duncairn Gardens. Neil Jarman précise que c'était une barrière entre le quartier catholique et les forces de l'ordre. Le *Sinn Fein* et les habitants souhaitaient

[1] Police oppose safety barrier plans ? *Belfast Telegraph,* 1er avril 1981.

[2] 30 years living on the line, *Irish News,* 1er mars 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

le retrait de la barrière et la police n'avait aucune objection[1]. La police accepte aussi que des portails piétons soient ouverts dans les *peacelines*. La marge de manœuvre est plus importante pour les portails piétons que pour les routes, car leur ouverture présente moins de risques. Elle est plus liée aux préoccupations quotidiennes d'accessibilité et fait l'objet de mobilisations locales. En 1995, l'*Irish News* rapporte que la police a accepté qu'une palissade en acier de 3 m de haut entre Dunmurry et Twinbrook soit ouverte par un passage piéton. Selon le porte-parole de la RUC, « la barrière va rester mais un accès piéton sera créé pour faciliter la vie des habitants ». Cette *peaceline* bloquait Areema Drive et signifiait que les catholiques de Twinbrook ne pouvaient avoir un accès direct à Dunmurry village. Le conseiller municipal SDLP, Hugh Lewley, a salué cette décision qu'il appelait depuis le cessez-le-feu de 1994. D'après lui, les communautés de Twinbrook et de Areema Drive peuvent maintenant vivre, travailler et faire les courses ensemble et les commerçants aussi apprécieront cette décision, parce que dans le passé les barrières ont ralenti les activités économiques de Dunmurry village[2]. Cependant, l'ouverture n'est pas un processus linéaire. Les portails piétons sont condamnés par la police cas d'incidents. Le cas de l'*Ashmore Hostel*, centre d'hébergement pour mères célibataires en difficulté, géré par le NIHE et situé sur la *peaceline* de Cupar Way, en est révélateur. La plupart des familles hébergées sont catholiques. Alors que la façade donne sur Cupar Way dans le quartier loyaliste, le foyer est également accessible par un portail en tourniquet à partir de Falls Road, via Cupar Street, ouvert à titre expérimental. Le tourniquet avait été acheté sur demande du NIHE pour rendre l'accès plus facile aux résidents. Il a été condamné sur ordre de la police en 1997, parce que des gangs loyalistes l'ont emprunté pour attaquer des habitations et casser les vitres des commerces. Mais cela pose un problème de sécurité pour les femmes catholiques : elles doivent à présent traverser le quartier loyaliste et sont attaquées par des jeunes qui leur lancent des pierres. Le NIHE étudie la construction d'une entrée sécurisée au centre par les deux côtés de la *peaceline*[3]. De manière générale, les portails piétons supposent une gestion pas toujours facile. La fermeture nocturne quotidienne des portails piétons n'est pas toujours assurée, surtout dans les quartiers loyalistes où les commerçants, qui possèdent les clés, ont peur des agressions. Les habitants dénoncent régulièrement l'insécurité parce que les portails ne sont pas toujours clos. Dans les quartiers catholiques, la gestion quotidienne est mieux assurée parce que les habitants sont mieux organisés.

[1] Entretien avec Neil Jarman, chercheur, *North Belfast Community Development Centre*, 30 avril 1999.

[2] Peaceline barrier to be removed, *Irish News,* 20 juin 1995.

[3] Women fall victim to stone gangs, *Irish News,* 20 mai 1997.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

3-5. Les mesures alternatives aux *peacelines*

Les *peacelines*, mesures de dernier recours dans une situation de désordre incontrôlable, ne parviennent pas à contenir totalement la violence, notamment les nouvelles formes d'émeutes. Le maintien de l'ordre public est assuré par trois modes d'intervention de la police : les patrouilles mobiles, les patrouilles statiques et les unités de police anti-émeute. La police peut envoyer des patrouilles mobiles pour réduire les tensions ou des patrouilles statiques afin de surveiller un *flashpoint* particulier. Lors de violentes confrontations interviennent les Unités Mobiles de Soutien (*Mobile Support Unit*, MSU) de la police anti-émeute. Mais ces techniques sont d'une efficacité relative. Les patrouilles mobiles sont peu adéquates pour prévenir les émeutes, les patrouilles statiques ont l'inconvénient de devenir souvent les cibles des attaques et l'envoi des MSU déclenche souvent l'hostilité des émeutiers qui les considèrent comme une provocation. De plus, elles sont coûteuses en argent et mobilisent de nombreux effectifs. La réponse des pouvoirs publics à cette situation est d'intégrer les dispositifs de « sécurité matérielle » dans le système général de maintien de l'ordre pour en faire un instrument de contrôle. Ainsi les murs de sécurité sont équipés de caméras de surveillance. Le renforcement de la dissuasion et de la répression permise par les poursuites judiciaires éventuelles s'accompagne de la mise en place de politiques de prévention et d'initiatives visant à favoriser le contrôle social de la violence. Les acteurs de terrain, associations et organisations de bénévoles sont impliqués dans la prévention des émeutes et dans le traitement des causes sociales de la violence.

3-51. Un ajout aux murs de sécurité : les caméras de surveillance

Tous les commissariats de police, les sites stratégiques du centre ville et certains portails de sécurité, dès leur conception, notamment celui de Lanark Way et le récent dispositif de Madrid Street, sont équipés de caméras. Mais la majorité des *peacelines* n'en disposent pas. Cependant, après les violents événements de 2001 et 2002, la stratégie de la police est d'ajouter des équipements vidéo aux murs de sécurité. En janvier 2002, après de violentes émeutes lors desquelles 31 policiers et 3 militaires ont été blessés, le NIO annonce que des caméras temporaires vont être installées dans Crumlin Road[1]. En février, une nouvelle unité temporaire est mise en place au carrefour d'Ardoyne Road et d'Alliance Avenue. Le gouvernement les avait promises dans l'accord passé en novembre 2001 avec les riverains loyalistes, pour compenser le refus de fermer Ardoyne Road. Selon les explications données lors de la conférence de presse du NIO du 28 février 2002, le

[1] Security cameras for riot area, *BBC News*, 11 janvier 2002 [référence du 3 juillet 2002], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/1755691.stm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

système comprend deux caméras jumelles fixées sur un poteau sécurisé, et contrôlées depuis le commissariat d'Antrim Road. L'événement reçoit l'attention de la Ministre de la Sécurité, Jane Kennedy, qui se rend au commissariat pour visiter l'installation. Elle insiste sur leur capacité à renforcer l'ordre public et le sentiment de sécurité. Elle déclare qu'elle souhaite étendre ce système s'il s'avère efficace. La ministre précise toutefois que les caméras de surveillance ne sont pas une solution en soi et encourage tous les acteurs locaux au dialogue[1]. La fonction dissuasive et répressive des caméras est explicite. La surveillance a pour but d'identifier les émeutiers. En ce sens, la police a diffusé pour la première fois en 2002 des photographies de suspects de désordres de rues dans Belfast-Nord afin de les confondre. Les clichés sont extraits de vidéos de la police prises lors des désordres en juillet et novembre 2001 et janvier 2002[2]. Au printemps 2002, la ministre décide d'étendre les caméras à toutes les *peacelines* de Belfast-Nord. Les 18 premières caméras doivent être fixées avant l'été dans Limestone Road, Crumlin Road, North Queen's Street et dans le quartier de Whitewell : à Navarra Place, et aux carrefours de Serpentine Road/Merston Gardens, Whitewell Road/Shore Road et Whitewell Road/Arthur Bridge. Jane Kennedy affirme que les caméras vont rassurer les habitants soumis à une campagne de terreur. Elle déclare à la BBC : « J'ai été avisée par le *Chief Constable* de la Province que la présence de caméras aura un effet bénéfique et un impact positif sur la sécurité aux interfaces. Ces caméras seront un outil utile pour la police dans son combat contre la violence ». Mais la ministre appelle aussi à une solution durable[3].

Toutefois, le 13 septembre 2002, le NIO annonce un plan pour étendre l'expérience à Belfast-Est, secoué par les désordres de mai et juin. Il s'agit de surveiller la *peaceline* surélevée à Cluan Place ainsi que les abords du quartier. A la question de Lord Laird sur la mise en place d'un circuit de caméras de surveillance sur les interfaces de Belfast-Est, le porte-parole du gouvernement répond que les travaux sont menés par la police et en détaille le plan. Deux caméras sont prévues pour l'interface Cluan Place/Clandeboye Drive et une autre caméra pour l'interface Cluan Place/Clandeboye Gardens. Une caméra sera fixée à Bridge End et une autre située sur le terre-plein central à la jonction d'Albertbridge Road et Woodstock Link[4]. Sur *BBC News*, la ministre assure que les caméras vont améliorer la sécurité et rassurer les communautés assiégées de Belfast-

[1] Security Minister visits CCTV monitoring suite at PSNI Antrim Road, *NIO*, 28 février 2002 [réf. du 25 juillet 2002], disponible sur : http://www.nio.gov.uk/press/020228a.htm.

[2] CCTV considered for riot areas, *BBC News*, 28 février 2002 [réf. du 25 juillet 2002], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/1847306.stm.

[3] CCTV for flashpoint riot areas, BBC News, 29 avril 2002 [réf. du 25 juillet 2002], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/1958181.stm.

[4] CCTV Cameras, East Belfast Interface Area, *The United Kingdom Parliament* [questions au gouvernement, référence du 20 février 2003], disponible sur : www.parliament.the-stationery-office.co.uk/pa/ld199900/Idhansrd/pdvn/Ids02/text/21021w02.htm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Est. Elle a été très encouragée par les succès du plan de surveillance dans Belfast-Nord. Pour elle, les caméras ont permis à la police de déployer ses forces rapidement et de manière informée pour disperser les émeutiers avant que la situation ne soit hors de contrôle. Les réactions des élus se calquent sur l'idéologie partisane. Le député Peter Robinson (DUP), approuve les nouveaux moyens de maintien de l'ordre. Il se félicite de la possibilité de poursuivre les coupables mais surtout d'identifier les fauteurs de trouble. Le conseiller municipal Fra Mc Cann (SF), affirme, selon la rhétorique anti-police de son parti, que la décision représente une « atteinte aux droits de l'homme »[1].

3-52. L'implication des communautés dans la prévention de la violence

L'implication de la société civile dans la sécurité urbaine est un phénomène marginal mais durable. Depuis l'expérience des groupes d'autodéfense (*vigilantes committees*) au début des années 1970, les habitants participent souvent spontanément à la sécurité de leur quartier, en organisant des patrouilles de surveillance de jour ou de nuit pour prévenir les attaques. Ces pratiques éphémères sont courantes dans l'*inner city* de Belfast dans les périodes de tensions. Du point de vue institutionnel, le rapport de la commission Patten sur la police, publié en 2000, encourage la collaboration entre la police et les communautés. Il ne s'agit pas de confier des missions de police aux citoyens, mais d'impliquer la population dans la prévention de la violence et des atteintes à l'ordre public, surtout quand la délinquance juvénile attise les émeutes intercommunautaires.

3-52.1. Un réseau de téléphones mobiles pour les interfaces

Les conclusions du rapport *On the edge* soulignent que la violence intercommunautaire de l'été 1996 dans Belfast-Nord a été aggravée par les rumeurs et les suspicions. Cette violence intervient après deux ans d'un début de restauration de la confiance, suite au cessez-le-feu de l'IRA et des milices protestantes. Le manque de communication au sein des communautés et entre elles, ainsi qu'avec la police et les services sociaux, a laissé se développer un climat délétère et a considérablement amoindri l'efficacité des tentatives de retour au calme. Le *Community Development Centre* (CDC), centre de ressource associatif commanditaire de l'étude sur la violence de 1996, a alors l'idée de créer un réseau de téléphones mobiles à disposition des travailleurs sociaux. Le but est de maintenir les contacts au sein des quartiers, entre les quartiers et avec la police et les services de l'Etat pendant la saison des défilés. Le *Community Mobile Telephone Network* est mis en place dans Belfast-Nord pour la première fois de juin à fin août 1997. Il est financé en 1997 par *Making Belfast*

[1] CCTV cameras for Belfast flashpoint, *BBC News*, 13 septembre 2002 [référence du 20 février 2003], disponible sur : http://news.bbc.co.uk/2/low/uk_news/northern_ireland/2254756.stm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Work (MBW), puis, les années suivantes, par le Programme Spécial pour la Paix et la Réconciliation de l'Union Européenne. Des individus-clés ont été identifiés parmi les réseaux associatifs pour prendre part bénévolement à l'expérience. Ils sont généralement des responsables d'associations de quartier, et souvent des ex-détenus pour activités paramilitaires. Chaque participant disposait des numéros de tous les téléphones du réseau ainsi que des services de l'Etat. Il s'engageait à être joignable 24 h/24 pendant la saison des défilés de mi-juin à fin août et à répondre à tous les appels. Il avait pour mission de contacter les responsables de la communauté adverse dès qu'un incident mineur ou un rassemblement se produisait. Le but était d'empêcher que les émeutes localisées entre les jeunes des quartiers ne se transforment en combat intercommunautaire à grande échelle.

Le réseau a été étendu. Alors que 10 interfaces des quartiers Nord étaient concernées par le projet en 1997, 25 le sont en 2000. D'autres secteurs de la ville ont également mis en place des réseaux similaires. Neil Jarman estime qu'une soixantaine de téléphones sont en fonctionnement en 2000[1]. Le coût est minimum : de 1997 et 2000, il s'élève entre 3000 et 6000 livres sterling chaque année pour faire fonctionner le réseau de Belfast-Nord[2]. Le second rapport du CDC, *Drawing back from the edge*[3], évalue les trois premières années de fonctionnement du réseau à partir d'interviews conduites avec 14 bénévoles, ainsi que des représentants de la police et des services sociaux. Cette évaluation montre que l'expérience a été très positive. Le contact téléphonique a permis dans de nombreux cas de calmer les tensions, de démentir les rumeurs, de disperser les foules, d'établir la vérité sur des tirs ou incendies provenant d'un côté de l'interface, de convaincre les jeunes de cesser les jets de pierres ou les paramilitaires de ne pas intervenir. Même si les contacts ont été plus fréquents à l'intérieur d'une même communauté qu'entre catholiques et protestants, les efforts coordonnés des deux côtés et en relation avec la police, ont souvent débouché sur une médiation avant l'arrivée des unités anti-émeutes. Le réseau de téléphone se révèle ainsi un outil de communication qui facilite la gestion des conflits localisés. Il renforce les réseaux et la communication entre les communautés et les services de l'Etat. Toutefois, les bénévoles ne sont pas toujours les personnes les plus efficaces et sont soumis à de fortes pressions personnelles et aux critiques de leur communauté. De plus, la capacité à participer au réseau et à agir efficacement pour réduire la violence dépend du contexte général. En 1998, l'initiative a été la plus concluante à cause de l'optimisme suscité par les accords de paix. En 2001, le fonctionnement était perturbé par la violence paramilitaire. Il était difficile de mobiliser les responsables communautaires en raison des

[1] Jarman, *Managing disorder...,op. cit.*, p. 43.

[2] *Ibid.*, p. 45.

[3] Jarman, *Drawing back from the edge...,op. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

conflits ouverts entre les communautés sur les interfaces contestées et de la vendetta entre les milices loyalistes de l'année précédente. Le fonctionnement du réseau est aussi rendu malaisé par l'incertitude du renouvellement des financements du programme Paix et Réconciliation[1].

3-52.2. Rapprocher la police des citoyens

La police a une mauvaise image auprès des habitants des quartiers de l'*inner city* et surtout des républicains, qui dénoncent ses aspects agressifs et arbitraires. Un rapport du Comité de l'Administration de la Justice (CAJ) montre que toutefois, depuis 1996, la police a changé ses méthodes de maintien de l'ordre en les rendant un peu moins répressives. Par exemple, elle limite l'usage des balles en caoutchouc ou envoie des officiers en uniforme léger et non en tenue de combat anti-émeute pour disperser les rassemblements de faible ampleur[2]. De plus, l'expérience du réseau de téléphone portable a servi à améliorer les relations entre la police et le public et à impliquer les communautés dans la réduction des tensions durant la saison des défilés. Cette initiative est semblable à la police communautaire (*Neighbourhood Watch*), initiée en Angleterre dans laquelle les habitants collaborent avec la police pour réduire la délinquance. La police tente aussi de se rapprocher des citoyens, notamment par l'instauration d'une police de proximité (*community policing*). Les premières expériences ont eu lieu en Angleterre après les émeutes urbaines de 1981 à Brixton. En Irlande du Nord, les initiatives de rapprochement de la police contiennent deux volets. Des *Neighbourhood units* ou « unités de quartier » composées d'îlotiers (*community beat officers*), ont pour mission d'effectuer des patrouilles à pied et d'établir un contact avec la population locale. Toutefois, Jarman note que les officiers de police appartenant à ces unités ont le sentiment de ne pouvoir faire leur travail correctement. Ils ressentent un manque de considération de la hiérarchie et sont souvent appelés en renfort dans les unités réactives de la police pour effectuer des missions ordinaires[3]. Les *Community and Police Liaison Committees* (CPLC) instituent des partenariats en matière de prévention de la délinquance impliquant toutes les composantes de la société civile au niveau local. Ils ont été créés en Irlande du Nord au milieu des années 1980 dans le but de renforcer la responsabilité de la police face aux citoyens. Ils succèdent aux *Local Security Committees* municipaux et aux *Police Liaison Committees* informels mis en place au début des années 1970. Un CPLC est « un groupe de personnes qui rencontrent régulièrement la police au sein d'une structure formelle. Leur territoire de compétence peut être celui d'une municipalité, d'une subdivision de la police, d'un commissariat

[1] *Ibid.*, p. 56.

[2] Committee on the Administration of justice (CAJ), *Policing and Public Order in Northern Ireland 1996-2000: Some CAJ Reflections,* Belfast : CAJ, 2001.

[3] Jarman, *Managing disorder...,op. cit.*, p. 65.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

ou d'un lieu circonscrit pour traiter les besoins locaux »[1]. D'après le Sergent Peney, secrétaire du CPLC de Tennent Street dans Belfast-Nord, le CPLC se réuni deux fois par mois dans un lieu neutre (un hôtel, centre de loisir) en fonction des besoins. Le nombre maximum de représentants autorisé par les statuts est de 30[2]. Malcolm Ostermeyer, chercheur au sein de l'Autorité de la Police Nord-Irlandaise (*Police Authority for Northern Ireland*, PANI), comptabilise 75 CPLC en Irlande du Nord, de trois types. Un CPLC municipal est formé de conseillers qui forment une commission au sein du conseil municipal. Un CPLC associatif est composé de représentants des associations locales telles que les associations de locataires, de riverains, de jeunesse, de commerçants, éducatives ou cultuelles. Un CPLC mixte est une structure municipale incluant des membres de la société civile. En 1998, 75 % des CPLC sont mixtes, et les 25 % restant sont des CPLC municipaux[3]. Un comité de coordination est formé de représentants des CPLC, de la PANI et de la RUC. D'après la carte établie par la PANI en mars 1999, il y a un CPLC dans Belfast–Sud, un dans Belfast-Centre, 4 dans Belfast-Est et 5 dans Belfast-Nord[4]. L'absence de CPLC dans Belfast-Ouest peut s'expliquer par la réticence des républicains à traiter avec la police.

Les CPLC jouent le rôle de forums locaux de sécurité, dans lesquels les problèmes de sécurité du quartier sont discutés. Le sergent Peney explique que les thèmes abordés sont destinés à améliorer la « qualité de vie ». En effet, l'enquête de Weitzer montre que les thèmes abondamment discutés sont relatifs à la vie quotidienne, tels que la délinquance juvénile, le vandalisme, la circulation, l'éclairage des rues. Il affirme que les questions de maintien de l'ordre, même dans les zones très troublées, ne sont abordées qu'extrêmement rarement[5]. En effet, Sam Burns, représentant des commerçants au sein du CPLC de North Queen's Street à Belfast, affirme que les *peacelines* ne sont pas discutées au sein des CPLC. Les défilés peuvent être évoqués à la condition qu'il existe un consensus pour en débattre[6]. Malcolm Ostermeyer montre que les recherches menées sur les CPLC ou des structures similaires en Grande-Bretagne s'accordent à conclure

[1] Community and Police Liaison Committes, *The best Practice Guidelines for Community and Police Liaison Committes*, Belfast, s.d., p. 1.

[2] Entretien avec Sergent Evelyn Peney, RUC Tennent Street, 13 mars 2000.

[3] Malcolm Ostermeyer, *A study of the attitudes of members of community and police liaison committees in Northern Ireland*, M.S.Sc. in Criminal Justice Management, Faculty of Economic and Social Science, The Queen's University of Belfast, 1998, p. 3.

[4] Police Authority for Northern Ireland, *Community and police liaison committees, Northern Ireland* [carte], mars 1999.

[5] R. Weitzer, Northern Ireland Police Liaison Committees, *Policing and Society* (Londres), n°2, 1992.

[6] Entretien avec Sam Burns, *North Queen's Street CPLC,* Belfast, 9 mars 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

qu'elles sont d'une efficacité limitée. Elles constituent toutefois un point de contact entre la police et la société civile[1].

3-53. La prévention sociale

Dans les années 1990, les pouvoirs publics nord-irlandais sont sensibles à une approche de développement social pour traiter les causes de la violence urbaine et intercommunautaire. Les problèmes socio-urbains sont identifiés comme générateurs de violence. Le quartier et l'interface sont identifiés comme l'échelon territorial adéquat pour la mise en place de politiques de prévention sociale et de développement urbain. La société civile est impliquée par le biais des associations de quartiers, qui développent des programmes de loisirs et d'*empowerment* à destination des jeunes des quartiers défavorisés. Ce sont des propositions marginales mais qui tentent de répondre à des demandes spécifiques[2]. Pendant la saison des défilés, les écoles et les clubs de sports et de loisirs sont fermés. Les dispositifs de sécurité restreignent la liberté de mouvement. Dans les quartiers, les jeunes « traînent dans la rue » et les interfaces sont leurs lieux de prédilection. Pour prévenir les émeutes récréatives, les associations de quartier organisent des activités afin d'éloigner les jeunes des interfaces où ils participent à la violence mais en sont aussi les victimes. Des colonies de vacances, des camps ou des séjours en bord de mer sont proposés dans la période la plus critique autour du 12 juillet. Ils sont organisés séparément par les deux communautés, mais des sorties, activités sportives ou animations de rues sont parfois intercommunautaires. Le *Belfast Education and Library Board* finance en partie ces initiatives associatives, à travers son *summer interface programme* depuis 1997. En septembre 1999, des financements du volet Paix et Réconciliation de l'Union Européenne sont attribués à un nouveau programme, *interfaces and peacelines,* destiné à soutenir les activités estivales pour les jeunes des quartiers défavorisés. Une subvention de 193 000 livres sterling soutient les projets éducatifs et artistiques proposés par la *Community Training cooperative* aux jeunes de 4 quartiers d'interface, dont trois sont situés à proximité d'une *peaceline* : Manor Street, Inner East, Donegall Pass, ainsi que Beechmount dans les Falls. L'*Inner East Interface Group* bénéficie de 74 000 livres pour développer les leaderships locaux afin d'améliorer les relations intercommunautaires et la qualité de vie du quartier[3].

Des propositions de réponses plus souples, plus proches des bénéficiaires et plus adaptées aux désordres interconfessionnels émergent également. Le CDC a tenté de favoriser une approche

[1] Ostermeyer, *op. cit.*, p. 14-15.

[2] La question sociale est également intégrée dans les actions de rénovation urbaine des interfaces, voir chapitre 6.

[3] Children to benefit from Euro money, *Irish News*, 21 septembre 1999 ; Cash boost curbs peaceline friction, *Irish News*, 21 septembre 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

partenariale des pouvoirs publics, focalisées sur les interfaces. Après 1996, un groupe de travail sur les familles déplacées (*Working Group on Displaced Families*) s'est mis en place pour constituer une cellule de relogement d'urgence suite aux désordres estivaux. Il rassemble des représentants des services sociaux, du NIHE, de *Making Belfast Work*, de la RUC et de la municipalité de Belfast. En juin 1999, un groupe de travail sur la violence est mis en place sur le même principe. L'*Outer North Interface Working Group* (ONIWG) se focalise sur la violence continue des interfaces, particulièrement autour de Whitewell Road, où est située la récente *peaceline* de White City. Mais ce partenariat entre les services de l'Etat et les associations est rapidement mis en échec. En raison de l'absence de compétence obligatoire, les différents services de l'Etat mettent peu d'entrain à s'impliquer dans cette structure. Les ministères sectoriels sont réticents à abdiquer leur autonomie. L'ONIWG peut continuer comme réseau informel, mais n'a aucun pouvoir concret.

3-6. Conclusion

Bien que la violence ait été le principal facteur de la construction des barrières, celles-ci ont eu un effet limité pour la diminuer. Dans certains cas, elles l'ont réduite, dans d'autres cas elles l'ont reportée ailleurs ou l'ont renforcée. En effet, la présence de la barrière constitue une identification visuelle claire de l'autre communauté et attire aussi les émeutiers. L'instabilité territoriale des quartiers résidentiels semble être le facteur le plus important des crispations intercommunautaires qui se radicalisent depuis le cessez-le-feu des milices. Sur les limites mouvantes des quartiers confessionnels se déclenchent des violences de rue plus ou moins spontanées mais dans lesquels les paramilitaires ne sont jamais absents. La construction de murs reste un instrument de maintien de l'ordre privilégié par la police lorsque les troubles à l'ordre public sont au-delà de sa capacité de contrôle. En effet, elle apprécie l'opportunité d'un nouveau mur en grande partie en fonction du nombre d'interventions policières et d'unités mobilisées. Une *peaceline* est réalisée si la pression exercée sur les forces de police est trop importante et le danger pour le travail des officiers est élevé. Toutefois, le processus se politise, dans la mesure où la société civile intervient par le biais de la mobilisation des associations d'habitants et des élus municipaux, pour constituer la construction de murs en objet de débat public et de concertation. La décision relève d'une prérogative de puissance publique dans la politique de maintien de l'ordre, mais la demande des habitants est prise en compte. Les limites de l'analyse proviennent du fait que je me suis intéressée aux décisions de la police et que j'ai peu identifié les associations de riverains. J'ai seulement appréhendé leur mobilisation à travers les compte-rendus de la presse. Une enquête plus approfondie eut permis de retracer de manière plus fine les relations entre les pouvoirs publics et les habitants mobilisés et la constitution de la sphère publique locale. Toutefois, les décisions de construire des *peacelines*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

dépendent encore de façon primordiale de l'évaluation de la situation de la violence par la police. Et les habitants ne souhaitent pas la démolition des murs[1]. Ils y voient la protection nécessaire et pensent qu'ils ont sauvé des vies. Selon Rab Mc Callum, du CDC, « les murs ne procurent pas une forte protection, mais ils resteront. En fait, des murs supplémentaires seront construits »[2].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

[1] Residents back sad symbols of division, *Belfast Telegraph*, 6 janvier 1995 ; A cruel fact of life that has saved countless lives, *Irish News*, 2 mars 1999.

[2] Entretien avec Rab Mac Callum, *North Belfast Community Development Centre*, 8 mars 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

4. Les politiques urbaines face aux divisions confessionnelles

Les murs érigés par la police pour le maintien de l'ordre sont les artefacts d'une politique de séparation des populations sur le territoire. Or, la division confessionnelle des quartiers résidentiels s'inscrit dans la gestion des politiques urbaines à l'échelle de la ville. Celles-ci s'inscrivent dans le système administratif et politique de la Province. Au début des années 1970, les réformes mettant fin à l'hégémonie politique des unionistes opèrent une centralisation administrative. Le gouvernement et le parlement d'Irlande du Nord sont abolis et les municipalités perdent l'essentiel de leurs compétences, au profit d'une administration centrale déconcentrée. La centralisation du système a pour but de le préserver des passions politiques locales et le détacher des enjeux confessionnels. Elle crée une culture politique et administrative spécifique, dans laquelle les processus de planification et d'aménagement urbain dépendent d'une administration centralisée et non plus des politiques municipales. Toutefois, cette nouvelle organisation institutionnelle ne réussit pas à affranchir les politiques urbaines de la question confessionnelle.

4-1. La gestion centralisée de l'aménagement urbain

Depuis 1972, l'Irlande du Nord est administrée directement par Westminster via le Secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, membre du gouvernement britannique. Ce système est appelé administration directe (*direct rule)*. Le secrétariat d'Etat, les ministères et leurs services sont basés à Belfast au sein du *Northern Ireland Office* (NIO), qui gère les affaires intérieures. La centralisation administrative a des conséquences sur l'organisation des institutions en charge de l'urbanisme et de l'habitat. Alors que ces attributions sont du ressort de l'administration municipale dans le reste du Royaume-Uni, elles sont centralisées par le Ministère de l'Environnement d'Irlande du Nord (*Department of Environment,* DOE) et les divers organismes de droit public (*statutory bodies*) qui en dépendent.

D'après la loi de 1974 (*Northern Ireland Act,* 1974), complétée par l'ordonnance de 1991 (*Planning Order*, 1991), les politiques publiques d'aménagement et de planification urbaine relèvent du Ministère de l'Environnement pour l'Irlande du Nord[1] (*Department of Environment for Northern Ireland*, DOE). Selon Ken Sterret, enseignant à l'université de *Queen's* à Belfast, le DOE est un peu le « ministère de tout »[2] car il rassemble des services disparates créés au début de l'administration directe et les dispositifs successifs de régénération urbaine. Il exerce les fonctions d'un ministère de l'environnement, de l'équipement, de la ville et du logement. Les urbanistes employés, dont les qualifications doivent être reconnues par le *Royal Town Planning Institute*, sont des fonctionnaires. D'après ses statuts, le DOE est chargé d'établir les politiques et les plans d'aménagement et d'en assurer l'application[3]. Le secrétariat général du ministère (*the core*) est en charge de la responsabilité générale des politiques de logement, transport, de lutte contre l'incendie et de régénération urbaine. Les autres services disposent des compétences de planification urbaine et de permis de construire (service d'urbanisme, *planning service*), de voirie *(roads service)*, des eaux et de l'épuration (*water service*), d'environnement de patrimoine (*environment and heritage service*), de cadastre (*land registers*). Les services du ministère sont organisés territorialement en une unité centrale et des subdivisions régionales, les *divisional offices*. Le DOE a également une responsabilité pour la formulation et l'orientation de la politique de logement social. Le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) est l'organisme unique de gestion pour la mise en œuvre de cette politique. Cet organisme est un *quango,* abréviation de *quasi autonomous non governmental organisation*, établissement public aux pouvoirs étendus dont les fonctionnaires sont nommés par le ministère. Il est financé par des prêts du gouvernement pour ses dépenses d'équipement et par une dotation du DOE pour son fonctionnement.

Pour Belfast, le rôle de coordination des politiques urbaines revient ainsi à différentes unités du DOE : au *Belfast divisional planning office*, le bureau régional d'urbanisme de Belfast qui est la subdivision régionale du service d'urbanisme (*planning service*) et à deux agences en charge de la régénération urbaine : le *Belfast Development Office* (BDO) et *Making Belfast Work* (MBW) (Figure 66). La municipalité de Belfast n'a qu'un rôle consultatif. En effet, dans le domaine de l'urbanisme, les 26 municipalités d'Irlande du Nord n'ont plus que des fonctions consultatives qu'elles exercent à travers leurs services techniques pour l'adduction d'eau et la voirie et des fonctions de gestion des services urbains - tels que le ramassage des déchets, la réalisation des équipements de loisirs,

[1] J. Trimbos, Planning in Northern Ireland, *Journal of Planning and Environmental Law* (Londres), octobre 1997, p. 904-907.

[2] Entretien avec Ken Sterret, QUB, *School of Environmental Planning*, 24 mars 1998.

[3] DOENI, Planning Service, *Planning policy statement 1. General principles*, mars 1998, p. 4.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'entretien des cimetières. Le logement social est assuré non par la municipalité mais par l'unité régionale du NIHE.

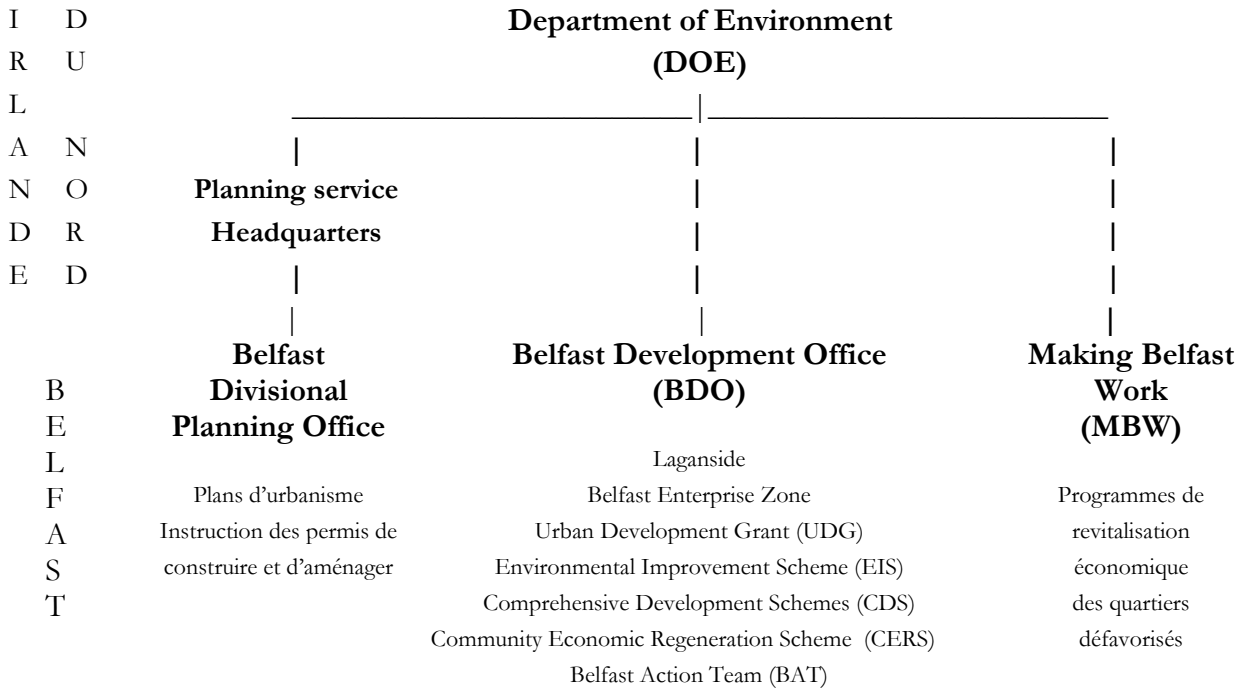


Figure 66 : Les unités du DOE en charge des politiques urbaines à Belfast

4-11. Le service d'urbanisme (*planning service)* du Ministère de l'Environnement (DOE)

Le service d'urbanisme du DOE est responsable du cadre législatif de l'urbanisme et de son application. Ses attributions sont largement réglementaires et peu opérationnelles. Les organes centraux (*headquarters*) déterminent les politiques générales et les règles d'urbanisme pour toute la Province. Les bureaux régionaux (*divisional planning offices*) assurent leur application à travers deux missions : la préparation des plans d'urbanisme (*developpement plan)* et le contrôle de l'application des règles d'urbanisme (*developpement control)*, notamment par l'instruction des permis de construire. Il existe un bureau régional d'urbanisme dans chacune des 6 régions urbaines définies par le DOE : Ballymena, Craigavon, Downpartick, Omagh, Londondery et Belfast. Le bureau compétent pour la région de Belfast est le *Belfast divisional planning office*.

Les plans d'urbanisme élaborés par les bureaux régionaux sont de trois types : schémas directeurs (*area plans*), plans locaux (*local plans*) ou plans thématiques (*subject plans*). Les schémas directeurs sont établis pour les agglomérations urbaines. Ils ont force de loi et instituent un cadre législatif large pour les 15 années à venir. Ils détaillent aussi les politiques d'aménagement visant à

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

clarifier la nature et la localisation des futurs aménagements. Les deux autres types de plans, locaux ou thématiques, sont plus détaillés et réalisés pour des zones spécifiques. Ils doivent être en adéquation avec le plan général, mais n'ont pas force de loi. En outre, ces plans doivent être en adéquation avec les directives des plans régionaux. Mais ils sont relativement plus flexibles et moins spécifiques que leurs équivalents français, les Plans Locaux d'urbanisme (PLU) et Zones d'Aménagement Concerté (ZAC). De plus, pour Belfast les plans locaux n'existent pas, ils restent informels[1]. La fonction de contrôle de l'aménagement est exercée par l'instruction des permis de construire. La plupart des demandes de permis de construire ou d'aménagement sont examinées par les bureaux régionaux du service d'urbanisme, les *divisional planning offices*, pour vérifier leur conformité avec les plans. La municipalité concernée doit être consultée durant ce processus de vérification. En cas de désaccord, la décision finale revient à la commission d'appel intégrée au service d'urbanisme du DOE, la *Planning Appeal Commission* (PAC). Elle constitue l'un des rares points d'accès des élus locaux aux décisions d'urbanisme. Cependant, cet accès est plus procédurier que substantiel. En 1992-93, la commission d'appel a décidé en faveur du DOE dans plus de 85 % des cas. Depuis, les principes généraux des politiques urbaines insistent sur une consultation des autorités locales au-delà des obligations statutaires[2]. Dans la perspective d'un parlement et d'un gouvernement régional, le transfert de compétence du DOE aux municipalités dans le domaine du permis de construire est à envisager. La décentralisation des compétences en matière d'urbanisme pose cependant la question de l'échelle pertinente pour l'élaboration des plans locaux et des schémas directeurs. Cette future réorganisation suppose aussi une évolution de la culture administrative. Les municipalités sont toujours suspectées de partialité confessionnelle par les pouvoirs centraux. Il existe aussi une compétition entre les diverses entités administrative pour la répartition des prérogatives. Neil Mc Killen, directeur du Bureau régional d'urbanisme de Belfast, relate que lorsque quelques compétences mineures ont été attribuées à la mairie de Belfast en matière de développement économique, les fonctionnaires du DOE se sont plaints de ne pas être informés des initiatives de celle-ci[3]. Hormis ces pouvoirs réglementaires, le service d'urbanisme du DOE détient aussi des fonctions opérationnelles. Il peut acquérir des terrains nécessaires à la réalisation de projets d'aménagement. Le bureau régional d'urbanisme de Belfast (*Belfast divisional planning office)* utilise cette faculté notamment dans son rôle de support administratif à l'agence d'urbanisme de Belfast (*Belfast Development Office*).

[1] Entretien avec Neil Mc Killen, DOE, *Planning Service*, *Belfast Divisional Planning Office,* Directeur, 9 avril 1999.

[2] DOENI, Planning Service, *op. cit.*, p. 6.

[3] Entretien avec Neil Mc Killen, DOE, *Planning Service*, *Belfast Divisional Planning Office,* Directeur, 9 avril 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

4-12. L'agence d'urbanisme de Belfast (*Belfast Development Office*, BDO) et *Making Belfast Work* (MBW)

Le BDO est un établissement public (*quango)* chargé de promouvoir et coordonner la régénération urbaine à Belfast. Il a un pouvoir législatif dans l'élaboration des plans d'urbanisme et la détermination des politiques. Il peut aussi créer des outils réglementaires nécessaires à leur mise en œuvre. Il assure la coordination des différentes entités ministérielles avec les municipalités, les syndicats, la chambre de commerce et les diverses organisations professionnelles[1]. Il dispose d'un budget d'environ 15 millions de livres par an et emploie une cinquantaine de personnes. C'est une unité du DOE composée d'administrateurs et non d'urbanistes. Le BDO permet en pratique de court-circuiter les procédures de régénération publique et de revitaliser plus rapidement des espaces délaissés, en favorisant les partenariats entre le gouvernement et les investisseurs privés. Le BDO a oeuvré principalement pour la réhabilitation du centre ville. Dans la période de déclin des années 1970, peu d'investisseurs institutionnels y opéraient. Cible des attentats terroristes, le centre était peu fréquenté et entouré de barrières de sécurité et de postes de contrôle. Le BDO a cherché à concentrer les investissements publics dans le centre, l'un des rares espaces « neutres » en terme de géographie confessionnelle, pour aménager des espaces de bureaux et de commerce. Il a créé une entreprise, *Laganside*, pour centraliser les investissements privés à destination d'un complexe résidentiel, de tourisme et de loisirs le long du fleuve Lagan. Il gère également la *Belfast Enterprise Zone* située sur les friches portuaires, un dispositif permettant aux entreprises d'être exemptées d'impôts. De plus, le BDO a encouragé l'investissement privé pour le réaménagement des friches en accordant des subventions d'aménagement urbain (*Urban Development Grants*, UDG). Celles-ci financent entre 50 % et 75 % des frais de rénovation des bâtiments par leurs propriétaires-occupants. Elles ont été utilisées en grande majorité pour des locaux commerciaux, bien que les locaux d'habitation, industriels ou à usage social en aient bénéficié[2]. La modernisation des infrastructures, notamment les routes et les espaces publics, a été réalisée grâce plans d'amélioration environnementale (*Environmental Improvement Schemes*, EIS). Enfin, le BDO a participé à des opérations d'aménagement par des plans d'aménagement concerté (*Comprehensive Development Schemes*, CDS). Le BDO acquiert les terrains et assure ainsi une coordination effective entre les différentes agences gouvernementales en maîtrisant le processus d'aménagement par le foncier. Dans les années 1980, le budget des trois programmes - *Urban Development Grants*, *Comprehensive*

[1] *Belfast arising. The planning and development of a city. Planning handbook*, undated, p. 67.

[2] J. Berry, S. Mc Greal, Public sector initiatives in the regeneration of Belfast, in *Urban regeneration: property investment and development*, Londres, 1993, p. 205.

Development Schemes et *Environmental Improvement Schemes* - s'est élevé à environ 86 millions de livres[1]. Ces trois programmes ont surtout profité au centre ville. Cette gestion discrétionnaire et monopolistique de la régénération urbaine de Belfast est orientée par la philosophie de marché qui régissait les politiques des années 1980[2]. W. Neill, D. Fitzsimons et B. Murtagh regrettent le manque de consultation publique et la faible position critique des universitaires en raison de leur dépendance aux contrats d'études passés avec le DOE[3].

Par la suite, le BDO a travaillé aux plans de réhabilitation des quartiers défavorisés à travers ses équipes décentralisées, les *Belfast Action Teams* (BAT), programme lancé en 1987. Leur but était de promouvoir l'emploi et la qualité de vie et d'encourager la création d'entreprises. Cependant, plus de crédits ont été alloués au centre ville avec les UDG, CDS et EIS qu'aux quartiers environnants à travers les projets des *Belfast Action Teams*. Les BAT ont été incluses dans *Making Belfast Work* (MBW). Cette agence gouvernementale a été créée en 1988 pour s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux, notamment l'aménagement et l'environnement, dans les quartiers défavorisés de Belfast[4]. C'est un programme interministériel destiné à favoriser l'emploi et les entreprises locales et améliorer la qualité de la vie, en impliquant les associations locales. Cependant, les actions de régénération urbaine ne sont pas toutes menées par *Making Belfast Work*. Les dispositifs généraux du BDO sont utilisés pour les quartiers en difficultés. Des plans d'aménagement concerté (*Comprehensive Development Schemes*) ont été utilisés pour la réhabilitation des zones en déclin, notamment à Belfast-Ouest. Et les zones touchées par les *Belfast Action Teams* ont été définies comme prioritaires pour recevoir des *Urban Development Grants* dans les années 1990. Depuis, les quartiers de Belfast-Nord en sont les seuls bénéficiaires[5]. Ces subventions ont d'ailleurs changé d'échelle. Attribuées d'abord à des propriétaires individuels, depuis 1998 elles doivent s'intégrer à un projet plus conséquent. Le BDO administre également un programme de

[1] En livres sterling de 1991-92, cf. A. Cebulla, *Urban policy in Belfast: an evaluation of the department of Environment's Physical regeneration initiative*, Belfast, DOE (Northern Ireland), Central Statistics and Research Branch, 1994.

[2] B. Murtagh, *A comparison of two land use planning organisation in Belfast*, unpublished PhD, Queen's University of Belfast, 1992, p. 254-267.

[3] W. Neill, D. Fitzsimons, B. Murtagh, *Reimaging the pariah city, Urban development in Belfast and Detroit*, Avebury, 1995, p. 65.

[4] Les agences gouvernementales, les *Next Steps agencies*, sont issues de la réforme administrative britannique de 1988 que l'Irlande du Nord a suivi. Cette politique de contractualisation au niveau gouvernemental est destinée à améliorer l'efficacité des services publics. Les *Next Steps agencies* sont mises en place comme unités administratives semi-autonomes au sein du gouvernement. Le ministère détermine les budgets et les orientations des politiques et les agences sont chargées de leur mise en œuvre. Elles sont liées au ministère dont elles dépendent par un contrat de performance. Il y a environ 25 agences regroupant 65 % des fonctionnaires en Irlande du Nord. Voir J. Hughes, C. Knox, M. Murray, J. Greer, *Partnership governance in Northern Ireland. The path to peace.* Dublin : Oak Tree Press, 1998, p. 15.

[5] Entretien avec Neil Mc Killen, DOE, *Planning Service*, *Belfast Divisional Planning Office,* Directeur, 9 avril 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

régénération économique, le *Community Economic Regeneration Scheme* (CERS), cofinancé par l'*International Fund for Ireland* (IFI). Il subventionne des micro-projets de quartier, visant à soutenir la croissance économique et la création d'emploi. De plus, la régénération urbaine bénéficie des subsides du Programme Spécial pour la Paix et la Réconciliation de l'Union Européenne lancé en 1994. Enfin, ces initiatives sont renforcées par l'action générale du Ministère du Développement Economique (*Department of Economic Development*, DED) et de ses établissements publics. Le ministère essaie de stimuler le développement économique et l'emploi en soutenant l'industrie et en attirant les investisseurs étrangers. Le Comité de développement industriel (*Industrial Development Board*, IDB) encourage les entreprises en procurant une assistance financière et une expertise comptable, pour l'import-export et les nouvelles technologies. L'Unité de développement des entreprises locales (*Local Enterprise Development Unit*, LEDU) soutient les PME et promeut la culture d'entreprise.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

4-13. L'agence nationale pour le logement social (*Northern Ireland Housing Executive*, NIHE)

Le NIHE est un établissement public (*quango*) dépendant du DOE. Il a été institué par décret (*Act of Parliament*) en 1971. Les accusations de discrimination dans l'attribution des logements sociaux par les municipalités ont conduit à cette réforme. Le NIHE est l'autorité organisatrice responsable du logement social et a compétence dans toute la province. Les ordonnances de 1981 et 1982 (*Housing Orders)* définissent ses attributions. Le DOE est chargé de la politique, des normes, des financements et de la législation. Le rôle du NIHE consiste alors à évaluer les besoins et à mettre en œuvre des programmes de logement sociaux au niveau régional. Il est chargé de la gestion de l'ensemble du parc social, de l'attribution des logements et du financement des nouvelles constructions. Il doit évaluer les conditions de logement et la conformité aux normes, établir des programmes de construction de logement, résorber le logement insalubre, réhabiliter le logement et établir des mesures incitatives pour les propriétaires et conseiller et informer le public. Il a aussi la possibilité de construire pour vendre, de vendre son parc, de consentir des prêts. C'est le bailleur social le plus important au Royaume-Uni, qui gère 30 % du parc total de logements[1] en Irlande du Nord en 1996, soit 180 000 logements sociaux, dont 36 000 à Belfast[2]. Le NIHE emploie environ 3000 personnes et dispose d'un budget annuel de 500 millions de livres.

[1] Par comparaison, en France la part de logements sociaux représente environ 17 % (chiffre calculé sur le nombre de résidences principales, tiré de l'Enquête Nationale Logement 1999).

[2] NIHE, *The Belfast City Housing Strategy*, Nov 1996, p. 13.

Sa structure organisationnelle est divisée en services centraux (*headquarters)*, régions (*area offices*), districts (*district offices*) et bureaux locaux (*sub-offices*)[1]. Depuis la réorganisation de 1998, les services centraux comprennent six directions. Trois d'entre elles sont des unités d'appui : design, finance, personnel et management. Trois directions sont en charge de la stratégie du NIHE et de son application. La Direction Générale (*Corporate Division*), nouvellement créée, décide de la stratégie générale et des objectifs du NIHE en termes de logement et d'aménagement. La Direction de l'aménagement et la Direction de la clientèle sont chargées de les mettre en œuvre. La Direction de l'Aménagement (*Development Division)*, créée en 1998, applique la politique du NIHE en lien avec le secteur privé. Elle contient trois sous-directions (*sections)*, chacune sous la responsabilité d'un directeur adjoint (*Assistant Director)*. La première, appelée *Private Sector Section*, gère les programmes en lien avec le secteur privé, notamment les subventions ; la seconde, nommée *Housing Associations Section*, supervise ces organismes privés[2] ; enfin, la sous-direction des Nouveaux Aménagements (*New Developments Section*) s'occupe de la politique foncière et commerciale ayant trait aux nouvelles réalisations. L'unité de *Planning and Feasibility* lui est attachée depuis 1998. La Direction de la Clientèle *(Client Services Division)* est en charge de la gestion du parc de logement social. Cela concerne la gestion des attributions, de la location et de la vente des logements ainsi que la réalisation des programmes de réhabilitation et d'amélioration de l'habitat. La Direction de la Clientèle comprend 4 sous-divisions : politique du logement, service du logement, service technique et service des normes techniques. Les bureaux régionaux du NIHE lui sont directement rattachés. Il y a 5 régions, *North-East, West, South, South-East* et Belfast. Cette dernière région comprend uniquement le territoire municipal de Belfast. Chaque région du NIHE est divisée en districts (*district offices*), dirigés chacun par un chef de district (*district manager*). L'Irlande du Nord comprend 37 districts dont 7 pour Belfast. Depuis la fin des années 1980, 22 bureaux locaux (*sub-offices*) du NIHE sont basés dans les lotissements prioritaires de Belfast.

La centralisation administrative visait à la dépolitisation du système. Il s'agissait d'affaiblir les instances politiques locales soupçonnées par le pouvoir central de partialité. Les municipalités sont reléguées à l'administration des cimetières et des déchets ménagers, même si elles acquièrent des compétences accrues en terme de développement économique et de relations communautaires dans les années 1990. Les questions locales sont débattues à Westminster et les décisions sont appliquées par les fonctionnaires du gouvernement, nommés par les ministres responsables devant le parlement de Westminster. Il y a une disjonction des territoires de représentation et des territoires

[1] NIHE, *In house* [Northern Ireland Housing Executive journal], special edition, avril 1998.

[2] Les *Housing Associations* sont des organismes privés bénéifciant d'une sorte de délegation de service public pour la construction et la gestion de logement social.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

de responsabilité. Les élus municipaux sont responsables devant leurs électeurs, mais ont peu de pouvoir. Le NIO gère les affaires internes, mais n'est que très indirectement responsable devant les électeurs nord-irlandais. En effet, son représentant politique est le secrétaire d'Etat, nommé par Westminster, et l'Irlande du Nord a un poids peu significatif dans les institutions britanniques. Proportionnellement à sa population, l'Ulster élit 18 députés à la Chambre des Communes, qui compte 659 sièges depuis la révision du découpage électoral de 1997. De plus, les électeurs nord-irlandais n'ont pas l'opportunité de voter pour les partis britanniques, absents du paysage politique local.

Ainsi, l'administration locale et la politique locale sont séparées. La responsabilité politique est lointaine et détachée de la classe politique locale, car les fonctionnaires sont indépendants des élus locaux. Ceux-ci n'ont pas d'envergure régionale en l'absence du Stormont, qui était l'échelle intermédiaire entre les conseils municipaux et Westminster. Néanmoins, la classe politique locale, malgré des compétences limitées, peut exercer un pouvoir d'influence. A Westminster, les députés d'Irlande du Nord disposent d'une minorité de blocage, que les élus unionistes ont utilisée lorsque les conservateurs ont eu besoin de leurs voix pour assurer leur majorité parlementaire. Les conseils municipaux, en l'absence de forum régional, sont très disputés et représentent une instance de débat importante. De plus, à cause de la petite taille du pays, les élus locaux ont une influence supérieure aux limites de compétence de l'administration locale. Leur accès aux sphères de décisions est facile et ils peuvent jouer un rôle de lobby auprès des fonctionnaires. Mais la volonté de placer la gestion de la province aux mains de fonctionnaires non partisans est au cœur de la centralisation administrative.

Dans ce contexte, la dévolution du pouvoir à l'administration locale, prévue par les accords de paix de 1998, a de multiples enjeux. Les accords prévoient que le gouvernement local sera issu de l'Assemblée d'Irlande du Nord élue. Nigel Dodds a exercé la fonction de ministre du DOE entre 1999 et 2002 au sein de l'exécutif local, avant la suspension des institutions. Mais durant cet intervalle, le ministère n'a pas changé son fonctionnement. Les incertitudes demeurent quant à la réforme concrète et à la redistribution des attributions entre fonctionnaires et élus locaux. Déjà en 1996, un rapport du Comité à l'Irlande du Nord de la Chambre des Communes sur le système de planification suggérait une implication plus grande des élus locaux pour répondre au « déficit démocratique ». Mais les suspicions que nourrissent l'Etat central et ses fonctionnaires envers un pouvoir local partisan sont toujours fortes. Les accords de paix proposent aussi l'établissement de deux conseils intergouvernementaux. Au sein d'un conseil Nord/Sud associant les ministres d'Irlande du Nord et ceux de la République d'Irlande, pourraient être matière à coopération

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

intergouvernementale la planification des transports, la protection de l'environnement, la pollution, l'eau et le recyclage des déchets, le tourisme, le développement urbain et rural. Or, la plupart des urbanistes considèrent ces sujets comme sensibles. Et la défiance des protestants face à toute mesure accordant à la République d'Irlande une souveraineté sur l'Irlande du Nord reste forte. Le conseil irlando-britannique, associant les gouvernements britannique et nord-irlandais, pourrait avoir compétence en matière d'énergie et d'infrastructures de transport[1]. Ceci aurait une conséquence sur l'organisation interne du DOE et de ses agences. Mais pour le moment, le fonctionnement demeure inchangé.

4-2. Les biais de la neutralité

Avant 1972, l'administration unioniste pratiquait une discrimination à l'encontre des catholiques. L. O'Dowd, B. Rolston et M. Tomlinson montrent que depuis 1921 l'administration locale était un instrument de domination de la classe dirigeante unioniste[2]. Le découpage électoral et l'aménagement du droit de vote ont permis de préserver la suprématie de la bourgeoisie protestante[3]. De plus, les municipalités unionistes favorisaient les protestants pour les emplois et logements gérés par leurs services. Si elles n'ont pas été systématiques, les discriminations dans l'emploi et le logement ont accentué à la fois la réalité et le sentiment d'inégalité entre les populations. Les nouvelles institutions, pour affirmer leur légitimité, ont dû présenter une image non partisane envers les communautés. Depuis 1972, le principe des politiques urbaines a été de maintenir la neutralité du gouvernement. Pour cela, les politiques publiques ont été fondées sur des mesures objectives, rationnelles, en ignorant volontairement la dimension confessionnelle. Cette attitude est qualifiée de « daltonienne » par le chercheur américain Scott Bollens[4] car elle ignore les couleurs attribuées aux territoires pour les désigner : vert pour les catholiques, orange pour les protestants. En réalité, l'étiquette daltonienne vise plus à décrire les effets attendus des politiques - ne pas favoriser l'une ou l'autre communauté - que de décrire le niveau de conscience des pouvoirs publics face aux divisions sociales. W. Neill affirme que les fonctionnaires sont conscients des

[1] D. Singleton, Planning for peace, *Planning* [Journal of the Royal Town Planning Institute], avril 1998, p. 21.

[2] L. O'Dowd, B. Rolston, M. Tomlinson, Relegating local government, in *Northern Ireland: between civil rights and civil war*, 1980, p 98-100.

[3] Le système de représentation proportionnelle est supprimé peu après les élections de 1920. Le découpage électoral est réalisé de manière à minimiser le vote catholique. Le droit de vote est restreint car il est lié à la propriété. Cela exclut une partie non négligeable de la population, celle qui n'a pas la propriété ou la jouissance à part entière d'un logement et les paysans possédant une exploitation agricole de petite taille. Au contraire, des voix multiples (jusqu'à 6) sont accordées aux propriétaires de plusieurs établissements industriels ou commerciaux. En conséquence, 90 % des sièges ne sont pas disputés et la quasi-totalité des conseillers locaux est unioniste.

[4] S. Bollens, *Urban peace-building in divided societies: Belfast and Johannesburg*, 1998, p. 92-94.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

divisions confessionnelles[1]. Les discussions au sein des services gouvernementaux en font état. En outre, la neutralité confessionnelle des pouvoirs publics a des conséquences non souhaitées. Elle entraîne le renforcement des divisions territoriales. Et la neutralité reproduit des inégalités de fait dans la répartition des ressources entre les communautés. Deux domaines sont particulièrement sensibles à ces biais : la planification urbaine et le logement social.

4-21. La planification urbaine

4-21.1. Des plans d'aménagement au-dessus des divisions confessionnelles

L'analyse des plans régionaux et des schémas directeurs de Belfast révèle qu'ils rejettent les questions confessionnelles hors de leurs compétences. Ils se concentrent sur des aspects spatiaux dépolitisés et les séparent des débats sur le conflit. Les plans des années 1960 insistent sur la limitation de la croissance et de l'étalement urbain. Ainsi, le premier plan régional pour l'Irlande du Nord[2] de 1962 prône un contrôle de la croissance urbaine, à l'instar de l'idéologie urbaine prévalant au début des années 1060 en Europe occidentale. Il propose d'établir une limite d'urbanisation (*stopline*) autour de l'aire métropolitaine de Belfast pour éviter l'étalement urbain. Il s'appuie sur la notion de pôle de croissance : il prévoit la création d'une ville nouvelle - Craigavon - et la redynamisation des petites villes au-delà de la ceinture verte pour absorber l'excédent de la population urbaine. L'aménagement d'infrastructures autoroutières doit faciliter le désenclavement de l'arrière pays. F. Boal souligne que le plan ne porte aucune mention de la nature divisée de la ville de Belfast[3]. A partir de ce plan régional, le schéma directeur pour l'agglomération de Belfast (*Belfast Urban Area plan*, BUAP) est établi en 1969. Il comprend un plan détaillé de la zone urbanisée. Le BUAP de 1969 prend note des divisions ethniques mais affirme que l'aménagement ne peut les influencer : « Il serait présomptueux, cependant, d'imaginer que les plans puissent influer sur les variables religieuses. Nos propositions sont destinées à faciliter les choix individuels et collectifs, afin que la structure urbaine souhaitée par les individus et la collectivité puisse être réalisée[4] ».

Le plan d'aménagement régional de 1977 souligne le déclin urbain engendré par les facteurs économiques, démographiques et confessionnels. Il constate que la ville de Belfast a perdu 150 000 habitants, soit un tiers de la population de 1961, entre le début des années 1960 et le milieu des

[1] Entretien avec William Neill, QUB, *School of Environmental Planning*, 22 février 1999.

[2] Sir R.H. Matthew, *Belfast regional survey and plan 1962*, Belfast: HMSO, 1964.

[3] F.W. Boal, Belfast: Hindsight and foresight. Planning in an unstable environment, in P. Doherty (ed.), *Geographical perspective on the Belfast region,* Dublin Geographical society of Ireland Special publication n°5, 1990, p. 5.

[4] Building Design Partnership, *Belfast Urban Area Plan*, Belfast: 1969, p.5.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

années 1970, en raison de la chute significative du taux de natalité et de l'émigration hors de l'aire urbaine, encouragée par le plan de 1962 et accélérée par le conflit confessionnel. Ensuite, les récessions économiques du milieu des années 1970 ont entraîné un retard de développement et des tensions sociales. Enfin, le plan reconnaît l'accélération des logiques de ségrégation et d'identification territoriale à Belfast : « Dans la situation présente, les habitants souhaitent être logés uniquement dans des quartiers qu'ils considèrent comme les 'leurs'. Tous les efforts possibles seront faits pour briser ces barrières, mais leur disparition totale prendra nécessairement plusieurs années. Dans l'intervalle, la situation présente doit être prise en considération pour l'aménagement des nouveaux quartiers résidentiels »[1]. Le plan d'aménagement adopte la position gouvernementale à l'égard des divisions confessionnelles. Le rôle du DOE serait de veiller à ce que le tissu urbain de Belfast égale ou s'apparie le plus possible avec la segmentation religieuse de la population. Mais cela reste une intention car le plan ne propose pas de mesures d'application.

Le schéma directeur réalisé en 1987, le *Belfast Urban Area Plan 2001* (BUAP 2001)[2] ne mentionne pas les divisions. Il contient essentiellement des objectifs de développement économique. Les trois objectifs majeurs sont : maintenir et conforter la position de Belfast dans la région, accroître les opportunités d'emploi pour les habitants des quartiers défavorisés de *l'inner city* et améliorer la qualité de la vie[3]. Aucun de ces objectifs n'implique de manière explicite une question confessionnelle. Le schéma directeur situe cette question en dehors du champ d'action de l'urbanisme. Le DOE, dans l'acte d'approbation du schéma directeur, affirme que « ce n'est pas le but d'un plan d'urbanisme que de traiter des aspects sociaux, économiques et autres qui y sont liés »[4]. Le ministère avait déjà énoncé cette position lors de l'enquête publique précédant l'adoption du BUAP 2001, en affirmant que les aspects controversés « non urbanistiques » des questions du logement et de la prestation de services sociaux sont en dehors de sa compétence spécifique[5]. John Hendry, Professeur à l'université de *Queen's* à Belfast[6], qualifie cette approche de *feel good*. Il affirme que le BUAP 2001 ne contient pas les mentions « catholique » ou « protestant » parce qu'elles sont « politiquement incorrectes ». Le schéma directeur BUAP 2001 insiste sur les questions d'occupation des sols liées à la revitalisation du centre ville et aux aménagements commerciaux le long du fleuve Lagan. Le ministère considère ces réaménagements profitables pour les deux

[1] DOENI, *Northern Ireland. Regional physical development Strategy 1975-95*, Belfast: HMSO, 1977.

[2] DOENI, *BUA plan 2001,* Belfast: HMSO, 1987.

[3] *Ibid.*, p. 16.

[4] DOENI, *BUA plan 2001: adoption statement*, 1989, p. 2.

[5] DOENI, *Pre-inquiry response to CTA's objections to the Draft BUAP*, 1988.

[6] Entretien avec John Hendry, QUB, *School of Environmental Planning,* 13 février 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

communautés car situés sur un « territoire neutre ». Le but est de créer une ville que personne ne puisse s'approprier ni identifier à une confession. Mais W. Neill s'inscrit en faux contre cette apparente neutralité. Le drapeau britannique flotte sur l'hôtel de ville et la vie municipale est marquée par les symboles unionistes : l'hymne britannique, l'absence de reconnaissance envers les champions des sports gaéliques ou envers les symboles du nationalisme irlandais. Le nom des rues du centre, Great Victoria Street et Albert Street, font ostensiblement référence à l'appartenance de l'Irlande du Nord au Royaume-Uni. W. Neill critique le réaménagement du centre comme une tentative de « lifting urbain », une politique d'image[1] visant uniquement à donner confiance aux investisseurs internationaux, sans intervenir sur les quartiers résidentiels déchirés par la guerre civile.

4-21.2. La remise en cause de la « ceinture verte » en raison de la division confessionnelle

L'idéologie urbaine prévalant dans les années 1960 était de limiter la croissance urbaine, notamment en instituant une ceinture verte autour de Belfast. Mais ce zonage préservant les espaces naturels autour de l'agglomération a été mis en cause par le conflit communautaire. La crise violente de la fin des années 1960 a changé la composition territoriale de Belfast en entraînant un repli résidentiel des communautés. L'intimidation et la peur ont poussé les résidents à chercher la sécurité dans des zones plus homogènes confessionnellement. Les chercheurs nord-irlandais Darby et Morris[2] montrent que 8 000 à 15 000 familles ont quitté leur logement entre 1969 et 1973. Dans le même article, les auteurs citent l'estimation de la *Community Relations Commission*, selon laquelle 60 000 personnes environ ont été déplacées, soit 12 % de la population. Les déplacements ont entraîné une homogénéisation confessionnelle. Les protestants déplacés se sont réfugiés dans la banlieue de Belfast à majorité protestante. L'exclusivité territoriale s'est renforcée, notamment dans les Falls catholiques et le Shankill protestant, à l'ouest de la ville. Les enclaves dispersées se sont multipliées. Près de 80 % des familles déplacées sont catholiques, alors que la minorité ne représente qu'un quart de la population de Belfast. Face à cette crise du logement, accroître les densités dans les territoires catholiques ne suffisait pas. Le NIHE ne pouvait pas non plus construire dans les terrains laissés vacants en territoire protestant. Cette pression sur le marché du logement pouvait alors être résolue en autorisant une brèche dans la ceinture verte, sur des espaces naturels contigus à Belfast-Ouest. Le Ministre Ray Carter reconnaît que cette décision a été motivée par la nécessité de répondre à une demande de logements émanant de la communauté catholique. Il

[1] W. Neill, Lipstick on the gorilla? Conflict management, urban development and image making in Belfast, in W. Neill, D. Fitzsimons, B. Murtagh, *Reimaging the pariah city, Urban development in Belfast and Detroit*, Avebury, 1995.

[2] J. Darby, G. Morris, *Intimidation in housing*, Belfast: NI Community Relations Commission, 1994.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

ajoute qu'il serait naïf de dire que la question territoriale n'a pas eu d'impact sur la politique du logement[1].

En 1974, le DOE lance un projet de construction sur des terrains situés sur la ceinture verte, appartenant à la commune de Lisburn, jouxtant la *Belfast Urban Area* (Figure 67). Le projet, baptisé Poleglass, doit comprendre 4000 pavillons. Mais la municipalité de Lisburn, unioniste, est violemment hostile à ce projet d'extension du Belfast-Ouest catholique. Même si les municipalités n'ont aucun pouvoir en matière d'aménagement, la polémique est très violente et le DOE ouvre une enquête publique. L'enquête publique est menée par la *Planning Appeals Commission* (PAC). La consultation est large : toute personne publique manifestant son intérêt est auditionnée. L. O'Dowd et M. Tomlinson[2] montrent que le DOE, au cours de cette enquête, joue le rôle d'un arbitre neutre au-dessus des divisions confessionnelles. Sa légitimité ne reposant pas seulement sur une neutralité apparente et sa volonté d'impliquer le public dans le processus de décisions, le DOE cherche à légitimer sa position comme autorité compétente. Il affiche un profil d'expert et présente les problèmes politiques comme des questions techniques. Cependant, quand l'enquête publique est annoncée, le DOE a déjà réduit le projet à 2000 logements, pouvant accueillir environ 8000 personnes. Le DOE justifie cette réduction de moitié par la baisse du taux de natalité et les migrations importantes hors de Belfast entre 1974 et 1976. Mais toutes les parties consultées, contestant ou soutenant le projet, critiquent les statistiques du DOE sur la demande de logement. Dans son rapport, la *Planning Appeals Commission* (PAC) affirme ne pouvoir comprendre les explications du DOE pour la réduction de 4000 à 2000 logements[3]. La PAC reproche en outre au DOE de ne pas divulguer les données nécessaires telles que l'état des logements vacants, les statistiques migratoires ou les adresses des personnes sur liste d'attente. Des rumeurs persistantes circulent sur des pressions exercées sur le Secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord par les députés unionistes élus à la Chambre des Communes. En effet, entre 1974 et 1976, suite à des élections partielles défavorables, le gouvernement travailliste a perdu son étroite majorité à Westminster. Les 12 députés d'Irlande du Nord, dont 11 sont unionistes[4], ont alors un degré d'influence disproportionné à leur représentation. Ces allégations sont réfutées par les élus, mais la possibilité

[1] British to go on with 'catholic' Belfast extension, *Irish Times,* 31 janvier 1978.

[2] L. O'Dowd, M. Tomlinson, Urban politics in Belfast: Two case studies, *International Journal of Urban and Regional Research* (Londres), vol. 4, n°1, mars 1980, p. 78-79.

[3] Planning Appeals Commission, *Poleglass Area Public Inquiry,* Belfast: HMSO, 1978, p. 52.

[4] Election results in Northern Ireland since 1973 [réf. du 20 juin 2003], disponible sur : www.ark.ac.uk/elections/gallsum.htm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

de telles pressions existe. Elles sont le seul moyen d'action politique directe des représentants unionistes, car les élus locaux sont impuissants et l'assemblée et l'exécutif d'Irlande du Nord abolis.

Les objections au projet, émises pendant l'enquête publique, sont motivées par des considérations confessionnelles, même si elles sont parfois exprimées en termes de politique de logement et de besoins objectifs. Les unionistes sont hostiles au projet et proposent un site alternatif. Les critiques viennent principalement de la municipalité de Lisburn[1], de la municipalité de Belfast et des résidents de Dunmurry[2]. Les nationalistes, toutes tendances confondues, sont en faveur du projet. Ils proposent cependant des modifications. Le *Social Democratic and Labour Party* (SDLP) et les clubs républicains critiquent la réduction du nombre de logements. Ils la jugent infondée et affirment que les équipements de proximité, notamment les crèches, sont insuffisants. Après l'avis favorable rendu par la PAC, une forte mobilisation unioniste tente d'empêcher la réalisation du projet. Le conflit autour de Poleglass reprend les termes du conflit se déroulant sur le territoire national. Le slogan unioniste *Not an inch*, renvoyant au combat politique en faveur de l'union avec la Grande-Bretagne, est souvent utilisé. Les conséquences en terme de violence confessionnelle sont redoutées. Les unionistes assimilent les catholiques à l'IRA ou les considèrent comme manipulés par elle. Poleglass est parfois pensé comme une bataille territoriale. Le député-maire de Lisburn affirme que Poleglass est une position opportune pour l'IRA. Les terrains dominent Belfast et la vallée du Lagan, et d'un point de vue militaire, ce serait une position difficile à prendre[3].

Malgré les tentatives d'obstruction, le projet aboutit et les premiers logements sont occupés à la fin de l'année 1980. Par peur que ces maisons ne soient prises par des paramilitaires de l'IRA, les familles sont installées de nuit avec l'aide de l'armée. Et les règles de sélection ont été modifiées pour permettre l'installation de familles sur la base de leur leadership potentiel pour le quartier. A présent, Poleglass abrite environ 2000 familles catholiques. Ken Sterret l'évalue aujourd'hui comme un quartier de densité moyenne, doté d'espaces verts et d'équipements suffisants[4] (Figure 68). Cet exemple montre que les critères objectifs de planification sont influencés par des considérations confessionnelles et la territorialité statique de Belfast. Si les enjeux confessionnels de l'aménagement ne sont pas reconnus explicitement par les plans, ils les ont modifiés.

[1] Commune protestante qui jouxte Belfast-Ouest.

[2] Banlieue protestante située à un kilomètre de Poleglass.

[3] L. O'Dowd, M. Tomlinson, Urban politics, *op. cit.*, p. 89.

[4] Entretien avec Ken Sterret, QUB, *School of Environmental Planning*, 24 mars 1998.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

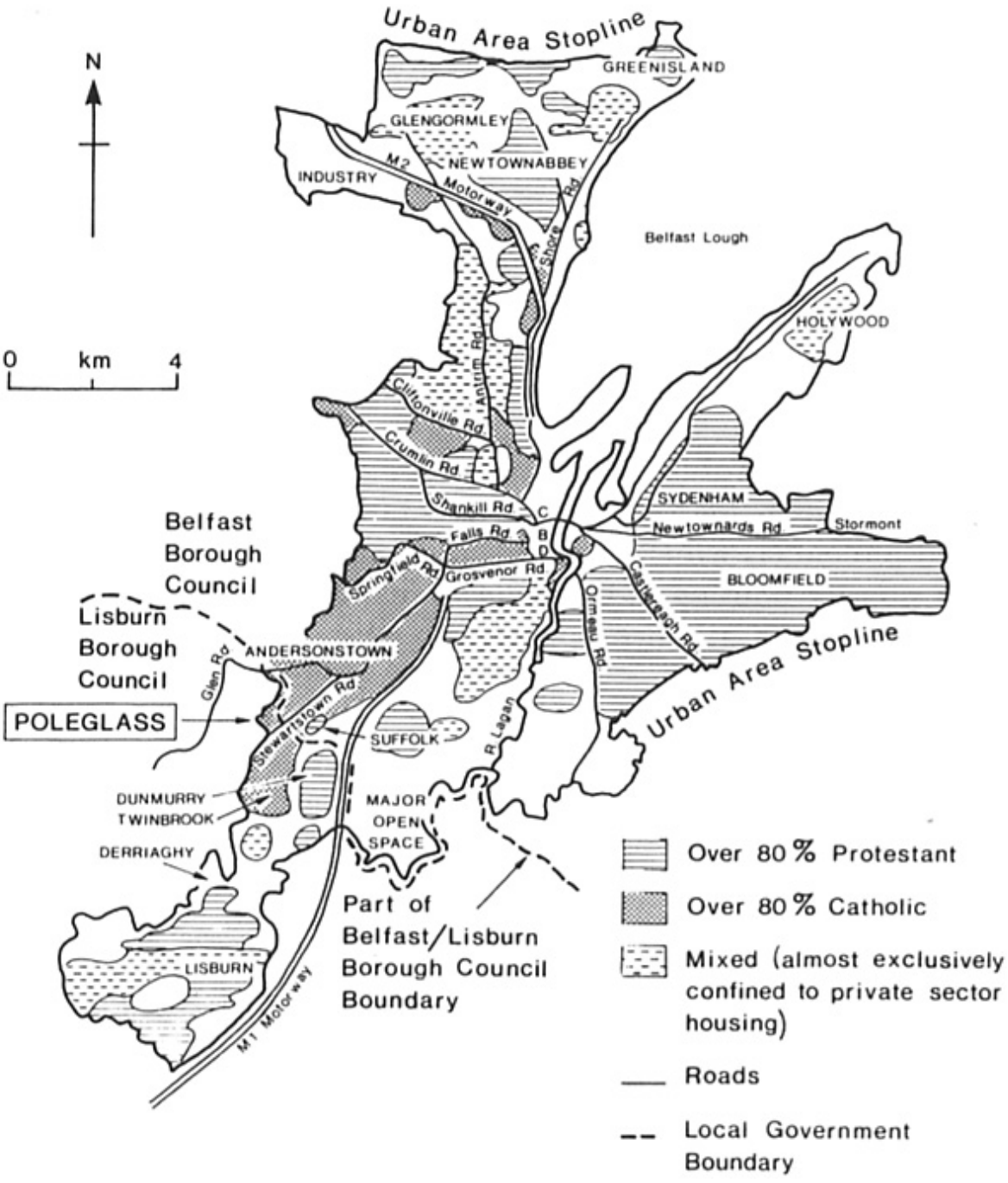


Figure 67 : Répartition des catholiques et protestants dans l'agglomération urbaine de Belfast et localisation de Poleglass (Source : D. Singleton, Poleglass, a case study of division, in F.W. Boal, J.N.H. Douglas, (ed.) *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem*. Londres: Academic press, 1982, p. 180)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 68 : Photo aérienne de Poleglass (Source : NIHE, Brick by brick. A short history of Northern Ireland Housing Executive, 1971-1991, Belfast: NIHE, 1991, p. 52)

4-21.3. La reconnaissance des enjeux confessionnels dans les plans d'aménagement après 1994

Ken Sterret, enseignant à l'université de *Queen's* à Belfast, souligne que la mention des divisions confessionnelles dans les documents officiels de planification urbaine est récente[1]. Elle apparaît après les accords de paix. En janvier 1996, Malcolm Moss, Ministre de l'Environnement pour l'Irlande du Nord, lance une consultation publique sur le choix d'aménagement pour la région urbaine de Belfast pour les 25 prochaines années[2]. Elle est intitulée *The Belfast City Region, Towards and beyond the millennium.* De nombreuses associations de quartiers, associations pour la jeunesse (*youth groups*) et municipalités sont consultées. Les thèmes abordés incluent les implications d'une société divisée, outre le logement, l'économie, les politiques sociales, les transports et l'environnement. *Public Voice*, le document synthétisant les opinions exprimées, observe la volonté d'une plus grande ouverture des questions d'aménagement aux questions de la division confessionnelle[3]. En 1998, le Secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, Marjorie Mowlan, lance une autre consultation sur la stratégie d'aménagement régional, intitulée *Shaping our future*, « dessiner notre avenir ». Ce document reconnaît que « l'Irlande du Nord est une société profondément divisée et polarisée ». Il ajoute que « cela a des implications évidentes et fondamentales pour

[1] Entretien avec Ken Sterret, QUB, *School of Environmental Planning*, 24 mars 1998.

[2] DOENI, *The Belfast City Region, Towards and beyond the millennium,* Belfast: DOE, janv. 1996.

[3] DOENI, *The Belfast City Region. Public Voices.* Londres: HMSO, 1998.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'aménagement, particulièrement quand les choix rationnels sont biaisés par un fort sentiment d'appartenance confessionnelle au territoire ». Le texte reconnaît ensuite que dans le passé ces sujets n'étaient pas discutés publiquement. Il affirme que les divisions sont affectées par les politiques gouvernementales et inversement. Les politiques d'aménagement sont liées aux politiques de réduction des disparités entre catholiques et protestants. Le zonage, la localisation de l'emploi, les décisions en matière d'infrastructures sociales, économiques et physiques doivent respecter les sensibilités divergentes des communautés polarisées tout en cherchant à guérir les divisions[1]. Le Conseil des Relations Communautaires, le *Community Relations Council*[2] (CRC), organisme gouvernemental chargé de la promotion des relations communautaires apporte une réponse à ce document. Il souligne que « les relations communautaires sont une influence parmi d'autres sur les formes urbaines. La reconnaissance de l'impact des divisions ne pourra pas, à elle seule, régler le problème, mais ses pires effets pourront être évités ». Il insiste aussi sur le fait que « la mixité résidentielle n'est pas une nécessité pour la vie de la communauté ». Par conséquent les politiques publiques doivent tenir compte de la division : « les politiques doivent prendre en considération les conséquences des choix individuels, des impératifs de la sécurité et de l'identité sur les processus de ségrégation »[3]. Le CRC avait déjà publié une série de trois brochures pour encourager les agences de planification et d'urbanisme à prendre en compte les effets des biais confessionnels et à aborder la question du sectarisme. L'argument invoqué est que les décisions doivent intégrer la nature divisée de la société pour avoir un impact équitable. Trois thèmes sont abordés : l'aménagement en zone rurale, la mixité résidentielle et les décisions d'urbanisme[4]. Enfin, les *headquarters* du service d'urbanisme du DOE élaborent à la fin des années 1990 des directives qui déterminent les principes des politiques d'aménagement. Ces directives reconnaissent la nécessité d'évaluer les impacts inégalitaires des politiques d'aménagement. « En proposant des règles d'urbanisme, formulant une politique ou réalisant des plans d'aménagement, le Ministère, en accord avec les directives intitulées 'Evaluation des politiques et égalité de traitement' prendra en compte tout impact inégalitaire potentiel sur tout groupe particulier de la société »[5]. Pourtant, les urbanistes sont attachés à écarter les questions confessionnelles de leur sphère de compétence. Les étudiants du Master d'urbanisme de l'université de *Queen's* à Belfast ont réalisé en 2000 une étude sur la perception des « identités

[1] DOENI, *Shaping our future, Towards a strategy for the development of the region.* Draft regional strategic framework for Northern Ireland, décembre 1998, p. 10.

[2] Le CRC est détaillé dans la section 6-231.

[3] *Shaping our future. Towards a strategy for the development of the region. Response to the discussion paper by the Community Relations Council*, mars 1998.

[4] CRC, *Community relations and Planning*, Belfast, 1995, série de 3 brochures : 1. Community Relations and planning in rural areas. 2. Ballynafeigh, Living in mixed community. 3. Community planning and planning decisions.

[5] DOENI, Planning Service, *op. cit.*, p. 5.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

culturelles » par les urbanistes[1]. Ils ont interrogé 36 urbanistes affiliés au *Royal Town Planning Institute*, fonctionnaires du *planning service* du DOE, du NIHE et d'autres institutions publiques, employés par le secteur privé ou universitaires. La plupart d'entre eux, et surtout les fonctionnaires du DOE, sont réticents à intégrer ces facteurs. Ils estiment que les enjeux confessionnels des décisions devraient être reconnus plus explicitement, mais que ces questions ne peuvent être résolues par les plans d'urbanisme.

4-22. Le logement social

4-22.1. Un système anti-discriminatoire

Avant la réforme de 1971, la politique d'attribution des logements sociaux était discréditée par des pratiques discriminatoires. Les municipalités qui géraient les attributions étaient accusées de partialité et de clientélisme envers leur confession par les organisations de défense des droits civiques. Les chercheurs L. O'Dowd, B. Rolston and M. Tomlinson montrent que la volonté de maintenir un contrôle politique sur les circonscriptions électorales primait alors sur la satisfaction des besoins sociaux[2]. Cependant, le politologue R. Rose affirme qu'il n'y a aucune preuve de discrimination systématique à l'encontre des catholiques, même si des cas individuels sont avérés[3]. Il est difficile de quantifier ces pratiques : James Callaghan, Secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord en 1972, estime que 10 % des conseils municipaux pratiquent une discrimination[4]. La commission d'enquête dirigée par Lord Cameron sur les conséquences des émeutes conclut que les allégations de discrimination dans le logement ont joué un rôle important dans la campagne pour les droits civiques et dans le déclenchement de la violence qui la suivit en 1969[5]. En 1971, le NIHE est créé pour centraliser la politique de logement et l'isoler des passions politiques locales. Entre 1971 et 1973, le NIHE hérite des fonctions et du parc immobilier du *Housing Trust*, l'ancien organisme national démantelé, et des 63 municipalités, redécoupées et privées de la compétence du logement social. Le NIHE se met en place dans une période très violente. Il subit les conséquences des Troubles : grève des loyers, vandalisme, intimidation, squat et dégâts des explosions. En 1974, il doit faire face à 6 000 squatters et 12 000 locataires en grève de loyers. La campagne de voitures

[1] W. Neill, *Planning and cultural pluralism*, a report to the Royal Town Planning Institute, Irish Branch (Northern section), School of Environmental Planning, The Queen's University of Belfast, mars 2000.

[2] L. O'Dowd, B. Rolston, M. Tomlinson, Housing, the state and the politics of segregation in *Northern Ireland: between civil rights and civil war*, 1980, p. 129-130.

[3] R. Rose, *Governing without consensus,* Londres: Faber, 1971.

[4] D. Singleton, Housing allocation policy and practice in Northern Ireland in *Aspects of housing policy and practice in Northern Ireland, 1984-1986*. Belfast: Department of Town and Country Planning, Queen's University of Belfast, 1986, p. 12.

[5] Government of Northern Ireland. *Disturbances in Northern Ireland. Report of the commission appointed by the governor of Northern Ireland.* (Cmd. 532). Belfast: HMSO, septembre 1969 [Rapport Cameron].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

piégées nécessite la mise en place d'un Système de Réparation d'Urgence *(Emergency Repair System*), destiné à remplacer les vitres en 24 heures. Ce service est fourni aux locataires du NIHE ainsi qu'aux propriétaires privés. Entre 1970 et 1976, 25 000 habitations au total ont été détruites ou endommagées par des bombes. Mais la principale difficulté du NIHE est de transformer le système de gestion du parc. En deux ans, le NIHE devient propriétaire de 150 000 logements. Il est confronté à la tâche d'assimiler un personnel provenant d'horizons variés et d'organiser le transfert de propriété, en maintenant les contrats de construction en cours. Il est aussi nécessaire de maintenir pour une période intérimaire les systèmes d'attribution. La difficulté est de produire un système d'attribution juste, tout en assurant la rationalisation d'une multitude de contrats de location. La crédibilité du NIHE est liée à l'utilisation de critères objectifs d'attribution. En 1984, un système global de location est introduit, par lequel les logements sont alloués en fonction de points. Ce système d'attribution des logements (*Housing Selection Scheme*) est basé sur le besoin. Il a été peu modifié par la suite et considéré comme juste. Le NIHE a appliqué strictement les principes de non-discrimination et a su créer la confiance en ce dispositif[1]. Au cours d'un entretien, le Directeur de l'Aménagement du NIHE, Colm Mc Caughley, ironise : « Nous sommes probablement à peu près équitables puisque les deux communautés nous critiquent »[2] ! De plus, la proportion de catholiques et protestants employés par l'organisation reflète la composition de la population. Enfin, si le NIHE se veut neutre par rapport aux enjeux confessionnels, il évalue de manière précise la répartition des populations catholiques et protestantes à Belfast (Figure 69).

[1] D. Smith, G. Chambers, *Equality and inequality in Northern Ireland, Part 4 : Public housing*, Londres: Policy Studies Institute, 1989.

[2] Entretien avec Colm Mc Caughley, NIHE, *Director of Development,* 20 août 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

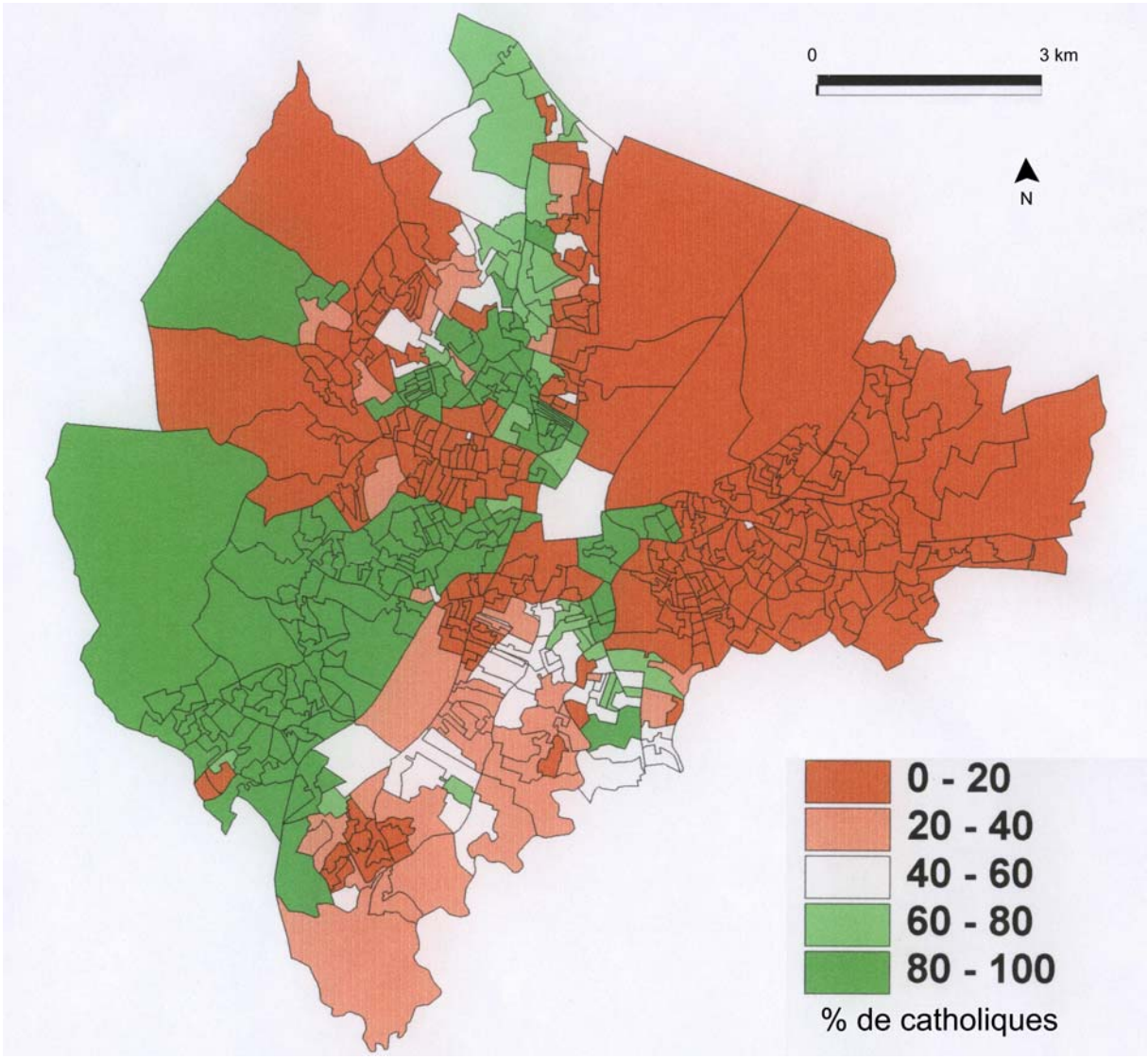


Figure 69 : Répartition des catholiques à Belfast, 1999 (Source : *Northern Ireland Housing Executive*, NIHE)

4-22.2. Les effets ségrégatifs involontaires de la politique d'attribution des logements

La neutralité du NIHE a des effets non désirés sur la ségrégation. Le NIHE a deux priorités. Il souhaite loger la population en fonction de ses besoins et il veut donner le maximum de liberté de choix de résidence à ses locataires. La liste d'attente pour les logements du secteur public est une liste unique, sur laquelle sont inscrits tous les ménages et individus répondant aux critères du besoin, définis par le NIHE. D'après le système de sélection (*Housing Selection Scheme)* du NIHE, les situations d'urgence, incluant l'abandon du logement pour cause d'émeutes ou d'intimidation, sont classées en priorité. Les besoins médicaux ou sociaux sont également prioritaires[1]. Ensuite, les

[1] NIHE, *Housing Selection Scheme, Applying for a Housing Executive home*, Belfast: NIHE, décembre 1994, p. 4-6.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

candidats sont classés selon leurs conditions de logement, tels que le taux d'occupation, le taux d'équipement ou l'état de l'habitation. Il n'est pas fait mention de l'identité religieuse des candidats sur la liste d'attente. Chaque candidat doit indiquer un ou deux sites qui ont sa préférence. Une offre de location est considérée comme « raisonnable » si elle est incluse dans le « secteur d'attribution » où se trouve la résidence souhaitée ou dans des résidences proches que le NIHE considère comme équivalentes. Après deux refus d'une « offre raisonnable », le candidat est placé à la fin de la liste d'attente. La procédure n'est apparemment pas influencée significativement par les critères confessionnels. Mais si le NIHE ne classe pas les résidences par confession pour l'attribution des logmements, les candidats le font. Les ménages préfèrent en majorité résider avec leurs coreligionnaires[1]. James Russel le démontre dans une étude réalisée sur un échantillon de 1000 locataires de logements sociaux en Irlande du Nord en 1975. A l'échelle de la province, un tiers des locataires du NHIE souhaite vivre dans un environnement ségrégé tandis que près de la moitié des personnes interrogées souhaite un habitat mixte, les autres déclarant pouvoir s'adapter. Mais pour Belfast, le souhait pour la ségrégation concerne les deux tiers des locataires interrogés. Cela représente la moitié des locataires protestants et 4/5^{e} des locataires catholiques. Russel l'explique par la volonté de se protéger de la violence intercommunautaire, en soulignant qu'à Belfast, la grande majorité des victimes de l'intimidation est catholique[2]. Le NIHE prend acte de cet état de fait. Les directives du NIHE considèrent non raisonnable « une offre de logement dans un secteur où peu de coreligionnaires résident »[3]. De plus, les procédures d'attribution spécifient que les personnes déplacées doivent être relogées dans des lieux « sûrs et acceptables ». Stephen Graham, Directeur adjoint de la politique du logement, au sein de la Direction de la clientèle du NIHE, explique qu'à cause de la division confessionnelle des espaces résidentiels à Belfast et la prise en compte des préférences des ménages par le NIHE, la liste unique devient, de fait, une liste double[4]. Les autorités acceptent ouvertement l'existence de marchés de logement différentiels.

Par conséquent, malgré les intentions du NIHE, le parc de logement social est plus ségrégé que le secteur privé. Boal estime qu'en 1977, 89 % des ménages du parc social résident dans des rues homogènes à 90 % ou plus. Ce taux est de 73 % pour les ménages logés par le secteur privé[5].

---

[1] Bollens, *op. cit.*, p. 97.

[2] J. Russel, *Housing amidst civil unrest,* Londres : Centre for Environmental Studies, Research series n°41, 1980, p 13.

[3] M. Keane, Segregation processes in public sector housing *in* P. Doherty (Ed), *Geographical perspective on the Belfast region,* Dublin Geographical society of Ireland, Special publication n°5, 1990, p. 100.

[4] Entretien avec Stephen Graham, NIHE*, Housing Policy Assistant Director,* 14 juin 1999.

[5] F.W. Boal, *Shaping a city. Belfast in the late twentieth century.* Belfast: Institute of Irish Studies, Queen's University of Belfast, 1995, p. 28.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Une enquête de 1987[1] montre que 55 % des locataires du NIHE vivent dans des résidences protestantes, 27 % dans des résidences catholiques et 18 % dans des résidences mixtes[2]. La ségrégation est plus marquée à Belfast que dans le reste de la province. En 1999, le NIHE estime que 98 % du parc social est ségrégé à Belfast, alors que ce chiffre est de 71 % pour Irlande du Nord[3]. Cette répartition n'est pas due à une politique délibérément ségrégative du gouvernement, mais aux choix opérés par les candidats. Bien que moins marquée, la préférence de l'entre-soi existe aussi dans le secteur privé. Les stratégies d'acquisition d'un logement sont déterminées par l'appartenance communautaire. John Mc Peake montre que la recherche d'un logement à acquérir se fait à l'intérieur d'un territoire identifié au groupe confessionnel[4]. Ces réalités empêchent le NIHE de remplir son premier rôle, de loger d'abord ceux qu'il classe comme les plus démunis[5]. « Le NIHE est dédié au principe de donner la priorité au plus grand besoin »[6]. Mais les catholiques les plus démunis, comparés aux protestants dans une situation similaire, subiront plus probablement l'effet restrictif de la géographie confessionnelle sur la disponibilité d'une « offre raisonnable ». Smith et Chambers montrent que le NIHE n'a pas donné d'opportunités égales[7] aux catholiques, car ceux-ci ont un accès restreint au marché du logement à cause de la territorialité. Les catholiques ont un délai d'attente plus long que les protestants à besoin égal. En 1987, 23 % des candidats à des « lotissements catholiques » sont logés, tandis que 42 % des demandes vers des « résidences protestantes » sont satisfaites[8]. De plus, les catholiques connaissent plus la précarité que les protestants. En 1995, la liste d'attente prioritaire pour Belfast comprend 54 % de catholiques et 46 % de protestants[9], alors que la proportion de catholiques est de 35 % pour 65 % de protestants dans l'agglomération[10].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

[1] Smith, Chambers, *op. cit.*

[2] Le NIHE considère une résidence mixte si la minorité confessionnelle est comprise entre 5 et 30 % de sa population.

[3] NIHE, *Towards a community relations strategy, A consultation paper*, mai 1999, p. 22.

[4] J. Mc Peake, Religion and residential search behaviour in the Belfast Urban Area, *Housing Studies* (GB), vol. 13, n°4, 1998, p. 541.

[5] D. Singleton, Housing allocation policy and practice in Northern Ireland in *Aspects of housing policy and practice in Northern Ireland, 1984-1986*. Belfast: Department of Town and country Planning, Queen's University of Belfast, 1986, p. 12.

[6] NIHE, *Housing Selection Scheme..., op. cit.*, p. 1.

[7] La définition utilisée par ces auteurs, l'égalité d'opportunité, est plus large que l'absence de discrimination et recouvre l'idée de l'égalité d'accès aux ressources ou au marché.

[8] Smith, Chambers, *op. cit.*

[9] Bollens, *op. cit.*, p. 101.

[10] *Ibid.*, p. 57.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

4-22.3. La reproduction des territoires confessionnels par la rénovation urbaine

Les instruments de rénovation

Malgré le « daltonisme » des autorités, la construction et la rénovation du logement social sont également liées aux territoires confessionnels. En 1974, le NIHE a réalisé la première enquête sur les conditions de logement. Elle a révélé qu'à Belfast, près de 30 000 habitations, soit 24 % du parc social, étaient insalubres. D'importants secteurs résidentiels étaient abandonnés et dans *l'inner city*, 50 % de l'habitat était insalubre[1]. Depuis 1971, le NIHE a construit 18 500 logements publics à Belfast, réduisant le taux d'insalubrité à 8 % en 1999. Cependant ce chiffre reste légèrement supérieur à la moyenne britannique. A sa création en 1971, le NIHE a hérité du programme de rénovation de l'ancienne municipalité[2]. Ce programme impliquait 25 000 logements dans 30 quartiers. Le NIHE délimitait les périmètres des Zones de Rénovation de l'Habitat, les *Redevelopment Areas* (RDA) ou des Zones de Rénovation Urbaines, les *Comprehensive Development Area*s (CDA). Ces dernières associaient le DOE pour inclure des projets de voirie ou autres infrastructures. La démolition-reconstruction de larges rangées de pavillons mitoyens permettait de rebâtir des appartements en R+1 ou à des hauteurs plus élevées, comme les tours de logement de Divis, détruites dans les années 1980 car très impopulaires. Les programmes ultérieurs sont des programmes de réhabilitation visant à limiter la désorganisation des communautés provoquée par les démolitions à grande échelle. La loi votée en 1976 permet au NIHE de délimiter des Zones de Réhabilitation de l'Habitat, les *Housing Action Areas* (HAA). Dans leurs périmètres, le NIHE peut réhabiliter ses propriétés et attribuer des subventions de rénovation *(Renovation Grant)* aux propriétaires-occupants et aux bailleurs privés. Ainsi 28 Zones de Réhabilitation de l'Habitat ou *Housing Action Areas* (HAA) concernant 1200 logements sont mises en place. La réévaluation de ces programmes à la fin des années 1970 conduit à la publication de la *Belfast Housing Renewal Strategy*[3] en 1982. Cette stratégie propose un plan d'action pour le quart du parc du logement à Belfast : elle identifie 42 secteurs d'interventions, comprenant 6500 logements au total et 15 HAA supplémentaires pour 7500 logements. La désignation de petites zones d'intervention et la conduite des travaux par tranches successives permet au NIHE de travailler étroitement avec les communautés et produit moins de bouleversements sociaux. La stratégie de 1982 inclut aussi un partenariat avec le secteur privé. Des Zones Prioritaires d'Investissement (*Private Investment Priority Areas,* PIPA) sont délimitées, concernant environ 16 000 logements. Le NIHE y encourage la réhabilitation par un programme d'aide à la rénovation *(Renovation Grant Scheme*) avec le soutien

[1] NIHE, *Northern Ireland Housing Condition Survey*, 1974.

[2] La *Belfast City Corporation* est remplacée par le *Belfast City Council* en 1973 lors de la réforme de l'administration locale.

[3] NIHE, *Belfast Housing Renewal Strategy,* 1982.

d'autres institutions telles que des banques ou des sociétés de crédit immobilier qui accordent des prêts complémentaires aux subventions. Ces programmes de réhabilitation sont achevés au début des années 1990. En 1992 est lancé le programme d'Evaluation de la Réhabilitation Urbaine (*Urban Renewal Assessment*). La politique de réhabilitation du parc se fait à petite échelle et à partir d'un quartier déterminé. Le NIHE peut conduire des profils du marché du logement (*Housing Market Profiles*) de ses lotissements, pour guider les éventuelles actions du secteur public[1].

Dates	**Type de mesure**	**Mesure**	**Action**
1960-1976	Rénovation	Redevelopment Area (RDA)	= Zone de Rénovation de l'Habitat Démolition-reconstruction de l'habitat social
		Comprehensive Development (CDA)	= Zone de Rénovation Urbaine Démolition-reconstruction de l'habitat social associant des interventions du DOE sur la voirie ou d'autres infrastructures.
A partir de 1976	Réhabilitation	Housing Action Area (HAA)	= Zone de Réhabilitation de l'Habitat Réhabilitation de l'habitat
		CRA : Comprehensive Redevelopment Area	= Zone de Réhabilitation Concertée Réhabilitation de l'habitat associant des interventions du DOE sur la voirie ou d'autres infrastructures.
	Subventions	Renovation Grants	Subventions à des propriétaires particuliers pour réhabilitation de leur logement
		Private Investment Priority Area (PIPA)	Incitation à l'amélioration de l'habitat par les propriétaires privés avec l'aide de sociétés de crédit immobilier
Années 1980	Stratégie	Belfast Housing Renewal Strategy 1982 Estate Based Strategy	Plan d'ensemble qui désigne les périmètres d'intervention Plan d'action pour un lotissement
Années 1990	Etudes	Housing Market Profile Urban Renewal Assessment (URA)	Profil du marché immobilier Evaluation de la régénération urbaine

Figure 70 : Les procédures de réhabilitation urbaine

Les dispositifs de rénovation évoluent vers un système de réhabilitation par phase qui déstructure moins les communautés locales avec l'introduction des *Housing Action Areas* (HAA) au milieu des années 1970. Les aides aux propriétaires et les interventions du marché privé sont de plus en plus favorisées. Au début des années 1980, la publication du plan d'ensemble, le *Belfast*

[1] NIHE, *The Belfast City Housing Strategy*, nov. 1996, p. 27.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Housing Renewal Strategy, inscrit l'intervention sur l'habitat social dans une réflexion globale sur le marché du logement. Cette tendance s'accentue dans les années 1990, la restructuration des quartiers se faisant sur la base de l'évaluation du marché immobilier et de la demande en collaboration avec les *Housing Associations*. John Mc Peake, Directeur adjoint aux Nouveaux Aménagements, explique que le NIHE se désengage de l'opérationnel pour se consacrer à une mission de facilitateur (*enabler)*. Depuis les années 1990, le NIHE ne prend plus en charge les opérations de construction mais joue un rôle plus stratégique, de supervision et de réhabilitation. Le NIHE délègue la construction neuve à destination du marché social locatif aux *Housing Associations*[1]. Ces organismes privés ont été créés pour répondre à des besoins spécifiques, notamment des personnes âgées, des handicapés ou des personnes en difficulté. Ils participent aussi au programme d'accession à la propriété (*Co-ownership scheme)* administré par la *Northern Ireland Co-ownership Association* (NICHA), qui a permis la vente de 12 000 logements. Aujourd'hui les *Housing Associations* sont un acteur important du logement social. Le NIHE leur vend ses terrains ou des terrains qu'il exproprie. En 1999, les *Housing Associations* ont construit 2100 logements tandis que le NIHE en a construit 50[2]. Celles-ci gèrent 3 % du parc à Belfast[3]. De plus, le parc du NIHE se réduit avec la vente des logements aux locataires depuis 1979. Environ 60 000 logements ont été vendus. Par conséquent, la vente de logements équilibrant la construction, en 1990 le NIHE gère un nombre de logements équivalent au parc de 1971. Le désengagement du NIHE des fonctions opérationnelles au profit d'un rôle d'animation est un phénomène que l'on peut observer dans les autres pays européens, il correspond à la redéfinition des missions de l'Etat.

La contradiction entre l'objectif d'égalité sociale et l'équilibre communautaire

Les programmes de construction et réhabilitation du NIHE sont fondés sur le « besoin prioritaire » (*urgent need*), tout comme l'attribution des logements. L'indicateur pris en compte est le nombre de personnes en situation d'urgence inscrites sur la liste d'attente. Mais l'existence de disparités entre catholiques et protestants modifie ces règles rationnelles et égalitaires. Le NIHE a pratiqué de la sorte une discrimination positive envers les catholiques, puisqu'ils représentent la majorité des candidats prioritaires, alors qu'ils ne représentent que 42 % de la population[4]. John Mc Peake souligne que la majorité des logements nouvellement construits durant les 20 dernières

[1] Les *Housing Associations* existent depuis 1976. Depuis 1999, le DOE a transféré au NIHE le rôle de financement et de contrôle de ces organismes.

[2] Entretien avec John Mc Peake, NIHE, *New Development Assistant Director*, 5 mai 1999.

[3] NIHE, *The Belfast City Housing Strategy*, nov. 1996, p. 13.

[4] D'après le recensement de 1991.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

années l'ont été dans des zones catholiques[1]. Cependant, cela ne suffit pas à égaliser les opportunités d'accès au logement. Et cela provoque le ressentiment des protestants. Peter Robinson, député du *Democratic Unionist Party* (DUP) pour la circonscription de Belfast-Est, affirme à ses coreligionnaires que le gouvernement a pour politique de diminuer les financements publics à l'égard de « leur » communauté pour les redistribuer à « l'autre » communauté[2]. Le gouvernement est toujours accusé de partialité, voulant favoriser la communauté adverse. Les élus eux-mêmes raisonnent en terme d'égalitarisme communautaire dans leurs prises de décisions. Les débats du conseil municipal de Belfast du 1er juillet 1999, auxquels j'ai assisté, en sont révélateurs. Lors de cette séance, les élus se font les défenseurs de leur communauté pour l'attribution de subventions à des festivals culturels. Les arguments avancés dénoncent les trop grands avantages de l'autre communauté et les désavantages relatifs[3].

Le maintien des territoires confessionnels malgré des dynamiques différenciées

Les programmes de construction et de réhabilitation sont contraints par la territorialité et les perceptions des habitants en termes d'espaces confessionnels. La plupart des publications du NIHE n'en font pas mention. Mais une brochure destinée au public sur la réhabilitation de l'habitat à Belfast, intitulée *The Belfast experience*, reconnaît en 1984 que « l'impératif territorial » est vital et que l'action du NIHE est examinée par les communautés en ces termes[4]. De plus, la dynamique de ces territoires est inégale. Sur le plan démographique, la population catholique est croissante et la population protestante vieillissante. En terme de mobilité intra-urbaine, les protestants s'installent en périphérie tandis que les catholiques restent dans l'*inner city*. La « fuite des protestants » vers la banlieue est liée à la perception que ces espaces sont sûrs. Ainsi, le quartier protestant emblématique de Belfast, le Shankill, passe de 76 000 habitants dans les années 1960 à 26 000 dans les années 1990. La dépopulation de Belfast - de 416 679 habitants en 1971 à 305 763 en 1981 - est due en grande partie à un délaissement du centre pour les villes satellites : Antrim, Newtownards, Ballymena, Carrickfergus, Craigavon, Lisburn et Newtownabbey, dont la population totale augmente de 47 118 habitants dans la même période. Cependant, la baisse de population s'explique autant par les politiques de rénovation urbaine que par le conflit et le déclin économique. R. Wiener, en 1976, développe cette idée dans l'expression *Rape and plunder* - profanation et pillage - du

[1] Entretien avec John Mc Peake, NIHE, *New Development Assistant Director,* 05 mai 1999.

[2] Cité par Colm Bradley, *Scope* (Belfast), décembre 1993.

[3] Observation de la séance du conseil municipal de Belfast, 1er juillet 1999.

[4] NIHE, *The Belfast experience: Housing renewal in Northern Ireland,* 1984, p. 24.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Shankill[1]. Aujourd'hui, les locataires protestants du NIHE, s'ils le peuvent, quittent le parc social situé dans les espaces centraux violents et en déclin pour le logement privé ou demandent leur transfert dans des lotissements en périphérie. Colm Mc Caughley, Directeur de l'Aménagement du NIHE, analyse ces dynamiques territoriales. Le territoire catholique est plus restreint, limité à l'ouest et au nord de Belfast. L'enjeu pour les quartiers centraux d'habitat social de Belfast est la gestion de ces dynamiques. Les zones protestantes se vident, alors qu'une forte pression s'exerce sur les secteurs catholiques. Mais chaque côté souhaite maintenir et solidifier son territoire. Les catholiques sont cantonnés dans un territoire restreint déjà très densifié et qui ne peut être étendu, malgré l'exception de Poleglass. Les catholiques veulent des nouveaux logements pour satisfaire les besoins de leur population croissante et accusent le NIHE de ne pas s'étendre dans les zones « oranges » sous-utilisées. Mais Colm MC Caughley indique qu'au mieux 500 logements pourraient être construits dans ces zones et qu'ils seraient insuffisant pour réduire le déficit du côté catholique[2]. En revanche, les protestants veulent la stabilité et prônent la construction de nouveaux logements pour revitaliser les communautés. D'après Stephen Graham, Directeur adjoint de la politique du logement du NIHE, ceux-ci critiquent le NIHE pour le faible taux de reconstruction après réhabilitation. Les protestants accusent le NIHE d'engager un processus de « déprotestantisation » de la ville. Les intentions du NIHE seraient de laisser se dégrader les quartiers protestants pour que ceux-ci demandent leur transfert en périphérie. Cela entraîne une cristallisation des conflits autour des enclaves protestantes situées dans Belfast-Nord et Belfast-Ouest. Stephen Graham explique que le NIHE est critiqué pour ses intentions de faire du *social engineering,* c'est à dire de créer des espaces confessionnels plus facilement gérables. Pour le NIHE, au contraire, vouloir modifier la structure territoriale de Belfast comporte un trop grand risque. L'expérience malheureuse de Manor Street en 1985 est citée par Stephen Graham et par Sylvia Doran, actuel chef du district n°7 à Belfast, où est situé ce lotissement[3]. De nouveaux logements sociaux avaient été construits du côté protestant de cette interface de Belfast-Nord. Quinze logements vacants, faute de demande locale, avaient été attribués à des catholiques, très nombreux sur la liste d'attente du lotissement catholique attenant. Sylvia Doran explique que le NIHE reculait ainsi la limite territoriale d'une rangée de maisons, les jardins à l'arrière de ces nouveaux logements attribués à des catholiques marquant la frontière. Les paramilitaires protestants ont empêché l'installation des familles catholiques. Les émeutes qui suivirent ont entraîné le pillage puis la démolition de ces logements. Le processus de destruction, relaté par une étude préliminaire du

[1] R. Wiener, *The rape and plunder of the Shankill in Belfast: people and planning,* Belfast, 1976.

[2] Entretien avec Colm Mc Caughley, NIHE, *Director of Development,* 20 août 1999.

[3] Entretien avec Stephen Graham, NIHE*, Director of HousingPolicy*, 14 juin 1999/Entretien avec Sylvia. Doran, NIHE, District 6, *District manager*, 21 février 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

NIHE[1], a duré plusieurs mois. Mais Sam Kendall, architecte au NIHE, parle d'investissements détruits littéralement « en une nuit » (*overnight)*[2]. La violence des événements l'a fortement impressionnée. Un mur de paix a été construit en 1986. Depuis, les urbanistes du NIHE sont très attentifs à ne pas modifier la géographie des communautés.

La stabilisation des quartiers protestants en déclin

Les autorités veillent à stabiliser la population protestante dans l'*inner city* de Belfast. A Suffolk, enclave protestante de Belfast-Ouest, le NIHE s'est attaché à maintenir la population malgré le déséquilibre démographique. Les protestants ont progressivement quitté le quartier depuis le début des Troubles, tandis que le quartier catholique voisin, Leenadon, ne cesse de s'étendre. A partir des années 1980, le secteur privé investit dans Black's Road, à proximité immédiate de Suffolk, et les logements sont acquis par des catholiques. Suffolk est une enclave d'habitat social isolée des autres quartiers loyalistes. Le sentiment des habitants est celui d'une accessibilité limitée du quartier et de l'insécurité. Les immeubles situés à l'interface de Suffolk et Leenadon, dans Stewartstown Road, sont dégradés, voire vandalisés.

Au début des années 1980, un processus de réhabilitation du quartier d'habitat social est entamé. Stephen Graham dit que le NIHE a décidé d'assurer un « avenir » pour les protestants à Suffolk[3]. Mais pour Brendan Murtagh, enseignant à l'université de *Queen's* à Belfast, cette démarche est contraire à la rationalité administrative et contrainte par le maintien des territoires confessionnels. Une solution envisageable aurait été le relogement des protestants dans un autre quartier et l'attribution des logements sociaux rénovés à des catholiques. La communauté catholique fait d'ailleurs pression sur les autorités locales pour l'attribution des logements. Les bénéfices d'une telle option sont évidents. La rentabilité financière de l'opération aurait été assurée. La pression sur la liste d'attente catholique de Belfast-Ouest aurait été soulagée (14 % des candidats auraient été logés). Le poste de police local aurait vu sa tâche facilitée par la baisse des tensions. La création d'une zone catholique homogène aurait eu de nombreux avantages mais est politiquement impossible. Elle aurait soulevé la résistance des habitants de Suffolk, de la communauté protestante dans son ensemble et de ses représentants. Le NIHE craindrait d'encourager l'intimidation et de déclencher une « épuration ethnique » menée par les paramilitaires. Il choisit donc la démarche inverse.

[1] *Manor Street RDA 42 planning and feasibility study, s.d.*

[2] Entretien avec Sam Kendall, NIHE, *Design Services Division*, Architecte, 14 juin 1999.

[3] Entretien avec Stephen Graham, NIHE*, Housing Policy Assistant Director,* 14 juin 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Brendan Murtagh décrit le processus de réhabilitation du lotissement[1]. En 1983, le NIHE classe Suffolk comme lotissement prioritaire (*Priority estate*). En 1985, il réalise une enquête qui montre que la plupart des résidents souhaitent rester dans le lotissement malgré sa situation d'enclave. Le NIHE est obligé de s'appuyer sur les souhaits de la population pour légitimer son action. La demande sur le quartier est faible. Les aspirations recueillies reflètent le désir des résidents de conserver leurs repères et leurs liens de voisinage. Mais on peut supposer que des considérations de contrôle de territoire, auxquelles les paramilitaires ne sont pas étrangers, sont entrées en ligne de compte. Le NIHE a mis en œuvre un plan de réhabilitation d'un montant de 5.9 millions de livres sur 5 ans afin d'assurer la sécurité et d'améliorer le cadre de vie. Il a permis de réhabiliter les logements et les espaces communs et de clore les allées et les accès au quartier. La desserte de bus a été améliorée afin de réduire l'enclavement du quartier. Des services de proximité on été réimplantés : un bureau local du NIHE, une clinique pour enfants et des aires de jeux ont été installés. Mais la population continue de diminuer. En 1993, il reste 830 des 980 habitants présents en 1981, avec une forte proportion de personnes âgées. Les autres projets de rénovation de l'habitat de l'*inner city* affirment la volonté de maintenir la communauté protestante, notamment à Duncairn Gardens[2].

Les pouvoirs publics ont choisi d'assurer la stabilité confessionnelle sur le territoire urbain. Ce choix est contraire à la satisfaction des besoins objectifs en logements. De plus, cette attitude a des coûts sociaux très importants, notamment la duplication des services urbains. Elle contribue à maintenir une territorialité stérile. Mais les décideurs publics ont le sentiment que la meilleure manière de créer de la stabilité est de respecter les souhaits des communautés. Neil Mc Killen, directeur du Bureau régional d'urbanisme de Belfast, bras opérationnel du DOE à Belfast, affirme que malgré l'inefficacité de cette posture, « l'urbanisme ne veut pas avoir son mot à dire sur les changements de la société »[3]. Le NIHE est une sorte de miroir social des enjeux territoriaux de Belfast. Il ne cherche pas à modifier les divisions confessionnelles. Il ne vise pas non plus à promouvoir la mixité de ses quartiers. Cette attitude s'explique en partie par le pouvoir relatif des communautés locales face à l'administration urbaine centralisée. La rénovation de la fin des années 1960 et du début des années 1970 a été l'objet de luttes urbaines. Une forte mobilisation des communauté ouvrières s'est traduite par l'existence de nombreux comités d'action communautaire (*Community action groups*). Don Parson en recense environ 300 en 1974, la plupart étant des

[1] B. Murtagh, Housing Renewal in Belfast, *The Planner* [Journal of the Royal Town Planning Institute], vol. 78, n°18, 1992, p. 11.

[2] Une description détaillée du projet se trouve dans le chapitre suivant, section 5-321.

[3] Entretien avec Neil Mc Killen, DOE, *Planning Service*, *Belfast Divisional Planning Office,* Directeur, 9 avril 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

associations de quartier ou de locataires[1]. Ces associations militent fortement pour préserver leur territoire confessionnel, mais aussi pour l'emploi et le développement social. Face à cela, le NIHE a cherché à impliquer les communautés notamment au travers des Zones de Réhabilitation de l'Habitat, les *Housing Action Areas* (HAA)[2]. Don Parson montre que le contexte des Troubles a aussi favorisé l'influence des paramilitaires. Ceux-ci, dans les années 1970, décidaient parfois de l'attribution des logements malgré la répartition faite par le NIHE. L'IRA, mais aussi les paramilitaires loyalistes, rackettent les entreprises de travaux publics. Cette pratique est si commune que les entreprises les incluent dans les coûts de construction lors de la soumission des offres aux NIHE. Par ces moyens détournés, en réalité, le NIHE subventionne les paramilitaires. Parfois aussi, il y a des pressions pour que des hommes soient engagés sur le chantier en cours. Il est commun que les entreprises obtempèrent. Mais les hommes engagés ne sont pas toujours qualifiés dans les métiers du bâtiment et la qualité de la construction en souffre. A l'inverse, les paramilitaires ont aussi le pouvoir d'exercer des pressions pour arrêter les constructions. Dans les années 1970, les ouvriers intimidés refusaient de travailler sur les chantiers des Falls. Les pressions des paramilitaires ont également contribué à maintenir des territoires exclusifs.

4-3. Conclusion

L'administration centralisée cherche à neutraliser les impacts confessionnels des politiques publiques et l'équité entre les deux communautés. Les questions confessionnelles ont été écartées du champ de l'urbanisme, laissant la ville sans approche stratégique globale pour faire face aux divisions. Pourtant les territoires confessionnels sont une contrainte réelle. Les espaces divisés sur la base d'identités perçues comme homogènes prévalent dans les représentations des pouvoirs publics. La guérilla urbaine et la séparation sécuritaire des territoires, plus ou moins contrôlés par des milices paramilitaires, contribuent à construire une grille de lecture des politiques d'aménagement à partir des territoires confessionnels. La cartographie utilisée par les différentes agences gouvernementales réifie les divisions car elle indique les territoires catholiques et les territoires protestants en vert et en orange, couleurs symboliques des deux communautés. Les administrateurs du logement social ont mis en place un système d'attribution rationnel qui écarte tout soupçon de discrimination, mais qui renforce la division communautaire. Et les phénomènes

[1] D. Parson, Urban renewal and HAA in Belfast: legitimation and the incorporation of protest, *International Journal of Urban and Regional Research* (Londres), vol. 5, 1981, p. 222.

[2] Parson argumente que cela est une tentative de canaliser la contestation dans le processus de réhabilitation. En convertissant les communautés à l'idéologie environnementaliste d'amélioration du cadre de vie, ils diluent les revendications égalitaires plus structurelles.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

d'homogénéisation identitaire, dans lequel les milices paramilitaires jouent une part active sur des micro-territoires, sont renforcés par la rénovation de l'habitat.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

5. Le compartimentage urbain

L'impossibilité de modifier la géographie confessionnelle oblige les pouvoirs publics à trouver des solutions opérationnelles pour l'aménagement des *peacelines*, malgré leur volonté de neutralité dans les divisions communautaires. Pour la plupart, les dispositifs sont situés sur des parcelles appartenant au NIHE[1]. La police décide de leur construction mais le NIHE es chargé de réaliser à partir des années 1980, se substituant ainsi à l'armée et au *Northern Ireland Office* (NIO). En effet, le NIO délègue les travaux au gestionnaire du logement social, qui possède à la fois les terrains et les compétences d'étude et de maîtrise d'ouvrage. Cette situation place le NIHE en porte-à-faux avec ses objectifs et ses missions premières. Les *peacelines* sont une composante de ses attributions de fait, même si son pouvoir décisionnel est limité en la matière, car subordonné à la police. Le NIHE doit assurer la gestion du parc social et préserver son patrimoine immobilier et foncier. Il s'agit de sécuriser les espaces catholiques et protestants en les séparant pour limiter la confrontation. Il est impossible de déplacer ou supprimer les *peacelines*, et le plus souvent le NIHE est en charge de les reconstruire pour remplacer les structures anciennes mises en place à la hâte par l'armée ou la police. Le NIHE décide donc en grande partie de la forme des dispositifs de séparation. Le *Department of Environment* (DOE) a des attributions plus marginales et moins directes, même si une partie de son travail est affectée par ces questions. Ainsi les *peacelines* sont incorporées aux procédures de gestion ordinaire de l'espace urbain. Mieux encore, les dispositifs de séparation sont intégrés dans des aménagements civils à l'apparence banale. Ce choix explicite des pouvoirs publics entérine ainsi la division. L'objet de ce chapitre est d'étudier les formes de la banalisation des dispositifs de séparation, en les replaçant dans le cadre de l'activité du NIHE et du DOE et en identifiant les enjeux pour l'espace urbain. J'ai privilégié la compréhension d'un processus de

[1] Entretien avec John Mc Peake, NIHE, *New Development Assistant Director*, 5 mai 1999.

décision qui permet d'enquêter aussi sur les représentations des fonctionnaires en charge de l'urbanisme.

5-0. De la difficulté d'interroger les urbanistes et architectes en charge des *peacelines*

Le processus de « fabrication » des *peacelines* est difficile à retracer. J'ai cherché à comprendre quels étaient les institutions et services impliqués et à interroger les acteurs de ces décisions. Les enseignants du département d'urbanisme de l'université de *Queen's* à Belfast m'ont fourni les premiers contacts au *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) et au *Department of Environment* (DOE) et j'ai procédé ensuite par « ricochets ». Les organigrammes des institutions m'ont également été très utiles pour localiser les interlocuteurs. Cependant les *peacelines* ne relèvent pas de quelques sections spécialisées de l'administration urbaine, mais d'attributions marginales au sein de divers services ayant une compétence plus large. A ce titre, elles n'apparaissent ni dans les organigrammes ni dans les rapports d'activités annuels du NIHE ou du DOE. De plus, les *peacelines* sont un sujet sensible dont les fonctionnaires du NIHE et du DOE ne souhaitent pas toujours parler.

5-01. Trouver les interlocuteurs pertinents

Pour le NIHE, l'unité en charge de dessiner les plans des *peacelines* est la *Planning and Feasibility unit,* rattachée à la Sous-direction des Nouveaux Aménagements (*New Developments Section*) au sein de la Direction de l'Aménagement (*Development Division*) depuis la réorganisation des services en 1998. La *Planning and Feasibility unit* est le bureau d'études urbaines et architecturales du NIHE, recrutant principalement des architectes. Ce bureau dessine les plans-masses et les plans architecturaux des opérations immobilières du NIHE. Toutefois la moitié des études est déléguée à des bureaux d'études privés[1]. Les *peacelines* ne concernent qu'une partie limitée des attributions de la *Planning and Feasibility unit* et lors de l'enquête, les opérations sont achevées et il n'y a pas de nouvelles études en cours. Un responsable de la *Planning and Feasibility unit*[2] que j'ai contacté a exprimé le refus explicite de son équipe de me recevoir. Il m'a dit qu'il ne « souhaitait pas en parler ». Il m'a informée qu'auparavant 18 personnes étaient en charge de cette question au NIHE pour toute l'Irlande du Nord et qu'à présent elles ne sont plus que 4, car les travaux sur les *peacelines* ont été réalisés surtout dans les années 1980 et que ce n'est plus une question traitée actuellement par le NIHE. La grande

[1] Entretien avec Stephen Graham, NIHE*, Housing Policy Assistant Director,* 14 juin 1999.

[2] Entretien téléphonique avec un cadre de la *Planning and Feasibility unit* ne souhaitant pas que son identité soit divulguée, 27 janvier 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

majorité de l'équipe a travaillé sur Belfast, mais la plupart de ses cadres sont à la retraite. J'ai obtenu les coordonnées d'anciens cadres du NIHE, notamment de la *Planning and feasibility unit,* par F. Boal, professeur émérite au département de géographie de l'université de *Queen's* à Belfast. Mais ceux-ci, à la retraite, ne souhaitaient pas parler.

J'ai alors interrogé les cadres en poste des autres services du NIHE. En effet, les fonctionnaires des autres divisions des *headquarters* ont aussi affaire aux *peacelines* mais plus indirectement. Les *peacelines* interfèrent dans leurs activités, mais comme elles ne relèvent pas de leur attribution principale, ils sont peu en prise avec les décisions les concernant et ne se sentent pas détenteurs d'informations confidentielles ou trop délicates. Ils acceptent de parler de leur travail. J'ai donc interviewé les responsables des directions du NIHE en charge de la politique du logement et de l'aménagement, moins directement concernés mais ayant une vision générale de la situation. Ils ont pour la plupart une formation en urbanisme. J'ai abordé le sujet de manière non frontale, en les interrogeant d'abord sur les enjeux généraux du logement social puis spécifiquement sur la question des *peacelines*.

J'ai également contacté les chefs de district, qui dirigent les agences locales (*district offices*) du NIHE. C'est à leur niveau que le parc de logement social est géré. A Belfast, ces agences locales sont au nombre de 7, dont 6 ont des *peacelines* sur leur territoire de compétence. Les chefs de district sont proches du terrain et conscients des contraintes quotidiennes et des acteurs locaux, notamment de la population. Leur profil est diversifié : on trouve des urbanistes et des ingénieurs, mais d'autres ont une formation en économie ou en sciences sociales. Ils sont moins sensibles à la dimension politique générale que les cadres des services centraux. Mais pour ceux-là aussi, rares sont ceux qui étaient en poste lors des travaux des *peacelines* dans leur district. Ils ont été mutés dans d'autres services, d'autres régions ou d'autres départements ministériels. La rotation des postes et la mobilité géographique au sein du NIHE sont assez fréquentes. Et les fonctionnaires ne souhaitent répondre aux questions que dans la limite de leurs attributions actuelles ; ils ne se sentent pas autorisés à divulguer des informations d'une institution ou d'un service dont ils ne font plus partie.

Les fonctionnaires du DOE[1] sont également impliqués dans la gestion des *peacelines*, mais moins que le NIHE. J'ai pu interroger des fonctionnaires de *Making Belfast Work* (MBW) engagés dans la réhabilitation urbaine, sur leur travail en faveur des *peacelines*. J'ai aussi rencontré le directeur du Bureau régional d'urbanisme de Belfast (*Belfast Divisional Planning Office*), entité locale du Service

[1] Ils sont en majorité des urbanistes, agréés par le *Royal Town Planning Institute*, leur grade au sein du DOE étant *assistant*, *junior* ou *senior planning officer*.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

d'urbanisme (*Planning service*) du ministère[1]. Il m'a donné un aperçu général de la situation. Mais son équipe était en recomposition au moment de l'enquête. Je n'ai pu retrouver les cadres du service d'urbanisme impliqués dans la réalisation des plans d'aménagement concertés (*Comprehensive Development Scheme*, CDS) sur les zones comprenant des *peacelines*, mutés dans d'autres régions ou transférés dans d'autres organismes. La responsable des *Environmental Improvement Schemes* (EIS), était partie et son poste restait vacant. Les EIS, que l'on peut traduire littéralement par plans d'amélioration environnementale, visent à embellir les espaces urbains dégradés, et la plupart sont consacrés aux *peacelines*.

5-02. Obtenir des informations

Les entretiens réalisés étaient très encadrés. Ils se déroulaient dans les salles de réunion du NIHE ou du DOE. Dans une certaine mesure j'ai été contrainte d'adopter l'éthique des interviewés. Ceux-ci étaient en position d'experts vis-à-vis de moi. Cela exigeait un travail de préparation important des entretiens. Mais ils étaient en même temps anxieux, car le sujet était sensible. Ils m'ont semblé très conscients de leur statut de représentants de leur organisation et très soucieux de l'image professionnelle qu'ils pouvaient donner. Je me présentais avec une double appartenance universitaire : d'abord comme étudiante à l'Université de *Queen's* à Belfast, car elle avait une grande légitimité, sorte de garant moral des informations qu'ils pouvaient me divulguer. Ils la connaissent bien, pour y avoir parfois étudié, mais aussi par les multiples contacts avec le corps enseignant, notamment au travers de contrats de recherche. Je soulignais avec insistance mon appartenance première à l'Institut d'Urbanisme de Paris où la thèse, rédigée en français, serait soutenue. Je pensais désamorcer les craintes puisque la réception de la thèse serait détachée de la situation locale et ne constituerait pas de risque de polémique pour eux. Malgré mes assurances préalables, la plupart me disaient à la fin des entretiens, comme un rituel, sur un ton mi-humoristique mi-sérieux, qu'ils espéraient qu'ils ne retrouveraient pas leurs propos dans la presse du lendemain. Toutefois, toutes les personnes interrogées déclarèrent qu'elles ne voyaient pas d'objection à ce que je cite que leurs noms dans mon travail.

Cette situation a eu une incidence sur le déroulement des entretiens. J'ai dû me plier à l'éthique professionnelle des interviewés quant au contenu des questions. Ceci m'obligeait à respecter le code tacite de passer sous silence certains aspects qu'il était délicat d'aborder directement, par exemple l'influence des paramilitaires. Cela m'amena à faire des entretiens peu directifs et à poser des questions larges et relativement ouvertes sur les *peacelines*. Je présentais ma

[1] Neil Mc Killen, DOE, *Planning Service, Belfast Divisional Planning Office,* Directeur, 9 avril 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

recherche comme l'étude des divisions spatiales à Belfast. La consigne principale donnée aux fonctionnaires était de décrire leur rôle et leur travail dans les quartiers en difficulté et notamment les interfaces. Cela avait pour but de ne pas entrer trop brutalement dans un sujet qui mettait les interlocuteurs mal à l'aise et surtout d'éviter d'employer le mot *peaceline* de prime abord. Au cours de l'entretien, je posais des questions plus détaillées en rebondissant sur leurs propos ou en demandant des précisions. Cela entrait dans l'objectif de recueillir leur définition du problème et les représentations de leur mission. Cela avait aussi des limites, de laisser des zones d'ombre dans les processus de décision que j'essayais de comprendre. Les négociations avec les élus et la police étaient rarement mentionnées et peu détaillées. Dans les entretiens avec les cadres du NIHE, la police est un acteur isomorphe et sans visage, sans localisation. Les chefs de district ont affaire principalement aux officiers de police de l'arrondissement et aux officiers de liaison du NIO, ils ne mentionnaient ni leurs noms ni le contenu des discussions. Ils répondaient de manière elliptique aux demandes de précisions sur la police. Les paramilitaires étaient très rarement évoqués. Leur rôle est bien sûr marginal mais leur influence certaine. Quelques rares interviewés les citaient comme une contrainte, mais il était tacite de ne pas parler de relations avec eux. Les questions plus directes sur les *peacelines* rendaient la plupart de mes interlocuteurs nerveux, bien que certains m'aient répondu sans le moindre embarras.

Les acteurs vivent dans le présent de leur travail et leur souci majeur n'est ni la constitution d'archives ni l'histoire des opérations d'aménagement auxquelles ils ont pu participer. Le filtre de la mémoire personnelle donne une imprécision pour les dates, les événements ; voire des oublis. Ainsi j'ai renoncé à mon objectif premier, un peu naïf, de tenter de retracer un processus objectif de la constitution des *peacelines*, qui ne serait l'histoire de personne. Même si j'ai dégagé des constantes et des régularités, si j'ai tenté de reconstituer le fil des événements, je souhaitais m'attacher autant aux représentations et à la manière d'aborder le sujet par les fonctionnaires urbains. Elles ont une signification particulière dans ce contexte et permettent de comprendre le processus autant que les « faits ».

Les entretiens étaient toujours très cordiaux, mais il existait une tension dont le relâchement était très clairement perceptible lorsque je déclarais les questions épuisées. J'ai également décidé d'enregistrer les entretiens pour recueillir plus de matériaux et faciliter leur exploitation. Aucun ne refusa, mais la présence du magnétophone était un peu perturbante. Cela a eu une incidence marginale certes, d'autant que le magnétophone s'oublie au cours de la conversation, mais cela a certainement contribué à limiter les propos à une parole autorisée. Les cadres du NIHE et du DOE se positionnent comme des « bons gestionnaires » du service public dont ils ont la charge. A ce titre

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

ils sont soucieux d'afficher une volonté de neutralité. Mais surtout ils ont tendance à minimiser les divisions confessionnelles et à penser leur action et les enjeux généraux de leur travail comme détachés de ces divisions. La durée des entretiens était variable, tournant autour de 45 minutes en moyenne. J'ai réalisé un entretien approfondi pour chaque personne. Pour une question de temps sur le terrain, il aurait été très difficile de faire deux séries d'entretiens.

Les entretiens étaient les données principales recueillies auprès du NIHE et du DOE. J'ai aussi analysé les documents du NIHE et du DOE sur leurs missions générales pour comprendre quelle place ils accordent aux *peacelines*. Les études spécifiques traitant des *peacelines* sont très rares. Le DOE ne s'y risque pas et les publications du NIHE sont au nombre de deux. Le NIHE a réalisé en 1988 une première étude relativement sommaire d'environ 25 pages, intitulée *Coping with conflict. Violence and urban renewal in Belfast* [1] [Faire face au conflit. Violence et réhabilitation urbaine à Belfast]. Cette étude s'intéresse à l'évolution des lotissements du NIHE et à la forme des *peacelines*. En 1991, le NIHE a commandité une enquête à un bureau d'études privé, *Environmental Design Consultants* (EDC). Ce rapport intitulé *Belfast Peacelines Study*[2] recense 15 *peacelines*. Il s'agit d'une étude formelle qui décrit les matériaux utilisés et l'état de conservation et d'entretien des dispositifs, mais ne fait pas état des circonstances de leur construction, qu'elle situe à des dates approximatives. Elle constitue cependant une base de données précieuses, et aussi une information pertinente sur la manière de gérer et de représenter les *peacelines*. Ce rapport m'a été donné sans réserve par Stephen Graham[3], responsable de la Sous-direction de la politique du logement du NIHE. Mais lorsque j'ai demandé des précisions sur ce rapport à la directrice des relations publiques, Emelda Mc Grath[4], celle-ci a considéré qu'il s'agissait d'une information confidentielle et paraissait très contrariée que ce rapport ait été divulgué si facilement. Lorsque j'ai ajouté que ce rapport était disponible à la bibliothèque du NIHE, elle répliqua qu'elle allait l'en faire retirer immédiatement. D'autre part, *Environmental Design Consultants* (EDC), auteur du rapport, que j'ai contacté, a refusé de me recevoir.

J'ai également obtenu auprès des chefs de district quelques plans de réhabilitation de quartier, mais leurs archives sont souvent lacunaires. Je n'en ai retrouvé qu'un nombre limité à la bibliothèque du NIHE. Les plans contiennent des mentions éparses sur les *peacelines* ; puisque leur objet est principalement la réhabilitation du quartier, les dispositifs de séparations sont secondaires, mentionnés comme une contrainte. Mais ceci est une indication sur la manière dont les *peacelines* se

[1] NIHE, *Coping with conflict. Violence and urban renewal in Belfast,* Belfast : NIHE, novembre 1988.

[2] Environmental Design Consultants, *Belfast Peacelines Study,* Belfast, 1991.

[3] Entretien avec Stephen Graham, NIHE*, Housing Policy Assistant Director,* 14 juin 1999.

[4] Entretien avec Emelda Mc Grath, NIHE, *General Information Officer,* 17 novembre 1998.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

constituent en fait social pour l'aménagement urbain et le NIHE. Les plans ont aussi été une base utile pour mener les entretiens. Enfin, il m'a semblé nécessaire de bien connaître le terrain et d'appréhender mon objet et l'espace urbain de manière sensible. J'ai parcouru ces espaces à pied, à de nombreuses reprises, mon statut d'étrangère me permettant d'aller des « deux côtés ». J'ai pris des photos et des notes de description des dispositifs, la matérialité de l'objet constituant pour ma réflexion une dimension importante.

5-1. Tactiques et positions

Il faut replacer l'enquête dans un contexte de suspicion dans lequel le NIHE et le DOE montrent une attitude pragmatique. Le discours officiel reconnaît prudemment les *peacelines*. Leur action est guidée par leur position de neutralité dont nous avons vu les limites dans le chapitre précédent. Mais malgré leurs précautions, ils n'évitent pas les polémiques sur l'aménagement sécuritaire de Belfast.

5-11. Les allégations sur l'implication des forces de l'ordre dans les opérations d'aménagement

L'opinion publique soupçonne les aménageurs de collusion avec la police et l'armée pour faciliter le maintien de l'ordre. L'urbanisme aurait une fonction défensive et contre-insurrectionnelle. A ce sujet, une polémique éclate dans la presse au début des années 1980, lancée par un article de David Beresford paru dans le *Guardian*[1]. Elle est reprise par Dereck Alcorn dans le magazine nord-irlandais *Scope*[2] et par Robert Cowan dans la revue britannique *Town and Country Planning*[3]. Cette querelle intervient alors que le NIHE a publié en 1982 le plan de réhabilitation du parc social de Belfast, la *Belfast Housing Renewal Strategy*, qui provoque la suspicion des communautés à l'égard des institutions. Cowan dénonce la police et l'armée comme les « urbanistes cachés » de Belfast, caricaturés dans son article (Figure 71). Il apporte des « preuves » que les forces de l'ordre usurpent le rôle des urbanistes au-delà des mesures de sécurité nécessaires[4]. Il cite une lettre de Maurice Williamson de l'agence d'urbanisme de Belfast, le *Belfast Development Office* (BDO), adressée à William Cameron du NIHE, le 7 octobre 1981[5]. Cette lettre recommande aux cadres du NIHE et du DOE de consulter les forces de l'ordre au début des processus d'aménagement, sous peine

[1] Security forces build on Belfast's sectarian divide, *The Guardian,* 13 mars 1982.

[2] D. Alcorn, Who plans Belfast? *Scope* (Belfast), vol. 52, 1982.

[3] R. Cowan, Belfast's Hidden planners, *Town and Country Planning* (Londres), vol. 51, n°6, 1982.

[4] *Ibid.*, p 163.

[5] *Ibid.*, p. 165.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

d'être obligés de faire des changements de dernière minute si les forces de l'ordre l'exigent. L'article de *Scope* dénonce fortement leur pouvoir de veto supposé sur les projets d'aménagement. Cette critique alimente la rumeur de l'existence d'un comité de sécurité pour le logement (*housing security committee)* au sein du BDO, modifiant les plans d'urbanisme sans le consentement du NIHE (Figure 71). Le Ministre du logement d'Irlande du Nord, David Mitchell, dément l'existence d'un tel comité mais reconnaît que les forces de l'ordre sont consultées par le NIHE avant chaque projet, ce qui fait partie des procédures ordinaires, habituellement non remises en cause[1].



Figure 71 : Les urbanistes cachés du BDO[2] (Source : R. Cowan. Belfast's Hidden planners. *Town and Country Planning*, vol. 51, n°6, 1982, p. 164)

[1] De manière semblable, en France, la Préfecture de police de Paris donne un avis consultatif en matière de voirie, notamment pour le stationnement, le re-calibrage ou l'alignement des voies. Le préfet doit donner son autorisation pour la piétonisation des rues ou la définition d'axes prioritaires de circulation. J-P. Richer, Un espace policé, *Paris-Projet,* n°30-31, juin 1993, p. 177.

[2] Traduction de la bulle de l'illustration : « Oui, et passez-moi le NIHE et le Bureau d'Urbanisme de Belfast. Nous avons pris quelques décisions auxquelles ils devraient participer ».

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Les articles polémiques accusent les forces de l'ordre de décider de la planification physique de la ville et d'altérer les projets du NIHE. Le projet de rénovation du quartier catholique d'Ardoyne, dans Belfast-Nord, aurait été modifié sur l'insistance des forces de l'ordre. Une rangée de maisons aurait été supprimée arbitrairement du projet, car les habitations auraient été situées dans Crumlin Road, directement face au quartier protestant de Woodvale. Alcorn affirme que cette décision a été prise sans que le NIHE en ait eu connaissance, après la transmission du dossier au Bureau régional d'urbanisme de Belfast pour approbation[1]. Une autre allégation concerne le tracé des rues dans les nouveaux quartiers d'habitat social. Les allées piétonnes et les culs-de-sac de Poleglass à la fin des années 1980 auraient été aménagés afin de faciliter les mouvements des véhicules de l'armée et de contrôler les habitants. Cependant, l'intention du plan de Poleglass est vraisemblablement de permettre l'accès des services d'urgence des pompiers ou des ambulances, plus que de l'armée britannique. Pour Ken Sterret[2], enseignant à l'université de *Queen's* à Belfast, ce sont les normes esthétiques prévalant dans la composition urbaine qui ont contribué à ces tracés. De plus, la volonté de « démassifier » le logement social s'est traduite par la création d'impasses pour favoriser l'appropriation des espaces extérieurs, idée à la mode à la fin des années 1970. Brendan Murtagh, professeur à l'Université d'Ulster, explique aussi que le pouvoir des services de voirie du DOE conditionne souvent le résultat des négociations entre les urbanistes et les propriétaires ou les habitants pour le tracé des rues. Les services de voirie suivent les directives de leur ministère[3]. Le guide sur le tracé des rues résidentielles, publié conjointement par le Ministère des Transports et le Ministère de l'Environnement britanniques en 1977 prône l'utilisation des culs-de-sac. Ce guide montre qu'ils ont un effet favorable sur la sécurité routière. Les tracés en culs-de-sac desservant de petites aires résidentielles, de 80 pavillons au maximum, connaissent un taux très faible d'accidents impliquant des piétons, notamment des enfants. Le rapport préconise la création d'impasses et de courbes, associée à un rétrécissement des voies pour réduire la vitesse[4]. Brendan Murtagh conclut sur ce point que si les forces de l'ordre sont consultées, elles n'ont pas de réel pouvoir de décision en matière d'urbanisme. Mais l'absence de politique d'ensemble et l'opacité des procédures d'aménagement favorisent les suspicions. Tout projet rencontre la méfiance ; il est soumis à un examen attentif non seulement par les habitants directement touchés, mais aussi par l'ensemble des deux communautés.

[1] Alcorn, *op. cit.*, p. 4.

[2] Entretien avec Ken Sterret, QUB, *School of Environmental Planning*, 24 mars 1998.

[3] B. Murtagh, The role of security forces and peace line planning, in *Planning and ethnic space in Belfast*, Centre for Policy research, Occasional paper n°5, University of Ulster, 1993, p. 18-19.

[4] DOE/Department of Transport, *Residential roads and footpaths: layout considerations*. Londres: HMSO, 1977, p. 14.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Les critiques du début des années 1980 argumentent d'une complicité institutionnelle et technique très élaborée entre les urbanistes et l'armée. Elles succèdent à la critique des années 1970, focalisée sur la dénonciation des opérations de rénovation urbaine comme un outil de déplacement de la population. Les pouvoirs publics étaient soupçonnés de vouloir réaliser un apartheid urbain à Belfast : l'ouest de la ville pour les catholiques, l'est pour les protestants. En 1977, Jonathan Stephenson, du *Northern Ireland Council of Social Service* et membre du comité de la rédaction du magazine *Scope*, écrit dans la revue *Fortnight* que la volonté des aménageurs est de restructurer les quartiers afin de provoquer des mouvements de population de part et d'autre du fleuve Lagan, qui deviendrait une frontière naturelle entre catholiques et protestants[1]. La rénovation du Shankill, quartier ouvrier protestant dans le Belfast-Ouest à majorité catholique, est contestée avec des arguments semblables par les militants de l'association *Save the Shankill Campaign*. Ils expriment des préoccupations liées à la déstructuration des solidarités ouvrières et à la désindustrialisation, mais arguent également de l'existence d'une volonté politique de les expulser vers Belfast-Est, dans le bastion protestant[2] [3].

Les projets de construction de l'autoroute urbaine (*Belfast Urban Motorway,* BUM) dans les années 1970, reliant les réseaux autoroutiers du sud et du nord, ont été perçus par les catholiques du Short Strand comme un moyen de les expulser vers Belfast-Ouest[4]. Le tracé de la bretelle ouest (*Westlink*) a aussi été fortement critiqué comme un moyen explicite de séparer les quartiers ouvriers du centre ville et entre eux (Figure 72). Selon Ron Wiener[5], les protestants voient dans l'autoroute une barrière militaire utile entre le Shankill et le lotissement catholique d'*Unity Flats*. Elle isole aussi le *Village* protestant de Grosvenor Road, une artère des Falls catholiques. Ciaran de Baroid, travailleur social dans un quartier nationaliste, ajoute que l'autoroute sépare également les Falls du centre-ville. Il insiste sur la coupure réalisée par le 'mur environnemental' qui borde la *Westlink*. Il dénonce le contrôle de la population par l'évacuation des 'zones de combat' au profit de l'infrastructure autoroutière[6]. L'*Irish Northern Aid Committee*, une association de soutien à la cause républicaine basée à New York, a repris à son compte les arguments de la polémique du *Gardian*.

[1] Jonathan Stephenson, *Fortnight* (Belfast), décembre 1997 cité dans : Belfast apartheid ? *Sunday News,* 4 décembre 1977.

[2] A conspiracy to split city, *Sunday News,* 13 mars 1977.

[3] Des critiques semblables existent dans les luttes urbaines des années 1960 en France, dénonçant la rénovation-déportation des ouvriers dans les grands ensembles de banlieue et leur intention supposée de casser leur pouvoir de contestation politique.

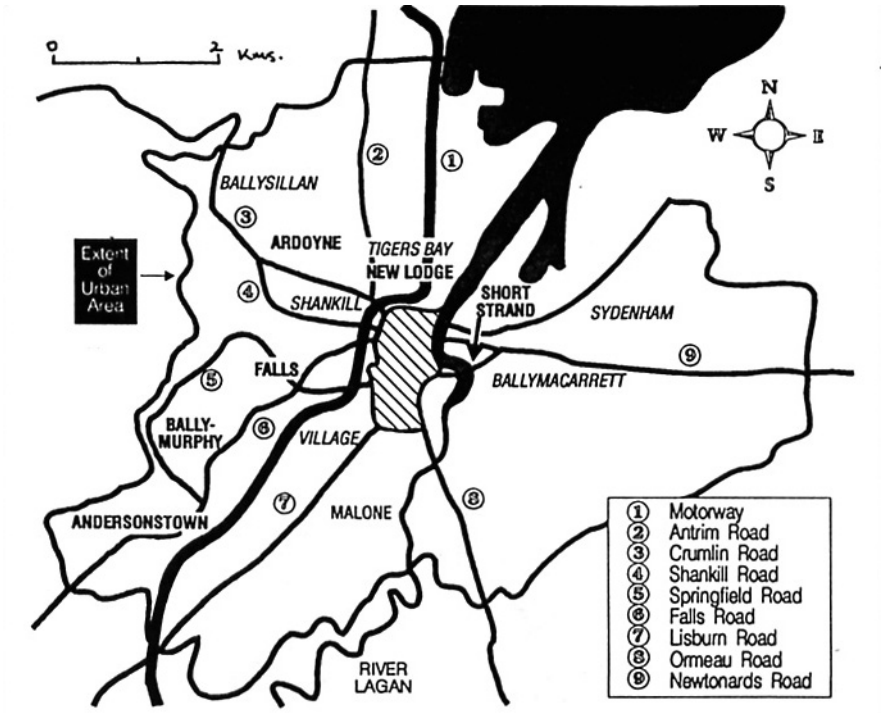
[4] Belfast apartheid ? *Sunday News,* 4 décembre 1977.

[5] R. Wiener, *The rape and plunder of the Shankill in Belfast: people and planning,* Belfast, 1976, p. 63.

[6] Ciaran de Baroid, *Ballymurphy and the Irish war,* Londres : Pluto Press, 2000, p. 165.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Dans un article intitulé *The architecture of imperialism, The British Army plan for Belfast and Derry*[1], *Northern Aid* accuse les forces de l'ordre d'avoir dicté le tracé de l'autoroute urbaine. En effet, elle limite les accès entre le Shankill et les Falls. L'autoroute dessert les Falls par trois points d'interconnexion : Colinward Street, Conway Street et Northumberland Street, mais pas le Shankill, directement accessible depuis le centre ville. Pour *Northern Aid,* l'encerclement des quartiers catholiques est renforcé par l'installation en 1972 de casernes bordant la *Westlink*. Il est indéniable que la présence physique d'un équipement autoroutier coupe le tissu urbain et isole les quartiers populaires du centre-ville. Mais L. O'Dowd et M. Tomlinson montrent que les enjeux financiers dans un contexte de réduction des dépenses publiques et les intérêts des industriels locaux ont prévalu dans la décision en faveur de l'autoroute urbaine[2]. La mobilisation communautaire avait été assez forte contre la déstructuration des quartiers et contre l'orientation privilégiant la voiture au détriment des transports publics. Fait notable, le *Community Action Group Committee on Transport* s'était d'ailleurs constitué sur une base intercommunautaire, avec le soutien des paramilitaires[3]. Ces pressions ont eu peu d'impact. Au final, le projet initial de construire une autoroute sur pilotis a été abandonné au profit d'une infrastructure en tranchée, jugée plus économique.



[1] Irish Northern Aid Committee, Department of political action, *The architecture of imperialism, The British Army plan for Belfast and Derry*, 22 février 1990.

[2] L. O'Dowd, M. Tomlinson, Urban politics in Belfast: Two case studies, *International Journal of Urban and Regional Research* (Londres), vol. 4, n°1, mars 1980, p. 78-79.

[3] D. Parson, Urban renewal and HAA in Belfast: legitimation and the incorporation of protest, *International Journal of Urban and Regional Research* (Londres), vol. 5, 1981, p. 226.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 72 : L'autoroute urbaine de Belfast (Source N. Jarman, Intersecting Belfast *in* B. Bender, *Landscape, politics and perspective*, Oxford : Berg, 1993, p. 108)

5-12. Une approche pragmatique et ad hoc

Les polémiques dans la presse et la suspicion de l'opinion publique engagent le NIHE et le DOE à la prudence. Les informations officiellement divulguées sur les *peacelines* sont peu nombreuses. Les cadres du NIHE et du DOE affirment leur éthique de fonctionnaires soucieux du bien public. Leur approche est pragmatique et ils affirment que leur action sur les *peacelines* est limitée et que celles-ci reflètent les souhaits de la population. Ils rappellent leurs missions premières, le logement et l'aménagement, et insistent sur leur faible pouvoir de décisions en matière de *peacelines*. Pourtant, même s'ils ne peuvent décider de l'opportunité des *peaceline*, la construction des dispositifs leur incombe. Et ils sont confrontés à un dilemme, à savoir laisser ces dispositifs visibles ou donner à la séparation une apparence banale.

5-12.1. La nécessité d'aménager pour préserver la sécurité

Le NIHE, s'il reconnaît qu'il consulte les forces de l'ordre, affirme qu'il s'agit d'un rapport de pouvoir équilibré et non pas d'un diktat de la police. Il conteste aussi que des considérations sécuritaires guident son action. En 1982, dans une lettre publiée par le *Guardian* en réponse à l'article polémique de D. Beresford[1], le Président du NIHE, Charles Brett, nie que l'armée interfère dans le dessin des plans-masses des opérations du NIHE. Si le NIHE ne souhaite pas entrer dans des considérations de sécurité pour lesquelles il n'a pas l'expertise nécessaire, la situation de conflit l'y oblige néanmoins. Brett affirme qu'il y a eu beaucoup de crimes commis dans ces quartiers et qu'il est donc légitime d'essayer d'arranger les plans-masses, les « murs-frontières » (*boundary walls*) et l'alignement des rues pour tenter de diminuer les affrontements et les assassinats[2].

Le NIHE reconnaît explicitement l'existence des *peacelines* dans plusieurs publications à partir de la fin des années 1980. Dans le document intitulé *Coping with conflict*, publié en 1988, le NIHE fait le point sur les questions de sécurité intervenant dans son action. Il analyse que « l'héritage des divisions sociales à Belfast a laissé treize *flashpoints* ou *interfaces* où des communautés rivales vivent à proximité les unes des autres. Ce sont des lieux où le conflit se produit fréquemment et où le NIHE cherche à maintenir l'habitat tout en restant impartial »[3]. En 1991, une brochure en papier glacé[1],

[1] Security forces build on Belfast's sectarian divide, *The Guardian,* 13 mars 1982.

[2] Cowan, *op. cit.*, p 165.

[3] NIHE, *Coping with conflict..., op. cit.*, [p. 2].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

contant l'histoire de l'amélioration de l'habitat depuis les années 1970, mentionne également les *peacelines*. Dans un chapitre intitulé « une communauté divisée », il reconnaît que des murs sont souvent nécessaires pour séparer les communautés. Il décrit brièvement les différents types de structures utilisées - murs, barrières paysagères, zones tampons. Il affirme que la décision de construire les *peacelines* dépend des forces de l'ordre et que leur coût de construction est pris en charge par le NIO. *Housing Tour Study*, un dépliant de 6 pages en papier glacé publié dans les années 1990, relate les réhabilitations « exemplaires » de l'habitat et contient une rubrique consacrée aux *peacelines*, décrites comme « la manifestation physique des divisions qui existent entre les communautés ». Dans ce document, le NIHE prend pleinement acte de leur existence. Il souligne le fait que, de temporaires, elles sont devenues permanentes. Il insiste sur leur diversité formelle, allant du mur de Cupar Way aux constructions plus récentes qui intègrent de la végétation. Il indique également que seuls 2 % de la population vivent à proximité des *peacelines*, mais qu'elles sont un constant rappel de la situation troublée[2].

Le rapport *Coping with Conflict* affirme que le NIHE propose des solutions ad hoc et non une stratégie générale pour la gestion de ces zones. Il reconnaît que trois agences gouvernementales sont consultées pour évaluer les risques. Il s'agit du *Belfast Development Office*, (BDO), du *Northern Ireland Office* (NIO) et de ses agents de liaison, les *civil representative officers* ou '*civil reps*', officiers de renseignements généraux qui assurent la liaison entre le NIO et les forces de l'ordre. Il y a trois officiers pour le secteur de Belfast. D'après Sylvia Doran, chef d'un district du NIHE dans Belfast-Nord : « Nous leur soumettons toutes les propositions pour nous assurer qu'elles ne causeront pas de problèmes de sécurité. Il y a aussi d'autres consultations au niveau des autorités de planification, les *headquarters* du NIHE. Mais au niveau du district nous consultons le *civil rep* sur les questions de sécurité sur le terrain. Il s'assure auprès de « diverses personnes » et nous informe de ce qu'il est possible de faire »[3]. Les services gouvernementaux et leurs représentants conseillent donc le NIHE sur toutes les questions de sécurité qui peuvent survenir dans les plans de construction ou rénovation des logements. Ils doivent évaluer si des murs ou autres barrières physiques doivent faire partie du nouvel aménagement pour réduire le risque de conflit communautaire. Si de telles mesures sont nécessaires, des instructions sont données au NIHE pour inclure une barrière dans le plan d'aménagement.

---

[1] NIHE, *Building a better Belfast*, 1991.

[2] NIHE, *Housing study Tour of Belfast. Housing development in Belfast*, s.d.

[3] Entretien avec Sylvia Doran, NIHE, District 6, *District manager*, 21 février 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Une carte du NIHE[1] montre les 17 *peacelines* officiellement reconnues par le NIHE en 1999 (Figure 73). Ce sont celles décrites par le rapport réalisé pour le NIHE par *Environmental Design Consultants* en 1991, auxquelles sont ajoutées les deux nouvelles *peacelines,* construites en 1996 à Mountcollyer et en 1998 à White City. Le schéma de localisation des *peacelines* réalisé en 1994 par Frankie Quinn pour son livre de photographies est utile pour les situer, même s'il manque les deux *peacelines* postérieures à sa publication. Il inclut en revanche une extension du mur de l'autoroute derrière la cité d'habitat social d'*Unity Flats*, mur qui n'est pas cité par le NIHE (Figure 74).

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

[1] Réalisée à ma demande par Ian Lamont, responsable du système d'information géographique (SIG) du NIHE, le 22 juin 1999.

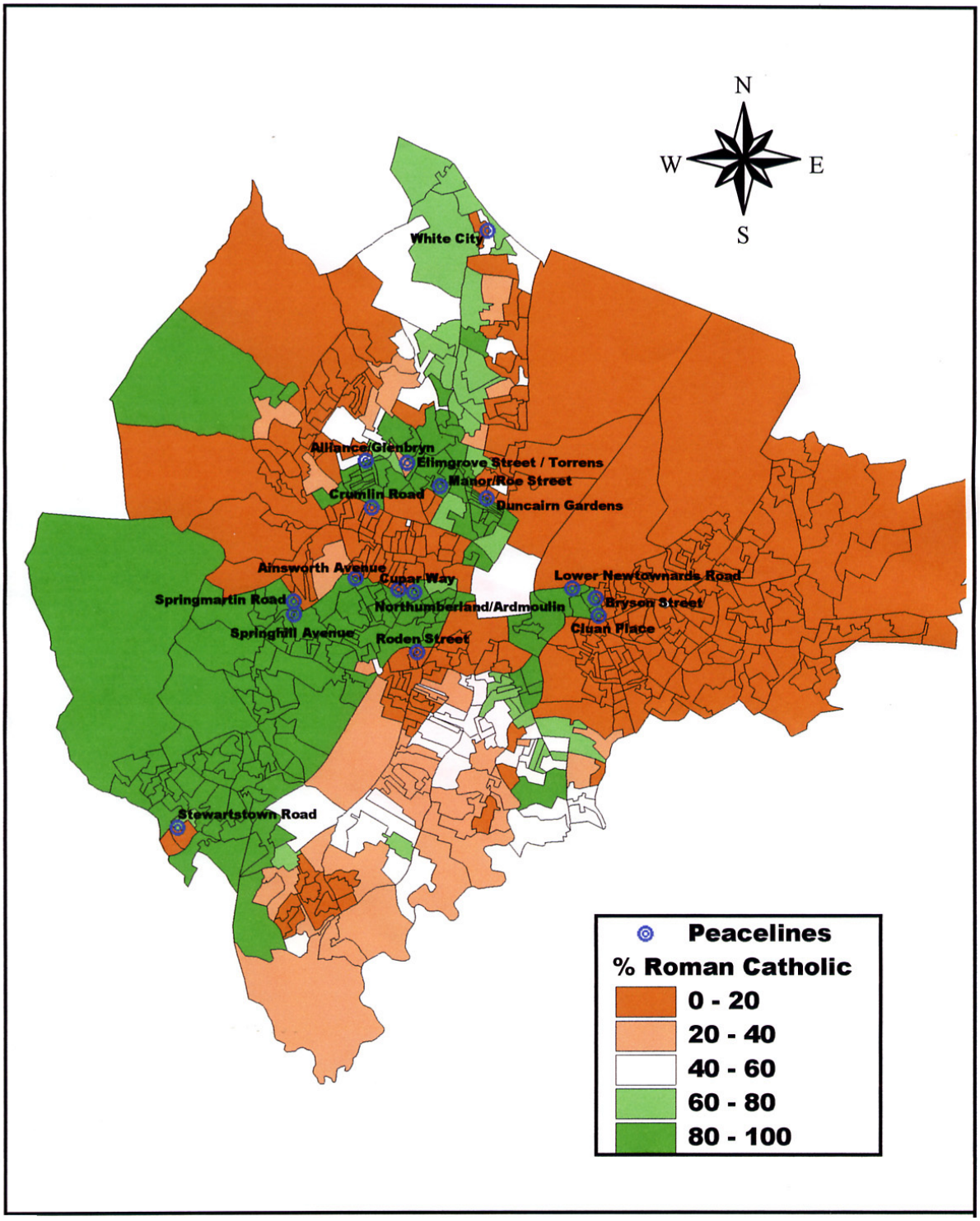


Figure 73 : Répartition des catholiques à Belfast d'après le recensement de 1991 et *peacelines* construites jusqu'en 1998 (Source : NIHE, Geographic Information System, 1999)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

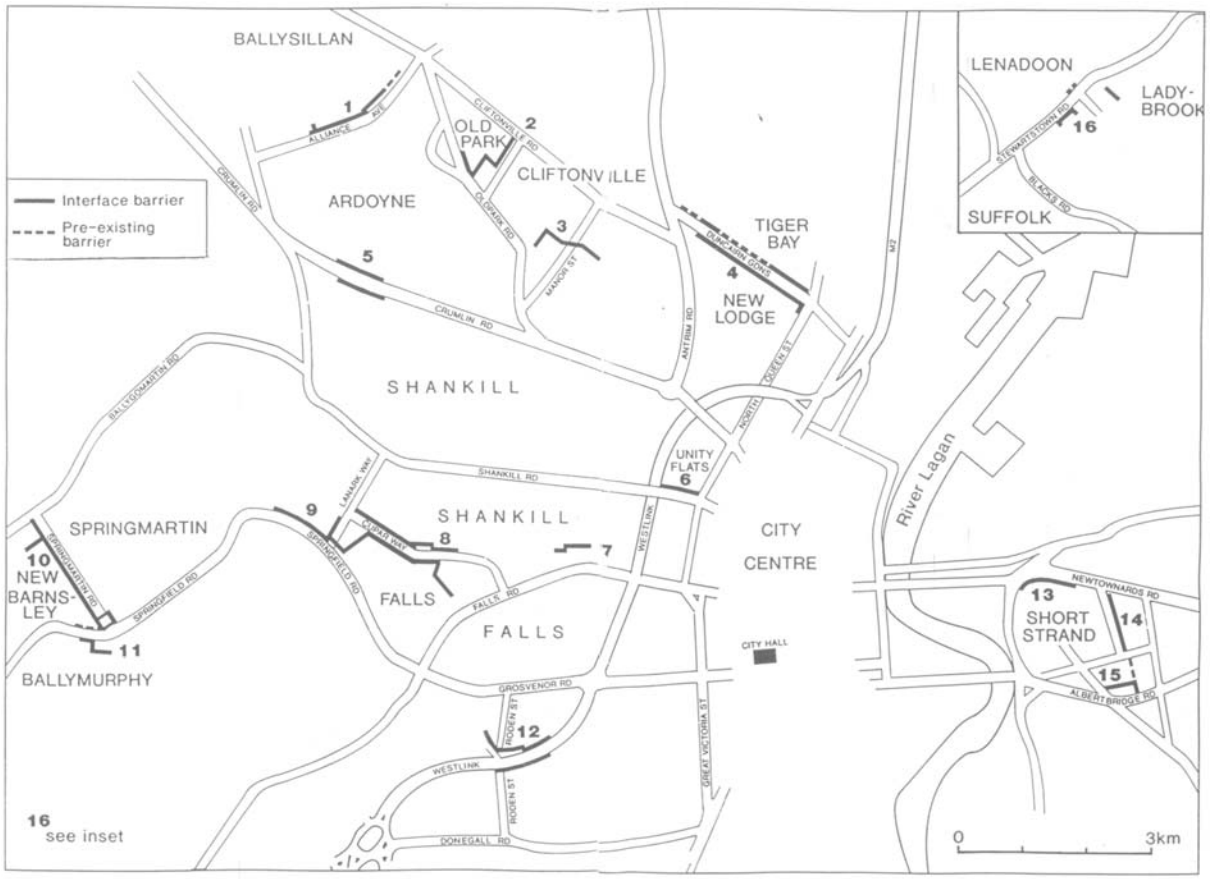


Figure 74 : Carte des *peacelines* en 1994 (Source : Frankie Quinn, *Interface images*, Belfast : Belfast Exposed Community Photography Group, 1994)

5-12.2. Le NIHE minimise son rôle décisionnel

Si le NIO délègue la construction des *peacelines* au NIHE alors qu'il en était le maître d'œuvre dans les années 1970, la décision lui revient toujours. Les cadres du NIHE soulignent avec insistance que leur rôle est subordonné à la décision des forces de l'ordre. Au cours d'un entretien, Emelda Mc Grath, directrice des relations publiques du NIHE, insiste sur le fait que la décision de construire les *peacelines* dépend du NIO. Le NIHE s'occupe seulement de la forme physique des dispositifs[1]. Sam Kendall, architecte au NIHE, souligne que les *peacelines* sont construites pour le compte des forces de l'ordre[2]. Colm Mc Caughley, Directeur de l'Aménagement du NIHE, rappelle aussi : « Vous ne devriez pas surestimer le rôle du NIHE pour les *peacelines*. Nous ne faisons qu'aménager ». A l'objection que le NIHE a construit un mur à Mountcollyer en 1996, dans le nord de Belfast, il répond qu'il s'agit d'un expédient à la demande de la police[3]. Sean Mc Kenna, chef du

[1] Entretien avec Emelda Mc Grath, NIHE, *General Information Officer,* 17 novembre 1998.

[2] Entretien avec Sam Kendall, NIHE, *Design Services Division*, Architecte, 14 juin 1999.

[3] Entretien avec Colm Mc Caughley, NIHE, *Director of Development,* 20 août 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

district n°4 à Belfast, analyse la subordination du NIHE à la police avec un certain fatalisme. Il relate l'exemple récent de la construction de la *peaceline* à White City en 1998. « White City a été une décision politique. Avec un 'p' minuscule, je suppose. Nous avons été informés plutôt que consultés. Le NIO a pris la décision, et celle-ci a été prise pour ce qui est appelé 'raisons de sécurité'. Le NIO a consulté les habitants et les élus des deux communautés. Je dirai que toute les parties n'ont pas été totalement satisfaites de la situation, [les catholiques y étaient opposés] mais la décision a été prise. Ce qui nous a affectés est qu'ils devaient traverser nos propriétés pour construire le mur, à l'arrière de quelques maisons de notre parc du côté protestant. Evidemment, ils ont dû demander notre permission, que nous étions obligés d'accorder. Le mur a été construit. Les décisions en rapport avec la construction des interfaces, c'est-à-dire des murs, tendent à être prises par le secrétaire d'Etat d'Irlande du Nord. Il doit signer l'ordre de construire un tel équipement. Les agences gouvernementales sont informées plus que consultées. Parce que si les 'gens de la sécurité' décident que cela doit arriver, alors cela arrive. Et il n'y a rien que l'on puisse faire contre cela »[1].

Mais si la décision de construire les *peacelines* relève de la police, les cadres du NIHE soulignent qu'elles sont d'abord le résultat de la volonté de la population. Pour Sylvia Doran, les *peacelines* sont l'expression de la division des communautés[2]. En parallèle, la perspective de la fin des *peacelines* est liée à la volonté des communautés. John Mc Peake, Directeur adjoint aux Nouveaux Aménagements, affirme : « Nous voudrions voir une situation dans laquelle les *peacelines* pourraient être enlevées. Mais ce sera une décision des communautés, pas des pouvoirs publics, ni d'une agence gouvernementale comme la nôtre »[3]. Pour Colm Mc Caughley, les *peacelines* tomberont un jour, même si cela prendra une ou deux générations ; l'enjeu est alors d'aménager dans cette perspective.

5-12.3. Le coût des *peacelines*

Les *peacelines* qui séparent les communautés sont construites pour une stabilisation à court terme de la violence. Mais cette ségrégation figée par le gouvernement va à l'encontre des objectifs publics à long terme. Dans *Coping with conflict,* le NIHE admet qu'en « créant des barrières entre les communautés, il accentue involontairement la division au sein de la communauté locale »[4]. Les barrières sont des dépenses supplémentaires dans le budget public. Selon le NIHE, les

[1] Entretien avec Sean Mc Kenna, NIHE, District 4*, District manager*, 28 juin 1999.

[2] Entretien avec Sylvia Doran, NIHE, District 6, *District manager*, 21 février 2000.

[3] Entretien avec John Mc Peake, NIHE, *New Development Assistant Director*, 5 mai 1999.

[4] NIHE, *Coping with conflict..., op. cit.*, [p. 7].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

financements destinés au logement social ne doivent pas servir à la construction d'artefact de la division communautaire. Par conséquent, lorsqu'une barrière est requise, les dépenses sont prises en charge par le NIO[1]. Emelda Mc Grath, ainsi que Colm Mc Caughley insistent sur ce point. Brendan Murtagh, dans un rapport de recherche sur les *peacelines*[2], estime que le coût total des 13 *peacelines* construites jusqu'en 1994 s'élève à près de deux millions de livres[3]. Pour une *peaceline,* les coûts vont de 16 000 livres pour Bryson Street à 335 000 livres pour Manor Street. Bien que les sommes soient négligeables dans le budget global des dépenses publiques, qui s'élèvent pour Belfast à 1 milliard de livres par an[4], elles représentent des dépenses inutiles. Murtagh calcule en outre un manque à gagner de 190 000 livres par an pour le NIHE, en raison des 130 logements vacants près des *peacelines* (en 1994), et estime que les terrains constructibles, mais inutilisables en raison de la territorialité, pourraient lui rapporter 400 000 livres supplémentaires par an. Le NIHE dispose d'un budget total d'environ 500 millions par an pour l'Irlande du Nord. Les coûts humains sont les plus difficiles à quantifier mais les plus importants. Le rapport *Life on the interface*[5] relate la conférence réunissant les associations de quartier du Shankill et des Falls tenue le 8 octobre 1992. Le but de cette conférence était de donner aux associations l'opportunité de se rencontrer, de se présenter les unes aux autres et de parler des difficultés majeures que connaissaient leurs quartiers. Le rapport montre que les *peacelines* affectent tous les aspects de la vie quotidienne : l'accès aux lieux de travail et aux établissements scolaires, aux commerces et infrastructures de loisirs. Les griefs des habitants sont nombreux. Le week-end, le bouclage des quartiers rallonge les trajets pour accéder aux services d'urgence de l'hôpital central pour Belfast-Ouest. Et vivre constamment dans la peur des agressions et attentats par projection de cocktails Molotov ou de bombes artisanales a des conséquences psychologiques graves[6].

---

[1] *Ibid.*, [p. 9].

[2] B. Murtagh, *Ethnic space and the challenge to land use planning: a study of Belfast's peace lines*, Centre for Policy Research, Research paper n°7, University of Ulster, 1994, p. 25.

[3] A partir des chiffres que lui a fourni le BDO.

[4] D. Birrel, C. Wilson, Making Belfast Work : An Evaluation of an Urban Strategy, *Administration,* vol. 41, n°1, 1993, p. 45.

[5] *Life on the interface, report on a community groups conference*, Belfast: Island Publication, 1993.

[6] A ce sujet voir les travaux des chercheurs de *The cost of the Troubles study,* association de Belfast financée par MBW, la CCRU et le Programme Spécial pour la Paix et la Réconciliation de l'Union européenne. Cette organisation regroupe trois chercheurs, Marie-Therese Fay, Mike Morrissey et Marie Smyth, ainsi que des militants associatifs dans le but de documenter les impacts des troubles sur la population civile. Elle publie des témoignages, *Do you see what I see, young people experience of the Troubles in their own words and photographs* (1998) et des rapports de recherche : *Half the battle, Understanding the impact of the Troubles on children and young people* (1998) ; *Report on the Northern Ireland survey the experience and impact of the Troubles* (1999), *Mapping troubles related-deaths in Northern Ireland, 1969-1998* (1997). Marie-Therese Fay, Mike Morrissey et Marie Smyth ont publié en 1999 *Northen Ireland's Troubles, the human cost* chez Pluto Press.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

5-12.4. Les premières formalisations des *peacelines* par le NIHE et le DOE au début des années 1980

L'armée puis la police érige des dispositifs sommaires, plus ou moins formalisés. A partir du début des années 1980, des murs et des barrières permanentes ont remplacé les vieilles palissades en tôle et les barbelés à travers Belfast, intégrés à la stratégie de rénovation urbaine du DOE et du NIHE. Les maisons en ruines qui servaient de démarcation entre les quartiers sont démolies, et des murs sont construits à leur place pour assurer la protection.

Un journaliste américain, John Conroy, évoque la formalisation de la *peaceline* de Cupar Way[1]. Il s'agit de la première *peaceline* érigée à Belfast, à la hâte, en septembre 1969 et consolidée par l'armée en 1972. En 1980, elle était longue de quelques centaines de mètres, constituée de rangées de maisons en ruines et de palissades de tôle ondulée. Les palissades de 6 mètres de haut, surmontées de barbelés étaient insérés dans les dents creuses. Un portail en acier, toujours fermé, bloquait le trafic automobile au carrefour de Cupar Street et Cupar Way. Mais il permettait le passage des piétons, notamment des protestants du Shankill qui travaillaient dans l'entreprise de constructions mécaniques Mackies, située dans Springfield Road. La *peaceline* s'étendait en raison du départ des protestants, qui pouvaient se loger en banlieue. Les maisons abandonnées près de la *peaceline* étaient vandalisées et des tôles ondulées supplémentaires étaient érigées au fur et à mesure. Richard Stokes, architecte du NIHE pour le secteur du Shankill en 1980, avait le projet de détruire les maisons en ruine. Les rénover serait vain, puisque aucun protestant ne voudrait y habiter et les catholiques ne pourraient s'installer en territoire protestant. Stokes a proposé de laisser un espace vert comme tampon entre les deux communautés. Mais celles-ci se sont opposées à cette idée car le parc serait un lieu d'affrontement pour les jeunes. Une association de locataires du Shankill a proposé de raser les habitations en ruines et de les remplacer, non par un parc mais un mur de brique. L'architecte du NIHE était lui-même opposé à la construction du mur mais il n'y voyait pas d'alternative. Dans les années 1970, le NIHE avait investi 3 millions de livres dans la réhabilitation du Shankill. Il voulait protéger cet investissement des émeutes et que les logements réhabilités soient occupés. D'après Stokes, les communautés de Shankill et de Clonard vivent très proches, à « un jet de pierre » (*within a stone's throw)* l'une de l'autre. La place est insuffisante pour créer un espace libre. Il n'y a qu'une vingtaine de mètres sur lesquels passe une route. « Si l'on veut séparer les deux communautés et que c'est impossible avec de la distance, alors il faut le faire en hauteur ». Les habitants souhaitent la destruction de ce mur de ruines, car les gangs peuvent s'y infiltrer.

[1] John Conroy, *War as a way of life. A Belfast diary*, Londres, 1988, p. 110-115.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

D'après eux, un véritable mur serait plus efficace, plus sanitaire et moins laid. Le *Sunday News* du 5 juin 1977, estime que 95 % des habitants de Clonard souhaitent l'extension du mur de sécurité[1].

L'architecte du NIHE a alors dessiné des plans d'un mur de 2 m de hauteur. Les riverains l'ont jugé insuffisant et le commissaire de police de Springfield Road, décidé à résoudre le problème des jets de pierres, a demandé un mur de 6 m. L'architecte a alors dessiné un plan d'un mur en brique de 6 m de haut surmonté d'une grille d'1 m, prévoyant un aménagement paysager incluant des arbustes épineux du côté protestant. Du côté catholique, aucun aménagement de ce style n'a été envisagé à cause du manque d'espace, car les maisons sont juxtaposées à la frontière et toutes sont occupées. Le dessin a été proposé aux habitants du Shankill qui l'approuvèrent, puis aux résidents de Clonard qui furent satisfaits. Cependant les pouvoirs publics n'ont pris aucune décision. D'après Stokes, le sentiment qu'un mur couperait la ville n'était pas acceptable. Les élus pouvaient accepter l'existence de maisons en ruines et de tôle ondulée, utiles à la séparation mais si laides qu'elles semblaient provisoires. Construire un mur en brique serait une structure permanente, symbole de l'échec de l'Etat.

La décision définitive revenait au NIO. Il préférait le maintien des tôles existantes, pour la raison que la présence des maisons, même en ruines, signifiait que la zone avait été habitée, et donc qu'elle pourrait l'être à nouveau. Le DOE souhaitait aussi le statu quo, en consolidant les ruines si nécessaire pour éviter leur effondrement. Lawson Mc Donald, du DOE, interrogé par Stokes, pensait que si les ruines étaient démolies, le mur demandé par les habitants serait monstrueux pour éviter snipers et pierres. Mais le DOE a finalement repris le projet. Un ingénieur, ignorant le projet de Stokes, a dessiné un mur de béton blanc surmonté de tôles en acier vert kaki, de 300 m de long et un peu moins de 8 m de haut. En 1984, le gouvernement a rasé les maisons en ruines et l'a construit (Figure 75). La notion de structure temporaire a définitivement cessé[2]. Le mur de Cupar Way marque le début de l'implication du DOE et du NIHE dans la construction des *peacelines*. Leurs interventions seront de plus en plus sophistiquées par la suite.

[1] Clonard 'rot' must stop say locals, *Sunday News*, 5 juin 1977.

[2] Conroy, *op. cit.*, p. 117.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 75 : *Peaceline de* Cupar Way, côté protestant (22 mars 1998)

5-12.5. La banalisation des *peacelines* dans le paysage urbain

Les *peacelines* sont traitées par les organismes d'aménagement comme une question formelle puisque la décision de construction ne relève pas de leurs attributions, mais de la police, et qu'ils en sont en quelque sorte les gestionnaires. Le NIHE a le rôle le plus important puisqu'elles sont situées sur ses terrains ou des parcelles attenantes et qu'il les construit. La question de « l'apparence visuelle » est importante et influence une approche en terme d'esthétique urbaine. Le NIHE, en 1988, dans *Coping with conflict*, exprimait déjà le souci d'incorporer des éléments « visuellement plus attractifs »[1]. Il énumère les « solutions formelles » utilisées pour « réduire le risque de friction entre

[1] NIHE, *Coping with conflict..., op. cit.*, [p. 2].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

les communautés »[1]. Elles sont au nombre de quatre. Les « murs permanents » résument la nature profondément divisée de la société. Ils existent à Bryson Street, Cluan Place, Cupar Way, Elimgrove Street et Duncairn Gardens. La deuxième structure « visuellement austère » est composée de « palissades en tôle ondulée et en acier ». Elles ont été utilisées comme barrières à Ainsworth Avenue, Alliance Avenue, Crumlin Road, Duncairn Gardens, Manor Street, Springmartin et Suffolk. Le NIHE ajoute que l'image négative des interfaces a été tempérée par l'esthétique. Des « barrières environnementales alternatives » consistant en des murs de briques ornés de motifs, grilles et zones plantées ont été utilisées dans Crumlin Road et dans Lower Newtownards Road. Mais le NIHE a aussi cherché à élargir la distance entre les communautés, en créant des « zones tampons » comprenant des « espaces libres » ou « un usage alternatif autre que l'habitat : routes, résidences pour personnes âgées, zones industrielles ou artisanales ». Le rapport cite l'exemple de Springmartin Road, où un projet environnemental associatif, la *Farset City farm* et une école spécialisée forment une barrière entre Springmartin et Moyard et celui d'Albertbridge Road, où une route à quatre voies et des résidences pour personnes âgées séparent les catholiques et protestants de Short Strand et Woodstock Road.

Pour désigner ces deux procédés - les barrières environnementales et les zonages alternatifs - les cadres du NIHE et du DOE utilisent le terme de *softening,* dont la traduction littérale est 'atténuation'. Le terme de *softening* contient l'idée de rendre plus douce et plus floue une séparation qualifiée de visuellement tranchée. Il en résulte une banalisation du dispositif. Stephen Graham, directeur adjoint à la politique du logement du NIHE, explique que ce processus a été graduel. « Au début, lorsque les premiers murs ont été construits, le NIHE n'intervenait pas. L'armée intervenait pour mettre en place des dispositifs supposés provisoires. Mais ceux-ci sont restés. Et alors, le DOE nous demandait souvent de les construire car nous étions l'autorité constructrice. Alors, nous construisions des murs de briques et de béton, quelque chose de très, très dur : une séparation totale. Cela était notre rôle au début. Le NIHE consultait le DOE et les forces de l'ordre pour déterminer le type de mur, la hauteur, les éléments à inclure de part et d'autre. Puis à partir des années 1970, nous avons joué un plus grand rôle pour dire à quoi ces murs devaient ressembler. Même si nous continuions à construire des murs, nous intervenions dès la conception et essayions de les adoucir un peu. Je suppose que c'est à partir de ce moment que nous avons ajouté quelques plantations et grilles aux simples murs de briques. L'exemple des premiers murs, construits par l'armée, est dans Cupar Way et l'un des derniers, à l'opposé, construit par nous, est dans Crumlin Road. Ensuite, nous avons essayé d'utiliser où nous pouvions les routes, les plantations ou des

[1] *Ibid.*, [p. 6].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

usages alternatifs au logement, pour créer des tampons. Plutôt qu'un mur, nous essayions de favoriser une occupation des sols alternative. Et cela sépare les deux communautés sans murs. Ces priorités ont guidé principalement l'action du NIHE pour les murs et barrières »[1].

En effet, lors de ses plans de réhabilitation urbaine, le NIHE incorpore les dispositifs existants, souvent sommaires, faits de tôle ondulée. Les *peacelines*, intégrées dans le projet, se confondent avec un aménagement ordinaire. Les cadres du NIHE, surtout les chefs de district, font souvent référence à l'esthétique des *peacelines*. Ils utilisent souvent l'adjectif « pleasant » pour caractériser la nouvelle génération de barrières. Sean Mc Kenna, chef du district n°4 à Belfast, explique que « lors de la réhabilitation d'un quartier ou lors d'un plan d'aménagement d'envergure, nous prenons l'opportunité de faire quelque chose qui est plus agréable et pas aussi flagrant. Les budgets impliqués sont importants et on peut faire quelque chose»[2]. Sylvia Doran[3], chef du district n°6 à Belfast, insiste aussi sur le fait que le NIHE est impliqué de façon stratégique, chargé de la conception et de réalisation des dispositifs, mais que le NIO finance les opérations. Cette préoccupation de l'esthétique est au centre de l'étude commanditée par le NIHE en 1991, intitulée *Belfast Peacelines Study*[4]. Elle analyse et établit un classement des *peacelines* en fonction de leur apparence. L'étude indique la localisation de chaque *peaceline* et donne une description détaillée du dispositif, incluant les matériaux employés et l'état de conservation. Une grande importance est donnée au visuel. La moitié du texte est consacrée à la rubrique intitulée *environmental considerations*, où des considérations d'ordre esthétique priment dans l'analyse.

L'implantation de zones non résidentielles est le deuxième moyen de *softening*. Sean Mc Kenna explique que les problèmes sont créés par la juxtaposition de l'habitat catholique et protestant. Par conséquent la mise à distance des populations par un aménagement alternatif est une solution. A Duncairn Gardens, la création d'un parc industriel était destinée à banaliser l'interface. Le plan consistait, en outre, à créer des emplois pour les habitants du quartier. Mc Kenna explique que tracer une route à quatre voies entre les communautés est également un moyen. Pour lui, la *Westlink* fait office de tampon à bien des égards, même si elle est d'abord une autoroute. Ainsi les infrastructures réalisées neutralisent les territoires par leur usage non résidentiel. Cela est rendu possible par la sous-utilisation des zones protestantes, les terrains libres permettent une dédensification lors de la réhabilitation du quartier. L'aménagement de zones artisanales ou

[1] Entretien avec Stephen Graham, NIHE*, Housing Policy Assistant Director,* 14 juin 1999.

[2] Entretien avec Sean Mc Kenna, NIHE, District 4*, District manager*, 28 juin 1999.

[3] Entretien avec Sylvia Doran, NIHE, District 6, *District manager*, 21 février 2000.

[4] Environmental Design Consultants, *op. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

industrielles sur le modèle des pépinières d'entreprises ou des parcs industriels doit non seulement assurer la revitalisation économique du quartier, mais justifie l'altération de la géographie confessionnelle.

Le DOE est souvent associé à ces opérations. Depuis les années 1980, il finance les projets spécifiques de transformation des *peacelines* par le biais des *Environmental Improvement Schemes* (EIS), dont les travaux sont réalisés par le NIHE. Il est également partie prenante des plans d'aménagement concertés (CDS). Neil Mc Killen[1], directeur du Bureau régional d'urbanisme de Belfast, affirme que la volonté actuelle est de créer des zones neutres sur les terrains où les *peacelines* sont situées. Cependant, les *peacelines* ne sont pas une priorité pour le DOE, qui privilégie le centre ville et les grands axes urbains (*arterial routes)*, où les pouvoirs publics incitent le secteur privé à investir. Le DOE a les mêmes positions que le NIHE, à savoir que les *peacelines* sont souhaitées par les communautés car cela leur procure un sentiment de sécurité. Mais elles ne représentent pas une démarcation irréversible des territoires, même si elles ont des effets matériels importants. Sam Kendall, architecte au NIHE, souligne que les murs sont parfois rendus inutiles par les mouvements de populations. Malgré la présence de dispositifs matériels, les limites confessionnelles sont instables[2].

Dans les sections suivantes les procédés de compartimentation et de stérilisation du territoire à Belfast sont analysés en détail. Il existe une tendance longue à l'incorporation du cloisonnement dans les opérations de réhabilitation urbaine, les séparations nettes se fondant à présent dans le paysage urbain, notamment par des compositions paysagères. L'autre procédé est la mise à distance des territoires confessionnels en aménageant des zones tampons, par la réalisation d'infrastructures ou par la valorisation économique des terrains.

5-2. Les murs, système de compartimentage urbain intégré à l'aménagement

Lors d'opérations de réhabilitation, le NIHE intègre, en les transformant, les dispositifs érigés à la hâte par la police. Des murs de sécurité banalisés et un système de voirie modifié sont les principaux éléments constitutifs des quartiers réhabilités. Le NIHE montre aussi un souci de donner aux *peacelines* une apparence urbaine. Il construit des murs paysagers et apporte des

[1] Entretien avec Neil Mc Killen, DOE, *Planning Service, Belfast Divisional Planning Office,* Directeur, 9 avril 1999.

[2] Entretien avec Sam Kendall, NIHE, *Design Services Division,* Architecte, 14 juin 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

« améliorations environnementales » de plus ou moins grande ampleur aux dispositifs existants. Les aménagements se font au cas par cas en fonction de la situation locale et du marché du logement.

5-21. L'intégration des murs dans les opérations de rénovation urbaine

Dans les années 1980, le NIHE lance de grandes opérations de rénovation de l'habitat après la publication de la *Belfast Housing Renewal Strategy*. De nouveaux quartiers sont issus de la démolition-reconstruction du parc vétuste. La question est d'intégrer les contraintes de sécurité aux nouveaux aménagements.

5-21.1. La transformation du Short Strand en un quartier cloisonné

Le Short Strand est une enclave catholique située dans le quartier de Ballymacarrett, dans Belfast-Est, qui est quasi-exclusivement protestant. Ballymacarrett a été urbanisé au 19e siècle par l'afflux de main d'œuvre rurale vers les chantiers de constructions navales *Harland* & *Wolff*, situés à l'est de Belfast Lough. Une large proportion de ces migrants était de confession catholique. Un nombre important d'entre eux s'installa sur les docks, sur les deux rives du Lagan. En 1884, après la construction de l'église St Matthew, la population catholique de Ballymacarrett comptait 3100 habitants. Elle était confinée à une zone relativement circonscrite, le Short Strand, et culturellement séparée du reste du quartier. A son apogée dans les années 1950, elle a atteint 8000 habitants, mais, à l'instar de la population de l'*inner city,* elle déclina à cause de la récession économique et des Troubles[1].

Depuis la fin des années 1960, le Short Strand est un quartier à forte identité républicaine modelé par les affrontements avec les protestants. La première *peaceline* date de juin 1970[2]. John Leonard[3] montre que les plans de rénovation urbaine du début des années 1970 sont intervenus dans un contexte de suspicion entre les deux communautés. La municipalité de Belfast avait délimité deux périmètres d'intervention pour le Short Strand : une Zone de Rénovation de l'Habitat (*Redevelopment area*), la RDA 26 et une Zone Rénovation Urbaine (*Comprehensive development areas*), la CDA 27 (Figure 76). La RDA 26, au nord-ouest de Mountpottinger Road, devait conserver son usage résidentiel et sa population devait être relogée dans le quartier. Mais la CDA 27, au sud-est de Mountpottinger Road, perdait son usage résidentiel au profit d'une rampe d'accès à la nouvelle

[1] John Leonard, *Planning interaction in Short Strand. A case study of inner city planning in Belfast*, Undergraduate Dissertation Thesis, Department of Town and Country Planning, QUB, 1981.

[2] Voir supra, section 2-33.

[3] Leonard, *op. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

autoroute urbaine. La CDA 27 avait été expropriée et ses 2000 habitants catholiques relogés dans Belfast-Ouest. Pour cette raison, la communauté catholique était convaincue d'un complot visant à les éliminer de Belfast-Est. Les protestants se sentaient aussi menacés, car les jeunes quittaient Ballymacarrett pour les pôles périphériques plus attractifs de Bangor, Antrim et Newtownards. Ces mouvements avaient des conséquences sur la composition du quartier. Les logements vacants, notamment ceux situés aux abords du Short Strand, étaient occupés par des catholiques. De plus, le découpage des périmètres de rénovation avait provoqué des soupçons d'une volonté de « déprotestantisation » du quartier. En effet, une partie du Ballymacarrett protestant situé à l'est de Bryson Street avait été incluse dans la RDA 26. Cela alimentait la rumeur que la communauté du Short Strand voulait s'étendre à l'est jusqu'à Templemore Avenue. Les protestants étaient aussi inquiets du remplacement des zones d'habitation par des usines à Thistle Court. Au final, les plans de réhabilitation de Ballymacarrett ont été révisés, non en raison de l'opposition de la population, mais à cause de restrictions budgétaires. Le projet de la *Belfast Urban Motorway* (BUM) a été revu à la baisse et les tracés modifiés. Par conséquent, Ballymacarrett n'a pas été affecté par le plan routier. La RDA 26 et la CDA 27 ont alors été réaffectées à un unique usage résidentiel. Mais la crainte des catholiques d'être expulsés de Belfast-Est n'a pas diminué. En 1975, Danny Taggart, président de l'association de locataires de St Matthew *(St Matthew Tenants' Association)*, insiste sur les pertes de population du Short Strand et exprime ses craintes du fait de l'accélération provoquée par la rénovation urbaine : « Il y a dix ans, il y avait 7800 habitants, en 1968, à peine 4800, et aujourd'hui seulement 3500. La rénovation réduira la capacité de logement à 2000, ce qui est trop peu. Nous perdrons plus de 1000 habitants dans le processus »[1].

[1] Short Strand folk fear it's the end, *Sunday News,* 20 juillet 1975.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

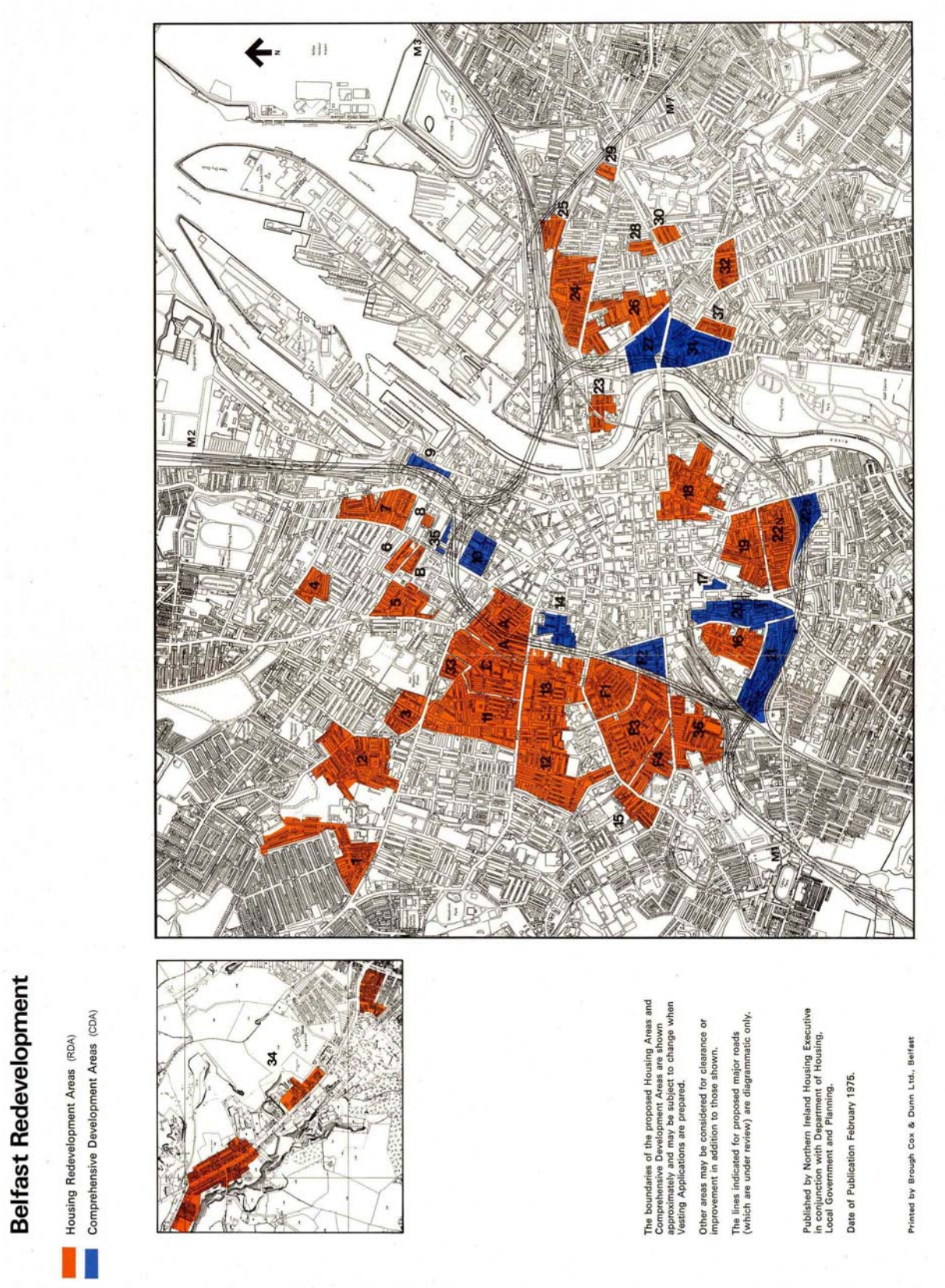


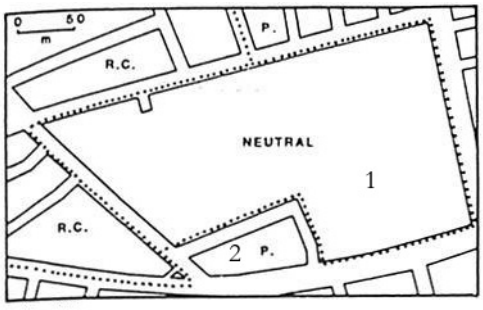
Figure 76 : Périmètres de rénovation (Source : NIHE, *Belfast redevelopment programme*, février 1975)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Au début des années 1980, les plans de réhabilitation du Short Strand ont été progressivement modifiés au cours de leur mise en oeuvre pour tenir compte des contraintes de sécurité. Richard Williamson, le chef du district n°2 de la région de Belfast pour le NIHE, affirme que les murs de sécurité sont du ressort du *Northern Ireland Office* (NIO) et que le NIHE est seulement chargé de la maintenance. Il reconnaît cependant très franchement que les réhabilitations des années 1980 ont intégré les dispositifs de séparation aux nouvelles réalisations et modifié la voirie pour en faire un quartier insularisé, afin de minimiser les affrontements interconfessionnels. J'ai retracé ce processus d'aménagement à l'aide des informations et des plans du NIHE fournis par Richard Williamson. Cependant je n'ai pu consulter tous les plans, car les archives de Richard Williamson étaient lacunaires. Je me suis également appuyée sur les travaux de maîtrise de Gerry Dawson[1].

La sécurisation de Cluan Place

Toute la zone à rénover, la RDA 26 et la CDA 27, a été expropriée en 1978. La première phase de réhabilitation visait la construction d'un lotissement sur l'ancien site industriel de *Sirocco Works* et l'ancien dépôt de tramway au nord de Cluan Place. Le nouveau lotissement devait être mixte, entre le Short Strand et les rues protestantes situées au sud. Cependant, parce que la demande de logement social émanait principalement des catholiques du Short Strand, le nouveau lotissement serait en majorité catholique. Pour cette raison, les protestants refusèrent les logements proposés et le lotissement, plus tard appelé 'Clandeboye', devint exclusivement catholique. La construction de « logements catholiques » sur un terrain neutre a été considérée par les protestants non seulement comme une expansion du territoire catholique, mais aussi comme une menace pour le caractère protestant de Cluan Place (Figure 77).



R.C : catholique

P : protestant

1 : ancien site industriel

2 : Cluan Place

[1] G. Dawson, *Planning in the shadow of urban civil conflict: a case study from Belfast,* Department of civic design, University of Liverpool, Working paper n°24, 1984.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 77 : La géographie confessionnelle de Cluan Place avant réhabilitation (Source : G. Dawson, Defensive planning in Belfast. *Irish Geography,* vol. 17, 1984, p. 35)

De fortes pressions ont émané de la communauté protestante et de ses représentants, le député de Belfast-Est, Peter Robinson[1], affilié au *Democratic Unionist Party* (DUP) et John Mc Keague, paramilitaire loyaliste vivant à Cluan Place. Un compromis a eu lieu. Le lotissement Clandeboye a été construit comme prévu, mais les travaux ont exclu Cluan Place. La phase n°1 du plan de réhabilitation a été scindée en deux (Figure 78). L'opération Clandeboye Gardens, appelée phase 1A, est achevée en novembre 1982. Elle comprend 69 logements de 4 à 7 personnes. Le NIHE, dans un supplément d'information destiné au public, explique que la conception architecturale de Clandeboye Gardens a reçu les louanges du *Royal Institute of British Architects*[2] (Figure 79). Cluan Place, phase 1B du projet de réhabilitation programmée selon un calendrier similaire à la phase 1A, est terminée en 1983 et comprend 27 maisons. Mais l'insistance des protestants conduit en 1982 à une décision du NIO d'élever un mur de sécurité de 2,5 m entre Cluan Place et Clandeboye Gardens[3]. Ce mur fait partie intégrante du projet de logements. Il est réalisé en brique beige, de la même couleur que les maisons. Il passe entre les jardins à l'arrière des pavillons, laissant 2 m de part et d'autre pour un chemin piéton (Figure 80 et Figure 81). Le tracé de la rue est également modifié et Cluan Place, qui devait déboucher dans Mountpottinger Road, est réalisée en cul-de-sac, renforcé par le mur de sécurité (Figure 82 et Figure 83). L'ancien tracé de la rue est encore visible. La maison n°14 est construite sur ce qui était l'entrée de Mountpottinger vers Cluan Place. Prolongeant le mur de sécurité jusqu'à l'entrée de l'impasse, de larges panneaux publicitaires d'une dizaine de mètres de haut cachent les habitations de Cluan Place dans Mountpottinger Road, doublant aussi le mur sur quelques mètres (Figure 84). Ce tracé en impasse a été choisi par les protestants car il doit réduire le potentiel d'agressions paramilitaires en offrant une issue malaisée pour les attaquants. Enfin, l'impasse débouche sur Albertbridge Road, une artère protestante. Ainsi Cluan Place est isolée du Short Strand catholique. En dépit de ces mesures de sécurité incluses dans les plans, les résidents de Cluan Place insistent pour des améliorations. En septembre 1983, dans une déclaration conjointe à la presse, la *Tower Street Residents Association* et le *Democratic Unionist Party* (DUP) affirment que le mur de 2,5 m construit par le NIHE est trop bas

[1] Peter Robinson est vice-président du *Democratic Unionist Party* (DUP). Il est élu à Westminster pour la circonscription de Belfast-Est depuis 1979 et a toujours été réélu depuis. Il a aussi été membre de l'Assemblée d'Irlande du Nord en 1999-2002 et a assumé au sein de l'exécutif local les fonctions de Ministre de l'Aménagement du Territoire (*Regional development).*

[2] NIHE, *Building the new Belfast,* Supplement with S*pecify*, septembre 1983.

[3] NIHE, *Coping with conflict..., op. cit.*, [p. 20].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

pour assurer la protection des protestants contre les projectiles en provenance du Short Strand. Ils ajoutent que deux représentants vont rencontrer le NIHE et demander que le mur soit surélevé[1]. Suite à des incidents survenus en 1985, la hauteur du mur est portée à 4,5 m, à l'aide de briques et de grilles en acier peintes en rouge sombre. D'après *Coping with conflict*, les travaux sont achevés en avril 1986[2].

L'aménagement de Cluan Place constitue une enclave protestante. La volonté des habitants, soutenue par les élus locaux et les paramilitaires, a permis de préserver un espace protestant à la limite du Short Strand catholique. Une trentaine de pavillons mitoyens sont regroupés autour d'une impasse et entourés par un mur. Le mur a été ajouté au cours de la réalisation des habitations, il souligne la décision de construire un lotissement à part.



Figure 78 : Les périmètres et phases de réhabilitation de Ballymacarrett, 1982 (Source : G. Dawson, *Planning in the shadow of urban civil conflict : a case study from Belfast.* Department of civic design, University of Liverpool, Working paper n°24, p. 26)

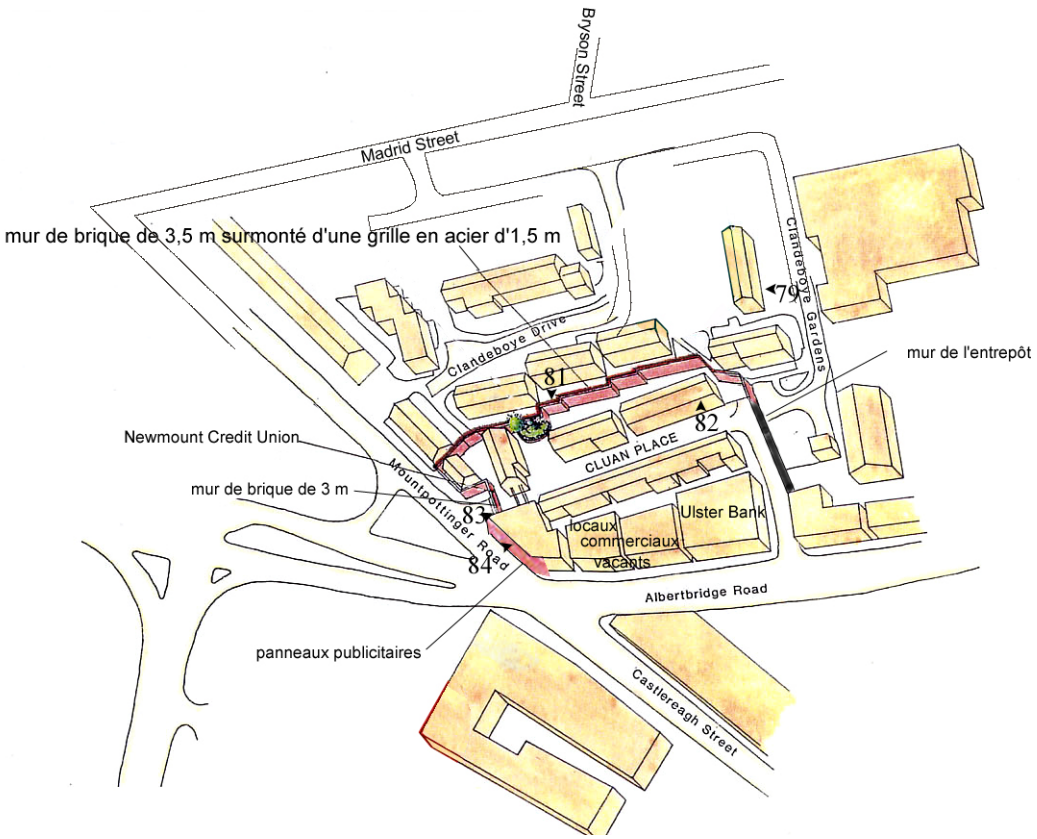
[1] Dawson, *op. cit.*, p. 34.

[2] NIHE, *Coping with conflict..., op. cit.*, [p. 20].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 79 : Clandeboye Gardens, Short Strand (Source : NIHE, *Brick by brick. A short history of Northern Ireland Housing Executive, 1971-1991*, Belfast : NIHE, 1991, p. 58)



tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 80 : *Peaceline,* Cluan Place[1] (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 16 et les observations effectuées en mars 2000 et juin 2001)



Figure 81 : Mur de sécurité, vue de Clandeboye Gardens (4 juin 2001)

[1] Sur ce schéma comme sur les suivants, chaque numéro renvoie à la photographie correspondante et la flèche indique l'endroit de la prise de vue.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 82 : Mur de sécurité, vue de Cluan Place (mars 2000)



Figure 83 : Mur de sécurité, vue de Mountpottinger Road (4 juin 2001)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 84 : Mur de sécurité et panneaux publicitaires, Mountpottinger Road (4 juin 2001)

La séparation des circulations dans Bryson Street

Bryson Street est la « frontière Est » du Short Strand. Avant la réhabilitation, c'était une rue résidentielle relativement étroite. Côté ouest, Bryson Street s'ouvrait sur des rues catholiques ; à l'est, sur des rues protestantes. Une grande part du conflit de Ballymacarrett s'y déroulait. L'instabilité de la frontière confessionnelle due à l'inégalité des dynamiques démographiques était source de tension. Les protestants voulaient que la limite soit maintenue le long de Bryson Street. Les projets d'aménagement ont été l'objet de longues négociations. Elles ont entraîné des modifications supplémentaires des périmètres de rénovation (Figure 78). La RDA 26 a été scindée en deux au niveau de Bryson Street. La partie située du côté catholique a été amalgamée à la CDA 27 pour former la RDA 26/27. Toutefois, une partie de cette RDA 26/27 a été transformée en une Zone de Réhabilitation de l'Habitat ou *Housing Action Area* (HAA) confiée à la *St Matthew Housing Association*, créée en 1976 à partir de l'association de locataires du même nom. Sous l'influence des élus locaux et des groupes d'intérêts protestants, la zone située entre Bryson Street (exclue du périmètre) et Templemore Avenue, auparavant partiellement incluse dans la RDA 26, devient la *Tower Street Housing Action Area* en 1980. Cette HAA est sous le contrôle du NIHE mais inclut la participation locale dans les décisions. Le NIHE affirme qu'il a entrepris pour l'ensemble du

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

quartier une réhabilitation par phases, avec l'objectif premier de « maintenir la communauté existante dans ses limites territoriales traditionnelles »[1].

Les plans d'aménagement façonnent alors deux entités spatiales isolées l'une de l'autre. La rénovation aux abords de Bryson Street comporte d'abord une modification du système de voirie (Figure 85). Elle peut être interprétée comme le respect des règles de tracé routier à des fins d'amélioration de la circulation. En effet, les réalisations de voirie urbaine des années 1970 s'inspirent de deux idées : la rationalisation du réseau par la diminution du nombre de connections entre des rues de niveaux hiérarchiques différents - artères principales, voies secondaires, voies de desserte résidentielle - et la transformation des voies de desserte en impasses[2]. Mais ces règles ont été appliquées dans le Short Strand de manière à séparer de façon permanente les catholiques et les protestants. Avant la rénovation, trois rues débouchaient dans Bryson Street du côté protestant : Duke Street, Beechfield Street et Madrid Street. Le carrefour Beechfield Street/Bryson Street était classé comme un *flashpoint* majeur par la police. Le plan d'action (*Housing action plan)* pour la réhabilitation de la Tower Street HAA de 1980 relate que la cour de récréation de l'école primaire de Beechfield Street a été agrandie sur le carrefour pour empêcher la circulation à partir de Mountpottinger Street et éliminer le *flashpoint* potentiel[3]. Ensuite, Duke Street a été fermée. Le carrefour, dans le passé, avait été un *flashpoint* mineur, mais les incidents ont augmenté depuis la fermeture de l'intersection Beechfield/Bryson. Madrid Street, devenue la zone de confrontation, devait être fermée à la circulation. Mais ceci ne sera réalisé par la police qu'après les violents affrontements de mai 2002. Du côté catholique, les plans de l'étude de faisabilité de la RDA 26/27 de 1982 montrent une approche moins radicale pour la fermeture des rues. Bryson Street reste ouverte à la circulation, comme Beechfield Street. Cette dernière a pourtant été transformée en voie à sens unique, de Mountpottinger Road vers Bryson Street. Kilmore Street et Comber Street ont été remplacées par une nouvelle liaison routière, Mountforde Road. Cette rue fonctionne comme une voie secondaire et donne accès au nouveau lotissement de la phase 6 de la RDA 26/27. Du point de vue de la sécurité, le lotissement n'a pas d'accès direct dans Bryson Street, contrairement à ce qui était prévu par le plan initial[4]. Bryson Street reste accessible à partir de Lower Newtownards Road pour desservir le Short Strand. Les effets de ce plan routier sont de détourner le trafic « protestant » de Bryson Street vers Templemore Avenue. Le plan d'action (*Housing action plan)* pour la Tower

[1] NIHE, *Coping with conflict..., op. cit.*, [p. 22].

[2] C. Buchanan, *Traffic in towns*, Report to the Minister of Transport, Londres, 1963.

[3] NIHE, *Tower Street HAA Housing Action Plan,* 1980.

[4] NIHE, RDA 26/27, *Planning feasibility map*, 1982.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Street HAA de 1980 montre que son réaménagement est d'ailleurs réalisé selon la forme de cours et impasses accessibles seulement de Newtownards Road et Templemore Avenue[1]. Le chemin piéton entre Susan Street et Tower Street est conçu assez large pour le passage des véhicules de police et muni de bornes amovibles pour empêcher les véhicules civils de l'emprunter.

Cependant, les modifications de voirie n'étaient pas suffisantes pour rassurer la population protestante. Les protestants de Bryson Street ne voulaient pas continuer à y vivre sans sécurisation du quartier. Les propositions inclurent alors la construction d'un mur de sécurité condamnant l'accès à Bryson Street à partir du Short Strand car il fermait les carrefours de Beechfield Street et de Comber Street. Cette proposition avait la faveur des habitants de la Tower Street HAA, mais ceux du Short Strand s'y opposèrent parce que la fermeture de Bryson Street sur Newtownards Road les obligerait à de nombreux détours pour accéder aux équipements religieux et scolaires. Gerry Dawson, dans son étude sur les effets du conflit sur l'urbanisme, montre que l'idée a été abandonnée avec l'appui du DOE, qui s'opposa au plan pour des raisons d'entretien des routes[2]. Les protestants proposèrent alors la construction d'un haut mur sur toute la longueur de Bryson Street, mais du côté qui jouxtait la Tower Street HAA. John Leonard, dans un mémoire soutenu à l'université de *Queen's* à Belfast, explique que les cadres du NIHE y était opposés au départ[3]. Cependant, un compromis fut établi entre le DOE et le NIHE. Le NIHE a accepté qu'aucun accès ne soit possible entre Bryson Street et la Tower Street HAA. Le mur a été construit au milieu des années 1980. Aucun document ne mentionne la date et aucun de mes interlocuteurs ne s'en souvient précisément. Richard Williamson, chef du district n°2, n'était pas en poste à ce moment. Le mur longe entièrement Bryson Street, de Newtownards Road jusqu'à Madrid Street (Figure 86). D'après les observations réalisées en juin 2001, la première partie du dispositif s'étend sur 200 m, de Newtownards Road jusqu'à l'école primaire de Beechfield. Un mur de briques rouges de 3,5 m de haut suit l'alignement du trottoir. Il est décoré par des motifs en relief, faits de briques de couleur plus sombre. Des colonnes en briques ornées de chapiteaux en béton sont disposées à intervalles réguliers (Figure 87). Le mur est surmonté d'une grille en acier de 50 cm peinte en noir. Une barre de métal entourée de pointes rotatives a été ajoutée à cette structure et peinte de la même couleur que la grille. Dans le prolongement du mur, le pignon de l'école primaire constitue une part de la *peaceline* (Figure 88). La seconde partie du mur s'étend de l'école jusqu'à Madrid Street sur une centaine de mètres (Figure 89). Il s'agit d'un mur de briques d'environ 2,5 m de haut, peint en rose

[1] NIHE, *Tower Street HAA Housing Action Plan,* 1980, p. 10.

[2] Dawson, *op. cit.*, p. 43.

[3] Leonard, *op. cit.*, p. 53.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

pâle, et surmonté de grilles peintes en rouge, d'1,5 m de hauteur. Des peintures plus foncées ont été apposées pour couvrir des graffitis. Le mur contient de nombreux décrochements par rapport au trottoir. Après la construction du mur, le côté catholique de Bryson Street a été aménagé. Un espace de commerce a été aménagé sur la parcelle située entre l'église St Matthew et Mountforde Road (Figure 90). La phase 6 de la RDA 26/27 le jouxte. Les pavillons sont tournés vers l'intérieur du lotissement autour d'impasses. Les cours arrières des habitations ont un accès à Bryson Street, notamment pour permettre de sortir les bacs à ordures, mais elles sont ceintes de murs d'environ 1,5 m de haut. Des arbres sont plantés pour faire écran entre la rue et les habitations (Figure 91). Le lotissement est ainsi éloigné du mur de séparation. Les propositions de modification de la voirie devaient empêcher la circulation entre le Short Strand et les rues protestantes avoisinantes. Seules les rues de desserte du quartier communiquent. Mais de la même manière qu'à Cluan Place, la séparation fonctionnelle a été jugée insuffisante par les habitants et un mur a été érigé, constituant une séparation plus radicale.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

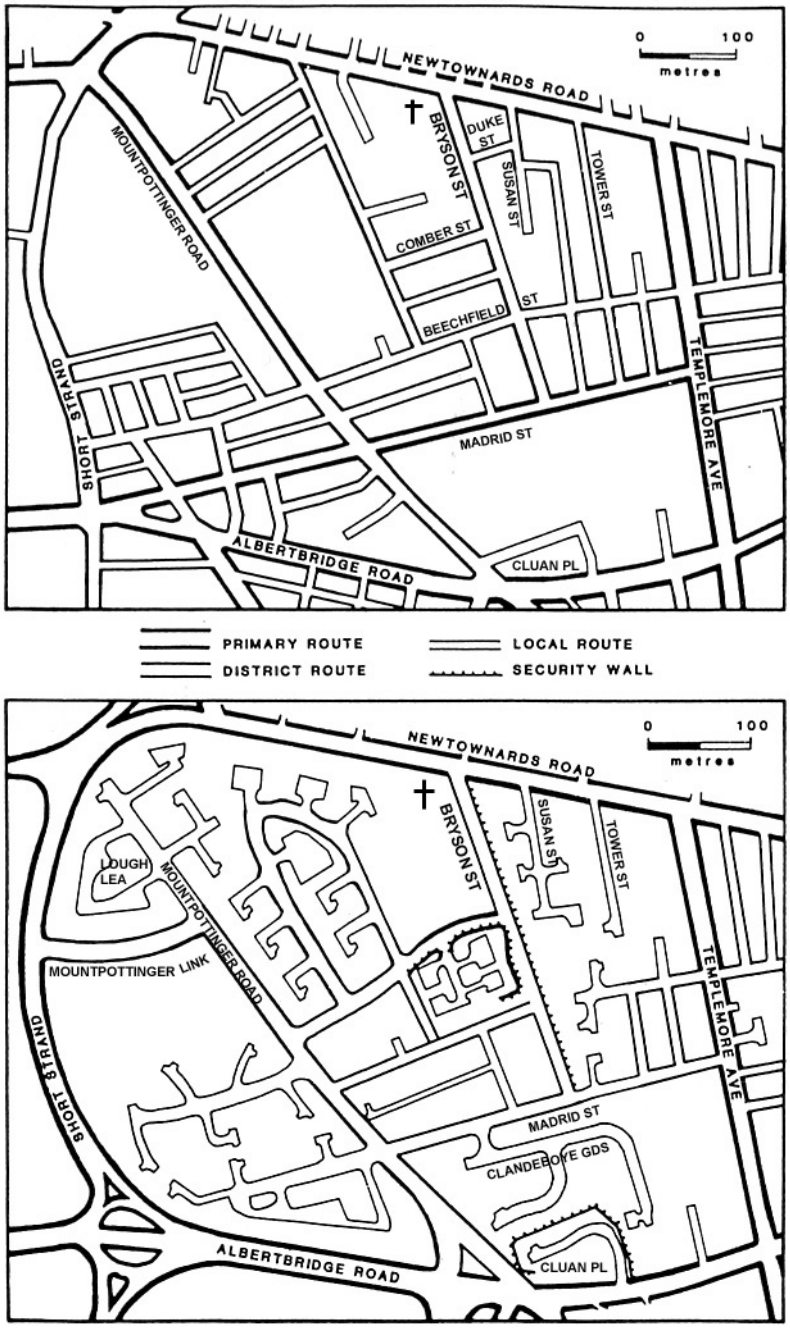


Figure 85 : Tracé des routes avant et après réhabilitation à Ballymacarrett (Schéma réalisé d'après G. Dawson, Defensive planning in Belfast, *Irish Geography,* vol. 17, 1984, p. 34)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

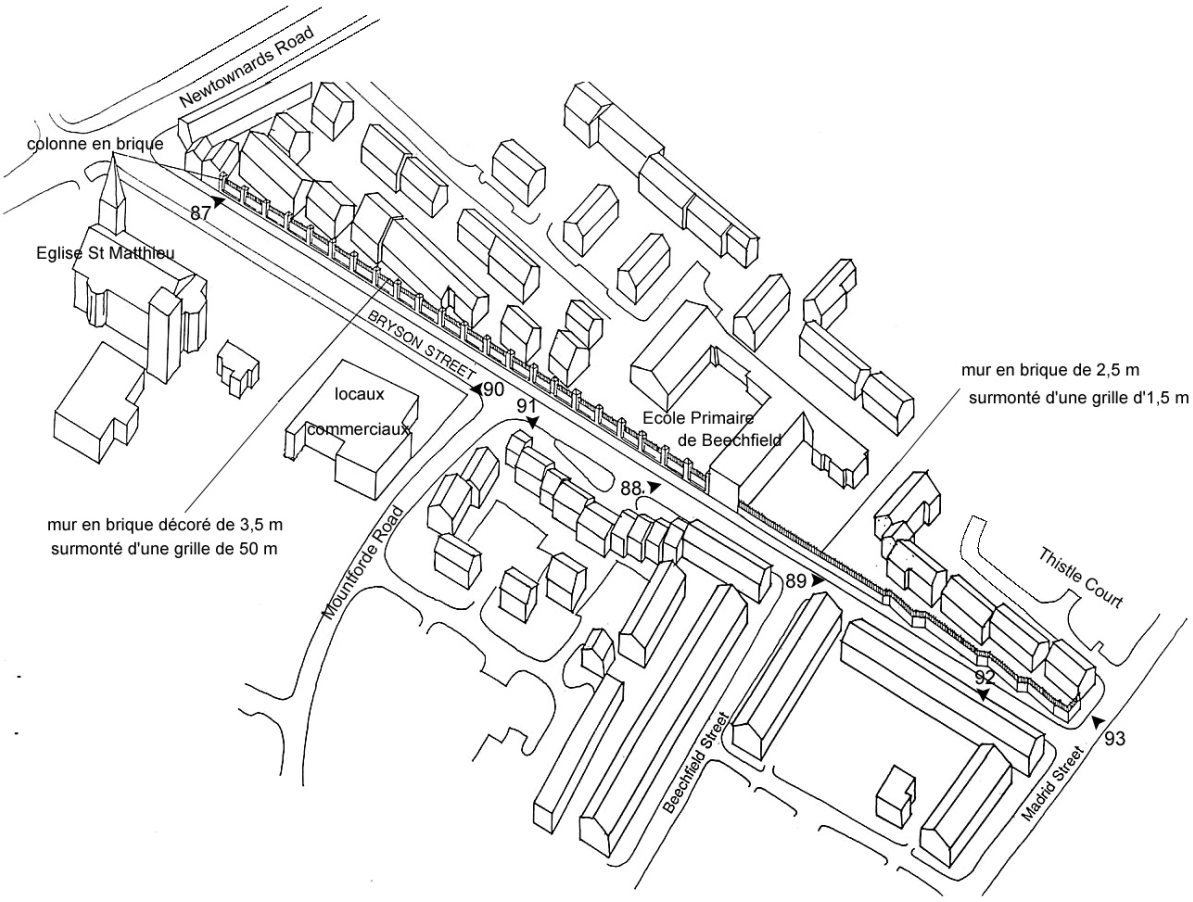


Figure 86 : *Peaceline,* Bryson Street (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 14 et les observations effectuées en mars 2000 et juin 2001)



tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 87 : Bryson Street, mur de sécurité (mars 2000)



Figure 88 : Bryson Street, pignon de l'école primaire de Beechfield (3 juin 2001)



Figure 89 : Bryson Street, mur de sécurité (3 juin 2001)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 90 : Locaux commerciaux de Bryson community enterprise, carrefour Bryson Street/Mountforde Street (3 juin 2001)



Figure 91 : Bryson Street, lotissement de la phase 6 de la RDA 26/27 (3 juin 2001)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 92 : Bryson Street, St Matthew HAA (mars 2000)

La fermeture de Thistle Court

A l'extrémité sud de Bryson Street, près du carrefour de Madrid Street, les logements de la *St Matthew Housing Action Area* ont leurs façades tournées vers la rue (Figure 92). La priorité de la *St Matthew Housing Association* en charge de leur construction, était d'atteindre une densité maximale. Mais certains logements ne sont plus habités en raison de la localisation sur l'interface. Le carrefour de Bryson Street et Madrid Street est un *flashpoint* du quartier. Richard Williamson, chef du district n°2 de Belfast pour le NIHE, rapporte que des incidents mineurs s'y déroulent de façon chronique, les bandes d'adolescents du Short Strand et du quartier de Woodstock se bagarrent, les jets de pierre et les échauffourées y sont fréquents. Les tensions sont particulièrement sensibles durant la saison des défilés. Lors d'une prise de notes de terrain en juin 2001, un passant me raconte qu'il habite l'un des logements de la *St Matthew HAA* et que lors des dernières émeutes trois semaines auparavant, toutes ses vitres ont été cassées. En effet, ces incidents du 13 mai 2001 sont relatés par l'*Irish News,* journal nord-irlandais d'audience nationaliste. En face de la *St Matthew HAA*, Thistle Court, un petit lotissement du NIHE, est occupé par les protestants. Le NIHE cherche à assurer la sécurité de ses locataires et la rentabilité du parc locatif social. Or, le lotissement a un taux de vacance très élevé et plusieurs logements sont très endommagés (Figure 93). Les maisons de Madrid Street situées au carrefour de Bryson Street sont abandonnées.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 93 : Thistle Court avant la fermeture de Madrid Street (4 juin 2001)

Lors d'un entretien en mars 2000, Richard Williamson affirme qu'« une barrière physique pourrait résoudre le problème », mais qu'il existe un conflit d'intérêts entre les administrations à ce sujet. Les pouvoirs publics, les élus locaux et les riverains n'ont jamais pu s'entendre sur la fermeture de ces rues, bien que la question ait déjà été évoquée par le NIHE lors de la réhabilitation de Thistle Court en 1985. Richard Williamson évoque le statu quo politique local du milieu des années 1990. Le député DUP pour Belfast-Est, Peter Robinson, est en faveur d'une fermeture. Mais les paramilitaires des deux camps, par l'intermédiaire de leurs représentants politiques, le *Sinn Fein* et le *Progressive Unionist Party*, se sont mis d'accord pour qu'il n'y ait aucune barrière. Leurs hommes sur le terrain s'efforcent de limiter les tensions. La communauté est impliquée dans la réduction de la violence. La police, dont le commissariat est situé un peu plus loin dans Madrid Street, préfère garder un accès direct à Templemore Avenue et est opposée à la fermeture de Madrid Street. Elle est également opposée à la proposition d'une barrière semi-permanente, dont elle devrait assurer l'ouverture et la fermeture[1]. Le NIHE gère les conséquences immobilières de cette situation. En 1998, il commandite une étude sur la Tower Street HAA à un bureau d'études privé, *Building Design Partnership* (BDP), qui propose deux options : fermer Madrid Street et ainsi séparer catholiques et protestants, ou bien construire un dispositif permettant de condamner l'accès

[1] Entretien avec Richard Williamson, NIHE, District 2, *District manager*, 6 mars 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

à Thistle Court. L'étude rapporte les souhaits des parties intéressées. Les résidents de Thistle Court souhaitent que l'accès de Thistle Court vers Madrid Street soit fermé et qu'un nouvel accès soit ouvert à partir de Beechfield Street[1]. La seconde version de l'étude sur la Tower Street HAA examine trois possibilités[2]. L'ONG internationale *Habitat for Humanity* souhaite acquérir les propriétés vacantes dans Madrid Street et les réhabiliter. Mais elle n'a fait aucune proposition. L'entreprise de formation professionnelle *Ulida* serait aussi intéressée par l'acquisition de locaux à Thistle Court. Le NIHE envisage une plus grande protection des arrière-cours par la mise en place de grilles. Aucun de ces projets, cependant, n'est réalisé. L'étude conclut qu'une plus grande coopération des entités administratives est souhaitable pour résoudre le problème. En mai 2002, la police ferme Madrid Street après des affrontements d'une violence incontrôlable[3]. Avant 2002, le mur de Bryson Street cloisonnait le quartier mais laissait le carrefour de Madrid Street ouvert à la circulation, ce qui constituait un nouveau *flashpoint*. Le cloisonnement était inachevé. Le mur sera en quelque sorte prolongé par la fermeture de Madrid Street en 2002, protégeant ainsi l'impasse de Thistle Court, dont la plupart des pavillons étaient vandalisés et abandonnés. La réparation des logements par le NIHE après l'installation du nouveau mur de sécurité montre la volonté de préserver le parc locatif social malgré les risques. A l'avenir le portail de sécurité érigé en 2002 sera sans doute aussi converti en une structure paysagère.

Les barrières paysagères de Newtownards Road

La phase n°7 de la rénovation du Short Strand, phase finale bordant Newtownards Road (Figure 78), a été achevée au début des années 1990. L'ensemble de la voirie a été réhabilité de manière à limiter les accès au quartier. Toutes les rues du Short Strand donnant dans Newtownards Road ont été fermées. Cependant, Mountpottinger Road, transformée en impasse plantée de gazon et de quelques arbres, n'a pas été complètement condamnée puisqu'elle conserve un accès piéton (Figure 94). Le long de Newtownards Road, une *peaceline* banalisée, doublée d'un front de végétation, a été construite. Elle remplace les barbelés des années 1970. Le paysagement a été réalisé avant la construction des logements, dans le même projet. Le mur s'étend de Mountpottinger Link jusqu'à l'église St Matthew (Figure 95). Les terrains de l'église sont eux aussi entourés de grilles et de végétation, mais ces aménagements ne font pas partie du mur réalisé par le NIHE. Le mur de sécurité est composé de grilles et de lames en acier montées sur une structure de murets et de piliers en briques. Le tout mesure environ 4 m de haut. Les grilles sont peintes en

[1] BDP, *Tower Street Area Study. Final report,* Belfast, novembre 1998, [p. 14].

[2] BDP, *Tower Street Area Study. Final report, Stage 2,* Belfast, juin 1999, p. 8.

[3] Voir supra, section 3-42.3.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

rouge foncé. Les mêmes matériaux sont employés pour l'opération de logement et donnent une impression d'unité. A certains endroits, le mur est doublé par une grille d'1 m de hauteur montée sur un muret. Et sur quasiment toute son étendue, des arbustes persistants et des feuillus bloquent la visibilité (Figure 96 et Figure 97). Un chemin piéton, à l'arrière de cette structure, longe les façades des maisons. Du côté protestant de Newtownards Road, une grande zone à réhabiliter, la RDA 24, a été partiellement gelée au milieu des années 1980. en effet, la RDA 24 couvre toute la zone entre les docks au nord et la Lower Newtownards Road au sud (Figure 78), mais il n'y a aucune construction à l'ouest de l'église St Martin, appartenant à l'Eglise anglicane d'Irlande. Cette zone située en face de l'ancien carrefour avec Seaforde Street a été soustraite à tout aménagement sur quelques centaines de mètres. Selon Peter Robinson, ceci serait dû à la peur des résidents que ne se reproduisent des incidents semblables à ceux du 27 juin 1970[1]. Les tensions sont toujours fortes et Newtownards Road est une rue qui affiche ses convictions loyalistes à l'aide de nombreuses fresques politiques ornant les pignons des maisons mitoyennes (Figure 98).

Les barrières de Newtownards Road complètent la fermeture du Short Strand. Elles restreignent non seulement l'accès mais offrent un écran visuel. Les nouveaux pavillons catholiques sont soustraits au regard, dissimulés par la barrière de végétation, laquelle empêche également de voir les logements sociaux situés de l'autre côté de Newtownards Road et habités par les protestants. Ainsi les façades du nouveau lotissement peuvent être tournées vers Newtownards Road, l'artère principale, selon l'habitude. La distance a été élargie entre les deux espaces résidentiels, car l'alignement a été reculé. La phase n°7 est la dernière tranche de logements reconstruits dans le Short Strand. A la différence de Cluan Place et de Bryson Street, les murs ont été intégrés à la conception du plan-masse dès l'origine et se confondent avec une limite de propriété banale.



[1] Voir supra, section 2-33.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 94 : Accès piéton de Mountpottinger Road vers Newtownards Road (4 juin 2001)

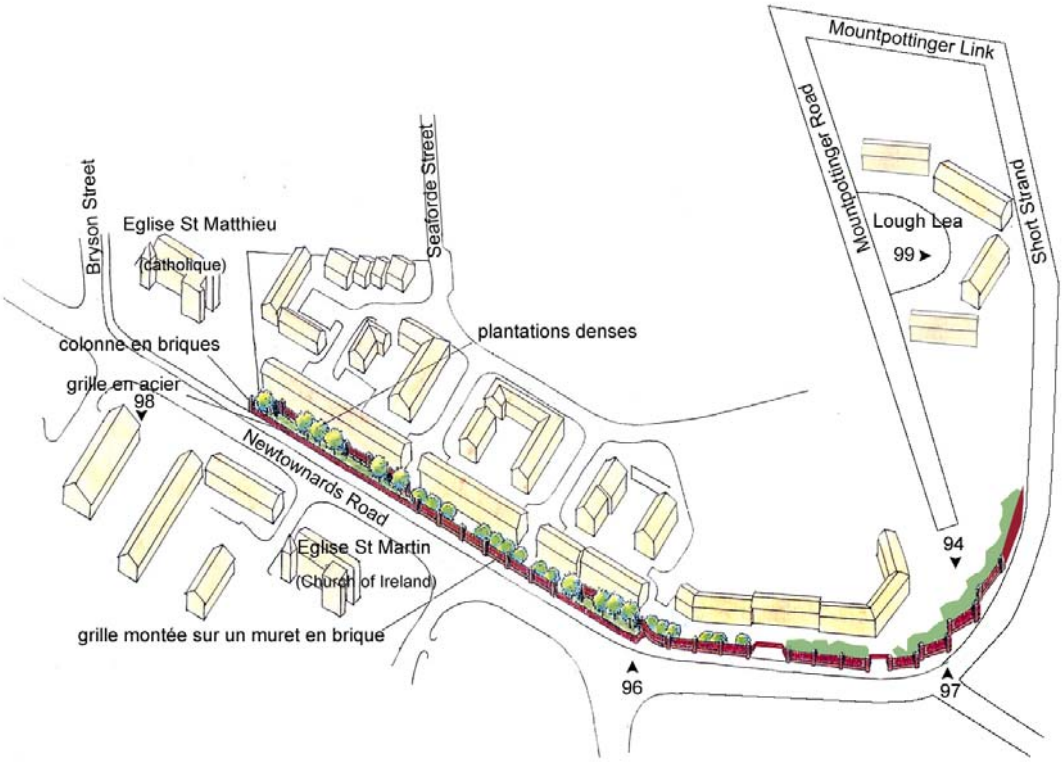


Figure 95 : *Peaceline*, Lower Newtownards Road (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 40 et les observations effectuées en mars 2000 et juin 2001)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 96 : Mur de sécurité, Lower Newtownards Road (mars 2000)



Figure 97 : Mur de sécurité, Lower Newtownards Road (mars 2000)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 98 : Fresques murales loyalistes, Lower Newtownards Road (mars 2000)

Un espace dissuasif ?

Les théories de prévention situationnelle s'inspirent des concepts de l'espace dissuasif développés par l'Américain Oscar Newman dans les années 1970. Elles prônent l'intégration de dispositifs de prévention de la délinquance dans la conception architecturale. Elles ont été diffusées au Royaume-Uni par Alice Coleman, une géographe, qui a élaboré une série de « mesures correctives » pour la requalification de l'habitat collectif, en fonction d'un seul critère, sa capacité à être surveillé. Son ouvrage, *Utopia on trial, vision and reality in planned housing*, publié en 1985 a eu un grand impact architectural et politique. Sa démarche a été appliquée sur de nombreux sites dans le cadre d'un important programme de réhabilitation mené en Grande-Bretagne, le *Design Improvement Controlled Experiment* (DICE). Ces théories ont été systématisées par R.V Clarke, chef du *Crime prevention Unit* du *Home Office* britannique (ministère de l'Intérieur). En 1990, il crée le label *Secured by Design*, intégrant une norme anti-délinquance dans les cahiers des charges des opérations de logement social.

Les dispositions du *Home Office* n'ont pas été appliquées en Irlande du Nord. Le label britannique n'est pas utilisé pour définir les normes architecturales. Le logement social en Irlande du Nord, dans sa quasi-totalité, est un habitat individuel, sous forme de pavillons mitoyens ou de pavillons doubles. La problématique de Coleman, destinée à la conception architecturale de l'habitat

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

collectif, est peu pertinente. Les fonctionnaires du NIHE, dans les entretiens, ne mentionnent pas ces théories à propos des *peacelines*, bien qu'ils les connaissent. Les préceptes d'Alice Coleman sont explicitement invoqués dans un rapport du NIHE sur la réhabilitation de Roden Street[1], un ensemble d'immeubles de petit collectif (R+1), afin de remédier au vandalisme et à la délinquance. La séparation des chemins piétons et de la voirie et l'existence de coursives dans les immeubles sont identifiés comme les deux éléments les plus criminogènes par le rapport.

Les théories de l'espace dissuasif sont décelables dans les opérations de rénovations du Short Strand. En l'absence de discours explicite des acteurs, il est hasardeux d'interpréter avec certitude leurs intentions. Mais une analyse formelle révèle des similitudes. Selon Oscar Newman, une série de mécanismes opère pour mettre l'espace sous contrôle des habitants. Il s'agit d'aménagements qui définissent les limites de propriétés, augmentent les opportunités de surveillance, créent des barrières réelles ou symboliques[2]. D'après les observations de terrain, les espaces résidentiels du Short Strand rénovés dans les années 1980 sont conçus comme des îlots repliés sur eux-mêmes. Les pavillons sont tournés vers une cour intérieure centrale. Des porches piétons, impasses et massifs plantés formant des petites cours intérieures tendent à définir l'espace comme un espace semi-privé. Un système de gradation des espaces rend plus sensible la différence entre espace public et privé. L'entrée piétonne du lotissement de Clandeboye dans Mountpottinger Road est un porche et les revêtements des trottoirs sont différents. Ces aménagements servent à définir l'allée piétonne comme semi-publique et à la différencier du trottoir de Mountpottinger Road. De la même manière, l'espace semi-privé entre les maisons et l'espace privé attenant aux maisons individuelles est défini par un revêtement différent. Les espaces semi-publics sont divisés en petites cours par la composition urbaine et par l'implantation de massifs et grilles. D'après les théories de Newman, l'effet supposé de ces dispositifs est de diminuer la distance entre les voisins, de renforcer le sentiment de voisinage et l'idée d'une responsabilité commune pour les espaces semi-publics. A l'inverse, les intrus seront dissuadés de pénétrer dans ce domaine semi-privé. La forme de la rue peut aussi augmenter le sentiment de sécurité. Une caractéristique souhaitable d'après Newman est la minimisation du passage. Cela peut être réalisé par l'usage extensif des impasses. Le système d'impasses crée des unités de voisinage et de surveillance collective, ouvertes sur la rue. Ce n'est pas la clôture (comme le digicode en France) mais les éléments architecturaux et la disposition des habitations qui favorisent le contrôle social. A Lough Lea, zone résidentielle entourée de la grande artère routière Short Strand et de sites industriels tels que le dépôt de bus, tous les pavillons

[1] R. Mahaffy, *A community development approach to estate strategies: Roden Street Estate Strategy*, *A housing management perspective*, NIHE, septembre 1991.

[2] O. Newman, *Defensible Space: People and design in the violent city,* Londres: Architectural Press, 1972, p. 3.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

donnent sur une cour intérieure centrale pavée (Figure 99). Cette photographie apparaît dans plusieurs publications du NIHE, qui la citent comme un aménagement exemplaire pour la qualité des espaces publics. Il faut souligner que si les théories de l'espace dissuasif n'apparaissent ni dans les documents ni dans les discours du NIHE, leurs concepts sont souvent utilisés par les bureaux d'études privés. Par exemple, une étude d'un consultant préconise l'introduction « d'éléments d'espace dissuasif » pour la rénovation de Groomsport Court, près de Manor Street, dans Belfast-Nord en 1998[1].

Le quartier du Short Strand est ainsi conçu de manière « insulaire ». Les points de passage vers le quartier protestant ont été réduits au maximum, préservant seulement l'ouverture de quelques voies de desserte. Le plan du quartier privilégie les voies piétonnes et résidentielles, organisées en impasses. Il s'agit d'un plan-masse où l'alignement des rues à angles droits est remplacé par des boucles ou raquettes. Cette conception de l'organisation urbaine est généralisée en Europe dans les années 1980. Mais à Belfast, elle répond aussi à la volonté de séparer les quartiers pour prévenir les affrontements entre catholiques et protestants. Le Short Strand est entouré de murs qui forment comme une clôture, figeant les limites d'une enclave résidentielle catholique dans Belfast-Est. Les combats de rue très violents en 2002 montrent que les murs ont renforcé la perception de la frontière du Short Strand, mais qu'ils n'ont pas été suffisants pour empêcher les affrontements. De nouveaux murs ont été construits alors.

[1] Whittaker and Watt Architects, *Consultative redevelopment report prepared for the Lower Oldpark community forum,* Belfast, juillet 1998.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 99 : Lough Lea (Source : NIHE, *Brick by brick. A short history of Northern Ireland Housing Executive, 1971-1991*, Belfast : NIHE, 1991, p. 59)

5-21.2. La séparation des quartiers par le réaménagement de Crumlin Road

Un autre exemple de *peaceline* incorporée au plan de réhabilitation est situé dans Belfast-Nord, très morcelé confessionnellement. Une *peaceline* avait été érigée en juillet 1970 le long de Crumlin Road, sur les deux trottoirs[1]. Elle sépare le quartier catholique d'Ardoyne, au nord, de Woodvale, protestant, au sud. La *peaceline* est intégrée aux projets de réhabilitation urbaine des années 1980. La *Belfast strategy* de 1982 délimite les périmètres de rénovation pour Ardoyne (RDA 1) et pour Woodvale (RDA 57). Pour Ardoyne, le rapport *Coping with conflict*[2] indique que les phases 5C et 6 de la RDA 1, donnant dans Crumlin Road, sont mises en retrait par rapport à l'alignement de la rue. Le rapport fait état d'une barrière paysagée, constituée d'un mur et de plantations denses, en cours de construction en 1988. Une palissade de métal jouxte ce mur et entoure une parcelle en friche, destinée à accueillir la phase 3 de la réhabilitation, comprenant 13 pavillons. Cependant, les logements prévus sont retirés du projet pour des raisons de sécurité. Cette décision avait été

[1] Voir supra, section 2-33.

[2] NIHE, *Coping with conflict..., op. cit.*, [p. 18].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

dénoncée par la presse en 1982[1]. L'étude *Belfast Peacelines Study* de 1991 décrit la *peaceline* et en dessine le plan (Figure 100). D'après mes observations de mars 2000, elle n'a pas été significativement modifiée depuis.

Du côté catholique, sur le trottoir nord de Crumlin Road, un mur de brique d'environ 200 m de long et 3 m de haut, décoré d'une frise, court tout droit jusqu'à Herbert Street (Figure 101). Une allée piétonne, agrémentée de longues jardinières disposées en quinconce et plantées d'arbres et d'arbustes, serpente entre le mur et les façades des pavillons mitoyens, tournées vers Crumlin Road (Figure 102). A l'est d'Herbert Street se situe une zone plantée de gazon et de quelques feuillus. Une grille de 1,2 m de haut la sépare du trottoir. Cette grille est peinte en vert foncé et se rattache à la palissade de métal du site industriel adjacent (Figure 103). Sylvia Doran, chef du district n°6 de Belfast pour le NIHE sur lequel est situé Ardoyne, précise que les travaux environnementaux pour la palissade et les plantations ont été effectués en 1998[2]. Elle indique aussi un éventuel plan de réhabilitation à venir et la construction de 50 logements sur la friche industrielle de Brookfield Mill, une ancienne filature qui vient d'être démolie, située aussi dans Crumlin Road. Elle mentionne la difficulté de construire des logements sur ce terrain car, selon les habitants, la pente pourrait le soumettre à la vue du Shankill, ce qui est un facteur d'insécurité, car elle le rend vulnérables aux projectiles.

Du côté protestant, le périmètre RDA 57 intègre aussi un mur de sécurité d'après *Coping with conflict*. Le document précise que les phases 1 à 3 du projet sont mises en retrait de la route et dissimulées par un mur décoré. Les pavillons doubles, sont « dos au mur », contrairement à l'habitude de tourner les façades vers la rue principale, même en présence d'un mur de sécurité, comme c'est le cas du côté catholique de Crumlin Road (Figure 104). La *peaceline* est un mur de brique couleur crème de 4 m de haut et de 200 m de long. Il est ornementé de frises de béton ajouré, posées à intervalles réguliers sur son faîte. Le mur, situé devant le trottoir, fait de nombreux décrochements. Ces espaces sont remplis par des jardinières surmontées de grilles d'1,5 m de haut et plantées d'arbres et d'arbustes (Figure 105).

[1] Voir supra, section 5-11. Les allégations sur l'implication des forces de l'ordre dans les opérations d'aménagement.

[2] Entretien avec Sylvia Doran, NIHE, District 6, *District manager*, 21 février 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

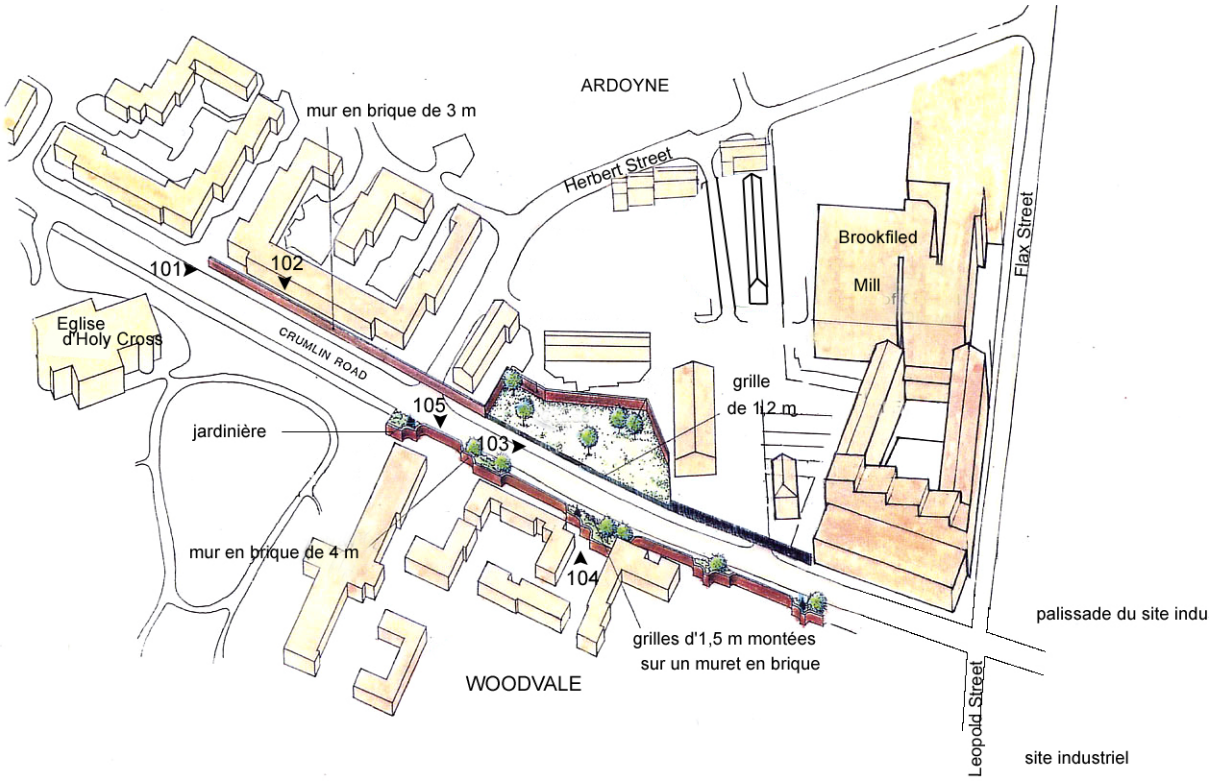


Figure 100 : *Peaceline*, Crumlin Road (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 22 et les observations effectuées en mars 2000)



Figure 101 : *Peaceline*, Crumlin Road, Ardoyne, vue de la route (13 mars 2000)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 102 : *Peaceline*, Crumlin Road, Ardoyne, vue de l'intérieur du quartier (13 mars 2000)



Figure 103 : *Peaceline*, Crumlin Road, Ardoyne, zone tampon (13 mars 2000)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 104 : *Peaceline*, Crumlin Road, Woodvale, vue de l'intérieur du quartier (13 mars 2000)



Figure 105 : *Peaceline*, Crumlin Road, Woodvale, vue de la route (13 mars 2000)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Ainsi, dans les années 1980, la démolition-reconstruction des quartiers de part et d'autre de Crumlin Road, permet de construire des murs pour protéger les nouveaux lotissements. Les murs sont banalisés, semblables à des limites de propriété. Du côté catholique, ils laissent un espace piéton devant le front bâti ; du côté protestant, ils passent à l'arrière des courettes des pavillons doubles. Ils jouent aussi le rôle de dispositifs antibruit et de barrière de sécurité pour les enfants, car Crumlin Road est une artère très passante de Belfast-Nord. Ils forment une clôture autour des nouveaux lotissements, qui s'arrêtent pour laisser les trottoirs de Crumlin Road en dehors, sur l'espace public de la chaussée. L'intégration des dispositifs dans les plans de réhabilitation est moins radicale dans Crumlin Road que pour le Short Strand, parce qu'ils concernent des périmètres plus restreints, mais le principe est semblable. Les artefacts tendent à se confondre avec l'esthétique des opérations immobilières réalisée par le NIHE. La forme des lotissements résulte également de la volonté de séparer. Les contraintes de sécurité et la délimitation des espaces confessionnels modifient la physionomie urbaine. Ces contraintes sont cependant difficilement séparables de considérations plus ordinaires sur la conception des quartiers.

5-22. Les « barrières environnementales »

A partir de 1988, des projets spécifiques de transformation des *peacelines* sont financés par le DOE, au travers de plans d'embellissement, les *Environmental Improvement Schemes* (EIS). Le NIHE fait les plans des aménagements et les réalise. Les premiers EIS donnent lieu à la construction de murs paysagers pour remplacer les structures anciennes. Ils manifestent un souci d'intégration au paysage urbain. Après le début du processus de paix, dans les années 1990, les EIS permettent la réalisation de véritables compositions paysagères, plus sophistiquées.

5-22.1. Les murs paysagers

Dans les années 1980, la construction même des murs de sécurité incombe au NIHE, car elle lui est déléguée par le NIO. Celui-ci réalise des structures banalisées, comme à Roden Street en 1984. Le quartier de Roden Street est situé entre deux quartiers à fortes identités ouvrières, les Falls catholiques et Sandy Row protestant. Avant 1968, Roden Street est protestant à 75-80 %, mais il existe une certaine mixité résidentielle. Les Troubles entraînent un processus ségrégatif. Le rapport du NIHE sur la rénovation du quartier[1] explique que si le début des Troubles en 1969 affecte peu la composition résidentielle de Roden Street, en juillet 1970 le couvre-feu des Falls provoque des déplacements de population dans le quartier voisin de Grosvenor et augmente les tensions. Un certain nombre d'habitants prennent peur et quittent Roden Street. Les affrontements violents,

[1] Mahaffy, *op. cit.*, p. 8.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

déclenchés par les protestations contre la politique massive d'internement sans procès, entraînent le départ de 300 familles de Roden Street, entre juin et août 1971. En 1972, le quartier est délaissé et de nombreux logements sont démolis. Le NIHE nouvellement mis en place délimite une opération de rénovation, la RDA 36, sur la partie nord de Roden Street. Cette opération suit la procédure ordinaire. Une enquête publique est ouverte en 1973 et l'acte d'expropriation est publié en 1974. Une partie de la zone à rénover est affectée à l'autoroute urbaine et à un usage industriel et hospitalier. Le lotissement du NIHE, à côté de l'autoroute, est achevé en 1978, ouvert aux deux communautés. Mais Mahaffy explique que l'abandon du projet d'autoroute sur pilotis au profit de voies en tranchée radicalise la séparation. La coupure urbaine et la persistance du conflit font que le nouveau lotissement de Roden Street, situé au nord de la *Westlink*, près des Falls, devient catholique et la partie sud, près de Sandy Row, exclusivement protestante.

La *Westlink* constitue une séparation entre les deux quartiers[1]. Mais elle n'est pas suffisante pour empêcher les incidents. D'après Mahaffy, un mur de sécurité paysager est construit en 1984 pour éviter les combats entre gangs rivaux et protéger le lotissement catholique de Roden Street. Le coût s'élève à 225 000 livres sterling[2]. Le mur, disposé parallèlement à l'autoroute et sur la limite du lotissement, renforce la coupure (Figure 106). C'est un mur de briques rouges de 4 m de haut et 250 m de long[3]. Il part de Roden Street, longe Blackwater Way puis Riverside Way jusqu'à Distillery Street. Roden Street et Distillery Street sont fermées à la circulation par des palissades de métal de 3 m de haut, peintes en noir. Des passages piétons, cependant, peuvent être ouverts à travers ces palissades. Entre la *Westlink* et le mur existe un tampon de végétation de 50 m de large, planté de gazon et d'arbres et traversé par un sentier piéton parallèle au mur. Le côté du mur faisant face aux habitations est couvert de graffitis et les arbustes sont vandalisés. La zone industrielle autour Mulhouse Road est fermée par des portails peints en vert. Ce sont des portails de sécurité privée qui contribuent à fermer le quartier (Figure 107).

On peut faire l'hypothèse que la *peaceline* a été construite dans le but de protéger les investissements du NIHE. Après la construction de la *peaceline*, le NIHE réalise une enquête sur les conditions de logement de ce lotissement afin de le rénover. Le vandalisme est paradoxalement accentué par la présence de la *peaceline*, qui accélère le processus de dégradation du lotissement déjà en difficulté. La remise aux normes des logements débute en 1987. En 1989, un *Estate Strategy* est

[1] Voir supra, la polémique sur les routes, dans la section 5-11. Les allégations sur l'implication des forces de l'ordre dans les opérations d'aménagement.

[2] Mahaffy, *op. cit.*, p. 13.

[3] Environmental Design Consultants, *op. cit.*, p. 50.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

dessiné pour la réhabilitation du quartier, qui commence en 1991. A l'inverse, du côté protestant de Roden Street, la plupart des maisons proches de la *Westlink* sont inoccupées et leurs portes et fenêtres murées, d'après les observations du 22 mars 1998. A cette date, aucun plan de réhabilitation n'est prévu. Il est intéressant de noter que le mur paysager a été construit du côté catholique de Roden Street. Du côté protestant, une palissade en tôle et une rangée d'arbres bordent la *Westlink*. En effet, l'enjeu immobilier est moins aigu car la demande est moins forte. Les logements semblent laissés à l'abandon. Le mur intervient pour renforcer la sécurité, mais il est situé sur un lieu de passage qu'il ne condamne pas. Le pont piéton n'est pas condamné et des portails sont insérés dans le mur, même s'ils sont fermés en pratique. La zone tampon a le statut d'espace public et ressemble même à un jardin public. Toutefois, le mur paysager renforce la barrière constituée par l'autoroute urbaine de Belfast. Une logique de préservation du parc immobilier du NIHE sous-tend cette opération, même si elle ne parvient pas à éradiquer le vandalisme.

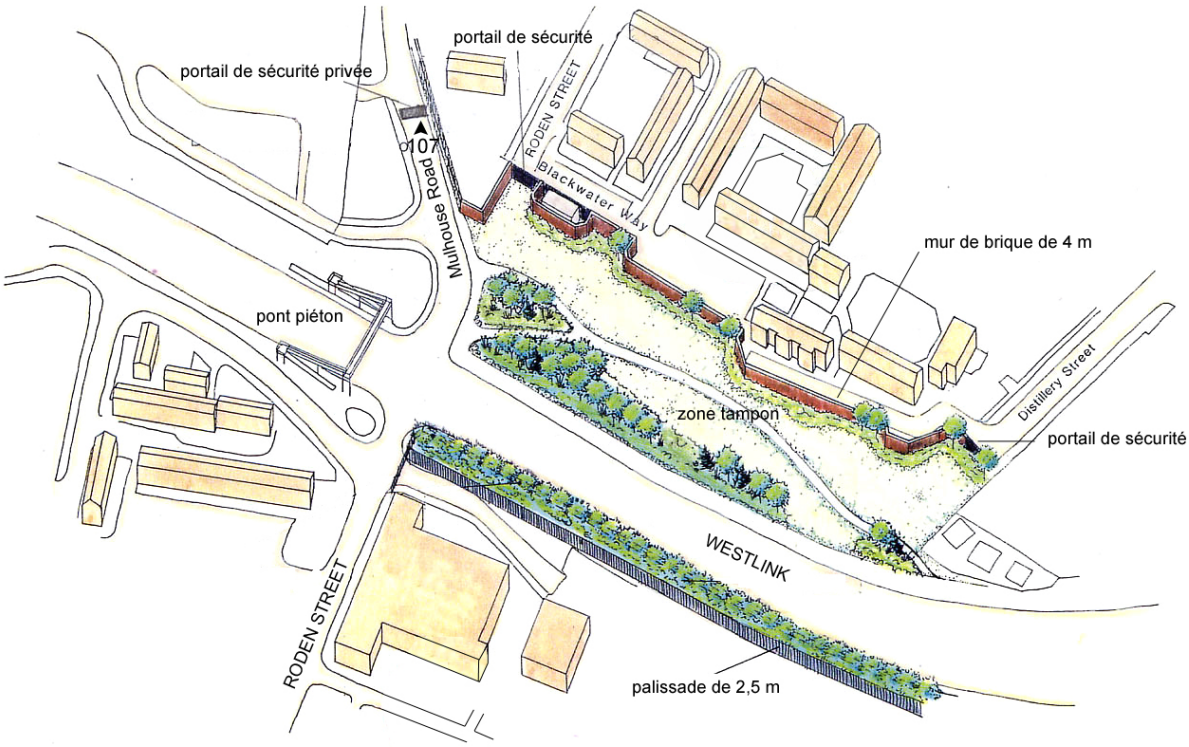


Figure 106 : *Peaceline*, Roden Street (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 52 et les observations effectuées en 1999)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 107 : Portail de sécurité privé, Mulhouse Road (22 mars 1998)

Le NIHE se préoccupe des dispositifs érigés par la police sur ses terrains et dont l'apparence est inesthétique. Les *peacelines* sont transformées en murs paysagers dans le cadre de réhabilitations entreprises par le NIHE, incluant un *Environmental Improvement Scheme* (EIS). Si les travaux sont clairement distincts des projets urbains, les préoccupations concernant le parc immobilier ne sont jamais absentes. De tels murs ont été réalisés dans Springfield Road, Manor Street et Alliance Avenue.

La *peaceline* entre Springfield Road et le quartier d'Ainsworth est située dans Belfast-Ouest. Elle fait partie de la série de dispositifs, dont le plus important est la *peaceline* de Cupar Way, qui organisent la coupure entre le Shankill et les Falls, depuis le centre jusqu'aux *Black Mountains*, aux marges de la ville. Cette *peaceline* spécifique isole le quartier protestant d'Ainsworth du quartier catholique de Pollard Street situé de l'autre côté de Springfield Road. Les premiers dispositifs ont été érigés par la police au milieu des années 1980, mais la date exacte est incertaine. La liste fournie à *Belfast Interface Project* par le NIO[1] donne la date de 1985 pour la fermeture de Workman Avenue. *Coping with conflict*[2] expose qu'en 1988, Ainsworth Avenue est « fermée depuis un certain temps par une palissade. Les rues adjacentes donnant dans Springfield Road sont aussi bloquées par des

[1] Belfast Interface Project, *List of NIO-built peace lines*, s.d.

[2] NIHE, *Coping with conflict..., op. cit.*, [p. 14].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

barrières ». Le rapport mentionne aussi la proposition, en 1988, de construire un mur paysager dans Springfield Road, entre Ainsworth Avenue et Mountcashel Street. Des logements seront construits ultérieurement si la barrière est « un succès »[1]. Un *Housing Market Profile* (HMP) ou Profil du marché immobilier, réalisé pour Ainsworth en 1997[2], explique que les travaux de la *peaceline* ont été inclus dans la *Housing Action Area*, mise en oeuvre d'avril 1984 à avril 1991, mais sans donner de date plus précise.

Le mur longe Springfield Road à partir du carrefour avec Workman Avenue jusqu'à Ainsworth Avenue (Figure 108). A l'extrémité ouest, un portail bloque Workman Avenue (Figure 109). Il est peint en rose et vert, ce qui détonne avec le reste et fait penser qu'il est peut-être antérieur au mur. D'après Dominic Bryan[3], il est toujours condamné et seulement ouvert pour les défilés orangistes, notamment le défilé préparatoire du *Twelfth* qui a lieu dans Belfast-Nord chaque année, le dernier week-end de juin, et dont l'itinéraire passe par Workman Avenue (Figure 110). D'après les observations de juin 1999, le mur paysager de 3,2 m de haut est décoré d'une frise de briques jaunes (Figure 111). Il est en retrait par rapport à l'alignement du trottoir, dégageant ainsi une étroite plate-bande plantée de gazon et d'arbustes. Celle-ci est protégée par une grille d'1 m de haut, peinte en vert foncé. Le mur est prolongé par une grille en métal, à l'est, jusqu'à Lanark Way. Mayo Street est une rue désaffectée incluse dans un terrain à aménager. En face, de l'autre côté – catholique - de Springfield Road, aucune *peaceline* n'a été construite. Mais d'après *Coping with conflict*, les plans de la RDA 79 réalisée dans les années 1980 ont été modifiés. Les logements prévus ont été construits de telle manière que l'arrière des façades donne dans Springfield Road, pour minimiser les risques de conflit.

La HAA de la fin des années 1980 a permis de réhabiliter Ainsworth, quartier mixte au niveau du statut d'occupation des logements, où se côtoient locataires du NIHE et propriétaires-occupants. Simultanément, la *peaceline* a permis de protéger les investissements du NIHE, qui a réhabilité son parc, construit de nouveaux logements et accordé des subventions de rénovation aux propriétaires-occupants. Mais le quartier demeure un *flashpoint*. D'après le HMP de 1997, le parc de logement est toujours dégradé près de la *peaceline*, où les logements sont difficiles à louer, même si les façades ont été rénovées pendant la HAA. La solution de la démolition-reconstruction serait un

[1] Dans le cadre de la *Belfast Housing Renewal Strategy,* le NIHE conduit des HMP des quartiers dégradés. Les HMP examinent l'état des logements, les caractéristiques socio-économiques, la demande de logement social et du marché privé et les équipements et services de proximité.

[2] NIHE, *Ainsworth Area Housing market profile*, 1997, point 2.00.

[3] Entretien avec Dominic Bryan, *University of Ulster, Centre for the Study of Conflict*, 23 avril 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

investissement risqué, car des affrontements pourraient endommager les habitations et la localisation proche de la *peaceline* est dangereuse pour les locataires. Pour l'instant, le NIHE a décidé un statu quo. Son objectif est de stabiliser le quartier pour protéger ses investissements et encourager la promotion immobilière privée.

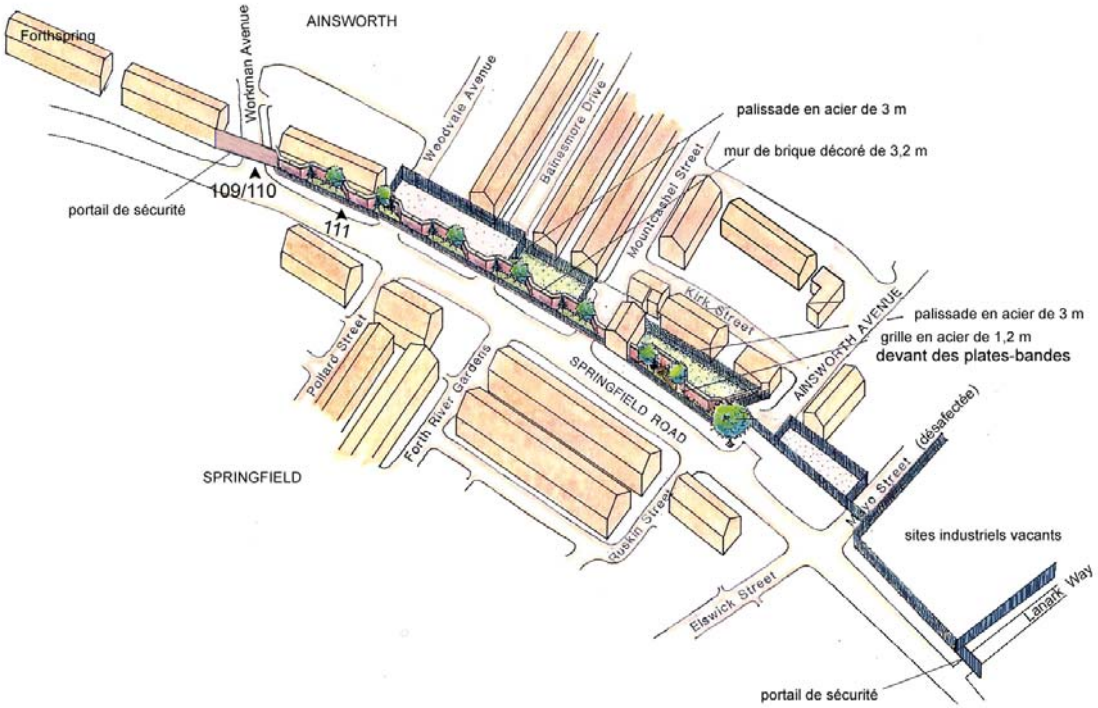


Figure 108 : *Peaceline*, Springfield Road/Ainsworth (Source : EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 6 et les observations effectuées en juin 1999)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 109 : Workman Avenue/Springfield Road (26 juin 1999)



Figure 110 : Défilé orangiste, Workman Avenue (26 juin 1999)

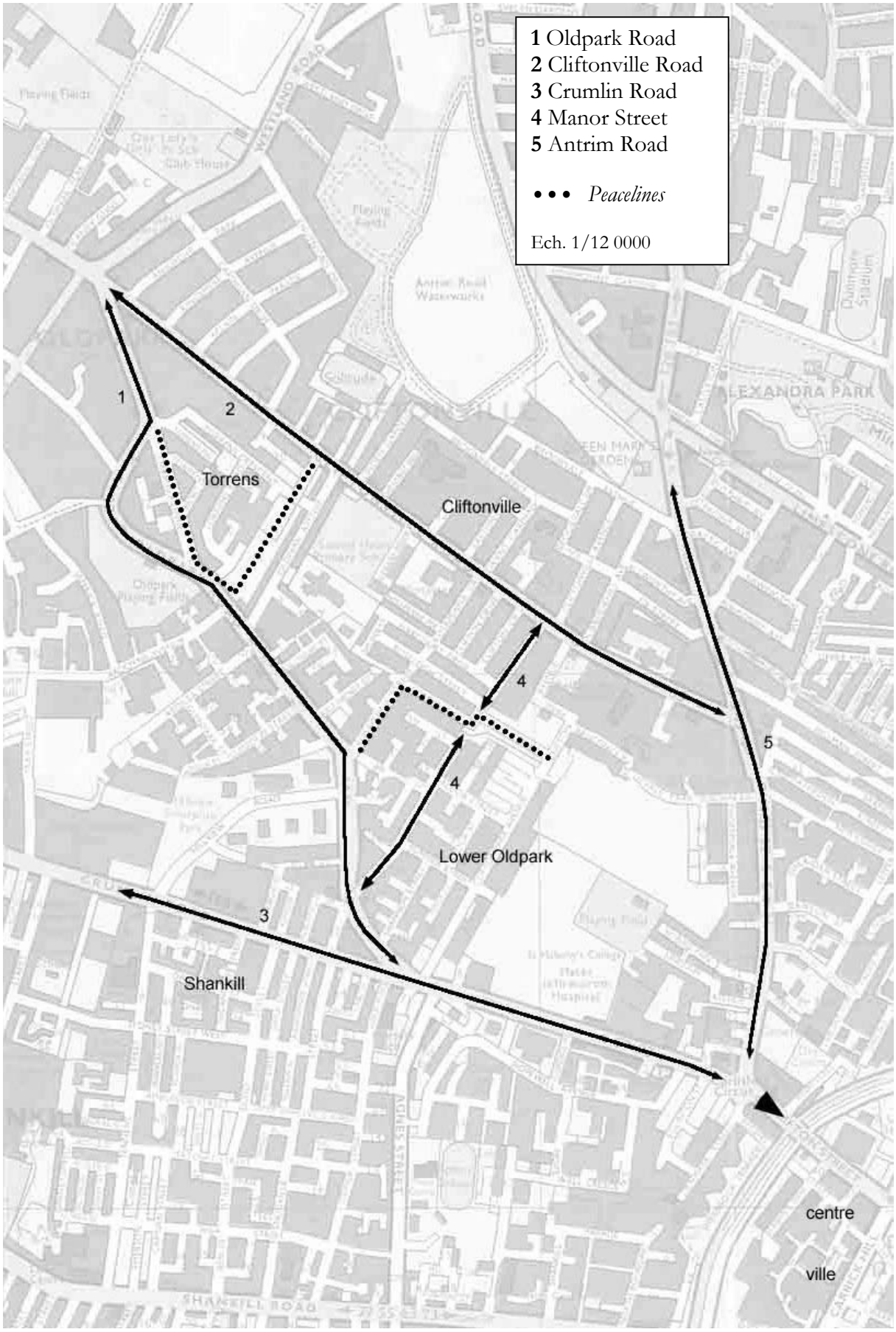
tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 111 : *Peaceline* et véhicules de police lors du défilé, Springfield Road, (26 juin 1999)

La *peaceline* de Manor Street est située dans Belfast-Nord parmi la mosaïque de lotissements catholiques et protestants (Figure 112). Elle sépare Lower Oldpark, protestant, de Clifton Oldpark, catholique. Le quartier protestant de Lower Oldpark est situé au bas d'Oldpark Road à environ 2 km du centre-ville. Il est compris dans le triangle formé par Oldpark Road, Clifton Park Avenue et Roe Street/Rosevale Street. Ce quartier jouxte la partie catholique d'Oldpark appelé Clifton Oldpark, située entre Roe Street et Cliftonville Road, et bordée aux autres extrémités par Oldpark Road, et Clifton Park Avenue. C'est un lotissement d'habitat social qui contient quelques zones de logements issus de la promotion privée.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 112 : Oldpark, Belfast-Nord (Schéma réalisé à partir de *Belfast Streetfinder map*, Bartholomew, 1997 et les observations effectuées en 1999 et 2000)

Cependant, avant la construction de la *peaceline* au milieu des années 1980, la zone bénéficiait d'une mixité confessionnelle relative, même si vers Crumlin Road, la tendance était plutôt un habitat protestant et ouvrier, et vers Cliftonville, catholique et de classe moyenne. D'après Manus Maguire[1], chargé de mission pour l'association de quartier de Clifton Oldpark, le *Cliftonville Joint Development Group*, rappelle que dans les années 1960 le quartier était un quartier bourgeois mixte où vivaient côte à côte protestants et catholiques, ainsi qu'une partie de la petite communauté juive de Belfast. Une plaque au n°185 de Manor Street rappelle que Chaim Herzog, président d'Israël de 1983 à 1993, y est né en 1918. Avec les Troubles, les habitants aisés ont fui le quartier. Celui-ci est devenu plus ségrégé et défavorisé. La partie près de Cliftonville Road, Clifton Oldpark, est catholique et la population près de Crumlin Road, dans Lower Oldpark est protestante.

A la fin des années 1970, le NIHE entreprend la rénovation de la zone sur la base des périmètres arrêtés en 1975 (Figure 76). La RDA 2 et la RDA 3 concernent respectivement Oldpark Road/Louisa Street et le sud de Clifton Park Avenue. La majorité des familles, protestantes, sont relogées dans le Shankill. La RDA 42, définie par la *Belfast Housing Renewal Strategy* de 1982, s'attaque à la partie d'Oldpark située autour de Manor Street. D'après un rapport du NIHE de 1988[2], l'acte d'expropriation est exécutoire en 1982. LA RDA 42 est découpée en 3 phases d'environ 100 logements, dont la dernière est ouverte à la location en mai 1986. Les deux premières phases ont absorbé la demande de logement pour le quartier. La 3^{e} phase rénovée est alors ouverte à la liste d'attente générale. Elle forme l'interface avec le quartier catholique de Clifton Oldpark. Des catholiques candidatent alors pour ces nouvelles constructions situées sur le territoire protestant. Les autorités sont conscientes de la situation d'interface mais, en raison de la forte demande catholique, les maisons dans Roe Street leur sont attribuées. Sylvia Doran, chef du district n°6 sur lequel la *peaceline* est située, analyse cela comme un recul de la limite entre le quartier protestant et catholique. Il est perçu comme un empiétement sur le territoire protestant et déclenche des violences.

Le rapport de 1988 décrit le processus. Au début de l'été 1986, les tensions augmentent à l'approche des défilés. Elles sont attisées par l'opposition loyaliste au traité anglo-irlandais signé en novembre 1985. Le 20 juin 1986, un défilé loyaliste passe paisiblement mais le soir, des jeunes sous

[1] Entretien avec Manus Maguire, *Cliftonville Joint Development Group*, 9 mars 2000.

[2] NIHE, *Planning and feasibility unit, RDA 42/Manor Street,* mars 1988.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'emprise de l'alcool cassent les vitres de 5 maisons catholiques. A l'approche du 12 juillet, les incidents se multiplient. Des films anti-bris sont apposés sur les fenêtres des maisons aux n°134-162 et 61-67 de Manor Street, aux n°30 à 38 de Roe Street et dans Avonbeg Close. Le 10 juillet, de nombreuses vitres sont vandalisées, la peur s'installe, et des émeutes ont lieu tous les soirs jusqu'au 16 juillet. Elles sont le fait « d'éléments extérieurs au quartier ». Les rues suivantes sont concernées : Groomsport Street, Groomsport Court, Southport Court, Mountview Court, Mountview Street, Beechpark Street, Avonbeg Close, Manor Street, Annalee Court, Rosevale Street, Roe Street, Rosapenna Street. Le bilan est sévère : 13 familles sont évacuées, les portes et fenêtres de 62 logements sont murées, du verre de sécurité est posé dans 86 maisons. La dernière famille protestante et le *British Legion Hall* quittent Roe Street. Une vingtaine d'habitations est démolie par le NIHE.

Immédiatement après les incidents de juillet 1986, une *peaceline* est installée. *Coping with conflict*[1] rapporte l'existence d'une palissade de tôle ondulée. Elle court entre Roe Street et Avonbeg Close, coupe Manor Street puis passe entre Rosevale Street et Groomsport Court jusqu'à Rosapenna Street. Sylvia Doran, qui ne travaillait pas pour ce district 1986, explique que le NIO avait le pouvoir de mettre en place les *peacelines*. Le NIHE a certainement été consulté, mais à titre d'information, et non pour obtenir une permission.

La *peaceline* fige le territoire mais la situation est toujours tendue. L'interface est encore très sujette à l'instabilité. Roe Street devient le point focal des désordres. L'*Irish News* rapporte les plaintes des familles catholiques intimidées durant l'été 1987[2]. En réponse, le NIHE accorde un statut de relogement prioritaire aux résidents des n°30 à 38 de Roe Street, devant la *peaceline*. Les affrontements se répètent en juillet 1988. Le NIHE décide alors la démolition des 26 propriétés vacantes et vandalisées de Roe Street et la formalisation de la *peaceline* dans le cadre d'un *Environmental Improvement Scheme* (EIS). Le 13 février 1989, les bulldozers entreprennent les travaux de démolition. Un porte-parole du NIHE affirme au *Belfast Telegraph* que la démolition est la seule solution envisageable pour les habitations endommagées au cours des affrontements[3]. Les réactions des riverains sont mitigées : ils sont soulagés du retour au calme, mais consternés par le gâchis[4]. L'*Independent* estime les coûts totaux de démolition et de construction à environ 600 000 livres. A la place des maisons démolies, une 'barrière environnementale' est prévue, entourée d'un jardin clos et

[1] NIHE, *Coping with conflict..., op. cit.*, [p. 16].

[2] Terror of the peace line, *Irish News*, 9 septembre 1987.

[3] Demolition row grows, *Belfast Telegraph*, 14 février 1989.

[4] Shattered dreams as homes tumble, *Newsletter*, 14 février 1989.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

non accessible. Ivan Mc Guinness, du NIHE, le justifie : « si vous permettez l'accès aux gens, ils peuvent toujours jeter des pierres ou des cocktails Molotov par-dessus la barrière »[1].

La *peaceline* est partiellement transformée en un mur paysager. Derrière les habitations, la tôle ondulée a été remplacée par un mur de briques surmonté de palissades en acier, peinte en vert kaki. Cette structure passe entre Rosevale Street et Groomsport Street et Rosapenna Street et Southport Court (Figure 113). D'après les observations effectuées en mars 1999, elle mesure environ 4 m de haut. Entre Roe Street et Avonberg Close, une palissade en acier, peinte en jaune vif, s'étend sur 200 m de long. Elle est entourée de quelques arbres, dans un espace gazonné protégé par une grille de couleur rouge. Clifton Park Avenue n'a pas été fermée en raison de la présence de la caserne militaire (Figure 114). Les terrains sont en friche de part et d'autre de la *peaceline* (Figure 115 et Figure 116). Mais dans cet espace demeure le n°28 de Roe Street, appelée localement « la petite maison dans la prairie » selon Sylvia Doran (Figure 117). On raconte que le locataire du NIHE refusait d'en partir et y a habité jusqu'en 1996. Puis elle a été transformée en local associatif et rasée en octobre 1999[2].

Depuis 1986, les opérations de réhabilitation de l'habitat dans le secteur de Manor Street étaient gelées à cause des tensions. Le NIHE fait le point en 1991 dans *Lower Old park : Ten years on*[3]. Le rapport constate que de 1987 à 1991, la liste d'attente s'est réduite de plus de la moitié ; le taux de vacance est élevé, les baux non renouvelés et les demandes de transfert sont nombreux. Les difficultés sont concentrées près de la *peaceline*. Pour stabiliser la population, il préconise de détruire les propriétés vacantes près de la *peaceline*, de réduire les départs en exigeant un minimum de 18 mois dans le lotissement avant toute possibilité de transfert, de faire du marketing et d'encourager la vente du parc. En 1997, le NIHE commande un audit de quartier à un consultant privé. L'étude réalisée par Whittaker & Watt montre que les problèmes n'ont pas changé : forte rotation, faible demande, insatisfaction de la population qui souhaite cependant, dans sa majorité, rester dans le quartier. Le projet élaboré suggère la mise aux normes des équipements sanitaires et la rénovation des espaces extérieurs aux logements. Pour la *peaceline*, il propose le remplacement de la palissade en acier jaune par un mur en brique paysager. Il s'agit aussi de restructurer les impasses résidentielles en « espaces dissuasifs » à l'aide de divers éléments : marquages au sol, séparation des places de

[1] Houses bulldozed to ease sectarian strife, *The Independent*, 7 mars 1989.

[2] Death Knell for Litlle 'House', *Irish News*, 27 octobre 1999.

[3] NIHE, District 6, *Lower Old park : Ten years on,* septembre 1991, n.p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

parking par des grilles, fermetures des allées-arrières par des portails dont la clé serait remise aux riverains[1].

Malgré l'existence de friches du côté protestant et une forte demande de logements du côté catholique, il est impossible de déplacer ou de détruire la *peaceline*. Dans l'*Irish News* du 26 janvier 1993, les fonctionnaires en charge des *peacelines* déclaraient que les reculer, dans le but de créer plus d'espace pour le logement catholique, conduirait à une recrudescence de meurtres par les paramilitaires loyalistes. Intervenir sur la localisation d'une *peaceline* et causer des désordres est « la dernière chose [qu'ils] feraient »[2]. Sylvia Doran affirme : « Nous ne pouvons décider la démolition d'une *peaceline*. Les élus et les communautés locales doivent d'abord s'entendre pour vivre en harmonie. Ils décideront alors que la *peaceline* n'est plus nécessaire ». Elle ajoute qu'à Lower Oldpark, « derrière la *peaceline* », 90 logements sont vacants. « Les élus et militants sociaux catholiques nous demandent pourquoi. Mais je ne vois pas le NIHE déplacer la *peaceline* et installer les familles catholiques. Ce serait trop dangereux pour eux et pour nous ». D'après Colm Mc Caughley, il existait une quinzaine d'options de réhabilitation pour Manor Street. La stratégie du NIHE a été de rencontrer les deux groupes séparément pour trouver un accord sur le projet. Il a été décidé de réhabiliter sans toucher à la *peaceline*. Celle-ci fige le territoire. Les friches restent inutilisées du côté protestant ; les habitations menaçant ruine sont rasées. Sylvia Doran rapporte que la démolition des appartements du secteur privé vandalisés dans Clifton Park Avenue (côté protestant) est programmée pour 2000 et en 1999, le NIHE ayant déjà démoli 8 maisons dans Groomsport Street. Du côté catholique, un projet de logements neufs est lancé en 1999 sous la conduite d'un organisme privé mandaté par le NIHE, la *Oaklee Housing Association*. La *peaceline* influe sur la forme du nouveau lotissement. La phase 1, près de Cliftonville Road, est achevée au printemps 2000, livrant 21 pavillons et 12 appartements pour retraités. La phase 2, jouxtant la *peaceline* à l'ancien emplacement de la 'petite maison dans la prairie', est mise en chantier en février 2000[3] et sera achevée en décembre suivant. Le plan-masse prévoit 36 pavillons doubles, groupés autour d'impasses, et ceux situés près de l'interface lui tournent le dos[4]. Près de la *peaceline,* un centre socioculturel est construit, pensé comme une zone tampon[5]. D'après les observations de juin 2001, la *peaceline* n'a pas été transformée. Le NIHE n'a pas suivi le projet de Whittaker & Watt de

[1] Whittaker and Watt Architects, *op cit.*

[2] It's another brick in the wall of hate, *Irish News,* 26 janvier 1993.

[3] *Cliftonville Community News*, N°2, février 2000, p. 1.

[4] NIHE Design Service, *Clifton Oldpark Phase 2. Site plan,* juillet 1999.

[5] Entretien avec Paul Mc Stay, CTA, Architecte, 17 juin 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

reconstruire un mur de brique. Les habitations sont proches de la *peaceline* pour maximiser la surface constructible et les cours arrières sont protégées par des murets surmontés de grilles (Figure 118).

Dans ce cas encore, comme à Roden Street et à Ainsworth, l'amélioration de la *peaceline* précède la réhabilitation et sécurise les investissements. Le paysagement est moins sophistiqué en raison notamment de la densité moins forte. La *peaceline* de Manor Street a été transformée en mur paysager dans le cadre d'un *Environmental Improvement Scheme* en 1989, mais elle n'est pas incorporée à la nouvelle opération de l'an 2000. D'une part, la *peaceline* est en bon état et présente un aspect convenable ; des dépenses supplémentaires seraient inutiles. D'autre part, une friche existe à l'arrière de la *peaceline*. Le NIHE ne veut pas compromettre la possibilité d'un aménagement ultérieur, au cas où la limite territoriale, à l'avenir, pourrait être reculée et la *peaceline* démolie. En effet, dans la perspective d'une paix durable, de nouveaux logements pourraient être construits sur les terrains en friche et être attribués à des catholiques pour répondre à leur forte demande.

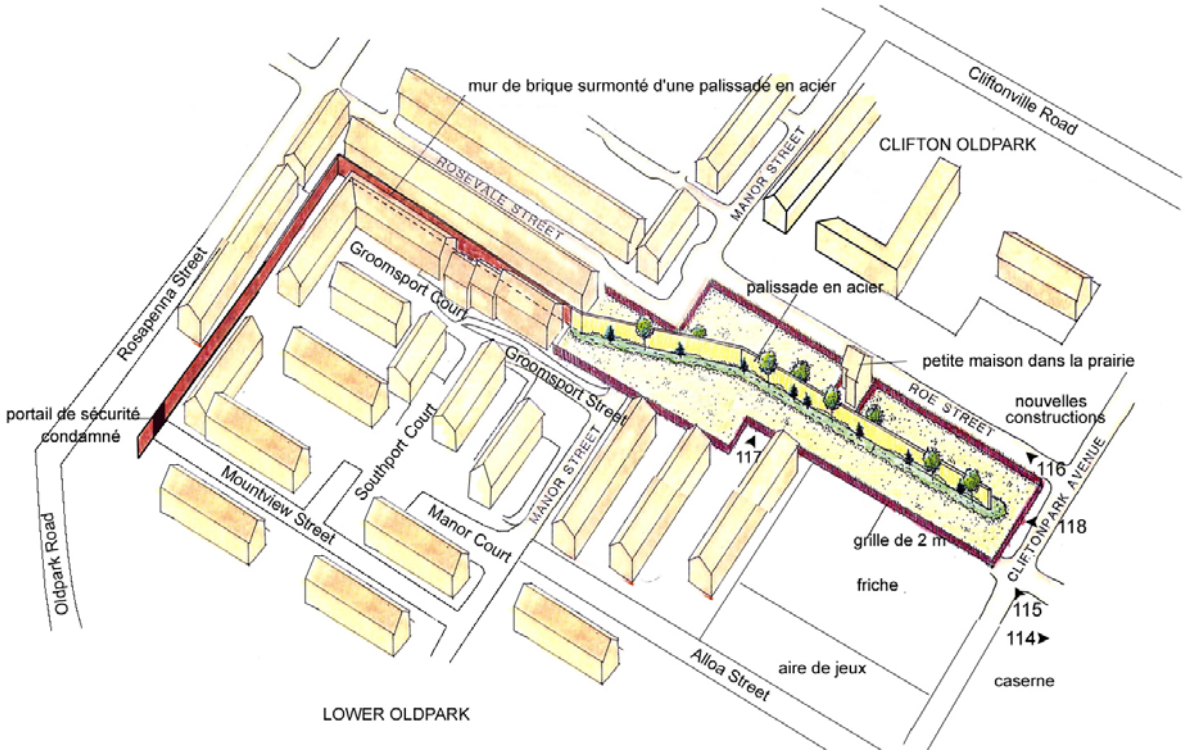


Figure 113 : *Peaceline*, Manor Street (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 44 et les observations effectuées en 1999 et 2000)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 114 : Caserne, Clifton Park Avenue (10 août 1999)



Figure 115 : Manor Street, *peaceline* et friches du côté protestant (13 février 2000)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 116 : Manor Street, friches du côté catholique (10 août 1999)



tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 117 : Manor Street, la *peaceline* et la 'petite maison dans la prairie' (mars 1999)



Figure 118 : Manor Street, nouveau lotissement et *peaceline* (2 juin 2001)

Pour la *peaceline* longeant Alliance Avenue, le processus d'amélioration est similaire. Des travaux paysagers banalisent l'apparence de la *peaceline,* puis le parc de logement est réhabilité. La liste fournie à *Belfast Interface Project* par le NIO[1] indique que la première *peaceline* entre Alliance Avenue et Berwick Road date de 1969. En 1988, *Coping with conflict* cite une structure de palissade. En 1991, l'étude de EDC, *Belfast Peacelines Study,* rapporte que des travaux paysagers ont été réalisés et leur description correspond aux observations de mars 2000, moins quelques ajouts. L'essentiel des travaux a donc été effectué entre 1988 et 1991, au sein du programme d'*Environmental Improvement* qui a touché toutes les *peacelines*. Il est aussi évident que des petits aménagements ont été apportés pour renforcer partiellement la structure.

La *peaceline* sépare les quartiers protestants de Glenbryn et d'Alliance du quartier catholique d'Ardoyne, sur environ 500 m, le long des façades arrières des habitations d'Alliance Avenue. Du côté catholique, elle est proche des pavillons, alors que le côté protestant est en friche, en raison de la faible demande de logement. La structure est composée de trois sections contiguës (Figure 119).

[1] Belfast Interface Project, *List of NIO-built peace lines*, s.d.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

La première section s'étend sur une longueur de 150 m, de l'intersection de Berwick Road et Alliance Avenue jusqu'aux commerces situés dans Alliance Avenue. C'est une palissade en métal de 4 m de haut, peinte de couleur sombre. Elle n'est que partiellement visible à partir d'Alliance Avenue, à travers les jardinets jouxtant les maisons. Sur l'espace d'une dent creuse, elle est doublée par une seconde palissade et un espace tampon entouré de grilles (Figure 120). De l'autre côté de la palissade, Glenbryn Park est à l'état de friche, résultant de la démolition des habitations. Cette friche est entourée d'une grille parallèle à la palissade. D'après *Belfast Peacelines Study*, la friche a fait l'objet de travaux paysagers : du gazon et des arbres à feuilles persistantes y ont été plantés. La deuxième section de la *peaceline* est entièrement visible, il n'y a aucune habitation de part et d'autre. C'est une palissade couleur vert-de-gris montée sur un muret en brique rouge et fixée à des piliers carrés posés à intervalles réguliers. Cette section de la *peaceline* est longue d'environ 150 m et haute de 5,5 m, faite d'une palissade de 4,5 m montée sur un muret d'1 m. La palissade est doublée par une seconde palissade peinte en noir, sur une dizaine de mètres à partir de la façade du premier commerce, visiblement ajoutée par la suite. De larges zones tampons existent de part et d'autre de cette structure. Du côté catholique, une plate-bande gazonnée assez large, entourée d'une grille d'1,20 m de haut, borde la *peaceline*. L'ancienne rue débouchant dans Alliance Avenue, encore visible, traverse cette esplanade (Figure 121). Du côté protestant, une large zone est plantée d'arbres et d'arbustes et entourée de hautes grilles en acier. Un portail piéton, permettant l'accès aux commerces de proximité situés du côté catholique dans Alliance Avenue, est condamné mais le tracé du chemin subsiste (Figure 122). Une photographie publiée dans l'*Irish News* en 1993[1], montre une femme empruntant ce passage pour faire ses courses. La légende précise que les hommes l'utilisaient peu. En effet, les femmes étaient rarement les cibles des meurtres au hasard. Enfin, la *peaceline* se prolonge entre les habitations d'Alliance Avenue et d'Alliance Crescent, sur environ 110 m, à partir de Jamaica Street jusqu'à Deerpark Road. Il s'agit d'une palissade en métal de 4 m de hauteur, qui n'a pas été transformée par des travaux paysagers, sauf peut-être de la peinture.

[1] It's another brick in the wall of hate, *art. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

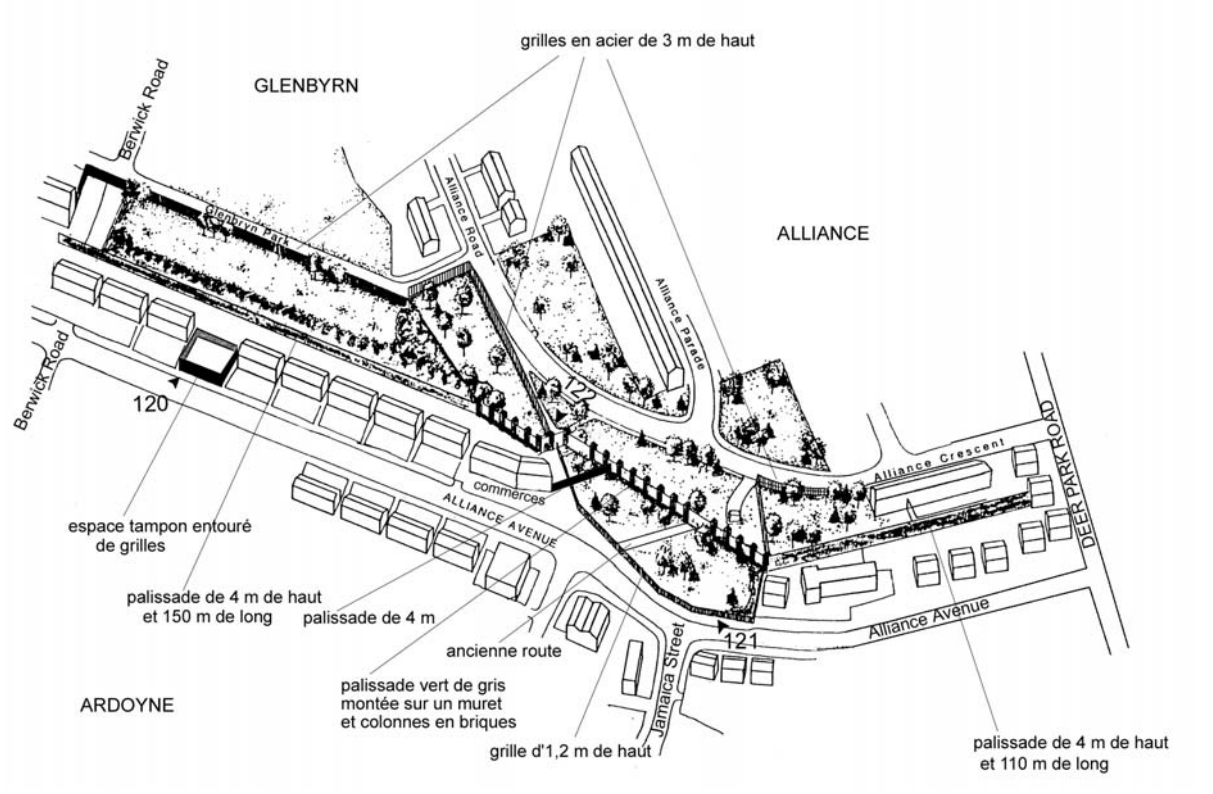


Figure 119 : *Peaceline*, Alliance Avenue (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 10 et les observations effectuées en 1999 et 2000)



Figure 120 : Alliance Avenue, *peaceline*, espace tampon (13 mars 2000)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 121 : Alliance Avenue, *peaceline*, côté catholique (13 mars 2000)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 122 : Alliance Crescent, *peaceline*, portail condamné, côté protestant (13 mars 2000)

A la fin des années 1980, les travaux paysagers ont amélioré l'apparence de la *peaceline*. Il s'agissait alors, pour un coût minimum, de lui donner une apparence satisfaisante en utilisant les friches pour créer des zones tampons. Mais comme pour Manor Street, il n'a pas été question de l'intégrer aux projets immobiliers ultérieurs. La raison en est certainement une nécessité moindre que dans le Short Strand ou Crumlin Road, car l'habitat est moins dense et la pression démographique moins forte. De plus, le NIHE préfère la réhabilitation à la démolition-reconstruction. La *peaceline* est un moyen de stabiliser le quartier et sécuriser les investissements du NIHE. Malgré la faible demande protestante, le NIHE a eu une politique active pour le quartier dans les années 1990. Celle-ci s'inscrit dans la politique de maintien des protestants dans l'*inner city*. Elle répond aussi à la préoccupation de préserver le parc de logement. En effet, assurer le maintien

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

de la population garantit la stabilité et évite la spirale de vacance et de dégradation du parc, donc protège la rentabilité des investissements réalisés.

Un rapport du NIHE sur la gestion du parc social à Alliance[1] montre que de 1984 à 1991, 127 logements ont été démolis. Une centaine de logements sont vacants en 1991. La population décline et il n'y a pas de liste d'attente significative. Le rapport recommande de détruire les logements vacants qui deviennent impropres à l'habitation et de faire construire des logements neufs par une *Housing Association*. En 1994, le NIHE a décidé de réhabiliter le quartier d'Alliance et pour Glenbryn, de réaliser une évaluation de la régénération urbaine (*Urban Renewal Assessment*, URA). Alliance et Glenbryn jouxtent tous deux la *peaceline* du côté protestant. Le dépliant distribué aux habitants d'Alliance décrit le processus de réhabilitation[2]. Pour mettre en œuvre une RDA ou une HAA, un tiers des logements doit être insalubre selon les conditions définies statutairement. Alliance ne satisfaisait pas à ces critères d'insalubrité. Le DOE décide alors en 1994 de délimiter une Zone de Réhabilitation Concertée (*Comprehensive Redevelopment Area*, CRA). Dans ce périmètre, le NIHE conduit les opérations de concertation avec les habitants pour la réhabilitation de l'habitat, mais le DOE a la maîtrise du foncier. Il acquiert les terrains par transfert des propriétés du NIHE et expropriation des propriétaires privés. L'acte d'expropriation de la zone est publié en mai 1994. Il est opposable aux tiers pendant un mois, mais les objections concernant les compensations ne sont pas prises en compte. Les objections non résolues donnent lieu à une enquête publique menée par la *Planning Appeals Commission* (PAC). L'enquête publique examine les questions d'urbanisme et l'opportunité d'exproprier. Le but est d'étudier les effets de l'aménagement prévu. Le DOE répond aux objections, puis l'inspecteur de la PAC rédige un rapport sur les conclusions présentées par la DOE et les tiers opposés au projet. Ce rapport inclut des recommandations sur les changements éventuels de l'acte d'expropriation et le projet d'aménagement. Cependant ce rapport ne lie pas le DOE. Sur décision motivée, celui-ci peut choisir de ne pas suivre les recommandations de la PAC. Toutefois, le rapport de l'enquête publique n'est pas disponible. J'ignore donc quelles objections ont été soulevées et si des modifications du projet ont été proposées, qu'elles aient ou non été prises en compte par le DOE. Lorsque l'acte d'expropriation entre en vigueur, après enquête publique, les propriétés sont transférées au DOE, qui collecte les loyers et se charge de la maintenance pour tout le parc quel que soit leur statut antérieur. Tous les occupants légaux des logements, indifféremment de leur statut d'occupation, sont prioritaires sur la liste d'attente du NIHE et ont le choix du lieu de leur relogement, comme tous les postulants au logement social.

[1] NIHE, *Alliance North Belfast : a case for action,* Belfast, 1991.

[2] *Alliance comprehensive Development information, s.d.* [1994].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Les propriétaires sont indemnisés. Malheureusement, j'ignore où les habitants ont souhaité être relogés.

En 1995, le NIHE entreprend les travaux de rénovation du logement social sur la majeure partie du site d'Alliance. Le NIHE conserve son rôle de décision et de supervision mais la responsabilité opérationnelle est transférée à une *Housing Association.* De plus, le NIHE cède des terrains à des promoteurs immobiliers privés. En outre, une partie du parc est démolie pour des espaces publics, commerciaux et associatifs. Les terrains près de la *peaceline* sont affectés à de l'industrie légère. Les premières tranches de logements réhabilités sont occupées en 1997. D'après Sylvia Doran, la 3e phase de réhabilitation à démarré en février 2000. Les 30 pavillons rénovés derrière la *peaceline* seront occupés par les familles de Wheatfield et peut-être de Glenbryn, deux lotissements protestants proches, dont la réhabilitation est programmée ultérieurement. Sur le papier, la demande sera suffisante pour remplir l'opération[1]. La problématique de la réhabilitation se situe à l'échelle du quartier. En 1998, le NIHE lance une action de marketing pour le lotissement d'Alliance rénové. Un dépliant en papier glacé, intitulé *Bienvenue à Alliance, un nouveau départ*[2], en vante les mérites. La publicité est axée sur la qualité de l'habitat, de l'environnement et des relations sociales. La brochure mentionne aussi les différents services publics et privés présents dans le quartier, notamment le Centre familial *Whishing well.* Le centre est situé juste à la limite extérieure de la zone de rénovation dans Alliance Crescent. Il propose des services associatifs de proximité : une crèche parentale, un club pour adolescent, un club du 3e âge et un jardin éducatif. Le caractère protestant du quartier n'est pas mentionné, mais la préoccupation de stabiliser la population protestante est implicite.

La rénovation d'Alliance n'est que le premier volet de la réhabilitation de la zone entière. Un *Housing market profile* examine la situation de Glenbryn en 1997, trois ans après l'évaluation (URA) qui préconisait une action minimum. Glenbryn fait l'expérience des effets négatifs de la proximité de la *peaceline* notamment en terme d'inoccupation des logements. Ce lotissement de 192 logements sociaux datant des années 1940, est constitué de pavillons mitoyens de trois pièces, sur deux étages. Glenbryn enregistre une baisse de demande de logements sociaux depuis la rénovation d'Alliance en 1995. Le marché immobilier privé est déprimé, les valeurs immobilières sont faibles et les seules transactions sont réalisées par des promoteurs qui cherchent à acheter pour louer. Le marché locatif est aussi déprimé. La rotation est élevée, la moyenne des baux dure un an. La majorité des locataires

[1] Entretien avec Sylvia Doran, NIHE, District 6, *District manager*, 21 février 2000.

[2] *Welcome to Alliance. A new beginning,* avril 1998.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

du secteur privé perçoivent des allocations de logement[1]. Mais le NIHE escompte que la régénération d'Alliance et le processus de paix redonneront confiance aux promoteurs. Il cherche à encourager les investisseurs privés et propose de poursuivre la réhabilitation de Glenbryn avec un *Group Repair Scheme,* accordant des subventions aux propriétaires.

La proposition de la police d'étendre la *peaceline* et ses conséquences sur le parc de logement sont examinées par le *Housing market profile*[2] en 1997. L'option considérée est de démolir les habitations en haut de Glenbryn Park. Celles-ci font face à Ardoyne Road, limite du quartier catholique d'Ardoyne. La *peaceline* serait étendue en longeant Ardoyne Road à partir de Glenbryn Park jusqu'à Glenbryn Drive. Derrière cette nouvelle extension, parallèle à Ardoyne Road, une nouvelle route serait construite, reliant Glenbryn Park à Glenbryn Drive. Par conséquent, Glenbryn Park n'aurait plus d'accès à Ardoyne Road. Cela l'isolerait du quartier catholique, mais aussi de Wheatfield, lotissement protestant situé à proximité. Le HMP conclut que cet enclavement pourrait avoir un effet négatif sur la demande. De plus, la territorialité du quartier est complexe. Alliance Avenue est catholique, mais ses premières habitations près d'Ardoyne Road sont protestantes. L'extension de la *peaceline* supposerait que ces maisons se retrouvent du « mauvais côté » et signifierait *de facto* un redécoupage territorial (Figure 123). Mais ce ne sont pas ces raisons qui l'ont emporté en défaveur de la *peaceline*. En 1998, les habitants catholiques et leurs élus, fortement opposés, ont réussi à réduire les tensions dans le quartier et le NIO a renoncé à son projet. La *peaceline* sera tout de même étendue fin 2001 et Ardoyne Road sera fermée en 2003, en conséquence de la dispute territoriale et des violents affrontements qui se déroulaient depuis 2001 autour de l'école d'*Holy Cross*[3]. Les effets négatifs sur le marché du logement ont sans doute remis en cause l'opportunité des investissements du NIHE.

[1] NIHE, *Glenbryn Area Housing market profile*, 1997, point 4.05.

[2] *Ibid.*, point 5.04.

[3] Voir supra, section 3-42.1.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

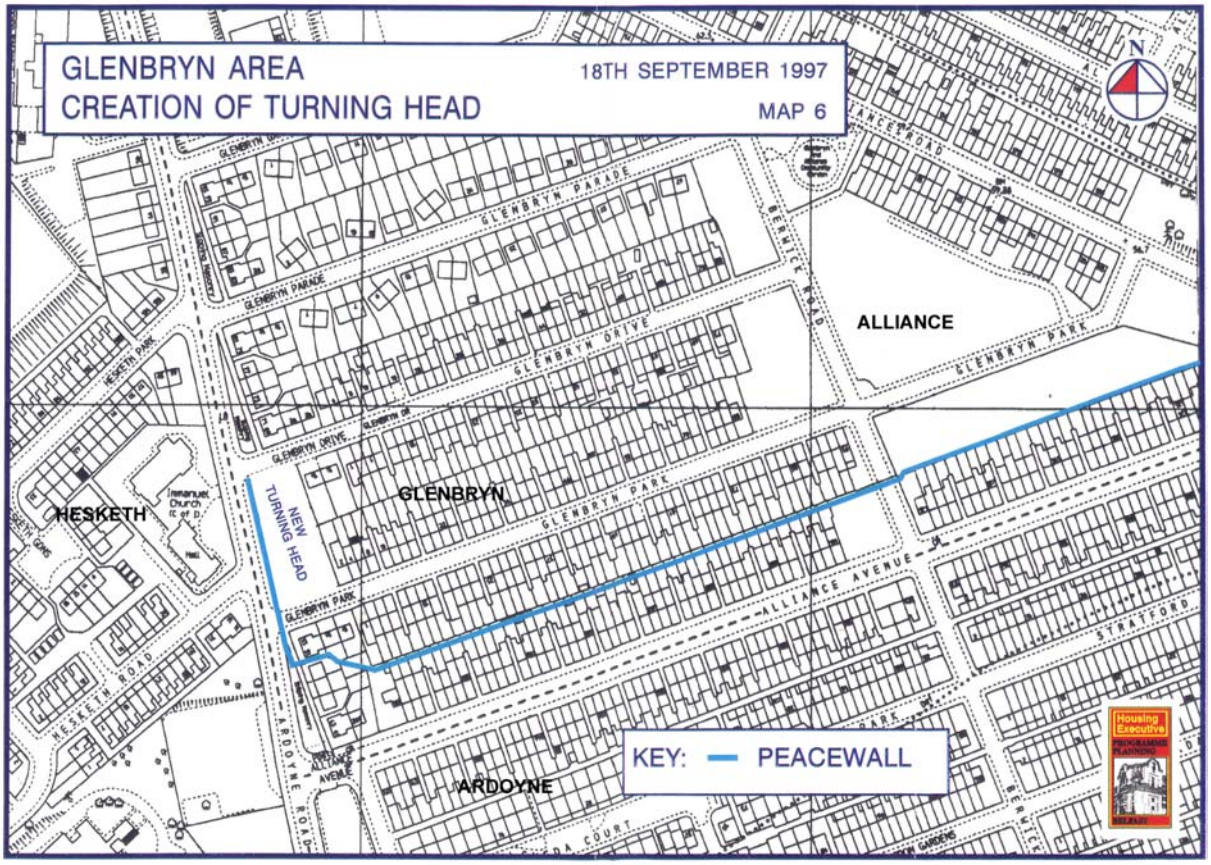


Figure 123 : Proposition d'extension de la *peaceline* (Source : *Glenbryn Area Housing market profile*, 1997)

Ici encore, toute la stratégie du NIHE envers la *peaceline* est orientée vers le coût-bénéfice. La rentabilité foncière et immobilière doit être assurée par la stabilité des quartiers. L'intérêt pour le NIHE est de stabiliser ses locataires dans le parc social. Dans ce but, la *peaceline* est maintenue et paysagée. La zone tampon plantée d'arbres sert à protéger les logements. Ils sont alors réhabilités à l'aide d'un CRA à Alliance et de subventions de rénovation pour les propriétaires privés à Glenbryn. La *peaceline* demeure comme structure de sécurité évidente : elle n'est pas incluse dans les opérations de rénovation. Mais les *peacelines* sont perçues par le NIHE comme une contrainte qui influe sur le périmètre des opérations, la forme des plans et les options de réhabilitation considérées.

La dernière *peaceline* étudiée dans cette section sur les murs paysagers n'a été que partiellement transformée. Elle ferme l'accès de Springhill Avenue à Springfield Road et entoure le lotissement catholique de Springhill qui appartient au NIHE (Figure 124). D'après le NIO, elle date de 1989[1]. Il

[1] Belfast Interface Project, *List of NIO-built peace lines*, s.d.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

est très vraisemblable que la date retenue par le NIO soit la date de formalisation d'une structure plus ancienne dans le cadre d'un EIS. Celui-ci précède la réhabilitation du parc social du début des années 1990. Les tôles ondulées surmontées de barbelés bloquant l'accès à Springfield Avenue sont remplacées par un mur de briques et une palissade d'acier formant un glacis. Mais le reste de la structure conserve une apparence très sécuritaire avec des hauts murs surmontés de grilles et de tôles en acier. Le long de Springfield Road, la *peaceline* est constituée d'une palissade en acier de 3,5 m de haut qui protège une zone tampon de 20 m de large sur 50 m de long. Devant la palissade, une rangée d'arbres pousse sur une étroite plate-bande (Figure 125). De l'autre côté, à l'intérieur du lotissement de Springhill, un mur en brique est visible. Le mur est couvert d'une fresque républicaine dénonçant la police (Figure 126). Perpendiculairement à cette structure, un autre mur de briques de 3,5 m de haut surmonté d'une palissade en tôle de 4 m longe Springhill Avenue, avant de refaire un angle droit à l'arrière des pavillons. Enfin, la structure se connecte au mur de 7 m de haut qui entoure les installations industrielles adjacentes.

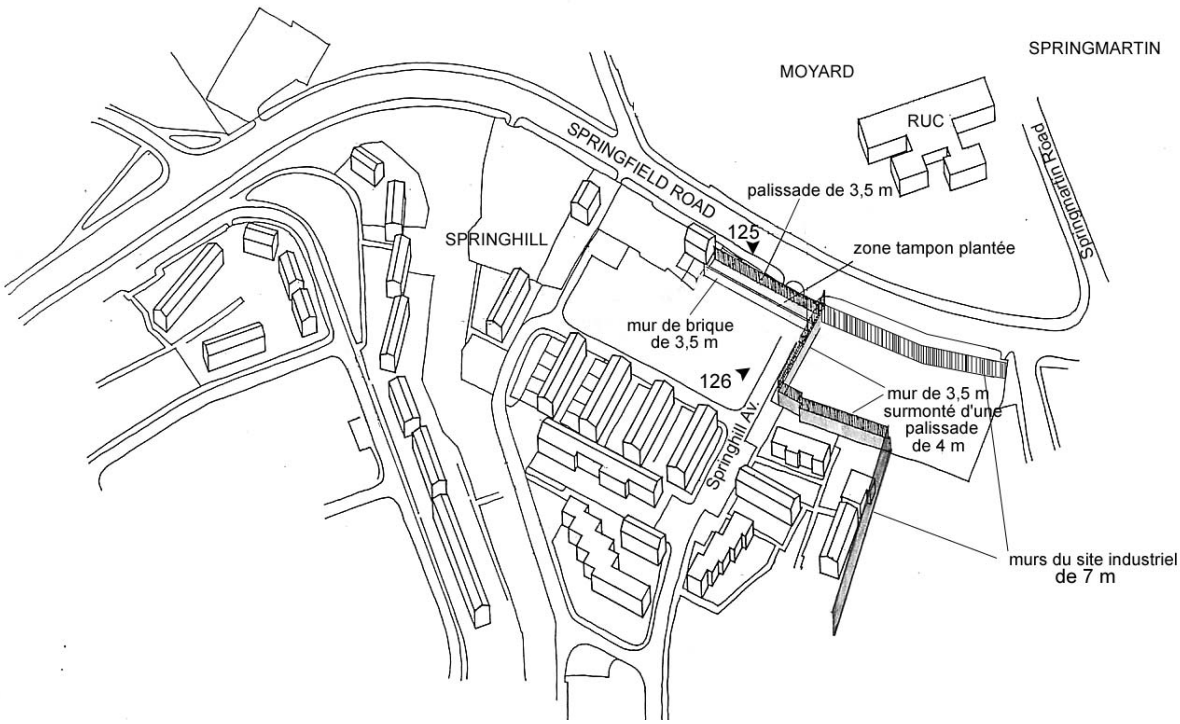


Figure 124 : *Peaceline*, Springhill (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 56 et les observations effectuées en mars 2000)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 125 : Mur de sécurité, vu de Springfield Road (3 mars 2000)



Figure 126 : Mur de sécurité, vu de Springhill Avenue (3 mars 2000)

A la fin des années 1980, les murs paysagers ne sont pas inclus dans les plans d'aménagement des quartiers contrairement aux opérations plus anciennes du Short Strand et de Crumlin Road. En effet, le NIHE a renoncé en partie à la démolition-reconstruction et les quartiers ici concernés sont moins denses, la pression immobilière est moins forte. Toutefois, la construction des murs paysagers précède ou accompagne la réhabilitation du parc de logements. Donc, elle s'intègre dans une stratégie de préservation des investissements. Les murs sont situés sur les limites des propriétés

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

du NIHE et leur apparence tend à se banaliser par l'utilisation de la brique. Par conséquent, si l'intégration au paysage est moins radicale que pour le Short Strand ou Crumlin Road, la fonction sécuritaire des murs est rendue moins visible.

5-22.2. Les compositions paysagères

Dans les années 1990, l'intervention sur les *peacelines* est plus sophistiquée. Les *Environmental Improvement Schemes* (EIS) transforment désormais les dispositifs de sécurité en jardins paysagers ou en éléments de décor. Trois réalisations récentes illustrent ce point : Torrens, Mountcollyer, Duncairn Gardens.

Torrens est un lotissement protestant dans Belfast-Nord. Il est situé entre les quartiers catholiques de Cliftonville et d'Ardoyne (Figure 112). Il se trouve dans le district n°6 du NIHE dirigé par Sylvia Doran en 1999. Pour elle[1], les frontières entre les quartiers sont très instables, ce qui explique la construction de *peacelines*. Celle de Manor Street a été construite en 1986 pour séparer la partie protestante d'Oldpark de Cliftonville. A proximité, la *peaceline* d'Alliance Avenue isole Glenbryn et Alliance du quartier catholique d'Ardoyne. Ainsi, les quartiers protestants dans cette partie de Belfast-Nord apparaissent comme des enclaves protégées - ou enfermées - par des *peacelines*. Celle de Torrens isole réellement le lotissement protestant des quartiers catholiques environnants et pour Sylvia Doran, elle constitue une véritable frontière. D'après la liste fournie à *Belfast Interface Project* par le NIO, elle date de 1985[2], mais les travaux ont été successifs. Un schéma réalisé par *Environmental Design Consultants* en 1991[3] et complété par les observations de mars 2000 et juin 2001 montre son emplacement (Figure 127). La *peaceline* se compose de trois sections distinctes mais continues. La première, la plus ancienne datant du début des années 1980, est un mur de briques qui sépare Elimgrove Street (protestante) d'Oldpark Avenue (catholique), à l'arrière des habitations (Figure 128). Il mesure 3 m de haut et environ 150 m de long. Des piliers de briques, de section carrée, sont insérés tous les 3 m. Le mur est construit en paliers pour s'adapter à la pente du terrain. L'*Irish News* estime que ce premier mur a coûté environ 90 000 livres[4]. Du côté protestant s'étend une large zone gazonnée (Figure 129). Auparavant, elle contenait sans doute des habitations. La *peaceline* est ensuite constituée d'une palissade en métal vert bouteille, perpendiculaire au premier mur, longeant l'étendue gazonnée puis formant un décrochement pour s'étendre jusqu'à Torrens

[1] Entretien avec Sylvia Doran, NIHE, District 6, *District manager*, 21 février 2000.

[2] Belfast Interface Project, *List of NIO-built peace lines*, s.d.

[3] Environmental Design Consultants, *op. cit.*, p. 36.

[4] It's another brick in the wall of hate, *art. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Avenue. Une troisième section de la *peaceline* longe Torrens Avenue. D'après *Environmental Design Consultants*, en 1991 cette dernière section est composée de tôle ondulée non peinte de 4 m de haut. Sylvia Doran affirme qu'elle a fait l'objet de travaux d'amélioration lors d'un EIS qui a coûté un demi-million de livres, aux alentours de 1996. D'après les observations du 2 juin 2001, il s'agit d'un mur en briques rouges et jaunes, agrémenté de piliers carrés et d'une frise en béton sur le haut, situé sur le trottoir de Torrens Avenue. Il mesure environ 3 m de haut et s'étend sur une cinquantaine de mètres, entre deux blocs de maisons mitoyennes. Il suit l'alignement des façades, bien que son tracé comprenne quelques décrochements à des fins esthétiques. Une grille peinte en noir, de 70 cm de haut environ, laisse un espace libre d'1 m entre le mur et le trottoir (Figure 130). Enfin, le mur s'étend sur quelques dizaines de mètres supplémentaires pour fermer l'allée arrière d'Oldpark Road. Ce mur ressemble à une limite de propriété et non à un dispositif de séparation, en raison de son apparence banale. Du côté protestant, l'ancien tracé de la rue qui débouchait dans Torrens Avenue est encore visible (Figure 131). La palissade vert bouteille, perpendiculaire à cette section du mur, est aussi visible. Contre le mur et la palissade, des plates-bandes plantées d'arbustes sont protégées par des grilles vert foncé de 70 cm de haut. Selon Sylvia Doran, les plantations ont été effectuées en 1998. D'après les observations, la palissade vert bouteille est dédoublée le long de l'allée à l'arrière d'Oldpark Avenue, par un mur de brique de 2 m de haut surmonté d'une palissade en acier de 3 m de haut peinte en jaune vif (Figure 132). Cette structure relie le mur de brique d'Elimgrove Street et le mur de briques de Torrens Avenue. La palissade borde un terrain vague qu'elle dissimule, mais que l'on peut apercevoir cependant aux endroits où la jonction entre la brique et l'acier laisse un interstice de quelques centimètres. Elle n'est pas mentionnée dans le document d'*Environmental Design Consultants* (EDC) et fait donc partie des travaux d'amélioration réalisés en 1996. Le document réalisé par EDC précise cependant que la friche correspond à l'emplacement d'une ancienne école primaire appelée Finston. D'après l'*Irish News*, l'établissement scolaire, fréquenté par les protestants, a été fermé en 1983[1].

Ainsi l'EIS de 1996 transforme une palissade de tôle en un mur à l'apparence banale qui se confond totalement avec le paysage ordinaire de la ville. Il appartient à la dernière génération de murs plus sophistiqués. Il complète l'enceinte de Torrens, continue de Cliftonville Road jusqu'à Oldpark Road (Figure 127). Le mur de Torrens étant banalisé, d'autres éléments marquent la différence territoriale. Dans Torrens Avenue, l'affiche électorale accrochée au lampadaire, en faveur du candidat du *Sinn Fein*, Gerry Kelly, signale que nous sommes du côté catholique. Du côté du lotissement de Torrens, des débris jonchent le sol, morceaux de bois, mobilier cassé, vieux matelas

[1] *Ibid.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

(Figure 131). Ils ont été apportés pour alimenter les feux de joie du 12 juillet. L'interface est ainsi replacée dans sa fonction de frontière et de défi face à l'autre communauté. Les feux seront ainsi visibles d'Ardoyne, dans Torrens Avenue. Un espace plus grand serait disponible pour les feux de joie dans l'espace central gazonné du lotissement, mais il n'est visible que des allées à l'arrière d'Oldpark Avenue.

Le dispositif est surveillé et maintenu par les habitants. Le 2 juin 2001, j'ai rencontré un habitant muni d'un marteau et d'une clé qui revissait les boulons de la palissade jaune vif. Il a dit faire cela pour empêcher que les gamins ne « fassent un trou » et ne causent des problèmes en s'infiltrant pour jeter des pierres. Il désigna aussi le coupable, un « type qui habitait là », indiquant une maison voisine. Ainsi le mur est intégré dans des relations de voisinage, de surveillance mutuelle et d'entretien de l'environnement bâti.

La *peaceline* est une réelle contrainte pour les attributions de logement et les décisions de réhabilitation. Malgré l'EIS de 1996, le quartier n'est pas attractif. La *peaceline* enjolivée n'arrête pas la fuite des protestants. Sylvia Doran évoque la réhabilitation courante de Torrens en 1999. Une première phase de 18 logements est réhabilitée, mais seuls 8 habitants doivent être relogés sur place. L'opportunité de réaliser 30 logements supplémentaires dans une deuxième phase de réhabilitation est discutable, car il n'y a pas suffisamment de familles protestantes sur la liste d'attente pour les occuper. Dans cette éventualité, des familles catholiques souhaitent s'y installer, mais cela « causerait des problèmes ». Sylvia Doran souligne l'élément de risque que comporte l'éventuelle installation de familles catholiques, insistant que le sujet sera débattu avec les représentants des communautés.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

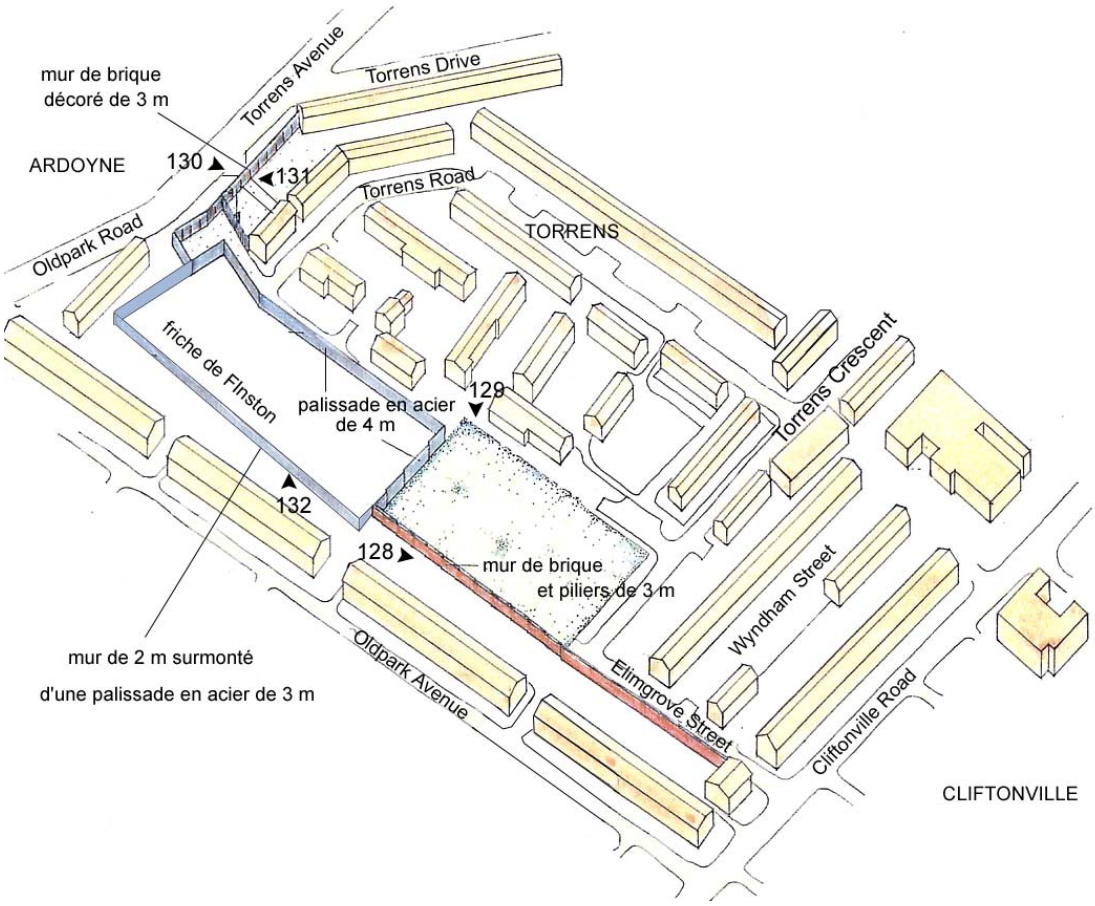


Figure 127 : *Peaceline*, Torrens (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 36 et les observations effectuées en 2001)



tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 128 : *Peaceline*, premier mur de brique, vu de l'arrière d'Oldpark Avenue (13 mars 2000)



Figure 129 : *Peaceline*, premier mur de brique, vu d'Elimgrove Street (13 mars 2000)



tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 130 : *Peaceline*, second mur de brique, vu de Torrens Avenue (2 juin 2001)



Figure 131 : *Peaceline*, second mur de brique, vu de Torrens Road (2 juin 2001)



Figure 132 : *Peaceline*, mur de brique surmonté d'une palissade en acier, vu de l'arrière d'Oldpark Avenue (13 mars 2000)

La *peaceline* de Mountcollyer est une *peaceline* récente, érigée en 1996[1]. Sa construction est due à l'instabilité du quartier, notamment au repli de Mountcollyer devant l'expansion catholique. Mountcollyer se situe dans le prolongement immédiat de Duncairn Gardens et fait partie du même ensemble protestant. Le parc industriel Northgate est situé au sud de ce quartier. Le territoire protestant tend à devenir de plus en plus confiné et cloisonné. Quelques années auparavant, en

[1] Voir supra, section 3-32.4.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

1994, Alexandra Park, jardin public qui borde Mountcollyer, a été coupé en deux par une palissade de métal[1]. Mountcollyer est situé dans le district n°4 du NIHE, dirigé par Sean Mc Kenna lors de l'enquête de terrain en juin 1999[2]. Il explique que le NIHE a réalisé des travaux pour remplacer la *peaceline* par une structure plus « plaisante ». Il souligne qu'à l'origine, la décision de construire la barrière provient d'un accord entre les deux sections de la communauté et le NIO. Le NIHE a été seulement consulté et n'a entrepris les travaux de construction qu'à la demande du NIO. Mais la transformation de la barrière résulte de l'initiative du NIHE. Sean Mc Kenna justifie cette décision par le souci de préserver le parc de logement social de la dynamique négative induite par la vacance des logements et le vandalisme. Mountcollyer est un quartier en déclin, il n'y a pas de demande de logements et la difficulté pour le NIHE de relouer des logements inoccupés est très grande. Mc Kenna explique que le NIHE était inquiet que la barrière, mise en place hâtivement, entraînerait un taux de vacance encore plus élevé : « Nous n'étions pas particulièrement heureux de la dégradation du parc. Les maisons vides ont un effet négatif sur le quartier. Tout cela avait l'air affreux. Ce que nous voulions faire en tant qu'organisme de logement était de démonter ce 'rude métal', cette sorte de barrière, et de les remplacer avec quelque chose de mieux pour l'environnement, plus plaisant pour l'œil ». Mc Kenna décrit le processus de décision. Le NIHE a présenté son intention au NIO, en précisant qu'il souhaitait maintenir la séparation. Il a également discuté avec la communauté locale, en l'assurant qu'il voulait maintenir la barrière qu'elle souhaitait, mais de manière à ce que cela ne défigure pas le quartier. Dans le discours de Sean Mc Kenna, il s'agissait de préserver la sécurité mais en « effaçant l'apparence de la guerre », selon ses termes.

Les relevés photographiques datent de mars et août 1999. En mars 1999, une palissade de tôle ondulée, accolée à des maisons en ruine, fermait l'accès de Mountcollyer Street à Parkside Gardens (Figure 133 et Figure 134). En août, elle a été remplacée par une structure plus esthétique, un mur entouré de chaque coté par un jardin paysager, inaccessible (Figure 135). Le mur de 3 m de haut, en brique rouge, est décoré d'une frise de brique jaune et surmonté d'un rebord en béton. Des piliers carrés en briques, surmontées d'un chapiteau triangulaire en béton, sont disposés à intervalles réguliers. Le mur s'étend sur une cinquantaine de mètres. Il est bordé, de chaque côté, d'un gazon protégé par des hautes grilles en acier gris. Les grilles sont fixées à des piliers identiques à ceux du mur, dont la fonction est plus décorative que structurelle. Ce double square paysager est inaccessible, destiné à éviter les projectiles au-delà du mur. La structure se raccorde aux habitations pour fermer complètement les espaces. De plus, entre Mountcollyer Street et Parkside Gardens,

[1] Voir supra, section 3-32.2.

[2] Entretien avec Sean Mc Kenna, NIHE, District 4*, District manager*, 28 juin 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'arrière des habitations en bande est protégé par une grille. Comme pour la plupart des *peacelines* réhabilitées, la ligne de division a été « épaissie » par un jardin entouré de grilles, pour éviter les projectiles. Son apparence est banalisée.

Fait surprenant, le tracé de la rue à présent bloquée est encore visible de part et d'autre de la *peaceline*. Il se pourrait que les réseaux souterrains doivent être maintenus accessibles. La volonté d'économie peut rendre la réfection des trottoirs superflue. Mais il semble que cela reflète la volonté très nette des responsables publics que ces dispositifs soient provisoires. Dans le même ordre d'idées, la maison à l'entrée du parc est bien entretenue et presque coquette, mais la maison mitoyenne à celle-ci est en ruines, il n'en reste que les murs et les portes et fenêtres sont condamnées (Figure 135). Cela est en contradiction avec la vision esthétisante des *peacelines* destinée améliorer l'environnement bâti pour préserver la viabilité du parc social. Des questions de structure du bâtiment peuvent entrer en considération, si le bâtiment attenant ne peut être détruit sans risque pour la solidité de l'autre. Des contraintes financières peuvent également entrer en ligne de compte, si le pavillon appartient à un propriétaire privé ne voulant ou ne pouvant pas assumer les coûts de démolition. Mais si ce pavillon est toujours dans le patrimoine du NIHE, les raisons de sa non démolition demeurent inexpliquées et sont en contradiction avec les travaux d'embellissement de la *peaceline*.



Figure 133 : *Peaceline* de Mountcollyer Street, vue du coté catholique de Parkside Gardens, avant transformation (Source : N. Jarman, *Drawing back from the edge*, mai 1999, p. 51)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 134 : Mountcollyer Street, au carrefour de Parkside Gardens, vue rapprochée, avant démolition et transformation de la *peaceline* (mars 1999)



Figure 135 : Parkside Gardens, après transformation (6 août 1999)

Duncairn Gardens est la voie qui sépare le quartier catholique de New Lodge du quartier protestant de Duncairn, appelé Tiger's Bay. Ces quartiers sont situés dans le *murder mile* de Belfast-Nord où 20 % des morts violentes de la période des Troubles ont eu lieu. Une *peaceline* a été construite dans les années 1970 le long de Duncairn Gardens, constituée de palissades en acier protégeant les maisons et bloquant les rues entre les deux quartiers. Dans les années 1990, le but est d'habiller la séparation pour lui donner une apparence urbaine et unifiée. Une partie de la *peaceline*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

située du côté protestant a été remplacée par les limites de propriété d'un parc industriel[1]. Le projet initié par le *Northern Ireland Office* (NIO) en 1998 est de rendre les autres portails de sécurité situés dans Duncairn Gardens plus « respectueux de l'environnement » (*environmentally friendly)*[2], selon Leo Morgan, salarié de l'association de quartier de New Lodge, le *New Lodge Community Forum*. Mais les travaux d'amélioration sont une source de dispute entre le NIO et la communauté catholique de New Lodge. Leo Morgan explique que le conseiller municipal et le député à l'Assemblée d'Irlande du Nord de la circonscription, avec les travailleurs sociaux du quartier, ont rencontré les représentants du DOE et du NIO pour des travaux d'améliorations environnementales dans le cadre d'un EIS. Le projet présenté par le NIO en septembre 1998 prévoit la remise en état sommaire des 3 portails de sécurité situés du côté catholique de Duncairn Gardens ainsi que de celui situé du côté protestant[3]. Les propositions du NIO consistent à remplacer les arbres morts et à repeindre les grilles en noir. Pour les portails situés à l'intersection de Duncairn Gardens avec Lepper Street et Glenrosa Street, situés en face de Northgate, le NIO souhaite ajouter des piliers en briques par souci de les harmoniser avec la clôture du parc industriel. D'après Leo Morgan, ces premières propositions du NIO ne satisfont pas les représentants du quartier et un accord est passé pour faire appel à *Community Technical Aid* (CTA) pour dessiner le projet. Il s'agit ici de la preuve de la force des associations de quartier et de leur capacité à s'opposer aux grandes agences publiques. CTA est un organisme parapublic qui fournit un service d'assistance à la maîtrise d'ouvrage architecturale et urbaine pour les associations de quartier. Cette structure est financée par des subventions du DOE. Le centre d'animation sociale *Star Community Centre*, situé dans Hillman Street, assure le lien entre CTA et le NIO. En effet, le centre a un intérêt double. D'une part, *Star* représente la communauté locale qui souhaite une modification des plans du NIO. D'autre part, d'après Paul Mc Stay, architecte à CTA en charge du projet, la parcelle contiguë au centre socioculturel lui a été donnée par le DOE, après l'obtention de l'autorisation d'y construire une aire de jeux. La parcelle est située à l'angle de Glenrosa Street et Duncairn Gardens, dont l'accès est clos par un portail de sécurité. L'idée originelle des responsables de *Star* est un accès unique à l'aire de jeux par le centre d'animation sociale. CTA propose deux éléments nouveaux (Figure 136). En premier lieu, il s'agit d'ajouter une entrée au terrain de jeux à partir de Duncairn Gardens, afin de pouvoir se réapproprier le territoire. Paul Mc Stay souligne que cela représente une sorte de « modification territoriale ». Cela doit remédier au fait que les catholiques se sentent « enfermés ».

[1] Voir infra, section 5-32.1. Le parc industriel de Northgate.

[2] Entretien avec Leo Morgan, *Ashton Centre*, *New Lodge Community Forum*, *Community Officer*, 4 mai 1999.

[3] NIO, *proposals for upgrading security gates on Duncairn Gardens,* [document interne à destination de CTA], septembre 1998, s.p. Il s'agit des carrefours de Duncairn Gardens avec Lepper Street, Glenrosa Street du côté catholique et des carrefours avec Halliday's Road des deux côtés, catholique et protestant.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

L'aire de jeux devient théoriquement accessible à la fois à partir de Duncairn Gardens et de New Lodge. Cette entrée supplémentaire est sécurisée cependant. Elle ne donne pas dans Duncairn Gardens, mais dans Glenrosa Street, transformée en une allée piétonne close, au bout de laquelle subsiste le portail de sécurité. En second lieu, CTA suggère que le mur de l'aire de jeux soit ajouré avec des grilles, pour donner une apparence plus esthétique et lutter contre le sentiment d'enfermement. Pour les 3 autres portails de sécurité de Duncairn Gardens, CTA propose un motif décoratif en briques et en métal ouvragé, dont Paul Mc Stay a dessiné les esquisses. Les aménagements doivent améliorer l'image du quartier sans mettre en danger la sécurité des personnes. Pour Paul Mc Stay, cela est « très violent », car « un mur reste un mur », mais il est possible « d'investir un mur de façon artistique »[1].

Le NIO suit les recommandations de CTA mais refuse de lui confier la réalisation des travaux, ce que l'architecte de CTA déplore et analyse comme une volonté de contrôle du NIO. Leo Morgan relate que 9 mois de négociations sont nécessaires pour que les plans soient agréés par les différentes parties ; le début des travaux est prévu pour septembre 1999. Mais d'après mes observations, ceux-ci sont reportés en février 2000 (Figure 137). Un article du *North Belfast News*[2] rapporte que le coût des travaux s'élève à 350 000 livres, dont 50 000 pour l'aire de jeux. J'ai observé le résultat en juin 2001 (Figure 138). Des considérations de sécurité ont certainement joué car le mur du centre d'animation sociale est moins ajouré que ne le laissait supposer le projet (Figure 139).

Pour cet exemple, les préoccupations esthétiques sont plus poussées que pour les autres. La présence du parc industriel explique la volonté d'homogénéiser l'apparence des grilles et portails de sécurité. Ceux-ci sont considérés comme éléments de mobilier urbain, même si leur fonction sécuritaire n'est pas oubliée. Le souci esthétique est porté par CTA, ayant une fonction de représentation de la communauté, qui s'oppose au NIO présentant un projet plus économique. Le NIHE n'intervient pas, car les dispositifs sont dans l'espace public et le parc social n'est pas directement en cause.

[1] Entretien avec Paul Mc Stay, CTA, Architecte, 17 juin 1999.

[2] £350 000 facelift for New Lodge/Gardens, *North Belfast News,* 4 mars 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

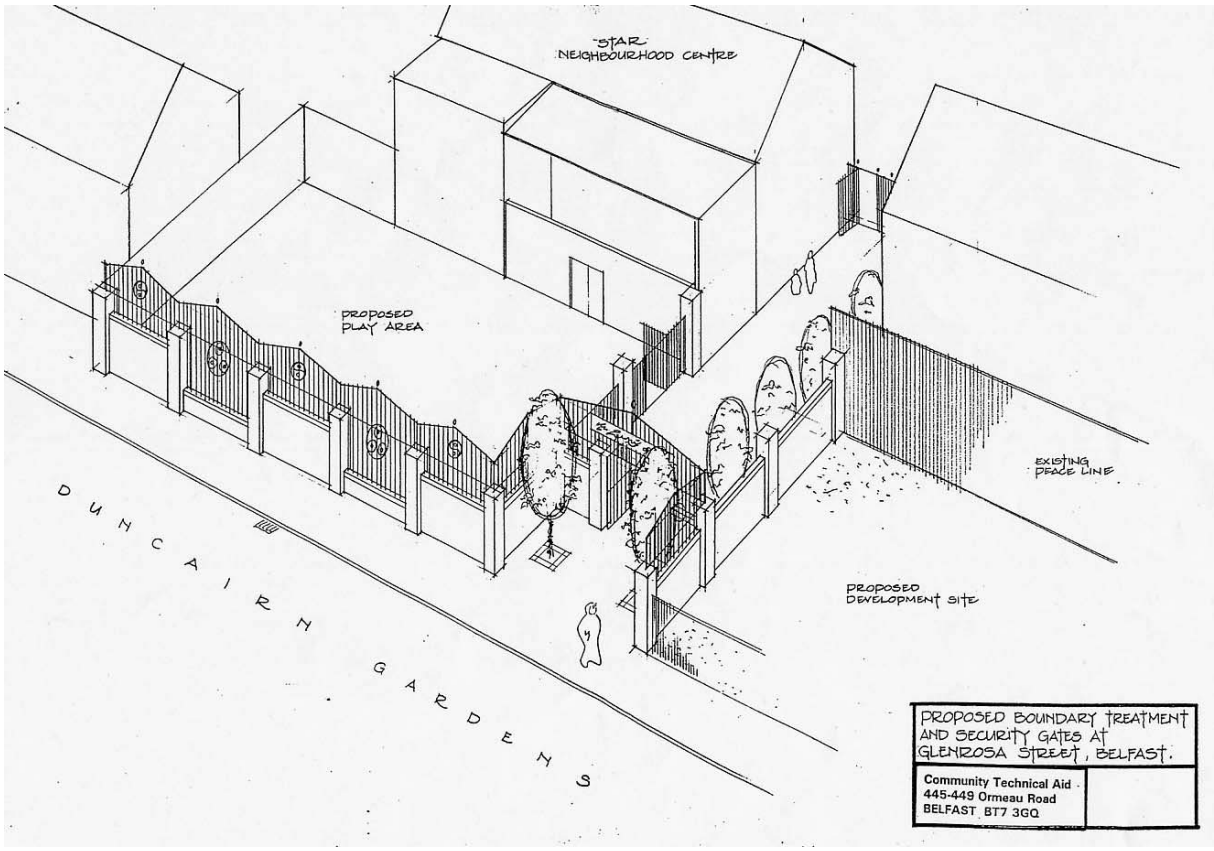


Figure 136 : Proposition d'aménagement de l'aire de jeux du *Star Community Centre* (Source : *Community Technical Aid*, s.d.)



tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 137 : Palissade de sécurité entre Halliday's Road et Duncairn Gardens, vu de Halliday's Road, avant réhabilitation (16 février 2000)



Figure 138 : Portail de sécurité entre Halliday's Road et Duncairn Gardens, vu de Duncairn Gardens, après réhabilitation (2 juin 2001)



tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 139 : *Star Community Centre*, Duncairn Gardens (2 juin 2001)

Les améliorations environnementales sont décidées au cas par cas en fonction des opportunités de réhabilitation des quartiers mais aussi de la possibilité matérielle de transformation. Les structures formalisées anciennement ne sont parfois pas modifiables. Le cas le plus flagrant est celui de Cupar Way. La structure de la *peaceline*, très imposante, est difficilement remplaçable par des aménagements paysagers (Figure 75 et Figure 140). Mais après les cessez-le-feu de 1994, le NIHE entame une politique de réhabilitation active du quartier catholique de Clonard et du lotissement de Lawnbrook, situés de part et d'autre de la *peaceline*. Clonard est situé entre Cupar Way et Springfield Road. C'est un quartier dense, les habitations sont très proches de la *peaceline* et les terrains non occupés sont rares (Figure 36). La problématique du quartier est l'amélioration des logements. D'après Denis Cahilll et Malachy Mc Kinney[1], dirigeant le district 3 du NIHE, le processus de consultation a commencé en 1994. Sur les 588 ménages concernés, la plupart quittent le quartier à l'aide des indemnités de relogement et il reste 102 personnes à reloger sur place. Le NIHE prévoit de construire 150 logements en 4 phases, les terrains restants étant donnés à des promoteurs privés. Au printemps 1999, deux phases sont achevées, la suivante à la fin de l'an 2000 et la dernière en 2003.

La stratégie pour Clonard publiée par le NIHE en 1995[2] explique la problématique du logement au regard de la *peaceline*. Ce qui est surprenant, c'est la décision de maintenir les pavillons de Bombay Street qui jouxtent la *peaceline*. Ils appartiennent à des propriétaires privés et sont donc exclus du périmètre de réhabilitation du NIHE. Toutefois, une intervention minimale financée par des subventions de rénovation des extérieurs est proposée par le plan. La *peaceline* protège ces habitations, dont les cours arrières sont entièrement entourées de grilles destinées à éviter les projectiles. Les dispositifs de protection sont procurés par le NIHE et financés par le NIO. Pour l'instant, les pavillons de Bombay Street sont considérés comme une contrainte par le NIHE. La stratégie pour Clonard suggère de reconsidérer leur démolition à la fin du processus de réhabilitation du quartier, pour réaliser une zone tampon sur les espaces ainsi libérés. Malachy Mc

[1] Entretien avec Denis Cahill, *District manager* et Malachy Mc Kinney, *Assistant district manager*, NIHE, District 3, 19 avril 1999.

[2] *Clonard development. Strategy and Brief ; First draft,* janvier 1995.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Kinney affirme qu'il souhaiterait démolir le mur et planter des arbres. Mais il ajoute que c'est un sujet très délicat et que cela prendra au moins 10 ans[1].

Du côté protestant, Cupar Way et des parcelles désaffectées occupent l'espace entre la *peaceline* et le lotissement protestant de Lawnbrook (Figure 141). En effet, l'habitat n'a pas été reconstruit après les Troubles car les habitants protestants se sont relogés en banlieue et la demande de logement pour ce quartier était faible. Pour le NIHE, la question est le réemploi des terrains abandonnés. Gordon Reilly, responsable du district 5, explique le projet pour le côté protestant de Cupar Way. D'après lui, Cupar Way est une bonne voie de desserte du centre ville, mais elle est inutilisée à cause de son emplacement. Les terrains en friches sont utilisés par les jeunes pour lancer des émeutes. Il a été décidé de reconstruire du logement social, en espérant que les investissements du NIHE soient un catalyseur pour les promoteurs privés (Figure 142). Le but est de recréer un cadre de vie. Reilly insiste aussi sur la nécessité de ne pas renforcer les barrières. « Avant la construction du mur, un centre médical côté catholique était fréquenté par les deux communautés. Nous voulons créer, dans le futur, un environnement qui permette un accès pour tous aux deux côtés de Cupar Way[2] ». Mais pour l'instant, le développement des deux quartiers est séparé.

Ainsi, malgré les réhabilitations du parc de logement de part et d'autre de la *peaceline* de Cupar Way, aucune amélioration n'est apportée à la structure, un mur en béton armé de 8 mètres de haut de plusieurs centaine de mètres de long. Il a été construit pour remplacer les palissades de tôle, au tout début des années 1980, lorsque la violence était très présente. Il peut difficilement être transformé en une structure plus esthétique. Le coût de démolition serait très important. De plus, les habitations du côté catholique sont très proches de la *peaceline*, ce qui limite la possibilité de créer des glacis. Mais surtout la peur de provoquer des désordres sur les hauts-lieux des Troubles freine toute velléité de transformation.

[1] Entretien avec Denis Cahill, *District manager* et Malachy Mc Kinney, *Assistant district manager*, NIHE, District 3, 19 avril 1999.

[2] Entretien avec Gordon Reilly, NIHE, District 5, *District manager*, 17 février 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

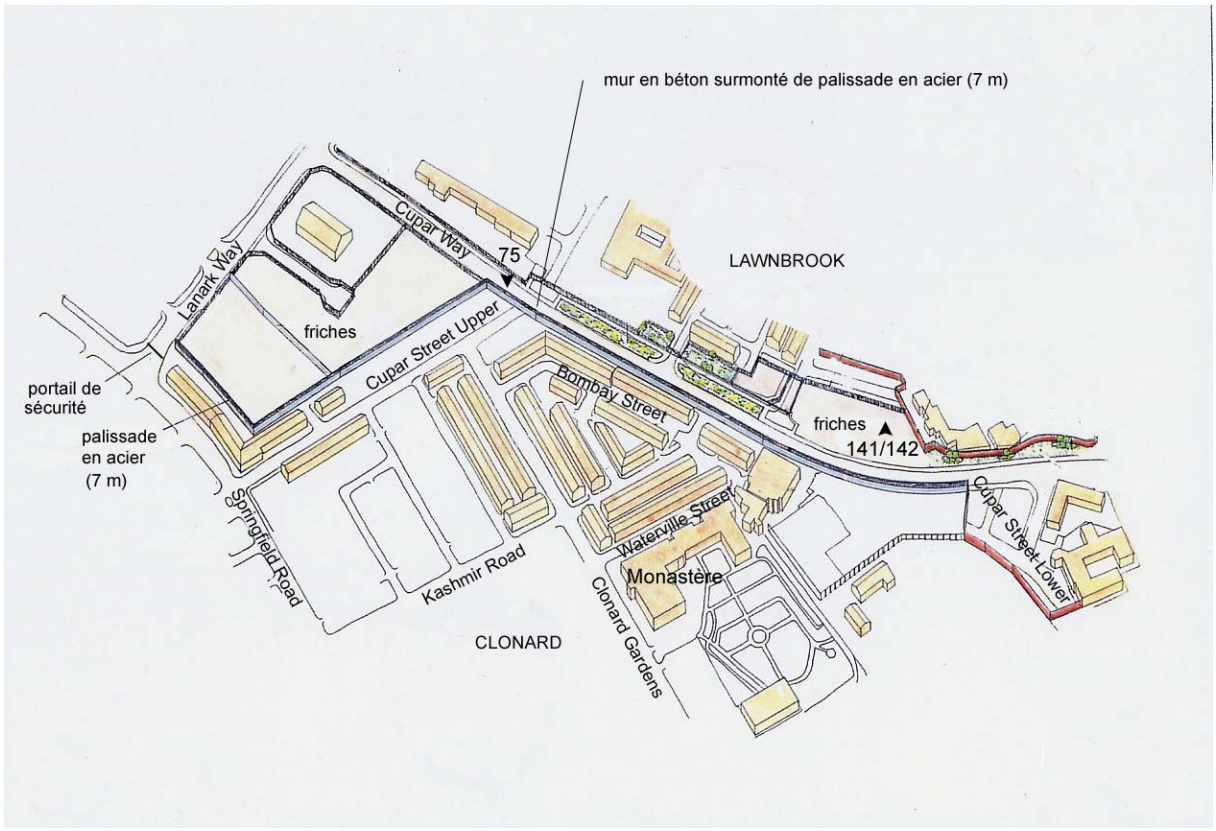


Figure 140 : *Peaceline*, Cupar Way (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 26 et les observations effectuées en 1998, 1999 et 2001)



Figure 141 : Friches du côté protestant de Cupar Way en 1998 (22 mars 1998)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 142 : Nouveaux aménagements du côté protestant de Cupar Way en 2001 (4 juin 2001)

Depuis les années 1980, le NIHE se préoccupe de donner une apparence plus urbaine aux murs de séparation. Les aménagements sont réalisés de manière ad hoc, en fonction des contraintes spécifiques de la situation locale. Si les dispositifs de sécurité ne sont pas systématiquement intégrés dans la composition urbaine d'origine, les nouveaux murs ou les améliorations apportées se confondent toutefois avec des aménagements ordinaires. Les anciennes séparations de tôle ondulée et de barbelés sont remplacés par des structures plus esthétiques, en briques. De plus, les murs sont souvent dissimulés par des plantations d'arbres ou d'arbustes et bordés par des étendues de gazon protégées par des grilles. Ces jardins inaccessibles sont décoratifs. Le *softening*, selon l'expression des fonctionnaires du NIHE et du DOE, tend à adoucir les divisions en transformant leur mode d'expression. Les espaces confessionnels sont ainsi métamorphosés, neutralisés par une composition paysagère qui rend la confrontation physiquement impossible. En cela, la logique de séparation des groupes est renforcée. C'est une situation de statu quo territorial, sinon pacifique, du moins pacifiée. Les murs banalisés protègent chacune des deux communautés. Mais l'espace public ainsi aménagé est vidé de sa substance puisqu'il est inaccessible à tous.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

5-3. La mise à distance des quartiers résidentiels

L'autre moyen de neutraliser les espaces confessionnels est de créer des zones tampons économiquement utiles, affectées à des usages alternatifs à l'habitat. Le but est de renforcer la distance entre les quartiers et ainsi réduire les risques de confrontation. Il s'agit d'infrastructures routières ou d'équipements considérés comme neutres, tels que les installations industrielles. Les équipements créés permettent la valorisation des friches en sécurisant l'espace urbain.

5-31. Les routes comme zones tampons entre les quartiers

Le tracé des routes contribue à séparer les quartiers rivaux. La route devient une zone tampon, car elle crée de la distance et constitue une occupation « neutre » des sols. On peut déceler ces préoccupations dans les plans d'aménagement d'Albertbridge Road dans le Short Strand au début des années 1980. Le réseau routier rénové supprime la quasi-totalité des accès entre le Short Strand catholique et les zones protestantes. L'un des accès restant, où Mountpottinger Road forme un carrefour avec Albertbridge Road, est nécessaire pour assurer la desserte du centre ville. Il s'agit aussi d'une liaison entre une artère principale et une voie secondaire. Le programme de réhabilitation d'Albertbridge Road comprend l'aménagement d'une large route avec un talus paysager sur le trottoir situé du côté protestant. Cet élargissement répond à un impératif d'abord routier, un choix de la politique de circulation. La volonté est d'augmenter le trafic routier dans les grandes artères pour éviter la congestion urbaine et de le diminuer dans les zones résidentielles. Les considérations confessionnelles jouent un rôle secondaire. Mais l'élargissement de la route concerne uniquement le tronçon qui sépare le territoire protestant de Woodstock du Short Strand catholique. L'étude de faisabilité de la RDA 26/27[1] souligne que l'interface entre les deux quartiers est une contrainte pour l'aménagement d'Albertbridge Road. Même s'il s'agit d'un point mineur dans l'étude, il est pris en considération. Le financement du projet en est aussi révélateur. Le financement des infrastructures routières relève en principe de la compétence du DOE. Pourtant un financement supplémentaire a été attribué par le programme *Belfast Areas of Need* (BAN). D'après le *Belfast Telegraph* du 5 juillet 1982, le comité coordinateur des BAN a approuvé en juin 1978 une subvention de 500 000 livres pour l'élargissement d'Albertbridge Road[2]. Pourtant, les BAN n'ont pas de rapport avec les routes. Ce programme a été lancé en 1977 avec un budget de 2 millions de livres pour subventionner le logement, la création d'emploi et services médicaux dans les quartiers défavorisés. L'utilisation des subventions du BAN pour les infrastructures routières a été défendue

[1] NIHE, *RDA 26/27, Feasibility study*, 1982.

[2] *Belfast Telegraph,* 5 juillet 1982.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

par le Ministre de l'Environnement, D. Mitchell, pour la raison qu'elles contribueraient de manière significative au logement et à l'environnement[1]. Il semble néanmoins que la situation d'interface soit déterminante pour l'attribution de ces crédits aux projets routiers. Deux autres plans d'amélioration routière ont bénéficié des subventions du BAN dans des zones de confrontation entre catholiques et protestants : Cupar Street/Northumberland Street, pour la *peaceline* entre le Shankill et les Falls, et Hillview Street, une rue donnant dans Crumlin Road.

L'élargissement d'Albertbridge Road a été associé à un aménagement paysager. Du côté protestant de la route, un *Environmental Improvement Scheme* (EIS) réalisé par le DOE, a permis la construction d'un mur de végétation de 2 m de haut. Les talus plantés sont ostensiblement destinés à créer un mur antibruit, pour absorber les nuisances sonores provoquées par l'augmentation de la circulation. Mais leur fonction secondaire est d'élargir encore plus la barrière constituée par la route. Du côté catholique, des massifs végétaux composé de plantes grasses et d'arbustes à feuilles persistantes ont été plantés dans de grandes jardinières en briques disposées le long du trottoir (Figure 143). Les façades des habitations sont tournées vers la rue mais protégées ainsi par l'écran de verdure.

De plus, le zonage est un moyen d'accentuer la séparation. Du côté catholique[2], l'affectation des terrains est exclusivement résidentielle, à cause de la forte demande de logement émanant du Short Strand. Du côté protestant d'Albertbridge Road, la *Comprehensive Development Area* (CDA 31) prévoyait au départ des usages non résidentiels : commerces, petites industries, équipements de loisir. Richard Williamson reconnaît que cela était conçu dans le but de créer une zone tampon, non résidentielle, entre les deux communautés[3]. Mais les protestants s'y opposèrent en raison du rétrécissement de leurs zones résidentielles. Un compromis a été trouvé : une maison de retraite et une résidence pour personnes âgées ont été ajoutées au CDA 31. Cette solution est un arbitrage entre la crainte de la déprotestantisation de la ville et l'impératif de sécurité. Selon Colm Mc Caughley, Directeur de l'Aménagement du NIHE, *old people don't throw stones*, les personnes âgées ne lancent pas de pierres. A Lanark Way, interface de Belfast-Ouest, une maison de retraite a été installée aussi[4].

[1] Northern Ireland Information service.

[2] I.e. la phase 3 de la RDA 26/27.

[3] Entretien avec Richard Williamson, NIHE, District 2, *District manager*, 6 mars 2000.

[4] Entretien avec Colm Mc Caughley, NIHE, *Director of Development,* 20 août 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Avec cette méthode, la distance physique et psychologique entre les deux communautés est accrue. Richard Williamson considère que ces aménagements constituent une barrière efficace. Mais il souligne que le processus d'aménagement a été très cohérent et a devancé les problèmes. La situation a toutefois exigé des extensions mineures. Le square situé au carrefour de Mountpottinger Road et Albertbridge Road sert de terrain de football pour les jeunes catholiques. Cela donne lieu à des jets de cailloux et à des affrontements récurrents avec les jeunes protestants de Woodstock. Par conséquent, une barrière a été construite autour du square au milieu des années 1990[1]. D'après les observations de juin 2001, il s'agit d'une structure très banalisée. Un muret de brique d'1 m de haut, surmonté d'une grille de 50 cm, s'étend sur 150 m. A l'avant, un second muret forme une jardinière de 70 cm de profondeur. A l'arrière, un rideau d'arbres plantés dans le square complète le dispositif. La nouvelle structure prolonge les murets et massifs construits antérieurement pour dissimuler les habitations d'Albertbridge Road (Figure 144). Cependant, ce mur n'entoure pas tout le square, mais seulement la ligne de séparation catholique/protestant. Du côté catholique de Mountpottinger Road, le square est entouré simplement d'une grille d'1 m de hauteur (Figure 145).

Ces aménagements routiers interviennent surtout dans le Short Strand qui est un quartier déjà cloisonné par des murs de paix au début des années 1980. Les routes, associées à des aménagements paysagers, sont destinées à faire écran et ainsi réduire le potentiel de conflit. John Hendry, professeur à l'université de *Queen's* à Belfast, suggère que l'élargissement des routes est un scénario probable pour l'aménagement futur des zones protestantes dédensifiées jouxtant des quartiers catholiques[2]. Mais ces espaces dissuasifs donnent parfois l'impression malaisée de n'être qu'un expédient pour les pouvoirs publics.

[1] Entretien avec Richard Williamson, NIHE, District 2, *District manager*, 6 mars 2000.

[2] Entretien avec John Hendry, QUB, *School of Environmental Planning*, 13 février 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 143 : Albertbridge Road, aménagement paysager (mars 2000)



Figure 144 : Square, vu d'Albertbridge Road (4 juin 2001)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 145 : Square, vu de Mountpottinger Road (4 juin 2001)

5-32. La revalorisation économique des interfaces

Aménager une zone d'activités sur les interfaces est une autre tactique pour diminuer les opportunités de conflit. En effet, les cadres du DOE et du NIHE affirment que les terrains industriels sont considérés comme neutres par la population. Le conflit confessionnel et la désindustrialisation ont laissé de nombreuses friches dans les quartiers ouvriers de Belfast-Ouest, à proximité des *peacelines*. Dans les années 1990, des projets spécifiques ont vu le jour pour le développement de ces friches urbaines particulières.

5-32.1. Le parc industriel de Northgate

En 1989, un groupe de travail transversal piloté par le BDO est mis en place pour réfléchir à une solution globale pour le quartier de Duncairn Gardens. Il associe le service d'urbanisme de Belfast et la *Belfast Action Team* du quartier New Lodge/Duncairn. Un rapport intérimaire a été réalisé par le DOE en 1990[1]. La proposition majeure est de réaliser un parc industriel, appelé Northgate, créant une zone tampon. A partir de ce rapport, une brochure de papier glacé

[1] DOENI, *Northgate Enterprise Park. A development concept for Inner North Belfast,* [Interim report not published for internal circulation only], 1990.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

expliquant le concept d'aménagement a été plus largement diffusée[1]. Mais, assez succincte, elle ne fait pas mention des divisions évoquées dans le rapport intérimaire. Surtout, la carte représentant les territoires confessionnels pour Duncairn Gardens est omise. Le dépliant de présentation du projet, édité après sa réalisation, et intitulé *Northgate, A new future for Duncairn* n'évoque pas non plus la division mais promeut la revitalisation du quartier et la construction de logements et d'infrastructures économiques.

Le rapport intérimaire du DOE était destiné à une circulation interne uniquement. Ken Sterret, enseignant à l'université de *Queen's* et ancien urbaniste au DOE, me l'a toutefois prêté en me demandant de ne pas le diffuser ni même d'en faire de copies. Ce rapport ne contenait pas d'informations confidentielles. Mais il expliquait en détail la problématique territoriale du quartier. Cela, d'après Ken Sterret, est suffisant pour que le DOE craigne qu'on s'en serve contre lui. Le rapport reconnaît l'existence de confrontations entre les communautés. Il explique que comme dans d'autres quartiers de *l'inner city*, la situation démographique y est instable et les zones mixtes disparaissent au profit de quartiers catholiques. Le rapport souligne que Duncairn Gardens agit comme une frontière défendue par les protestants. Ensuite, il évalue la question de la sécurité. Le rapport relate que le regain de violence des années 1985-90 suscite la création de nouveaux portails de sécurité à Adams Street et Lepper Street. Ces mesures réussissent à limiter les jets de pierre, mais les incidents se déplacent dans North Queen's Street et dans Alexandra Park, un jardin public situé à proximité[2].

Le rapport dresse également le profil économique de la zone en 1990. Le long de Duncairn Gardens, de nombreux bâtiments sont détruits et 32 % des locaux sont vacants ; ce chiffre s'élève à 43 % pour les locaux commerciaux. La problématique principale est celle de l'habitat. A New Lodge, en raison de la forte demande, tous les logements sont occupés. Mais les habitations situées dans Duncairn Gardens sont souvent endommagées. Les façades sont grillagées et les habitants accèdent à leur logement par l'arrière, de l'intérieur du quartier catholique. Le quartier protestant connaît un déclin de population. De 1988 à 1990, 40 % des logements sont vacants, particulièrement ceux situés près de l'interface. De plus, dans Upper Duncairn Gardens, la Zone de Réhabilitation de l'Habitat ou *Housing Action Area* (HAA) a un taux de vacance de 20 %, un an après son achèvement en 1989. La Zone de Rénovation de l'Habitat, la RDA 51 prévue pour Moyola Street n'a finalement pas été réalisée, faute de demande. Le NIHE a un intérêt à la préservation de

[1] DOENI, *Northgate Enterprise Park. A development concept for the Duncairn Area, Preliminary proposals,* s.d.

[2] DOENI, *Northgate Enterprise Park* [Interim report]...*op. cit.*, [p. 9].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

son parc, mais la faible demande dans Tiger's Bay et l'impossibilité d'étendre le territoire catholique ne justifie pas son intervention. Le rapport préconise alors un aménagement concerté de la zone à l'aide d'un *Comprehensive Development Scheme* (CDS). C'est un outil d'aménagement d'une grande souplesse car il n'est pas nécessaire de justifier de l'insalubrité pour intervenir sur le logement. De plus, il permet d'impliquer différents services ministériels : le DOE, le NIHE mais aussi des services du Ministère du Développement Economique, l'IDB, *Industrial Development Board* et la LEDU, *Local Enterprise Development Unit*.

La réhabilitation économique est assurée avec la création d'un parc industriel appelé *Northgate enterprise park*, situé sur le territoire protestant sous-utilisé. Les propositions préliminaires s'appuient sur l'exemple de *Hillview enterprise park* qui crée une zone tampon entre les deux communautés et représente une solution « politiquement acceptable » au problème des territoires protestants. L'argument invoqué est aussi de répondre à la faiblesse de l'emploi local. Les entreprises d'Hillview représentent 225 emplois en 1983 et 345 en 1989[1]. De plus, d'après Ken Sterret, à la fin des années 1980, les projets de régénération urbaine sont tournés vers le marché ; leur capacité supposée à attirer de l'investissement privé est recherchée par les pouvoirs publics. Le développement des quartiers en crise peut se faire par une réhabilitation économique, car les financements sont disponibles pour ce type d'investissement et non pour le développement social. Ensuite, cette idée est légitimée dans le rapport par l'affirmation qu'il répond aux objectifs du schéma directeur de Belfast. Il manque en effet des espaces industriels dans l'*inner city*. Les infrastructures commerciales et de loisirs proches - *le Yorkgate centre* en cours de construction - doivent procurer services et emplois mais surtout restaurer la confiance. Enfin, la proximité des nouvelles liaisons ferroviaires et routières desservant le port de Belfast peut être un atout pour le nouveau parc industriel. Le rapport indique que les options d'aménagement ont été prudemment discutées avec les communautés et leurs représentants, de manière séparée. Le gouvernement discutait officiellement avec le *New Lodge Community Forum*, l'association de quartier catholique et une association locale protestante, le *Duncairn Action Group*. Les élus locaux ont été impliqués également dès le début du processus. Le rapport mentionne la présence des paramilitaires, mais ne fait pas état des discussions ou négociations qui ont certainement eu lieu pour obtenir leur accord.

Finalement le projet a été arrêté. Le DOE a délimité deux périmètres d'intervention ; les plans d'aménagement concerté ont été publiés en août 1992 sous les noms de *Comprehensive*

[1] *Ibid.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Development Schemes n°111 et 112[1] (Figure 146). Les travaux ont commencé en 1993. D'après les plans, un parc industriel de 3,3 hectares a été délimité sur les anciennes zones de rénovation et de réhabilitation (la HAA et la RDA 51) et sur des terrains libres appartenant au NIHE. Un espace de bureaux et un centre de ressources pour les entreprises, le *North City Business centre,* est prévu sur les terrains situés au carrefour de Duncairn Gardens et de North Queen's Street, accessible aux deux communautés. Il offre des services aux entreprises, fournit une assistance à la création d'entreprise, anime des formations et offre à la location un centre de conférence (Figure 147).

Cependant, la négociation avec les représentants du quartier a abouti à une réduction marginale de la surface du parc industriel pour préserver quelques logements[2]. Le projet a permis de redessiner et de sécuriser le quartier résidentiel. Il supposait la démolition de 400 maisons, dont 220 étaient occupées. Le NIHE a reconstruit 140 logements pour les habitants souhaitant être relogés dans le quartier. Des sites sont prévus dans le voisinage immédiat, à Mountcollyer, pour permettre le maintien de la population protestante, si elle le désire.

La ligne de séparation a été reculée du côté protestant, du moins la zone de division aura été « épaissie » par l'ajout d'une zone neutre. D'après le terme utilisé par le rapport intérimaire, c'est un moyen de rendre l'interface « diffuse ». Les protestants héritent d'un cadre de vie amélioré. Leur territoire a été consolidé et sécurisé, même si le nombre de logements a considérablement diminué. Le DOE et le NIHE ont été très préoccupés de sécuriser la zone. Le NIHE a veillé à ce que les arrière-cours des maisons soient tournées vers le parc industriel pour renforcer le contrôle spatial. Le DOE a réalisé un traitement paysager particulier des limites du parc industriel et de ses accès (Figure 148). L'accès principal du parc industriel est situé dans Duncairn Gardens. Deux accès piétons sont ouverts à partir de Tiger's Bay, dans Edlingham Street et Upper Canning Street. Du côté catholique de Duncairn Gardens, la sécurisation de la zone permet de maintenir les logements existants. Mais il n'y aura pas de logement catholique au-delà de la ligne de division et l'offre globale de logements n'augmentera pas. Une idée discutée par le DOE avait été de dévier Duncairn Gardens vers Tiger's Bay et construire du logement catholique sur le terrain ainsi gagné sur le territoire protestant. Redessiner de facto l'interface pour satisfaire les besoins de logement des catholiques n'a pas été la solution retenue à cause du risque d'attiser le conflit. En revanche, le NIHE prospecte, cherche à identifier des sites dans Belfast-Nord où des logements pourraient être construits pour les catholiques. Les terrains sont retenus en fonction de considérations diverses,

[1] DOENI, *Development Scheme. CDA 112. Duncairn Gardens - Cosgrave Street, Belfast*, août 1992 et DOENI, *Development Scheme. CDA 111. Duncairn Gardens - North Queen's Street, Belfast*, août 1992.

[2] DOENI, *Development Scheme. CDA 112. Duncairn Gardens - Cosgrave Street, Belfast*, Août 1992, p. 4.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

telles que l'occupation des sols, l'accessibilité, la territorialité et la présence de symboles confessionnels. Cette évaluation a pour but de vérifier si cela ne risque pas d'être perçu par la communauté protestante comme un empiétement sur son espace. Les actions de prospection sont cependant marginales. En effet, Colm Mc Caughley[1] affirme qu'au plus 500 logements pourraient être réalisés de cette manière, insuffisants pour résoudre la pénurie. Enfin, si Northgate permet d'arrêter le processus de dégradation de l'habitat dû à la violence et au départ des protestants, les bénéfices économiques sont peu tangibles. D'après Ken Sterret, en 2001, le parc industriel n'est pas rempli[2]. En 2000, la compagnie canadienne de matériel électronique Pivotal, qui souhaitait s'implanter à Belfast, a rejeté la proposition de l'*Industrial Development Board* (IDB) de s'installer à Northgate[3]. Teletech, une entreprise américaine qui avait installé un centre d'appel en 2001 à Northgate a fermé l'année suivante, à cause de la violence déclenchée par les défilés, rendant difficile l'accès des salariés au site durant quelques jours. Le gouvernement nord-irlandais lui avait accordé une subvention de 11 millions de livres pour s'implanter[4].

La création du parc industriel permet ainsi la redéfinition de l'espace confessionnel. Les zones non résidentielles sont considérées comme neutres puisque qu'elles ne sont pas attribuées à l'une ou l'autre communauté. Un établissement industriel aux accès sécurisés est désormais situé entre les quartiers. Le quartier protestant est rénové et mis à distance du quartier catholique. Mais cette solution reste rare, car elle dépend des financements disponibles. De plus, les entreprises sont peu enclines à s'installer sur les interfaces qui restent des lieux à risques.

[1] Entretien avec Colm Mc Caughley, NIHE, *Director of Development,* 20 août 1999.

[2] Entretien avec Ken Sterret, QUB, *School of Environmental Planning*, 2 juin 2001.

[3] Canadians reject Duncairn, *North Belfast News*, 11 mars 2000.

[4] Violence threatens interface jobs, *BBC News,* 10 juillet 2002, disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/2119442.stm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

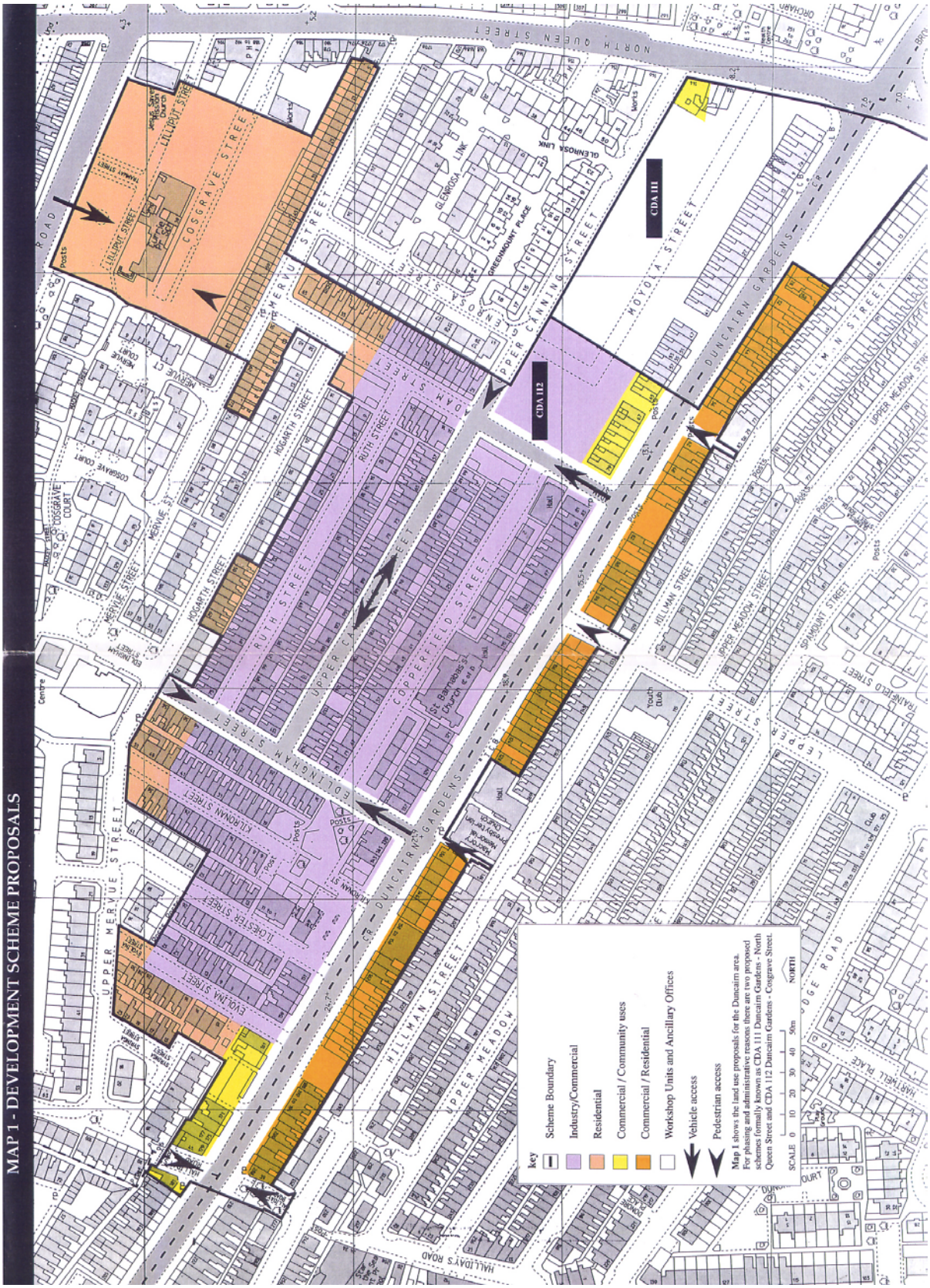


Figure 146 : Plan d'aménagement de Duncairn Gardens (Source : DOENI, *Development proposals for the Duncairn area. General Information Booklet*, août 1992)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 147 : *North city Business Centre* (Source : NIHE, *The Belfast City Housing Strategy*, Nov 1996, p. 19)



Figure 148 : Grille entourant Northgate, Duncairn Gardens (10 février 2000)

5-32.2. Les services et commerces de proximité à Suffolk

Quand l'opportunité se présente, le NIHE encourage l'implantation d'équipements de proximité sur les interfaces. Il évite ainsi la dégradation et réduit ainsi le potentiel de conflit en

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

aménageant la zone. Suffolk est un petit lotissement protestant entouré par le quartier catholique de Leenadon dans Belfast-Ouest[1]. C'est un quartier d'habitat social composé de pavillons mitoyens. Il est souvent cité en comparaison du Short Strand qui est dans la situation inverse, lotissement catholique dans le Belfast-Est protestant. Brendan Murtagh, dans un rapport de recherche sur les *peacelines*, retrace le processus de réhabilitation du quartier. Suffolk est déclaré lotissement prioritaire (*Priority estate)* en 1982[2]. L'enquête menée par le NIHE auprès des ménages montre que la plupart des locataires souhaitent y rester. Cette étude montre aussi que l'isolation des protestants est à la fois réelle et émotionnelle. Malgré la proximité de nombreux services et équipements, seuls 2 % des résidents de Suffolk utilisent la piscine la plus proche située à Twinbrook, 8 % le centre commercial le plus proche et 4 % le centre de pédiatrie le plus proche. La communauté locale perçoit ces infrastructures comme situées dans les territoires catholiques et préfère utiliser celles des banlieues protestantes de Finaghy ou Dunmurry. Un plan de réhabilitation (*estate strategy)* approuvé en 1985 cherche à stabiliser la population. L'efficacité économique aurait supposé de reloger les protestants ailleurs. Mais c'est impossible en raison de l'opposition des paramilitaires et des risques de conflit. Un plan de 5,9 millions de livres sur 5 ans sert à l'amélioration de l'habitat et à la sécurisation du quartier[3]. Pourtant, il n'a pas réussi à stabiliser la population ni à réduire la vacance des logements

Le NIHE cherche aussi à améliorer l'apparence de l'interface. L'interface principale est formée par Stewartstown Road, au sud de laquelle l'enclave protestante est confinée. La *peaceline* date de 1983 d'après les chiffres fournis à *Belfast Interface Project* par le NIO[4], remplaçant vraisemblablement une structure moins esthétique mise en place dans les années 1970. Selon les observations de mai 1998, une zone tampon s'étend dans Stewartstown Road, entre Kells Avenue et des bâtiments administratifs, notamment les *Health and social services* et la bibliothèque de quartier. Cette zone d'une vingtaine de mètres de large et d'une centaine de mètres de long est plantée de gazon, d'arbres et d'arbustes et est entourée de grilles de 4 m de haut peintes en noir (Figure 149). Derrière la zone tampon se situent une rue désaffectée, Suffolk Drive, et des terrains en friches entourés de grillages (Figure 150). La description de *Belfast Peacelines Study* en 1991[5] correspond aux observations de 1998, ce qui tend à prouver que la *peaceline* n'a pas été modifiée dans l'intervalle. Dans le prolongement de la zone tampon, Kells Avenue est fermée à la circulation et accessible seulement par un portail piéton dont les résidents ont la clé. Dans Stewartstown Road, après Kells

[1] Pour l'histoire du quartier, voir section 4-22.3.

[2] Par la *Belfast Housing Renewal Strategy*.

[3] Murtagh, *Ethnic space and the challenge..., op. cit.*, p. 40.

[4] Belfast Interface Project, *List of NIO-built peace lines*, s.d.

[5] Environmental Design Consultants, *op. cit.*, p. 62.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Avenue, l'immeuble de logements vacants est affecté à un usage de services et commerces de proximité au milieu des années 1990 (Figure 151). Mais la plupart des locaux transformés resteront vides. Et le départ de la population de Suffolk se poursuit. En 1994, la *Suffolk strategy review* réalisée par le NIHE autorise la démolition de 94 logements. Malgré cela, en 1997, le taux de vacance est encore de 10 %[1]. La demande de logement social est faible et suppose le déclin futur du quartier. L'intervention de la promotion privée est improbable. Et même si la demande catholique est forte, l'option d'installer des catholiques à Suffolk est jugée impensable par le NIHE pour des raisons de sécurité[2].

L'initiative de la revitalisation économique de l'interface, en 1997, provient des deux associations de quartier, *Suffolk Community Forum*, protestant, et *Leenadon Community Forum,* catholique, qui travaillaient déjà ensemble pour tenter de réduire la violence sur l'interface[3]. Elles établissent conjointement un plan de rénovation des commerces abandonnés dans Stewartstown Road dans le but de les transformer en locaux associatifs. Il existe aussi un projet de crèche associative interconfessionnelle, baptisée *Suffolk familly support centre,* pour laquelle des demandes de subventions sont déposées auprès du Fonds International pour l'Irlande, du *Belfast European Partnership Board* et de *Making Belfast Work*. Jan Sweeney[4], responsable district n°1 de Belfast pour le NIHE, compétent pour Suffolk, relate que le NIHE décide de soutenir ce projet. Il fait don de la parcelle aux associations. Ensuite, après un audit économique, le NIHE met en vente le terrain sur lequel situe la zone tampon, à côté des locaux désaffectés. Il est racheté en 1999 par le groupe allemand *Lidl,* pour la construction d'un supermarché devant ouvrir en 2000. Selon Jan Sweeney, la police a donné ses instructions aux promoteurs privés pour les mesures de sécurité. D'après les observations de juin 2001, le portail de sécurité est intégré dans l'aménagement du supermarché (Figure 152). Ainsi la territorialité et la séparation entre les deux communautés sont maintenues. Mais les infrastructures commerciales et associatives réalisées sont utilisées par les deux communautés. Les bâtiments disposent d'entrées à partir des deux quartiers, ce qui assure l'égalité d'accès. Les projets permettent aussi le désengagement du NIHE. Il peut ainsi vendre des terrains rendus inconstructibles pour l'habitat par leur situation sur l'interface, tout en sécurisant son parc immobilier. D'après Jan Sweeney, la question pour le NIHE est essentiellement foncière et économique. La question de l'interface ne fait pas partie de ses motivations principales. Mais le

[1] En effet, 37 unités d'habitation sont vacantes sur un total de 388. Parmi celles-ci, 278 sont louées par le NIHE, dont 11 aux associations de quartier et 73 sont des propriétés privées.

[2] NIHE, *Economic appraisal, 100-140 Stewartstown Road, Suffolk, Belfast,* février 1999, p. 4.

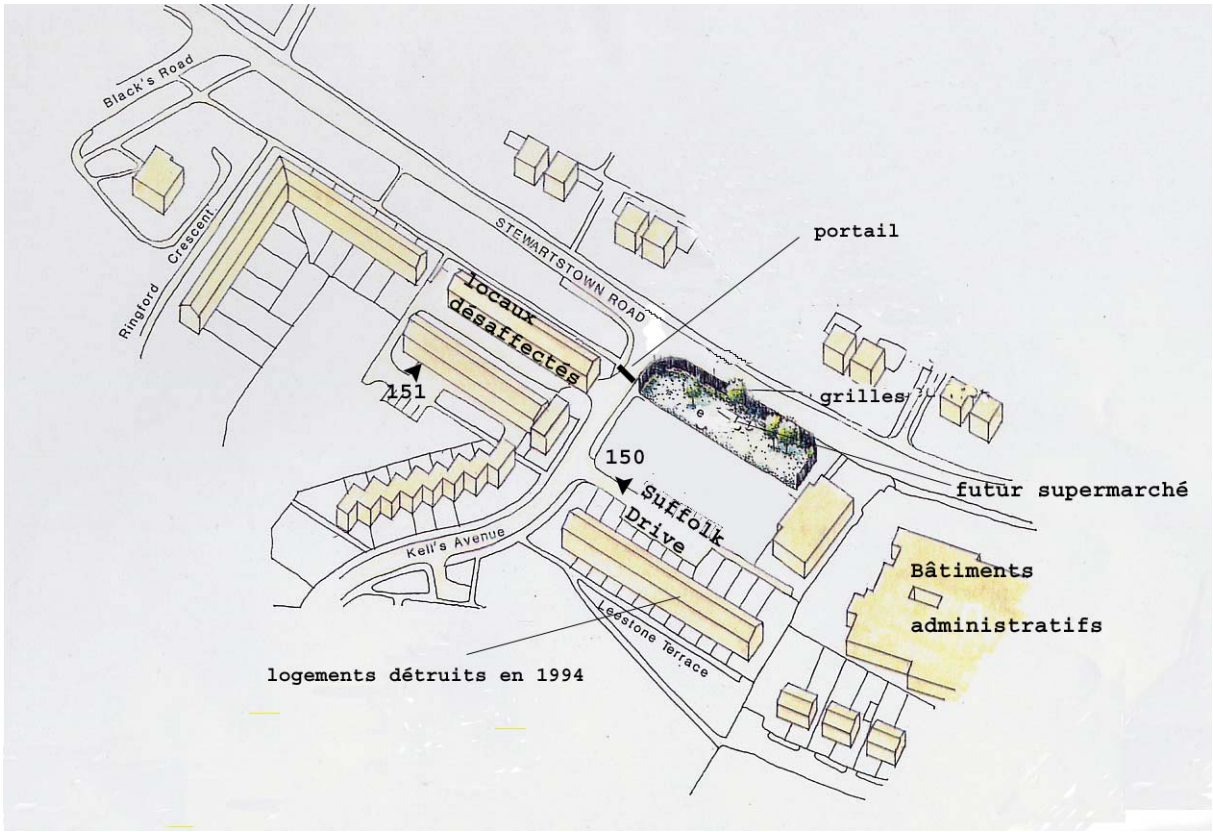
[3] Belfast Interface Project, *Inner East/Outer West : addressing conflict in two interface areas*, Belfast : BIP, août 1999.

[4] Entretien avec Jan Sweeney, NIHE, District 1, *District manager*, 16 juin 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

NIHE joue un rôle de facilitateur en permettant aux communautés de réaliser un projet économiquement viable devant stabiliser le quartier. Toutefois, les friches résultant de la démolition des habitations, à l'intérieur du quartier, ne sont pas aménagées, faute de demande de logement (Figure 150).

L'installation du supermarché *Lidl* sur une *peaceline* neutralise non seulement la question confessionnelle mais contribue à la valorisation du quartier. Il s'agit d'un cas unique. La disponibilité des terrains que le NIHE était disposé à céder ainsi et la situation commerciale locale, en l'absence de supermarché à proximité, ont rendu le projet possible. A Duncairn Gardens comme à Suffolk, le NIHE est confronté à la question de la déshérence du parc social et de la reconversion des terrains. La logique d'encourager l'investissement privé correspond à l'idéologie gouvernementale des années 1990. Ce type de solution dépend des options gouvernementales et des opportunités foncières et économiques ; sa mise en œuvre reste exceptionnelle. De manière similaire, la création de centres d'animation sociale est parfois utilisée pour faire tampon. Paul Mc Stay, architecte à CTA, explique que telle était l'intention pour la réhabilitation de Manor Street à la fin des années 1990[1].



[1] Entretien avec Paul Mc Stay, CTA, Architecte, 17 juin 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 149 : *Peaceline,* Suffolk en 1998 (Schéma réalisé d'après EDC, *Belfast Peacelines Study,* 1991, p. 64 et les observations effectuées en mai 1998)



Figure 150 : Suffolk Drive, friches (4 juin 2001)



Figure 151 : Logements vacants transformés en commerces et services de proximité, Stewartstown Road (Source : NIHE, *The Belfast City Housing Strategy*, novembre 1996, p. 30)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006



Figure 152 : Portail de sécurité rénové et supermarché *Lidl*, Stewartstown Road/Kells Avenue (4 juin 2001)

5-4. Conclusion

Le NIHE et le DOE sont souvent accusés par les habitants de vouloir renforcer la séparation des communautés. Les perceptions sont entachées de soupçon vis-à-vis du pouvoir. De plus, la faible participation des habitants au processus de décision développe la perception d'une administration lointaine et peu démocratique. Cependant, les pouvoirs publics ne font preuve ni de cynisme ni de manipulation mais tentent de composer avec les contraintes du conflit. Les espaces confessionnels et les taux de croissance différentiels des deux populations ont un effet sur la disponibilité des terrains. Le manque d'espace catholique et la sous-utilisation de l'espace protestant déterminent la taille et la localisation des zones réservées au logement et aux autres fonctions. Les tactiques des aménageurs dépendent très fortement de la situation locale. La force des paramilitaires locaux est un élément très important, même si ce n'est jamais évoqué clairement par les fonctionnaires du NIHE et du DOE. Les responsables des associations locales ou les élus le mentionnent plus fréquemment. Dans ce contexte, la solution adoptée par les aménageurs a été d'incorporer les *peacelines* dans la composition urbaine. De ce fait, les opérations de rénovation urbaines semblent autant contribuer à séparer les populations que les barrières érigés par la police. Du moins, elles ont pérennisé les dispositifs de maintien de l'ordre en les inscrivant de manière durable dans la forme urbaine.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

La création de murs plus ou moins intégrés aux projets de rénovation de l'habitat et la réalisation de zones tampons opèrent une « dilution » de la séparation. Ces solutions semblent s'imposer comme les seules acceptables pour l'urbanisme. Les espaces urbains sont valorisés et sécurisés ; du moins les investissements du NIHE sont protégés de la dégradation. Il semble que la préoccupation première soit de viabiliser le parc de logement social. On peut l'identifier à une politique d'image servant la valorisation du patrimoine social. L'action des urbanistes semble très encadrée par ces modalités même s'il n'existe pas de politique officielle. La séparation s'intègre de plus en plus dans le paysage de la ville. Elle se banalise dans les esprits. Ce mode de gestion de la distance entre les communautés permet aux communautés des quartiers ouvriers de l'*inner city* de vivre « ensemble séparées ». Les cadres du NIHE ressentent que leur action renforce la séparation, contraire à leur idéal plus ou moins exprimé de mixité confessionnelle. L'apparence de normalité ne satisfait pas leur éthique de gestionnaires d'un bien commun. Ils se disent très sensibles à l'occultation de la séparation. Il faut noter que lors de la construction de *peacelines* paysagées, les anciens tracés des rues ne sont pas supprimés. La rue s'arrête au pied du mur. On peut penser qu'il s'agit d'éviter des coûts supplémentaires de travaux. L'explication provient aussi peut-être de la division institutionnelle, la voirie étant du ressort du DOE et non du NIHE. Mais il y a sans doute, sinon le souhait manifeste de laisser visibles les traces de communication antérieure, du moins l'absence explicite d'une volonté de les effacer. Les *peacelines* sont d'ailleurs nommées par les services urbains d'après le nom des voies - Road, Avenue ou Street - dans lesquelles elles sont situées. Il est paradoxal qu'un élément urbain destiné à réduire ou interdire le passage soit désigné par le nom d'un axe de circulation.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

6. La paix civile et la recomposition des espaces urbains

Ni les cessez-le-feu de 1994 ni les accords de paix de 1998 n'entraînent la démolition des *peacelines*. Au contraire, de nouveaux murs sont construits. La séparation demeure, même si, par les travaux paysagers du *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE), les *peacelines* sont rendues plus anodines en s'intégrant dans le paysage urbain, dissimulant leur aspect acéré. Cependant, le retour à la paix civile inaugure une dynamique urbaine nouvelle et permet la réalisation d'espaces partagés par les deux communautés. Le centre-ville rénové retrouve ses fonctions de centre commercial, culturel et de loisirs. Les financements pour la paix et la réconciliation affluent et consolident les budgets affectés à la revitalisation urbaine. Ceci favorise la réflexion sur l'aménagement des interfaces. Des initiatives très diverses tentent de revaloriser les territoires délaissés en les rendant accessibles aux deux communautés. Ce sont des projets de développement économique et social qui visent à créer des lieux de sociabilité commune ou favorisent la mixité. Ils sont souvent initiés par les pouvoirs publics mais la société civile est présente par le biais des associations. La symbolique urbaine est de favoriser l'intégration et la réconciliation sociale. Ces projets et la politique de relations intercommunautaires sont à mettre en parallèle. Cependant, si l'interface est constituée en catégorie spécifique d'intervention publique, il n'existe pas de « politique des interfaces » en tant que telle. Ces zones sont rénovées au sein de programmes de régénération urbaine et de lutte contre l'exclusion dans les quartiers en difficulté. Nous allons analyser l'émergence de l'interface comme territoire d'intervention des dispositifs de régénération urbaine, puis les projets de transformation des interfaces en espaces partagés.

6-1. L'interface, nouveau territoire de l'action publique

6-11. La construction de l'interface comme catégorie territoriale spécifique

L'interface a été promue objet d'analyse par *Belfast Interface Project* (BIP), une association financée par le Fonds International pour l'Irlande (*International Fund for Ireland,* IFI) et par *Making Belfast Work* (MBW). D'après ses statuts, BIP a été fondé en 1995 dans le but de réfléchir et d'agir pour les communautés vivant près des interfaces et de promouvoir leur développement social. Son chef de projet, Chris O'Halloran, décrit l'association comme un « relais d'information et de partage d'expérience ». Ses moyens d'action sont le lobbying envers les politiques. Des enquêtes auprès des communautés et des agences gouvernementales permettent de rassembler des données pertinentes[1]. Dans ses publications, BIP met en exergue l'étude de Brendan Murtagh, *Ethnic space and the challenge to land use planning : a study of Belfast peacelines*[2], à l'origine de la création de l'association. Cela lui permet de légitimer scientifiquement sa cause. Les interfaces ne sont plus seulement identifiées comme une question confessionnelle mais comme un problème social qu'il faut traiter. Murtagh montre que les communautés sont marginalisées socialement et économiquement, avec un taux de chômage élevé et un faible niveau de formation, et qu'elles sont confrontées à la violence, à l'intimidation et aux difficultés psychologiques résultantes. Leur isolement est accentué par un accès limité aux équipements sociaux et culturels ainsi qu'aux emplois situés sur le territoire de « l'autre communauté ».

La brochure de présentation de l'association donne la définition suivante de l'interface : une limite (*boundary*) entre un quartier à prédominance protestante et un quartier à prédominance catholique[3]. Elle décrit un découpage communautaire résidentiel. Mais alors que la notion de *boundary* - que l'on peut traduire par limite ou frontière - désigne une séparation voire une démarcation, celle d'interface renvoie à l'échange. Le tract mentionne la définition du *Concise Oxford Dictionary*, dans laquelle l'interface désigne, en science physique, une « surface formant une frontière commune entre deux régions » et en informatique, un « point où l'interaction intervient entre deux processus ou deux systèmes »[4]. Il n'est pas anodin que BIP utilise cette expression pour désigner les limites entre les quartiers. Celles-ci sont pensées comme des surfaces de contact et des lieux d'interaction entre deux zones. La notion d'interface renvoie moins à la délimitation qu'à la relation,

[1] Entretien avec Chris O'Halloran, *Belfast Interface Project* (BIP), *project manager*, 12 février 1999.

[2] Centre for Policy Research, Research paper n°7, University of Ulster, 1994.

[3] *Belfast Interface Project* [dépliant de présentation,1998].

[4] Le *Petit Robert* donne une définition similaire du mot français.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

conflictuelle ou non, entre les communautés. La volonté délibérée des pouvoirs publics d'utiliser ce terme est révélatrice de leur désir de promouvoir le processus de paix. Reconnaître que la société est barricadée n'est pas politiquement correct et utiliser un vocabulaire qui insisterait sur la séparation n'est pas souhaitable. De plus, les divisions territoriales décidées par les habitants affaiblissent la capacité de la puissance publique à intervenir sur le territoire dans son ensemble. L'idée d'interface vise à la réunification symbolique, langagière, du territoire urbain. Ce changement de vocabulaire accompagne les processus en cours.

La brochure de présentation de BIP dénombre, en 1998, 17 *peacelines* construites dans le but de séparer les quartiers. Elle décrit aussi les différentes formes d'interfaces. Leur matérialisation est contingente. Ainsi une interface peut être un mur de briques de 6 m de hauteur, une palissade en acier ou une route. Elle peut être aussi immatérielle et imperceptible mais les gens du quartier savent exactement où elle passe. Cela peut être un coin de rue, la chaussée, un monument. Elle décrit 3 types d'interfaces en les représentant par des schémas. Il faut remarquer que les couleurs utilisées sont le bleu et le jaune ; BIP se démarque ainsi de l'habitude générale de représenter les catholiques par le vert et les protestants par l'orange. C'est sans doute par volonté d'apaiser le débat.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Le premier type d'interface est la figure de l'enclave (*enclave*). Celle-ci est totalement « encerclée » par l'autre communauté.

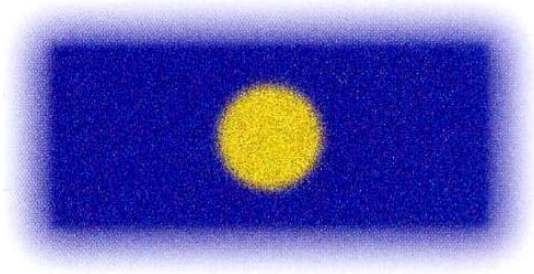


Figure 153 : L'enclave (Source : *Belfast Interface Project* [dépliant de présentation, 1998])

Le deuxième type est le clivage (*split)*. Dans ce cas, un mur ou une frontière explicite sépare les deux communautés.

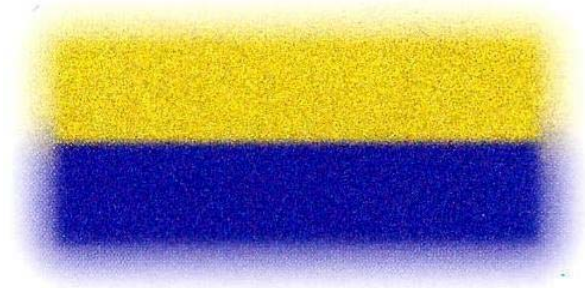


Figure 154 : Le clivage (Source : *Belfast Interface Project* [dépliant de présentation, 1998])

Enfin, la zone tampon (*buffer zone*), est un quartier mixte entre deux quartiers confessionnels.

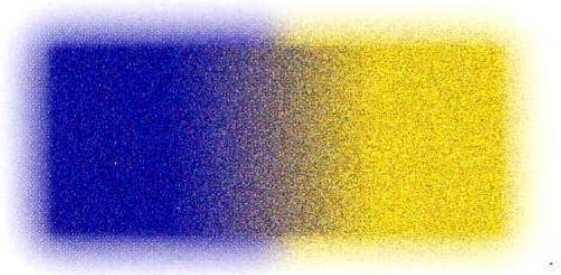


Figure 155 : La zone tampon (Source : *Belfast Interface Project* [dépliant de présentation, 1998])

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Ces idéal-types existent avec des variantes. Le dépliant insiste sur la fonction de protection des barrières : protection physique face à la violence intercommunautaire et protection psychologique assurée par les solidarités communautaires. Les « communautés d'interface » sont celles qui vivent près de la limite. Elles sont ainsi comprises comme des communautés de face-à-face. Pour BIP, l'enjeu est de taille car les interfaces sont le « baromètre » de la société[1]. L'association a rédigé un court document, intitulé *Interface communities and the peace process*, résumant les enjeux du processus de paix dans les « communautés d'interface ». Ce rapport est destiné au comité en charge des « mesures de restauration de la confiance » impliqué dans les pourparlers de paix multipartites de mars 1998. Il préconise pour les interfaces des actions de développement social, des mesures en faveur de l'emploi, la mise en place de structures de soutien post-traumatique, des actions de « compréhension mutuelle » (*mutual understanding*) et de « construction de la confiance » (*confidence building*), et des projets de revitalisation urbaine. Le document insiste sur le fait qu'il existe « un sentiment partagé par les associations locales que les barrières mentales doivent tomber avant les barrières physiques »[2]. Ainsi, BIP a promu l'interface comme catégorie d'analyse et contribué à l'instituer comme un territoire d'intervention publique. Ses travaux sont souvent cités par les associations locales pour légitimer leurs projets sur les interfaces. L'émergence de cette notion est révélatrice du processus d'intégration des interfaces dans les politiques de régénération urbaine.

6-12. Les politiques urbaines et la réhabilitation des interfaces

Après 1994, le processus de paix donne un nouvel essor aux politiques urbaines. Des mesures spécifiques pour les interfaces sont incluses au sein de programmes de renouvellement urbain et de lutte contre l'exclusion. L'interface apparaît alors comme une sous-catégorie des quartiers défavorisés, dont la régénération physique est associée au développement social. De plus, les budgets internationaux et européens de promotion de la réconciliation intercommunautaire comprennent des volets spéciaux pour les interfaces. L'idée de toucher les populations les plus défavorisées et d'encourager leur participation à la décision est présente dans les actions sur les interfaces. L'appartenance à cette nouvelle catégorie spatiale est alors un atout pour le financement des projets et contribue à donner, dans une certaine mesure, une réalité opérationnelle, voire institutionnelle et représentative aux territoires concernés. Les interventions sur les interfaces se situent aussi dans une recomposition de l'action publique, qui inclut la territorialisation des politiques, une coordination interministérielle et des programmes transversaux, ainsi qu'une

[1] Belfast Interface Project, *Young people on the interface*, Belfast : mai 1998, p. 4.

[2] Belfast Interface Project, *Interface community and the peace process*, Belfast, mars 1998, p. 9.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

recomposition de la relation entre la société civile et le gouvernement, avec la mise en place des partenariats institutionnels urbains et des dispositifs de participation des habitants dans les projets d'urbanisme.

6-12.1. Des politiques sociales territorialisées

Depuis le début du 20e siècle, l'Irlande du Nord est la région la moins prospère du Royaume-Uni. Elle connaît les plus forts taux de pauvreté, de chômage, de problèmes de santé et de dépendance aux aides sociales. Dans les années 1960, la priorité est donnée à l'aménagement régional. Des programmes de rénovation de l'habitat et de construction autoroutière changent la physionomie urbaine. Dans les années 1970, la désindustrialisation et la violence intercommunautaire ont les plus fortes répercussions dans l'*inner city*[1]. Des politiques de réduction des inégalités sociales sont alors mises en place. Elles suivent les orientations générales des politiques britanniques mais sont adaptées à la spécificité nord-irlandaise. Les politiques sont sous-tendues par l'idée que la violence est liée aux facteurs économiques et que les disparités accroissent les tensions sociales. La réflexion en terme de besoins sociaux caractérise les dispositifs d'aide à la personne de l'Etat Providence des années 1970. A partir des années 1980, la crise est considérée comme urbaine. Il s'agit de relancer l'activité économique dans les territoires marginalisés par des subventions au secteur privé incitant à la création d'emplois.

Le besoin social, critère déterminant des zones prioritaires

Au milieu des années 1970 et jusqu'au début des années 1980, les politiques sociales sont menées en fonction de besoins mesurés à partir d'indicateurs socio-économiques. Les évaluations définissent non seulement des catégories de populations défavorisées, visées par les dispositifs d'aide sociale, mais identifient également des zones prioritaires. Un rapport majeur de 1976, *Belfast Areas of special social need* [2], cartographie les besoins sociaux par arrondissement urbain, à partir de 39 indicateurs statistiques. Il utilise 4 critères principaux : le taux de chômage - corrélé aux bas revenus - et les conditions de logement sont les deux plus discriminants, ensuite viennent les handicaps et le niveau scolaire. Ce rapport montre que parmi les 101 arrondissements de la *Belfast Urban Area*, ceux du centre et de l'ouest de Belfast[3] cumulent les difficultés socio-économiques. En réponse, une

[1] Les politiques britanniques d'*inner city* ont été d'abord appliquées aux quartiers anciens marqués par la restructuration des activités industrielles puis à des quartiers d'habitat périphérique. Le terme d'*inner city* ne correspond à aucun équivalent français. La connotation symbolique et sociale que ce terme véhicule est similaire à celui de « banlieue » utilisé en France, mais il désigne des espaces proches du centre des villes.

[2] *Belfast Areas of special social need,* Report by project team, Belfast :HMSO, 1976.

[3] Il s'agit des quartiers catholiques, notamment les Falls et du quartier populaire protestant, le Shankill.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

équipe centrale appelée *Belfast Areas Need* (BAN) est mise en place au sein du gouvernement pour s'assurer que les politiques publiques agissent sur ces quartiers définis comme prioritaires. Mais l'impact de ce programme est peu déterminant. Il est critiqué par Gaffikin et Morrissey comme une réponse traditionnelle de l'Etat Providence, consistant principalement en la construction d'équipements de loisirs pour la jeunesse[1]. Toutefois, il a permis d'accroître la participation des habitants et les fonctionnaires ont été rendus plus conscients des problèmes sociaux.

En 1981, le programme *Targeting Social Need* (TSN) est mis en place pour lutter plus efficacement contre les inégalités et promouvoir la justice sociale. En effet, les inégalités structurelles persistent malgré l'effectivité des politiques de non-discrimination. En moyenne, les catholiques sont plus défavorisés en matière d'emploi, d'éducation et de formation. Selon l'Agence nord-irlandaise de recherche et de statistiques (NISRA) en 2001, le taux de chômage des protestants est de 4 %, celui des catholiques de 8 %. En 1993, ces taux étaient respectivement de 9 % et de 18 %, montrant un rattrapage socio-économique des catholiques. Mais le taux de chômage de longue durée touche encore 55 % de catholiques contre 45 % de protestants[2]. Ces inégalités contribuent à alimenter des sentiments de frustration, de discrimination et d'aliénation face à l'Etat. Il existe aussi un lien entre la formation de ces ghettos urbains et la violence paramilitaire, surtout pour les catholiques, car le chômage favorise l'entrée dans les milices[3].

Les politiques d'égalité n'assurent pas le développement égal des territoires catholiques et protestants. Le postulat de TSN est que l'identification des zones défavorisées permet de cibler les ressources sur les besoins les plus importants. Avec TSN, chaque ministère doit évaluer les inégalités entre catholiques et protestants et mettre en place des mesures correctrices. Ainsi, par exemple, des ressources supplémentaires sont allouées au programme *Action for Community Employment* (ACE) s'adressant aux chômeurs de longue durée, qui sont en majorité des catholiques. Toutefois, ces politiques de rattrapage social visant les catholiques renforcent le sentiment de marginalisation des protestants des quartiers ouvriers en déclin. Ils sont moins nombreux que les catholiques de même niveau social et minoritaires au sein de la population protestante. Par rapport aux catholiques, ils sont peu organisés et leur structure associative est faible. Ces disparités

[1] F. Gaffikin, M. Morrissey, Dependency, decline and development : the case of West Belfast, *Policy and Politics*, vol. 18, n° 2, 1990.

[2] Northern Ireland Statistics and Research Agency, Labour Force Survey Religion Report 2001,[en ligne], Format PDF, disponible sur : http://www.equality.nisra.gov.uk/archive/Publications/Religion/LFS%20Religion%202001.pdf

[3] M. Fitzduff, *Beyond violence. Conflict resolution processes in Northern Ireland,* Tokyo : The United Nations University, 1996, p. 49.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

compliquent les relations communautaires car elles créent des conflits et des ressentiments à propos de la distribution des ressources de l'Etat dans ces quartiers.

La revitalisation des quartiers

En 1987, l'actualisation des données de 1976 montre que peu de changements sont intervenus dans la répartition des inégalités[1]. Les politiques sociales privilégient alors une approche urbaine visant des territoires spécifiques dans une approche multisectorielle. L'aide sociale est associée à une intervention sur l'espace urbain dégradé. Elle cherche également à impliquer le secteur privé dans un processus de développement économique et son objectif majeur est la création d'emplois et la formation. Deux programmes, les *Belfast Action Teams* et *Making Belfast Work* sont ainsi mis en place pour s'attaquer à la précarité en milieu urbain et au chômage, facteurs d'exclusion sociale et de ghettoïsation. Le but est d'élaborer une stratégie de développement urbain reposant sur la coordination des différents dispositifs existants et sur la reconnaissance des habitants comme acteurs des projets urbains.

Les *Belfast Action Teams* (BAT) sont des équipes décentralisées, dépendantes de l'agence d'urbanisme de Belfast, le *Belfast Development Office* (BDO) et créées en 1987 dans les quartiers défavorisés de Belfast[2]. Les 8 équipes devaient mettre les programmes gouvernementaux en adéquation avec les besoins locaux et ainsi assurer une meilleure efficacité des dépenses publiques. Chaque BAT disposait d'un budget de 700 000 à un million de livres par an, pour financer des projets destinés à favoriser l'emploi, augmenter l'employabilité et promouvoir le développement social. Bien que les BAT aient eu des impacts positifs sur le terrain, les approches étaient disparates et peu coordonnées avec les priorités des politiques publiques globales. Une étude réalisée par *Cambridge Economic Consultant* montre que 11 % seulement des crédits ont été alloués à des projets favorisant l'emploi dans les entreprises. Le programme a surtout profité aux associations de quartier[3]. Les BAT sont mises sous tutelle du programme de lutte contre l'exclusion de *Making Belfast Work* (MBW) en 1994.

MBW est une agence gouvernementale au sein du Ministère de l'Environnement (DOE). Elle est l'instrument de la politique de réduction des inégalités spatiales et promeut une action interministérielle. MBW a été créé en 1988 afin de s'attaquer aux difficultés sociales, économiques,

[1] Department of Finance, Policy planning and research unit, *Belfast areas of relative social need*, Belfast, 1987.

[2] Les 9 agences étaient : Lower Shankill/Lower Falls, New Lodge/Duncairn, Riverside, Springfield, Ardoyne, Milltown, Shankill, Suffolk, Outer Belfast.

[3] PA Cambridge Economic Consultants, *An evaluation of the Belfast Action Teams initiative,* Belfast : DOE, 1992.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

de santé, d'éducation et d'environnement dans les quartiers les plus défavorisés de Belfast. D'après la *MBW Strategy* publiée en 1995, ces quartiers ont été identifiés par le rapport Robson[1]. Il s'agit de 32 arrondissements de la *Belfast Urban Area*. Toutefois, MBW reconnaît que cette évaluation des besoins n'est pas exhaustive et il inclut dans son territoire de compétence, outre les 32 arrondissements définis, les situations particulières et les poches de pauvreté identifiées par les statistiques[2].

L'action de MBW se concentre sur 4 domaines : l'emploi, la formation, l'environnement urbain et les services sociaux. MBW dispose des financements accordés aux ministères pour des programmes transversaux dans les quartiers ciblés. Les 4 ministères impliqués sont : le Ministère de l'Environnement (DOE), le Ministère de l'Education, le Ministère de la Santé et des Affaires sociales, le Ministère du Développement Economique. Les agences gouvernementales liées à ces ministères son également concernées : le Bureau du Développement Industriel (*Industrial Development Board,* IDB), qui fournit une assistance financière et des services aux entreprises, l'Unité de Développement des Entreprises Locales (*Local Enterprise Development Unit*, LEDU), qui soutient les PME et l'Agence pour l'Emploi et la formation (*Training and Employment Agency*, T&EA), le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE), ainsi que le *Belfast Education and Library Board* (BELB) et le *Health and Social service Trust*[3].

A partir de 1994, en plus des programmes transversaux, une partie du budget de MBW est confiée aux équipes locales de MBW. Elles sont les anciennes BAT remaniées, au nombre de 6 et qui sont réduites au nombre de 4 après 1997. Les équipes locales distribuent des subventions destinées à soutenir des projets locaux de petite envergure. D'après le rapport d'activité de 1996, 132 projets interministériels ont été lancés et 1000 subventions ont été accordées cette même année[4]. Les projets subventionnés doivent être innovants et stratégiques, réaliser au moins un objectif de MBW et avoir un impact sur les communautés locales.

Toutefois, les résultats de MBW en terme de décloisonnement ministériel et de développement économique sont limités. L'essentiel du travail des ministères concerne des politiques sectorielles et les programmes transversaux sont marginaux. MBW est conçu comme un

[1] B. Robson et al., *Relative deprivation in Northern Ireland*, Belfast : Policy planning and research unit, Department of Finance and Personnel, septembre 1994 [Robson report].

[2] MBW, *Strategy statement,* Belfast : MBW, mars 1995, p. 15.

[3] *Ibid.*, p. 24.

[4] MBW. *1996 Report.* Belfast : MBW, 1996, p. 10.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

programme d'appoint qui oriente l'action publique. Les financements sont restreints : 123 millions de livres ont été alloués pour la période 1988-1994. En 1996, MBW a disposé de 28 millions et la prévision pour les deux années suivantes était de 25 millions par an[1]. Ce chiffre est faible comparé à l'ensemble des dépenses publiques pour Belfast qui s'élèvent à 1 milliard de livres par an[2]. Dans la stratégie élaborée en 1995, les projets financés doivent être complémentaires à l'action ministérielle et pouvoir être absorbés dans le budget général ou alors trouver d'autres subventions à moyen terme. Les aides aux projets sont accordées pour une durée maximale de 3 ans ; une prolongation est très exceptionnelle[3]. Sandra Buchan, chef de projet de l'équipe locale Nord de MBW, explique que MBW est une sorte de « financeur de la dernière chance ». Comme il s'agit d'actions transversales, MBW cherche aussi à élargir l'échelle des projets et à croiser les budgets. Ainsi, les projets bénéficient de financements multiples : la municipalité de Belfast, les subventions européennes URBAN, le Fonds International pour l'Irlande et les budgets propres des ministères sont associés à l'action de MBW[4]. Cependant Gaffikin et Morrissey critiquent cette approche comme compensatoire car les budgets des aides sociales diminuent simultanément[5]. En outre, une étude réalisée par le *Northern Ireland Voluntary Trust* dénonce le saupoudrage des crédits et le manque de coordination interministérielle pour préserver des priorités sectorielles. Ce bilan est tempéré car l'étude reconnaît que, par ce biais, les associations ont accès à des financements qui leur permettent de trouver des solutions aux problèmes locaux[6].

Le bilan de l'emploi est également mitigé. Au départ, la philosophie de MBW est très orientée vers le développement économique. La préoccupation majeure est le chômage et MBW favorise la création d'emplois et la formation en impliquant le secteur privé. Une étude de l'*Urban Institute* évalue positivement le bilan de MBW en terme d'emplois[7]. Mais Birrel argue que ceux-ci se concentrent dans les services sociaux ou de proximité ou dans le cadre de programmes de retour à l'emploi (*Action for Community Employment*, ACE) et débouchent souvent sur des emplois à temps partiel et faiblement rémunérés, même si les programmes de formation sont un succès[8].

---

1 *Ibid.*, p. 14.

2 D. Birrel, C. Wilson, Making Belfast Work : An Evaluation of an Urban Strategy, *Administration,* vol. 41, n°1, 1993, p. 45.

3 MBW, *Strategy statement*, *op. cit.*, p. 14.

4 Entretien avec Sandra Buchan, MBW, *North Team, Project Officer*, 1er février 1999.

5 Gaffikin, Morrissey, *op. cit.*

6 Northern Ireland Voluntary Trust, *A qualitative study of life in the disadvantage areas of Belfast*, Belfast : NIVT, 1992.

7 M. Morrissey, *Unemployment in Belfast and the Making Belfast Work programme,* Belfast : Urban Institute, [1998].

8 Birrel, Wilson, *loc. cit.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

L'implication du secteur privé relève d'un discours incantatoire du gouvernement. La dynamique des quartiers en difficulté est peu propice à la création d'entreprises ou d'emplois. Les aides financières n'incitent guère les entrepreneurs à investir dans des zones peu accessibles et peu attrayantes en raison de l'insécurité, de leur image négative et du manque de services. L'orientation de MBW s'en est trouvée légèrement modifiée. La priorité donnée à la régénération économique et des infrastructures est délaissée au profit des services sociaux, de l'éducation et la formation. En 1999, selon Sandra Buchan, la majorité des financements est destinée à des projets éducatifs.

MBW est un dispositif de lutte contre l'exclusion qui ne s'attaque pas directement aux difficultés des interfaces. Celles-ci ne sont pas les cibles prioritaires de MBW et ne sont pas définies comme territoires d'intervention. Mais les interfaces sont parmi les territoires les plus marginalisés et par conséquent sont bénéficiaires du programme. Selon Sandra Buchan, chef de projet de l'équipe locale Nord de MBW, les projets financés par son équipe sont presque tous situés sur des interfaces. Elle cite un exemple de régénération urbaine « directement sur l'interface » à Manor Street, où MBW finance la construction d'une nouvelle maison de quartier, pour accueillir les activités des associations locales destinées aux jeunes et aux enfants, qui ont lieu en attendant dans un bâtiment préfabriqué[1]. D'après le rapport d'activités de 1996, MBW subventionne aussi les travaux environnementaux réalisés sur les *peacelines*[2].

6-12.2. La régénération urbaine et l'implication des communautés : partenariats urbains et urbanisme participatif

Dans les années 1980, les partenariats entre le secteur privé et le secteur public étaient considérés comme l'outil juridique approprié pour renforcer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de développement économique et de renouvellement urbain. Ainsi, *Laganside* a été créé pour la régénération des friches du centre de Belfast incluant le projet phare du *Waterfront*, ensemble immobilier de logements et de bureaux comprenant un palais des congrès. Dans les années 1990, la problématique des partenariats relève de la participation de la société civile à la démocratie locale. Celle-ci s'inscrit dans une structure administrative fortement centralisée qui laisse peu de pouvoir aux municipalités, ayant une faible implication dans le développement local[3]. Les partenariats mis en place sont un moyen d'impliquer les communautés. Ils sont de deux types : les partenariats urbains et les partenariats de quartiers. Le partenariat urbain est un comité communal regroupant

[1] Entretien avec Sandra Buchan, MBW, *North Team, Project Officer*, 1er février 1999.

[2] MBW, *1996 Report, op. cit.*, p. 12.

[3] J. Hughes, C. Knox, M. Murray, J. Greer, *Partnership governance in Northern Ireland: The path to peace,* Dublin : Oak Tree Press, 1998, p. 64.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

les intérêts publics, privés et associatifs[1]. Les partenariats de quartier rassemblent un nombre significatif d'arrondissements urbains pour déterminer une politique de développement local et d'application des programmes de MBW, afin d'assurer un développement local coordonné.

Dans les années 1980, le marketing des villes était devenu un élément essentiel des stratégies de communication des villes post-industrielles souhaitant être plus compétitives et attirer les investissements et les touristes. Au début des années 1990, l'effet discutable des politiques urbaines en terme de rattrapage économique des quartiers défavorisés et la redécouverte des communautés comme partenaire social modifient le contenu de ces politiques d'image. Désormais, il s'agit d'établir des partenariats urbains, chargés d'élaborer une *city vision,* un projet pour la ville, issu d'un consensus établi à partir de la consultation de tous les intérêts en présence. Les villes de Derry et Belfast se sont engagées dans un tel processus. Le partenariat urbain de Belfast, le *Belfast City Partnership Board* a été institué pour créer un projet pour « Belfast 2025 ». Ce partenariat est présidé conjointement par un représentant du DOE et du conseil municipal de Belfast. Il compte 22 membres, dont 10 sont élus parmi les conseillers municipaux et 12 représentent le secteur privé et le tiers-secteur[2]. Une consultation large, incluant des forums de discussion et des ateliers, a été menée de juin 1997 à décembre 1998[3]. Le projet, « représentatif et reconnaissant les différents besoins et aspirations divergentes de toutes les sections de la communauté », est publié dans le document intitulé *Belfast city vision, Our city, our future*, en 1999. L'idée mise en avant par cette consultation est celle d'une ville solidaire (*mutual city)*[4]. Une telle ville favorise le lien et la collaboration entre les territoires, les communautés et les institutions, notamment les liens entre les catholiques et les protestants. Les conflits d'intérêts ne sont pas niés mais il est affirmé qu'ils ne doivent pas empêcher l'action collective. « En poursuivant un objectif commun inscrit dans un projet de ville, nous pouvons contribuer à guérir la division »[5]. Il est souligné qu'un cadre institutionnel « stratégique et unifié » est nécessaire pour le développement de la ville, au lieu d'initiatives fragmentées.

A l'échelle infra-communale, MBW a pris l'initiative de la création de partenariats de quartiers (*area partnerships*) chargés de définir et d'appliquer les stratégies de développement local. D'après

[1] Le partenariat urbain est distinct du partenariat municipal (*district partnership*) créé pour administrer le Programme Spécial pour la Paix et la Réconciliation de l'Union Européenne, voir infra, section 6-12.3. L'aide européenne et internationale pour les interfaces.

[2] Belfast City Partnership Board, *Belfast city vision. Our city, our future,* Belfast, [1999], p. 2.

[3] *Ibid.*, p. 33.

[4] *Ibid.*, p. 7. Le terme *mutual* comprend l'idée de commun, à partager.

[5] *Ibid.*, p. 8.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

MBW[1], une approche multisectorielle est nécessaire pour résoudre les difficultés des quartiers défavorisés. De plus, l'échelle géographique doit être suffisante pour attirer des investissements significatifs et permettre un développement à long terme. Et il s'agit de favoriser la participation de la société civile au processus de régénération urbaine. Les partenariats locaux sont pensés comme des mécanismes efficaces pour améliorer les relations entre les différents intérêts en présence, notamment confessionnels, mais aussi entre les secteurs public, privé et associatif pour mettre en œuvre la régénération urbaine. C'est une réponse holiste sur un territoire localisé. Les partenariats de quartier sont ainsi une instance de coordination stratégique des acteurs locaux et des initiatives existantes pour mettre en œuvre les programmes des équipes de MBW. Les partenariats de quartier sont complémentaires du partenariat urbain de Belfast, le *Belfast City Partnership Board*, qui rassemble tous les acteurs publics et privés pour définir un projet de développement à long terme pour Belfast.

MBW donne des lignes de conduite pour la mise en place des partenariats de quartiers[2]. Chaque partenariat est constitué à partir d'une consultation large des groupes d'intérêts et associations locales en se basant sur les réseaux et forums locaux existants. Les limites géographiques sont décidées par la base à partir des zones de compétence des équipes d'intervention de MBW. Le comité directeur doit comprendre entre 12 et 20 membres et sa composition est toujours fondée sur le principe de la représentation de tous les secteurs : élus locaux (jusqu'à un tiers), agences gouvernementales (jusqu'à 4 membres), secteur associatif et secteur privé. La représentativité de tous les partenaires sociaux, la responsabilité devant les communautés et l'importance de la représentation de la communauté est soulignée.

A partir de 1996, 5 partenariats de quartiers sont créés, incluant la totalité de la *Belfast Urban Area* : Greater Shankill, Belfast-Est, Belfast-Ouest, Belfast-Nord et enfin Belfast-Sud. Chacun d'entre eux élabore une stratégie à partir d'audits socioéconomiques et choisit les axes prioritaires de son intervention et son mode de fonctionnement. Ils ont un rôle de lobby, de coordination, de gestion des financements et de conduite de projet. Les interfaces sont intégrées dans les stratégies de ces partenariats. Le *North Belfast Partnership Board* cite les interfaces comme une priorité de son intervention dans le domaine du logement et de l'environnement. Il considère ces zones comme « méritant la plus grande attention »[3]. NBPB s'engage à discuter avec les communautés pour

[1] MBW, *Strategy statement*, *op. cit.*, p. 12.

[2] Rosin Mc Donough, *A partnership approach to regeneration. Some guiding principles.* Belfast : Making Belfast Work, 1995.

[3] North Belfast Partnership board, *North Belfast partnership strategy 1998-2001,* juin 1998, p. 23.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

identifier tous les acteurs potentiels et identifier les initiatives envisageables sur les interfaces et leurs sources de financement.

Toutefois, les partenariats représentent un apport limité de la société civile à la démocratie. Hastings a démontré que les *communities* ne sont pas un partenaire social égal du secteur privé ou de l'Etat au sein des divers partenariats[1]. De plus la représentativité des leaders associatifs au sein des structures de coopération est parfois contestée. Malgré tout, ils sont un forum civique important et un réseau regroupant des intérêts divergents, au-delà de la simple gestion des subventions étatiques ou européennes. Enfin, les partenariats de quartier sont une instance de discussion de l'aménagement des interfaces qu'ils désignent comme un territoire méritant une intervention spécifique.

Les partenariats de quartier de Belfast ont organisé des consultations locales pour la mise en œuvre de la régénération. Ils ont fait appel à des consultants londoniens, John Thompson & Partners. Selon leur plaquette de présentation, les consultants préconisent une démarche participative appelée *community planning*. Elle « favorise un dialogue vivant entre les acteurs publics et privés et les usagers locaux » et « facilite l'émergence d'une vision d'avenir partagée ». En pratique, John Thompson organise des « ateliers d'urbanisme ouverts au public » et des « week-ends de consultation publique »[2]. Ils ont organisé un week-end d'urbanisme participatif (*community planning weekend*) pour le *Greater Shankill Partnership* en 1995. John Thompson relate les principaux résultats dans un article de la revue *City*. Le but pour le *Greater Shankill Partnership* était d'élaborer une stratégie de régénération approuvée par la communauté. Il s'agissait à la fois d'asseoir sa légitimité et d'élaborer un plan d'action. Le week-end de consultation a jeté les bases d'un plan d'aménagement (*masterplan*) pour le Shankill. Cela a aussi servi de document de référence pour les demandes de financements auprès de l'Union Européenne, du Fonds International pour l'Irlande et du *Millenium Fund* pour une série de projet d'équipements de proximité. Une subvention du *Millenium Fund* et du Fonds International pour l'Irlande a été attribuée à un *Flagship Youth Centre*, comprenant une salle de spectacle (théâtre - cinéma), un café, des équipements multimédia et un centre d'information[3]. Le consultant a ensuite organisé en 1997, à la demande de MBW, un « week-end d'idées » pour le réaménagement de Crumlin Road, qui concerne deux partenariats de quartiers, celui du Greater Shankill et de Belfast-Nord. Les communautés vivant de part et d'autre de cette

[1] A. Hastings, Unravelling the process of partnership in urban regeneration policy, *Urban Studies*, vol. 33, n°2, 1996.

[2] J. Thompson & Partners, *Participation et réalisation* [dépliant de présentation en français], s.d.

[3] J. Thompson, From Berlin to Belfast and Beirut. Reconciliation and regeneration through community planning, *City* (Londres), n°8, 1997, p. 58.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

route étaient invitées à participer. Crumlin Road est une interface qui sépare plusieurs quartiers catholiques et protestants. Cette interface est matérialisée sur une section de la route par un mur paysager. Toute la zone est défavorisée et inclut une superficie relativement importante de terrains en friches, notamment une zone de fabriques abandonnées, construites au 19e siècle. Les idées émises ont été consignées dans un rapport remis à MBW[1]. Il explique que l'objet de ce week-end était de faire émerger un consensus intercommunautaire sur la régénération de la zone et d'identifier de nouveaux usages potentiels pour les équipements désaffectés, notamment le palais de justice et la prison. En raison des tensions intercommunautaires, 6 mois ont été nécessaires pour préparer le week-end. Un accord a été trouvé sur ses buts. Il a été considéré comme un « premier pas pour identifier les opportunités de dialogue et les consensus existants », mais cela ne pourra donner lieu « ni à plan d'aménagement, ni à un exercice de relations communautaires et ni à la création d'un partenariat »[2]. La consultation a consisté en une série d'ateliers menés dans chaque quartier attenant à Crumlin Road, sur trois thèmes : transport, habitat, éducation et formation, et auxquels participaient des représentants des associations locales et des agences gouvernementales concernées. Le but était de prendre en compte les difficultés et d'envisager le futur du quartier. Des exercices de *planning for real* ont également été menés à une plus petite échelle.

Thompson présente ce week-end comme un succès « permettant de regarder un paysage fragmenté en une série d'atouts pouvant être exploités collectivement pour le bénéfice de tous. » Cet exercice a aussi « favorisé la prise de conscience croissante que des interfaces, fondées sur un intérêt et un usage commun, qui respecte les symboles et les expressions de chaque tradition, peuvent être créées »[3]. Pour Thompson cela augure d'une régénération menée par les communautés dans une logique de projet et non plus entraînée par des financements disponibles. Cependant, les idées présentées sont plutôt convenues et restent à un niveau de souhaits ne prenant pas en compte la faisabilité des projets : réhabilitation des commerces, dans un contexte de crise des commerces de proximité, amélioration des routes et des parkings, qui dépendent de la stratégie routière du DOE, investissements touristiques dans un secteur d'habitat social manquant de visibilité touristique. Les discussions sur la *peaceline* ont été peu probantes, et aucun consensus n'a été établi pour la section de Crumlin Road sur laquelle est située la *peaceline*. Cette zone a donné lieu à une journée de consultation supplémentaire, présenté en annexe du rapport. Le rapport mentionne que l'accord

[1] J. Thompson & Partners, A *first step for the Crumlin Road. Report of the ideas weekend, 20-24 February 1997*, Londres, mars 1997.

[2] *Ibid.*, p. 2.

[3] *Ibid.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

trouvé alors est limité, car seuls 11 participants sont revenus et les représentants de l'association de riverains protestants étaient très minoritaires.

Néanmoins, l'exercice a permis une discussion publique locale à propos des interfaces et la mise en œuvre d'un mécanisme de participation. Dans son ensemble, la participation du public dans les plans d'aménagement est faible en Irlande du Nord. Dans les années 1960 et 1970, l'idée de participation se résumait à des enquêtes publiques. Dans les années 1980, un processus de consultation auprès de groupes représentatifs a été mené par *Community Technical Aid* (CTA), un organisme parapublic financé par des subventions du DOE. Mais les consultations étaient critiquées comme de simples alibis pour entériner les projets. Trop peu de temps et d'argent leur étaient consacrés, les informations fournies par le DOE étaient lacunaires et le point de vue de la communauté ne dépassait pas le niveau de la réponse à un schéma préétabli, n'ayant par conséquent aucune force de proposition. Dans les années 1990, CTA a mis en place des processus de consultation plus probants. Le schéma directeur pour la région urbaine de Belfast (*The Belfast City Region*) a été discuté à l'aide d'une approche de type « vision pour le futur »[1]. Les associations locales devaient dépeindre leurs souhaits plutôt que de répondre à une série d'objectifs prédéfinis. Pourtant, ce processus a été interrompu pour permettre au Plan d'aménagement régional d'être élaboré en premier[2]. Celui-ci a donné lieu à une consultation avant la publication de l'avant-projet, mais celle-ci était encadrée par la définition stricte des priorités gouvernementales[3]. Un document du *Community Relations Council* prône une meilleure participation des citoyens dans les projets d'urbanisme[4]. En effet, le mécanisme de participation du DOE repose sur des enquêtes publiques au cours desquelles des objections peuvent être formulées. Pour impliquer davantage les communautés locales, le CRC estime nécessaire d'assurer la participation des associations locales intercommunautaires et de l'officier municipal des relations communautaires (*District Community Relations Officer*) ainsi que d'encourager la tenue d'ateliers et groupes de discussions. Pour l'instant la participation des habitants en matière d'aménagement et d'urbanisme reste encore très formelle. S'il ne faut pas surestimer son importance, elle est un complément à la représentation démocratique, limitée en Irlande du Nord du fait de l'absence d'administration régionale au profit du gouvernement central.

[1] DOENI, *The Belfast City Region, Towards and beyond the millennium,* Belfast : DOE, janvier 1996.

[2] DOENI, *Shaping our future, Towards a strategy for the development of the region.* Draft regional strategic framework for Northern Ireland, décembre 1998.

[3] A. Basten, *Urban partnerships and socio-political restructuring in Northern Ireland,* Draft paper for the Sociological Association of Ireland 26th annual conference, Belfast, mai 1999, p. 5.

[4] CRC, *Community relations and Planning,* Belfast, 1995.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Les exercices d'aménagement communautaires constituent un apport limité à la problématique de l'aménagement urbain. Mais ils créent un espace de discussion autour de l'aménagement des interfaces en tentant de réunir les acteurs de terrain. Les exercices ont leur raison d'être au sein des partenariats de quartier qui assurent le caractère opérationnel des discussions, dont le résultat pourra être intégré dans la politique de développement local.

6-12.3. L'aide européenne et internationale pour les interfaces

Les dispositifs de financement de l'Union Européenne et du Fonds International pour l'Irlande s'attaquent plus directement aux conséquences du conflit pour accompagner le processus de paix naissant. Le cessez-le-feu de 1994 est le catalyseur de la forte augmentation de la contribution de ces fonds. A l'automne suivant les cessez-le-feu des milices paramilitaires, les institutions européennes ont annoncé l'attribution de subventions supplémentaires pour l'Irlande du Nord. Ce plan était présenté comme une opportunité de démolir les *peacelines*. Les déclarations du Ministre irlandais des Affaires étrangères, Dick Spring, appelaient à la construction de parcs, espaces publics, entreprises et équipements scolaires partagés par les deux communautés. Son homologue britannique, Douglas Hurd, soulignait la nécessité de l'accord des communautés sur le terrain pour la suppression des murs, tout en relevant que la régénération des zones touchées par la violence aiderait à la réconciliation[1]. C'est dans cet esprit que les fonds européens sont utilisés. L'idéologie de la revitalisation urbaine transforme la question confessionnelle en une question de développement économique et les moyens mis en œuvre reflètent cette posture. Les interfaces sont des lieux spécifiques d'intervention des politiques urbaines. Ce sont des lieux stigmatisés dont on réaffirme l'urgence de la réhabilitation, non plus à cause de leur situation mais parce qu'ils sont parmi les territoires économiquement les plus défavorisés[2]. Les fonds subventionnent des projets de développement social et économique, avec une composante urbaine forte. L'accent est souvent mis sur la capacité des projets à améliorer les relations communautaires. Dans cette idée, la plupart des programmes visent spécifiquement les interfaces.

Les fonds européens de développement

Les fonds européens visent à l'harmonisation des niveaux de développement économique, social et urbain des pays de l'Union. L'Irlande du Nord, en tant que région périphérique et en récession, en bénéficie. Depuis 1977, l'Irlande du Nord bénéficie de subventions du Fonds Social

[1] EU backs removal of Belfast 'peace walls', *The Guardian,* 5 octobre 1994 ; Tear down the walls of hate peads city Mayor, *Newsletter*, 5 octobre 1994 ; Plea for cash to tera down Belfast's walls, *Daily Telegraph*, 5 octobre 1994.

[2] Pour l'analyse des performances économiques des quartiers de Belfast, voir F. Gaffikin, M. Morrissey, *A tale of one city? North and West Belfast,* Consultative document, Belfast : Urban Institute, 1996.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Européen (FSE), destiné à améliorer les perspectives d'emploi et du Fonds de Développement Régional Européen (FEDER), dont le but est de réduire les écarts de développement entre les régions européennes. Ces fonds sont destinés à s'attaquer aux problèmes économiques structurels. En 1994-1999, l'Irlande du Nord a reçu 1 milliard de livres sterling, ce qui représente la moitié de la subvention européenne allouée au Royaume-Uni, et un doublement de la subvention par rapport à la période précédente 1989-1993. L'attribution de ces fonds européens reflète aussi la préoccupation d'accompagner le processus de paix. L'un des sous-programmes européens est le *Physical and Social Environment Sub-Programme* (PSESP), dont l'un des principaux objectifs est de réduire les divisions communautaires et de résoudre la tension et le conflit en Irlande du Nord. Les crédits alloués de 1994 à 1999 sont de 16,6 millions de livres pour soutenir les projets de réconciliation. Durant le premier PSEPSP de 1991 à 1993, l'Union Européenne (UE) n'avait accordé que 10 millions de livres.

Les programmes de l'Union Européenne se sont tournés vers le développement urbain. En 1989, le programme *Quartiers en crise* était destiné aux quartiers les plus défavorisés de l'Union, auxquels Ardoyne (Belfast-Nord) appartient. Au-delà de ce programme spécifique, l'ensemble des fonds structurels a également pris une orientation plus urbaine. En 1994, 600 millions d'ECUS des fonds structurels sont attribués à l'initiative URBAN[1]. URBAN soutient des partenariats locaux dans leurs projets de développement économique, d'intégration sociale et d'environnement urbain. L'élément clé est la lutte contre l'exclusion du marché du travail. Le premier programme URBAN, de 1994 à 1999, a versé 14 millions de livres à l'Irlande du Nord. Le financement, réparti entre deux sous-programmes, l'un pour Londonderry et l'autre pour Belfast, est complété par des subventions de MBW et du *Londonderry Development Office*. A Derry, 3 quartiers ont été ciblés et la priorité a été donnée à la lutte contre le chômage de longue durée et la réhabilitation de quartier. A Belfast, 2 projets ont été sélectionnés dans Belfast-Ouest, l'un émanant du *Greater Shankill Partnership Board*, protestant, et l'autre d'*Upper Springfield Development Trust* (USDT), catholique. Les projets sont décrits dans la brochure de présentation *The Northern Ireland URBAN initiative*[2]. Le Shankill et Upper Springfield sont des quartiers adjacents. Ils ne sont pas mentionnés comme interface, mais le principe de parité de l'investissement public entre les quartiers catholiques et protestants est implicite. Les deux quartiers ont chacun entamé un processus global de régénération locale, basée sur le modèle du partenariat et impliquant les secteurs privé, public et associatif. Le *Greater Shankill Partnership Board* est un partenariat de quartier fondé en 1996 pour mettre en œuvre une stratégie de

[1] Commission Européenne, *Les fonds structurels en 1994 : 6e rapport annuel*, Bruxelles : Commission Européenne, 1996, p. 119.

[2] *The Northern Ireland URBAN initiative*, Making Belfast Work/Londonderry Development Office, s.d.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

développement pour le Shankill. URBAN finance le projet d'éducation pour les jeunes enfants de moins de 5 ans et leurs parents, appelé *Early years project*. Il consiste à accroître les compétences éducatives des parents et encourager le développement de l'enfant dans ses premières années. Le programme inclut la formation de conseillers parentaux d'éducation. L'autre partenariat de quartier, *Upper Springfield Development Trust* (USDT) a été établi en 1993 et réunit les leaders associatifs locaux, les entreprises locales et les agences gouvernementales. USDT a élaboré un plan de revitalisation urbaine pour la période 1997-2000[1]. Les financements d'URBAN et de MBW totalisent 7 millions de livres pour le projet d'éducation et de formation à destination des jeunes de 12 à 25 ans mis en place dans Upper Springfield. Il est ventilé en 6 dispositifs. Le premier, EURASCOPE, vise à développer des activités artistiques, culturelles et sportives pour la jeunesse. *Training for life* a pour but d'offrir des formations aux jeunes adultes. Les quatre autres dispositifs développent le travail de proximité avec les jeunes les plus marginalisés, le soutien aux associations locales pour la jeunesse (*youth groups*), le soutien scolaire et le tutorat et l'aide à la recherche d'emplois. USDT espère ainsi créer 40 emplois et accroître les opportunités de formation des jeunes.

Les interfaces de Belfast-Nord sont directement visées par l'initiative URBAN II pour la période de 1999 à 2004 à travers le *Community Initiative Programme*. Ce programme s'adresse à un ensemble géographique d'au moins 20 000 habitants et connaissant des difficultés sociales multiples. En juin 2000, une consultation en Irlande du Nord a eu lieu pour déterminer quelle zone serait bénéficiaire du programme. La volonté était de s'attaquer aux quartiers les plus déshérités et connaissant un déclin lié à la violence et la ségrégation. Belfast-Nord a été retenu pour les circonscriptions d'Ardoyne, Castelview, Chichester Park, Cliftonville, Crumlin, Duncairn, Forthwilliam, New Lodge, St Anne's et Waterworks. Ce sont les circonscriptions centrales du *North Belfast Partnership Board* (NBPB) ; la plupart sont dans la zone d'action de MBW sauf Chichester Park et Castelview. Rappelons que Belfast-Nord a le taux de mortalité et de blessures lié aux troubles le plus important d'Irlande du Nord, comporte 6 *peacelines* et éprouve de multiples difficultés liées à la territorialité et la suspicion entre communautés. Il est frappé par la désindustrialisation et ses conséquences, un fort taux de chômage et de nombreuses friches urbaines. Les performances scolaires sont faibles et la délinquance élevée. Le *Community Initiative Programme* pour Belfast-Nord bénéficie de 8,5 millions de livres de subventions dont 5,5 proviennent de la Commission européenne[2] et le reste de MBW et du Fonds International pour l'Irlande. Ce programme subventionne les projets locaux correspondant à ses objectifs. Le *North*

[1] Upper Springfield Development Trust. *Driving local urban regeneration. Development plan 1997-2000*, 1997.

[2] Department for the Social Development, Northern Ireland. *An equality Impact Assessment. Urban II, community initiative programme*, Belfast : DSD, juillet 2002, p. 14.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Belfast Partnership Board est chargé de sa mise en œuvre selon trois priorités : développer le potentiel de l'environnement physique et social, développer le potentiel humain et offrir une assistance technique et financière. Le premier objectif vise explicitement les interfaces, notamment par sa première mesure intitulée *Sharing place*. Elle vise à la régénération des zones disputées de Belfast-Nord et à lutter contre la dégradation urbaine. Il s'agit de régénérer les interfaces, d'augmenter la confiance et la sécurité pour les personnes, de discuter les aménagements alternatifs aux *peacelines* à travers un dialogue avec les communautés, et créer des alliances intercommunautaires pour la régénération des interfaces. Les deux autres mesures visent à la régénération des friches et à l'amélioration de l'environnement, notamment des routes et du mobilier urbain. Les interventions sur l'espace urbain sont liées au développement social. Le second objectif, visant à développer le potentiel humain repose sur trois mesures. La première vise à améliorer l'accès au marché du travail, au moyen de la formation et en développant les opportunités d'emplois et de stage. La seconde vise à développer l'économie sociale locale en encourageant la création d'entreprises, notamment de PME et d'entreprises associatives. Enfin, il s'agit de former le personnel des associations locales pour développer leurs capacités à formuler et mettre en œuvre le programme URBAN. Dans cette perspective, URBAN fournit une assistance technique pour établir un secrétariat distinct du *North Belfast Partnership Board* (NBPB) en charge de mettre en place le programme, et offre les compétences financières, d'étude et d'évaluation nécessaires. Les subventions dont profitent les interfaces sont complétées par les programmes pour la paix.

Les subventions pour la paix

Le Fonds International pour l'Irlande et le Programme Spécial pour la Paix et la Réconciliation de l'Union Européenne s'adressent directement aux projets de promotion de la paix. Les projets subventionnés ont une forte composante économique et il existe un volet spécifique pour les interfaces.

Le Fonds International pour l'Irlande (*International Fund for Ireland*, IFI) est une organisation internationale indépendante, fondée par les gouvernements britannique et irlandais. Il a été créé le 18 septembre 1986 en application de l'accord anglo-irlandais signé en 1985. Ce fonds bénéficie du soutien de l'Union européenne (50 %), des Etats-Unis (47 %) et de l'Australie (3 %). L'aide est répartie entre l'Irlande du Nord (75 %) et l'Irlande du Sud (25 %). Il a pour objectif de « promouvoir le progrès économique et social et encourager le contact, le dialogue et la réconciliation entre nationalistes et unionistes en Irlande »[1]. Il accorde des subventions à des projets

[1] International Fund For Ireland, *Annual report and accounts*, Belfast : 1998, p. 4.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

locaux ayant un objectif de réconciliation intercommunautaire. La plus grande partie de l'aide est dédiée au développement économique. De 1986 à 1998, l'IFI a soutenu la création d'entreprises (81 millions de livres)[1], les projets touristiques (52 millions)[2], l'activité économique dans les centres urbains et ruraux défavorisés par des subventions de rénovation des bâtiments à usage commercial (50 millions)[3] et la participation au capital d'entreprises de haute technologie (14 millions)[4]. Durant la même période, 105 millions de livres sterling ont été répartis entre 4 programmes de régénération des quartiers défavorisés[5] : l'un pour les villes frontalières du Sud, un autre pour développement rural, ainsi que le *Community Regeneration Improvement Special Programme* (CRISP) à destination des petites villes et enfin le *Community Economic Regeneration Scheme* (CERS) cofinancé par MBW. Ce dernier programme de régénération économique associatif est administré par le Ministère du Développement Economique pour pallier l'absence d'investissements privés. Il subventionne des micro-projets de quartier visant à soutenir la croissance économique et impliquant la création d'espaces de bureaux, commerciaux ou industriels. Une part non négligeable du budget de l'IFI est attribuée spécifiquement au développement social. *Wider Horizons* est un programme intercommunautaire de formation des jeunes chômeurs par des stages à l'étranger (37 millions)[6]. *Communities Initiative* vise à développer les compétences et encourager l'interaction entre les communautés[7]. De 1986 à 1998, un budget cumulé de 18 millions de livres sterling lui a été attribué, pour financer trois volets. C*ommunity Leadership* encourage la formation de bénévoles et responsables associatifs désirant s'impliquer dans le développement social et économique de leur communauté. C*ommunities in Action* est un programme qui s'adresse spécifiquement aux femmes, aux jeunes et aux enfants des quartiers défavorisés. C*ommunity Bridges* finance les organisations impliquées dans le rapprochement intercommunautaire[8]. Les interfaces ne sont pas mentionnées dans cette initiative, mais les associations de Belfast financées par ce volet sont quasiment toutes situées dans ces lieux.

En décembre 1994, le Conseil Européen décide de créer un « programme spécial d'aide en faveur de la paix et la réconciliation en Irlande du Nord et les comtés limitrophes de la

[1] *Ibid.*, p. 30-31.

[2] *Ibid.*, p. 34-35.

[3] *Ibid.*, p. 37-38.

[4] *Ibid.*, p. 47.

[5] *Ibid.*, p. 19-21.

[6] *Ibid.*, p. 40-41.

[7] *Ibid.*, p. 25-27.

[8] *Ibid.*, p. 14-17.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

République »[1], communément appelé Programme Spécial pour la Paix et la Réconciliation. Le programme est élaboré conjointement par les gouvernements irlandais et britannique et approuvé par la Commission Européenne en juillet 1995. Il finance des projets contenant un aspect de réconciliation entre les deux communautés. Pour la période 1995-1997, 416 millions d'ECUS sont alloués à cette initiative, dont 300 proviennent des fonds structurels et 11 000 subventions sont accordées à des projets locaux. Pas plus de 80 % du budget est réservé à l'Irlande du Nord et pas moins de 20 % à la République, 15 % du total étant affecté à des projets transfrontaliers. L'UE apporte 75 % des coûts des projets, le reste étant financé par le secteur privé, les municipalités ou l'Etat[2].

L'objectif est de promouvoir « l'inclusion sociale » des habitants marginalisés socialement et économiquement et de profiter des opportunités créées par le processus de paix pour stimuler la régénération économique. Le Programme Spécial pour la Paix et la Réconciliation est divisé en 7 sous-programmes désignés par leur numéro : (1) l'emploi, (2) la régénération urbaine et rurale, (3) la coopération transfrontalière, (4) l'inclusion sociale, (5) le développement de l'industrie, (6) les partenariats municipaux, (7) l'assistance technique au programme général. Les subventions sont accordées aux associations locales, entreprises privées, institutions publiques ou particuliers par l'intermédiaire de trois instances qui sélectionnent les projets récipiendaires. Presque la moitié des fonds attribués à l'Irlande du Nord et l'Irlande du Sud (43 %) a été gérée par les ministères[3] pour favoriser le développement économique et les infrastructures dans la période 1995-1997. Mais le reste de la gestion des fonds est décentralisé. Il existe une forte volonté d'associer étroitement les gens « sur le terrain » dans la gestion et la mise en œuvre du programme. Environ 40 % des fonds sont distribués par les *intermediary funding bodies*, qui sont des associations reconnues d'utilité publique (*registered charities)*. L'Irlande du Nord en compte 7 et la République d'Irlande 2. En Irlande du Nord, il s'agit notamment du *Community Relations Council*, *Co-operation North*, du *Northern Ireland Voluntary Trust*, ou du *Rural Development Council*. Ces ONG sont plus proches des bénéficiaires de l'aide et mieux à même d'identifier les projets les plus pertinents pour le secteur subventionné[4]. Les 17 % restants sont versés aux partenariats municipaux (*district partnerships*) créés spécialement dans chacune des 26 communes nord-irlandaises pour administrer le sous-programme n°6. Pour la période 1998-2000, cette allocation a été portée à 25 % des fonds[5]. Chaque partenariat municipal

[1] *Special support programme for Peace and Reconciliation in Northern Ireland and border Counties of Ireland.*

[2] Hughes, Knox, Murray, Greer, *op. cit.*, p. 37.

[3] Belfast European Partnership Board, *Annual Report, 1996/97*, Belfast, 1997, p. 2.

[4] Hughes, Knox, Murray, Greer, *op. cit.*, p. 38-39.

[5] Belfast European Partnership Board, *Strategy document, 1998/2000*, Belfast, 1998, [2].

est composé d'un tiers de conseillers municipaux (*local councillors*) nommés par les partis ou le conseil municipal, d'un tiers de représentants du secteur associatif, nommés par le *Northern Ireland Council of Voluntary Associations* (NICVA) et d'un tiers de représentants du secteur privé, des syndicats et des agences gouvernementales. Selon B. Murtagh, les conflits d'intérêts entre les politiques et les représentants associatifs sont parfois plus forts que les divisions confessionnelles[1]. Un partenariat pour l'Irlande du Nord, le *Northern Ireland Partnership Board,* administre l'ensemble du sous-programme n°6, en attribuant à chaque partenariat municipal les fonds en fonction de sa population et des indicateurs économiques. Ainsi le partenariat municipal de Belfast, le *Belfast European Partnership Board* (BEPB) reçoit 12 millions de livres pour la période 1995-1997[2].

Chaque partenariat municipal doit définir une stratégie validée par le *Northern Ireland Partnership Board*. Celui de Belfast, le BEPB a lancé la sienne le 2 août 1996[3]. Le programme général insiste sur la nécessité de toucher directement les zones les plus défavorisées et divisées. Mais l'interface est une catégorie qui se constitue au fur et à mesure de la mise en oeuvre de la stratégie. Graham Mc Neill, chef de projet au BEPB, explique que pour Belfast « la première tranche de financement (1995-97) a eu trois phases : 1, 2A, 2B. Dans la phase 1, la stratégie ne mentionne rien à propos des interfaces. Dans la phase 2A, nous avons amendé la stratégie, avec un budget pour les interfaces. Cela semblait approprié »[4]. En effet, le rapport annuel de 1997 pour le BEPB affirme que les partenariats locaux ont du recibler leurs objectifs et développer une approche plus « programmatique »[5]. Ainsi lors de la phase 1, les objectifs étaient larges : emploi, développement des compétences, intégration sociale et participation, espaces à vivre. Durant la phase 2, les projets étaient appréciés au regard de trois nouvelles priorités : interfaces et espaces disputés (*interfaces and contested spaces*), économie sociale et emploi, inclusion sociale et encouragement des contacts intercommunautaires[6].

Pourtant, il ne s'agit pas de construire une catégorie spatiale spécifique récipiendaire de l'aide européenne. Le rapport annuel précise qu'en « privilégiant le critère d'interface, le personnel du BEPB était attentif à ce que la géographie ne soit pas le seul facteur déterminant pour l'approbation d'un projet. Les préoccupations des résidents près des interfaces ne diffèrent pas significativement

[1] B. Murtagh, Partnerships and policy in Northern Ireland, *Local Economy* (Londres), vol. 16, n°1, 2001, p. 59.

[2] Belfast European Partnership Board, *Annual Report, 1996/97*, Belfast, 1997, p. 3.

[3] Belfast European Partnership Board, *Peace and reconciliation programme, the strategy*, Belfast, [1996].

[4] Entretien avec Graham Mc Neill, *Belfast European Partnership Board, Project officer*, 16 juin 1999.

[5] Belfast European Partnership Board, *Annual Report, 1996/97*, Belfast, 1997, p. 8.

[6] *Ibid.*, p. 12.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

du reste de la ville et sont souvent centrées sur la question de l'accès aux services, du manque d'équipements de proximité et de l'aliénation de la jeunesse. Le sous-comité a examiné les projets des quartiers d'interface qui s'adressaient aux difficultés spécifiques de ces populations »[1]. Un document précisant les consignes d'application de ces principes à destination des candidats aux subventions développe cette notion d'interface[2]. Toutefois Graham Mc Neill précise que pour le BEPB « la catégorie interface n'était pas très sophistiquée. Cela concernait les projets localisés sur une interface ou s'adressant à des difficultés créées par cette situation. Beaucoup de financements sont allés à des projets de construction. En effet, les interfaces manquent de locaux associatifs et l'insécurité résulte en partie de ce manque. Nous avons aussi financé les salaires du personnel associatif. Ainsi 3 millions de livres ont été attribués pour des projets sur les interfaces ». Il ajoute que ces projets sont financés d'abord en raison de la pauvreté et non du conflit ; d'après lui, 50 % de la population défavorisée vit à proximité des interfaces[3]. Pour la 2e tranche de subventions (1998-2000), l'approche du BEPB est sensiblement différente. Selon Graham Mc Neill, en l'absence d'approche globale, le BEPB a du affiner les buts et objectifs des projets financés. De plus, la priorité était donnée à des projets d'échelle plus vaste que le quartier. La stratégie du BEPB pour la période 1998-2000 définit 5 axes d'action dont le premier est la ville partagée (*shared city*)[4]. L'un des 3 programmes de cet axe est intitulé *interfaces & peacelines* auquel 300 000 livres sont allouées[5]. Il s'agit de promouvoir les structures de discussion et de coopération sur les questions communes aux deux communautés près des interfaces, d'encourager une approche partenariale entre les agences gouvernementales, la municipalité et le milieu associatif, de renforcer les réseaux existants et de soutenir la formation aux techniques de médiation et de résolution des conflits[6]. Graham Mc Neill explique aussi la volonté d'égalité territoriale de ce programme pour les interfaces. « Nous voulions insister sur Belfast-Est et Belfast-Sud » car Belfast-Nord avait été le bénéficiaire principal. Mais le BEPB n'a pas eu beaucoup de propositions de ces zones « pour des raisons évidentes », à savoir que les interfaces sont situées en majorité au nord et à l'ouest.

Le sous-programme 2A du Programme Spécial pour la Paix et la Réconciliation s'attaque directement aux interfaces. Ce sous-programme, intitulé régénération urbaine, a pour but

[1] *Ibid.*, p. 13.

[2] Belfast European Partnership Board, *Partnership strategy and Strategic overlay for phase 2*, [1996].

[3] Entretien avec Graham Mc Neill, *Belfast European Partnership Board, Project officer*, 16 juin 1999.

[4] Les 4 autres axes sont le développement des compétences (*capacity building*), le développement économique (*economic development*), un programme pour les jeunes (*young people*) et les investissements immobiliers (*capital fund*).

[5] Les 2 autres programmes sont *breaking the silence*, destiné aux projets d'aide aux victimes et *political and cultural diversity* pour promouvoir la diversité culturelle.

[6] Belfast European Partnership Board, *Strategy document, 1998/2000*, Belfast, 1998, [7].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

d'améliorer l'environnement physique et social dans les zones urbaines, les bourgs et les villages, incluant les aménagements paysagers, l'aménagement des bâtiments abandonnés et la fourniture d'équipements locaux pour toute l'Irlande du Nord. Il est coordonné par le DOE. Environ 16 millions de livres lui sont attribués pour la période 1995-1999, dont 6,5 millions pour Belfast[1]. De 1999 à 2005, 12 millions de livres sont accordées, dont 1 million pour Belfast. La subvention concerne 12 quartiers de Belfast, parmi lesquels 8 interfaces ; elle est complétée par les crédits d'URBAN II pour Belfast-Nord à hauteur de 11 millions[2]. D'après les directives du DOE, l'objectif premier du sous-programme 2A est de promouvoir la paix et la réconciliation à travers des projets associatifs de revitalisation de quartiers dans les zones les plus défavorisées. Ces objectifs incluent l'amélioration de l'apparence des interfaces. Les actions promues sont de trois types : des projets d'amélioration environnementale, dont des travaux paysagers, notamment sur les *peacelines*, et la fourniture de mobilier urbain, la création d'équipements locaux et d'infrastructures favorisant l'emploi, la régénération urbaine et le développement du tourisme. La préférence est donnée aux communautés les plus défavorisées et vivant près des interfaces.

Ainsi, les fonds européens généraux (Fonds structurels, URBAN) ou spécifiques à l'Irlande du Nord (IFI, Paix et & Réconciliation) financent directement ou indirectement la réhabilitation des interfaces. Certains dispositifs constituent l'interface comme catégorie spécifique d'intervention, une sous-catégorie à part entière des territoires en difficultés. Toutefois, l'efficacité de la régénération des interfaces par les programmes étatiques, les partenariats et les subventions pour la paix est difficile à évaluer. La cessation officielle des hostilités a permis une reconquête de ces territoires marginalisés mais les indicateurs socio-économiques montrent de faibles performances. Si la réflexion sur la promotion de ces espaces comme le lieu d'un rattrapage économique et social nécessaire à la paix civile est très intéressante, la capacité de ces espaces à entrer dans une dynamique positive est moins certaine. Les projets sont souvent financés plusieurs fois par des programmes différents et la « culture de la subvention » (*grant culture)* est parfois dénoncée par les agences de financement. Le manque de coordination entre les projets est aussi regretté par les militants associatifs[3].

[1] DOE, *EU Special support programme for Peace and Reconciliation in Northern Ireland and border Counties of Ireland 1995-1999, Guidelines on Sub-programme 2(A). Measures 1 and 2 for Urban regeneration within Belfast and Londonderry region wide,* s.d.

[2] *Funding boost for interface areas*, *BBC News*, 9 juillet 2002, disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/northern_ireland/2117483.stm.

[3] Ballymacarrett Think Tank, *Puppets no more,* Belfast: Island, 1999, p. 26.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Plus fondamentalement, l'efficacité des politiques sur les territoires marginalisés est à apprécier. Cibler des territoires spécifiques, même si ceux-ci sont des espaces dévalorisés, a un effet limité, car les raisons de la pauvreté se situent non seulement à l'échelle du territoire visé mais aussi à un niveau plus global. La priorité donnée à l'emploi et au développement économique suppose de redresser les défaillances du marché. Mais l'aide aux entreprises ne crée pas forcément des emplois. En supposant qu'elle en crée, ils ne s'adressent pas nécessairement aux populations vivant à proximité des entreprises nouvellement installées. De plus, ils sont faiblement rémunérés et ne suffisent pas à sortir de la pauvreté. La formation est envisagée comme un moyen d'élever le niveau d'emploi. Mais la mobilité sociale est souvent associée à la mobilité spatiale et donc les plus formés quittent les zones défavorisées qui accueillent les populations ayant le moins de capital financier, social et culturel. En outre, la régénération des ensembles de logement social peut être rendue inefficace par des processus de polarisation sociale accrue qui résultent de forces économiques plus globales. Les politiques de revitalisation de quartier peuvent aussi avoir des effets négatifs sur des zones adjacentes. La solution miracle alors promue par les pouvoirs publics d'éviter la concentration des populations défavorisées en encourageant la mixité sociale. C'est l'approche privilégiée par le NIHE, qui cherche à réduire la taille des résidences sociales, à encourager la vente du parc et la promotion privée, qui reste marginale pour le moment malgré un redémarrage après 1994. Les politiques se sont beaucoup attachées au développement urbain, au réaménagement spatial ou à l'embellissement des interfaces. L'incidence sur le développement social serait à évaluer aussi. Il est toutefois nécessaire d'apprécier la réhabilitation des interfaces au regard des projets visant à réaliser des espaces communs.

6-2. L'aménagement d'espaces partagés

Depuis les cessez-le feu de 1994, des financements ont été dévolus à la reconquête des friches situées à proximité des *peacelines*, présentée comme une normalisation de la situation urbaine. Ainsi par exemple, le *Millenium Fund*, MBW et le *Belfast European Partnership Board* ont financé 6 parcs récréatifs dans le cadre du projet municipal « Belfast 2000 »[1]. Les jardins publics sont situés dans les quartiers défavorisés et près des interfaces. Notamment, le parc de Dover Street aménagé juste derrière la *peaceline* séparant les Falls du Shankill comprend un terrain de foot, des jeux pour enfants et des pelouses (Figure 156). Il s'agit de réaliser un équipement nécessaire à la vie du quartier et d'utiliser les terrains disponibles depuis la baisse des hostilités La symbolique du projet est également importante. Mais les contraintes liées aux territoires confessionnels sont très fortes et

[1] Millennium park gates open, *Irish News,* 14 novembre 1998.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

malgré les effets d'annonce, les divisions demeurent structurantes dans l'espace urbain de Belfast. Il existe toutefois des projets d'aménagement ou de développement social visant créer les conditions, même modestes, d'un lien social entre les deux communautés pouvant s'établir dans un lieu ou grâce à une activité commune. Les initiatives diverses proviennent souvent du secteur public mais sont aussi relayées par la société civile. Nous allons étudier des approches diversifiées pour savoir comment ces initiatives s'articulent au sein des politiques publiques et dans quelle mesure elles recomposent le territoire urbain.



Figure 156 : Millenium Park, Dover Street, Belfast-Ouest (4 juin 2001)

6-21. Une remise en cause modérée des territoires exclusifs de l'habitat

La question des territoires confessionnels reste très délicate dans le domaine du logement. Le logement social est très ségrégé, surtout dans les quartiers où se trouvent les interfaces. Pour Roisin Mc Glone[1], coordinatrice de la *Community Relations Unit* du *Community Development Centre* de Belfast-Nord, la question de la ségrégation spatiale et du territoire se résume à un problème de logement. En raison du déséquilibre démographique, les catholiques dénoncent l'existence de logements vides de « l'autre côté » (*on the other side*) et les protestants considèrent les catholiques comme les ennemis. Ces tensions se manifestent par des processus d'intimidation, l'exclusion de la minorité d'un

[1] Entretien avec Roisin Mc Glone, *North Belfast Community Development Centre*, *Community relations Unit Coordinator*, 14 avril 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

quartier par la force ou la menace. Les protestants veulent défendre leurs territoires et les catholiques crient à l'injustice sociale et à l'épuration ethnique. Dans ce contexte, il est difficile de promouvoir un habitat intégré. Le *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE) garde une politique très prudente, même s'il affirme l'idéal de la mixité. Il n'existe pas de projet prévoyant explicitement la mixité confessionnelle de l'habitat aux abords des interfaces. Mais des associations interviennent en essayant de rapprocher les communautés sur des micro-territoires d'habitat social, en améliorant l'habitat de part et d'autre de la ligne de division.

6-21.1. L'absence de politique de mixité du NIHE

Dans les documents du NIHE, la mixité confessionnelle est exprimée par la notion d'*integrated housing*, habitat intégré, opposée à celle de *segregated housing*, habitat ségrégé. Elle comprend l'acception d'intégration sociale entre catholiques et protestants. L'Irlande du Nord n'applique pas de politique de déségrégation volontariste comme aux Etats-Unis dans les années 1960. Le NIHE parle aussi d'habitat mixte (*mixed housing)* pour ses lotissements. Mais le terme d'*integrated housing* est employé exclusivement pour le logement social. Cela révèle la croyance en la vertu intégratrice du logement social, voire d'un idéal de la mixité, répandue chez les cadres du NIHE.

A Belfast, la ségrégation confessionnelle est élevée, particulièrement pour l'habitat social. Le secteur privé a un taux de ségrégation résidentielle moins élevé ; il est composé essentiellement de propriétaires occupants car le marché locatif privé n'atteint que 8 % (4 % pour l'ensemble de l'Irlande du Nord)[1]. Dans son premier rapport annuel publié en 1972, le NIHE décrit sa position qui ne changera pas dans les décennies ultérieures : « Nous croyons qu'il faut laisser le maximum de liberté pour le choix du lieu de résidence. Le NIHE ne croit pas que l'intégration forcée soit plus désirable qu'une politique de ségrégation délibérée. Nous pouvons seulement espérer qu'une offre attractive de logement et un changement de l'environnement socio-politique pourront encourager et permettre aux familles qui souhaitent vivre dans des communautés multiconfessionnelles de le réaliser »[2]. Le NIHE espérait que catholiques et protestants vivraient ensemble dans les nouveaux lotissements reconstruits après 1971. A Farringdon Gardens, dans le quartier d'Ardoyne, dans Belfast-Nord, 300 pavillons ont été reconstruits pour remplacer les 194 logements incendiés en 1971. Toutefois, le processus de réhabilitation a été dévoyé par les enjeux territoriaux. L'*Irish Times*[3]

[1] En Irlande du Nord, le parc social représente 30 % du parc, les propriétaires-occupants 60 %. Avec le secteur privé, le total ne fait pas 100 %, car les logements vacants sont comptés comme une catégorie. Chiffres de 1996, source : NIHE, *The Belfast City Housing Strategy*, Nov 1996, p. 13.

[2] NIHE, *Annual report,* Belfast: 1972, p. 18.

[3] Ardoyne squatters destroying hope of integrated housing in North, *Irish Times*, 22 août 1972.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

explique que deux associations locales étaient en charge de la reconstruction des pavillons. Pour les catholiques, l'*Ardoyne Housing Committee* défend le principe d'attribution des logements à leurs anciens occupants. En revanche, l'association protestante *Steadfast* exprime la volonté, afin de préserver la paix, d'installer les deux communautés aux extrémités opposées de la rue. Selon le compromis établi, les deux communautés obtiendraient chacune un côté de la rue. Après la réforme du logement social, le NIHE, nouveau gestionnaire, attribue les logements selon cette répartition. Mais l'équilibre est rompu en juillet 1974 lorsque des catholiques s'installent illégalement dans 13 maisons situées du côté protestant de Farringdon Gardens. Les logements étaient vacants depuis 9 mois. En effet, la plupart des protestants de Farringdon Gardens, comme ceux des autres quartiers de l'*inner city*, relogés en périphérie, ne souhaitent pas s'y réinstaller. Mais les protestants qui ont choisi de rester dans le quartier, représentés par *Steadfast*, sont hostiles à ce que les catholiques occupent les maisons. L'*Ulster Defence Association* (UDA), principale milice loyaliste, soutient leur cause. L'IRA, qui cependant à cette période organise les squats, désapprouve l'opération à mots couverts. Les milices veulent préserver leurs territoires respectifs et l'IRA a intérêt à faire respecter le compromis. Les paramilitaires sont généralement opposés à la mixité des quartiers pour préserver leur influence. En effet, un quartier confessionnel offre plus de sécurité pour les milices, car les cachettes et lieux de repli après les opérations y sont plus aisées et les moyens de pression sur la population plus efficaces. Ce type de crise ouverte dans le logement social, fréquent dans les années 1970, est rare ensuite.

Le NIHE affirme pourtant qu'il existe une demande de logement social mixte. Une volonté diffuse - une bonne volonté exprimée de vouloir vivre avec l'autre communauté - se trouve dans les enquêtes d'opinion réalisées par le NIHE dans son parc. Cette volonté est supérieure au taux réel de mixité confessionnelle. Cette distorsion est certainement liée au souhait de faire bonne figure. Pour montrer une image tolérante, les locataires affirment être favorables à l'habitat intégré, alors que pour des préoccupations de sécurité personnelle, ils ne souhaitent pas vivre dans un lotissement mixte, même s'ils en avaient la possibilité. Le manque de disponibilité de l'habitat intégré en raison de la géographie confessionnelle explique également la distance entre les intentions exprimées par les habitants et la réalité de la ségrégation dans le parc social. Selon Stephen Graham, Directeur adjoint à la politique du logement au NIHE, l'habitat social non ségrégé trouverait des demandeurs si l'offre existait[1]. Mais le NIHE ne peut réellement garantir cette possibilité. Le NIHE est obligé de maintenir les limites des territoires confessionnels, bien que les dynamiques démographiques y soient différentes. Le NIHE est contraint d'accommoder la pression démographique du côté

[1] Entretien avec Stephen Graham, NIHE*, Housing Policy Assistant Director,* 14 juin 1999.

catholique et de maintenir la viabilité des communautés protestantes. D'une part, une densité plus élevée et la construction de Poleglass sur la ceinture verte ont permis de réduire les listes d'attente des catholiques. D'autre part, les quartiers protestants marginalisés et fragilisés sont maintenus, souvent réhabilités, la dédensification permettant de perpétuer une territorialité statique, dont l'abandon serait perçu comme une défaite. Mais le rapport *North Belfast Sectoral Study*[1] paru en 1999 montre une forte inadéquation de l'offre à la demande de logement due au maintien des territoires confessionnels. Pour Ardoyne, 271 personnes sont sur liste d'attente et seul un logement est vacant. De l'autre coté de la *peaceline*, dans Lower Oldpark, seules 15 personnes sont sur liste d'attente mais 96 logements sont vacants. Chaque communauté perçoit l'offre de logement du NIHE sur son territoire comme indispensable à sa survie et constitue un leitmotiv idéologique. Chacune considère les actions du NIHE comme un jeu à somme nulle : toute mesure en faveur de l'une est interprétée comme un acte au détriment de l'autre. Les polémiques de la presse en sont révélatrices[2]. Dans ce contexte, la construction de quartiers mixtes est problématique. Idéalement, l'habitat intégré devrait être construit dans des terrains neutres ou mixtes, accessibles aux deux communautés. Or ces terrains neutres sont situés dans les quartiers de la classe moyenne et sont inabordables pour l'organisme de logement social. Dans les quartiers ouvriers, les terrains libres du NIHE se trouvent en territoire protestant ; donc tout lotissement d'habitat social mixte serait construit *de facto* en territoire protestant. Par conséquent, des territoires auparavant exclusivement protestants deviendraient occupés en partie par des catholiques, processus interprété comme une « catholicisation de l'espace », à laquelle s'opposent farouchement les protestants. Pour leur part, les aménageurs ne sont pas prêts à remettre en cause la territorialité.

En outre, une politique volontariste de mixité remettrait en cause les critères d'attribution des logements. Le critère du besoin ne pourrait plus fonctionner. En effet, la demande de logement des catholiques est plus élevée et la liste d'attente plus longue. Si les logements sont attribués en fonction de ce critère, tout nouveau logement libre irait à des catholiques, à la condition qu'ils soient disposés à y habiter. Par conséquent, l'attribution des logements dans des lotissements intégrés ne peut se faire uniquement sur la base des critères objectifs de besoin. La nécessité de préserver l'équilibre numérique entre les deux communautés supposerait de pratiquer une sorte de discrimination positive inavouée. Le NIHE devrait allouer aux protestants une part plus grande des logements que celle dont ils bénéficieraient selon la procédure « normale ». La législation anti-discrimination le permettrait, car le NIHE peut être exempt de sa stricte application si le but est de

[1] NIHE, *North Belfast Sectoral Study*, draft, novembre 1999.

[2] Billy Mitchell, This is my truth, tell me yours, *North Belfast News*, 21 août 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

maintenir l'intégration confessionnelle[1]. Cependant, de telles procédures sont politiquement peu justifiables et entraîneraient une forte contestation des catholiques.

Le NIHE adopte une approche prudente et se limite à affirmer l'aspect souhaitable de la mixité. Il a publié un rapport consultatif très court intitulé *Towards a community relations strategy*, se voulant « une approche réaliste des défis et implications de la gestion du logement social dans une société divisée ». Il s'agit « d'un cadre que tous les gestionnaires [du NIHE] pourront utiliser pour préserver l'intégration si elle existe et la promouvoir où il y en a le désir ». Il est spécifié : « En dernière instance, le niveau de ségrégation dépend des communautés locales. Cependant, il n'y a aucun doute que la majorité des locataires [du NIHE] souhaitent vivre en harmonie avec leurs voisins »[2]. Le document rappelle l'établissement, en 1998, d'un groupe de travail au sein du NIHE, chargé d'évaluer le rôle de l'organisme dans la promotion des relations intercommunautaires. Le document souligne que le NIHE se préoccupe des éléments affectant la qualité de vie des locataires et le « droit d'usage » de leur logement. *Towards a community relations strategy* s'appuie sur deux principes avalisés par les accords de paix de 1998. Le premier garantit le droit de choisir librement son lieu de résidence et d'y vivre en paix[3]. Le second promeut la mixité résidentielle : « un aspect essentiel du processus de réconciliation est la promotion d'une culture de tolérance à tous les niveaux de la société, y compris les initiatives favorisant et encourageant [...] la mixité confessionnelle de l'habitat »[4]. Mais pour l'instant, le NIHE n'a pas de politique active de mixité. Il hésite même à promouvoir les lotissements intégrés. Sam Kendall, Architecte au NIHE, raconte que ses services avaient constaté qu'un lotissement de Newtownabbey, près de Belfast, était très mélangé. Ils ont réfléchi à l'opportunité de mettre en avant cette mixité confessionnelle. Devant le risque de division de la communauté si l'attention était attirée sur ce phénomène, les dirigeants du NIHE ont renoncé[5]. De plus, le document de référence suivant, *Community relations and community safety : a housing perspective*[6], synthétise les réponses des représentants de la société civile à *Towards a community relations strategy*. Le document est un compromis. Il cite des affirmations manifestant une volonté d'intégration, mais il réduit la politique de relations intercommunautaires à la résolution des problèmes d'intimidation, de ségrégation, de sécurité et de délinquance. Il explique que pour réduire la ségrégation, le NIHE souhaite créer des conditions de logement fondées sur la qualité de

[1] Standing Advisory Commission of Human Rights, 1990, CM 1107 paragraphs 4.53-54 et 6.19.

[2] *Towards a community relations strategy, A consultation paper*. NIHE, mai 1999, p. 2, [préface].

[3] *The agreement. Agreement reached in the multi-party negotiations*, HMSO, avril 1998, p. 16.

[4] *Ibid.*, p. 18.

[5] Entretien avec Sam Kendall, NIHE, Architecte, 14 juin 1999.

[6] NIHE, 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'environnement et des services. Cette position se rapproche de la déclaration de 1972. La politique du NIHE dans le domaine de la mixité reste passive. Elle n'inclut pas d'évaluation des conditions de la mixité ou de mesure des tensions et des migrations pour envisager une politique active. Cette tension entre la promotion du multiconfessionnalisme et l'impératif de sécurité est aussi illustrée par la *North Belfast Housing Strategy* lancée en octobre 2000. Le fort taux de ségrégation est pris en compte dans le rapport, mais le NIHE déclare qu'il ne « peut imposer aucune forme d'ajustement territorial »[1]. Et comme le montre V. Morgan dans sa recherche, le NIHE n'a pas de politique pour les couples issus de mariages mixtes. Ce sont des questions traitées au cas par cas lors de la demande de logement. Ces familles sont particulièrement exposées à l'intimidation dans un parc social ségrégé et doivent choisir des lotissements mixtes souvent éloignés des résidences de leurs familles[2]. Elles tentent de se diriger vers le secteur privé lorsqu'elles en ont les moyens. Pour l'instant, le NIHE tend à favoriser la mixité entre habitat social et marché privé, en construisant des ensembles d'habitat social de taille plus modeste et en incitant à l'accession à la propriété. Colm Mc Caughley le justifie par la constatation que « ce qui a sauvé les « ghettos » catholiques, c'est qu'ils se sont « embourgeoisés » car les catholiques ne pouvaient aller ailleurs du fait de leur territoire restreint »[3]. Il cite l'exemple d'Andersonstown dans Belfast-Ouest où le NIHE a vendu près 60 % de son parc ; ce quartier est à présent stable et prospère.

Le NIHE est toutefois sensible à la question des interfaces. *North Belfast Sectoral Study*, audit réalisé en 1999 sur le parc de logement de Belfast-Nord, précise : « En terme de logement, la situation près des interfaces a requis une intervention continue. Les taux de vacance et de rotation sont élevés dans le parc de logement social. Les désordres civils ont poussé de nombreux ménages à quitter ces quartiers. La dégradation est une caractéristique des interfaces et la faible qualité de l'environnement a été améliorée par des travaux paysagers ou en encourageant d'autres occupations des sols comme l'industrie à Duncairn Gardens. Il n'y a aucun doute que beaucoup reste à faire[4] ».

6-21.2. Le rapprochement intercommunautaire par les projets associatifs

Le logement demeure un enjeu conflictuel des relations communautaires. Deux associations locales ont fondé leur action sur ce thème : *Habitat for Humanity* (HFH), une organisation caritative internationale en faveur des mal-logés implantée à Belfast et Intercomm, une association locale

[1] NIHE, *North Belfast Housing Strategy,* octobre 2000, p. 9.

[2] V. Morgan et al., *Mixed mariages in Northern Ireland : Institutional responses,* University of Ulster, Centre for the study of Conflict, 1996, p. 41-44.

[3] Entretien avec Colm Mc Caughley, NIHE, *Director of Development,* 20 août 1999.

[4] NIHE, *North Belfast Sectoral Study*, draft, novembre 1999, p. 13.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

dédiée à la réconciliation intercommunautaire. Créées après le cessez-le-feu de 1994, elles ont pour objet une intervention sur le lien social au travers du bâti et de la réhabilitation du logement. La dimension de réconciliation entre les deux communautés est présente grâce au travail nécessaire pour réaliser les réhabilitations.

Intercomm

Fondé en 1995, Intercomm signifie *Inter community development project,* projet de développement intercommunautaire pour Belfast-Nord. Il répond à des objectifs multiples associant emploi et régénération urbaine, en cherchant à instaurer la confiance entre les communautés. Intercomm combine la promotion de la paix, un programme d'orientation pour les jeunes et la revitalisation économique de Belfast-Nord. Ces trois axes apparemment hétéroclites sont liés par le parcours des dirigeants. Le contenu des projets d'Intercomm est aussi largement influencé par leur mode de financements et les critères d'attribution de subventions aux projets associatifs. Au cours d'un entretien, Liam Maskey, l'un des deux fondateurs, souligne qu'Intercomm a été créé dans le but de faire avancer le processus de paix sur le terrain. Ce républicain, avec le loyaliste Billy Mitchell, avait joué un rôle d'intermédiaire dans les cessez-le-feu de l'IRA et des milices protestantes en 1994. Ils ont aussi eu un rôle dans le cessez-le-feu de l'INLA en 1998[1]. En effet, les paramilitaires « rangés » ont eu un rôle prédominant dans les pourparlers de paix, surtout au début et de manière officieuse plus qu'officielle. Billy Mitchell évoque sa désaffiliation de la milice loyaliste, l'*Ulster Defence Association* (UDA), lors d'une conférence publique à l'*Ulster Working Council*. Liam Maskey explique sa reconversion en travailleur social à sa sortie de prison. La réinsertion des anciens détenus dans la société civile a été facilitée par des programmes d'action sociale. Leur position clé au sein de la communauté a permis à certains d'entre eux de devenir travailleurs sociaux ou leaders d'associations de quartier. Après les accords de paix, à partir de cette activité continue de médiateurs entre milices et pouvoirs publics, Liam Maskey et Billy Mitchell ont eu la possibilité de se reconvertir en experts dans le domaine de la promotion de la paix (*peace building*). C'était un moyen de légitimer leur action de médiateurs en l'ancrant dans la société civile. Intercomm a créé un réseau local de promotion de la paix, le *North Belfast peace building network* qui a reçu une subvention de 180 000 livres du Fonds International pour l'Irlande (IFI)[2]. Il a consolidé son réseau local en organisant des conférences, en subventionnant la formation des leaders associatifs locaux aux « compétences de médiation ». Il a aussi organisé un réseau international d'échanges entre membres de partis politiques avec l'Afrique du Sud et plusieurs pays d'Amérique centrale. Liam

[1] Entretien avec Liam Maskey, Intercomm, Directeur, 24 février 2000.

[2] *Intercomm* [dépliant de présentation], s.d.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Maskey explique que cette légitimité internationale leur a permis d'organiser des rencontres intercommunautaires à Belfast. La présence de tiers neutralisait et sécurisait les échanges entre loyalistes et nationalistes.

Les fondateurs d'Intercomm expriment leur conception des divisions de la société et du dialogue dans un colloque organisé par l'*International Federation for Housing and Planning Schools*. Liam Maskey insiste sur la nécessité de « construire les communautés sur le terrain ». Pour Billy Mitchell, casser les barrières mentales pourra permettre de démolir les *peacelines*. Les préjugés seront surmontés par la confiance ; le moyen de l'établir est de s'attaquer aux problèmes socio-économiques communs, en partenariat[1]. Ces deux militants souhaitaient une collaboration entre les deux associations de quartier qu'ils dirigeaient respectivement. Mais la peur et la défiance ont rendu ce projet impossible. Intercomm a cependant lancé un programme commun pour la jeunesse, *Breakwater*, qui organise des camps de voile et autres activités sportives. Liam Maskey affirme que la solution est d'abord de faire du développement social dans chaque communauté de manière séparée (*single identity work*). D'ailleurs, Intercomm est situé dans Antrim Road, un quartier nationaliste et n'emploie que des catholiques : un chargé de mission, John Loughran, et une secrétaire.

Avec la volonté explicite de lier régénération physique et sociale, Intercomm a lancé en 1999 la *North Belfast intercommunity economic rejuvenation initiative*[2], l'initiative intercommunautaire de régénération économique pour Belfast-Nord. Son ambition est de créer des emplois et de stimuler l'économie locale à travers la rénovation de l'habitat. Le projet pilote prévoit la remise en état de 6 logements de chaque côté de la *peaceline* de Duncairn Gardens : 6 maisons situées dans Upper Meadows Street dans le quartier de New Lodge et 6 maisons dans Hogarths Street et North Queen's Street dans le quartier de Tiger's Bay. MBW a accordé les financements nécessaires aux travaux et le NIHE a cédé les bâtiments gratuitement à Intercomm. D'après Liam Maskey, le projet pilote doit créer 16 emplois et en cas de succès, le NIHE s'est engagé à céder 140 logements supplémentaires. En effet, la politique du NIHE est de se désengager de son rôle de constructeur et d'agir comme facilitateur. Maskey espère que la vente et la location des 12 premiers pavillons pourront autofinancer les opérations futures. L'idée forte est d'aboutir à la disparition de la *peaceline* à long terme. Mais l'initiative n'est pas véritablement intercommunautaire. Elle peut être qualifiée de « biconfessionnelle » plus que d'interconfessionnelle. Le travail de réhabilitation ne peut se faire

[1] *Accommodating differences : a schools perspective.* A report on International Federation for Housing and Planning Schools' conference, Belfast, septembre 1995, p. 20.

[2] Intercomm, *North Belfast intercommunity economic rejuvenation initiative,* Belfast, 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

ensemble malgré le souhait initial. Le chef de chantier catholique, Pat Perry, affirme qu'il ne peut se rendre de « l'autre côté » de la rue, dans Tiger's Bay, car il mettrait sa vie en danger s'il est reconnu[1]. La micro-régénération est réalisation par une association alors que les agences gouvernementales comme le NIHE ou MBW sont limitées par leurs compétences. Le MBW n'a pas de programme de logement sur les interfaces. Le NIHE opère sur un parc de logements qu'il construit, entretien, réhabilite et vend et est contraint par la rentabilité des opérations. Toutefois l'échelle d'intervention d'Intercomm est très réduite, même si elle constitue une innovation dans la gestion des interfaces.

Habitat for Humanity

Habitat for Humanity (HFH) a une histoire et une structure différentes, mais une approche similaire à celle d'Intercomm pour créer du lien social dans les quartiers d'interface. Il s'agit de conforter les communautés en réhabilitant le logement de chaque côté de la *peaceline* et de rapprocher catholiques et protestants par le travail en commun. HFH est une organisation caritative américaine en faveur des mal-logés, promouvant l'accès à la propriété en ayant partiellement recours à l'auto-construction. Fondée en 1976 aux Etats-Unis, cette organisation est présente dans 57 pays et construit environ 15 000 logements par an. HFH Belfast a été créé en 1994, après les cessez-le-feu des milices paramilitaires. En 1998, HFH Belfast a changé de nom pour HFH Northern Ireland pour pouvoir s'implanter dans toute la Province.

Dans sa *Newsletter*, HFH retrace sa philosophie sociale qui s'appuie sur une conception libérale de l'individu. Elle promeut l'accession à la propriété pour les revenus modestes. L'acquisition d'un logement doit leur rendre « leur dignité » et « le sens de l'initiative » en supprimant la dépendance aux aides au logement. Il s'agit de permettre l'accession à la propriété aux catégories de ménages qui ne peuvent, en fonction de leurs revenus, ni bénéficier d'un logement social ni accéder au marché privé, et de revitaliser les quartiers. Les moyens employés sont de quatre ordres : prêts sans intérêt, sponsoring d'entreprise, paiement en heures de travail et travail bénévole. Un comité composé de membres de HFH et de représentants des quartiers est chargé de sélectionner les candidats. Ceux-ci doivent être solvables mais ne pas disposer de revenus suffisants pour bénéficier d'un prêt bancaire. Les bénéficiaires des logements d'Habitat paient un prêt sans intérêt s'étalant de 15 à 25 ans, financé par l'organisation. Ils doivent aussi s'engager à fournir 400 heures de travail sur le chantier de leur maison. Chaque pavillon revient à environ 30 000 livres, soit le prix des matériaux. Les traites du crédit s'élèvent à 29 livres par semaine contre

[1] Entretien avec Pat Perry, chef de chantier pour Intercomm, 29 février 2000. A Belfast, franchir une rue est réellement une question de vie ou de mort pour ceux qui ont été actifs dans les milices. Pat Perry accompagna sa parole d'un geste, en pointant son index sur sa tempe.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

55 livres pour un loyer du NIHE[1]. La position adoptée par HFH est celle de facilitateur. HFH évalue le besoin de logement et peut faire des propositions, mais doit recevoir une invitation formelle des leaders associatifs locaux.

Rose Rosse, salariée de HFH, est américaine. Elle s'est engagée comme bénévole avant d'y travailler. Elle présente les deux projets réalisés à Belfast, dans un quartier catholique et dans un quartier protestant. A Beechmount, dans le Belfast-Ouest catholique, HFH s'est substitué à un promoteur en faillite pour le site d'Iris Close et a négocié pour obtenir le don du terrain. Un ensemble de 11 pavillons a été achevé en 1997. HFH insiste sur les effets de levier de cette opération de réhabilitation urbaine et sur l'effet positif de stabilisation de la population dans un quartier en déclin. Les valeurs immobilières ont connu également une hausse[2]. Le second projet est situé à Glencairn, dans le Belfast-Ouest protestant. Ce quartier d'habitat social a été bâti à la hâte pour accueillir les familles protestantes de Moyard et Ardoyne chassées par les républicains en 1969. C'est un quartier en déclin, manquant d'équipements et de commerces de proximité. Le chômage y atteint 63 % de la population active et 84 % est dépendante de l'aide sociale[3]. Le terrain a été donné par la municipalité en échange d'une rétribution symbolique. Le projet a été financé par le DOE, une *Urban Development Grant*, *Making Belfast Work* et *Ulster Garden Villages Ltd.* Des entreprises ont fourni du matériel et les services de leurs techniciens. Le projet a été lancé en mai 1998 par une opération de construction accélérée baptisée *Blitz build*. Construire 4 maisons en 25 jours devait médiatiser l'événement pour lui apporter des soutiens financiers et de bénévoles. Les 16 pavillons prévus ont été achevés en avril 2000.

HFH insiste sur sa vocation intercommunautaire et de développement social. Elle met en avant le passé de militant de l'IRA du chef de chantier, Gerry Crossin, et de sa reconversion dans le militantisme social. HFH bénéficie aussi du soutien d'entreprises locales[4]. L'idéologie de HFH est de contribuer à créer des liens de solidarité dans le voisinage par la construction de logements. Pour l'Irlande du Nord, les liens intercommunautaires devraient lutter contre la ségrégation et contribuer au développement d'une nouvelle mixité. La mixité sociale est recherchée à l'échelle du quartier et de la société, en faisant collaborer des milieux sociaux différents par le bénévolat. Le travail ne suppose pas de formation spécifique, car les techniques de construction et le style architectural sont adaptés à la situation locale. Les cadres en bois formant la structure des maisons en briques sont

[1] *Building hope* [HFH supporter Newsletter], printemps 1999, p. 3.

[2] Entretien avec Rose Rosse, HFH Belfast, 24 juin 1999.

[3] *Building hope, op. cit.*, p. 4.

[4] Entretien avec Rose Rosse, HFH Belfast, 24 juin 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

cloués dans l'atelier de HFH situé dans Springfield Road. Sur les chantiers, des professionnels installent l'électricité, la plomberie, les plafonds, la maçonnerie et les toitures. Tout le reste est effectué par les bénévoles. Au niveau local, le recrutement des bénévoles se fait sur une base intercommunautaire, dans les universités, les entreprises, les paroisses, le quartier concerné. Le programme « *global village world camp* » recrute surtout des Américains mais aussi des Canadiens pour des séjours de deux semaines. D'avril à octobre, HFH reçoit un groupe par mois à Belfast. HFH restreint volontairement le nombre de bénévoles étrangers, pour que la communauté locale s'implique[1]. HFH se donne aussi pour mission de construire à travers les barrières communautaires en Irlande du Nord. Les accords de paix de 1998 avaient déclenché beaucoup d'optimisme. Un projet de quartier mixte a été élaboré pour un site choisi sur l'interface de Ballysillan/Ligoniel, à proximité d'une école maternelle multiconfessionnelle[2]. Baptisé *Vision 2000*, il cristallise l'ambition de HFH de promouvoir la réconciliation intercommunautaire. Mais l'initiative a été « réexaminée » en 2002 et deux opérations « à identité unique » de part et d'autre de l'interface sont en cours d'élaboration à Ballysillan (protestant) et à Ligoniel (catholique)[3].

HFH réussit à s'imposer malgré le climat de tension intercommunautaire. Le travail volontaire, les dons des institutions et les apports en nature des entreprises permettent de construire au prix des matériaux et de lever les contraintes du marché, notamment du foncier. L'extraterritorialité de HFH, association caritative d'origine américaine, l'autorise aussi à tenir un discours de neutralité dans un domaine sensible en Irlande du Nord. L'extériorité de HFH la fait sortir de la suspicion traditionnelle que suscitent les projets immobiliers dans les quartiers de Belfast, de favoriser l'une ou l'autre communauté. Son marketing de « développement parallèle », en insistant sur les deux communautés, conforte aussi cette position. Sa structure associative à but non lucratif la met théoriquement à l'abri des rackets des paramilitaires, même si les milices peuvent exercer des pressions pour empêcher les projets de se réaliser et que des contacts préalables sont sans doute établis pour obtenir leur accord, ce qui est tu par les responsables de l'association.

L'interface reste un espace de séparation entre des territoires résidentiels confessionnels. Même si le NIHE et les associations de logement ont une philosophie de rapprochement des communautés, ils ne peuvent mettre en œuvre concrètement la mixité. Des réhabilitations sont entreprises par les associations, de part et d'autre de la ligne de séparation. La simultanéité des

[1] *Ibid.*

[2] *Ibid.*

[3] Email de Stacey Dodd, HFH, *Project Development Manager,* 29 juillet 2002.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

opérations et la maîtrise d'œuvre commune leur confère le label de « projet d'interface » (*interface project*). Toutefois, ce label est autant un garant d'équité qu'un moyen d'agir et d'obtenir des subventions.

6-22. La régénération économique de l'interface à Springvale

Springvale est un projet de régénération économique lancé par l'agence d'urbanisme de Belfast, le *Belfast Development Office* (BDO) en avril 1990. Son originalité réside dans la volonté de recouvrir un espace englobant des territoires catholiques et protestants, situés dans Belfast-Ouest de part et d'autre de Springfield Road, et incluant, mais sans la modifier, la *peaceline* séparant Ainsworth de Springfield (Figure 157).

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

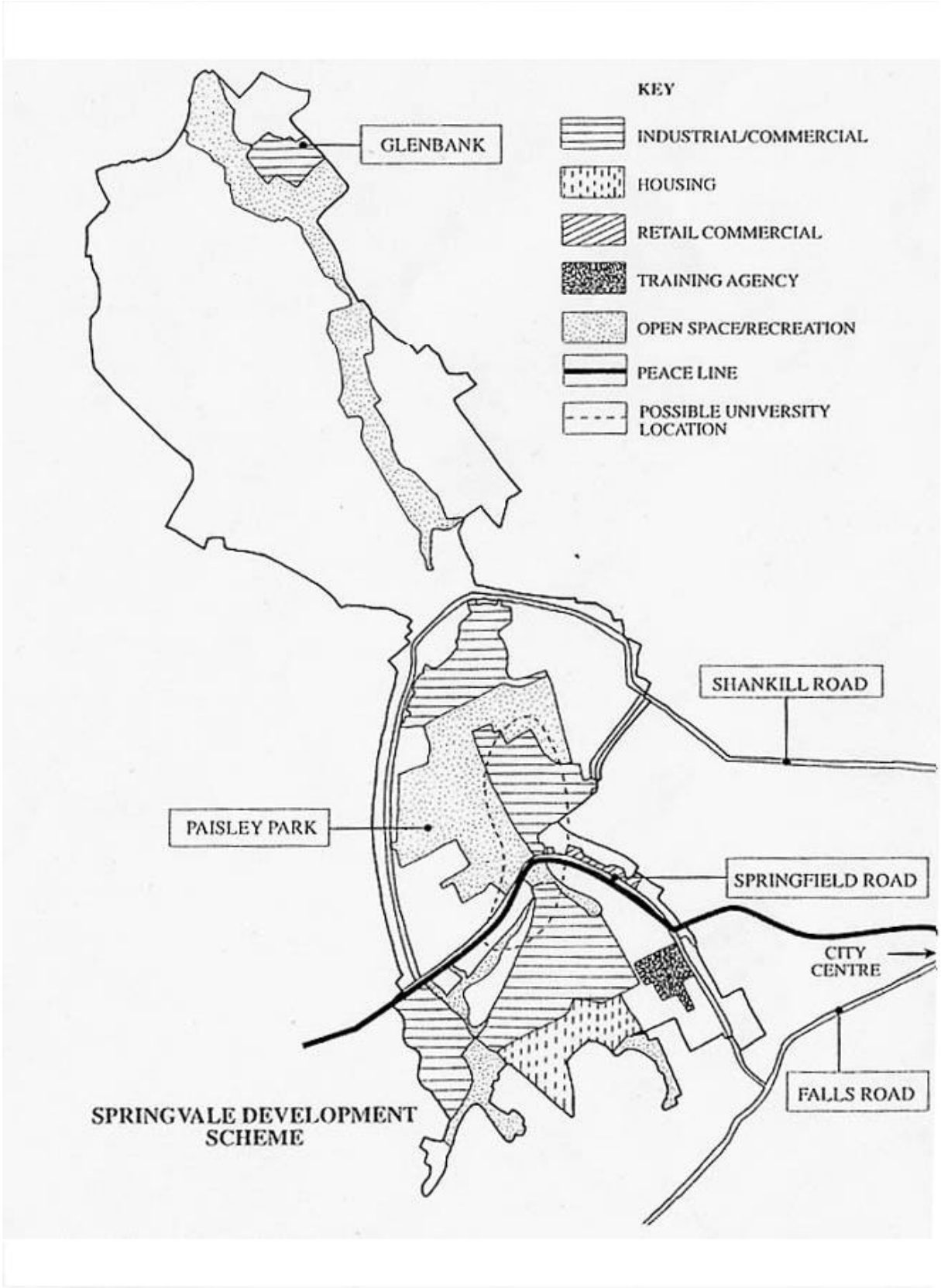


Figure 157 : Carte de Springvale (Source : J. Berry, S. Mc Greal, Community and inter-agency structures in the regeneration of inner-city Belfast, *Town Planning Review,* vol. 66, n°2, 1995, p. 136)

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

6-22.1. Un processus d'aménagement intercommunautaire

Le nom de Springvale résulte de la contraction de Springfield, quartier catholique et de Woodvale, quartier protestant. Ce nom symbolise le souhait du gouvernement de créer un projet intercommunautaire transcendant les territoires confessionnels. L'idée de créer un parc industriel, considéré comme neutre par la population, afin de transformer les friches en espace tampon entre les quartiers, est une stratégie déjà utilisée à Belfast. Ici le périmètre de régénération est très vaste et doit englober le logement et les transports. Le projet couvre presque 300 hectares situés de part et d'autre de la rivière Forth, sur une longueur de 3 kilomètres. Cette rivière, source d'alimentation en eau et en électricité, est à l'origine du développement industriel de la région. Mais la crise économique a considérablement réduit l'activité et laisse les terrains industriels à l'état de friches. Les circonscriptions administratives sur lesquelles est implantée Springvale sont parmi les plus défavorisées de Belfast. Cette partie de la ville se caractérise par un taux de chômage élevé, un manque de logement dans les quartiers catholiques et la faiblesse des services de proximité[1].

L'opportunité de régénérer la zone se présente lorsque les fonderies Mackies, grande entreprise de constructions mécaniques, décident de fusionner avec la compagnie américaine Lummus. La restructuration de l'entreprise nécessite la délocalisation des activités sur un site voisin. Le site industriel vacant est racheté par le Ministère de l'Environnement (DOE) à l'aide d'un financement de 1,5 million de livres provenant de MBW. Le DOE acquiert ensuite d'autres terrains attenants, situés des deux côtés de Springfield Road. En outre, le BDO étend le périmètre de la zone d'intervention en incluant presque toute la vallée de la Forth s'étendant au nord et à l'est de l'ancien site de Mackies[2]. La stratégie du gouvernement consiste à associer des actions de régénération économique à du développement local, notamment par l'amélioration des infrastructures routières. La nouveauté du processus est la participation des deux communautés dans l'établissement du plan de régénération. Cela constitue un changement dans les pratiques du DOE, qui en général, conduit ses opérations en respectant les divisions et accentue le compartimentage de l'espace urbain. Le DOE engage alors un processus de consultation, afin de mieux prendre en compte le besoin des habitants. Un comité de pilotage ad hoc, composé d'une douzaine de résidents des « deux bords », est fondé après la réalisation d'un premier plan par le BDO en 1991. Le comité reste en place jusqu'à la finalisation du plan d'aménagement fin 1992[3]. A

[1] Cf. F. Gaffikin, M. Morrissey, *A tale of one city? North and West Belfast*, 1996.

[2] J. Berry, S. Mc Greal, Community and inter-agency structures in the regeneration of inner-city Belfast, *Town Planning Review* (Londres), vol. 66, n°2, 1995, p. 135.

[3] DOE, *Development scheme, CDA 110, Springvale*, octobre 1992.

ce stade, le comité conjoint décide que la réalisation du projet d'aménagement nécessite une gestion séparée. En 1993, il crée deux organisations distinctes financées par le DOE, le *Foundry Regeneration Trust* et le *Forthriver Regeneration Trust*. Le *Foundry Regeneration Trust* (catholique) réfléchit sur le développement de l'ancien site de la fonderie situé dans Springfield, la partie sud de Springvale, tandis que le *Forthriver Regeneration Trust* (protestant) est en charge de la partie au nord de Springfield Road, composée des quartiers de Woodvale et Glencairn.

L'aménagement de la zone est ainsi toujours soumis à la partition confessionnelle, même si l'interface est incluse dans le périmètre. Sur le site principal de la fonderie, au sud (catholique), le plan d'aménagement de 1992 prévoit un parc industriel, nommé *Springvale business park*, une entreprise de l'*Industrial Development Board* (IBD), un centre de formation et la construction de logement social. Springfield Road est réservée au commerce de détail, sachant que la seule option réaliste à court terme est l'amélioration du cadre bâti. Le reste de la zone, au sud de Springfield Road, est attribué à des parcs. Sur la partie nord de Springvale (protestante), Mackies relocalise ses activités sur un site proche de Springfield Road. Le plan comprend également un site industriel à Glenbank et un parc le long de la vallée de la Forth, ainsi qu'une extension des terrains de jeux et un nouveau parc pour enfants à Paisley Park. Ainsi, le projet prend en compte à la fois les besoins communs et ceux, différenciés, des deux communautés. En effet, il s'attaque aux problèmes de logement côté catholique et à l'insuffisance de terrains de loisirs de plein air du côté protestant. Les usages industriels doivent neutraliser le territoire et le sécuriser. Et l'espace urbain est cloisonné pour protéger les investissements. L'accès routier du parc industriel de Springvale a été sujet à discussion à cause de la territorialité des quartiers. L'accès principal est situé au carrefour de Springfield Road et West Circular Road. Dans un entretien cité par Scott Bollens, Victor Allister, du BDO, explique qu'un second accès a été ajouté au projet pour assurer la « sécurité personnelle des catholiques ». A l'intérieur du parc industriel, les routes ont des barrières de sécurité et sont identifiées comme des routes privées, de crainte que « les terroristes n'empruntent ces routes »[1]. Les friches industrielles sont réhabilitées par des pépinières d'entreprises. Ces lieux sont théoriquement accessibles aux deux communautés, mais ils restent des enclaves socialement et économiquement favorisées dans un Belfast-Ouest marginalisé.

[1] V. Allister, BDO, *Springvale Development Team*, entretien cité par S. Bollens, *Urban peace-building in divided societies : Belfast and Johannesburg*. Westview Press, 1998, p. 131.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

6-22.2. Un campus sur la *peaceline* ?

Dans le prolongement de cette réflexion sur l'aménagement de l'interface, l'Université d'Ulster exprime en 1993 le souhait d'ouvrir un campus dans cette zone. Elle profite de l'optimisme suscité par les premiers cessez-le-feu des milices paramilitaires. L'Université nomme les consultants Touche Ross pour réaliser une étude de faisabilité. En juin 1994, leur évaluation favorable conduit le conseil de l'Université à approuver un projet destiné à accueillir 3750 étudiants. L'Université d'Ulster est répartie sur plusieurs campus éclatés sur le territoire d'Irlande du Nord. Ceci résulte d'un compromis des années 1970 à la suite d'une bataille territoriale pour la création de cette université. L'université de *Queen's* à Belfast était saturée. Une nouvelle université aurait pu être construite à Londonderry, la deuxième ville d'Irlande. Mais la population catholique y est majoritaire. Pour apaiser la crainte des ultras protestants de créer une université « catholique », l'Université d'Ulster a été dotée de 4 campus : à Derry, à Coleraine dans le comté protestant d'Antrim, à Jordanstown dans la banlieue de Belfast et dans le centre ville de Belfast pour la faculté des Arts et Design. Le projet du campus de Springvale s'inscrit dans un souci de rationalisation des infrastructures et est un moyen de financer l'expansion de l'université. D'après la brochure de l'Université, les statistiques prévoient un accroissement de la population étudiante et estiment que 30 % des étudiants nord-irlandais s'inscrivent en Grande-Bretagne ou en Irlande, souvent contre leur gré. Le campus répondrait à cette demande. De plus, ce serait un moyen de rationaliser les structures universitaires et de décongestionner les campus saturés. La faculté des Arts et Design serait transférée à Springvale ainsi que les formations paramédicales pour les rapprocher des hôpitaux centraux où se déroulent les enseignements pratiques. De surcroît, de nouveaux cursus en sciences humaines et sociales, en technologie et en management seraient ouverts. Le programme du nouveau campus contient des locaux universitaires, administratifs, des logements et des équipements de restauration et de loisirs. Le coût de l'opération est estimé à 100 millions de livres ; 70 millions proviendraient de différents départements ministériels (éducation, développement économique notamment), le reste étant financé par le secteur privé et les subventions escomptées du Programme Spécial pour la Paix et la Réconciliation de l'Union Européenne.

L'université affirme que le campus contribuerait aussi à la régénération économique. Diana Fitzsimons défend l'idée que l'enseignement supérieur peut non seulement avoir des effets sociaux et économiques positifs directs en terme de création d'emplois mais aussi des effets d'entraînement en terme d'investissements industriels[1]. Pour convaincre la communauté locale, l'Université d'Ulster

[1] D. Fitzsimons, Lessons for peace in the Province, *Planning Week* [Journal of the Royal Town Planning Institute], vol. 2, n°34, août 1994, p. 13.

insiste sur les avantages locaux qu'apporterait le campus. Les bénéfices escomptés sont de deux ordres : qualitatifs en terme de développement social, et quantitatifs par la création d'emplois. Les effets qualitatifs découlent de l'accès de la population locale aux installations sportives et aux équipements culturels de l'université. Pour les emplois, des données complexes ont été fournies et l'étude de faisabilité de Touche Ross affirme que le nouveau campus peut créer 400 emplois immédiats et 500 emplois supplémentaires dans les 5 ans à venir. Les emplois induits par la consommation des étudiants et des personnels seraient au nombre de 600[1]. Une étude postérieure détaillée de Segal, Quince et Wicksteed calcule que le campus générerait 400 emplois directs et 160 emplois induits. La population locale pourrait bénéficier de 230 emplois à la fois dans les services administratifs, techniques et de maintenance de l'université et dans les services induits, ainsi que de 200 emplois de construction sur un chantier de 5 ans[2].

Les arguments d'une demande croissante de formation dans l'enseignement supérieur et l'objectif de décongestionner les campus justifient l'extension de l'université. Elle s'inscrit aussi dans une logique économique avec la création d'emplois directs et induits. Mais le projet est aussi présenté par l'université comme favorisant la réconciliation sociale. La plaquette de présentation réalisée par l'Université d'Ulster est intitulée *The University of Ulster at Springvale. A peaceline campus for the new Millennium*. Le terme de *peaceline campus* est révélateur. L'introduction de ce document affirme que « le campus aurait un rôle unique pour consolider la paix dans Belfast-Nord et Belfast-Ouest »[3]. Pour Diana Fitzsimons, professeur à l'Université d'Ulster à Jordanstown, le campus serait « une zone neutre considérée comme un tampon, entourée par des murs banalisés de hauteur limitée et accessible par des entrées sécurisées, mais l'université créerait un contexte éducatif nouveau où les deux communautés pourraient apprendre à se mélanger »[4]. L'enseignement en Irlande du Nord n'est pas ségrégé. Le rattrapage des catholiques du à un accès plus fréquent à l'université et la préférence des protestants pour les universités de Grande-Bretagne assure aux catholiques une légère majorité numérique dans les effectifs étudiants de l'université de *Queen's*. Toutefois la mixité de l'université est relative, car même s'il y a des contacts qui se nouent, la socialisation étudiante est empreinte d'un certain communautarisme, voire d'un sectarisme latent[5].

---

[1] Touche Ross, *University of Ulster : Springvale Campus, feasibility study, final report*, Londres, juin 1994.

[2] Segal Quince, Wicksteed Consultants. *Springvale campus. Local economic impact study. A report to the University of Ulster*, janvier 1995, p. 21-24.

[3] University of Ulster, *The University of Ulster at Springvale. A peaceline campus for the new Millennium*, [1994], p. 2.

[4] D. Fitzsimons, *loc. cit.*.

[5] Valérie Peyronel, *Les relations communautaires en Irlande du Nord, une nouvelle dynamique*, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2003, p. 59-62. J'ai pu également le constater lors de ma scolarité à *Queen's*.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Le campus est volontairement situé sur l'interface, pour des raisons d'accessibilité autant qu'idéologiques. Le choix du site est déterminé par les terrains déjà acquis par le DOE. Mais la volonté de le rendre accessible aux deux communautés a induit le choix d'un emplacement de part et d'autre de Springfield Road. Néanmoins, bien que le campus soit projeté en grande partie sur le territoire protestant, l'accès en sera plus facile à partir des quartiers catholiques, via Springfield Road. Ceci renforce la crainte des protestants, déjà vive, de voir la création « d'une université pour les catholiques de Belfast-Ouest ». L'étude réalisée par *Community Technical Aid* pour Springvale en 1991 sur les transports ne préconisait pas d'extensions routières mais une amélioration de l'offre de transport public[1]. En 1993, l'évaluation du DOE pour l'université propose de relier le campus par une bretelle d'accès à une grande artère autoroutière vers l'arrière-pays ou vers Belfast-Sud, neutre sur le plan confessionnel. Par ces moyens, le campus serait facilement accessible à partir du reste de la région urbaine et ne serait pas considéré comme captif des confins catholiques de Belfast-Ouest. Si Springfield Road reste la principale voie d'accès au campus, elle pourrait être transformée en couloir sanitaire, élargie et équipée de murs de sécurité. Dans l'étude de faisabilité réalisée par Touche Ross, la RUC conseille que la route d'accès et le site lui-même soient emmurés. Ceci est rapidement écarté par l'université en raison de réactions hostiles devant la perspective de routes murées et de confinement du campus. Diana Fitzsimons rappelle que l'enjeu de l'accessibilité routière rejoint le souci d'attirer des étudiants des deux communautés, surtout les protestants qui pourraient percevoir le lieu comme insécurisant. Elle ajoute qu'une « compréhension fine de la territorialité et des difficultés perçues de traverser des territoires menaçants est requise de la part des concepteurs du projet. Cependant, si le campus est dessiné comme complètement isolé de la communauté environnante, il peut ne pas avoir les effets de régénération escomptés »[2].

Le projet suscite une mobilisation communautaire importante et l'Université d'Ulster s'engage dans un processus de consultation afin de le promouvoir. Le comité de pilotage de l'université considère que l'approbation de la communauté est nécessaire. L'université présente 4 arguments favorables au campus : il répond à une demande universitaire croissante, stimule la régénération économique, améliore l'accès à l'éducation des zones défavorisées et procure des infrastructures culturelles et de loisirs. Les propositions de l'université sont examinées avec prudence par les associations locales. Deux journées auxquelles participent les associations, les élus locaux, les représentants de l'université et des agences gouvernementales - DOE, NIHE, *Belfast Institute for Further and Higher Education* (BIFHE) - sont organisées, l'une par le *Foundry Regeneration*

[1] CTA. *Springvale project, Belfast. Transportation study draft summary report.* février 1991.

[2] D. Fitzsimons, *op. cit.*, p. 14.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Trust en janvier 1994 pour les catholiques et l'autre en septembre 1994 par le *Forthriver Regeneration Trust* pour les protestants[1]. Les rencontres montrent que les associations locales, bien que favorables aux projets éducatifs, doutent de leur capacité à créer des emplois. Leur argument est que l'université ne procure que des emplois de service faiblement rémunérés pour la population locale. Elles sont également sceptiques quant à la capacité de l'université d'attirer des emplois industriels. L'opportunité de situer l'université à Springvale est aussi discutée. En effet, la perspective de nouvelles routes fait craindre la démolition de logement. L'accès aux équipements de l'université est mis en doute par les problèmes de sécurité éventuels. De plus, créer une université n'est pas considéré comme la meilleure réponse aux besoins de la population. Le projet initial a été modifié pour inclure un programme de formation continue et la participation du *Belfast Institute for Further and Higher Education* (BIFHE). Son vice-président, Patrick Murphy, souhaite une clarification des liens entre éducation universitaire et formation continue et leur mode de financement. Il souligne la nécessité de repenser le système éducatif. Il estime qu'encourager les habitants de Belfast-Ouest à entrer à l'université serait peut-être moins adapté que de leur proposer des formations professionnelles. Il démonte également l'argument de l'Université d'Ulster, qui lie de manière directe la création d'un campus et les bénéfices économiques. Au contraire, les liens entre économie et éducation sont plus complexes et penser de manière globale les besoins de formation de la population est une nécessité[2]. En effet, les quartiers protestants sur lesquels est situé Springvale ont le plus faible niveau scolaire de toute l'Irlande du Nord. Billy Hutchinson, député du *Progressive Unionist Party* (PUP) à l'Assemblée d'Irlande du Nord, souligne que dans le Shankill, seuls 3 % des enfants âgés de 11 ans entrent dans les *grammar schools* donnant accès à l'université, contre une moyenne de 21 % en Irlande du Nord.

Les deux conférences locales montrent ainsi que les souhaits et craintes en terme d'emploi, d'éducation, de logement et de développement social sont partagées par les deux communautés. Mais si les préoccupations sont les mêmes, les protestants apparaissent plus aliénés par les décisions gouvernementales et peu réactifs. Les catholiques sont plus actifs, demandent à être réellement impliqués dans les processus de décisions. Ils essaient de promouvoir la notion de développement conjoint entre l'université et la communauté. Ils manifestent la volonté que la décision ne soit pas seulement celle de l'université mais aussi celle des communautés et qu'ils soient informés des étapes

[1] Cf. Foundry Regeneration Trust, *A University for West Belfast ?* Proceedings of a community conference to examine the sitting of a university campus at Springvale, 29th January 1994, BIFHE, Whiterock Road, Belfast, 1994 et Forthriver Regeneration Trust, *Springvale campus. The best way forward for West Belfast ?* Report on a conference held on 24th September 1994 in Fernhill house, Glencairn, Belfast, 1995.

[2] Forthriver Regeneration Trust, *Springvale campus. The best way forward for West Belfast ?* Report on a conference held on 24th September 1994 in Fernhill house, Glencairn, Belfast, 1995, p. 21.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

du processus de consultation. Lors de la journée organisée par le *Foundry Regeneration Trust*, ils critiquent le fait de ne pas être impliqués dans l'établissement du cahier des charges de l'étude de faisabilité de Touche Ross. L'université réplique qu'elle décide puisqu'elle est le commanditaire de l'étude. De plus, les catholiques demandent la mise en place d'une politique d'*affirmative action* et de contrôle de l'égalité pour les recrutements aux emplois proposés par l'université[1]. Les protestants, plus marginalisés sur le plan scolaire, remettent en cause la politique éducative. Ils insistent sur la nécessité de l'éducation primaire et secondaire et la mise en place d'écoles maternelles qui n'existent pas dans le système éducatif britannique. Les catholiques, même s'ils pointent la nécessité de donner la priorité au système scolaire, insistent plus sur la nécessité de coopération entre les différentes institutions éducatives. Dans le domaine du logement enfin, les catholiques sont plus sensibles à la répercussion sur le lien social, alors que les protestants apparaissent plus mobilisés contre la destruction éventuelle des habitations.

Le projet de campus est bloqué en l'absence de décision du gouvernement face à l'incertitude du processus de paix et des sources de financement. Le village éducatif de Springvale (*Springvale Educational Village*) devait ouvrir en 2003. Mais en 2002, la Ministre de l'Education a demandé une réévaluation du projet notamment en terme de viabilité financière[2]. L'Université d'Ulster décide de se retirer du projet, ce qui suscite la colère des communautés locales. Toutefois, malgré le non aboutissement du campus, la mobilisation des acteurs locaux a permis des négociations.

La situation d'interface pour la revitalisation économique des friches industrielles apparaît également comme un label, garant de la neutralité et de l'équité des pouvoirs publics envers les deux communautés. Le rapprochement intercommunautaire est un discours participant à la promotion du projet et une nécessité pour sa réalisation.

6-23. Le partage des équipements collectifs

Un enjeu de la mixité confessionnelle est le partage au quotidien des lieux de travail et des équipements socioculturels et de loisirs. La ségrégation touche tous les lieux de la vie sociale. Les écoles multiconfessionnelles (*integrated schools*) n'accueillent que 5 % des élèves[3]. Les lieux de travail sont contrôlés par la législation anti-discrimination, mais des processus subtils de représentations

[1] Foundry Regeneration Trust, *A University for West Belfast ?* Proceedings of a community conference to examine the sitting of a university campus at Springvale, 29th January 1994, BIFHE, Whiterock Road, Belfast, 1994, p. 17.

[2] R. Osborne, Higher education in further education : Northern Ireland, *Higher Education Quarterly,* vol. 57, n° 4, octobre 2003, p. 384.

[3] Peyronel, *op. cit.*,p. 47.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

sociales restreignent l'accès au marché de l'emploi. L'enquête de Ian Shuttleworth sur les attitudes des chômeurs, portant sur un échantillon de 552 employés à Belfast et Londonderry en 1995, révèle que 34 % d'entre eux ne seraient pas prêts à traverser un quartier de la communauté opposée pour se rendre à leur travail et 55 % d'entre eux ne chercheraient pas de travail dans un lieu où le groupe opposé serait dominant[1]. Shuttleworth parle de l'effet du « frisson dans le dos » (*chill factor*) qui découragerait de travailler dans un quartier de la communauté opposée. Ceci pèse sur les comportements de recherche d'emploi et sur la mobilité des demandeurs d'emploi. L'influence réelle de ce *chill factor* est difficile à quantifier, mais sa perception est très répandue parmi les employeurs et les demandeurs d'emploi.

Le gouvernement encourage le rapprochement entre les deux communautés. Dans les années 1960, les relations intercommunautaires étaient définies comme la promotion d'une existence harmonieuse entre les groupes, avec le but d'intégrer les minorités dans une communauté plus vaste. L'accent est mis aujourd'hui sur l'égalité de droits et l'égalité des chances pour tous en encourageant simultanément la diversité culturelle[2]. La politique d'égalité regroupe de nombreuses initiatives dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, de l'emploi et de l'éducation. Les programmes de *Targeting Social Need* attribuent des financements prioritaires aux quartiers défavorisés. Cette approche est sous-tendue par l'idée que les inégalités économiques et sociales contribuent à la division. Le fort taux de chômage et la discrimination dans l'emploi, auxquels les catholiques sont sujets, ont été réduits par une législation très stricte sur l'égalité face à l'emploi, spécifique à l'Irlande du Nord. La loi sur l'emploi équitable (*Fair Employment Act*) de 1989 oblige les entreprises à mesurer la composition religieuse de leur main-d'œuvre et à appliquer des mesures de discrimination positive si nécessaire. Toute société a une obligation d'enregistrement auprès de la *Fair Employment Commission* qui contrôle les procédures de recrutement. Un tribunal spécial a compétence pour juger les plaintes de discrimination individuelle. Plus que les employeurs, les syndicats soutiennent les actions contre la discrimination. *Counteract* est une association créée par les syndicats en 1990 pour lutter contre le « harcèlement sectaire » sur les lieux de travail. Le Ministère de l'Education a lancé un programme intercommunautaire destiné à favoriser les contacts entre écoles et entre jeunes. De plus, la réforme des programmes scolaires de 1989 a institué un programme commun aux deux systèmes éducatifs, comprenant deux nouveaux enseignements, intitulés « Education pour une compréhension mutuelle » - *Education for Mutual Understanding* (EMU)

[1] I. Shuttleworth et al., Vacancies, access to employment and the unemployed : two case studies of Belfast and Londonderry in E. Mc Laughlin (ed.), *Policy aspects of employment equality in Northern Ireland*. Belfast : SACHR, 1996, p. 250.

[2] H. Frazer, M. Fitzduff, *Improving Community Relations*, Belfast : Community Relations Council, 1986, p. 17.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

- et « Héritage culturel » - *cultural heritage*. Il existe aussi un programme de tradition culturelle accordant des subventions aux musées et aux associations culturelles, notamment d'enseignement du gaélique.

C'est dans ce contexte de recherche de l'égalité et de l'équité des politiques publiques que se situe l'action de promotion des activités intercommunautaires à travers le secteur associatif. Elle constitue une part très importante des relations intercommunautaires, notamment par des programmes municipaux soutenant les associations locales. L'existence des activités interconfessionnelles est aussi liée à la territorialité et à la possibilité de disposer d'un lieu où elles puissent se tenir. Les interfaces sont les espaces les plus conflictuels mais aussi les lieux où les communautés peuvent se rencontrer.

6-23.1. La promotion des relations intercommunautaires dans le milieu associatif

Depuis le début du conflit, le gouvernement cherche à promouvoir les relations intercommunautaires par le biais des associations. Mais les relations entre l'Etat et le secteur associatif sont difficiles. La Commission des Relations Communautaires fondée en 1969 est supprimée en 1974. A la fin des années 1980, le CCRU et le CRC, nouvellement créés, relancent le processus.

La Commission des Relations Communautaires et les associations locales

Une Commission des Relations Communautaires - *Community Relations Commission* - et un Ministère des Relations Communautaires - *Ministry of Community Relations* - avaient été créés en 1969, après les émeutes qui secouèrent le pays, sur décision du Secrétaire d'Etat britannique James Callaghan. La commission visait à construire la confiance entre les communautés, en stimulant des projets de développement social et en soutenant les associations locales. Elle visait aussi, cependant, à montrer que le gouvernement britannique se préoccupait de la situation et agissait.

De nombreuses associations ont émergé dans les années 1970. A Belfast, il existait alors environ 400 associations de quartier[1]. Face à la forte centralisation administrative, le secteur associatif a été un lieu important de politisation de la société civile. Les associations ont essayé de peser dans les politiques locales. La mobilisation reflétait les divisions confessionnelles, même si l'opposition à la rénovation urbaine et à la construction de l'autoroute urbaine de Belfast a su créer

[1] T. Blackman, Planning in Northern Ireland; the shape of things to come, *The planner* [Journal of the Royal Town Planning Institute], vol. 70, n°1, 1984 p. 13.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

des alliances intercommunautaires dans les quartiers ouvriers[1]. Une autre caractéristique du milieu associatif local en Irlande du Nord est la forte structuration des catholiques comparée à une certaine désorganisation des protestants. Les protestants bénéficient d'une véritable représentation politique et économique et ont une structure associative moins forte. Les associations catholiques ont été créées dans la mouvance des revendications pour les Droits Civiques et sont un élément fort de la vie sociale. Pour cette raison, le gouvernement de coalition de 1974 voyait une menace dans le milieu associatif. Il le considérait comme trop radical et capable d'usurper les fonctions des élus. En effet, les élus considéraient cette démocratie associative (*community politics*) comme une menace pour la démocratie représentative (*democratic politics*). Pour éviter de donner trop de pouvoir aux associations, le gouvernement a dissous la Commission des Relations Communautaires[2]. Ses fonctions ont été attribuées au Ministère des Relations Communautaires. Mais lorsque l'exécutif a été suspendu quelques mois plus tard, ses attributions ont été réparties au sein du nouveau schéma institutionnel centralisé, entre le Ministère de l'Education et les municipalités. Le Ministère de l'Education attribuait les subventions. Mais les fonds transitaient par les municipalités et étaient gérés par les officiers municipaux des services communautaires (*Community Services Officers*). A ce titre les communes regagnaient une partie du pouvoir qu'elles avaient perdu dans la réforme administrative de 1973.

Dans les années 1980, le mouvement associatif s'est divisé et a décliné. Les associations de quartier étaient très contraintes par les financements gouvernementaux et leurs actions encadrées pour les transformer en relais du gouvernement. En particulier, le programme Action pour l'emploi des quartiers, *Action for Community Employment* (ACE), a été critiqué à cause des critères très stricts exigés par les financeurs dans l'administration du programme et du monopole de gestion des associations paroissiales. Un militant républicain dénonce la création d'emplois ACE par l'Eglise comme une tentative de rallier la population à des opinions anti-républicaines[3]. En réalité, l'Eglise catholique bénéficiait d'une influence considérable dans la société civile. Elle n'avait pas besoin de prouver sa légitimité à l'Etat et ainsi servait de relais pour de nombreuses subventions accordées par le gouvernement[4]. De plus, les projets financés par le Fonds International pour l'Irlande soutenaient le développement économique et la création d'entreprise plutôt que le développement social et étaient dirigés par le clergé et les hommes d'affaires. Ensuite, la montée du *Sinn Fein* (SF) et

[1] T. Blackman, *Planning Belfast. A case study of public policy and community action,* Aldershot : Avebury, 1991.

[2] Frazer, Fitzduff, *op. cit.*, p. 11.

[3] Ciaran de Baroid, *Ballymurphy and the Irish war*, Londres : Pluto Press, 2000, p. 288.

[4] R. Rolston et M. Tomlison, *Unemployment in West Belfast ; the Obair report,* Belfast : Beyond the Pale, 1988.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

la mobilisation suscitée par les grèves de la faim de 1981 a fait craindre au gouvernement que les associations ne soient contrôlées par les paramilitaires dans les quartiers ouvriers catholiques. En conséquence, le gouvernement opposait son veto à certaines associations qu'il refusait de subventionner en raison de liens supposés avec les paramilitaires ou avec le SF. Cela a créé des conflits au sein des communautés, en particulier dans la communauté catholique, comme par exemple entre les associations paroissiales de recherche d'emploi et celles dirigées par le SF[1].

Dans ce contexte, le travail intercommunautaire des associations de quartier a décru dans les années 1980. La dynamique interne aux communautés a aussi été un obstacle aux activités sociales mixtes. La migration des protestants en ascension sociale en dehors des quartiers centraux défavorisés a laissé des communautés protestantes fragmentées, vieillissantes, privées de compétences professionnelles et en proie à un sentiment de déclin. Au contraire, les catholiques actifs en ascension sociale ne peuvent pas ou ne veulent pas quitter leurs quartiers. Les catholiques, en partie parce qu'ils sont contraints de rester sur un territoire moins vaste et plus concentré, ont une organisation sociale plus importante et plus structurée. Ceci renforce les craintes de protestants, plus réticents à s'engager dans une collaboration associative avec des catholiques. De plus, la structure du milieu associatif a évolué. En Irlande du Nord, les associations caritatives, tous buts confondus, forment le secteur caritatif (*voluntary sector).* Les associations caritatives sont souvent de grandes organisations à l'échelle de la Province ou du Royaume-Uni, qui emploient des professionnels pour leur gestion et ont largement recours au bénévolat pour leurs activités dans le domaine social : la prévention de la délinquance, la santé, la lutte contre le vandalisme, la drogue et les sans-abri. Certaines de ces associations se sont employées à briser les barrières entre les communautés : *Peace People, Women Together*, PACE, *New Ulster Movement* sont les plus connues. Il existe environ une cinquantaine d'associations de ce type. Parallèlement, le secteur associatif *(community sector)* regroupe les associations de quartiers, qui emploient un personnel à temps partiel, peu formé et peu rémunéré. Elles s'occupent des problèmes multiples et de l'animation socioculturelle du quartier. La majorité d'entre elles concentrent leurs objectifs sur des activités sociales et éducatives : emploi, formation, crèches, sport et loisirs pour enfants et adolescents. Des tensions entre les deux secteurs se sont développées, parce que le secteur caritatif investissait parfois les missions des associations de quartiers déclinantes essuyant les plâtres du veto politique dans les années 1980. Toutefois, la dynamique est relancée à la fin des années 1980 par l'Etat qui décide de s'appuyer sur les associations locales pour relancer les relations intercommunautaires.

[1] Gaffikin, Morrissey, *op. cit.*, p. 83.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

L'Unité Centrale des Relations Communautaires (CCRU)

La politique du gouvernement vise à favoriser une « meilleure compréhension » et un « respect mutuel » entre les communautés et à multiplier les contacts intercommunautaires. Dans ce but, l'Unité Centrale des Relations Communautaires, la *Central Community Relations Unit* ou CCRU, est créée en 1987. Son rôle est de conseiller le Secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord sur les relations entre les « différentes parties de la communauté d'Irlande du Nord ». La CCRU a pour fonction principale d'élaborer les politiques de relations intercommunautaires. Cet organisme est aussi chargé de s'assurer que les buts d'égalité et d'équité sont suffisamment pris en compte dans les politiques publiques[1]. Afin de favoriser directement les contacts entre catholiques et protestants, la CCRU instaure le Programme Municipal de Relations Communautaires (*District Council Community Relations Programme*). Ce programme permet aux 26 municipalités nord-irlandaises de disposer de fonds spéciaux pour l'organisation d'activités communes. La CCRU finance 75 % des coûts salariaux des officiers municipaux des relations communautaires (*District Community Relations Officers*) et subventionne les projets intercommunautaires réalisés par les municipalités avec les associations locales. En 1998-1999, le montant des subventions s'élevait à 1,7 million de livres[2]. Dans chaque commune, les actions doivent cependant être élaborées avec l'accord de tous les partis représentés au conseil municipal. L'idée sous-jacente était que l'accord serve de garantie contre la suspicion de parti pris en faveur de l'une ou l'autre communauté. De plus, les négociations au niveau municipal ont pour but de favoriser l'émergence d'une culture politique du compromis. Les projets financés doivent encourager au moins l'un des trois objectifs du programme : le contact intercommunautaire, la compréhension mutuelle et la prise de conscience de la diversité culturelle. Les officiers municipaux des relations communautaires doivent trouver un compromis entre les enjeux politiques et les réalités associatives locales. Cinq types de projets sont ainsi subventionnés par les communes[3] : des événements festifs, des projets de tradition culturelle, les relations communautaires au sens strict, des activités ordinaires de la vie municipale auxquelles une dimension interconfessionnelle est donnée et enfin le développement social des quartiers. Les « *high profile community relations* » sont des événements uniques et médiatisés pour promouvoir les relations communautaires. Ce sont des événements festifs, comme par exemple un concert de chants écrits par les élèves des écoles. Les projets de « traditions culturelles » visent à mettre en avant ce qui rapproche les communautés. Il s'agit de constituer des groupes interconfessionnels ayant un intérêt

[1] Community Relations Council, *Dealing with difference. A directory of Peace, reconciliation and community relations projects in Northern Ireland.* CRC, 1998, p. 12.

[2] Site de la CCRU : www.ccruni.gov.uk.

[3] C. Knox, Conflict resolution at the microlevel : Community relations in Northern Ireland, *Journal of Conflict Resolution* (Californie), vol. 38, n°4, décembre 1994, p. 603.

commun dans les sports, la musique, le théâtre, la danse ou autre activité culturelle. L'approche stricto sensu de relations intercommunautaires est fondée sur le constat que particulièrement dans les lieux mixtes, les questions de politique et de religion ne sont pas abordées pour éviter les conflits, ce qui favorise un sectarisme insidieux. Un exemple de ce type de projet sont les ateliers de paroles sur les préjugés confessionnels. Les financements du programme municipal peuvent aussi servir pour des activités ordinaires de la mairie, telles que des feux d'artifices ou les décorations de Noël, qui incluent alors une dimension intercommunautaire explicite. Enfin, le développement social des quartiers est promu à la fois sur une base intracommunautaire, c'est-à-dire à destination d'une seule communauté (*single identity)* et intercommunautaire (*cross community)*, c'est-à-dire en associant deux communautés.

Le Conseil des Relations Communautaires (CRC)

En 1990, suite à la création de la CCRU, un nouvel établissement public indépendant, le Conseil des Relations Communautaires, le *Community Relations Council* ou CRC, est institué pour favoriser la compréhension et la coopération entre les communautés politiques, culturelles et religieuses en Irlande du Nord. Un budget de 2,5 millions de livres en 1998-1999 lui est attribué, dont la moitié est consacrée à soutenir les associations locales[1]. Le défi majeur consiste à élargir les liens intercommunautaires (*cross-community work)* au-delà de la simple gestion des crises et de promouvoir le *bridge building*, un rapprochement à long terme entre protestants et catholiques. Le CRC encourage les initiatives de la « base » en accordant des bourses pour les projets associatifs « intercommunautaires » et de « diversité culturelle », du même type que ceux financés par la CCRU dans le cadre du Programme Municipal de Relations Communautaires. Cela inclut de nombreux projets de développement social. Le CRC exerce aussi une activité de lobby, en publiant des « guides de bonne conduite des relations communautaires » pour tous les aspects de la vie sociale. Il propose aussi des formations pour animer des activités intercommunautaires. Il met à la disposition du public un centre d'information et édite de nombreuses brochures et guides. Le CRC apparaît comme une machine idéologique qui cherche à produire des comportements policés. Cependant, l'impact de ces programmes est difficile à évaluer. Ils sont efficaces lorsqu'ils répondent à une demande, mais lorsque l'initiative ne vient pas de la base, ils se heurtent à des résistances fortes. La *Newsletter* du CRC reconnaît que les relations intercommunautaires provoquent le scepticisme, voire la suspicion : « certains les considèrent comme des amabilités inoffensives (réunion autour d'un thé

[1] Community Relations Council*, 9th Annual report*, 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

et de sandwiches au concombre) et d'autres comme une machination socio-politique perverse (*social engeneering)* »[1].

Devant la difficulté de mettre en œuvre des projets intercommunautaires, des débats ont eu lieu au sein du CRC sur la priorité à accorder au développement social ou aux relations communautaires. Le *community development* désigne des programmes de développement social visant à améliorer les conditions de vie au sein de chaque communauté, tandis que les programmes de relations communautaires (*community relations* ou *cross-community relations*[2]) cherchent à faciliter les rapports entre les communautés. L'idée qui prime est que le développement social est une nécessité préalable aux projets intercommunautaires. Les communautés polarisées doivent d'abord se consolider avant de s'engager dans un travail intercommunautaire. Les communautés doivent développer suffisamment de confiance et de compétences, par la maîtrise de leur environnement et des décisions qui affectent leurs lieux de vie, telles que la réhabilitation de quartier ou les équipements de proximité. Ensuite, libérées de sentiments de menaces et de peur, elles coopèrent pour lutter sur des questions d'intérêt commun, telles que la santé, l'éducation, le développement économique.

La création du Projet de développement intercommunautaire de Springfield (*Springfield inter-community development project*, SICDP) en 1988, financé par le CRC, est révélatrice de cette approche. Il rassemble les militants des associations de quartiers du Shankill et des Falls, situés des deux cotés de l'interface de Springfield Road, pour faciliter le développement social et apporter des réponses au conflit intercommunautaire[3]. Le but est de mener des actions de développement séparées dans chaque communauté et des actions intercommunautaires sur des questions d'intérêt commun. Mais dans la réalité, aucune activité n'est commune sur le terrain. Le SICDP est avant tout un forum local sur le conflit et la situation socio-économique. A la suite de la conférence qu'il a organisée, intitulée *Life on the interface* et qui a rassemblé 80 représentants d'associations de quartier en octobre 1992[4], il a créé deux groupes de réflexion, l'un nationaliste, l'autre loyaliste : le *Shankill Think Tank* et le *Falls Think Tank*. Ils se penchent sur les identités locales[5] et les enjeux quotidiens des

[1] *CRC News* [Newsletter du CRC], n° 27, septembre 1997, p. 4.

[2] Les deux termes sont employés relativement indifféremment, ce qui est parfois source d'ambiguïté.

[3] Springfield inter-community development project, *Annual general report*, mars 1999.

[4] *Life on the interface, report on a community groups conference*, Belfast : Island, 1993.

[5] Falls Think Tank, *Ourselves alone.* Belfast : Island, 1996 et Shankill Think Tank, *Ulster's Protestant Working Class*, Belfast : Island, 1994.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

interfaces : les défilés[1] et le développement économique[2]. Le SICDP publie des brochures sur les conférences et ateliers locaux animés en coopération avec les cellules de réflexion de chaque communauté.

La volonté de mener des projets intercommunautaires se heurte à des résistances fortes. Les animateurs socioculturels sont souvent obligés de mener des projets de développement social « à identité unique » sous le label de relations communautaires. Le *Community Development Centre* (CDC) de Belfast-Nord a été fondé en 1974. Centre de ressources pour les associations locales des deux communautés, il encourage les initiatives en matière de développement socio-économique. Durant l'été 1996, il a joué un rôle important de coordination dans les opérations de relogement d'urgence suite à des campagnes d'intimidation massive. Au milieu des années 1990, cette organisation a mis en place une *Community relations unit* avec le soutien du CRC. Son but est de permettre aux associations locales d'aborder, voire de s'attaquer aux divisions confessionnelles, au sein des structures de développement social existantes. Le coordinateur de cette unité est Rosin MC Glone. Michael Atcheson et Rab Mc Callum sont les deux autres membres de l'unité. Ce sont deux anciens détenus pour activités paramilitaires ; le premier est loyaliste et le second nationaliste. Ce choix est autant pragmatique que visant à démontrer le caractère intercommunautaire de l'unité. En effet, la suspicion est telle dans les quartiers Nord de Belfast que les associations locales et les habitants sont très réticents à collaborer avec un ex-paramilitaire « d'en face ». L'unité administre le *Community bridge programme* lancé par le Fonds International pour l'Irlande à partir de 1995. Ce programme, selon la brochure de présentation, finance des projets émanant des associations locales et ayant une dimension intercommunautaire. Il soutient aussi la constitution de contacts et de réseaux intercommunautaires et la formation des travailleurs sociaux. Il finance également des projets transfrontaliers Nord-Sud. Dans un entretien, Roisin Mc Glone dit que la réalité est un peu différente des buts initiaux du programme. « Lorsque nous avons essayé de lancer des projets du *Community bridge*, les gens étaient terrifiés, pensant qu'on allait démolir les murs. Les paramilitaires assistaient aux réunions ». Elle confia que son travail attentait à sa « santé mentale » et qu'elle avait l'habitude de passer au « *off licence* »[3] pour s'acheter à boire au retour des réunions pour éviter d'y penser. Cela était trop difficile et impliquait trop la dimension confessionnelle. « Alors l'idée est venue de supprimer la dimension de relations communautaires et de faire du 'développement parallèle', c'est à dire de soutenir séparément des projets similaires des diverses associations de

[1] *Interface issues, Tackling anti-social behaviour, Marching and Rights*, Report of a series of seminars organised by Springfield Inter-community Development Project, Belfast, 1998.

[2] *Belfast community economic conference*, Belfast : Island, 1995.

[3] Magasin autorisé à vendre de l'alcool.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

quartier. Nous avons compris qu'il fallait impliquer aussi les extrémistes et ceux qui avaient de la crédibilité dans leur propre communauté. Le *community bridge programme* tend à construire des ponts à l'intérieur de chaque communauté et non pas entre elles. De plus, nous pouvons faire ce travail de développement social uniquement de septembre à mai. De mai à septembre, nous faisons de la gestion de conflit »[1].

6-23.2. La promotion des 'espaces neutres' par le Conseil des Relations Communautaires

Malgré les difficultés rencontrées sur le terrain, le CRC promeut l'aspect spatial du rapprochement intercommunautaire. En effet, la présence d'un lieu accepté et considéré comme sûr par tous est un préalable à la tenue d'activités intercommunautaires. Le CRC encourage la création de locaux associatifs partagés et développe la notion de *neutral venues*, espaces neutres accessibles aux deux communautés pour des activités culturelles et sociales communes.

La difficulté du partage des équipements de proximité

A cause de la géographie confessionnelle, les équipements de proximité tels que les centres de loisirs, les centres médicaux et les maisons de quartiers (*community centres*) ont tendance à être fréquentés exclusivement par une communauté. La territorialité stricte décrite par Boal dans les années 1970 et 1980[2] a cependant évolué et il existe des lieux susceptibles d'être partagés. Mais cela correspond à des arrangements subtils, un équilibre toujours susceptible d'être remis en cause. Neville Douglas[3] décrit le cas d'une association caritative britannique, *Arthritis Care*, qui soutient les malades atteints d'arthrose. Cette association organise des réunions d'information et de soutien aux malades et à leurs familles. La section locale de Belfast Sud-Ouest était confessionnellement mixte et tenait ses réunions mensuelles dans le centre de loisirs Olympia. Ce centre a été construit dans Boucher Road, dans une zone de commerces et d'activités, aménagée au début des années 1980 et située aux marges du Village protestant. Cette zone d'activité est perçue comme neutre, bien qu'elle soit plus proche des zones résidentielles protestantes que du Belfast-Ouest catholique. Bien que des assassinats sectaires aient été commis dans les parties du Village jouxtant les quartiers nationalistes,

[1] Entretien avec Roisin Mc Glone, *North Belfast Community Development Centre*, *Community relations Unit Coordinator*, 14 avril 1999.

[2] F.W. Boal, Territoriality on the Shankill-Falls divide, Belfast. The perspective from 1976, in D.A. Lanegran, R. Palm, (ed.), *An invitation to Geography*, New York : McGraw-Hill, 1977 et F.W. Boal, D. Livingstone, The international frontier in microcosm. The Shankill-Falls divide, Belfast, in N. Kliot, S. Waterman, *Pluralism and political geography. People, territory and state,* Londres : Croom Helm, 1983.

[3] N. Douglas, The politics of accommodation, social change and conflict resolution in Northern Ireland, *Political Geography,* vol. 17, n°2, 1998, p. 220.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

le risque perçu par les catholiques assistant aux réunions était considéré comme négligeable, au regard du soutien reçu.

Cependant, la neutralité a été rompue par divers incidents et le centre est redevenu un territoire insécure pour les catholiques. Au printemps 1986, des employés catholiques du centre de loisirs ont été menacés par des paramilitaires loyalistes et ont quitté leur emploi. Ultérieurement, ils ont pu revenir et n'ont pas été inquiétés, mais la menace dont ils avaient été l'objet a transformé la perception de l'espace du centre de loisirs. Au début de l'année, un portrait de la reine d'Angleterre avait été ostensiblement accroché dans le hall d'accueil du centre. Ce geste symbolique était destiné à marquer le territoire protestant. Les menaces objectives sur la neutralité du lieu et la perception des signes ostensibles du loyalisme ont rendu le centre Olympia inadéquat pour les rencontres d'*Arthritis Care*. Cela a abouti à la scission des catholiques qui constituèrent leur propre section nommée branche locale de Belfast-Ouest. L'antenne de l'association localisée au centre Olympia a transformé son nom en Belfast-Sud. Cet exemple montre qu'un enjeu majeur pour la tenue d'activités intercommunautaires est leur localisation dans un lieu perçu comme confessionnellement neutre ou du moins non exclusivement approprié par la communauté opposée.

Les neutral venues

Dans sa politique de relations communautaires, le CRC cherche à promouvoir la notion de « lieux neutres » pour favoriser le déroulement d'activités socioculturelles communes. Il prend en compte la forte demande de locaux associatifs et la nécessité de la neutralité pour des activités interconfessionnelles. En 1991, le CRC publie une brochure intitulée *Neutral venues*[1], guide pratique à destination des associations qui souhaitent organiser des activités socioculturelles réunissant les deux communautés. Ce guide s'adresse aux associations qui veulent rendre un site plus acceptable ou créer un nouveau lieu. L'objet du rapport est de définir les conditions de neutralité d'un espace associatif, puis de donner des informations sur la démarche de construction d'un tel lieu. Un lieu neutre est d'abord un lieu sûr (*safe place*). Il n'est pas un espace à part mais doit reconnaître toutes les « traditions ». Le rapport explique d'abord que la neutralité est appréciée subjectivement par les individus. Elle est définie par une égale accessibilité aux deux communautés, dont le critère primordial est une localisation satisfaisante pour tous, c'est-à-dire en dehors d'un espace considéré comme dangereux ou approprié par l'une des communautés. La perception des trajets pour se rendre dans les locaux et l'offre de transport public doivent aussi être prises en compte. Les emblèmes et les signes jouent un rôle important, l'image ou l'histoire du site également. Enfin

[1] C. Archard, *Neutral venues,* Belfast : Community Relations Council, octobre 1991.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'utilisation des locaux doit être effectivement ouverte aux deux communautés. Le guide est très prescriptif. Il donne des conseils pour gérer et financer la rénovation ou la construction de locaux et informe sur les démarches administratives et les demandes de subventions. Cependant, les effets de ces incitations sont difficiles à percevoir. Il est impossible de savoir combien d'associations ont tenté de mettre en œuvre de telles prescriptions et quels en ont été les résultats. Mais une telle initiative a vu le jour dans Springfield Road, menée par deux associations religieuses.

6-23.3. Forthspring

Forthspring est un exemple de rapprochement confessionnel impliquant une transformation du cadre bâti. Le moteur de ce rapprochement est la coopération entre des associations religieuses pour la création d'une maison de quartier ouverte aux deux communautés et située sur l'interface de Springfield Road.

Le rôle social des Eglises dans les relations intercommunautaires

Les Eglises présentes en Irlande du Nord sont l'Eglise catholique, l'Eglise anglicane (*Church of Ireland)*, les méthodistes, les presbytériens et d'autres congrégations protestantes minoritaires. Officiellement, les Eglises se sont toujours tenues à l'écart du conflit et l'opinion publique leur reproche parfois cette inertie. Mais les Eglises sont aussi des institutions prônant le rapprochement entre les deux communautés. De nombreuses initiatives ont encouragé le dialogue entre catholiques et protestants. Des groupes interreligieux mènent un dialogue social entre les deux communautés et oeuvrent pour la réconciliation depuis les années 1970. Des organisations telles que l'*Irish Council of Churches*, le *Churches Central Committee for Community Work* et l'*Inter Church group on Faith and Politics* ont activement encouragé de telles initiatives. Par exemple l'*Irish Council of Churches* a mis en place un centre d'éducation pour la paix qui s'occupe de réaliser des outils pédagogiques.

Au niveau local, il y a un nombre important d'associations interconfessionnelles. Johnston Mc Master a réalisé un répertoire de ces groupes, à la demande du CRC[1]. Ce répertoire recense trois types de groupes interconfessionnels : les associations interreligieuses, les projets sociaux intercommunautaires laïcs et les communautés œcuméniques. Les associations interreligieuses sont destinées à encourager les relations entre les clergés et les fidèles des deux communautés. Il en existe une trentaine en Irlande du Nord dont une dizaine à Belfast. Les membres de chaque groupe se rencontrent régulièrement pour des prières communes, des études bibliques ou des discussions informelles sur la réconciliation entre les communautés. Ces groupes émanent souvent de

[1] J. McMaster, *An Inter-church directory for Northern Ireland*, Belfast : CRC, mai 1994.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'association de deux paroisses, comme l'association Clonard-Fitzroy qui regroupe la paroisse catholique de Clonard et la paroisse protestante de Fitzroy dans Belfast-Nord. Elle a reçu le prix de *Pax Christi International* en 1999. Depuis le début des troubles, les deux paroisses se retrouvent pour des activités religieuses. Et depuis 1995, le « pèlerinage du Shankill » du père Gerry Reynolds, prêtre de Clonard, permet aux fidèles catholiques d'assister au culte protestant dans Shankill Road. Il rassemble une dizaine de catholiques venant de Clonard ou des paroisses alentours et a lieu plusieurs fois dans l'année[1]. Les associations interconfessionnelles laïques ont pour but de développer des activités socioculturelles en commun. Elles visent à répondre à la demande sociale de leur quartier. Chaque association propose des services variés : service d'entretien et de jardinage pour les personnes âgées, centre d'information, ateliers artistiques, service de transport par exemple. Le répertoire identifie une dizaine de groupes de ce type dont trois à Belfast, ce qui est peu car les associations dans ces domaines sont habituellement monoconfessionnelles. Enfin, les communautés œcuméniques sont composées de protestants et de catholiques, laïques ou religieux, qui décident de vivre ensemble pour une durée déterminée. Leur but principal est la réconciliation entre les deux communautés. Il existe une dizaine de communautés oecuméniques en Irlande du Nord d'après le répertoire. La plus connue, Corrymeela, fondée en 1965, a joué un rôle prépondérant au début des troubles et est le symbole du dialogue interconfessionnel en Irlande du Nord. Elle offre un soutien aux victimes de la violence. De plus, elle offre un support logistique et organisationnel aux projets de réconciliation. Enfin, elle propose des activités sociales et culturelles ouvertes à tous et des formations dans le domaine de la médiation sociale.

Une maison de quartier interconfessionnelle

Forthspring émane de l'association de deux communautés œcuméniques, Currach et Cornerstone, situées sur l'interface Shankill /Falls à Belfast. Cette localisation est importante. Les deux groupes ont été fondés pour répondre aux besoins de leurs quartiers respectifs. Currach a été fondé en 1992 pour procurer une opportunité aux résidents « des deux côtés » de l'interface de se rapprocher mutuellement. Ils ont accès à une crèche parentale et à un foyer socioculturel pour les jeunes. Cornerstone a été fondé à partir d'un groupe de prière œcuménique constitué à Clonard dans les Falls à la fin des années 1970. En 1982, à la suite des grèves de la faim des prisonniers de l'IRA qui divisèrent profondément les communautés, ce groupe décide de fonder une communauté œcuménique qui s'installe dans Springfield Road. La localisation de la communauté est symbolique de sa volonté de réconciliation. Springfield Road est la ligne de démarcation entre catholiques et protestants. Cependant, la maison double occupée par Cornerstone est située du côté protestant de

[1] *Cornerstone contact* [Newsletter de *Cornestone Community*], hiver 1999.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

la rue. Le marché immobilier offre des possibilités d'acquisition du côté protestant, mais est saturé du côté catholique. Aujourd'hui, Cornerstone est une petite communauté d'une quinzaine de personnes. Elle encadre des groupes de prière œcuménique, ainsi qu'une association de soutien scolaire et un club du 3e âge. Elle organise aussi des conférences sur la paix et des visites aux victimes d'agressions sectaires[1]. Les deux communautés œcuméniques, Currach et Cornerstone, se sont liées en 1995 à la paroisse méthodiste de Springfield[2] et à son association paroissiale[3]. Leur but était d'élargir l'offre de service de proximité à l'ensemble des résidents de part et d'autre de l'interface de Springfield Road et de cette manière contribuer à réduire le sectarisme entre les habitants. Le révérend méthodiste, Sydney Callaghan, devant le déclin de sa congrégation, a proposé d'ouvrir son église, située dans Springfield Road, à l'ensemble du quartier. Elle se situe à côté de l'entreprise Mackies et juste en dehors du périmètre de Springvale. L'église a été rénovée et transformée en centre socioculturel, à l'aide de financements européens d'un demi-million de livres. Les subventions ont été assurées en raison du caractère interconfessionnel de la demande. Forthspring a été inauguré en 1997. La surface dévolue au lieu de culte protestant a été réduite pour permettre l'aménagement d'espaces de bureaux et d'espaces associatifs que se partagent des activités interconfessionnelles : un club du 3e âge, une crèche parentale, une association de soutien scolaire pour les 6-11 ans, un club d'aérobic, des clubs féminins et un club pour adolescents[4]. Le nom de ce projet est aussi révélateur de la volonté de rapprochement : Forthspring unit les noms des deux quartiers, Forthwilliam et Springfield. C'est aussi une référence à la petite rivière Forth qui traverse les deux quartiers et coule à proximité de l'église (Figure 158).

Cet équipement intercommunautaire est localisé sur une interface. Pourtant, il ne faut pas surestimer l'importance symbolique de la localisation de ce foyer. Les contraintes matérielles fondent l'idéalité de l'interface comme lieu de pratiques interculturelles. Souvent, les lieux situés sur les interfaces sont paradoxalement les plus accessibles aux deux communautés, puisqu'ils sont à la frontière. C'est là que la neutralité a le plus de chance de s'instaurer. La dangerosité de ces lieux a diminué depuis la baisse des hostilités entre paramilitaires républicains et loyalistes. Ensuite, parce que situés sur des espaces marginalisés, il y a des parcelles non construites, des bâtiments désaffectés, qui peuvent être investis à nouveau. Ainsi les friches situées sur ces espaces disputés peuvent être les nouveaux lieux de pratiques interconfessionnelles. Mais l'équilibre reste précaire, et

[1] Entretien avec Tom Hannon, *Cornerstone Community*, directeur, 3 mars 2000.

[2] *Springfield Road Methodist Church.*

[3] *Mid-Springfield Road Methodist Community association*, MISCA.

[4] Entretien avec Tom Hannon, *Cornerstone Community*, directeur, 3 mars 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

les responsables soulignent la nécessité du travail de terrain pour maintenir le dialogue et éviter les tensions entre les deux communautés.



Figure 158 : Forthspring, centre socioculturel interconfessionnel, Springfield Road (3 mars 2000)

6-23.4. Les *peacelinks*

Le projet de *peacelinks* des architectes français Yann et Sylvia Mc Beth[1] reprend ces considérations de manière plus radicale. Il s'agit d'un projet d'étude non réalisé, proposant de créer des « pavillons médiateurs » sur les 13 *peacelines* officiellement reconnues alors, en 1994. Les architectes proposent 13 programmations différentes, non affectées à un site spécifique. Ce sont des équipements culturels - un cinéma, un local d'exposition, une salle de répétition musicale ; éducatifs - une école, une bibliothèque, une salle de conférence ; sociaux - une agence pour l'emploi ; et de loisirs - une salle de sport, un restaurant, un café internet et une serre tropicale. Ces lieux sont autonomes de part et d'autre de la *peaceline* et leur gestion quotidienne serait confiée à une association ou un organisme local. Chaque pavillon double possède deux entrées indépendantes donnant chacune sur un quartier. La distribution interne réserve la possibilité d'utilisation commune des lieux, grâce à l'existence d'une cloison modulable. Une salle centrale permet la rencontre autour

[1] *I love Belfast*, Exposition à l'Institut Français d'Architecture, Paris, 14-26 mars 2000.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

d'activités mixtes tels que des spectacles, fêtes, compétitions. Mais ils ne sont pas d'emblée des bâtiments intercommunautaires. Les deux dernières programmations proposées semblent faire exception au principe de bipolarité. Une résidence pour artistes internationaux aurait un statut d'extraterritorialité par rapport au conflit et ne nécessiterait pas de division interne. Construire un mémorial commun dédié aux victimes du conflit nord-irlandais supposerait un accord des communautés sur le statut de victime. Or le consensus est loin d'être atteint sur cette question très sensible[1].

Dans les *peacelinks*, la cloison organise la mise à distance des communautés en séparant les activités. Mais elle est aussi une porte. Pour Simmel, la porte est ce qui lie et ce qui sépare : « la porte, elle, illustre de façon plus nette à quel point séparation et raccordement ne sont que les deux aspects du même acte »[2]. Jean Rémy analyse la cloison comme un élément construit qui constitue une modalité de mise à distance permettant la communication[3]. Modulable, elle peut s'ouvrir pour transformer l'espace en un lieu « mixte ». La séparation organise la médiation entre les deux associations en charge du pavillon qui doivent se coordonner pour organiser les événements communs ; d'après Rémy, « la distance constitue une condition de l'échange, maîtrisé à partir d'un espace propre »[4].

Le titre du projet contient l'idée explicite de transformer les lignes de division - *lines* - en liens - *links*. Il vise à exploiter la symbolique attachée aux *peacelines* et tente d'opérer un renversement des valeurs négatives attribuées à ces espaces. Cela reste une utopie architecturale, voire une hétérotopie selon les termes de Foucault[5]. Les utopies sont des espaces irréels. Au contraire les hétérotopies sont des lieux effectifs, une sorte de contre-emplacement, une utopie effectivement réalisée dans laquelle les emplacements réels sont à la fois représentés, contestés et inversés. Les *peacelinks* sont des espaces qui rassemblent en un même lieu la séparation et la mixité. Ils possèdent un système d'ouverture et de fermeture spécifique. Non seulement celui dicté par le règlement appliqué à des utilisateurs d'un équipement, mais ouverture ou fermeture sur l'autre communauté. Ce sont des

[1] Les morts des forces de l'ordre ne sont commémorés que par les protestants. Un paramilitaire tué dans une explosion causée par la bombe qu'il a posée est considéré comme une victime par les extrémistes de son camp, mais pas par les modérés ni par l'autre communauté. Généralement, les protestants sont plus réticents que les catholiques à accorder le statut de victimes aux protagonistes de la violence, mais il existe des sensibilités différentes à ce sujet dans chaque communauté. Voir supra, section 1-23.2, paragraphe sur les monuments aux morts.

[2] G. Simmel, Ponts et Portes, *La tragédie de la culture*, Paris : Payot, 1989, p. 162.

[3] J. Rémy, L. Voyé, *Ville, ordre, violence. Formes spatiales et transactions sociales,* Paris : PUF, 1981, p. 148-152.

[4] *Ibid.*, p. 153.

[5] M. Foucault, Des espaces autres. *Dits et écrits, 1984*, Paris : Gallimard, p. 752-762.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

lieux qui sont soumis à une temporalité propre. Dans la proposition de *peacelink*, les activités de chaque communauté se dérouleraient en fonction du temps social ordinaire, mais la plupart des activités communes se dérouleraient dans un temps social « extraordinaire », le temps de la fête. Ici, la fonction de ces hétérotopies n'est pas de créer l'illusion d'un rapprochement communautaire mais il s'agit « d'hétérotopies de compensation ». L'idéalité des relations intercommunautaires serait réalisée en compensation de réalités divisées.

Le paradoxe - voulu - de cette conception architecturale est que les « pavillons médiateurs » sont destinés à être implantés sur la ligne de division elle-même. La bipolarité est rendue nécessaire par la division, mais l'espace unique tente de la dépasser. En réalité, un tel investissement des interfaces n'est possible qu'avec une paix minimale. Sinon, ce sont des espaces trop insécures pour de tels projets, même si les architectes affirment que la bipolarité des pavillons est une garantie contre les agressions paramilitaires. Dans une période de transition sociale que constitue le processus de paix, c'est une idée qui prend en compte la territorialité complexe de l'interface tout en protégeant les sensibilités et les peurs. La flexibilité d'un tel équipement permet le partage ou la restriction de l'usage à une communauté suivant le degré de confiance entre les deux côtés. Cela peut répondre à la normalisation actuelle des relations communautaires, accompagnée de tensions périodiques. Ainsi les réseaux interactionnels différents peuvent s'approprier un espace disputé tout en préservant leurs espaces propres. L'idée un peu automatique d'associer régénération physique et réconciliation sociale est énoncée par les architectes pour légitimer ce projet. Mais cette problématique s'inscrit aussi dans une demande sociale, à savoir le besoin de locaux pour les associations de quartier. De plus, proposer des activités qui transcendent l'échelle de la rue permet de placer cet espace dans une perspective plus large que les micro-espaces divisés.

6-3. Conclusion

Les programmes de revitalisation urbaine et le processus de paix ont constitué l'interface comme territoire spécifique d'intervention. La situation d'interface, territoire le plus marginalisé, est devenue une ressource pour les associations locales qui peuvent ainsi bénéficier de programmes et subventions de développement local. Les friches urbaines entre les quartiers, proches du centre, constituent une opportunité d'aménagement, dont les pouvoirs publics s'emparent, aidés par les financements européens. Dans ce contexte, les projets de régénération économique sont les plus adéquats. Les pouvoirs publics espèrent aussi donner une autre image de la ville, dynamique et paisible. Le développement économique élude ainsi la question des territoires confessionnels, qui reste très délicate dans le domaine du logement. Le NIHE, même s'il affirme l'idéal de la mixité de

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

l'habitat, conserve une politique très prudente. Des associations interviennent en essayant de rapprocher les communautés sur des micro-territoires, en améliorant l'habitat de part et d'autre de la ligne de division. Mais il n'existe pas de projet d'habitat confessionnellement mixte près des interfaces.

Ainsi les quartiers résidentiels sont toujours considérés par les acteurs urbains comme les lieux d'une mixité impossible, alors que les zones industrielles, commerciales, universitaires ou associatives ont la potentialité, sous certaines conditions, d'une utilisation commune et donc de neutralité. Cette interprétation est surprenante, au regard de la forte ségrégation des activités sociales, scolaires et sur le marché du travail. La neutralité des espaces nouveaux serait réalisée par une dé-territorialisation, par l'implantation de nouveaux usages et de nouvelles circulations. Toutefois le discours présentant les interfaces rénovées comme catalyseurs de la réconciliation est largement performatif. Les interventions de ce type sont limitées. Le paradoxe est de vouloir créer de la neutralité dans les quartiers les plus touchés par la violence. Le discours incantatoire de l'aménagement sur la ligne de paix renvoie à l'imaginaire d'une guérison du corps social, de réinsérer dans le corps social les espaces et les personnes qui en étaient exclues. En filigrane se profile la métaphore galvaudée du tissu urbain déchiré et de sa couture[1]. L'insistance sur la *peaceline* comme lieu de résolution du conflit prend parfois une dimension caricaturale, comme la visite du Dalaï Lama en 2000 à Belfast, qui comprenait une marche symbolique à travers le portail de sécurité situé au carrefour de Lanark Way et Springfield Road. Le Dalaï Lama a planté un arbre de chaque côté et affirmé aux quelques dizaines de personnes rassemblées qu'il était là pour « promouvoir les valeurs humaines et la tolérance religieuse »[2]. De manière similaire, en automne 1998, la *Grosvenor Environmental Society* a rassemblé 10 bénévoles, catholiques et protestants, participant à un atelier intercommunautaire sur les préjugés confessionnels, pour planter des arbres le long de la *peaceline* séparant le Shankill des Falls[3]. Malgré les limites de la démarche, il est nécessaire pour les pouvoirs publics de réaménager les espaces les plus touchés par le conflit confessionnel. Et de donner un signal fort que les « dividendes de la paix » profitent aussi aux communautés les plus marginalisées.

[1] Métaphore critiquée par Th. Paquot, Ville fragmentée ou urbain éparpillé ? in Françoise Navez-Bouchanine (dir), *La fragmentation en question*, Paris : L'Harmattan, 2002, p. 116.

[2] The Dalai Lama blesses people at west Belfast peace line, *BBC News*, 20 octobre 2000, disponible sur : http://www.tibet.ca/en/wtnarchive/2000/10/20-2_6.html

[3] Peaceline gets green makeover, *Newsletter,* 25 septembre 1998.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Conclusion

Le 9 septembre 1969, l'armée rase les barricades érigées par les civils à Belfast et les remplace par des sacs de sable et des barbelés. Le 14 septembre, dans la nuit, un mur en béton de 30 mètres de long est élevé le long de la ligne d'affrontements intercommunautaires, entre les quartiers ouvriers du Shankill et des Falls. Puis d'autres *peacelines* sont construites par l'armée sur les lieux d'émeute au début des années 1970. Installées dans l'urgence, à l'aide de barbelés et de tôle ondulée, elles se sont pérennisées, renforcées avec du béton ou des palissades en acier. Au cours des années 1970, la police reprend un rôle prééminent dans les opérations de maintien de l'ordre. Elle conserve les murs existants qu'elle consolide et en érige d'autres dans les années 1980. Malgré le cessez-le-feu de l'IRA et des milices loyalistes de 1994, en l'absence de réelle pacification sur le terrain, de nouveaux murs ont été construits en 1997 et 1998, puis en 2001, 2002 et 2003.

Chaque élément a été mis en place pour répondre à un problème de violence localisé, le plus souvent des assassinats confessionnels ou des émeutes à répétition. Les murs forment un système complexe. Ils cloisonnent les espaces résidentiels. Ils sont souvent construits à quelques mètres des habitations, séparant leurs arrières-cours. Des portails bloquent les accès routiers, fermés sur décision de la police. L'espace est divisé, mais partiellement Le Shankill et les Falls sont séparés par le mur de Cupar Way, datant de 1969, ses extensions ultérieures et les barrières routières. Cette structure s'étend du centre ville jusqu'aux marges de l'agglomération, près des *Black Mountains*, coupant Belfast-Ouest en deux unités distinctes, totalement retranchées sur elles-mêmes, lorsque les portails de sécurité sont fermés. Mais ailleurs, les dispositifs sont lacunaires, isolant des enclaves très restreintes, et ne couvrant parfois qu'une portion de rue, laissant les autres accès libres. De plus, le dispositif est à géométrie variable. La fermeture des portails routiers est décidée par la police, en fonction du niveau d'insécurité. Il change selon les saisons, les jours de la semaine, les heures de la

journée. Les portails sont clos la nuit et le week-end, et de manière continue l'été, ainsi que dans les périodes de tensions intercommunautaires. L'accès des piétons est facilité par des portes jouxtant les portails routiers. Un riverain possède une clé et est chargé de la verrouiller le soir et en fonction du sentiment d'insécurité des habitants. Si un incident se produit, la porte est définitivement scellée. Les enclaves et le morcellement confessionnel créent des discontinuités dans l'espace urbain. Inversement, les ruptures tendent à former de larges espaces homogènes. Le résultat est une véritable dualité spatiale, renforcée par les dispositifs de séparation. Les systèmes de circulation relient entre eux des espaces confinés. La lecture de la ville se fait alors en orange et vert, catholiques contre protestants.

Les lignes de front sont stabilisées par les murs, mais elles se déplacent aussi, en fonction de la démographie. Dans le détail, on constate une dynamique subtile. Les catholiques, en expansion démographique, ne souhaitent pas quitter les arrondissements populaires de l'*inner city*, tandis que les quartiers ouvriers protestants se dépeuplent au profit de la périphérie et en raison d'un faible accroissement naturel. La défense des territoires confessionnels par les paramilitaires explique en partie la violence, qui aboutit à la multiplication des murs. Ceux-ci contiennent les affrontements directs, mais engendrent d'autres actes malveillants, jets de pierres ou de cocktails Molotov. Même s'ils procurent une impression de sécurité aux riverains, ils suscitent un sentiment d'aliénation. Ainsi, les murs sont un artefact de la séparation. Ils rendent manifeste la différence entre catholiques et protestants. La clôture signale la délimitation confessionnelle, elle ne la crée pas. Mais en empêchant le passage, elle produit effectivement une différence spatiale. Les murs radicalisent les polarisations confessionnelles. Ils délimitent un extérieur, perçu comme menaçant et un intérieur, connoté comme rassurant. Ils marquent un statut particulier de l'espace. Ils accentuent également l'ambivalence créée par la violence : un espace de vie opposé à un espace de mort. Se trouver sur le territoire de l'autre signifie 'danger'.

Ma réflexion était centrée sur l'intervention de la puissance publique et de son bras armé sur l'espace urbain, dans les opérations de maintien de l'ordre. Je me suis ensuite attachée à comprendre la mise en œuvre des politiques urbaines sur les territoires de confrontation. La construction de *peacelines* est une mesure d'urgence qui s'est instituée dans les procédures de maintien de l'ordre. Le mur est un optimum de second rang, la solution de dernier recours de l'armée et la police devant une situation d'ordre public incontrôlable. Les politiques de logement sont surdéterminées par les territoires confessionnels et les *peacelines* qui constituent des frontières inamovibles. Le différentiel démographique entre catholiques et protestants contraint le *Northern Ireland Housing Executive* à la dé-densification des quartiers protestants, à la densification des

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

quartiers catholiques et à l'établissement de zones tampons. Les fonctionnaires craignent le pouvoir des paramilitaires de détruire le parc immobilier et de remettre en cause des projets qui modifieraient les équilibres territoriaux, ainsi que des menaces potentielles à l'ordre public. Pourtant, ce qui résiste à l'analyse est le rapport de force qui conduit à la stérilisation confessionnelle du territoire. Je n'ai pu déterminer la réalité des pressions des milices et à quels niveaux elles s'exercent. C'est un sujet quasiment tabou pour les fonctionnaires. Les paramilitaires sont difficilement approchables, et même si certains d'entre eux ont pignon sur rue, mes interlocuteurs à Belfast m'ont clairement déconseillé de tenter de les contacter.

Une autre limite de l'étude des dispositifs d'ordre public est que les habitants sont peu convoqués dans l'analyse. Ils sont des acteurs secondaires dans le dispositif de police, au cœur de la recherche. Il aurait été intéressant d'étudier de plus près les mobilisations, l'acceptation ou les oppositions, les relations des riverains avec la police à propos de la construction des murs. De même, des informations sur les représentations et les actions des habitants lors des transformations des murs par le NIHE auraient permis de mieux comprendre la construction du débat public autour des *peacelines*. J'ai toutefois appréhendé la mobilisation des habitants par le biais des associations de riverains, à travers leurs déclarations à la presse, lors de conflits micro-territoriaux aboutissant à la construction de murs. Une explication à cette lacune réside dans le fait que leur forte mobilisation lors de la recrudescence de ces conflits, à partir de 2001, est postérieure à mon enquête de terrain et à ma série d'entretiens. Les informations collectées dans la presse montrent néanmoins l'exigence accrue de la société civile d'exercer un contrôle sur la police et de réduire ses pouvoirs discrétionnaires.

La focalisation sur l'étude des dispositifs de sécurité élude le vécu des habitants, qui n'apparaît qu'en filigrane. En effet, « les inscriptions matérielles des frontières sont l'expression d'un pouvoir sur les collectivités et leur territoire. Elles ne disent finalement que peu de choses sur la construction de territoires à partir des individus eux-mêmes »[1]. Pourtant, si les *peacelines* construisent un « ordre spatial qui organise des possibilités », le « marcheur » les actualise. Il ne rend effectifs que certains parcours, il peut accroître ou réduire les possibilités[2]. Les interdits topographiques sont nombreux, comme les enquêtes sur la fréquentation des commerces et des centres de loisirs le montrent. La peur, les stratégies d'évitements du territoire de l'autre sont prégnantes. Les exactions des paramilitaires codifient le territoire en espaces de vie et de mort. Mais les individus ont des

[1] Marion Segaud, Frontières, limites et mitoyenneté : une question sans fin, *in* Bernard Debarbieux, Marin Vanier (dir), *Ces territorialités qui se dessinent*, La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube/Paris : DATAR, 2002, p. 102.

[2] Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, Tome 1, Arts de faire,* Paris : Gallimard, 1990, p. 149.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

perceptions différenciées qui construisent les territoires sociaux. Il existe aussi des stratégies de contournement, de partage, qui remettent en cause les limites territoriales, des pratiques de l'espace qui échappent aux séparations et aux menaces, des complicités et des rencontres avec les habitants de « l'autre côté ». Les cheminements oscillent entre la toponymie de la terreur, les codes confessionnels agressifs, les murs et les ruses du piéton.

Dans quelle mesure les murs représentent-ils un quadrillage de l'espace, un moyen de « discipline et de surveillance », qui échoue manifestement cependant ? Cette question était au départ de mes recherches. Dans les années 1970, la surveillance militaire, les services de renseignements constituent, pour reprendre l'expression de Michel Foucault, « une microphysique du pouvoir »[1] qui exerce sur les corps un pouvoir de coercition fort. La violence d'Etat s'ajoute à celle des protagonistes du conflit. Le cloisonnement brutal des espaces de confrontations ne signifie-t-il pas l'échec avéré de la tentative disciplinaire des institutions ? Les murs ont été installés pour remédier aux insuffisances de la police. Le dispositif matériel remplace une présence policière qui ne peut être permanente. Mais une clôture ne se suffit jamais à elle-même. Dans les années 1970, l'armée gardait la *peaceline* de Cupar Way. Si les militaires ont souhaité très tôt se désengager des opérations de maintien de l'ordre, les casernes attenantes aux *peacelines* n'ont été démantelées que dans les années 1990. La démilitarisation progressive est concomitante à l'extension et la surélévation constante des dispositifs.

Ainsi les frontières sont signifiées de plus en plus clairement à Belfast. Néanmoins, dans le monde contemporain, les démarcations ne se font plus exclusivement en termes de territoires. La discipline, infime et discontinue, laisse place au contrôle, illimité et continu, grâce au développement des systèmes d'information[2]. Les délimitations virtuelles jouent à plein. Olivier Razac, dans une *Histoire politique du barbelé*, observe que l'évolution des clôtures et des frontières se traduit par « un allégement de la marque qui délimite et une intensification de l'action qui repousse[3] ». Le contrôle est facilité par les nouvelles technologies. A Belfast, cette tendance se profile. Les limites sont marquées un peu différemment. L'utilisation du barbelé est moins répandue que dans les années 1970. En 2001, des barbelés sont encore posés à la hâte, mais ils sont très rapidement remplacés par une structure moins acérée, une grille ou un grillage. Le portail installé au début des années 1990, en travers de Lanark Way, est télécommandé à partir du poste de

[1] Michel Foucault, *Surveiller et punir,* Paris : Gallimard, 1975.

[2] Gilles Deleuze, Post-scriptum sur les sociétés de contrôle, *Pourparlers,* Paris : *Minuit*, 1990.

[3] Olivier Razac, *Histoire politique du barbelé : La prairie, la tranchée, le camp*, Paris : La Fabrique, 2000, p. 86.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

police et contrôlé par des caméras. Il y a peu de barrières « intelligentes », reliées à des systèmes d'information, mais en 2002, à titre expérimental d'abord, puis de manière généralisée, les *peacelines* sont équipées de caméras vidéo. Ainsi les procédures policières se fondent de plus en plus dans l'espace urbain. Les *peacelines* évoluent, des démarcations militaires à un système informatisé de surveillance.

Pourtant, à Belfast, c'est moins le système d'information que l'évolution urbanistique des dispositifs qui est caractéristique des transformations des *peacelines*. Depuis les années 1980, les autorités utilisent les programmes de réhabilitation urbaine pour remplacer les murs socialement inacceptables par des barrières architecturalement conçues, qui s'intègrent dans le paysage urbain. Les pouvoirs publics ont mené une politique de banalisation des espaces de division, à la fois en leur donnant une « apparence normale » et en tentant d'éluder les enjeux identitaires. Les *peacelines* bénéficient particulièrement des « plans d'amélioration de l'environnement urbain » ou *Environmental Improvement Schemes* du *Department of Environment* et font ainsi l'objet d'aménagements paysagers. Les murs de paix, composés de tôle ondulée et de barbelés, sont remplacés par des structures plus esthétiques. Le *softening*, selon le jargon des urbanistes de Belfast, tend à adoucir des divisions qui n'en sont pas moins réelles. Les aménagements paysagers ainsi réalisés intègrent de jolis murs de briques, des grillages ornementés. Souvent, les murs sont dissimulés par des plantations d'arbres ou d'arbustes. Des étendues de gazon, protégées par des grilles, bordent les murs de sécurité. Ces jardins inaccessibles, purement paysagers, forment un décor. La logique de séparation des groupes est ainsi renforcée. C'est une situation de statu quo territorial, sinon pacifique du moins pacifiée. L'autre méthode de neutralisation des « zones frontières» consiste à aménager la ligne de division elle-même, qui devient un espace tampon entre le territoire catholique et protestant. Des zones industrielles et artisanales, comme *Northgate*, dans Belfast-Nord, et *Springvale*, dans Belfast-Ouest, entre le Shankill et les Falls, répondent à cette logique. Fermés sur eux-mêmes, ces lieux élargissent la distance entre les territoires confessionnels. Ainsi, des dispositifs de maintien de l'ordre sont intégrés dans les procédures civiles de l'aménagement urbain. Ce n'est pas un « urbanisme sécuritaire » qui est produit, mais les populations juxtaposées sont mises à distance. La forme ne montre plus la fonction de séparation de manière brutale, mais l'objet physique demeure. Un obstacle réel condamne le passage, il faut en faire le tour pour passer de l'autre côté. La banalisation d'un dispositif qui s'intègre ainsi comme un objet ordinaire illustre les multiples finalités du mobilier urbain. Par exemple, en reculant les alignements et en disposant de la végétation, les murs servent aussi à la protection contre le bruit. Ils préservent les rues résidentielles du passage des automobiles. De la même manière, à Paris, après les attentats de 1995, l'élargissement des trottoirs et la fixation de barrières inamovibles interdisant le stationnement

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

devant les établissements scolaires ont remplacé les barrières mobiles du plan Vigipirate[1]. Il s'agissait de lutter contre les voitures piégées, mais cela a eu des incidences positives pour le confort des piétons. Les murs de sécurité à Belfast et leur esthétisation entrent aussi dans une stratégie de valorisation du parc d'habitat social marginalisé. Si les murs « nouvelle génération », entourés par des jardins clos par des grilles, rendent les jets de pierre ou de cocktails Molotov plus difficiles, ils ne sauraient empêcher tout acte de vandalisme. Mais pour le NIHE, les murs sécurisent « physiquement » ses investissements tout en contribuant à l'objectif affiché de réduire la vacance du parc immobilier. Les motivations du NIHE sont sans doute de jouer sur le sentiment de sécurité. On peut mettre cela en parallèle avec les opérations de « résidentialisation » des grands ensembles français. Ce terme désigne des réhabilitations récentes du parc de logement social, dont l'une des modalités est la création d'unités résidentielles de plus petite taille. L'aspect le plus frappant est la clôture des espaces extérieurs et l'installation de grilles équipées de digicodes[2]. Mais les effets de dissuasion sur le vandalisme et la délinquance sont très limités. L'argument sécuritaire sert d'abord à la revalorisation d'un parc social dont l'image est négative. De la même manière, malgré le discours sécuritaire omniprésent, les *gated communities* américaines entourées de barrières électrifiées représentent d'abord une recherche de protection des investissements immobiliers pour les ménages des classes moyennes face au risque de dépréciation[3]. Des opérations et des mécanismes comparables existent sur le marché français[4]. De même, dans les lotissements périurbains, en France, les barrières et portails érigées par les riverains en travers des rues n'expriment pas forcément un repli social ni des peurs d'atteintes à la propriété, tels que le vandalisme et les cambriolages. La signification sociale de la barrière est à relativiser. Elle joue un rôle de régulation des relations sociales, réglant des problèmes de circulation automobile ou de troubles de voisinage créés par les adolescents du quartier. La barrière est ainsi un moyen de résolution des conflits d'usage[5].

Bien que la séparation demeure, incorporée à l'espace urbain, le retour à une relative paix civile encourage la création d'espaces partagés. Les lieux d'affrontement entre les quartiers, les

[1] F. Ballif, *Dispositifs de sécurité et transformation de l'espace public. Le cas de Vigipirate, Paris, 1996-97*, mémoire de DEA sous la direction de G. Knaebel, Institut d'Urbanisme de Paris, 1997.

[2] Jade Tabet, La résidentialisation du logement social à Paris, *Annales de la Recherche Urbaine*, n°83-84, septembre 1999, p. 155-163.

[3] Renaud Le Groix, Les *gated communities* à Los Angeles, place et enjeux d'un produit immobilier pas tout à fait comme les autres, *L'Espace Géographique*, n°4, 2002.

[4] Nicolas Golovtchenko, Fabienne Souchet, Des *gated communities* à la française ? Les résidences fermées toulousaines, *in* Bernard Haumont et Alain Morel (dir), *La société des voisins : Partager un habitat collectif*. Paris : Editions de la MSH, 2005.

[5] Eric Charmes, *La vie périurbaine face à la menace des gated communities*, Paris : L'Harmattan, 2005.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

flashpoints, ont été baptisés « interfaces » par les pouvoirs publics. Elles sont les cibles des opérations de renouvellement urbain et de divers dispositifs d'aide aux territoires urbains en crise. La problématique nouvelle est de promouvoir la mixité sociale ou au moins un usage partagé de la ville. L'accent des politiques urbaines est mis sur la neutralité comme alternative aux territoires confessionnels. Ceux-ci, appropriés exclusivement par une communauté, apparaissent comme les espaces du repli sur soi, de l'homogénéité exclusive, de la violence et de rapports sociaux difficiles. L'espace neutre serait l'espace de la réconciliation, du moins celle d'une coprésence pacifique rendue possible par la paix civile. Or, les processus de régénération économique visent à créer une neutralité détachée des processus sociaux. La neutralité ainsi définie tend à gommer toute référence identitaire. La conception des espaces urbains rejette en dehors de sa sphère de compétence tout symbole d'appropriation confessionnelle. La reconstruction du centre de Belfast dans les années 1990 est l'illustration d'une telle démarche. Elle est critiquée par W. Neill[1] comme la création d'icônes consuméristes et d'une amnésie historique. L'exemple de lieux neutres décrits par N. Douglas[2] pour la tenue d'activités intercommunautaires montre que la neutralité est moins le bannissement de toute affirmation identitaire que le caractère pluriel de celle-ci. Les espaces publics ne sont jamais libres de toute charge identitaire ou sociale. L'espace public est un espace-limite qui se situe à l'intersection des multiples appartenances socio-confessionnelles, où se jouent des modalités particulières du lien social. La neutralité est le résultat d'un équilibre. A Belfast, avec la cessation des hostilités, cet équilibre se construit. La signification des marqueurs confessionnels du territoire évolue. Les communautés cherchent à leur donner une dimension culturelle, ce qui peut se lire comme une apparente dépolitisation, sous-tendue par la volonté de les rendre acceptables dans un espace public partagé, où il est possible pour les identités de se négocier.

La dynamique des groupes confessionnels en Irlande du Nord est cependant complexe. On constate une consolidation des groupes formés pendant les Troubles, une homogénéisation confessionnelle et un regain des crispations territoriales, comme le montrent les événements d'*Holy Cross* en septembre 2001. Cette école primaire catholique située dans un quartier protestant est un exemple de cette territorialité inexpugnable et conflictuelle. Elle illustre le maintien du statu quo par les pouvoirs publics, car déplacer l'école serait toucher à l'intégrité du territoire catholique. L'instrumentalisation par les milices paramilitaires d'un conflit de voisinage portant sur le trajet des écolières souligne les difficultés de la pacification. Les incidents sont ultra-localisés, mais ils

[1] W. Neill, Lipstick on the gorilla? Conflict management, urban development and image making in Belfast, in W. Neill, D. Fitzsimons, B. Murtagh, *Reimaging the pariah city, Urban development in Belfast and Detroit*, Avebury, 1995.

[2] N. Douglas, The politics of accommodation, social change and conflict resolution in Northern Ireland, *Political Geography,* vol. 17, n°2, 1998, p. 223-224.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

interviennent au moment où le processus de paix est en panne, alors que le nouveau gouvernement intercommunautaire est suspendu, et que la réforme sur la police bloque devant l'opposition des républicains et les réticences des unionistes à faire des concessions. Depuis la signature des accords de paix en 1998, on observe également une radicalisation du vote à l'Assemblée d'Irlande du Nord et aux élections législatives de Westminster, les partis modérés cédant la place aux partis radicaux. Dans le même temps, les affiliations communautaires se métamorphosent pour intégrer des complexités identitaires nouvelles. Les manières de se définir ont évolué. Les attitudes identitaires se durcissent, dans le sens d'une exclusivité renforcée[1]. Mais il y a aussi un affaiblissement des identités politiques traditionnelles, au profit d'allégeances plus complexes, notamment d'un sentiment européen, d'un nationalisme plus modéré qui ne considère plus la réunification de l'Irlande comme la fin ultime, et l'acceptation par les protestants du caractère irlandais de leur identité britannique[2].

Les murs de sécurité à Belfast sont construit par un Etat démocratique, mais dans une situation d'exception. L'un des derniers numéros de *Cultures et conflits*[3] proposait la notion de nord-irlandisation du monde, pour qualifier les exceptions aux libertés publiques prises au nom de la sécurité, après les attentats du 11 septembre 2001. Il n'est pas question de comparer la lutte 'anti-subversive' puis 'anti-terroriste' menée contre l'IRA et les mesures contre les attentats d'Al Quaida, Al Quaida a une structure organisationnelle déterritorialisée et poursuit une lutte aléatoire contre l'occident en utilisant des technologies de pointe et des cibles imprévisibles. A l'inverse, le conflit nord-irlandais est structuré par une problématique territoriale. La lutte de l'IRA avait pour objet la souveraineté politique sur un territoire. Les paramilitaires républicains utilisent des technologies de guérilla peu sophistiquées. Le caractère artisanal voir archaïque de leurs méthodes est patent. Les attentats sont réalisés à l'aide d'un explosif standard, le stemtex et de matières banales comme des engrais ou du sucre, parfois des clous. Les attentats ciblés sont réalisés avec des voitures piégées, pas par des tireurs d'élite. Les émeutiers utilisent des pierres et des cocktails Molotov. La dérive maffieuse des milices après les accords de paix ne remet pas en cause leur enracinement territorial. Nonobstant les différences entre ces organisations clandestines et les époques, la logique de la réponse des pouvoirs publics est l'exception, supposée temporaire mais qui se pérennise. Des dérogations à l'Etat de droit, au nom d'une situation exceptionnelle de violence, deviennent

[1] Community relations and political attitudes 1989-2004, *Life and Times Survey*, University of Ulster, 2004, [en ligne, référence du 24 janvier 2006], disponible sur http://www.ark.ac.uk/sol.

[2] N. Douglas, *op. cit.,* p. 225.

[3] Didier Bigo et Emmanuel-Pierre Guittet, Vers une nord-irlandisation du monde ? *Cultures et Conflits*, n°56 [en ligne], [référence du 12 janvier 2006], disponible sur : http://www.conflits.org/document1653.html.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

banales. Les mesures d'urgence se routinisent, perdant leur caractère exceptionnel. Le terrorisme justifie des atteintes aux libertés publiques. La suspicion généralisée d'un ennemi intérieur entraîne la multiplication de procédures bureaucratiques attentatoires à la liberté et dont l'efficacité est contestable. Ce qui vaut pour les mesures judiciaires et policières s'applique peut-être aussi à l'espace urbain. Il y a aussi une nord-irlandisation de l'espace urbain. Devant la violence, l'Etat cloisonne les espaces. Le temporaire se mue en permanent, et se banalise. On peut le voir pour le mur de sécurité d'Israël : équipé d'un important dispositif de contrôle très sophistiqué, incluant des détecteurs infra-rouge, pour assurer une réactivité et repousser toute intrusion, il est aussi un dispositif urbain. Si le long du mur de sécurité, il y a des zones tampons, des terrains vagues où sont abandonnés des ordures, des gravats ou des épaves de véhicules, en revanche, dans les zones urbaines, la tentative d'esthétiser conduit déjà à aménager des parcs inaccessibles[1].

A Belfast, les avancées vers une paix durable ont été concrétisées en juillet 2005, lorsque l'IRA a annoncé la cessation totale de la lutte armée. En septembre, la commission internationale dirigée par le général canadien de Chastelain, chargée de superviser la destruction des armes, confirme que l'arsenal de l'IRA est démantelé. Mais la question du désarmement des milices loyalistes subsiste. Le prolétariat protestant éprouve un grand ressentiment envers le processus de paix qui lui semble accorder des concessions politiques trop importantes aux républicains. Les rééquilibrages économiques fragilisent encore plus la classe ouvrière protestante, de plus en plus favorable à une radicalisation politique. Dans ce contexte, le pouvoir d'influence des milices paramilitaires sur les quartiers ouvriers se renforce. Les affrontements violents le long des interfaces sont encore d'actualité, mettant en péril la paix dans les rues de Belfast. Et ils assurent la pérennité des murs de paix, du moins pour l'instant. Pourtant, leur patrimonialisation est déjà en cours. Les hauts-lieux des Troubles, dont les *peacelines*, deviennent des lieux touristiques. A Berlin, après une volonté de destruction des symboles de la division, les pouvoirs publics ont manifesté une volonté de conservation. L'*East side Gallery*, le pan du mur occidental orné de fresques, dont les images ont fait le tour du monde est repeint régulièrement et a été classé monument historique. A l'endroit où le premier passage a été ouvert, un mémorial du mur a été construit en 1998. Ailleurs, le tracé est matérialisé par un rail en cuivre inséré dans le macadam. La marque de la division a disparu, seuls quelques terrains non restitués, abandonnés et envahis par la végétation, constituent encore une trace visible, appelée à disparaître. A Belfast, cela prendra sans doute un peu de temps.

[1] Philipp Misselwitz et Tim Reniets, Jérusalem, dialogues du silence, *Faces*, [journal d'Architecture], n° 56, automne 2004, p. 15.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Bibliographie et sources

I Ouvrages, articles, travaux universitaires
- Généralités
  - Méthodologie
- Sur la thématique
  - Violence et maintien de l'ordre
  - Villes divisées, villes en guerre
  - Ségrégations et divisions urbaines
  - Urbanisme et sécurité
- Sur l'Irlande du Nord et Belfast
  - Population et ségrégation
  - Symboles et défilés
  - Le conflit nord irlandais
  - La violence
  - Maintien de l'ordre
  - Urbanisme et politiques urbaines

II Rapports et documents

III Autres sources documentaires
- Journaux
- Sites web
- Cartes et plans
- CD-Rom
- Récits et fictions
- Documentaires et films
- Photographies

IV Entretiens

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

I Ouvrages, articles, travaux universitaires

Généralités

ANDERSON, B. *Imagined communities. Reflections on the origins and spread of nationalism*, Londres, Verso, 1983, 160 p.

BATEMAN, D., RILEY, R. (ed.). *The geography of defence.* New jersey : Barnes & Noble Books, 1987, 237 p.

BENJAMIN, W. *Essais*. Paris : Denoël Gonthier, 1983, 2 vol., 208 et 215 p.

BERGER S., LUCKMAN P. *La construction sociale de la réalité*. Paris : Klincksieck, 1996, 288 p.

BOURDIEU, P. (dir). *La misère du monde.* Paris : Seuil, 1993, 947 p.

BOURDIN, A. (dir). *Figures de la ville. Autour de Max Weber.* Paris : Aubier, 1985, 200 p.

CANETTI, E. *Masse et puissance.* Paris : Gallimard, 1995 [1ère édition 1966], 526 p.

CERTEAU (de), M. GIRARD, L. MAYOL, P. *L'invention du quotidien. Tome 2, Habiter, cuisiner.* Gallimard (Folio Essais), 1994, 416 p.

CERTEAU (de), M. *L'invention du quotidien. Tome 1, Arts de faire,* Gallimard (Folio Essais), 1990, 350 p.

CLAVAL, P. *Espace et pouvoir*. Paris : PUF, 1978, 257 p.

DELEUZE, Gilles. Post-scriptum sur les sociétés de contrôle, *Pourparlers*, 1972-1990, Paris : Minuit, 1990, 249 p.

DESCAMPS, C. (ed.) *Frontières et limites.* Acte de séminaire du centre Georges Pompidou. Paris : Centre Pompidou (Espace international Philosophie), 1991, 202 p.

DUVIGNAUD, J. *Lieux et non-lieux*. Paris : Galilée, Espace critique, 1977, 153 p.

ECO, U. La cité des automates, in *La guerre du faux*. Paris : Grasset, 1985, p. 43-50.

ECO, U. *Les limites de l'interprétation*. Paris : Grasset, 1992, 406 p.

ELIAS Norbert. *Logiques de l'exclusion*. Paris : Agora-Pocket, 1965 réedit. 1994.

ELIAS, N. *La civilisation des mœurs.* Paris : Calmann-Lévy, Agora, 1973, 342 p.

ELIAS, N. *La dynamique de l'Occident.* Paris : Calmann-Lévy, Agora, 1975, 318 p.

FIJALKOW, Y. *Sociologie de la ville.* La Découverte (Repères), 2002, 122 p.

FOUCAULT, M. Des espaces autres. *Dits et écrits, 1984*. Paris : Gallimard, p. 752-762.

FOUCAULT, M. et al. *Les équipements du pouvoir : villes, territoires et équipements collectifs*. Paris : Recherches, n° spécial n°13, 1973, 318 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

FOUCHER, M. *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique.* Fayard, 1998, 527 p.

GEERTZ, Clifford. *Local knowledge.* Londres : Fontana Press, 1993, 244 p.

GOFFMAN, E. *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2 : Les relations en public.* Paris : Minuit, Le Sens Commun, 1973, 374 p.

GOFFMAN, E. *Les cadres de l'expérience.* Paris : Minuit, Le Sens Commun, 1991, 573 p.

GOFFMAN, E. *Stigma. Notes on the management of spoiled identity.* NewYork, Touchstone, 1986, 147 p.

GRAFMEYER, Y. *Sociologie urbaine.* Nathan Université, 1995, 128 p.

HANNERZ, U. *Explorer la ville. Eléments d'anthropologie urbaine.* Paris : Editions de Minuit, Le sens Commun, 1983, 418 p.

HEURTIN, J-P. Architectures morales de l'Assemblée nationale. *Politix*, n°26, 1994, p. 109-140.

HOBSBAWM, E., RANGER, T. *The invention of tradition.* Cambridge : Cambridge University Press, 1983, 320 p.

HOBSBAWM, Eric. *Nations and Nationalism since 1780 : programme, myth, reality.* Cambridge : Cambridge University Press, 1990, 191 p.

JOSEPH, I. *Le Passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public.* Paris : Librairie des Méridiens, 1984, 146 p.

LEPETIT, B., TOPALOV, C. *La ville des sciences sociales.* Belin, 2001, 410 p.

Les découpages du territoire. Dixièmes entretiens Jacques Cartier, Lyon, 8,9, 10 décembre 1997, INSEE méthodes, n°76-77-78, 1998.

LEVY, J. *L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction politique.* Paris : Presses de la FNSP, 1994, 442 p.

LUSSAULT, M., CALENGE, C., PAGAUD, B. (ed.). *Figures de l'urbain, des villes et des banlieues et de leurs représentations.* Tours, Maison des sciences de la ville, 1998, 214 p.

MANGIN D. *La ville franchisée. Formes et structures de la ville contemporaine.* Paris : Editions de La Villette, 2004, 398 p.

MERLEAU-PONTY, M. *Phénoménologie de la perception.* Paris : Gallimard, 1945, 531 p.

MERRIFIELD, A. Public space. Integration and exclusion in urban life, *City,* n°5-6, november 1996, p. 57-72.

MEYER, M. *Questions de rhétorique. Langage, raison et séduction.* Le Livre de Poche, 193, 160 p.

NORDMAN, D. *Frontières de France. De l'espace au territoire. XVIe-XIXe siècle.* Paris : Gallimard, Nrf, 1998, 644 p.

OSTROWETSKY, S. (ed.). *Sociologues en ville.* Paris : L'Harmattan, 1996, 278 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

OSTROWETSKY, S. La dynamique sociale urbanité-identité, in *La théorie de l'espace humain. Transformations globales et structures locales*. Colloque organisé par le Centre de Recherche en Architecture et en Architecturologie université de Genève, mars 1986. Genève : CRAAL/Paris : Unesco, 1986, 249 p.

OSTROWETSKY, S. Pour une réévaluation de la puissance sociale des dispositifs spatiaux. *Espaces et sociétés*, n° 28-29, mars-juin 1979.

PAUL-LEVY, F., SEGAUD, M. *Anthropologie de l'espace*. Paris : CCI Centre Georges Pompidou, 1983, 346 p.

PEREC, G. *L'infra-ordinaire*. Paris : Seuil, Librairie du XXe siècle, 1989, 121 p.

PEREC, G. *Penser/classer*. Paris : Hachette (Littérature), 1985, 187 p.

PILE, S., KEITH, M. *Geographies of resistance*. Londres : Routledge, 1997, 315 p.

PILE, S., KEITH, M. *Place and the politics of identity*. Londres : Routledge, 1993, 235 p.

REMY, J. (ed). *Georg Simmel : ville et modernité*. Paris : L'Harmattan, Villes et entreprises, 1995, 176 p.

REMY, J. La limite et l'interstice : la structuration spatiale comme ressource sociale, in *La théorie de l'espace humain. Transformations globales et structures locales*. Colloque organisé par le Centre de Recherche en Architecture et en Architecturologie université de Genève, mars 1986. Genève : CRAAL/Paris : Unesco, 1986, p. 219- 227.

REMY, J. *Sociologie urbaine et rurale. L'espace de l'agir*. Entretiens et textes présentés par E. Leclerc. Paris : L'Harmattan, 1998, 398 p.

SACK, R. *Human territoriality : Its theory and history*. Cambridge : Cambridge University Press, 1986, 256 p.

SCHÜTZ, A. *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales*. Paris : Klincksieck, 1987, 286 p.

SEGAUD, M. Frontières, limites et mitoyenneté : une question sans fin, in DEBARBIEUX, B., VANIER, M. (ed). *Ces territorialités qui se dessinent*, La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube/Paris : DATAR, 2002, p. 91-104.

SENNETT, R. *Flesh and Stone : the body and the city in western civilization*, New York : W.W. Norton, 1994, 431 p.

SENNETT, R. *Les tyrannies de l'intimité*. Paris : Seuil, Sociologie, 1979, 282 p.

SENNETT, R. *The conscience of the eye. The design and social life of cities*. New York : W.W. Norton, 1990, 266 p.

SIMMEL, G. *La philosophie de la modernité. I. La femme, la ville, l'individualisme*. Paris : Payot, Critique de la politique, 1989, 331 p.

SIMMEL, G. *La philosophie de la modernité. II. Esthétique et modernité, conflit et modernité, testament philosophique*. Paris : Payot, Critique de la politique, 1990, 309 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

SIMMEL, G. Ponts et Portes. *La tragédie de la culture.* Paris : Payot, 1989, p. 159-166.

SIMMMEL, G. *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation.* Paris : PUF, 1999, 756 p.

SOJA, E. *The political organisation of space* . Washington, Commission College Geography, resource paper n°8, 1971, 54 p.

TÖNNIES F. *Communauté et société : catégories fondamentales de la sociologie pure.* Paris : PUF, 1944, 247 p.

VIRILIO, P. *Bunker archéologique.* Paris : Demi-cercle, 1992, 213 p.

WATZLAWICK, P. *L'invention de la réalité. Contribution au constructivisme.* Paris : Seuil, 1996, 373 p.

WEBER, M. *Economie et société. Tome 1, Les catégories de la sociologie.* Pocket-Agora, 1995, 410 p.

WEBER, M. *Economie et société. Tome 2, L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie.* Pocket-Agora, 1995, 424 p.

WHYTE, W. F. *Street Corner Society. The social structure of an italian slum.* Chicago : The university of Chicago Press, 1943, 398 p.

Méthodologie

ARBORIO, A-M., FOURNIER, P. *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe.* Paris : Nathan Université, Collection 128 -sciences sociales, 2001, 128 p.

BLANCHET A., GHIGLIONE R., MASSONNAT J., TROGNON A. *Les techniques d'enquête en sciences sociales. Observer, interviewer, questionner.* Paris : Dunod, 1987.

BLANCHET, A., GOTMAN, A. *L'enquête et ses méthodes : l'entretien.* Paris : Nathan, Collection 128 sciences sociales, 1992, 128 p.

BOURDIEU, P. Sur l'objectivation participante. *Actes de la Recherche en Sciences sociales,* n°23, sept. 1978.

CHAMBOREDON, H., PAVIS, F., SURDEZ, M., WILLMEZ, L. S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien. *Genèses*, n°16, juin 1994, p. 114-132.

CORCUFF, P. *Les nouvelles sociologies.* Paris : Nathan, Collection 128, 1995, 128 p.

DEWEY, P. *Logique. La théorie de l'enquête.* Paris : PUF, l'Interrogation Philosophique, 1993, 2nde édition, 693 p.

FAVRE, P. Retour à la question de l'objet ; ou faut-il disqualifier la notion de discipline ? *Politix* n°29, 1995, p. 141-147.

KAUFMANN J-C. *L'entretien compréhensif.* Paris : Nathan Université, Collection 128 -sciences sociales, 1996, 128 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

KOHN, R., NEGRE, P. *Les voies de l'observation. Repère pour les pratiques de recherche en sciences humaines*. Paris : Nathan-Université, 1991, 239 p.

LAPLANTINE, F. *La description ethnographique*. Paris : Nathan Université, Collection 128 -sciences sociales, 1996, 128 p.

MATALON, B. *Décrire, expliquer, prévoir : démarches expérimentales et terrain*. Paris : Armand-Colin, Collection U, 1988, 271 p.

MONDADA, L. *Décrire la ville. La construction des savoirs urbains dans l'interaction et dans le texte*. Anthropos (Collection villes), 2002, 284 p.

OLIVIER DE SARDAN, J-P. La politique de terrain. Sur la production des données en anthropologie. *Enquête*, n°1, 1995, p. 71-109.

PASSERON, J-C. L'espace mental de l'enquête. *Enquête,* n°1, 1995, p. 13-42.

PASSERON, J-C. *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*. Paris : Nathan, Essais et Recherches, 1991, 410 p.

PASSERON, J-C., GODELIER, M. Anthropologie et sociologie : quel genre de science pratiquons-nous? *Raison Présente*, n°108, p. 1-44.

PERETZ, H. *Les méthodes en sociologie: l'observation*. Paris : La Découverte, Collection Repères, 1998, 124 p.

SOULET, M.-H. La recherche qualitative ou la fin des certitudes, in DESLAUMES, J.-P. (ed), *Les méthodes de la recherche qualitative*. Québec : Presses de l'université de Québec, 1987.

Sur la thématique

Violence et maintien de l'ordre

ARENDT, Hannah. *On Violence*. New York : Harcourt, 106 p.

BENYON, J., SOLOMOS, J. (ed.). *The roots of urban unrest*. Pergamon Press, 1987, 207 p.

BIGO, D., GUITTET, E.-P. Vers une nord-irlandisation du monde ? *Cultures et Conflits*, n°56 [en ligne], disponible sur : http://www.conflits.org/document1653.html.

BODY-GENDROT, S. et al. *Mission sur les violences urbaines*. Paris : La Documentation française (La sécurité aujourd'hui), 1998, 155 p.

BODY-GENDROT, S. Les politiques urbaines de prévention et de sécurité./ Sécurité et insécurité dans la ville, in PAQUOT, T., LUSSAULT M., BODY-GENDROT, S. *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*. Paris : La Découverte, 2000, p. 276-283/p. 194-201.

BODY-GENDROT, S. *Ville et violence. L'irruption de nouveaux acteurs*. Paris : PUF (Recherches politiques), 1993, 252 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

BRAUD, P. La violence politique : repères et problèmes. *Culture et Conflits,* n°9-10 [en ligne], disponible sur : http://www.conflits.org/document406.html.

CONNERY, R. *Urban riots. Violence and urban change.* New York : Vintage Books, 1969, 197 p.

CRETTIEZ, X. Le terrorisme. Violence et politique. *Problèmes Politiques et sociaux*, n° 859. Paris : Documentation française, 2001, 88 p.

DELLA PORTA, D. (ed). *Policing protest. The control of mass demonstrations in western democraties.* Mineapolis : University of Minesota Press, 1998, 302 p.

DOBRY, M. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multi-sectorielles.* Presses de la FNSP, 1992 [1ère ed. 1986], 319 p.

FILLIEULE, O. L'émergence de la violence dans la manifestation de rue. Eléments pour une analyse étiologique. *Culture et Conflits,* n°9-10 [en ligne], disponible sur : http://www.conflits.org/document212.html.

FILLIEULE, O. *Le maintien de l'ordre en France. Eléments d'un modèle de gestion des conflits manifestants par l'Etat.* Rapport de Recherche, Florence : Institut Universitaire Européen, janvier 1996.

FOUCAULT, Michel. *Surveiller et punir. Naissance de la prison.* Paris : Gallimard, 1975, 318 p.

HERBERT S. *Policing Space. Territoriality and the Los Angeles Police Department.* Minneapolis : University of Minnesota Press, 1997, 194 p.

HERITIER, F. *De la violence.* Paris : Odile Jacob, 1996, 396 p.

KEITH, M. *Race, riots and policing. Lore and disorder in a multi-racist society.* Londres : UCL Press, 1993, 280 p.

MICHAUD, Y. *La violence apprivoisée.* Débat avec Olivier Mongin. Hachette, 1996, 143 p.

MOUTOUH, H. *La loi et l'ordre.* Le Dalloz, n°11, 2000, p. 163-170.

MUCCHIELLI, L. *Violences et insécurités. Fantasmes et réalités dans le débat français.* La Découverte, 2001, 142 p.

NIEBURG, H.L. *Political violence. The behavioral process.* New York : St Martin Press, 1969, 184 p.

PEROUSE DE MONTCLOS, M-A. *Violence et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria. Durban, Johannesburg, Kano, Lagos et Port Harcourt.* Tome 1. Paris : L'Harmattan, 1997, 303 p.

RAZAC, O. *Histoire politique du barbelé. La prairie, la tranchée, le camp.* Paris : La Fabrique, 2000, 111 p.

ROCHE, S. *Le sentiment d'insécurité.* Paris : PUF, 1993, 311 p.

WACQUANT, L. *Les prisons de la misère.* Paris : Raisons d'agir, 1999, 189 p.

WADDINGTON, D. et al. *Flashpoints. Studies in public disorder.* NY/Londres : Routledge, 1989, 215 p.

WHITE, R. W. Revolution in the city : on the ressources of urban guerrillas. *Terrorism and political violence*, vol. 3, n° 4, hiver 1991, p. 100-133.

Villes divisées, villes en guerre

BAUDOUI, R. La guerre durable, perte de repères, perte d'inscription. *Faces* [journal d'Architecture], n° 56, automne 2004, p. 4-7.

BENVENISTI, M. *Intimate enemies, Jews and Arabs in a shared land*, Berkeley : University of California Press, 1995, 260 p.

BEYHUM, N. *Espaces éclatés, espaces dominés : étude de la recomposition des espaces publics centraux de Beyrouth, 1975-1990*, Thèse de sociologie, Université de Lyon II, 1991.

BODY-GENDROT, S. Violently divided cities: a new theme in political violence, in DUNN S. (ed). *Managing divided Cities*. Rybun : University of Keele Press, 1994, p. 214-227.

BOLLENS, S. Le gouvernement des cités à hauts risques politiques. *Annales de la Recherche Urbaine,* n° 80-81, 1998, p. 9-18.

CLARKE, S.C., OBLER, J.L., (ed.), *Urban ethnic conflict, a comparative perspective*. Chapel Hill : Institute for Research in Social Science, University of North Caroline, Comparative urban studies monograph series n°3, 1977, 257 p.

DAVIE, M. *Beyrouth, regards croisés*. Tours : URBAMA, collection Villes du Monde Arabe, 1997, 362 p.

Des villes traversent la guerre. *Villes en développement* [Bulletin de L'ISTED], n°29, sept. 1995, 8 p.

DIEUDONNE, P. (ed). *Villes reconstruites, du dessin au destin*. L'Harmattan, vol. 1 et 2, 1994, 382 p. et 329 p.

DISERENS, C., DAVID, C., FRERE, A. (ed). *Pré/occupations d'espaces. Jérusalem au pluriel*. Marseille : Images en manœuvres/ Carta Blanca, 2001, 287 p.

ELKINS, T.H. *Berlin : the spatial structure of a divided city*. Londres : Methuen, 1988, 274 p.

ENCEL, F. *Géopolitique de Jérusalem*. Paris : Flammarion, Essais, 1998, 283 p.

GRAHAM, S. *Cities, war and terrorism : towards an urban geopolitics*. Oxford : Blackwell, 2004, 384 p.

GRICHTING, A. Nicosie, la ville déchirée, entre mémoire et oubli. *Faces* [journal d'Architecture], n° 56, automne 2004, p. 8-13.

HASSON, S. Local Politics and Split Citizenship in Jerusalem. *International Journal of Urban and Regional Research,* GB, vol. 20 n°1,mars 1996, p. 116-133.

HUYBRECHTS, E., DOUAYHI, C. (ed.) Reconstruction et réconciliation au Liban. Négociations, lieux publics, renouement du lien social. *Les Cahiers du Cermoc*, n°23, 1999, 230 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

JUDD, D. Urban violence and enclave politics : crime as text, race as subtext, in DUNN S. (ed). *Managing divided Cities*. Rybun : University of Keele Press, 1994, p. 160-175.

KOTEK, J. (ed). *L'Europe et ses villes frontières*. Bruxelles : Editions complexes, 1996, 329 p.

MABIN, A. On the problems and prospects of overcoming segregation and fragmentation in Southern Africa's cities in postmodern era, in GIBSON, K., WATSON, S. (ed). *Postmodern cities and space*. Oxford : Blackwell, 1995, p. 187-198.

MARCUSE, P. Reflections on Berlin. The meaning of construction and the construction of meaning. *International Journal of Urban and Regional Research* (Londres), vol. 22, n°2, 1998, p. 331-338.

MISSELWITZ, P., RENIETS, T. Jérusalem, dialogues du silence, *Faces* [journal d'Architecture], n° 56, automne 2004, p. 14-18.

Villes et guerres. *Annales de la Recherche Urbaine*, n°91, décembre 2001, 183 p.

VOLDMAN, D. Guerre et urbanisme, in AZEMA, J.P., BEDARIA, F. *1938-1948. Les années de tourmente de Munich à Prague. Dictionnaire critique*. Paris : Flammarion, 1995, p. 135-140.

WALTER, F., HUDEMANN, R. *Villes et guerres mondiales en Europe au XXe siècle*. Paris : L'Harmmattan, 1997, 238 p.

WEIZMAN, E. Ariel Sharon and the geometry of occupation, 9 septembre 2003, [en ligne], *Open Democracy*, [Référence du 24 juin 2004] disponible sur : http://www.opendemocracy.net/themes/articles-2-1474.jsp#.

YIFTACHEL, O. The dark side of modernism. Planning as control of an ehtnic minority, in GIBSON, K. WATSON, S. (ed). *Postmodern cities and space*. Oxford : Blackwell, 1995, p. 216-240.

Ségrégations et divisions urbaines

BLAKELY, E., SNYDER M. G. *Fortress America. Gated Communities in the United States*. Whashington DC/Cambridge (Mass.) : Brooking Institution Press/Lincoln Institute of Land Policy, 1997, 209 p.

CHAMBOREDON J-C., LEMAIRE, M. Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue Française de Sociologie,* n° XI-1, 1970. [Reproduit dans RONCAYOLO Marcel et PAQUOT Thierry (dir). *Villes et civilisation urbaine, XVIIIe-XXe siècle*. Paris : Larousse (Textes Essentiels), 1992. pp. 503-520].

CHARMES Eric. *La vie périurbaine face à la menace des gated communities*. Paris : L'Harmattan, 2005, 219 p.

DAVIS, M. Au-delà de Blade Runner, Los Angeles et l'imagination du désastre. Paris : Allia, 2006, 154 p. [traduit de l'américain, Beyond Blade Runner, chapitre 7 de *Ecology of fear*, 1998].

DAVIS, M. *City of Quartz. Los Angeles, capitale du futur*. Paris : La Découverte, 1997, 391 p. [trad. de l'américain, City of quartz. Excavating the future in Los Angeles. New York : Vintage Books, 1992].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

DAVIS, M. *Ecology of fear. L.A. and the imagination of disaster*. NY : Vintage Books, 1999, 484 p.

FAINSTEIN, S., GORDON, I., HARLOE, M. *Divided cities : NY & London in the contemporary world*, Oxford : Blackwell, 1992, 296 p.

FOURCAUT, A. (dir). *La ville divisée. Les ségrégations urbaines en questions. France XVIIIe-XXe siècles.* CREAPHIS, 1996, 465 p.

GOLOVTCHENKO, N., SOUCHET, F. Des *gated communities* à la française ? Les résidences fermées toulousaines, in Bernard Haumont et Alain Morel (dir), *La société des voisins. Partager un habitat collectif*. Paris : Editions de la MSH, 2005, p. 145-167.

GRAFMEYER, Y. Regards sociologiques sur la ségrégation, in *La ségrégation dans la ville*. L'Harmattan, 1994, p. 85-117.

HAUMONT, N LEVY, J-P. *La ville éclatée : quartiers et peuplement*. Paris : L'Harmattan, 1998, 261 p.

KNOX, P. *Urban social geography. An introduction*. Harlow: Longman, 1995, 350 p.

LE GOIX, R. Les *gated communities* à LA, place et enjeux d'un produit immobilier pas tout à fait comme les autres. *L'Espace Géographique*, n°4, 2002, p. 328-344.

MARCUSE, P. No chaos but walls. Postmoderninsm and the partitioned city, in GIBSON, K., WATSON, S. (ed.). *Postmodern cities and space*. Oxford : Blackwell, 1995, p. 243-253.

MARCUSE, P. What is so new about divided cities? *International Journal of Urban and Regional Research* (Londres), vol. 17, n° 3, 1993, p. 355-65.

NAVEZ-BOUCHANINE, F. (dir). *La fragmentation en question*, Paris : L'Harmattan, 2002, 411 p.

POCHE, Bernard. *L'espace fragmenté. Eléments pour une analyse sociologique de la territorialité*. Paris : L'Harmattan, 1996, 275 p.

REMY, J., VOYE, L. *Ville, ordre, violence. Formes spatiales et transactions sociales*. Paris : PUF, 1981, 238 p.

SASSEN, S. *The Global city : NY, London, Tokyo,* Oxford : Princeton University Press, 1991, 397 p.

SOJA, E. Heterotopologies : a remembrance of 'other' spaces in the citadel-L.A., in GIBSON, K., WATSON, S., (ed.). *Postmodern cities and space*. Oxford : Blackwell, 1995, p. 13-34.

Urbanisme et sécurité

BALLIF, F. *Dispositifs de sécurité et transformation de l'espace public : Le cas de Vigipirate, Paris, 1996-97*, mémoire de DEA sous la direction de G. Knaebel, Institut d'Urbanisme de Paris, 1997.

Espace et sécurité. *Cahiers de la recherche architecturale et urbaine*, n°1, mai 1999, 142 p.

LANDAUER, P. Paysages sous surveillance. La question de la sécurité dans la réhabilitation dans les grands ensembles, in PICON-LEFEBVRE, Virginie (ed). *Les espaces publics modernes. Situations et propositions*. Le Moniteur, 1997, p. 175-190.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

LEFRANCOIS, D. *Ville et violence*. Paris : Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, octobre 2000, 277 p.

LELEVRIER, C. GUIGOU, B. Les incertitudes de la résidentialisation. Transformations des espaces et régulation des usages, in Bernard Haumont et Alain Morel (dir), *La société des voisins. Partager un habitat collectif*. Paris : Editions de la MSH, 2005, p. 51-68.

NEWMAN, O. *Defensible Space. People and design in the violent city*. Londres : Architectural Press, 1972, 264 p.

RICHER, J.-P. Un espace policé, Paris-Projet, n° 30-31, juin 1993, p. 175-178.

SOULIER, N. Vivre en site propre ? *Quelles nouvelles formes architecturales et urbaines pour les grands ensembles ?* Actes de colloque du 9 nov. 2000, CDU, novembre 2001.

TABET, J. La résidentialisation du logement social à Paris, *Annales de la Recherche Urbaine*, n°83-84, septembre 1999, p. 155-163.

Urbanisme et sécurité. *Les cahiers de la sécurité intérieure,* n°43, 2001, 191 p.

Sur l'Irlande du Nord et Belfast

Population et ségrégation

AALEN, P.H.M. *Man and the landscape in Northern Ireland*. Londres : Academic Press, 1978, 343 p.

AITCHISONT, J., Mc GIOLLAITH CHRIOST, D. Ethnic identities and language in Northern Ireland. *Area* (Institute of British Geographers, Londres), vol. 30, n°4, 1998, p 301-309.

ANDERSON, J., SHUTTLEWORTH, I. Sectarian demography, territoriality and political development in Northern Ireland. *Political Geography* (GB), vol. 17, n°2, 1998, p. 187-208.

BECKETT, J.C. *The making of the city. 1800-1914*. Apletree Press, 1983, 187 p.

BELL, D. Acts of Union: Youth subculture and ethnic diversity amongst Protestants in Northern Ireland. *British Journal of Sociology*, vol. 34, n° 3, 1987, p. 158-183.

BOAL, F.W. Belfast 1980 : segmented city. *Graticule*, NI, 1975, p. 9-12.

BOAL, F.W. Belfast : a city on edge, in CLOUT, H. (ed). *Europe's Cities in late twentieth century*. Amsterdam : Royal Dutch Geographical Society (Nederlandse Geografische Studies, vol. 176, 1994, p. 141-155.

BOAL, F.W. Ethnic residential segregation, in HERBERT, D.T., JOHNSTON, R.J., (eds) *Social areas in cities. vol. 1 : Spatial processes and form*. New York : John Wiley & Sons, 1976, p. 41-79.

BOAL, F.W. Integration and division: sharing and segregating in Belfast. *Planning Practice and Research* (GB), vol. 11, n°2, 1996, p. 151-158.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

BOAL, F.W. Segregating and mixing : space and residence in Belfast, in BOAL, F.W. DOUGLAS, J.N.H., (ed.) *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem*. Londres : Academic Press, 1982, p. 249-280.

BOAL, F.W. Territoriality and class : a study of two residential areas in Belfast. *Irish Geography* (Dublin), vol. 6, n°3, 1971, p. 229-249.

BOAL, F.W. Territoriality on the Shankill-Falls divide, Belfast. *Irish Geography* (Dublin), vol. 6, n°1, 1969, p. 30-50.

BOAL, F.W. Territoriality on the Shankill-Falls divide, Belfast: The perspective from 1976, in LANEGRAN, D.A., PALM, R., (ed.). *An invitation to Geography*. New York : McGraw-Hill, 1977, p. 58-77.

BOAL, F.W. The urban residential sub-community : a conflict interpretation, *Area,* vol. 4 n°3, 1972, p.164-168.

BOAL, F.W., LIVINGSTONE, D. The international frontier in microcosm: The Shankill-Falls divide, Belfast, in KLIOT, N., WATERMAN, S. *Pluralism and political geography. People, territory and state,* Londres : Croom Helm/NY : St Martin Press, 1983, p. 138-158.

BOAL, F.W., MURRAY, R.C. Belfast: the urban encapsulation of a national conflict, in CLARKE, S.C., OBLER, J.L. (ed). *Urban ethnic conflict, a comparative perspective*. Chapel Hill : Institute for Research in Social Science, University of North Caroline, Comparative urban studies monograph series n°3, 1977, p. 77-130.

BOAL, F.W., ROBINSON, A. Close together and far apart. Religious and class divisions in Northern Ireland, *Community Forum* (Northern Ireland Community Relations Commission, Belfast), n° 3, 1972, p. 3-12.

BRETT, C.E.B. *Buildings of Belfast, 1700-1914*. Belfast : Friars Bush Press, 1967, 86 p.

CEBULLA, A. SMITH, J. Industrial collapse and post-fordist overdetermination of Belfast, in SHIRLOW, P. *Development Ireland: Contemporary issues*. Londres : Pluto Press, 1995, p. 81-93.

CEBULLA, A. SMITH, J. La désindustrialisation et l'évolution de la structure sociale de Belfast, in MARTENS A., VERVAEKE, M. (ed), *La polarisation sociale des villes européennes*, Anthropos, 1997, p. 37-53.

COMPTON, P. Demographic trends in the Belfast region with particular reference to the changing distribution of population, in DOHERTY, P. (ed.). *Geographical perspective on the Belfast region*. Dublin Geographical society of Ireland Special publication n°5, 1990, p. 15-27.

COOMBES, M. et al. Community boundary definition : a GIS design specification. *Regional Studies,* vol. 27, 1993, p. 280-286.

COURBAGE, Y. Rivalités démographique en Irlande du Nord. *Population et société* [INED], n°309, janvier 1996.

DOHERTY, P. Social contrasts in a divided city, in DOHERTY, P. (ed.). *Geographical perspective on the Belfast region*. Dublin Geographical society of Ireland Special publication n°5, 1990 p. 28-36.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

EVERSLEY, D., HERR, V. *The Roman Catholic population of Northern Ireland in 1981. A revised estimate.* Belfast : Fair Employment Agency, s.d., 13 p.

HEPBURN, A.C. Catholics in the north of Ireland, 1850-1921 : the urbanisation of a minority, in HEPBURN, A.C. (ed.), *Minorities in history*, Londres : Edward Arnold, p. 84-101.

JENKINS, R. *Rethinking ethnicity. Arguments and explorations*. Londres : Sage publications, 1997, 194 p.

JONES, E. A s*ocial geography of Belfast*. Londres : Oxford University Press, 1960, 299 p.

JONES, E. Problems of partition and segregation in Northern Ireland, *Conflict resolution*, vol. 4, n°1, 1960, p. 96-105.

KEANE, M. Segregation processes in public sector housing, in DOHERTY, P. (ed). *Geographical perspective on the Belfast region.* Dublin Geographical society of Ireland Special publication n°5, 1990, p. 88-108.

Mc PEAKE, J. Religion and residential search behaviour in the Belfast Urban Area. *Housing Studies* (GB), vol. 13, n°4, 1998, p. 527-548.

MORGAN, V. al., *Mixed mariages in Northern Ireland: Institutional responses,* University of Ulster, Centre for the study of Conflict, 1996.

MURRAY, R., OSBORNE, R. Segregation on Horn Drive. A cautionary tale. *New Society* (Londres), 21 avril 1997, p. 106-108.

MURTAGH, B. On Derry's Walls : segregation and space in Northern Ireland. *Administration*, vol. 44, n°1, Spring 1996, p. 30-47.

POOLE, M. Religious residential segregation in urban Northern Ireland, in BOAL, F.W., DOUGLAS, J.N.H. *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem.* Londres : Academic Press, 1982, p. 281-308.

POOLE, M., BOAL, F.W. Religious residential segregation in Belfast in mid-1969 : A multi-level analysis, in *Social Patterns in cities,* Londres : Institute of British Geographers, special publication, n°5, 1973, p. 1-40.

POOLE, M., DOHERTY, P. *Ethnic residential segregation in Belfast*. Coleraine: Centre for the Study of Conflict, University of Ulster, 1995, 108 p.

POOLE, M., DOHERTY, P. *Ethnic residential segregation in Northern Ireland.* Coleraine : Centre for the Study of Conflict, University of Ulster, 1996, 299 p.

RICHARTE, M-P. Les ghettos catholiques en Irlande du Nord : structure urbaine et espace d'une minorité, in SANGUIN, A.L. (ed.). *Les minorités ethniques en Europe*. Paris : L'Harmattan, 1993, p. 85-91.

ROBINSON, P. Plantation and colonisation : the historical background, in BOAL, F.W., DOUGLAS, J.N.H., (ed.) *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem*. Londres : Academic Press, 1982, p. 19-47.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

SHUTTLEWORTH, I., POWER, J. Urban labour markets in the Belfast Urban Area. Travel to work behaviour, social disadvantages and the location of unemployment , Working Paper n°2, Queen's University of Belfast : Socio-spatial analysis Research Unit [SARU], septembre 1997.

SHUTTLEWORTH, Ian et al. Vacancies, access to employment and the unemployed : two case studies of Belfast and Londonderry, in MC LAUGHLIN, E. (ed.). *Policy aspects of employment equality in Northern Ireland*. Belfast : SACHR, 1996, p. 245-272.

Symboles et défilés

BRYAN, D., FRASER, T.G., DUNN, S. *Political rituals. Loyalist parades in Portadown*. Coleraine : Centre for the Study of Conflict, University of Ulster, 1995, 74 p.

BRYAN, D., JARMAN, N. et al. *Politics in public. Freedom of assembly and the right to protest. A comparative analysis*. Belfast : Democratic Dialogue, 1998, 147 p.

BRYAN, D., JARMAN, N. *From Riots to rights. Nationalist parades in the north of Ireland*. Coleraine : Centre for the Study of Conflict, University of Ulster, 1998, 105 p.

BRYAN, D., JARMAN, N. *Parade and protest. A discussion of parading disputes in Northern Ireland*, Coleraine : Centre for the Study of Conflict, University of Ulster, 1996, 158 p.

BUCKLEY, Anthony (ed). *Symbols in Northern Ireland*. Belfast : The Institute of Irish Studies, Queen's University of Belfast, 1998, 198 p.

HEALY, A. Parades nord-irlandaises : le discours des parcours. *Cultures et Conflits*, n°56 [en ligne], disponible sur : http://www.conflits.org/document1657.html.

JARMAN, N. Troubled images. The iconography of loyalism. *Critique of Anthropology*, (Londres), vol. 12, n °2, 1992, pp. 133-165.

NEILL, W. Place visions and representational landscapes : 'reading' Stormont in Belfast and the Palast der Republik in Berlin. *Planning Practice and Research* (GB), vol. 13, n°4, 1998, p. 389-406.

ROLSTON, B. *Drawing support 2 : Murals of War and Peace*. Belfast : Beyond the Pale Publication, 1995, 60 p.

ROLSTON, B. *Drawing support : Murals in the North of Ireland*. Belfast : Beyond the Pale Publication, 1992, 60 p.

ROLSTON, B. *Politics and paintings: murals and conflict in Northern Ireland*. Londres/Toronto : Associated University Press, 1991, 147 p.

Le conflit nord irlandais

A Northern change ? Politics and culture of the north. *The Irish Review,* n° 15, printemps 1994.

ANDERSON, J., O'DOWD, L. Contested borders : globalisation and ethno-national conflict in Ireland. *Regional Studies,* vol. 33, n°7, 1999, p. 681-696.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

ARTHUR, P., JEFFREY, K. *Northern Ireland since 1968*. Oxford : Blackwell, 1988, 144 p.

BARDON, J. *Belfast, an illustrated history*. Belfast : Blackstaff Press, 1982, 315 p.

BRENNAN, P. *The conflict in Northern Ireland*. Paris : Longman, 1992, 159 p.

BRUCE, S. *The edge of the Union : the Ulster loyalist Political Vision,* Oxford : Oxford University Press, 1994, 176 p.

BURTON, F. *The politics of legitimacy. Struggles in a Belfast community*. Londres : Routledge and Kegan Paul, 1978, 208 p.

DE BAROID, C. *Ballymurphy and the Irish war*. Londres : Pluto Press, 2000 [1ère édition 1989], 413 p.

DEUTSCH, R., MAGOWAN, V. *Northern Ireland 1968-73. A chronology of events. vol. 1, 1968-71,* Blackstaff Press, 1973, 180 p. *vol. 2 1972-73,* Blackstaff Press, 1974, 408 p . *vol. 3, 1974*. Blackstaff Press, 1975, 209 p.

DOUGLAS, J.N.H, COMPTON, P. The Northern Ireland - Irish Republic boundary. *Espace, populations, sociétés,* vol. 2, 1992, p. 215-26.

DOUGLAS, J.N.H. Northern Ireland : spatial framework and community relations, in BOAL, F.W., DOUGLAS, J.N.H. (ed). *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem*. Londres : Academic Press, 1982, p. 105-135.

DOUGLAS, J.N.H. The politics of accommodation, social change and conflict resolution in Northern Ireland. *Political Geography* (GB), vol. 17, n°2, 1998, p. 209-229.

DUNN, S. (ed). *Facets of the conflict in Northern Ireland*. Basingstoke : Macmillan, 1995, 289 p.

EASTHOPE, G. Religions war in Northern Ireland. *Sociology,* n°10, 1976, p. 427-450.

Entretien avec John Hume et Entretien avec Gerry Adams. *Politique Internationale*, n°80, été 1998, p. 229-253.

FERON, E. Irlande du Nord : une réconciliation incertaine, *Culture et Conflits,* n°40, 2001 [en ligne], disponible sur : http://www.conflits.org/document473.html.

FITZDUFF, M. *Beyond violence. Conflict resolution processes in Northern Ireland*. Tokyo : The United Nations University, 1996, 105 p.

FULTON, J. Ethnicity and state form in the division of Ireland. *New Community* [Journal of the European Research Centre on migration and ethnic relation, University of Utrecht], vol. 21, n°3, juillet 1995, p. 341-355.

FULTON, J. *The tragedy of beliefs. Division, politics, and religion in Ireland*. Oxford : Clarendon Press, 1991, 260 p.

GILLIGAN, C., TONGE, J. (ed). *Peace or War ? Understanding the Peace process in Northern Ireland*. Aldershot : Ashgate, 1997, 167 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

HADFIELD, B. (ed.). *Northern Ireland : politics and the constitution.* Philadelphie : Open University Press, 1992, 183 p.

HARRIS, Rosemary. *Prejudice and tolerance in Ulster. A study of neighbourhoods and 'strangers 'in a border community.* Manchester : Manchester University Press, 1972, 234 p.

HICKEY, J. *Religion and the Northern Ireland problem.* Dublin : Gill & Macmillan, 1984, 154 p.

HUNTER, J. An analysis of the conflict in Northern Ireland, in REA, D. (ed.). *Political co-operation in divided societies. A series of papers relevant to the conflict in Northern Ireland.* Gill & McMillan, 1982, p. 9-59.

HUTCHINSON, W. *La question irlandaise.* Paris : Ellipses, 1997, 159 p.

KENNEDY, L. *Two Ulster : a case for repartition.* Belfast: The Queen's University, 1986, 95 p.

KNOX, C. Conflict resolution at the microlevel : Community relations in Northern Ireland. *Journal of Conflict Resolution* (Californie), vol. 38, n°4, déc. 1994, p. 595-619.

LEYTON, E. Opposition and integration in Ulster. *Man*, n° 9, 1974, p. 190.

LIJPHART, A. The Northern Ireland problem: cases, theories, and solutions. *British Journal of Political Science,* vol°5, n°1, 1974, p. 83-106.

Mc CALL, C. *Identity in Northern Ireland. Communities, politics and change.* Londres : Macmillan, 1999, 225 p.

O'DOWD, L. Coercion, territoriality and the prospect for a negotiated settlement in Ireland. *Political Geography* (GB), vol. 17, n°2, 1998, p. 239-249.

O'DOWD, L., ROLSTON, B., TOMLINSON, M. *Northern Ireland : between civil rights and civil war.* Londres : CSE Books, 1980, 224 p.

O'GRADY, E. L'Irlande du Nord : une zone frontière atypique, in KOTEK, J. (ed). *L'Europe et ses villes frontières.* Bruxelles : Editions Complexes, 1996, p. 185-201.

O'LEARY, B. and Mc GARRY, J. *The politics of antagonism : Understanding Northern Ireland.* Londres : Athlone Press, 1993, 358 p.

OFFICER, D. In search of order, permanence and stability : building Stormont, 1921-32, in ENGLISH, R (ed). *Unionism in modern Ireland : new perspective on politics and culture,* Londres : Gill & Macmillan, 1996, chap. 8.

PEYRONEL, V. *Economie et conflit en Irlande du Nord.* Paris : Ellipses, 2001, 142 p.

PEYRONEL, V. *Le débat sur la scolarité intégrée en Irlande du Nord.* Thèse de doctorat, Paris IV, 1992.

PEYRONEL, V. *Les relations communautaires en Irlande du Nord, une nouvelle dynamique.* Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2003, 254 p.

PRINGLE, D.G. Diversity, asymmetry and the quest for consensus. *Political Geography* (GB), vol. 17, n°2, 1998, p. 231-237.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

RENON, K. Sortir de la violence en Irlande du Nord ? *Culture et conflit*, n° 29-30, printemps-été 1998, p. 291-338.

ROBINSON, A. Londonderry, Northern Ireland :a border study. *Scottish geographical magazine,* vol. 86, n°3, décembre 1970, p. 208-221.

ROSE, R. *Governing without consensus. An Irish Perspective.* Londres : Faber & Faber, 1971, 567 p.

RUANE, J., TODD, J. L'accord de Belfast (1998) et les conditions actuelles du conflit en Irlande du Nord, in ROUSSILLON, H. (dir). *Les rapports centre-périphérie dans les démocraties modernes,* Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2002, p. 263-290.

RUANE, J., TODD, J. *The dynamics of conflict in Northern Ireland. Power, conflict and emancipation.* Cambridge University Press, 1996, 365 p.

SAVARIC, M. Belfast's 'Peacelines' : materialisation of the relationship between identity, segregation and conflict in Northern Ireland . *La Revue de la Coopération Transfrontalière,* n°20, Nov.-déc. 1999, p. 12-20.

SHIRLOW, P. 'Who fears to speak : fear, mobility, and ethno-sectarianism in the two Ardoynes. *The Global Review of Ethnopolitics* (Londres), vol. 3, n° 1, septembre 2003, p. 76-91.

STEWART, A.T. *On narrow ground. Aspects of Ulster, 1609-1969*. Londres : Faber & Faber, 1977, 198 p.

SUNDAY TIMES INSIGHT TEAM. *Ulster. The story up to Easter 1972*. Penguin Books, 1972, 320 p.

WHELAN, L. The challenge of lobbying for civil rights in Northern Ireland : the committee on the administration of justice. *Human Rights Quarterly,* vol. 14 n°2, mai 1992 p. 149-170.

WHYTE, J.H. *Interpreting Northern Ireland.* Oxford : Clarendon Press, 1990, 308 p.

WILSON, T. Symbolic dimensions to the Irish border, in DONNAN, H., WILSON, T. *Borders approaches. Anthropological perspectives on frontiers.* Lanham : University Press of America, 1994, p. 101-118.

La violence

BALLIF, F. *La violence républicaine: une interprétation*, mémoire de sciences politiques en vue de l'obtention du diplôme de l'IEP de Strasbourg, 1996.

BOAL, F.W., MURRAY, R. A city in conflict. *Geographical magazine* (Londres), vol. 44, 1977 p. 364-371.

BOAL, F.W., MURRAY, R.C. The social ecology of urban violence, in HERBERT, D.T., SMITH, D.M., (eds) *Social problems and the city : geographical perspectives.* Oxford University Press, 1979, p. 139-157.

BOYD, A. *Holy war in Belfast. A history of the troubles in Ireland.* Tralee: Anvil Books, 1969, 220 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

DARBY, J. (ed). *Political violence. Ireland in a comparative perspective*. Belfast : Appletree Press, 1990, 184 p.

DARBY, J. Intimidation and interaction in a small Belfast community : the water and the fish, in DARBY, J. (ed). *Political violence. Ireland in a comparative perspective*. Belfast : Appletree Press, 1990, p. 83-102.

DARBY, J. *Intimidation and the control of conflict in Northern Ireland*. Dublin : Gill & Macmillan, 1986, 187 p.

DARBY, J. Intimidation in housing. *Community Forum* (Northern Ireland Community Relations Commission, Belfast), n° 2, 1973, p. 7-11.

DILLON, M., LEHANE, D. *Political murder in Northern Ireland*. Penguin Books, 1973, 318 p.

FAY, M.T., MORRISSEY, M., SMYTH, M. *Northern Ireland's Troubles. The human cost*. Londres : Pluto Press, 1999, 221 p.

FELDMAN, A. *Formations of violence. The narrative of the body and political terror in Northern Ireland,* University of Chicago Press, 1991, 328 p.

GOLDRING, M. *Belfast: from loyalty to rebellion*. Londres : Lawrence and Whishart, 1991, 175 p.

GOLDRING, M. *Sean, Soldat de l'IRA. Belfast, 1969-1994*. Paris : Autrement, 1999, 164 p.

GOLDRING, M. Violence urbaine : l'exemple de Belfast, in BODY GENDROT, S., CARRE, J. et al. *Ville et violence dans le monde anglophone*, actes du colloque de Clermont-Ferrand, 20-21 janvier 1989. Clermont-Ferrand : Observatoire de la ville anglo-saxonne, Université Blaise Pascal, 1989, p. 211-222.

HAMILTON, A. et al. *Violence and communities*. Coleraine : Centre of the Study of conflict, Universtiy of Ulster, 81 p.

HAYES, B., Mc ALLISTER I. Sowing dragon's teeth : public support for political violence and paramilitarism in Northern Ireland. *Paper prepared for the meetings of the UK political studies association,* London School of Economics and Political Science, 10-13 April 2000. Format PDF. [référence du 20 juin 2004], disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/issues/violence/docs/hayes/hayes00.htm.

JARMAN N., O'HALLORAN. C, Recreational rioting : young people, interface areas and violence. *Child care in practice,* vol. 7, n°1, 2001.

KEARNEY, R. *Transitions : narratives in modern Irish culture*. Dublin : Wolfhound Press, 1987, 320 p.

LYONS, H.A. Riots and Rioters in Belfast. *Community Forum* (Northern Ireland Community Relations Commission, Belfast), n° 2, 1973, p. 12 14.

MURRAY, R. Political violence in Northern Ireland 1969-1977, in BOAL, F.W., DOUGLAS, J.N.H. *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem*. Londres : Academic Press, 1982, p. 309-331.

POOLE, M. The geographical location of political violence in Northern Ireland, in DARBY, J. (ed.) *Political violence. Ireland in a comparative perspective.* Belfast : Appletree Press, 1990, p. 65-82.

POOLE, M. The spatial distribution of political violence in Northern Ireland : an update to 1993, in O'DAY, A. (ed). *Terrorism's laboratory : the case of Northern Ireland*, Aldershot : Dartmouth Publishing company, 1995.

WRIGHT, F. Communal deterrence and the threat of violence in the north of Ireland in the nineteenth century, in DARBY, J. (ed). *Political violence. Ireland in a comparative perspective.* Belfast : Appletree Press, 1990, p. 10-28.

Maintien de l'ordre

BARZILAY, D. *The British Army in Ulster, vol. 4,* Belfast : Century Books, 1988, 255 p.

BIGO, D., GUITTET, E.-P., SMITH, A. Participation des militaires à la sécurité intérieure : Royaume-Uni, Irlande du Nord, *Cultures et Conflits*, n°56 [en ligne], disponible sur : http://www.conflits.org/document1608.html.

BREWER, J., GUELKE, A., HUME, I., MOXON-BROWNE, E., WILFORD, R. (ed). *The police, public order and the state. Policing in Great Britain, Northern Ireland, the Irish Republic, the USA, Israel, South Africa and China.* Londres : Macmillan, 1988, 245 p.

HAMILTON, A. et al. *Policing a divided society : issues and perception in Northern Ireland.* Coleraine : The University of Ulster, 1995, 160 p.

KITSON F. *Low Intensity Operations – Subversion, Insurgency and Counter-Insurgency.* Londres : Faber & Faber, 1971.

MANDEVILLE, A. Format organisationnel et violence d'Etat : le cas de l'Ulster Defence Regiment en Irlande du Nord, *Culture et Conflits,* n°9-10 [en ligne], disponible sur : http://www.conflits.org/document221.html.

MANDEVILLE, A. *Les autorités responsables du maintien de l'ordre public dans le Royaume-Uni. Éléments pour une analyse politique du système britannique de maintien de l'ordre public.* Thèse de Doctorat nouveau régime, Science Politique, Université des sciences sociales de Toulouse I, 1994, 930 p. [En ligne]. Format PDF. Disponible sur : http://www.biu-toulouse.fr/uss/scd/theses/fiches-pdf/mandeville-a/ThAMandeville.pdf.

MANDEVILLE, A. Un exemple de police périphérique : la police nord-irlandaise *in* ROUSSILLON, H. (dir). *Les rapports centre-périphérie dans les démocraties modernes,* Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2002, p. 167-186.

OSTERMEYER, M. *A study of the attitudes of members of community and police liaison committees in Northern Ireland*, M.S.Sc. in Criminal Justice Management, Faculty of Economic and Social Science, The Queen's University of Belfast, 1998, 72 p.

WEITZER R. Northern Ireland Police Liaison Committees. *Policing and Society* (Londres), n°2, 1992, p. 233-243.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

ADAIR, A. Mc GREAL, S. Local Housing Markets, structures and buyer behaviour : the East Belfast case. *Scandinavian Housing and Planning Research* (Suède), vol. 11, n°1, février 1994, p. 27-38.

ADAIR, A., BERRY, J., Mc GREAL, S. Regeneration process in NI : the public sector and partnership structures. *European Planning Studies*, (GB), vol. 4, n°5, juin 1996, p. 527-543.

ADAIR, A., BERRY, J., Mc GREAL, S. The interaction between housing markets, the development process and planning policy in the Belfast Urban Aera. *Regional Studies*, vol. 30, n°3, juin 1996, p. 300-304.

ALCORN, D. Who plans Belfast? *Scope* (Belfast), vol. 52, 1982, p. 4-6.

BARAKAT, S. *Civil unrest shaping the built environment in NI. The case of Belfast.* York, Post-War reconstruction and developpement Unit, Working paper n°3, 1993, 66 p.

BASTEN, A. *Urban partnerships and socio-political restructuring in Northern Ireland.* Draft paper for the Sociological Association of Ireland, 26th annual conference, Belfast, 9 Mai 1999, 10 p.

BERRY, J., Mc GREAL, S. Community and inter-agency structures in the regeneration of inner-city Belfast. *Town Planning Review* (Londres), vol. 66, n°2, avr. 1995, p.129-142.

BERRY, J., Mc GREAL, S. Public sector initiatives in the regeneration of Belfast, in *Urban regeneration : property investment and development*. Londres : E&F Spon, 1993, p. 193-214.

BERRY, J., Mc GREAL, S. The regeneration of Belfast city center. *Pleanail* (Irlande), n°10, 1990-91, p. 81-89.

BERRY, J., Mc GREAL, S., KELLY, L. Waterfront regeneration : revitalising port cities in Ireland, in *Villes portuaires, acteurs de l'environnment*. Le Havre : Association Internationale Villes et Ports, 1994, p. 71-85.

BIRREL, D. Social policy responses to urban violence in Northern Ireland, in DUNN, S. (ed.). *Managing divided Cities*. Rybun : University of Keele Press, 1994, p. 105-117.

BIRREL, D., WILSON, C. Making Belfast Work : An Evaluation of an Urban Strategy. *Administration,* vol. 41, n°1, 1993, p. 40-56.

BLACKMAN, T. *Planning Belfast. A case study of public policy and community action*. Aldershot : Avebury, 1991, 234 p.

BLACKMAN, T. Planning in Northern Ireland; the shape of things to come. *The Planner* [Journal of the Royal Town Planning Institute], vol. 70, n°1, 1984 p. 12-15.

BOAL, F.W. Belfast : hindsight and foresight. Planning in an unstable environment, in DOHERTY, Paul, (ed.). *Geographical perspective on the Belfast region.* Dublin Geographical society of Ireland Special publication n°5, 1990, p. 4-15 .

BOAL, F.W. *Shaping a city. Belfast in the late twentieth century*. Belfast Institute of Irish Studies, the Queen's University of Belfast, 1995, 127 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

BOLLENS, S. *On narrow ground : urban policy and ethnic conflict in Jerusalem and Belfast*. Albany: SUNY, 2000, 415 p.

BOLLENS, S. *Urban peace-building in divided societies : Belfast and Johannesburg*. Oxford: Westview Press, 1998, 360 p.

BOOTHMAN, G., THALL, M. The impact of urban renewal on neighborhoods. The Youth in Shankill, Belfast. *Ekistics* (Grèce), vol. 44, n°263, oct. 1997, p.188-197.

BRETT, C.E.B. *Housing a divided community*. Dublin : Dublin Institute of public Administration, 1986, 171 p.

BROWN, S. Central Belfast's security segment : an urban phenomenon. *Area* (Institute of British Geographers, Londres), vol. 17, n°1, 1985, p. 1-9.

BROWN, S. Crisis response and retail change in Belfast city centre. *Irish Geography* (Dublin), vol. 19, 1986, p. 83-91.

BROWN, S. Twenty years of change :Retailing in the Belfast region 1969-1989, in DOHERTY P., (ed.). *Geographical perspective on the Belfast region*. Dublin Geographical society of Ireland Special publication n°5, 1990, p. 54-67.

BUCHANAN, R. An overview : implication for policy and planning, in DOHERTY, P. (ed.). *Geographical perspective on the Belfast region*. Dublin Geographical society of Ireland Special publication n°5, 1990, p.108-114.

BURKE, D. *The regeneration of West Belfast*. Undergraduate Dissertation Thesis, Department of Town and Country Planning, Queen's University of Belfast, 1994.

CEBULLA, A. Urban policy and local economics interests in Northern Ireland : a city comparison. *International Journal of Urban and Regional Research* (Londres), vol. 20, n°3, 1996, p. 466-479.

CEBULLA, A. *Urban policy in Belfast : an evaluation of the department of Environment's Physical regeneration initiative*. Belfast : DOENI, Central Statistics and Research Branch, 1994.

COWAN, R. Belfast's Hidden planners. *Town and Country Planning* (Londres), vol. 51, n°6, 1982, p. 163-166.

CRILLY, M. *The impact of the Troubles on the physical environment of Belfast*. Undergraduate Dissertation Thesis, Department of Town and Country Planning, Queen's University of Belfast, 1990.

DAWSON, G. Defensive planning in Belfast. *Irish Geography* (Dublin), vol. 17, 1984, p. 22-41.

DAWSON, G. *Planning in the shadow of urban civil conflict : a case study from Belfast*. Department of civic design, University of Liverpool, Working paper n°24, 1984, 54 p.

FITZSIMONS, D. Lessons for peace in the Province. *Planning Week* [Journal of the Royal Town Planning Institute], vol. 2, n°34, août 1994, p. 12-13.

GAFFIKIN, F., MOONEY, S. Planning for a change in Belfast. The urban economy, urban regeneration and the BUAP 1988. *Town Planning Review* (Londres), vol. 62 n°4, 1991, p. 415-430.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

GAFFIKIN, F., MOONEY, S. *Reshaping space and society, a critical review of the BUA plan 2001,* 1988, 75 p.

GAFFIKIN, F., MORRISSEY, M. (ed). *City visions. Imagining place, enfranchising people.* Londres : Pluto Press, 1999, 250 p.

GAFFIKIN, F., MORRISSEY, M. Dependency, decline and development : the case of West Belfast. *Policy and Politics* (Londres), vol. 18, n° 2, 1990, p. 105-117.

HASTINGS, A. Unravelling the process of partnership in urban regeneration policy. *Urban Studies*, vol. 33, n°2, 1996, p. 253-268.

HENDRY, J. Plans and planning policy in Belfast. *Town Planning Review* (Londres), vol. 63, n°1, janv. 1992, p. 79-85.

HENDRY, J. The development of planning in Northern Ireland, in *Planning in Ireland: An overview.* Queen's University of Belfast, Department of Town and Country Planning, Occasional paper in planning, n°1, 58 p.

HOUSE OF COMMONS, Northern Ireland affairs commitee. *The planning system in Northern Ireland.* Rapport, 1996, 45 p.

HUGHES, J., KNOX, C., MURRAY, M., GREER, J. *Partnership governance in Northern Ireland. The path to peace.* Dublin : Oak Tree Press, 1998, 269 p.

JARMAN, N. Intersecting Belfast, in BENDER, B. *Landscape, politics and perspective.* Oxford : Berg, 1993, p. 107-138.

KIELY, N. Short Strand. Battles of a beleaguered ghetto. *Hibernia* (Irlande), 18 novembre 1997.

LANZRATH, G. Springhill, Belfast: conflict architecture. *Garten und Landschaft* (Allemagne), n°11, nov. 1994, p. 14-19.

LEONARD, J. *Planning interaction in Short Strand. A case study of inner city planning in Belfast.* Undergraduate Dissertation Thesis, Department of Town and Country Planning, Queen's University of Belfast, 1981, 103 p.

Mc BETH, Y. Mariages à Belfast. *Pages paysages,* n°6, Sept 1996, p. 138-139.

Mc CLURE, B. Irlande du Nord : projets urbains à vue d'œil. *Urbanisme,* n°280, janv.-févr. 1995, p. 18-21.

Mc ELDONEY, M. et al. *Beyond land use planning : new approaches to community particiaption in strategic planning for the Belfast City Region.* Papier présenté au XIe congrès de L'AESOP, Nimège, Pays-Bas, Mai 1997, 15 p.

Mc GIVERN, W. Building the new Belfast. *Commentary,* n°3, été-automne 1988, p. 16-17.

Mc GIVERN, W. Urban redevelopment in Belfast against the background of major civil disorder, in HOWES C. (ed). *Innovations in urban revitalisation,* [paper presented to the world congress on land policy, 1986]. Massachussets : Lincoln Institute of Land Policy, 1987, p. 3-15.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

MORRISON, B. Making Belfast Work. *The Planner* [Journal of the Royal Town Planning Institute], vol. 76, n°49, décembre 1990, p. 32-35.

MURRAY, M. *The politics and pragmatism of urban containement: Belfast since 1940*. Aldershot : Avebury, 1991, 280 p.

MURTAGH, B. *A comparison of two land use planning organisations in Belfast*, PhD, Queen's University of Belfast, 1992, 324 p.

MURTAGH, B. Community, conflict and rural planning in Northern Ireland. *Journal of rural Studies,* vol. 14 n°2, p. 221-231, 1998.

MURTAGH, B. *Ethnic space and the challenge to land use planning: a study of Belfast's peace lines*. Research paper n°7, Centre for Policy Research, University of Ulster, 1994, 79 p.

MURTAGH, B. Housing Renewal in Belfast. *The Planner* [Journal of the Royal Town Planning Institute], vol. 78, n°18, oct. 1992, p. 11-12.

MURTAGH, B. Partnerships and policy in Northern Ireland. *Local Economy* (Londres), vol. 16, n°1, 2001, p. 50-62.

MURTAGH, B. *Planning and ethnic space in Belfast*. Occasional paper n°5, Centre for Policy Research, University of Ulster, 1993, 40 p.

MURTAGH, B. *Public sector housing and deprivation in Belfast*. Occasional paper n°6, Centre for Policy research, University of Ulster, 1993, 22 p.

NEILL, W. *Planning and cultural pluralism* [Report to the Royal Town Planning Institute, Irish Branch, Northern section]. Belfast : School of Environmental Planning, The Queen's University of Belfast, mars 2000, 73 p.

NEILL, W., FITZSIMONS, D., MURTAGH, B. *Reimaging the pariah city. Urban development in Belfast and Detroit*. Avebury, 1995, 237 p.

O'DOWD, L., ROLSTON, B., TOMLINSON, M. Housing, the state and the politics of segregation, in *Northern Ireland : between civil rights and civil war*. Londres : CSE Books, 1980, p. 119-147.

O'DOWD, L., TOMLINSON, M. Urban politics in Belfast : Two case studies. *International Journal of Urban and Regional Research* (Londres), vol. 4, n°1, mars 1980, p. 72-95.

PARSON, D. Urban renewal and HAA in Belfast : legitimation and the incorporation of protest. *International Journal of Urban and Regional Research* (Londres), vol. 5, 1981, p. 218-230.

POLLOCK, A. New directions for strategic planning in Northern Ireland ? *Town and Country Planning* (Londres), novembre 1999, p. 337-339.

RUSSEL, J. *Housing amidst civil unrest*. Londres : Centre for Environmental Studies, Research series n°41, 1980, 102 p.

SINGLETON, D. A casualty of the peace? *Planning Week* [Journal of the Royal Town Planning Institute], vol. 2, n° 45, 10 nov. 1994, p. 16-17.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

SINGLETON, D. *Aspects of housing : policy and practice in Northern Ireland, 1984-1986*. Belfast : Department of Town and Country Planning, Queen's University of Belfast, 1986, 26 p.

SINGLETON, D. Belfast : whose city region is it anyway? *Ulster architect International*, vol. 13, n°2, 1996, p. 8-9.

SINGLETON, D. Housing and planning policy in NI. Problems of implementation in a divided community. *Policy and Politics,* vol. 13, n°3, 1985, p. 305-326.

SINGLETON, D. Housing in Northern Ireland. The problem of a divided community, in SMITH, M., *Guide to housing*. Londres : The housing centre Trust, 1989, p. 623-741.

SINGLETON, D. Planning across the great divide. P*lanning* [Journal of the Royal Town Planning Institute], 8 mai 1998, p. 14-15.

SINGLETON, D. Planning and sectarianism in Northern Ireland. *The Planner* [Journal of the Royal Town Planning Institute], vol. 63, n° 1, janvier 1977, p. 17-19.

SINGLETON, D. Planning for peace. *Planning* [Journal of the Royal Town Planning Institute], 24 avril 1998, p. 21.

SINGLETON, D. Poleglass, a case study of division, in BOAL, F.W., DOUGLAS, J.N.H., (ed.) *Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem*. Londres : Academic Press, 1982, p. 178-194.

SMITH, D., CHAMBERS, G. *Equality and inequality in Northern Ireland. Part 4 : Public housing*, Londres : Policy Studies Institute, 1989, 58 p.

SMYTH, Austin. T*ransport planning and conflict : the evolution of a transportation strategy for the Belfast Urban Area*. Occasional paper n°12, Department of Town and Country Planning, Queen's University Belfast, 1986, 107 p.

THOMPSON, J. From Berlin to Belfast and Beirut. Reconciliation and regeneration through community planning. *City* (Londres), n°8, 1997, p. 53-62.

TRIMBOS, J. Planning in Northern Ireland. *Journal of Planning and Environmental Law* (Londres), oct. 1997, p. 904-907.

WIENER, R. *The rape and plunder of the Shankill in Belfast : people and planning*. Belfast : Notheams, 1976, 167 p.

II Rapports et documents

Accommodating differences : a schools perspective. A report on International Federation for Housing and Planning Schools' conference, Belfast, septembre 1995, 48 p.

ARCHARD, C. *Neutral venues*. Belfast: Community Relations Council, octobre 1991, 52 p.

ARMY INFORMATION SERVICES. Headquarters, Northern Irleland. *The Army in Northern Ireland* [dossier d'informations diffusé par le service de presse de l'armée britannique, 1999].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

BALLYMACARRETT RESEARCH GROUP. *Lagan Enclave. A history of conflict in the Short Strand, 1886-1997*. Belfast, 1997, 109 p.

BALLYMACARRETT THINK TANK. *Puppets no more*. Belfast: Island, 1999, 31 p.

BELFAST CITY PARTNERSHIP BOARD. *Belfast city vision. Our city, our future*. Belfast, [1999], 35 p.

Belfast community economic conference. Belfast: Island, 1995, 32 p.

BELFAST DESIGN PARTNERSHIP. *Tower Street Area Study. Final report*, Belfast, novembre 1998, n.p.

BELFAST DESIGN PARTNERSHIP. *Tower Street Area Study. Final report, Stage 2*, Belfast, juin 1999, n.p.

BELFAST EUROPEAN PARTNERSHIP BOARD. *Annual Report, 1996/97*, Belfast, 1997, 53 p.

BELFAST EUROPEAN PARTNERSHIP BOARD. *Partnership strategy and Strategic overlay for phase 2*. Belfast, [1996].

BELFAST EUROPEAN PARTNERSHIP BOARD. *Peace and reconciliation programme, the strategy*. Belfast, [1996].

BELFAST EUROPEAN PARTNERSHIP BOARD. *Strategy document, 1998/2000*. Belfast, 1998, n.p.

BELFAST INTERFACE PROJECT. *Inner East/Outer West : addressing conflict in two interface areas*. Belfast, août 1999, 28 p.

BELFAST INTERFACE PROJECT. *Interface community and the peace process*. Belfast, mars 1998, 13 p.

BELFAST INTERFACE PROJECT. *List of NIO-built peace lines*, s.d.

BELFAST INTERFACE PROJECT. *Young people on the interface*. Belfast, mai 1998, 32 p.

BUCHANAN, C. *Traffic in towns*, Report to the Minister of Transport. Londres : HMSO, 1963.

BUILDING DESIGN PARTNERSHIP. *Belfast Urban Area Plan*. Belfast : 1969.

Building hope [HFH supporter Newsletter], printemps 1999.

CAHILL, C. *Frank Cahill remembers*. Belfast : Springhill Community House, 1998, 40 p.

CENTRAL CITIZEN'S DEFENCE COMMITTEE. *Law and orders. The story of Belfast curfew, 3-5 july 1970*. Dundalk : Dundalgan Press, 1970, 45 p.

Cliftonville Community News, n°2, février 2000.

COMMITTEE ON THE ADMINISTRATION OF JUSTICE (CAJ). *Policing and Public Order in Northern Ireland 1996-2000: Some CAJ Reflections,* Belfast : CAJ, 2001.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

COMMITTEE ON THE ADMINISTRATION OF JUSTICE (CAJ). *The misrule of law. A report on the policing of events during the summer of 1996 in Northern Ireland.* Belfast : CAJ, octobre 1996, 100 p.

COMMUNITY AND POLICE LIAISON COMMITTES, *The best Practice Guidelines for Community and Police Liaison Committes*, Belfast, s.d., n.p.

COMMUNITY RELATIONS COUNCIL. *9th Annual report*, 1999, 67 p.

COMMUNITY RELATIONS COUNCIL. *Community relations and Planning* [1. Community Relations and planning in rural areas. 2. Ballynafeigh, Living in mixed community. 3. Community planning and planning decisions]. Belfast : CRC,1995.

COMMUNITY RELATIONS COUNCIL. *Dealing with difference. A directory of Peace, reconciliation and community relations projects in Northern Ireland.* Belfast, 1998, 144 p.

COMMUNITY RELATIONS COUNCIL. *Shaping our future. Towards a strategy for the development of the region. Response to the discussion paper by the Community Relations Council*, mars 1998.

Cornerstone Contact [Newsletter de Cornestone Community], hiver 1999.

CTA. *Springvale project, Belfast. Transportation study draft summary report.* Belfast, février 1991, 40 p.

DEPARTMENT FOR THE SOCIAL DEVELOPMENT, NORTHERN IRELAND. *An equality Impact Assessment. Urban II, community initiative programme*, Belfast , juillet 2002.

DEPARTMENT OF FINANCE, Policy planning and research unit, *Belfast areas of relative social need*, Belfast : HMSO, 1987.

DEPARTMENT OF FINANCE, Policy planning and research unit, *Belfast Areas of special social need.* Report by project team. Belfast :HMSO, 1976, 85 p.

DOE/DEPARTMENT OF TRANSPORT. Residential roads and footpaths : layout considerations. Londres : HMSO, 1977, 75 p.

DOENI, Planning Service. *Annual Report, 1996-97*, 1997.

DOENI, Planning Service. *Annual Report, 1997-98*, 1998.

DOENI, Planning Service. *Planning policy statement 1. General principles*, mars 1998.

DOENI. *BUA plan 2001.* Belfast : HMSO, 1987.

DOENI. *Development proposals for the Duncairn area. General Information Booklet*, août 1992, 8 p.

DOENI. *Development Scheme, CDA 110, Springvale.* Belfast, octobre 1992, 16 p.

DOENI. *Development Scheme, CDA 111. Duncairn Gardens - North Queen's Street.* Belfast, août 1992, 4 p.

DOENI. *Development Scheme, CDA 112. Duncairn Gardens - Cosgrave Street.* Belfast, août 1992, 8 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

DOENI. *EU Special support programme for Peace and Reconciliation in Northern Ireland and border Counties of Ireland 1995-1999 ; Guidelines on Sub-programme 2(A). Measures 1 and 2 for Urban regeneration within Belfast and Londonderry region wide.* s.d., [8 pages].

DOENI. *Northern Ireland, Regional physical development Strategy, 1975-95*. Belfast : HMSO, 1977.

DOENI. *Northgate Enterprise Park. A development concept for Inner North Belfast,* [Interim report not published for internal circulation only], 1990, 20 p.

DOENI. *Northgate Enterprise Park. A development concept for the Duncairn Area. Preliminary proposals.* 1990, 12 p.

DOENI. *Pre-inquiry response to CTA's objections to the Draft BUAP*, 1988.

DOENI. *Shaping our future, Towards a strategy for the development of the region. Draft regional strategic framework for Northern Ireland*, décembre 1998.

DOENI. *The Belfast City Region, Public Voices.* Londres : HMSO, 1998.

DOENI. *The Belfast City Region, Towards and beyond the millennium.* Belfast : DOE, janvier 1996.

DOENI. *The development of a city : Belfast.* Belfast, 1988.

ENVIRONMENTAL DESIGN CONSULTANTS. *Belfast Peacelines Study.* Belfast, 1991, 65 p.

FALLS THINK TANK. *Ourselves alone.* Belfast: Island, 1996.

FAY, M.T., MORRISSEY, M., SMYTH, M. et al. *Report on the Northern Ireland survey : the experience and the impact of the Troubles.* Londonderry : INCORE, 1999, 161 p.

FAY, M.T., MORRISSEY, M., SMYTH, M. *Mapping troubles-related deaths in Northern Ireland, 1969-1998*. Londonderry : INCORE, 1998 [1st edition 1997], 58 p.

FORTHRIVER REGENERATION TRUST. *Springvale campus. The best way forward for West Belfast ?* Report on a conference held on 24th September 1994 in Fernhill house, Glencairn. Belfast, 1995, 28 p.

FOUNDRY REGENERATION TRUST. *A University for West Belfast ?* Proceedings of a community conference to examine the sitting of a university campus at Springvale, 29th January 1994, BIFHE, Whiterock Road. Belfast, 1994, n.p.

FRAZER, H., FITZDUFF, M. *Improving Community Relations*, Belfast: Community Relations Council, 1986, 58 p.

GAFFIKIN, F., MORRISSEY, M. *A tale of one city? North and West Belfast.* Consultative document. Belfast : Urban Institute, 1996, 165 p.

GOVERNMENT OF NORTHERN IRELAND. *Disturbances in Northern Ireland. Report of the commission appointed by the governor of Northern Ireland.* (Cmd. 532). Belfast : HMSO, septembre 1969, 96 p. [Rapport Cameron].

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

GOVERNMENT OF NORTHERN IRELAND. V*iolence and civil disturbances in Northern Ireland in 1969. Report of Tribunal of Inquiry.* (Cmd. 566). Belfast : HMSO, avril 1972, vol. 1, 249 p./ vol. 2, 59 p. [Rapport Scarman]

INTERCOMM. *North Belfast intercommunity economic rejuvenation initiative,* Belfast, 1999, 7 p.

Interface issues, Tackling anti-social behaviour, Marching and Rights, Report of a series of seminars organised by Springfield Inter-community Development Project, Belfast, 1998, 44 p.

INTERNATIONAL FUND FOR IRELAND. *Annual report and accounts*, Belfast : 1998, 91 p.

IRISH NORTHERN AID COMMITTEE, Department of political action. *The architecture of imperialism. The British Army plan for Belfast and Derry*. Février 1990, 5 p.

IRISH PARADES EMERGENCY COMMITTEE/BREHON LAW SOCIETY. *Parading paramilitarism. Conflict in Northern Ireland summer 2002. International observers' report.* 2002, 109 p. [en ligne], Format PDF, p. 26, disponible sur : http://ipecobservers.org/ipec2002report.pdf.

JARMAN, N. *Drawing back from the edge. Community based response to violence in north Belfast.* Belfast : Community Development Centre North Belfast, 1999, 57 p.

JARMAN, N. *Managing disorder. Responding to interface violence in North Belfast.* Belfast : Community Development Centre North Belfast, 2002, 87 p.

JARMAN, N. *On the edge. Community perspective on the civil disturbances in North Belfast. June-september 1996*. Belfast : Community Development Centre North Belfast, 1997, 135 p.

LEONARD, J. *Memorials to the casualties of conflict. Northern Ireland, 1969 to 1997.* Belfast : Community Relations Council, 1997, 37 p.

Life on the interface, report on a community groups conference. Belfast : Island Publication, 1993, 32 p.

MACRORY, P.A. *Review body on local government in Northern Ireland, report.* (Cmd. 546). Belfast : HMSO, 1970 [Rapport Macrory].

MAHAFFY, R. *A community development approach to estate strategies. Roden Street Estate Strategy, A housing management perspective.* Belfast : NIHE, septembre 1991, 25 p.

MATTHEW, Sir R.H. *Belfast regional survey and plan 1962*. Belfast :HMSO,1964.

MBW. *1996 Report.* Belfast : MBW, 1996, 48 p.

MBW. *Environmental Audit*, Belfast : MBW, décembre 1996, 39 p.

MBW. *Strategy statement*. Belfast : MBW, mars 1995, 32 p.

Mc DONOUGH, R. *A partnership approach to regeneration. Some guiding principles.* Belfast : Making Belfast Work, 1995, 32 p.

Mc MASTER, J. *An Inter-church directory for Northern Ireland.* Belfast: Community Relations Council, mai 1994, 72 p.

Mc MASTER, J. *Living through the troubles, 1968-1993*. Belfast : Youth Link, 1994, 23 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

MORRISSEY, M. *Unemployment in Belfast and the Making Belfast Work programme.* Belfast : Urban Institute, [1998], 32 p.

NIHE. *Ainsworth Area Housing market profile*, 1997.

NIHE. *Alliance comprehensive development information*, s.d. [1994].

NIHE. *Alliance North Belfast : a case for action*, Belfast, 1991.

NIHE. *Annual report*. Belfast : NIHE, 1972.

NIHE. Belfast Housing Renewal Strategy, 1982.

NIHE. *Belfast redevelopment programme*. Belfast : NIHE, février 1975, n.p.

NIHE. *Brick by brick. A short history of Northern Ireland Housing Executive, 1971-1991*. Belfast: NIHE, 1991, 88 p.

NIHE. *Building a better Belfast.* Belfast : NIHE, 1991, 68 p.

NIHE. *Clonard development. Strategy and Brief ; First draft,* janvier 1995, n.p.

NIHE. *Coping with conflict. Violence and urban renewal in Belfast.* Belfast : NIHE, novembre 1988, n.p.

NIHE. *Economic appraisal, 100-140 Stewartstown Road, Suffolk, Belfast,* février 1999, 30 p.

NIHE. *Glenbryn Area Housing market profile*, 1997, n.p.

NIHE. Housing in Belfast : a record of progress. *Specify*, nov. 1992, p. 79-94.

NIHE. *Housing Selection Scheme : Applying for a Housing Executive home*. Belfast : NIHE, décembre 1994, 18 p.

NIHE. *Housing study Tour of Belfast: Housing development in Belfast*, s.d.

NIHE. *In house, Northern Ireland Housing Executive journal*, special edition, avril 1998, 20 p.

NIHE. *Integration/Segregation : preliminary views and approach.* Housing policy Review paper, Belfast, 1994.

NIHE. Interview with Rene Evans. *Built Environment*, février 1974, vol. 3, p. 75-78.

NIHE. *Lower Old park : Ten years on.* Belfast: NIHE, District 6, septembre 1991, n.p.

NIHE. *North Belfast Housing Strategy*. Belfast, octobre 2000.

NIHE. *North Belfast Sectoral Study*. Belfast, novembre 1999, 83 p.

NIHE. *Planning and feasibility unit, RDA 42/Manor Street.* Belfast, mars 1988, n.p.

NIHE. *The Belfast City Housing Strategy*, 1996, 47 p.

NIHE. *The Belfast experience :Housing renewal in Northern Ireland.* Belfast, 1984, 40 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

NIHE. *Towards a community relations strategy*, A consultation paper. Belfast, mai 1999, 12 p.

NIHE. *Tower Street HAA Housing Action Plan,* 1980.

NIHE. *Welcome to Alliance. A new beginning*, avril 1998.

NIO. *Autumn performance report 2002*, Londres : HMSO, décembre 2002 (Cm 5702).

NORTH BELFAST COMMUNITY RESOURCE CENTRE. *Whitecity. Crumbling Orlits*. Belfast : Housing Forum Research series n°3, 1988, 38 p.

NORTH BELFAST PARTNERSHIP BOARD. *North Belfast partnership strategy 1998-200,* juin 1998, 28 p.

Northern Ireland (Emergency Provisions) Act 1991, Londres : HMSO, 1991.

Northern Ireland (Emergency Provisions) Act 1996, Londres : HMSO, 1996.

Northern Ireland (Emergency Provisions) Act 1998, Londres : HMSO, 1998.

NORTHERN IRELAND STATISTICS AND RESEARCH AGENCY, *Labour Force Survey Religion Report 2001*, [en ligne], Format PDF, disponible sur : http://www.equality.nisra.gov.uk/archive/Publications/Religion/LFS%20Religion%202001.pdf.

PLANNING APPEALS COMMISSION. *Poleglass Area Public Inquiry,* Belfast: HMSO, 1978, p. 52.

Religion distribution per ward. Belfast Urban Aera report. *The NI Census*, 1991.

ROBSON, B. et al. *Relative deprivation in Northern Ireland*. Belfast : Policy planning and research unit, Department of Finance and Personnel, septembre 1994 [Robson report].

SEGAL QUINCE, WICKSTEED CONSULTANTS. *Springvale campus. Local economic impact study. A report to the University of Ulster*, janvier 1995, 30 p.

SHANKILL THINK TANK. *Ulster's Protestant Working Class*. Belfast: Island, 1994.

SMYTH, M (ed). *Do you see what I see ? Young people's experience of the troubles in their own words and photographs*. Londonderry : INCORE, 1998, 125 p.

SMYTH, M. *Aspects of sectarian division in Derry Londonderry*. [Report of a series of public discussions held in the period December 1994 – June 1995]. Londonderry : Templegrove Action Research Limited, 1996, 75 p.

SMYTH, M. *Half of the battle. Understanding the impact of the troubles on children and young people*. Londonderry : INCORE, 1998, 174 p.

SMYTH, M. *Life in two enclaves areas in Northern Ireland. A field survey in Derry Londonderry after the ceasefire*. Londonderry : Templegrove Action Research Limited, 1996, 91 p.

SMYTH, M. *Three conference papers on aspects of segregation and sectarian division. policy papers. Policing and sectarian division. Urban regeneration and sectarian division*. Londonderry : Templegrove Action Research Limited, 1996, 69 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

SMYTH, M. *Two policy papers. Policing and sectarian division. Urban regeneration and sectarian division.* Londonderry : Templegrove Action Research Limited, 1996, 55 p.

SPRINGFIELD INTER-COMMUNITY DEVELOPMENT PROJECT. *Annual general report.* Belfast, mars 1999, 11 p.

Terrorism Act 2000, Londres : HMSO, 2000.

The agreement. Agreement reached in the multi-party negotiations. HMSO, avril 1998, 43 p.

The Northern Ireland URBAN initiative, Making Belfast Work/Londonderry Development Office, s.d., n.p.

THOMPSON & PARTNERS. A *first step for the Crumlin Road. Report of the ideas weekend, 20-24 February 1997*. Londres, mars 1997, 105 p.

TOUCHE ROSS. *University of Ulster : Springvale Campus, feasibility study, final report*. Londres, juin 1994, n. p.

UNIVERSITY OF ULSTER. *The University of Ulster at Springvale. A peace line campus for the new Millennium*. Belfast, [1994], 22 p.

UPPER SPRINGFIELD DEVELOPMENT TRUST. *Driving local urban regeneration. Development plan 1997-2000*. Belfast, 1997, 35 p.

WHITTAKER AND WATT ARCHITECTS. *Consultative redevelopment report prepared for the Lower Oldpark community forum*. Belfast, juillet 1998, 12 p.

WILLIAMSON, A. (ed.). *Beyond violence. The role of voluntary and community action in building a sustainable peace in Northern Ireland*. Belfast : Community Relations Council and University of Ulster, 1995.

III Autres sources documentaires

Journaux

Irish News, Belfast Telegraph, News Letter. Collections de la *Belfast Public Library*.

Sites web

Northern Ireland Office (NIO) : www.nio.gov.uk

Northern Ireland Housing Executive (NIHE) www.nihe.ac.uk

Making Belfast Work (MBW) http://www.ednet.ledu-ni.gov.uk/financing/mbw.asp

Police Service of Northern Ireland (PSNI) http://www.psni.police.uk.

BBC www.bbc.co.uk.

Irish News http://www.irishnews.ie

The Guardian : http://www.guardian.co.uk

Belfast Telegraph : http://www.belfasttelegraph.co.uk

CAIN, Conflict Archives on the internet (Université d'Ulster) : www.cain.ulst.ac.uk

Cartes et plans

Army religious composition Belfast map, [tribal map] [1999]

Belfast streetfinder map, Bartholomew, 1997.

Greater Belfast Street map, Belfast : Ordnance Survey of Northern Ireland, 1994.

Emergency trafic regulations (central area), Belfast Corporation [Mairie de Belfast], s.d. [années 70]

Belfast Riot Area Map, 1972, in Government of Northern Ireland. *Violence and civil disturbances in Northern Ireland in 1969. Report of Tribunal of Inquiry,* (Cmd. 566). Belfast : HMSO, avr. 1972, [rapport Scarman], vol. 2 (appendices), VIII.

Police Authority for Northern Ireland, *Community and police liaison committees, Northern Ireland* [carte], mars 1999.

CD-Rom

A State Apart, *Northern Ireland, interactive chronicle of the conflict***.** BBC Northern Ireland, [1999].

Récits et fictions

ADAMS, Gerry. *Before the dawn. An autobiography*. Londres : Mandarin Paperbacks, 1996, 346 p.

ADAMS, Gerry. *The street and other stories*. Dublin : Brandon, 1992, 159 p.

BAGUET, G. *Irlande la rebelle : Belfast,1969-1999*. Paris : L'Harmattan, 2202, 223 p.

CARSON, Ciaran. *Belfast Confetti*. Newcastle (England) : Bloodaxe Books, 1990, 108 p.

CONROY, J. *War as a way of life. A Belfast diary*. Londres : Heinemann, 1988, 224 p.

GARVAGHY RESIDENTS. *Garvaghy : A community under siege*. Belfast : Beyond the Pale Publications, 1999, 171 p.

MASSART, B. *Un été à Belfast*. Paris : L'Harmattan (Carnets de ville), 2005, 135 p.

Mc LIAM WILSON, R. *Eureka Street,* Londres : Minerva, 1997, 396 p.

MURPHY, D. *A place apart*. Londres : John Murray, 1978, 290 p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

WILSON, R., WYLIE, D. *The dispossessed.* Londres : Picador, 1992, 181 p.

Documentaires et films

BROZEL, M. *Holy Cross*, docu-fiction, Royaume-Uni (BBC/RTE), 2003, 85 mn.

GREENGRASS, P. *Bloody Sunday,* Film, (Grande-Bretagne/Irlande), 2002, 110 mn.

MARTIN, F., KELTERS, S. *A million bricks*, documentaire, Royaume-Uni (indépendant), 1999, 60 mn.

PITKETHLY, L. *Belfast my love*, documentaire, France (ARTE/Les films d'Ici), 2000, 90 mn.

Photographies

ABRAHAM, S., SPARHAN, M. *Still war. Photographs form the north of Ireland.* Londres : Bellew Publishing, 1989, 128 p.

BRETT, D. War Memorials. *Source* [Ireland's photographic review], n° 21, hiver 1999, p. 44-49.

DUNCAN, J. *Be prepared.* Edimbourg : Stills, 1999, n.p.

GRAHAM, P. *Trouble land : the social landscape of Northern Ireland.* Londres : Grey Editions, 1987

OLLEY, J. Barracks. *Source* [Ireland's photographic review], n° 21, hiver 1999, p. 28-33.

QUINN, F. *Interface images.* Belfast : Belfast Exposed Community Photography Group, 1994, n.p.

SEAWRIGHT, P. *Inside information.* Londres : Photographers' Gallery, 1995, n.p.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

IV Entretiens

Northern Ireland Housing Executive (NIHE)

Stephen Graham, *Housing Policy Assistant Director*
Colm Mc Caughley, *Director of Development*
Emelda Mc Grath, *General Information Officer*
John Mc Peake, *New Developments Assistant Director*
Sam Kendall, *Design Services Division*, Architecte
Ian Lamont, *Geographic Information System (GIS) Manager*
Jan Sweeney, District 1, *District manager*
Richard Williamson, District 2, *District manager*
Denis Cahill, District 3, *District manager*
Malachy Mc Kinney, District 3, *Assistant district manager*
Sean Mc Kenna, District 4, *District manager*
Gordon Reilly, District 5, *District manager*
Sylvia Doran, District 6, *District manager*

Department of Environment (DOE)

Sandra Buchan, MBW, *North Team, Project Officer*
Neil Mc Killen, *Planning Service*, *Belfast Divisional Planning Office,* Directeur

Northern Ireland Office (NIO)

Dessie Mc Caul, *Security policy and operation division*, directeur
Georges Hartness, *Civil Representative*, secteur Belfast-Ouest
Colin Dunlop, *Civil Representative*, secteur Belfast-Nord

Royal Ulster Constabulary (RUC)

Inspecteur Ian Mc Coy, Commissariat de Greencastle
Sergent Evelyn Peney, Commissariat de Tennent Street
Sergent Baker, Commissariat de New Barnsley
Inspecteur Davy Spence, Commissariat de North Queen Street
Adrian Robinson, Inspecteur en chef, Commissaire divisionnaire adjoint pour Belfast-Nord, Commissariat de Tennent Street

British Army

Major Sam Roberts, *community officer*, *Royal Irish Regiment*, 7e bataillon (Belfast)

Conseillers municipaux de Belfast

Tom Campbell, *Alliance Party*, élu de la circonscription de Castle
Nelson Mc Causland, unioniste indépendant, élu de la circonscription de Castle
Martin Morgan, SDLP, élu de la circonscription d'Oldpark

Partenariats municipaux

Graham Mc Neill, *Belfast European Partnership Board, Project officer*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Associations locales

Sam Burns, *North Queen's Street CPLC, Chairman*
Pat Convery, *Greencastle Community Forum*, *Community worker*
Brian Dunn, *White City Community Association*, *Chairman*
Tom Hannon, *Cornerstone Community*, Directeur
Manus Maguire, *Cliftonville Joint Development Group, Community officer*
Neil Jarman, *North Belfast Community Development Centre,* chercheur
Brendan Bradley, *North Belfast Community Development Centre, Community officer*
Rab Mc Callum, *North Belfast Community Development Centre, Community officer*
Roisin Mc Glone, *North Belfast Community Development Centre*, *Community relations Unit Coordinator.*
Paul Mc Stay, *Community Technical Aid* (CTA), Architecte
John Loughran, *Intercomm*, Chargé de mission
Liam Maskey, *Intercomm*, Directeur
Pat Perry, *Intercomm*, Chef de chantier
Leo Morgan, *Ashton Centre, New Lodge Community Forum*, *Community officer*
Chris O'Halloran, *Belfast Interface Project* (BIP), *Project manager*
Rose Rosse, *Habitat For Humanity Belfast*, *Project Officer*

Universitaires

Fred Boal, *Queen's University of Belfast*, *School of Geography, Professor*
Dominic Bryan, *University of Ulster, Centre for the Study of Conflict*, chercheur
John Hendry, *Queen's University of Belfast*, *School of Environmental Planning*, *Professor*
Ken Sterret, *Queen's University of Belfast*, *School of Environmental Planning*, *Lecturer*
William Neill, *Queen's University of Belfast*, *School of Environmental Planning*, *Lecturer*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Annexes

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Chapter 11 – *continued*

PART VII

NORTHERN IRELAND

Powers of arrest, search, etc (continued)

Power of entry.

90. - (1) An officer may enter any premises if he considers it necessary in the course of operations for the preservation of the peace or the maintenance of order.

(2) In this section "officer" means

(a) a member of Her Majesty's forces on duty, or

(b) a constable.

Taking possession of land, &c.

91. If the Secretary of State considers it necessary for the preservation of the peace or the maintenance of order, he may authorise a person

(a) to take possession of land or other property;

(b) to take steps to place buildings or other structures in a state of defence;

(c) to detain property or cause it to be destroyed or moved;

(d) to carry out works on land of which possession has been taken by virtue of this section;

(e) to take any other action which interferes with a public right or with a private right of property.

Road closure: permission.

92. - (1) If he considers it immediately necessary for the preservation of the peace or the maintenance of order, an officer may

(a) wholly or partly close a road;

(b) divert or otherwise interfere with a road or the use of a road;

(c) prohibit or restrict the exercise of a right of way;

(d) prohibit or restrict the use of a waterway.

(2) In this section "officer" means

(a) a member of Her Majesty's forces on duty,

(b) a constable, or

(c) a person authorised for the purposes of this section by the Secretary of State.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Sections 91 and 92: supplementary.

93. - (1) A person commits an offence if he interferes with

(a) works executed in connection with the exercise of powers conferred by virtue of section 91 or 92, or

(b) any apparatus, equipment or other thing used in connection with the exercise of those powers.

(2) It is a defence for a person charged with an offence under this section to prove that he had a reasonable excuse for his interference.

(3) A person guilty of an offence under this section shall be liable on summary conviction to

(a) imprisonment for a term not exceeding six months,

(b) a fine not exceeding level 5 on the standard scale, or

(c) both.

(4) An authorisation to exercise powers under section 91 or 92 may authorise

(a) the exercise of all those powers, or

(b) the exercise of a specified power or class of powers.

(5) An authorisation to exercise powers under section 91 or 92 may be addressed

(a) to specified persons, or

(b) to persons of a specified class.

Road closure: direction.

94. - (1) If the Secretary of State considers it necessary for the preservation of the peace or the maintenance of order he may by order direct that a specified road

(a) shall be wholly closed,

(b) shall be closed to a specified extent, or

(c) shall be diverted in a specified manner.

(2) A person commits an offence if he interferes with

(a) road closure works, or

(b) road closure equipment.

(3) A person commits an offence if

(a) he executes any bypass works within 200 metres of

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

road closure works,

(b) he has in his possession or under his control, within 200 metres of road closure works, materials or equipment suitable for executing bypass works, or

(c) he knowingly permits on land occupied by him the doing or occurrence of anything which is an offence under paragraph (a) or (b).

(4) It is a defence for a person charged with an offence under this section to prove that he had a reasonable excuse for his action, possession, control or permission.

(5) A person guilty of an offence under this section shall be liable on summary conviction to

(a) imprisonment for a term not exceeding six months,

(b) a fine not exceeding level 5 on the standard scale, or

(c) both.

(6) In this section

"bypass works" means works which facilitate the bypassing by vehicles of road closure works,

"road closure equipment" means any apparatus, equipment or other thing used in pursuance of an order under this section in connection with the closure or diversion of a road, and

"road closure works" means works executed in connection with the closure or diversion of a road specified in an order under this section (whether executed in pursuance of the order or in pursuance of power under an enactment to close or divert the road).

Sections 81 to 94: supplementary.

95. - (1) This section applies in relation to sections 81 to 94.

(2) A power to enter premises may be exercised by reasonable force if necessary.

(3) A power to search premises shall, in its application to vehicles (by virtue of section 121), be taken to include

(a) power to stop a vehicle (other than an aircraft which is airborne), and

(b) power to take a vehicle or cause it to be taken, where necessary or expedient, to any place for the purpose of carrying out the search.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

(4) A person commits an offence if he fails to stop a vehicle when required to do so by virtue of this section.

(5) A person guilty of an offence under subsection (4) shall be liable on summary conviction to

(a) imprisonment for a term not exceeding six months,

(b) a fine not exceeding level 5 on the standard scale, or

(c) both.

(6) In the application to a place or vehicle (by virtue of section 121) of a power to search premises

(a) a reference to the address of the premises shall be construed as a reference to the location of the place or vehicle together with its registration number (if any), and

(b) a reference to the occupier of the premises shall be construed as a reference to the occupier of the place or the person in charge of the vehicle.

(7) Where a search is carried out under Schedule 10 in relation to a vehicle (by virtue of section 121), the person carrying out the search may, if he reasonably believes that it is necessary in order to carry out the search or to prevent it from being frustrated

(a) require a person in or on the vehicle to remain with it;

(b) require a person in or on the vehicle to go to and remain at any place to which the vehicle is taken by virtue of subsection (3)(b);

(c) use reasonable force to secure compliance with a requirement under paragraph (a) or (b) above.

(8) Paragraphs 4(2) and (3), 8 and 9 of Schedule 10 shall apply to a requirement imposed under subsection (7) as they apply to a requirement imposed under that Schedule.

(9) Paragraph 8 of Schedule 10 shall apply in relation to the search of a vehicle which is not habitually stationary only if it is moved for the purpose of the search by virtue of subsection (3)(b); and where that paragraph does apply, the reference to the address of the premises shall be construed as a reference to the location where the vehicle is searched together with its registration number (if any).

(10) A member of Her Majesty's forces exercising any power

when he is not in uniform shall, if requested to do so by any person at or about the time of exercising the power, produce to that person documentary evidence that he is a member of Her Majesty's Forces.

Miscellaneous

Preservation of the peace: regulations.

96. - (1) The Secretary of State may by regulations make provision for promoting the preservation of the peace and the maintenance of order.

(2) The regulations may authorise the Secretary of State to make orders or give directions for specified purposes.

(3) A person commits an offence if he contravenes or fails to comply with

(a) regulations under this section, or

(b) an order or direction made or given under regulations made under this section.

(4) A person guilty of an offence under this section shall be liable on summary conviction to

(a) imprisonment for a term not exceeding six months,

(b) a fine not exceeding level 5 on the standard scale, or

(c) both.

© Crown copyright 2000

Prepared 7 December 2000

Source : *Terrorism Act 2000*, Londres : HMSO, 2000 [en ligne], disponible sur le site internet de l'*office of public sector information* (bureau d'information sur le secteur public britannique), [référence du 5 octobre 2005] : http://www.opsi.gov.uk/acts/acts2000/20000011.htm.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Tableau récapitulatif des *peacelines*

	Structure d'origine	**Barrière environnementale**	**Extensions significatives**	**Coût**	**H**	**L**
Belfast Est : Short Strand						
Bryson Street		milieu des années 1980	mai 2002 fermeture de Madrid Street	16 000 £ (construction d'origine)	4 m	300 m
Cluan Place		1982	surélévations 1986 juin 2002 :		6 m	150 m
Newtownards Road	Juin 1970 (Seaforde Street)	Fin des années 1980			4 m	250 m
Albertbridge Road		Aménagement des routes, début des années 1980	Milieu des années 1990, extension du mur au square		1 à 2 m	500 m
Belfast-Ouest						
Cupar Way	Septembre 1969	1984			8 m	1 km
Northumberland Street/Percy Street	1969				5 m	200 m
Lanark Way	1990 : portail télécommandé				4 m	20 m
Springhill Avenue	Années 1970	EIS 1989			3,5 à 7 m	300 m
Springmartin Road	Années 1970	1994, réalisation du commissariat			5 m	1 km
Ainsworth Avenue	Années 1980	1988			3 m	250 m
Roden Street	1984			225 000£	4 m	250 m
Stewartstown Road/Suffolk	Années 1970	1983	Supermarché en 2000		4 m	100 m

	Structure d'origine	Barrière environnementale	Extensions significatives	Coût	H	L
Belfast-Nord						
Crumlin Road	Juillet 1970	1988	extension en 1998 (EIS)		3 à 4 m	200 m
Duncairn Gardens	Années 1970	Parc industriel dans les années 1990 Rénovation des portails en 2000 (EIS)		350 000 £ en 2000	4 m	200 m
Mountcollyer	1996	1999			3 m	50 m + jardin tampon
White City	1998			150 000 £	3 à 6 m	200 m
Halliday's Road	1996	Rénovation des portails en 2000 (EIS)	Grillage entre Halliday's Road et Newington en 2001		3 m	10 m
Alliance/ Glenbryn	1969	EIS fin des années 1980	Fermeture du carrefour Ardoyne Road/Alliance Avenue en 2003		4 à 5,5 m	500 m + jardin tampon
Alexandra Park	1994				3 m	200 m
Manor Street	1986	EIS 1989	335 000 £		5 m	200 m + jardin tampon
Torrens	Années 1980	EIS fin des années 1980 EIS 1996	90 000 £ à l'origine 500 000 £ EIS		4 m	400 m

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Chronologie des *peacelines* et de leur contexte

1967

Fondation de la *Northern Ireland Civil Rights Association* (NICRA), Association pour les droits civiques d'Irlande du Nord.

1968

5 octobre : la police charge une manifestation non autorisée de la NICRA à Londonderry, provoquant de violents affrontements.

9 octobre : formation de *People's Democracy* (PD) à Belfast.

1969

1er-4 janvier : marche de *People's Democracy* de Belfast à Londonderry, qui s'achève dans l'embuscade de Burntollet et de sévères émeutes.

11 janvier : scission de l'IRA, officielle et provisoire. Celle-ci entame le combat contre les forces de l'ordre.

1er avril : l'UDR (*Ulster Defence Regiment*) remplace les *B-Specials*, police supplétive.

28 avril : démission du Premier ministre Terence O'Neill. James Chichester-Clarke lui succède.

19-26 mai : à Belfast, échauffourées sporadiques entre la police et les riverains dans Crumlin Road et Hooker Street. Formation de groupes d'autodéfense.

12 juillet : affrontements entre catholiques et protestants près d'*Unity Flats*, après le passage de la marche orangiste à Belfast.

13 juillet : émeutes dans le *Bogside* à Derry.

14 juillet : violentes confrontations à Belfast entre catholiques de Hooker Street et protestants de Disraëli Street. La police intervient pour séparer les émeutiers.

2-5 août : violents incidents (cocktails Molotov, barricades) dans *Unity Flats* et Crumlin Road (Hooker Street et Disraëli Street).

12 août : défilé des *Apprentice Boys* à Londonderry suivi de violentes émeutes dans le *Bogside*.

13-15 août : violentes émeutes dans toute la Province, particulièrement à Belfast entre le Shankill et les Falls. Les émeutes auront causé, en juillet et août 69, 10 morts et 899 blessés dont 154 par balles et de nombreux dégâts matériels.

14 août : envoi des troupes britanniques en Irlande du Nord.

15 août : rétablissement de l'ordre à Belfast par l'armée et création d'une zone tampon entre quartiers catholiques et protestants à Belfast-Ouest.

2 septembre : dans les quartiers protestants de Donegall Rd, Grosvenor Rd et Ravenhill Rd, les riverains érigent des barricades, pour contester le fait qu'elles n'ont pas été démantelées dans les quartiers catholiques.

9 septembre : allocution du Premier ministre d'Irlande du Nord annonçant la peaceline.

10 septembre : construction par l'armée britannique de la première peaceline à Belfast (entre Cupar Street et Coates Street), achevée le 14 septembre.

12 septembre : publication du Rapport Cameron sur les causes de la violence en Irlande du Nord.

1970

27 juin : violentes émeutes à Belfast, surtout dans Springfield Road, Crumlin Road et Short-Strand.

3 juillet : deux nouvelles peacelines, dans Crumlin Road et dans le Short Strand.

3-5 juillet : couvre-feu sur les Falls à Belfast.

1971

Création du *Northern Ireland Housing Executive* (NIHE).

9 août : remise en vigueur de l'*internment*, procédure d'internement administratif (sans jugement), arrestations de plus de 300 personnes, provoquant des désordres. Barricades des quartiers républicains.

Formation de l'UDA, l'*Ulster Defence Association*, milice paramilitaire protestante.

1972

Réforme municipale (*Local Government Act*)

30 janvier : *Bloody Sunday*. A Derry, 13 civils catholiques sont tués par les tirs des parachutistes lors d'une manifestation contre l'internement.

24 mars : suspension du gouvernement et du parlement nord-irlandais (Stormont) et instauration de l'administration directe (*direct rule)* de la province par le gouvernement britannique, via le Secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, William Whitelaw et du *Northern Ireland Office* (NIO).

6 avril : publication du Rapport Scarman sur les désordres de l'été 1969.

21 juillet : *Bloody Friday*. A Belfast, 26 bombes de l'IRA explosent. Bilan : 9 morts et 130 blessés.

31 juillet : Opération *Motorman*. L'armée britannique détruit les barricades civiles à Belfast et à Londonderry.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

1973

9 décembre: accords de Sunningdale, qui prévoient le partage des pouvoirs (*power-sharing)* entre les deux communautés dans de nouvelles institutions politiques nord-irlandaises.

1974

28 mai : échec du gouvernement nord-irlandais issu des accords de Sunningdale, après une grève générale des ouvriers protestants, appuyée par les paramilitaires. L'administration direct (*direct rule*) reprend.

1976

Rétablissement de la primauté de la police. Fin du statut de prisonnier politique pour les actes terroristes. Début de la protestation des couverture (*blanket protest*) : refusant de porter l'uniforme de la prison, les détenus se vêtent d'une couverture.

1979

Assassinat par l'IRA de Lord Mountbatten, dernier vice-roi des Indes et cousin de la reine d'Angleterre. Attentat de Warrenpoint où 18 soldats britanniques trouvent la mort.

1980

Premières grèves de la faim de 7 détenus de l'IRA à la prison de Maze réclamant le statut de prisonniers politiques, qui durent 53 jours

1981

Reprise des grèves de la faim. L'un des grévistes, Bobby Sands, est élu député aux Communes pour la circonscription de Fermanagh/South Tyrone. Il meurt après 66 jours sans nourriture. La grève de la faim s'arrête après la mort de dix détenus. Chacune provoque de sévères émeutes dans les quartiers républicains.

Le Sinn Fein annonce son intention de participer aux élections en Irlande du Nord. Il commence sa politique de « la mitraillette et du bulletin de vote ».

1982

Polémique dans la presse britannique sur l'implication des forces de l'ordre dans l'aménagement urbain à Belfast. Publication du plan de réhabilitation du parc de logement social de Belfast, le *Belfast Housing Renewal Strategy.*

1982-1990 : rénovation du Short Strand, Belfast-Est. Intégration de peacelines dans les plans d'aménagements de Cluan Place. Modification du plan de circulation et mur de sécurité de Bryson Street. Elargissement d'Albertbridge Road, Short Strand, Belfast-Est. Peaceline paysagère de Newtownards Road.

1983

Election de Gerry Adams à la présidence du *Sinn Fein.*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

1984

Peaceline paysagère dans Roden Street.

Attentat de l'IRA à la conférence du Parti Conservateur à Brighton, tuant des proches collaborateurs de Margaret Thatcher.

1985

Fermeture de Workman Avenue.

15 novembre: à Hillsborough près de Belfast, les Premiers ministres britannique et irlandais signent l'accord anglo-irlandais, qui donne un droit de regard à la République d'Irlande sur les affaires nord-irlandaises. Protestations des unionistes et tensions dans les quartiers loyalistes de Belfast.

1986

Juillet : peaceline érigée à Manor Street.

1987

Bombe de l'IRA à Enniskillen (Fermanagh) pour la commémoration de la Première Guerre mondiale (*Remembrance Day*), tuant 11 personnes.

1988

Début des pourparlers entre John Hume, dirigeant du SDLP (catholique modéré), et Gerry Adams, leader du *Sinn Fein*, aile politique de l'IRA. Censure médiatique pour les représentants des organisations paramilitaires, leur ailes politiques et leurs supporters.

Publication de *Coping with Conflict* par le NIHE, qui marque sa reconnaissance officielle des *peacelines*.

Lancement du programme d'amélioration environnementale (Environmental Improvement Scheme, EIS) sur les peacelines. Travaux réalisés en 1988 dans Crumlin Road et dans Springfield Road entre Ainsworth Avenue et Mountcashel Street ; en 1989 dans Manor Street, Alliance Avenue et Springhill Avenue.

1990

Septembre : fermeture de Lanark Way par un portail de sécurité télécommandé par la police.

1991

Ouverture des négociations entre le gouvernement britannique et les partis politiques nord-irlandais.

1992

Le gouvernement irlandais se joint aux négociations, qui se soldent par un échec.

Plans d'aménagements de parcs industriels à Springvale et Northgate.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

1993

Septembre : après une série de rencontres secrètes, Gerry Adams et John Hume annoncent une initiative de paix commune.

15 décembre : Déclaration Commune (*Joint Declaration*) des chefs de gouvernement britannique et irlandais, John Major et Albert Reynolds. Elle s'inspire de l'initiative Hume/Adams. Elle reconnaît les aspirations de toutes les communautés nord-irlandaises, acceptant l'idée de la réunification mais liant tout changement constitutionnel à la volonté de la majorité de la population d'Irlande du Nord. Elle ouvre le processus de paix.

1994

31 août : cessez-le-feu de l'IRA assorti d'un « arrêt total des opérations militaires ». Début des négociations entre l'IRA et le gouvernement britannique, posant comme préalable le désarmement de l'IRA.

13 octobre : cessez-le-feu des milices loyalistes.

1er septembre : décision de construire un mur entre Springmartin et Springfield achevé en mars 1995, et incluant un commissariat de police rénové.

Septembre : division du jardin public d'Alexandra Park.

Programme Spécial pour la Paix et la Réconciliation du Conseil de l'Europe.

1995

22 février: les gouvernements britannique et irlandais lancent les documents-cadre (*Framework Documents*), rejetés par les unionistes.

Mai : premiers pourparlers « officiels » entre l'IRA et le gouvernement britannique.

Novembre 1995 : *Twin-Track initiative* : pourparlers préparatoires à des négociations multipartites en parallèle aux travaux de la commission internationale sur le désarmement des milices paramilitaires (Commission Mitchell).

Mur autour du square d'Albertbridge Road, Short Strand, Belfast-Est.

1996

9 février : rupture du cessez-le-feu de l'IRA. Bombe de *Canary Wharf* à Londres.

30 mai : élections des partis au Forum d'Irlande du Nord, suivie du début des négociations avec les 10 formations politiques ayant obtenu le plus de voix.

Juillet-août : violents affrontements dans Belfast-Nord.

Septembre : décision de construire une peaceline dans Mountcollyer et dans Halliday's Road.

EIS à Torrens

1997

20 juillet : l'IRA rétablit le cessez-le-feu.

1998

10 avril : les partis politiques signent les Accords de paix, dits du « vendredi saint » (*Good Friday Agreement*).

Mai : ratification des accords de paix par référendum, en Irlande du Nord et en République d'Irlande.

25 juin : élection de l'Assemblée d'Irlande du Nord.

Automne : construction de la peaceline de White City.

1999

Novembre : formation du gouvernement d'Irlande du Nord, dirigé par David Trimble (UUP).

EIS à Mountcollyer.

2000

10 février-30 mai : suspension du gouvernement après la démission de David Trimble.

Ouverture d'un supermarché sur l'interface de Suffolk.

EIS pour les portails de Duncairn Gardens (Halliday's Road, Glenrosa Street, Lepper Street).

2001

1er juillet : nouvelle démission du Premier ministre David Trimble et 2e suspension du gouvernement.

3 septembre : début d'un conflit de 12 semaines à propos de l'itinéraire de l'école catholique d'Holy Cross.

11 octobre : décision de construire un mur entre Glenbryn Park et Alliance Avenue pour résoudre la dispute d'Holy Cross, et un autre entre Newington et Halliday's Road.

5 novembre : l'exécutif est réinstallé.

23 novembre : fin de la protestation des riverains de Glenbryn suite à un accord avec le gouvernement.

2002

janvier : nouvelles violences à Holy Cross.

Février-mai :généralisation des caméras de sécurité aux abords des peacelines de Belfast-Nord et Belfast-Ouest.

20 mai : construction d'un mur de sécurité à Madrid Street, Short Strand.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

6 juin : élévation du mur de Cluan Place, Short Strand.

Septembre : extension des caméras de sécurité sur les peacelines *de Belfast-Est.*

14 octobre : suspension des institutions semi-autonomes d'Irlande du Nord par le Premier ministre britannique.

2003

Fermeture d'Ardoyne Road au carrefour d'Alliance Avenue.

26 novembre : 2nde élection de l'Assemblée d'Irlande du Nord.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Lexique

Maintien de l'ordre

B-Specials : membres de l'*Ulster Special Constabulary*, police spéciale constituée en 1920 pour appuyer les forces régulières de la *Royal Ulster Constabulary*. Après les exactions commises à Derry et Belfast, les unités ont été démantelées en 1970 et transférées dans l'UDR nouvellement créé.

Internment : procédure d'internement administratif, permettant la détention sans jugement de suspects d'actes terroristes, appliquée notamment de 1971 à 1976.

RUC : *Royal Ulster Constabulary*. Force de police d'Irlande du Nord constituée dans les années 1920 par le nouveau régime du Stormont. Elle suscite la méfiance des catholiques. Dans les années 1990, elle est composée de 95% de protestants. Suite aux accords de paix, la Commission Patten sur la réforme de la police rend ses conclusions en 1999. En 2003, la RUC prend le nom de *Police Service for Northern Ireland* (PSNI) et des mesures pour diversifier son recrutement.

UDR : *Ulster Defence Regiment*. Régiment auxiliaire de l'armée britannique créé en 1970 pour remplacer les *B-Specials*, dont il a intégré les membres. Malgré la politique officielle, il recrutait essentiellement des protestants. Nombre de ses membres appartenaient à une organisation paramilitaire loyaliste. En 1992, l'UDR fusionne avec les *Royal Irish Rangers* pour former le *Royal Irish Regiment* (RIR).

Paramilitaires

Loyalistes

UVF : *Ulster Volunteer Force*. Force des Volontaires d'Ulster. Milice levée en 1912 par Edward Carson pour résister au projet d'autonomie de l'Irlande (*Home rule*). Intégrée à l'armée britannique pendant la Première Guerre mondiale, elle a été décimée à la Bataille de la Somme. La milice paramilitaire protestante illégale créée en 1966 a repris son nom. Elle entretenait des contacts rapprochés avec l'UDR. Organisation importante, elle est responsable de nombreux attentats. En 1994, elle déclare un cessez-le-feu conjointement à l'UDA et l'UFF.

LVF : *Loyalist Volunteer Force*. Petite organisation formée par des dissidents de l'UVF en 1996. Bien qu'opposée au processus de paix, elle a annoncé un cessez-le-feu en 1998, mais reste impliquée dans de nombreux incidents.

RHC : *Red Hand Commando*. Commando de la Main rouge. Groupe armé loyaliste formé en 1972, lié à l'UVF. Après les accords de paix de 1998, il perpétue de nombreux attentats sous le nom de couverture des *Red Hand Defenders* (RHD).

UDA : *Ulster Defence Association*. Association de Défense de l'Ulster. A l'origine en 1969, conseil central des groupes d'autodéfense locaux protestants, qui s'est transformé en organisation paramilitaire en 1971. C'est la plus grande milice paramilitaire, qui n'a été déclarée illégale qu'en 1992. Elle a joué un grand rôle dans la fuite des quartiers mixtes par les catholiques dans les années 1970 et est considérée comme responsable de la plupart des meurtres de catholiques. Son aile politique est l'*Ulster Democratic Party* (UDP), qui a participé au processus de paix. En 1994, l'UDA participe au cessez-le-feu mais en 2000, elle est

impliquée dans une vendetta avec l'UVF et connaît des luttes internes meurtrières à partir de 2002.

UFF : *Ulster Freedom Fighters*. Combattants pour la Liberté de l'Ulster. Nom de couverture de l'UDA pour revendiquer les attentats.

Républicains

IRA : *Irish Republican Army*. Armée Républicaine Irlandaise. Fondée en 1919 pour renverser l'autorité britannique. Restée active après 1921 pour accomplir l'indépendance de l'Irlande, elle a décliné et est devenue insignifiante jusqu'à sa renaissance en 1969, après l'échec du mouvement des droits civiques et l'arrivée des troupes britanniques. L'IRA s'est divisée en deux branches en décembre 1969. L'IRA officielle, d'orientation marxiste, déclare un cessez-le-feu en 1972. Le nom IRA désigne désormais l'IRA provisoire, engagée dans une guérilla contre les forces de l'ordre. Elle annonce un cessez-le-feu en 1994, rompu en 1996-1997. Favorable aux accords de paix, le *Sinn Fein*, son aile politique, y participe. En juillet 2005, l'IRA annonce une complète cessation de ses activités.

INLA : *Irish National Liberation Army*. Armée Irlandaise de Libération Nationale. Groupe terroriste qui s'est scindé de l'IRA officielle en 1975. Prône l'indépendance de l'Irlande et une violence extrême. Beaucoup moins actif que l'IRA, mais qui a revendiqué des assassinats de personnalités importantes, ce groupe a déclaré un cessez-le-feu en 1998.

Provos ou *Provies* : terme argotique, abréviation de *Provisionnals*, qui désigne les membres de l'IRA provisoire.

Termes désignant l'Irlande et l'Irlande du Nord

Eire : nom gaélique de l'Irlande. La constitution de 1937 de la République d'Irlande lui attribue ce nom parce que l'article 2 revendique toute l'île comme son territoire (bien que reconnaissant que ses lois ne s'appliquent qu'aux 26 comtés placés sous sa juridiction). L'article 2 a été supprimé en 1998 avec les accords de paix.

Iles britanniques. Terme géographique désignant le groupe d'îles.

Irlande du Sud : terme parfois utilisé pour désigner la République d'Irlande.

Irlande du Nord : nom officiel du territoire irlandais appartenant au Royaume-Uni.

République d'Irlande : L'Etat libre d'Irlande créé en 1922 est érigé en République par la constitution de 1937 ; elle est reconnue officiellement par le Royaume-Uni en 1949.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande : entité politique créée en 1800 par l'Acte d'Union. Il a été réduit en 1921 au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Ulster : l'une des 4 provinces historiques d'Irlande, la plus au nord. Les autres provinces sont Connaught, Leinster et Munster. Bien que le terme Ulster désigne souvent l'Irlande du Nord, 3 comtés ayant appartenu à cette province sont situés en République.

Six comtés : terme utilisé par les républicains pour désigner l'Irlande du Nord, parce qu'il insiste sur la nature arbitraire de la division de l'Irlande qui comprend 32 comtés.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Partis politiques

Unionistes

DUP : *Democratic Unionist Party*. Parti unioniste démocratique. Parti unioniste extrémiste, issu de la scission en 1971 des membres les plus radicaux de l'UUP, et dirigé par le pasteur fondamentaliste Ian Paisley depuis sa formation. Il est hostile aux accords de paix. Depuis 2003, le DUP est le parti majoritaire à l'Assemblée d'Irlande du Nord.

PUP : *Progressive Unionist Party*. Parti Progressiste d'Ulster. Parti minoritaire fondé en 1979. Dans les années 1990, il devient l'aile politique de l'UVF. A participé aux négociations multipartites de 1996 et est favorable aux accords de 1998. Dirigé par David Ervine. Un siège à l'Assemblée d'Irlande du Nord en 2003.

UDP : *Ulster Democratic Party*. Parti unioniste d'Ulster. Aile politique de l'UDA, fondée en 1981 par son stratège, John Mc Michael. L'UDP participe aux négociations après 1994 mais n'obtient pas de siège à l'Assemblée d'Irlande du Nord élue en 1998. Ce parti se dissout en 2001 en raison de son opposition fondamentale aux accords de paix.

UKUP : *United Kingdom Unionist Party*. Parti minoritaire fondé en 1995 par Robert Mc Cartney, dissident de l'UUP. A participé aux négociations multipartites de 1996 mais est hostile aux accords de 1998. Un siège à l'Assemblée d'Irlande du Nord en 2003.

UUP : *Ulster Unionist Party*. Parti Unioniste d'Ulster. Parti unioniste modéré, dirigé depuis 1995 par David Trimble, Lauréat du prix Nobel de la paix en 1998 avec John Hume, leader du SDLP. Longtemps parti majoritaire en Irlande du Nord, il est supplanté par le DUP en 2003 aux élections de l'Assemblée d'Irlande du Nord.

Nationalistes

SDLP : *Social Democratic and Labour Party*. Parti social démocrate et travailliste. Fondé en 1970 pour diffuser le mouvement des droits civiques. Parti nationaliste modéré, dirigé jusqu'en 1999 par John Hume, co-lauréat du prix Nobel de la paix en 1998 avec David Trimble, leader de l'UUP. Très longtemps représentatif des catholiques d'Irlande du Nord, il est aujourd'hui supplanté par le SF, qui le domine de 6 sièges à l'Assemblée élue en 2003.

SF : *Sinn Fein*. En gaélique, littéralement « nous seuls ». Parti républicain fondé en 1905 par Arthur Griffith, vainqueur des élections de 1918. Il ressuscite dans les années 1950 en tant qu'aile politique de l'IRA. Après la scission de l'IRA, il exprime les vues de l'IRA provisoire. Il est dirigé par Gerry Adams depuis 1983. Il est aujourd'hui le parti qui recense la majorité des suffrages des catholiques en Irlande du Nord, notamment aux élections de 2003. Il est aussi présent en République d'Irlande, mais y est très marginal.

Non confessionel

AP : *Alliance Party*. Parti de l'Alliance. Parti interconfessionnel fondé en 1970. Il obtient 6 sièges à l'Assemblée élue en 2003.

Histoire politique

Anglo-Irish Agreement : accord anglo-irlandais. Signé en 1985 à Hillsborough par le Premier Ministre britannique, Margaret Thatcher et le Premier Ministre irlandais, Garrett Fitzgerald.

Cet accord institutionnalise le rôle consultatif de la République d'Irlande dans la crise nord-irlandaise.

Easter Rising : Soulèvement de Pâques 1916. Insurrection menée par des intellectuels et écrivains irlandais qui ne fut pas suivi par la population. L'exécution des dirigeants a cependant par la suite, tourné l'opinion en leur faveur et constitué cette rébellion en un événement fondateur de la « libération » de l'Irlande.

Home Rule : autonomie interne. Le mouvement autonomiste est né au 19e siècle dans les milieux libéraux irlandais. La loi d'autonomie a été votée en 1914 par Westminster mais ne sera jamais appliquée à cause de la guerre. En 1920, un statut de semi-autonomie est accordé aux 6 comtés du Nord, baptisés Irlande du Nord, tandis que les 26 comtés du sud deviennent l'Etat Libre d'Irlande (*Irish Free State*).

NICRA : *Northern Ireland Civil Rights Association*. Organisme de coordination du mouvement des droits civiques fondé en 1967, militant contre la discrimination à l'égard des catholiques.

Partition : division de l'Irlande en deux entités politiques par le *Government of Ireland Act* de 1920. La partition est devenue effective en 1922.

Plantations : colonisation de l'Ulster par les Anglais conformément aux articles promulgués en 1609. Le but était de faire de l'Ulster un bastion loyal à la couronne et de développer cette partie de l'Irlande pour soutenir l'économie anglaise. La colonisation provoqua la révolte des Irlandais spoliés de leur terre, qui fut durement réprimée par Cromwell en 1649.

Stormont : siège et par extension surnom du gouvernement et du parlement d'Irlande du Nord créés par le *Government of Ireland Act* de 1920. Ces institutions étaient sous la tutelle du Parlement de Westminster pour administrer les 6 comtés d'Irlande du Nord. Le régime de Stormont a été suspendu en 1972 suite à la montée de la violence en Irlande du Nord. Il a été remplacé par l'administration directe du gouvernement britannique, par l'intermédiaire du secrétariat d'Etat à l'Irlande du Nord. Les accords de paix de 1998 prévoient l'élection d'une assemblée d'Irlande du Nord et la formation d'un gouvernement local. L'Assemblée a été réélue le 26 novembre 2003 mais la formation du gouvernement achoppe sur la question du désarmement des milices.

Troubles : nom donné aux troubles civils de 1968 à 1994. Les attentats contre les forces de l'ordre et les civils et la guérilla entre milices ont fait plus de 3000 morts en Irlande du Nord.

Institutions loyalistes et nationalistes

Apprentice Boys : les Apprentis, association d'inspiration maçonnique. Ils ont fermé les portes de la ville de Derry devant les troupes de Jacques II en 1688. Le siège a duré 500 jours, pendant lesquels 7000 habitants sont morts. Ce siège est ancré dans la mémoire politique loyaliste. Le slogan *no surrender* (pas de reddition) est supposé dater de cet événement.

GAA : *Gaelic Athletic Association.* Association sportive fondée en 1884 pour la promotion des « sports gaéliques », le football gaélique (jeu de ballon entre le football et le rugby) et le *hurling* (hockey sur gazon). Avec la Ligue Gaélique qui promouvait la renaissance de la langue, elle a joué un rôle important dans les aspirations nationales à la fin du 19e siècle.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Aujourd'hui, elle joue encore un rôle politique car les pratiques sportives reflètent les divisions confessionnelles.

Twelfth (the) : grande fête protestante célébrée le 12 juillet de chaque année, commémorant la victoire de Guillaume d'Orange sur les troupes de Jacques II Stuart, roi catholique, lors de la bataille de la Boyne en 1690.

Ordre d'Orange : fondé en 1795, dans le but de préserver l'autorité et les privilèges protestants en Irlande. L'ordre s'attribua la couleur de Guillaume III d'Orange, symbole de la domination protestante. Il est organisé sous forme de loge dans la tradition maçonnique, mais sans le secret traditionnellement associé.

Identités politiques et nationales

Nationalistes : ils sont en faveur de l'établissement d'une « nation irlandaise » indépendante, mais pas au prix de la violence.

Républicains : ils prônent le rattachement de l'Irlande du Nord à la République d'Irlande, sans exclure le moyen de la violence. Ce terme désigne les positions radicales du Sinn Fein et de l'IRA.

Unionistes : ils souhaitent le maintien de l'« union » de l'Irlande du Nord et de la Grande-Bretagne au sein du Royaume-Uni. Parfois synonyme de loyaliste. Plus particulièrement, ce terme renvoie aux partisans modérés de cette position.

Loyalistes : ils se disent « loyaux » à la couronne britannique. Ce terme s'applique, en règle générale, aux partisans extrémistes de l'union à la Grande-Bretagne.

Anglo-irlandais : descendants des colons anglais entre le 13^{e} et le 17^{e} siècle.

Ulster Scots : colons écossais qui s'installèrent en Ulster au 17^{e} sur les terres confisquées aux Irlandais. Pour la plupart presbytériens. Ce terme désigne aussi le dialecte parlé.

Confessions religieuses

Catholiques : ils représentent plus d'un tiers de la population en Irlande du Nord et 95 % en République d'Irlande.

Protestants : les protestants d'Irlande incluent des anglicans, presbytériens et méthodistes et d'autres congrégations minoritaires. Ils représentent environ 2/3 de la population en Irlande du Nord et moins de 5% de la population de la République d'Irlande.

Anglicans : l'Eglise d'Irlande et l'Eglise d'Angleterre forment l'Eglise anglicane. En Irlande du Nord, les anglicans sont les descendants des anglo-normands. Ils représentent une composante importante du protestantisme nord-irlandais mais sont moins nombreux que les presbytériens.

Eglise presbytérienne : confession protestante très fortement influencée par le calvinisme, importée par les colons écossais au 17^{e} siècle et majoritaire en Irlande du Nord. L'Eglise Presbytérienne Libre (*Free Presbyterian Chuch*) est une congrégation dissidente fondée dans les années 1970 par le leader politique Ian Paisley.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Tables des illustrations

Figure 1 : Les Plantations en 1610 (Source : CAIN, Conflict Archives on Northern Ireland, disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/images/maps/ire_1609.gif) 27
Figure 2 : Irlande du Nord (Source : R. Weitzer, Transforming settler States : communal conflict and internal security in Northern Ireland and Zimbabwe, Berkeley: University of California Press, 1990) 29
Figure 3 : Carte de l'Ulster (Source : Sunday Times Insight team. Ulster. The story up to Easter 1972. Penguin Books, 1972, p. 313) 31
Figure 4 : Le Parlement de Stormont, Belfast (août 1999) 35
Figure 5 : Statue de Lord Carson (août 1999) 36
Figure 6 : Belfast, plan de situation (Source : M. Poole, F.W Boal, Religious residential segregation in Belfast in mid-1969 : A multi-level analysis, in Social Patterns in cities, Londres, 1973, p. 13) 56
Figure 7 : répartition des catholiques dans la BUA en 1969 et en 1977 (Source : Margaret Keane, Segregation processes in public sector housing in P. Doherty (ed.), Geographical perspective on the Belfast region, 1990, p. 94 et 95). 61
Figure 8 : Répartition des catholiques à Belfast, de la Belfast Urban Area 1991 (Source : F.W. Boal, Belfast : a city on edge, in Hugh Clout (ed.), Europe's Cities in late twentieth century, 1994, p. 147) 63
Figure 9 : Défilé du 12 juillet, arrêt de la loge de Ballynafeigh devant le dispositif de sécurité amovible, Ormeau Bridge, Belfast (12 juillet 1999) 74
Figure 10 : Orchestre Blood and Thunder. Défilé du 12 juillet, Ormeau Bridge, Belfast-Est (12 juillet 1999) 75
Figure 11 : Fresque nationaliste, no orangmen, Dromara Street, Lower Ormeau Road, Belfast-Est (25 octobre 1998) 77
Figure 12 : Trottoirs peints aux couleurs de l'Union Jack, Glenbryn Park, Belfast-Nord (2 juin 2001) 79
Figure 13 : Portadown, centre ville, arche commémorative (5 juillet 1999) 80
Figure 14 : Fresque nationaliste, représentant les grévistes de la faim morts en 1981, Short Strand, Belfast-Est (4 juin 2001) 81
Figure 15 : Fresque du 3^{e} Bataillon de l'UVF, Mount Vernon Drive, Belfast-Nord (Source : Jonathan McCormick's, CAIN, 1997, disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/cgi-bin/murals.pl) 82
Figure 16 : Fresque murale loyaliste de l'UVF (Ulster Volunteer Force), 1er Bataillon de Belfast-Ouest, située dans Roden Street (carte postale) 83

Figure 17 : Fresque loyaliste taguée, Mountcollyer Street (août 1999)..... 84
Figure 18 : Eire, reine mythologique d'Irlande, Flax Street, Ardoyne, Belfast-Nord (Source : Jonathan McCormick's, CAIN, 1997, disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/cgi-bin/murals.pl) 85
Figure 19 : Fresque en l'hommage du gréviste de la faim Bobby Sands, Falls Road (Source : Bill Rolston, 1994, CAIN, disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/bibdbs/murals/rmural1.htm#r1)..... 86
Figure 20 : Graffitis sur le mur de Cupar Way (Source : Martin Melaugh, CAIN, 7 mai 2000, Disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/images/photos/Belfast/peaceline/index2.htm)..... 88
Figure 21 : Portrait de William Miller et William McFazdean, Cappagh Gardens, Cregagh, Belfast-Est (Source Jonathan McCormick's, 1999, CAIN, disponible sur : http://cain.ulst.ac.uk/cgi-bin/murals.pl)..... 91
Figure 22 : Belfast, 1969 (Source : Sunday Times Insight team, Ulster. The story up to Easter 1972, Penguin Books, 1972, p. 314) 105
Figure 23 : Hooker Street et alentours, Ardoyne (Détail de la Belfast Riot Area Map, annexe du rapport Scarman, 1972) 108
Figure 24 : Ci-contre : Shankill et Falls (Détail de la Belfast Riot Area Map, annexe du rapport Scarman, 1972) 120
Figure 25 : Le Short Strand (Plan réalisé d'après G. Dawson, Defensive planning in Belfast, Irish Geography, vol. 17, 1984, p. 34) 129
Figure 26 : Plan de situation de Suffolk (Source : R. Murray, R. Osborne. Segregation on Horn Drive. A cautionary tale, New Society, 21 avril 1997)..... 135
Figure 27 : Caserne militaire, South Armagh (Source : photographie de Jonathan Olley, Source,[Ireland's photographic review] n° 21, hiver 1999, p. 30)..... 139
Figure 28 : Commissariat central de Belfast (Source : photographie de Jonathan Olley, Source, Ireland's photographic review, n° 21, hiver 1999, p. 32)..... 139
Figure 29 : Commissariat d'Oldpark, Oldpark Road, Belfast-Nord (2 juin 2001) 140
Figure 30 : Carte des attentats du Bloody Friday (Source : CAIN, http://cain.ulst.ac.uk/events/bfriday/nio/nio72.htm#map [réf. Du 21 mai 2005])..... 143
Figure 31 : Plan des barrières du centre-ville en 1974 (Source : How to find your way about barricaded Belfast, Belfast Telegraph, [1974])..... 144
Figure 32 : Carte des zones de sécurité centrales en 1976 (Source : Stephen Brown, Central Belfast's security segment : an urban phenomenon, Area, vol. 17, n°1, 1985, p. 2) 145
Figure 33 : Barrières ornementées du centre ville, Donegall Place. A l'arrière plan, l'Hôtel de Ville (mai 1998)..... 146
Figure 34 : Carte des peacelines en 1991 (Source : Environmental Design Consultants, Belfast Peacelines Study, Belfast, 1991) 149
Figure 35 : Attaque de l'IRA sur le dépôt postal de Ballysillan à Belfast (Source : The Guardian, 22 juin 1978)..... 165
Figure 36 : Peaceline de Cupar Way, vue de Bombay Street (Source : Martin Melaugh, CAIN, 7 mai 2000, http://cain.ulst.ac.uk/images/photos/Belfast/ peaceline/bombay1r.jpg) 167
Figure 37 : Belfast-Ouest (Plan réalisé à partir de Belfast Streetfinder map, Bartholomew, 1997 et les observations effectuées de 1998 à 2001) 174
Figure 38 : Portails de Lanark Way, face à Springfield Road (Source : Martin Melaugh, CAIN, 7 mai 2000, http://cain.ulst.ac.uk/images/photos/Belfast/ peaceline/lanark1r.jpg) ... 175
Figure 39 : Portails de Lanark Way et caméras de surveillance (Source : Martin Melaugh, CAIN, 7 mai 2000, http://cain.ulst.ac.uk/images/photos/Belfast/ peaceline/lanark3r.jpg) ... 175
Figure 40 : Portail condamné de Percy Street '4 juin 2001)..... 176
Figure 41 : Installation industrielle et deux portails de Northumberland Street (4 juin 2001) 176

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 42 : Portail de North Howard Street (22 mars 1998) *177*
Figure 43 : Peaceline vue de la hauteur de Ballygomartin Road (mars 1999) *181*
Figure 44 : Peaceline, Springmartin Road (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 60 et les observations effectuées en 1999 et 2000) *182*
Figure 45 : Peaceline vue de Springfield Park, derrière le commissariat (3 mars 2000) *182*
Figure 46 : Springmartin Road, peaceline et portail de sécurité (3 mars 2000) *183*
Figure 47 : Belfast-Nord (Plan réalisé à partir de Belfast Streetfinder map, Bartholomew, 1997 et les observations effectuées en 1999 et 2000) *193*
Figure 48 : Alexandra Park (6 août 1999) *195*
Figure 49 : Peaceline de Mountcollyer Street, vue du coté catholique de Parkside Gardens (Source : N. Jarman, Drawing back from the edge, mai 1999, p. 51) *198*
Figure 50 : Portail de sécurité, partie protestante d'Halliday's Road, vu de Duncairn Gardens (10 février 2000). *201*
Figure 51 : Peaceline, White City (Plan réalisé à partir de Belfast Streetfinder map, Bartholomew, 1997 et les observations effectuées en 1999) *209*
Figure 52 : Peaceline à l'intersection de Serpentine Road et Mulderg Drive, vue de Navarra Place (4 mars 1999) *210*
Figure 53 : Peaceline à l'intersection de Serpentine Road et Mulderg Drive, vue de Serpentine Road (4 mars 1999) *210*
Figure 54 : Peaceline à l'intersection de Serpentine Road et Mulderg Drive, vue de Serpentine Road, portail piéton et graffitis anti-catholiques (4 mars 1999) *211*
Figure 55 : Peaceline entre Serpentine Gardens et Mulderg Drive, vue de Navarra Place (4 mars 1999) *212*
Figure 56 : Peaceline entre Serpentine Gardens et Mulderg Drive, vue de Navarra Place, plan rapproché (4 mars 1999) *212*
Figure 57 : Peaceline entre Serpentine Gardens et Mulderg Drive, vue de Serpentine Gardens (4 mars 1999) *213*
Figure 58 : Peaceline entre Serpentine Gardens et Mulderg Drive, vue de Serpentine Gardens (4 mars 1999) *214*
Figure 59 : Peaceline entre Serpentine Gardens et Gunnell Hill, vue de Gunnell Hill (4 mars 1999) *215*
Figure 60 : Les peacelines en 1999 (Source : NIHE, Geographic Information System, 1999) *219*
Figure 61 : Ardoyne et Upper Ardoyne (Plan réalisé à partir de Belfast Streetfinder map, Bartholomew, 1997 et les observations effectuées en 1999 et 2001) *224*
Figure 62 : L'itinéraire contesté de Holy Cross (Source : Violence returns to disputed Belfast school, The Guardian, 4 septembre 2001) *227*
Figure 63 : Barrière de fermeture de rue, Newington Street, au carrefour de Limestone Road, Belfast-Nord (août 1999) *235*
Figure 64 : Plan du Short Strand (Source : d'après G. Dawson, Defensive planning in Belfast, Irish Geography, vol. 17, 1984, p. 34 et les relevés de terrains) *235*
Figure 65 : Portail de sécurité de Madrid Street, mai 2002 (Source : site internet nationaliste, http://www.geocities.com/shortstrandsiege/securitygate.htm) *238*
Figure 66 : Les unités du DOE en charge des politiques urbaines à Belfast *257*
Figure 67 : Répartition des catholiques et protestants dans l'agglomération urbaine de Belfast et localisation de Poleglass (Source : D. Singleton, Poleglass, a case study of division, in F.W. Boal, J.N.H. Douglas, (ed.) Integration and division. Geographical perspectives on the Northern Ireland problem. Londres: Academic press, 1982, p. 180) *270*
Figure 68 : Photo aérienne de Poleglass (Source : NIHE, Brick by brick. A short history of Northern Ireland Housing Executive, 1971-1991, Belfast: NIHE, 1991, p. 52) *271*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 69 : Répartition des catholiques à Belfast, 1999 (Source : Northern Ireland Housing Executive, NIHE)..... 275
Figure 70 : Les procédures de réhabilitation urbaine..... 279
Figure 71 : Les urbanistes cachés du BDO (Source : R. Cowan. Belfast's Hidden planners. Town and Country Planning, vol. 51, n°6, 1982, p. 164) 294
Figure 72 : L'autoroute urbaine de Belfast (Source N. Jarman, Intersecting Belfast in B. Bender, Landscape, politics and perspective, Oxford : Berg, 1993, p. 108) 298
Figure 73 : Répartition des catholiques à Belfast d'après le recensement de 1991 et peacelines construites jusqu'en 1998 (Source : NIHE, Geographic Information System, 1999) 301
Figure 74 : Carte des peacelines en 1994 (Source : Frankie Quinn, Interface images, Belfast : Belfast Exposed Community Photography Group, 1994) 302
Figure 75 : Peaceline de Cupar Way, côté protestant (22 mars 1998) 307
Figure 76 : Périmètres de rénovation (Source : NIHE, Belfast redevelopment programme, février 1975)..... 313
Figure 77 : La géographie confessionnelle de Cluan Place avant réhabilitation (Source : G. Dawson, Defensive planning in Belfast. Irish Geography, vol. 17, 1984, p. 35)..... 315
Figure 78 : Les périmètres et phases de réhabilitation de Ballymacarrett, 1982 (Source : G. Dawson, Planning in the shadow of urban civil conflict : a case study from Belfast. Department of civic design, University of Liverpool, Working paper n°24, p. 26) 316
Figure 79 : Clandeboye Gardens, Short Strand (Source : NIHE, Brick by brick. A short history of Northern Ireland Housing Executive, 1971-1991, Belfast : NIHE, 1991, p. 58)... 317
Figure 80 : Peaceline, Cluan Place (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 16 et les observations effectuées en mars 2000 et juin 2001) 318
Figure 81 : Mur de sécurité, vue de Clandeboye Gardens (4 juin 2001) 318
Figure 82 : Mur de sécurité, vue de Cluan Place (mars 2000) 319
Figure 83 : Mur de sécurité, vue de Mountpottinger Road (4 juin 2001)..... 319
Figure 84 : Mur de sécurité et panneaux publicitaires, Mountpottinger Road (4 juin 2001) 320
Figure 85 : Tracé des routes avant et après réhabilitation à Ballymacarrett (Schéma réalisé d'après G. Dawson, Defensive planning in Belfast, Irish Geography, vol. 17, 1984, p. 34). 324
Figure 86 : Peaceline, Bryson Street (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 14 et les observations effectuées en mars 2000 et juin 2001) 325
Figure 87 : Bryson Street, mur de sécurité (mars 2000) 326
Figure 88 : Bryson Street, pignon de l'école primaire de Beechfield (3 juin 2001)..... 326
Figure 89 : Bryson Street, mur de sécurité (3 juin 2001) 326
Figure 90 : Locaux commerciaux de Bryson community enterprise, carrefour Bryson Street/Mountforde Street (3 juin 2001) 327
Figure 91 : Bryson Street, lotissement de la phase 6 de la RDA 26/27 (3 juin 2001) 327
Figure 92 : Bryson Street, St Matthew HAA (mars 2000) 328
Figure 93 : Thistle Court avant la fermeture de Madrid Street (4 juin 2001)..... 329
Figure 94 : Accès piéton de Mountpottinger Road vers Newtownards Road (4 juin 2001) .. 332
Figure 95 : Peaceline, Lower Newtownards Road (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 40 et les observations effectuées en mars 2000 et juin 2001)..... 332
Figure 96 : Mur de sécurité, Lower Newtownards Road (mars 2000)..... 333
Figure 97 : Mur de sécurité, Lower Newtownards Road (mars 2000)..... 333
Figure 98 : Fresques murales loyalistes, Lower Newtownards Road (mars 2000)..... 334
Figure 99 : Lough Lea (Source : NIHE, Brick by brick. A short history of Northern Ireland Housing Executive, 1971-1991, Belfast : NIHE, 1991, p. 59) 337
Figure 100 : Peaceline, Crumlin Road (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 22 et les observations effectuées en mars 2000) 339

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 101 : Peaceline, Crumlin Road, Ardoyne, vue de la route (13 mars 2000) *339*
Figure 102 : Peaceline, Crumlin Road, Ardoyne, vue de l'intérieur du quartier (13 mars 2000) *340*
Figure 103 : Peaceline, Crumlin Road, Ardoyne, zone tampon (13 mars 2000) *340*
Figure 104 : Peaceline, Crumlin Road, Woodvale, vue de l'intérieur du quartier (13 mars 2000) *341*
Figure 105 : Peaceline, Crumlin Road, Woodvale, vue de la route (13 mars 2000) *341*
Figure 106 : Peaceline, Roden Street (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 52 et les observations effectuées en 1999) *344*
Figure 107 : Portail de sécurité privé, Mulhouse Road (22 mars 1998) *345*
Figure 108 : Peaceline, Springfield Road/Ainsworth (Source : EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 6 et les observations effectuées en juin 1999) *347*
Figure 109 : Workman Avenue/Springfield Road (26 juin 1999) *348*
Figure 110 : Défilé orangiste, Workman Avenue (26 juin 1999) *348*
Figure 111 : Peaceline et véhicules de police lors du défilé, Springfield Road, (26 juin 1999) *349*
Figure 112 : Oldpark, Belfast-Nord (Schéma réalisé à partir de Belfast Streetfinder map, Bartholomew, 1997 et les observations effectuées en 1999 et 2000) *351*
Figure 113 : Peaceline, Manor Street (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 44 et les observations effectuées en 1999 et 2000) *355*
Figure 114 : Caserne, Clifton Park Avenue (10 août 1999) *356*
Figure 115 : Manor Street, peaceline et friches du côté protestant (13 février 2000) *356*
Figure 116 : Manor Street, friches du côté catholique (10 août 1999) *357*
Figure 117 : Manor Street, la peaceline et la 'petite maison dans la prairie' (mars 1999) . *358*
Figure 118 : Manor Street, nouveau lotissement et peaceline (2 juin 2001) *358*
Figure 119 : Peaceline, Alliance Avenue (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 10 et les observations effectuées en 1999 et 2000) *360*
Figure 120 : Alliance Avenue, peaceline, espace tampon (13 mars 2000) *360*
Figure 121 : Alliance Avenue, peaceline, côté catholique (13 mars 2000) *361*
Figure 122 : Alliance Crescent, peaceline, portail condamné, côté protestant (13 mars 2000) *362*
Figure 123 : Proposition d'extension de la peaceline (Source : Glenbryn Area Housing market profile, 1997) *366*
Figure 124 : Peaceline, Springhill (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 56 et les observations effectuées en mars 2000) *367*
Figure 125 : Mur de sécurité, vu de Springfield Road (3 mars 2000) *368*
Figure 126 : Mur de sécurité, vu de Springhill Avenue (3 mars 2000) *368*
Figure 127 : Peaceline, Torrens (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 36 et les observations effectuées en 2001) *372*
Figure 128 : Peaceline, premier mur de brique, vu de l'arrière d'Oldpark Avenue (13 mars 2000) *373*
Figure 129 : Peaceline, premier mur de brique, vu d'Elimgrove Street (13 mars 2000) *373*
Figure 130 : Peaceline, second mur de brique, vu de Torrens Avenue (2 juin 2001) *374*
Figure 131 : Peaceline, second mur de brique, vu de Torrens Road (2 juin 2001) *374*
Figure 132 : Peaceline, mur de brique surmonté d'une palissade en acier, vu de l'arrière d'Oldpark Avenue (13 mars 2000) *374*
Figure 133 : Peaceline de Mountcollyer Street, vue du coté catholique de Parkside Gardens, avant transformation (Source : N. Jarman, Drawing back from the edge, mai 1999, p. 51) *376*
Figure 134 : Mountcollyer Street, au carrefour de Parkside Gardens, vue rapprochée, avant démolition et transformation de la peaceline (mars 1999) *377*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Figure 135 : Parkside Gardens, après transformation (6 août 1999) *377*
Figure 136 : Proposition d'aménagement de l'aire de jeux du Star Community Centre (Source : Community Technical Aid, s.d.) *380*
Figure 137 : Palissade de sécurité entre Halliday's Road et Duncairn Gardens, vu de Halliday's Road, avant réhabilitation (16 février 2000) *381*
Figure 138 : Portail de sécurité entre Halliday's Road et Duncairn Gardens, vu de Duncairn Gardens, après réhabilitation (2 juin 2001) *381*
Figure 139 : Star Community Centre, Duncairn Gardens (2 juin 2001) *382*
Figure 140 : Peaceline, Cupar Way (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 26 et les observations effectuées en 1998, 1999 et 2001) *384*
Figure 141 : Friches du côté protestant de Cupar Way en 1998 (22 mars 1998) *384*
Figure 142 : Nouveaux aménagements du côté protestant de Cupar Way en 2001 (4 juin 2001) *385*
Figure 143 : Albertbridge Road, aménagement paysager (mars 2000) *389*
Figure 144 : Square, vu d'Albertbridge Road (4 juin 2001) *389*
Figure 145 : Square, vu de Mountpottinger Road (4 juin 2001) *390*
Figure 146 : Plan d'aménagement de Duncairn Gardens (Source : DOENI, Development proposals for the Duncairn area. General Information Booklet, août 1992) *395*
Figure 147 : North city Business Centre (Source : NIHE, The Belfast City Housing Strategy, Nov 1996, p. 19) *396*
Figure 148 : Grille entourant Northgate, Duncairn Gardens (10 février 2000) *396*
Figure 149 : Peaceline, Suffolk en 1998 (Schéma réalisé d'après EDC, Belfast Peacelines Study, 1991, p. 64 et les observations effectuées en mai 1998) *400*
Figure 150 : Suffolk Drive, friches (4 juin 2001) *400*
Figure 151 : Logements vacants transformés en commerces et services de proximité, Stewartstown Road (Source : NIHE, The Belfast City Housing Strategy, novembre 1996, p. 30) *400*
Figure 152 : Portail de sécurité rénové et supermarché Lidl, Stewartstown Road/Kells Avenue (4 juin 2001) *401*
Figure 153 : L'enclave (Source : Belfast Interface Project [dépliant de présentation, 1998]) *406*
Figure 154 : Le clivage (Source : Belfast Interface Project [dépliant de présentation, 1998]) *406*
Figure 155 : La zone tampon (Source : Belfast Interface Project [dépliant de présentation, 1998]) *406*
Figure 156 : Millenium Park, Dover Street, Belfast-Ouest (4 juin 2001) *429*
Figure 157 : Carte de Springvale (Source : J. Berry, S. Mc Greal, Community and inter-agency structures in the regeneration of inner-city Belfast, Town Planning Review, vol. 66, n°2, 1995, p. 136) *441*
Figure 158 : Forthspring, centre socioculturel interconfessionnel, Springfield Road (3 mars 2000) *462*

NB : Sauf mention contraire, les photographies et les tableaux sont les miens.

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Table des matières

Introduction *15*

1. Belfast, territoire disputé *25*

1-1. La construction de l'Etat et le conflit communautaire **26**
1-11. Le conflit politique et constitutionnel 26
1-11.1. L'Irlande du Nord, un Etat issu d'un compromis territorial fragile 26
1-11.2. Un Etat inégalitaire dominé par les protestants, 1921-1972 32
1-11.3. La tutelle britannique et la recherche d'un consensus, 1972-2003 36
1-12. Un conflit identitaire multidimensionnel 44
1-12.1. Le rôle des idéologies nationales dans la différence culturelle 44
1-12.2. La religion comme facteur central de différentiation 47
1-12.3. Des marqueurs sociaux multiples 48

1-2. Belfast ville-frontière : les manifestations urbaines du conflit **53**
1-21. Les espaces confessionnels 54
1-21.1. Du comptoir colonial à la ville industrielle 54
1-21.2. L'évolution de Belfast durant les Troubles 58
1-22. La géographie de la violence politique 66
1-22.1. Les lieux fixes des affrontements intercommunautaires 66
1-22.2. Les espaces de combat des milices paramilitaires 68
1-23. Les marquages identitaires 71
1-23.1. Les défilés et l'affirmation de la domination protestante 72
1-23.2. Les symboles confessionnels 77
Le marquage symbolique des frontières urbaines 78
Les fresques murales dans la construction symbolique de l'espace urbain 79
Les monuments aux morts, lieux de mémoire contestés 89
La bataille des plaques de rues 92

1-3. Conclusion **93**

2. Les premières peacelines, réponse à l'urgence *95*

2-1. La crise politique et les tensions intercommunautaires **95**
2-11. L'absence de débat public et la répression des manifestations pour les droits civiques 96
2-12. L'échec de la modernisation de l'Etat 97

2-2. Les désordres intercommunautaires **99**
2-21. Les sources 99
2-22. L'émeute comme événement 100
2-23. Le *flashpoint* 102
2-24. L'analyse détaillée de la localisation des émeutes en août 1969 104

2-3. La restauration de l'ordre public : l'interposition de l'armée et les premières *peacelines* **114**
2-31. L'échec du contrôle de la situation par les forces de l'ordre 114
2-31.1. Les insuffisances de la police 114
2-31.2. La reprise en main partielle de l'armée 116
2-32. La première *peaceline* 118
2-32.1. Le démantèlement des barricades en échange de la protection de l'armée et l'édification d'une *peaceline* 118
2-32.2. Les négociations supplémentaires avec la population 122
2-32.3. Le retrait des barricades par l'armée avec l'accord des populations 124
2-33. Les nouvelles *peacelines* pour limiter les affrontements en juin et juillet 1970 126

2-4. Le contrôle territorial **131**
2-41. La reconquête des quartiers 131
2-41.1. Un nouvel ordre spatial après les affrontements : Intimidation et zones interdites 131
2-41.2. La fin des barricades : l'opération *Motorman* du 31 juillet 1972 136
2-42. Un quadrillage spatial durable 137
2-42.1. L'implantation des installations militaires et policières à Belfast 137
2-42.2. Le bouclage du centre ville à partir de 1972 140
2-42.3. La pérennisation des *peacelines* 146

2-5. Conclusion **150**

3. Le mur, un dispositif de police *151*

3-1. La politisation accrue du processus de construction des *peacelines* **155**
3-11. L'initiative de la police limitée par des prérogatives ministérielles renforcées 155
3-11.1. Les textes législatifs renforcent la prépondérance du Secrétaire d'Etat 155
3-11.2. Le partage du processus opérationnel entre le NIO et la RUC 156
3-12. La prise en compte de la demande de sécurité de la population 160

3-2. Les murs accordés par la police suite aux mobilisations locales après des assassinats confessionnels, 1990-1994 ..... **163**
3-21. La structure territoriale de la violence interconfessionnelle 164
3-22. La systématisation de la demande de sécurité 165
3-23. La fermeture de Lanark Way obtenue par les riverains après une série d'assassinats en 1990 168
3-23.1. La campagne des riverains catholiques pour la fermeture de Lanark Way suscite l'opposition des protestants 169

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

3-23.2. L'arbitrage ultime de la police et du NIO 171
3-23.3. Le fonctionnement de Lanark Way 172
3-24. La consolidation du mur de séparation entre les quartiers de Springmartin Road et Springfield Park après un meurtre en 1994 177
3-24.1. La mobilisation sans résultat des catholiques suite aux tentatives d'assassinats 177
3-24.2. L'obtention de la décision 179
3-24.3. La campagne des protestants pour l'ouverture des grilles à l'achèvement des travaux de la *peaceline* 183

3-3. Après le cessez-le-feu de 1994, la construction de nouvelles *peacelines* face aux émeutes intercommunautaires et à la demande non consensuelle de la population .. 184
3-31. Les nouvelles formes de désordre 184
3-31.1. La violence paramilitaire résiduelle 185
3-31.2. Les émeutes liées aux défilés orangistes 186
3-31.3. Les émeutes récréatives 187
3-32. Accords et désaccords communautaires sur les *peacelines* érigées sur la frontière instable entre New Lodge et Tiger's Bay 192
3-32.1. Une interface mouvante partiellement cloisonnée 192
3-32.2. L'accord des communautés sur la division d'Alexandra Park à l'initiative de la police suite aux émeutes récréatives 194
3-32.3. Les émeutes de 1996 195
3-32.4. L'accord des deux communautés consultées par la police sur la *peaceline* de Mountcollyer 196
3-32.5. La *peaceline* de Halliday's Road contestée par les protestants 198
3-33. La consultation des acteurs locaux par la police pour l'édification des *peacelines* dans un contexte de violence continue sur les interfaces 201
3-33.1. La *peaceline* de White City : la consultation minimale des communautés par la police 201
3-33.2. La police renonce à l'extension de la *peaceline* d'Alliance Avenue 215

3-4. La recrudescence des conflits territoriaux et l'extension des *peacelines* après 1998 220
3-41. La réduction globale des mesures de sécurité 220
3-42. Les luttes pour le contrôle de l'espace urbain et les nouvelles *peacelines*, derniers recours du Ministre de la Sécurité 221
3-42.1. Le conflit autour de l'école primaire d'*Holy Cross* et la fermeture d'Ardoyne Road après un arbitrage politique 222
3-42.2. L'extension des murs de sécurité sur décision ministérielle à Newington et dans le Short Strand 234
3-43. La gestion plus concertée des fermetures de rues 243

3-5. Les mesures alternatives aux *peacelines* 246
3-51. Un ajout aux murs de sécurité : les caméras de surveillance 246
3-52. L'implication des communautés dans la prévention de la violence 248
3-52.1. Un réseau de téléphones mobiles pour les interfaces 248
3-52.2. Rapprocher la police des citoyens 250
3-53. La prévention sociale 252

3-6. Conclusion 253

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

4. Les politiques urbaines face aux divisions confessionnelles *255*

4-1. La gestion centralisée de l'aménagement urbain **255**
4-11. Le service d'urbanisme (*planning service)* du Ministère de l'Environnement (DOE) 257
4-12. L'agence d'urbanisme de Belfast (*Belfast Development Office*, BDO) et *Making Belfast Work* (MBW) 259
4-13. L'agence nationale pour le logement social (*Northern Ireland Housing Executive*, NIHE) 261

4-2. Les biais de la neutralité **264**
4-21. La planification urbaine 265
4-21.1. Des plans d'aménagement au-dessus des divisions confessionnelles 265
4-21.2. La remise en cause de la « ceinture verte » en raison de la division confessionnelle 267
4-21.3. La reconnaissance des enjeux confessionnels dans les plans d'aménagement après 1994 271
4-22. Le logement social 273
4-22.1. Un système anti-discriminatoire 273
4-22.2. Les effets ségrégatifs involontaires de la politique d'attribution des logements 275
4-22.3. La reproduction des territoires confessionnels par la rénovation urbaine 278
Les instruments de rénovation 278
La contradiction entre l'objectif d'égalité sociale et l'équilibre communautaire 280
Le maintien des territoires confessionnels malgré des dynamiques différenciées 281
La stabilisation des quartiers protestants en déclin 283

4-3. Conclusion **285**

5. Le compartimentage urbain *287*
5-0. De la difficulté d'interroger les urbanistes et architectes en charge des *peacelines* 288
5-01.Trouver les interlocuteurs pertinents 288
5-02. Obtenir des informations 290

5-1. Tactiques et positions **293**
5-11. Les allégations sur l'implication des forces de l'ordre dans les opérations d'aménagement 293
5-12. Une approche pragmatique et ad hoc 298
5-12.1. La nécessité d'aménager pour préserver la sécurité 298
5-12.2. Le NIHE minimise son rôle décisionnel 302
5-12.3. Le coût des *peacelines* 303
5-12.4. Les premières formalisations des *peacelines* par le NIHE et le DOE au début des années 1980 305
5-12.5. La banalisation des *peacelines* dans le paysage urbain 307

5-2. Les murs, système de compartimentage urbain intégré à l'aménagement **310**
5-21. L'intégration des murs dans les opérations de rénovation urbaine 311
5-21.1. La transformation du Short Strand en un quartier cloisonné 311
La sécurisation de Cluan Place 314
La séparation des circulations dans Bryson Street 320
La fermeture de Thistle Court 328
Les barrières paysagères de Newtownards Road 330
Un espace dissuasif ? 334
5-21.2. La séparation des quartiers par le réaménagement de Crumlin Road 337

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

5-22. Les « barrières environnementales » 342
5-22.1. Les murs paysagers 342
5-22.2. Les compositions paysagères 369

5-3. La mise à distance des quartiers résidentiels 386
5-31. Les routes comme zones tampons entre les quartiers 386
5-32. La revalorisation économique des interfaces 390
5-32.1. Le parc industriel de Northgate 390
5-32.2. Les services et commerces de proximité à Suffolk 396

5-4. Conclusion 401

6. La paix civile et la recomposition des espaces urbains 403

6-1. L'interface, nouveau territoire de l'action publique 404
6-11. La construction de l'interface comme catégorie territoriale spécifique 404
6-12. Les politiques urbaines et la réhabilitation des interfaces 407
6-12.1. Des politiques sociales territorialisées 408
Le besoin social, critère déterminant des zones prioritaires 408
La revitalisation des quartiers 410
6-12.2. La régénération urbaine et l'implication des communautés : partenariats urbains et urbanisme participatif 413
6-12.3. L'aide européenne et internationale pour les interfaces 419
Les fonds européens de développement 419
Les subventions pour la paix 422

6-2. L'aménagement d'espaces partagés 428
6-21. Une remise en cause modérée des territoires exclusifs de l'habitat 429
6-21.1. L'absence de politique de mixité du NIHE 430
6-21.2. Le rapprochement intercommunautaire par les projets associatifs 434
Intercomm 435
Habitat for Humanity 437
6-22. La régénération économique de l'interface à Springvale 440
6-22.1. Un processus d'aménagement intercommunautaire 442
6-22.2. Un campus sur la *peaceline* ? 444
6-23. Le partage des équipements collectifs 448
6-23.1. La promotion des relations intercommunautaires dans le milieu associatif 450
La Commission des Relations Communautaires et les associations locales 450
L'Unité Centrale des Relations Communautaires (CCRU) 453
Le Conseil des Relations Communautaires (CRC) 454
6-23.2. La promotion des 'espaces neutres' par le Conseil des Relations Communautaires 457
La difficulté du partage des équipements de proximité 457
Les neutral venues 458
6-23.3. Forthspring 459
Le rôle social des Eglises dans les relations intercommunautaires 459
Une maison de quartier interconfessionnelle 460
6-23.4. Les *peacelinks* 462

6-3. Conclusion 464

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006

Conclusion *467*

Bibliographie et sources *477*

I Ouvrages, articles, travaux universitaires **478**
Généralités 478
Méthodologie 481
Sur la thématique 482
Violence et maintien de l'ordre 482
Villes divisées, villes en guerre 484
Ségrégations et divisions urbaines 485
Urbanisme et sécurité 486
Sur l'Irlande du Nord et Belfast 487
Population et ségrégation 487
Symboles et défilés 490
Le conflit nord irlandais 490
La violence 493
Maintien de l'ordre 495
Urbanisme et politiques urbaines 496

II Rapports et documents **500**

III Autres sources documentaires **507**
Journaux 507
Sites web 507
Cartes et plans 508
CD-Rom 508
Récits et fictions 508
Documentaires et films 509
Photographies 509

IV Entretiens **510**

Annexes *513*

Terrorism Act 2000 ..... **514**

Tableau récapitulatif des *peacelines* **519**

Chronologie des *peacelines* et de leur contexte **521**

Lexique **528**

Tables des illustrations *533*

Table des matières *539*

tel-00080475, version 1 - 23 Jun 2006